

B

837,320



UNIVERSITY of MICHIGAN  
GENERAL LIBRARY  
OCTAVIA WILLIAMS BATES  
BEQUEST



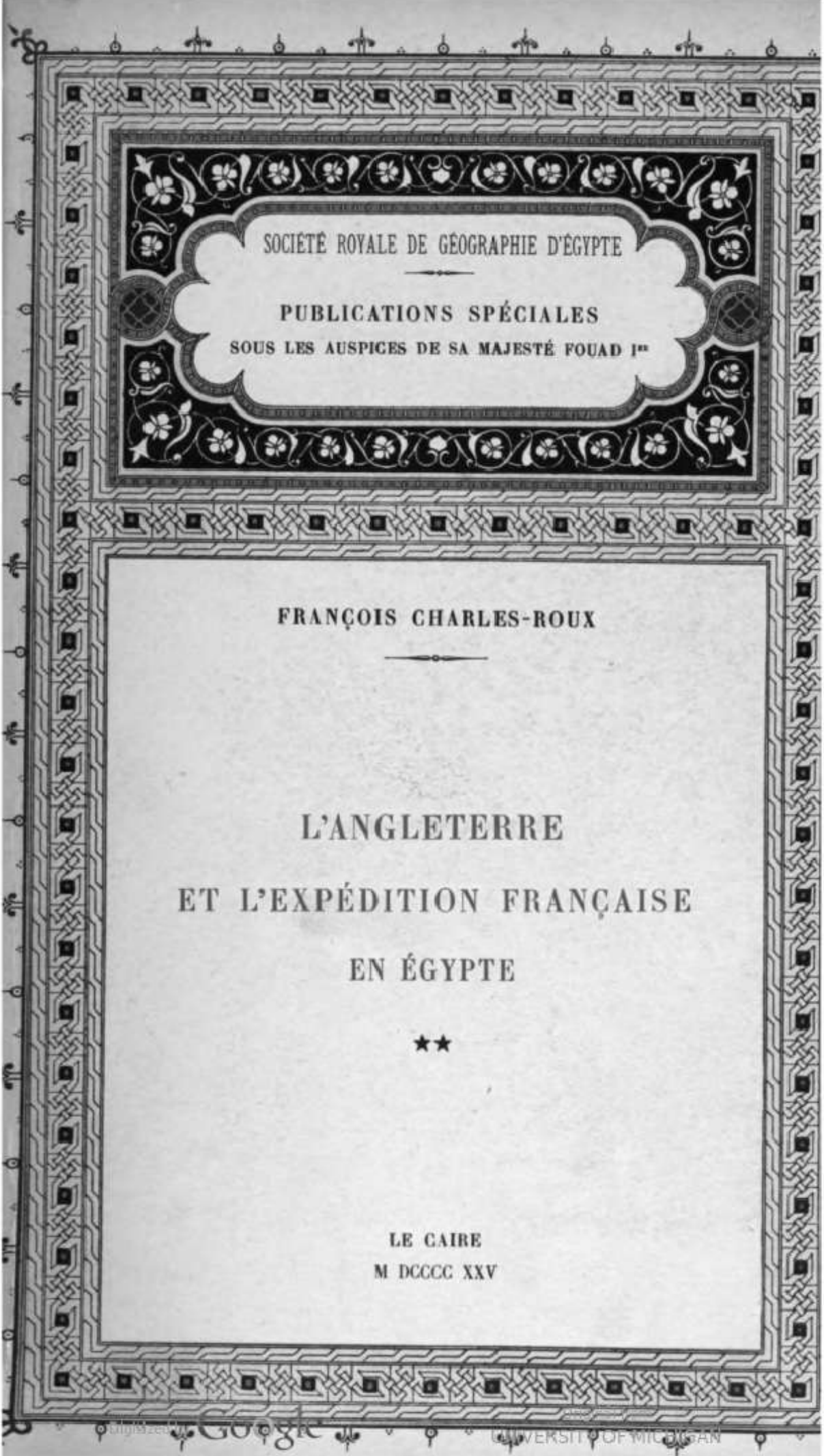
DT  
103  
.C47











SOCIÉTÉ ROYALE DE GÉOGRAPHIE D'ÉGYPTE

PUBLICATIONS SPÉCIALES  
SOUS LES AUSPICES DE SA MAJESTÉ FOUAD I<sup>er</sup>

FRANÇOIS CHARLES-ROUX

L'ANGLETERRE  
ET L'EXPÉDITION FRANÇAISE  
EN ÉGYPTÉ

★★

LE CAIRE  
M DCCC XXV



DT  
103  
.C47



**PUBLICATIONS SPÉCIALES**  
**DE LA**  
**SOCIÉTÉ ROYALE DE GÉOGRAPHIE D'ÉGYPTE**  
**SOUS LA DIRECTION**  
**DE M. ADOLPHE CATTAUI BEY**  
**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DE GÉOGRAPHIE D'ÉGYPTE.**

---

**OUVRAGES PARUS DANS CETTE SÉRIE :**

|                                                                                                                                                                                       |       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
|                                                                                                                                                                                       | P. T. |
| GEORGE FOUCART et ADOLPHE CATTAUI BEY. — <i>La Société Sultanieh de Géographie : son œuvre (1875-1921)</i> (le Caire, 1921).....                                                      | 15    |
| GASTON JONDET, Ingénieur en chef des Travaux maritimes d'Égypte.<br>— <i>Le Port d'Alexandrie : Projet d'amélioration</i> (le Caire, 1921).                                           | 15    |
| HENRI THUILE. — <i>Commentaires sur l'Atlas historique d'Alexandrie</i><br>(le Caire, 1922).....                                                                                      | 15    |
| GEORGES DOUIN, Lieutenant de vaisseau. — <i>Une Mission militaire française auprès de Mohamed Aly (correspondance des généraux Belliard et Boyer)</i> (le Caire, 1923).....           | 25    |
| <i>L'Égypte indépendante (projet de 1801)</i> . Préface de M. Georges DOUIN, Lieutenant de vaisseau (le Caire, 1924).....                                                             | 20    |
| FRANÇOIS CHARLES-ROUX. — <i>L'Angleterre et l'Expédition française en Égypte</i> . Tome I, avec une carte hors texte en couleurs (le Caire, 1925).....                                | 60    |
| Tome II, avec 3 cartes hors texte (le Caire, 1925).....                                                                                                                               | 60    |
| <i>Mémoire sur l'origine des Wahabys, sur la naissance de leur puissance et sur l'influence dont ils jouissent comme nation</i> . Préface de M. Édouard DRIAULT (le Caire, 1925)..... | 20    |

---

En vente à la Société Royale de Géographie d'Égypte.





**SOCIÉTÉ ROYALE DE GÉOGRAPHIE D'ÉGYPTÉ**

---

**PUBLICATIONS SPÉCIALES**

**SOUS LES AUSPICES DE SA MAJESTÉ FOUAD I<sup>er</sup>**

**ET SOUS LA DIRECTION**

**DE M. ADOLPHE CATTAL BEY**

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DE GÉOGRAPHIE D'ÉGYPTÉ**

---

**L'ANGLETERRE**  
**ET L'EXPÉDITION FRANÇAISE**  
**EN ÉGYPTÉ**

## OUVRAGES DU MÊME AUTEUR :

**Les Échelles de Syrie et de Palestine au XVIII<sup>e</sup> siècle.** Tirage à part de la *Revue d'Histoire diplomatique*. Une plaquette in-8°, 142 pages, Plon-Nourrit et C<sup>ie</sup>, Paris 1907.

**La production du coton en Égypte.** Un vol. in-8° jésus, Armand Colin et C<sup>ie</sup>, Paris 1908 (épuisé).

(Couronné par la Société de Géographie commerciale de Paris.)

**Les origines de l'Expédition d'Égypte.** Un vol. in-8° carré, Plon-Nourrit et C<sup>ie</sup>, Paris 1910.

(Couronné par l'Académie française.)

**Alexandre II, Gortschakoff et Napoléon III.** Un vol. in-8° cavalier, Plon-Nourrit et C<sup>ie</sup>, Paris 1913.

(Couronné par l'Académie française.)

**L'Expédition des Dardanelles au jour le jour.** Un vol. in-8°, Armand Colin et C<sup>ie</sup>, Paris 1920.

**Autour d'une route. L'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle.** Un vol. in-8°, Plon-Nourrit et C<sup>ie</sup>, Paris 1922.

(Couronné par l'Académie française.)

**L'ANGLETERRE  
ET L'EXPÉDITION FRANÇAISE  
EN ÉGYPTÉ**

PAR

**M. FRANÇOIS CHARLES-ROUX**

---

TOME DEUXIÈME



IMPRIMÉ PAR L'IMPRIMERIE  
DE L'INSTITUT FRANÇAIS D'ARCHÉOLOGIE ORIENTALE  
POUR LA SOCIÉTÉ ROYALE DE GÉOGRAPHIE D'ÉGYPTÉ

---

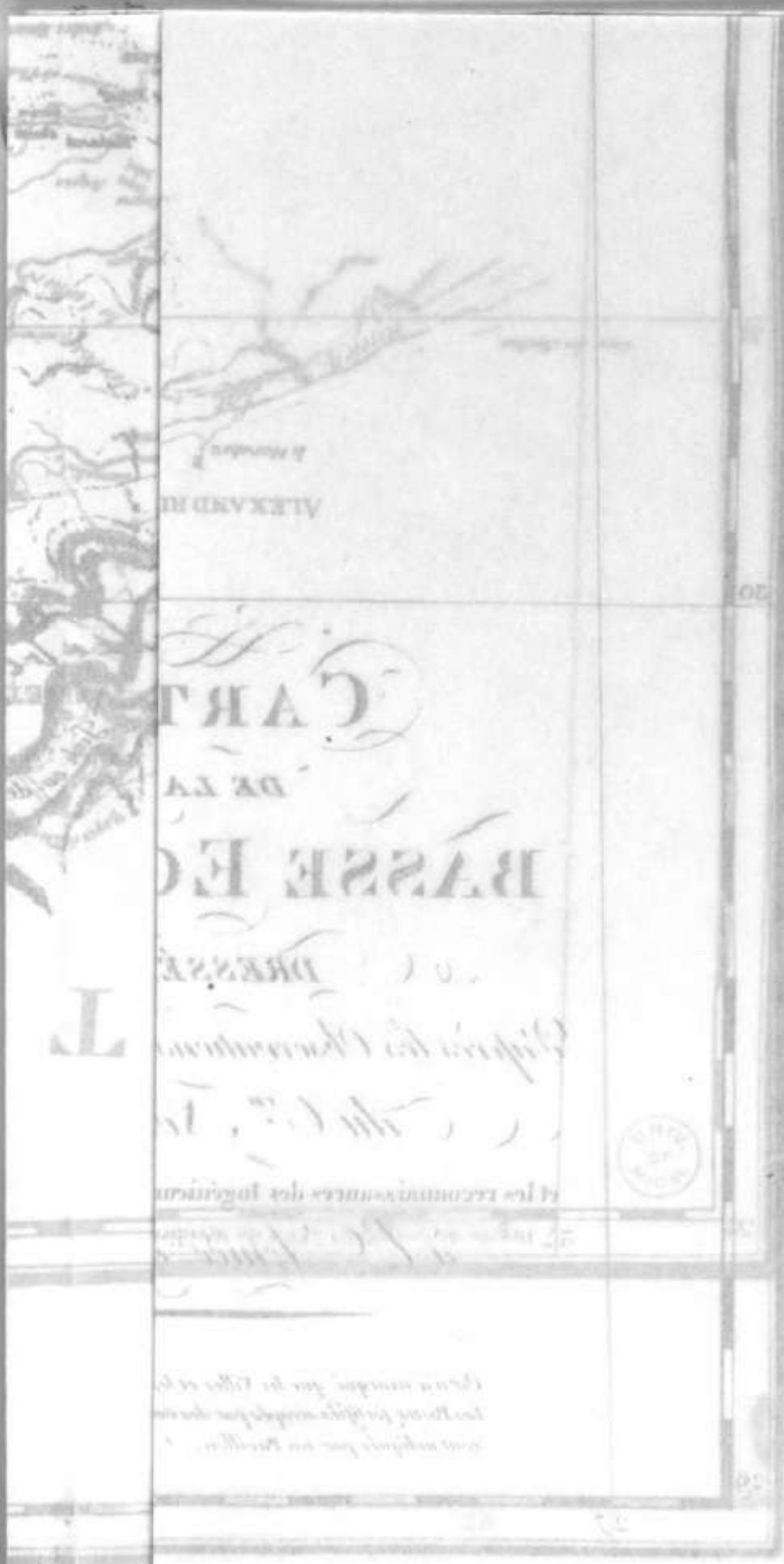
M DCCCC XXV

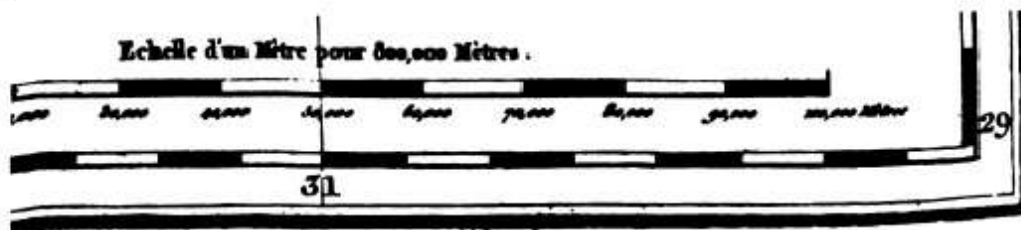
1942



41 121







2002  
6-11-27  
24-26

# L'ANGLETERRE ET L'EXPÉDITION FRANÇAISE EN ÉGYPTÉ

PAR FRANÇOIS CHARLES-ROUX.

---

## LIVRE 3.

---

### CHAPITRE XI.

---

#### NÉGOCIATIONS POUR L'ÉVACUATION DE L'ÉGYPTÉ.

##### LA CONVENTION D'EL-ARICH.

- I. — Ouvertures de Bonaparte au Grand Vizir. Ses instructions à Kléber. Sa conception d'une négociation directe et séparée avec la Porte, en vue d'une paix séparée ou au moins d'une suspension d'hostilités laissant l'Égypte à la France jusqu'à la paix générale. Cette conception méconnaît les engagements de la Turquie avec l'Angleterre et sa dépendance de l'Angleterre.
  - II. — État d'esprit de Kléber au moment de sa prise de commandement. Les deux politiques en présence du côté français. Les partisans de l'évacuation et les « colonistes ». Correspondance de Kléber et du Grand Vizir. Celui-ci la communique à Sidney Smith. Kléber en présence d'un négociateur anglais.
  - III. — Idées de Sidney Smith sur l'évacuation de l'Égypte et le rapatriement des Français. Sa formule de passeport. Ses pouvoirs diplomatiques. Sa lettre à lord Spencer. Fureur de Nelson en apprenant que Sidney Smith est disposé à faciliter le retour aux Français. Deux politiques en présence du côté anglais. Rapatriement ou reddition sans conditions, à défaut d'extermination. Les ministres britanniques n'approuvent pas les idées de Sidney Smith, mais ne l'en avisent pas. Il persévère dans
- Documents, n° 4.*

sa tactique. Sa lettre à Bonaparte à Saint-Jean d'Acre et la proclamation de la Porte aux Français.

IV. — Correspondance de Sidney Smith avec Kléber. Il lui réitère l'offre d'évacuer, mais écarte du terrain de la négociation les diversions politiques, telles que paix franco-turque ou paix générale. Kléber s'éloigne progressivement des directives de Bonaparte et en vient à accepter de traiter d'évacuation pure et simple. Négociations et convention d'El-Arich.

# I

Bonaparte, avant de quitter l'Égypte, a fait une nouvelle tentative pour entrer en négociations avec la Porte. Le 17 août, il a écrit au Grand Vizir une lettre, qu'il lui a fait porter par un prisonnier de marque, Méhémet Effendi, remis en liberté et renvoyé au camp ottoman<sup>(1)</sup>. Sa lettre a eu pour but de « faire connaître » au Grand Vizir « la véritable situation de l'Égypte et entamer des négociations entre la Sublime Porte et la République française, qui puissent mettre fin à la guerre » entre elles. Elle a insisté sur les raisons que la Turquie avait de vivre en bonne intelligence avec la France et, au contraire, de vouloir du mal à deux de ses alliées du moment, la Russie et l'Autriche. Elle a accusé l'Angleterre et la Russie d'avoir trompé le sultan, en lui représentant l'expédition d'Égypte « comme le commencement de l'envahissement de l'Empire ottoman ». « Comme si, — protestait Bonaparte, — je n'avais pas toujours déclaré que l'intention de la République française était de détruire les Mameluks, et non de faire la guerre à la Sublime Porte; était de nuire aux Anglais et non à son grand et fidèle allié, l'empereur Sélim ! » Afin d'éviter que ses ouvertures pussent être attribuées à sa faiblesse, Bonaparte s'est donné pour fort et sûr de sa force : « Je ne crains rien, a-t-il dit, et je suis ici invincible... Je battrai toutes les armées lorsqu'elles projeteront l'envahissement de l'Égypte. » Mais, ce que la Sublime Porte ne pourrait jamais atteindre par la force des armes, elle pouvait l'obtenir par la voie diplomatique : « Je répondrai d'une manière conciliante à toutes les ouvertures de négociations qui me seraient faites ». Dès l'instant que la Turquie ne ferait plus cause commune avec la Russie et l'Empereur, la France ferait

<sup>(1)</sup> Cf. DE LA JONQUIÈRE, *L'Expédition d'Égypte*, t. V, p. 568 à 571.

tout ce qui dépendrait d'elle « pour rétablir la bonne intelligence et lever tout ce qui pourrait être un sujet de désunion ». L'invasion de l'Égypte ayant précisément été ce sujet de désunion, Bonaparte a continué : « Vous voulez l'Égypte, dit-on, mais l'intention de la France n'a jamais été de vous l'ôter. Chargez votre ministre à Paris de vos pleins pouvoirs ou envoyez quelqu'un chargé de vos intentions et de vos pleins pouvoirs en Égypte. On peut, en deux heures d'entretien, tout arranger. » Il n'a pas dit comment et, après avoir seulement indiqué que les Français aimeraient à être les alliés de la Turquie contre ses alliés d'alors, il a conclu : « Je tiendrai pour le plus beau jour de ma vie celui où je pourrai contribuer à faire terminer une guerre à la fois impolitique et sans objet ».

La négociation à laquelle cette lettre convie la Turquie est une négociation directe et séparée, à l'exclusion de ses alliées, pour arriver à conclure avec elle une paix également séparée, la détachant de ses alliées. C'est la répétition d'une tentative déjà faite à plusieurs reprises sans le moindre succès. C'est un effort pour détruire ce que l'expédition d'Égypte a créé, — l'accession de l'Empire ottoman à une coalition anglo-austro-russe, — et rendre ainsi possible le retour après coup à la conception primitive du Directoire, de Talleyrand et de Bonaparte lui-même : l'accommodement entre la France et la Porte sur l'expédition française en Égypte. Quant aux conditions de cet arrangement, la lettre de Bonaparte les laisse intentionnellement dans le vague. Une phrase donne à entendre qu'elles pourraient consister dans l'évacuation : « La Porte peut s'assurer par des négociations ce que ne saurait lui procurer la force des armes ». Mais d'autres passages font entrevoir qu'à cette solution-là Bonaparte préférerait la prolongation, par commun accord, de l'occupation réalisée et un véritable renversement des alliances.

Tant à l'une qu'à l'autre s'oppose un obstacle qui interdit jusqu'au simple fait d'une discussion séparée avec la Porte : c'est qu'elle n'est pas seule maîtresse de ses décisions. Liée à l'Angleterre et à la Russie par des conventions qui obligent les contractants à ne traiter de la paix qu'ensemble, elle est, en outre, à la merci de ses alliées. Voudrait-elle donc négocier isolément avec l'armée française d'Orient, qu'elle ne le pourrait pas. Bientôt connus des Anglais et des Russes, les pourparlers qu'elle aurait engagés isolément l'exposeraient vite à être rappelée à l'ordre et

remise dans le droit chemin. Aucun autre parti pour elle que de s'ouvrir à ses mentors anglais et d'agir de concert avec eux; aucune autre alternative pour la France que de négocier à la fois avec les deux, ou de ne pas négocier du tout. Telle est la rigoureuse réalité que méconnaissaient les ouvertures de Bonaparte au Grand Vizir.

Une fois un agent anglais, Sidney Smith ou tout autre, mêlé à une telle négociation (si tant est qu'il n'en ait pas repoussé le seul principe), il va sans dire qu'il ne pourra plus s'agir, tout au plus, que d'évacuation. D'occupation prolongée, de paix séparée avec la Turquie, il ne pourra plus même être question. Et c'est bien pourquoi Bonaparte a exclu l'hypothèse de négocier concurremment avec les Turcs et avec leurs alliés britanniques.

En s'embarquant pour la France, il a laissé à Kléber, son successeur, des instructions précises, sous forme d'une lettre et de plusieurs mémoires, parmi lesquels s'en trouve un consacré aux « affaires politiques ». Elles montrent clairement que son but, en adressant au Grand Vizir des ouvertures de paix, avait été de faire sortir la Turquie de la coalition et non pas les Français de l'Égypte.

« Si la Porte, a-t-il écrit à Kléber<sup>(1)</sup>, répondait aux ouvertures de paix que je lui ai faites, avant que vous eussiez reçu de mes nouvelles de France, vous devez déclarer que vous avez tous les pouvoirs que j'avais, entamer la négociation, persister dans l'assertion que j'ai avancée que l'intention de la France n'a jamais été d'enlever l'Égypte à la Porte, demander que la Porte sorte de la coalition et nous accorde le commerce de la mer Noire, qu'elle mette en liberté les Français prisonniers, et enfin six mois de suspension d'hostilités... Supposant que les circonstances soient telles que vous croyiez devoir conclure ce traité avec la Porte, vous ferez sentir que vous ne pouvez pas le mettre à exécution qu'il ne soit ratifié... »

À l'évacuation de l'Égypte, Kléber n'a été autorisé par Bonaparte à se prêter que dans des circonstances bien déterminées. « Si par des événements incalculables, toutes les tentatives (pour rouvrir les communications maritimes entre Toulon et Alexandrie) étaient infructueuses et qu'au mois de mai vous n'avez reçu aucun secours ni nouvelles de France, et si, cette

<sup>(1)</sup> 22 août 1799. Cf. DE LA JONQUIÈRE, p. 593 à 606.



année, malgré toutes les précautions, la peste était en Égypte et vous tuait plus de 1500 soldats, perte considérable puisqu'elle serait en sus de celles que les événements de la guerre vous occasionneraient journellement, je pense que dans ce cas vous ne devez point vous hasarder à soutenir la campagne prochaine, et que vous serez autorisé à conclure la paix avec la Porte ottomane, quand même l'évacuation de l'Égypte devrait être la condition principale. Il faudrait simplement éloigner l'exécution de cette condition, si cela était possible, jusqu'à la paix générale. »

Pourquoi il importait de ne se résoudre à évacuer le pays que contraint et forcé et, même dans ce cas, de chercher à atteindre le moment de la paix générale, Bonaparte l'a indiqué dans deux phrases : « Vous savez apprécier aussi bien que personne combien la possession de l'Égypte est importante à la France. Cet empire turc, qui menace ruine de tous côtés, s'écroule aujourd'hui et l'évacuation de l'Égypte par la France serait un malheur d'autant plus grand que nous verrions de nos jours cette belle province passer en d'autres mains européennes. » Les Français partis, l'Égypte risquerait d'échoir, soit aux Russes, soit aux Anglais.

Pourquoi Bonaparte croyait des ouvertures au Grand Vizir susceptibles d'être accueillies, il l'a aussi exposé à Kléber : « Le sultan Sélim a été contraint à la guerre contre la France; le Divan est favorablement disposé pour nous; la perte des armées de Syrie et de Rhodes lui a dessillé les yeux. C'étaient les troupes les plus exercées de l'Empire... La Porte... frémit de terreur à l'aspect des Russes. » Encore qu'exagérées, ces données contenaient, du reste, une part de vérité; mais elles faisaient totalement abstraction des engagements du Gouvernement turc et du danger qu'il eût couru en tentant de s'y soustraire. Continuant donc à omettre ce point ou à ne pas l'apercevoir, Bonaparte a incité Kléber à renouveler les ouvertures déjà faites à Constantinople : « Écrivez au Grand Vizir que nous ne voulons pas garder l'Égypte; que nous n'y sommes arrivés que comme on arrive dans un caravansérail placé sur la route de l'Inde ». Il lui a conseillé de mettre à profit le passage de pèlerins musulmans d'un certain rang se rendant à La Mecque et en revenant, pour se procurer des porte-parole auprès du premier ministre ottoman : « Vous aurez réussi, si vous parvenez à avoir auprès du Grand Vizir des agents français qui puissent vous instruire et contrebattre les menées des Anglais ».

Quant aux Anglais, Bonaparte enfin n'a pas dissimulé à Kléber leur volonté d'enlever l'Égypte à la France; mais il les lui a montrés hors d'état d'y réussir pour le moment et, supposant à la fois des négociations nouées avec Constantinople à leur exclusion, la Porte détachée de leur alliance et la seconde coalition vaincue, il s'est plu à compter, pour avoir finalement raison d'eux, sur la réalisation de ces trois conditions. « Les Anglais seuls veulent sincèrement et avant tout nous chasser de l'Égypte; mais ils en ont manqué l'occasion. La deuxième coalition ayant renoué la guerre en Italie, en Allemagne et au Nord, ils ont besoin de leurs forces pour pouvoir profiter des événements. Si la deuxième coalition est vaincue et la paix rétablie sur le continent, l'Angleterre pourra disposer de ses troupes, puisqu'elle n'aura plus qu'à songer aux affaires de l'Égypte et aux intérêts de l'Hindoustan; mais alors elle ne sera plus secondée par la Porte, qui devra d'autant plus ménager la France que celle-ci aura été victorieuse. »

La tâche diplomatique assignée par Bonaparte à Kléber et amorcée par sa propre lettre au Grand Vizir consiste donc à entrer en négociations directes avec la Porte, afin d'arriver avec elle à une paix qui laisse la France en Égypte et détache la Turquie de la coalition européenne, ou tout au moins à une suspension d'hostilités, qui prive l'Angleterre du concours militaire turc et respecte en Égypte le fait accompli.

## II

Kléber assume le commandement en chef dans un état d'esprit extrêmement différent de celui où était Bonaparte en le lui transmettant. Il n'a plus foi dans le succès ni dans l'utilité de l'entreprise, dont la direction lui échoit sans qu'il l'eût souhaitée ni s'y fût attendu. S'il a eu pour elle un engouement d'un instant, suffisant pour l'entraîner à s'y associer, il en est désormais revenu. Il n'y voit d'autre issue possible et désirable que de tirer l'armée de l'impasse qu'est une conquête coupée de toutes communications. Il se sent, certes, comme militaire et comme administrateur, à la hauteur d'une tâche, où il a déjà fait merveille, et en Égypte et en Syrie. Mais il la tient pour stérile et sans influence sur la guerre générale, si ce n'est le funeste effet de retenir une armée française loin



des théâtres d'opérations où se joue le sort de la France. Avoir jeté cette armée en Égypte lui semble, après coup, une aventure condamnée par l'expérience, « une folie », « la plus grosse bêtise du Directoire » : le devoir militaire et civique consiste, selon lui, à mettre le point final à cette équipée, à ramener en France, dans des conditions honorables, les troupes qui passent sous son commandement et à les replacer ainsi à la disposition de la patrie. Il est donc partisan de l'évacuation. Les considérations dont Bonaparte justifie l'intérêt contraire, — celui de prolonger l'occupation, — ne sont pas faites pour influencer sur l'esprit de Kléber. Il n'y voit que la persistance de son ancien chef dans l'erreur initiale qui avait fait décider une expédition déraisonnable, « insensée ». Aigri contre Bonaparte, qu'il n'a jamais aimé, bien qu'il l'admirât, et dont il juge le départ une désertion, une fuite, ses sentiments personnels et ses impressions du moment ne le portent pas à accueillir docilement les vues d'un prédécesseur dont il hérite à contre-cœur. La majorité des généraux partagent son opinion sur l'inutilité d'une campagne lointaine, dont ils sont las, sur l'intérêt de ramener les troupes en France, et son désir d'y rentrer pour combattre en Europe. L'expédition est devenue impopulaire dans l'armée, où se fait sentir, non la démoralisation, mais ce phénomène que l'argot colonial appelle *cafard*. Kléber s'entoure de collaborateurs qui pensent comme lui et dont l'influence, celle entre autres de son chef d'État-Major Damas et de l'administrateur en chef Poussielgue, l'encourage dans ses idées personnelles. Les contradictions des « colonistes », peu nombreux, — dont l'interprète convaincu est le général Menou, gouverneur de Rosette, converti à l'islamisme, marié à une musulmane et affublé du prénom d'Abdallah, — ne font qu'importuner le général en chef sans ébranler sa conviction, dans laquelle elles l'ancrent au contraire <sup>(1)</sup>.

Deux politiques sont, du côté français, en conflit sur la question immédiatement posée et momentanément résolue en principe par le départ de Bonaparte et l'accession de Kléber au commandement en chef. D'une part, celle à laquelle il est acquis et qui se propose pour but d'en finir avec l'aventure égyptienne et de rendre l'armée d'Orient à la France, au

<sup>(1)</sup> Cf. Georges RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, 1 vol. in-8°, Paris, Plon, 1911.

prix de l'évacuation<sup>(1)</sup>. D'autre part, la politique que Bonaparte a tracée à Kléber avant de s'en aller, dont Menou se fait ensuite l'apôtre, et qui tend à conserver l'Égypte à la France. Elle représente la fidélité à la conception première de l'expédition, ou du moins à ce qui en peut encore subsister. La menace directe contre l'Inde, au moyen d'une expédition accessoire, empruntant la voie de la mer Rouge, n'est plus considérée comme possible par qui que ce soit. Au but stratégique se substitue donc, dans l'esprit des adversaires de l'évacuation, le but colonial. Dans les lettres et mémoires que Menou adresse à Kléber, il est question de commerce, d'agriculture, de coton, d'indigo, de café, de nos colonies perdues des Antilles et de l'Inde, du trafic de la mer Rouge et de l'océan Indien, de l'isthme de Suez et de la communication des deux mers. L'entreprise dans laquelle il s'agit de persévérer consiste en un établissement colonial, dont doivent dériver d'immenses avantages, non seulement économiques, mais politiques. Désignée à la conquête, comme « le pays le mieux placé pour être l'entrepôt du commerce des Indes par la mer Rouge, le Nil et Alexandrie »; valant par elle-même, conservant toute sa valeur, encore que les Anglais fussent maîtres de l'Inde et qu'il fallût renoncer à les en éloigner; possédant assez de ressources, de richesses pour demeurer « la plus admirable des colonies<sup>(2)</sup> », l'Égypte est, aux yeux de Menou, beaucoup plus qu'un élément d'échange, dont il peut être utile de disposer au moment de la paix avec l'Angleterre. C'est une possession à garder en y faisant accepter par l'Angleterre elle-même notre établissement. Là reparaît, démesurément grossie, l'illusion que nous avons déjà notée sous la plume de Ganteaume au lendemain d'Aboukir. Menou la justifie par un véritable

<sup>(1)</sup> Les mêmes considérations qui la recommandent au choix de Kléber y conduisent, au même moment, le principal auteur de l'expédition d'Égypte, Talleyrand, qui conseille au Directoire, en septembre 1799, d'ouvrir une négociation sur l'évacuation avec la Porte et les Anglais, dût l'engagement de ne pas servir jusqu'à la fin de la guerre être la condition du salut de l'armée d'Orient. Talleyrand donc va même plus loin que Kléber. Sans le suivre jusqu'au bout de sa pensée, le Directoire, sur la proposition de son successeur, Reinhard, se résigne cependant à l'évacuation, approuvant l'ouverture avec les Turcs seulement d'une négociation dont les premières modalités sont aussitôt arrêtées.

<sup>(2)</sup> Cf. RIGAULT, *op. cit.*, p. 26-27. Mémoire de Menou en date 6 janvier 1800.

sophisme. « Les ignorants, écrit-il, qui s'amuse à jaser sur mon compte, savent-ils que, malgré l'acharnement que mettent les Anglais à nous enlever l'Égypte, acharnement qui doit prouver de quelle importance ce pays est pour la République, savent-ils, dis-je, qu'il y aurait peut-être possibilité de s'entendre avec les Anglais, qui nous verraient tranquillement en Égypte, s'ils étaient assurés que nous ne voulussions pas les troubler aux Indes <sup>(1)</sup>? » Cet espoir chimérique d'une entente avec les Anglais, sur une occupation française en Égypte de leur consentement, est précisé par Menou dans le mémoire, où il a développé toute sa thèse. Que l'Angleterre ne voulût pas nous laisser nous installer en Égypte, n'était, selon lui, pas sûr. Nous l'apaiserions en lui abandonnant les Indes et le commerce du golfe Persique et en nous prêtant à ne pas avoir de marine militaire sur la mer Rouge <sup>(2)</sup>. L'évolution de la pensée qui avait, en mai 1798, fait diriger une armée française vers l'Égypte est ici complète : la France doit, au besoin, chercher dans un accord avec l'Angleterre le moyen de rester dans le pays où elle était venue principalement pour la frapper. Le terme de cette évolution est, comme on le voit, une grosse naïveté. Car c'en était une de supposer alors l'Angleterre disposée à laisser, de bon gré et sans quelque énorme compensation, la France maîtresse d'une position dont elle s'était emparée pour lui nuire. On ne comprend même pas comment Menou la conciliait avec la crainte, infiniment plus plausible, que les Anglais s'établissent en Égypte, si les Français en portaient.

Telles sont les deux politiques en présence. L'une et l'autre procèdent surtout de considérations qui sont plutôt de la compétence d'un gouvernement que de celle de généraux, fût-ce de commandants en chef : considérations d'intérêt politique et économique, d'opportunité, d'emploi des forces. L'une et l'autre font relativement peu de place à la considération qui est, par excellence, du ressort du commandement : les moyens, les possibilités militaires. L'armée pouvait-elle ou ne pouvait-elle pas tenir et résister en Égypte? C'était, en réalité, la seule question qui aurait dû se poser. Menou et les rares « colonistes » faisant cause commune avec lui la

<sup>(1)</sup> Menou à Kléber, 24 novembre 1799. Cf. RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 25.

<sup>(2)</sup> Cf. RIGAULT, *op. cit.*, p. 29.

résolvaient implicitement par l'affirmative, par le seul fait qu'ils se prononçaient contre l'évacuation; et c'était une singularité de plus dans la situation, que le plus obstiné à vouloir demeurer en Égypte et à en croire la défense possible fût précisément celui qui devait s'avérer incapable de la défendre. Kléber, qui en était capable, ne jugeait pas que le jeu en valût la chandelle. Il se substituait à un gouvernement dont il ne pouvait pas recevoir d'instructions, si ce n'est de loin en loin, pour trancher de sa propre autorité la question d'ordre gouvernemental — celle d'opportunité, d'intérêt. Il écartait le but que lui avait fixé un prédécesseur, dont il ne prévoyait pas l'avènement imminent au gouvernement de la France. Il n'arrêtait son esprit sur la seule question qui fût proprement de sa compétence, — celle des possibilités, des moyens militaires, — que pour y chercher des arguments en faveur de la solution vers laquelle il penchait : l'évacuation.

Dès le 16 septembre 1799, Kléber a écrit au Grand Vizir, en lui renouvelant les ouvertures de paix déjà faites par Bonaparte : « La négociation de cette paix est simple et facile. Il n'existe point d'intérêts compliqués entre les deux nations. Il ne s'agit que de l'Égypte, et l'Égypte est toujours à vous; elle y est plus que jamais, puisque les Mameluks n'y règnent et n'y régneront plus... Le général en chef, Bonaparte, est parti pour aller travailler lui-même à une paix si nécessaire. Je le remplace et je suis, comme lui, animé du désir de voir terminer notre malheureuse querelle<sup>(1)</sup>. » Sauf excès de précipitation, — il y avait un mois à peine que Bonaparte avait écrit, — Kléber ne fait encore, par cette lettre, que suivre le conseil de son prédécesseur, qui l'avait lui-même engagé à renouveler la proposition du 17 août, si le Vizir n'y répondait pas. Rien non plus, dans les termes de la lettre, qui s'écarte de l'ordre d'idées où Bonaparte s'était tenu en écrivant la sienne. Mêmes insinuations contre des ennemis de la Porte, qui ne sont pas nommés, mais dans lesquels il est aisé de reconnaître les Anglais et les Russes.

La dissidence entre l'ancien et le nouveau général en chef, sur l'issue possible de la négociation, n'existe encore que dans les intentions, les dispositions de Kléber. Mais ses intentions, ses dispositions apparaissent dans

<sup>(1)</sup> Cf. *Histoire scientifique et militaire...*, t. VI, p. 345-349.

son rapport au Directoire, du 8 octobre 1799. Il y trace un tableau très poussé au noir de la situation de l'armée, au moment où il en a recueilli le commandement, de l'état des effectifs, de celui du matériel, de l'habillement, des finances, des conditions sanitaires, des forces et des préparatifs ennemis, des dispositions de la population. Il ne pourrait pas, disait-il, mettre en ligne plus de 5000 hommes pour entrer en campagne; Bonaparte n'avait « pas laissé un sol en caisse », mais par contre un arriéré de près de 10 millions, dont 4 millions pour la seule solde en retard; les troupes étaient « nues »; les malades de plus en plus nombreux; les armes, la poudre, le fer et le plomb manquaient; les indigènes étaient hostiles; les Mameluks dispersés mais non détruits; 30.000 hommes de l'armée du Grand Vizir et de Djezzar se trouvaient déjà à Gaza; le reste était en marche, parti de Damas<sup>(1)</sup>. La plupart de ces données étaient exagérées au point d'en être dénaturées, et le rapport tout entier, que Bonaparte prendra la peine de réfuter article par article, car c'était un vrai réquisitoire contre lui, avait manifestement pour but de justifier la résolution qui était ensuite annoncée : proposer au Grand Vizir « la restitution de l'Égypte ».

Sans doute Kléber entendait-il ne proposer d'abord qu'une restitution nominale, qui, rendant à la Porte la perception de l'impôt foncier et la nomination d'un pacha, laisserait aux Français l'occupation militaire des places et des forts et le revenu des douanes, jusqu'à la conclusion de la paix avec l'Angleterre. Mais la fin de sa dépêche montrait qu'il se faisait peu d'illusions sur les chances que ces conditions avaient d'être acceptées. Il avait douté qu'on voulût « y prêter l'oreille »; s'attendre, si l'orgueil des Turcs s'en accommodait, à devoir « combattre l'influence des Anglais ». Il constatait, en le déplorant, le défaut du « levier » nécessaire, la marine, pour atteindre le but que s'était proposé l'expédition d'Égypte. Enfin il annonçait qu'il se « guiderait d'après les circonstances », et déclarait ne pouvoir guère, dans la « détresse » où il se trouvait, s'occuper « que du salut et de l'honneur de l'armée » qu'il commandait. C'était laisser prévoir qu'il se contenterait, faute de mieux, du rapatriement de ses troupes à des conditions honorables. Au demeurant, s'il avait été résolu à ne

<sup>(1)</sup> Cf. ROUSSEAU, *Kléber et Menou en Égypte*, p. 76-84.



traiter avec la Porte que sur la base du maintien de l'occupation française en Égypte, il n'aurait pas eu besoin, pour se justifier de poursuivre un résultat aussi favorable, d'invoquer et d'exagérer la « détresse » de sa situation.

L'événement paraît d'abord confirmer l'espoir de Bonaparte dans la possibilité de nouer une négociation avec les Turcs, à l'exclusion des Anglais. Au début d'octobre 1799, Méhémet Effendi est de retour au Caire, avec la réponse du Grand Vizir à la lettre du 17 août. Le délai relativement court dans lequel Youssef pacha a répondu peut même, de la part d'un Turc, passer pour de l'empressement. Par contre, les termes de la réponse détruisent du premier coup l'illusion, où s'était complu Bonaparte, de trouver la Porte disposée à causer de paix séparée, de renversement d'alliances, et à admettre l'occupation française en Égypte; ils circonscrivent nettement la conversation à la question de l'évacuation, présentée comme une grâce, un « pardon dédaigneux », que l'armée française devait s'estimer heureuse d'obtenir. Kléber déclare lui-même cette réponse « écrite dans le délire de l'orgueil et marquée au coin de la plus haute insolence ». Sa première impression est qu'« il faut, d'après cela, renoncer entièrement à traiter avec les ministres de la Sublime Porte, ou se couvrir et s'envelopper d'infamie »; et la déception qu'il en éprouve — ou peut-être qu'il affecte d'en éprouver — lui fait regretter de ne pas avoir sous la main quelque parlementaire russe ou anglais, pour inspirer aux Turcs « une jalousie ou une défiance qui pourrait les rendre plus traitables <sup>(1)</sup> ». Il fait éclater son indignation devant Méhémet Effendi et Moustafa pacha, les deux intermédiaires de sa correspondance avec le Grand Vizir, s'écriant que « les Français ne répondaient à de pareilles missives qu'avec le canon et la pointe de leurs baïonnettes <sup>(2)</sup> ». Cependant, ses interlocuteurs réussissent à l'apaiser, en insinuant que les aspérités de la lettre de Youssef pacha s'adressaient plutôt à Bonaparte qu'aux Français

<sup>(1)</sup> Kléber à Menou, 11 octobre 1799. Cf. ROUSSEAU, *Kléber et Menou en Égypte*, p. 93.

<sup>(2)</sup> Kléber au Directoire, 12 octobre 1799. Cf. ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 94. Dans une lettre à Menou du 22 octobre, Kléber dit : « Je n'ai pas voulu répondre à la lettre impertinente que le Grand Vizir a adressée à Bonaparte, mais j'ai endoctriné son effendi... ».

en général. De fait, il confère avec eux et, le 27 octobre, se décide à répondre au Grand Vizir en peu de mots, où il se réfère à ce que Moustafa pacha lui écrivait sur leurs entretiens. Relativement fidèle encore aux directions de Bonaparte, il a cherché à « gagner du temps », à éveiller les défiances des Turcs contre les Russes, et à retarder l'évacuation, — dont il a pourtant admis le principe, — jusqu'au moment indéterminé où la Turquie pourrait se passer d'une « garantie » contre ses propres alliés <sup>(1)</sup>.

Dans l'intervalle, le Grand Vizir a répondu à la lettre de Kléber du 17 septembre. Youssef a répété ne vouloir traiter que d'évacuation pure et simple <sup>(2)</sup>. La négociation à peine entamée achemine donc le général français vers un dilemme : ou la suspendre, ou la poursuivre sur le seul terrain où elle soit acceptée. Entre ces deux alternatives, la ressource qu'il a encore et dont il usera, de continuer la correspondance en se maintenant dans son ordre d'idées, saurait réussir tout au plus à amuser le tapis pendant quelque temps, non pas à orienter la discussion vers la paix franco-turque et la reconnaissance de l'occupation française en Égypte, pas davantage à arrêter les hostilités. Mise en pratique, la conception diplomatique de Bonaparte tend à s'avérer chimérique. Il est vrai qu'on n'en est encore, de part et d'autre, qu'à l'entrée en matière et que le Grand Vizir peut ne pas avoir, dès ses premières lettres, dit son dernier mot. Mais son dernier mot ne pourra pas différer sensiblement de son entrée en matière, dès l'instant qu'il a mis son conseiller anglais, Sidney Smith, dans la confidence de ses pourparlers avec les Français.

Sidney Smith a en effet reçu du Grand Vizir communication de la lettre de Bonaparte du 17 août, de la lettre de Kléber du 17 septembre, et de ses réponses <sup>(3)</sup>. Immédiatement il a résolu d'intervenir personnellement dans la négociation. Kléber va donc voir exaucer son étrange vœu, de se trouver en présence d'un négociateur anglais.

<sup>(1)</sup> Cf. RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 48.

<sup>(2)</sup> D'après Rigault, Kléber a reçu cette lettre au Caire le 23 octobre, en sorte que sa propre lettre du 27 octobre répond à la fois aux deux réponses successives du Grand Vizir.

<sup>(3)</sup> Voyez sa lettre à Kléber du 26 octobre 1799. *Pièces officielles de l'Armée d'Égypte*, 2<sup>e</sup> partie, p. 175, Paris, an IX.

## III

Au contact des difficultés de sa tâche militaire, et devant les lacunes de l'organisation turque, tant pour l'armée que pour la marine, Sidney Smith en est venu tout de suite à penser qu'il y avait lieu pour lui d'appeler la diplomatie au secours de la force. S'exagérant beaucoup, d'après les correspondances françaises interceptées, l'embarras, le désarroi du commandement ennemi après la victoire de Nelson, le dénuement et le mécontentement des troupes, il y a vu une ressource à exploiter. En déclarant à ces gens fourvoyés, aux abois, que la voie leur était ouverte pour rentrer chez eux, individuellement ou en corps, on augmenterait leur *homesickness*, leur mal du pays, au détriment de leur moral, de leur force de résistance. N'obtiendrait-on par là que ce résultat, qu'on n'aurait déjà pas perdu sa peine. Mais s'il arrivait qu'ils vous prissent au mot et voulussent s'en aller, un à un ou ensemble, il faudrait encore leur tenir parole et faciliter leur départ, parce que l'on aurait ainsi atteint, sans coup férir ou au prix d'un effort militaire abrégé, le but de la campagne en Orient. Tel est le raisonnement qu'a fait Sidney Smith dès son arrivée à Constantinople. Il y a été encouragé par les Turcs eux-mêmes, désireux de libérer le territoire ottoman de la présence des Français et déçus de voir l'Angleterre consacrer aux opérations en Orient peu de forces navales et aucune troupe de terre. Le principe de se prêter, le cas échéant, au rapatriement de l'armée ennemie a été posé, dès les conférences tenues à Constantinople entre les ministres du sultan, Sidney Smith et le représentant russe, Tamara, où a été arrêté le plan d'opérations<sup>(1)</sup>. Sidney Smith y a vu encore l'avantage de délivrer l'Inde, — pour laquelle il s'inquiète et d'où ne pourra avant longtemps lui parvenir aucune nouvelle rassurante, — de la menace que fait peser sur elle l'occupation française en Égypte. Il a donc établi et fait imprimer, en français, une formule de passeport, en bonne et due forme, qu'il se propose de tenir à la disposition des militaires français désireux d'en profiter.

« De par le chevalier Sidney Smith, Grand-Croix de l'ordre royal et

<sup>(1)</sup> Cf. *Dropmore papers*, t. V, p. 42. Sidney Smith à lord Spencer, 6 mars 1799.



militaire de l'Épée de Suède, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté britannique près la Porte ottomane et chef de son escadre dans les mers du Levant,

« Tous amiraux, généraux et officiers, tant militaires que civils, de Sa Majesté britannique, ceux de ses alliés et puissances amies, sont priés de laisser librement et sûrement passer le nommé . . . . . (nom, âge, signalement, etc.) et de lui prêter aide et assistance en cas de besoin pour poursuivre sa destination. Bon pour . . . . . mois.

« Donné à bord du vaisseau de Sa Majesté le . . . . . (nom du vaisseau).

« Ce . . . . . (date).

Signé : W. SIDNEY SMITH.

(cachet).

Par ordre :

JOHN KEITH

secrétaire <sup>(1)</sup>.

Notons en passant que le titre de « Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté britannique près la Porte ottomane », dont Sidney Smith se pare dans ce document, n'est nullement usurpé. Son nom a été accouplé à celui de son frère, Spencer Smith, dans les pleins pouvoirs qui leur ont été conférés à tous deux, pour négocier et signer le traité du 5 janvier 1799. Sur une question qui lui sera posée peu après par Nelson, lord Spencer confirmera le fait dans les termes suivants : « Par suite de sa parenté avec le ministre du Roi à la Porte ottomane, et de ses relations personnelles avec plusieurs des principaux personnages à Constantinople, le Gouvernement a jugé expédient de joindre son nom dans les pleins pouvoirs délivrés à son frère pour conclure un traité avec cette cour, et lord Saint-Vincent, en conséquence, a été invité à l'envoyer d'abord à Constantinople <sup>(2)</sup> ». Sidney Smith est donc, au moins à cette époque, parfaitement fondé à se prévaloir d'une qualité diplomatique.

Ses supérieurs hiérarchiques dans la marine anglaise ont eu connaissance, et de sa qualité diplomatique, et du caractère « autonome » de son

<sup>(1)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. III, p. 336.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, t. III. Lord Spencer à Nelson (particulière et autographe), 12 mars 1799.

commandement naval. La preuve en est qu'ils s'en sont offusqués et lamentés. L'amiral Jervis, écrivant de Gibraltar à lord Spencer, déclare que Nelson se sent atteint par « l'ambassade » et le commandement séparé de Sidney Smith. Il dit aussi : « Mon unique appréhension est que Sir Sidney Smith, enveloppé dans l'importance de son caractère *ambassadorial*, ne s'occupe pas comme il convient de la partie pratique de sa profession militaire <sup>(1)</sup> ».

A peine venait-il de prendre le commandement de la croisière devant Alexandrie, que Sidney Smith a connu les instructions données par Bonaparte à Beauchamp, envoyé en mission à Constantinople et capturé en cours de traversée. Il est tombé en arrêt devant le passage de ces instructions qui prescrivaient à l'émissaire français, si on l'interrogeait, de laisser entendre que, sous certaines conditions, le général en chef consentirait à entrer en accommodement avec la Porte, voire à évacuer l'Égypte. Les Français n'étaient donc pas opposés, à priori, à s'en aller. Aussitôt, Sidney Smith, dont l'imagination a travaillé sur cette phrase, a été confirmé dans ses intentions, dont il s'empresse de faire part au Premier Lord de l'Amirauté, lord Spencer :

« Je poursuivrai le plan d'opérations que l'expérience de lord Nelson m'a tracé, avec cette différence que, conformément aux mesures adoptées à la suite des conférences avec la Porte, nous ne nous en tiendrons plus à réduire l'ennemi à la damnation en Égypte, mais lui permettrons d'évacuer le territoire par tous les moyens, excepté celui qui l'autoriserait à se retirer les armes à la main, avec la liberté de s'en servir ailleurs. Buona-parte, dans ses instructions secrètes à l'un de ses agents, dit : « Si jamais on vous faisait la question : les Français consentiront-ils à quitter l'Égypte ? — Pourquoi pas ? . . . » (ici un extrait des instructions de Bonaparte à Beauchamp). A cela je me propose de lui répondre que, le sens de cet article de ses instructions étant clair, je ne peux que l'assurer de mes dispositions à écouter toute proposition raisonnable. En même temps, je lui rappellerai que son retour en France dépend entièrement de l'escadre britannique croisant devant Alexandrie, et que, conformément à un ac-

(1) W. J. ANSON, *The life of John Jervis, Admiral Lord Saint-Vincent*, Londres, 1913, 1 vol., p. 225.

cord avec la Porte, mes passeports seuls sont reconnus valables par elle et par les États barbaresques, pour les prisonniers de guerre de l'Angleterre. Je mentionne ceci, dès maintenant, pour permettre à Votre Seigneurie de juger des probabilités dans cette contrée, où tout est encore dans un état embryonnaire et dépend d'armées turques qui ne seront jamais telles qu'on vous les promet. On n'attrape pas des mouches avec du vinaigre; ainsi je leur offre du miel. Et ce n'est pas seulement à Buonaparte que j'offre ce pont d'or, mais, par d'autres canaux, indirectement à tous les individus de son armée. J'espère arriver, par ces moyens, à atteindre ceux qui sont hors de la portée de nos boulets; car, pour les autres, je les considère comme une proie plus sûre, d'après ce que j'apprends<sup>(1)</sup>. »

Il s'agit donc bien, dans la pensée de Sidney Smith, d'autoriser Buonaparte et ses troupes à s'en aller, si le cœur leur en dit. A quelles conditions? Comme prisonniers de guerre? Ou plutôt contre l'engagement de ne pas servir jusqu'à la fin des hostilités? Ceci n'est pas clairement indiqué et reste encore dans le vague. Mais une capitulation pure et simple, en rendant les armes et acceptant la captivité, n'eût apparemment pas été ce *miel*, ce *pont d'or*, cette *proposition raisonnable*, dont parlait le commodore. Il s'agit aussi de faire entendre au général français, avant qu'une négociation ait pu se nouer entre la Porte et lui, que c'est là une affaire à régler, non avec les Turcs, mais avec le représentant de l'Angleterre; enfin d'apprendre à ceux de ses soldats que la défection tenterait, qu'il ne tient qu'à eux de sortir de l'enfer égyptien.

Les intentions de Sidney Smith ont été connues de Troubridge, son prédécesseur au commandement de la croisière, et par Troubridge de Nelson, dont il ralliait alors le pavillon. Elles ont mis Nelson hors de lui. Son sang n'a fait qu'un tour à l'idée qu'un seul Français pût, par la faute de cet intrus de Sidney Smith, être soustrait à l'extermination totale, à laquelle il continuait, avec une imperturbable confiance, à les croire tous voués par sa victoire d'Aboukir. Il a aussitôt mandé à Sidney Smith<sup>(2)</sup> : « Comme cela est en directe opposition avec mon opinion, qui

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. V, p. 42-43. Sidney Smith à lord Spencer, 6 mars 1799.

<sup>(2)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. III, p. 296. Nelson à Sidney Smith, Palerme, 18 mars 1799.

*Documents*, n° 4.

est de ne jamais tolérer qu'un seul et unique Français quitte l'Égypte, je dois donc vous prescrire et vous ordonner de ne jamais donner à aucun navire ou individu français congé de quitter l'Égypte ». Nelson a ajouté qu'il s'opposerait à ce qu'aucun passeport fût délivré par un officier sous ses ordres ou par un étranger, et qu'au reste il n'en reconnaîtrait aucun pour valable et arrêterait les navires qui auraient un sauf-conduit. Deux jours après, il a écrit à son chef Jervis (lord Saint-Vincent), qu'à son avis la victoire du Nil aurait été inutile, si l'on permettait à un navire français ou à un soldat français de retourner en Europe, et que Bonaparte devrait tomber tôt ou tard, « si Sir Sidney Smith ne l'autorisait pas à retraiter par mer<sup>(1)</sup> ». Au même moment il a connu la capture de Beauchamp, « un envoyé de Bonaparte à la Porte, dit-il, en route pour Constantinople, avec mission de traiter d'évacuation ». Buté sur son idée comme Sidney Smith sur la sienne, il a tiré du fait une conclusion diamétralement opposée à celle du commodore : « Cette offre est ce à quoi je m'attendais depuis longtemps, comme conséquence de la glorieuse bataille du Nil; mais de ce moment aussi ce fut ma détermination de ne jamais permettre, si je pouvais l'empêcher, qu'un seul Français quittât l'Égypte... Je considère comme une véritable folie d'autoriser cette bande de voleurs à retourner en Europe. Non! en Égypte ils sont venus de leur propre consentement, et là ils resteront tant que Nelson commandera l'escadre détachée. Jamais, jamais, il ne consentira au retour d'un seul navire ou d'un seul Français<sup>(2)</sup>! »

Lord Spencer, Premier Lord de l'Amirauté, a été sensiblement du même avis, quand il a reçu la lettre où Sidney Smith lui annonçait son intention de faciliter aux Français le départ d'Égypte et de leur offrir désormais « du miel », au lieu de « vinaigre ». Ayant cru comprendre que cette méthode avait été stipulée dans le traité du 5 janvier, il a aussitôt écrit à lord Grenville, en lui communiquant la lettre du commodore : « Je n'ai jamais vu de copie du traité qui a effectivement été signé par les Smith avec la Porte, mais je ne sais trop quel cas faire de ce qui apparaît à ce sujet, dans ces lettres et dans d'autres antérieures. Ils sem-

<sup>(1)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. III, p. 296. Nelson à Saint-Vincent, 20 mars 1799.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, t. III. Nelson à Will. Wyndham, ministre à Florence, 22 mars 1799.

blent être entrés dans des stipulations qui n'étaient pas dans mes vues, et quant aux forces anglaises à employer sur la côte d'Égypte, et pour inviter les Français à quitter l'Égypte et à retourner en Europe. Sir Sidney Smith paraît penser que le désavantage de cette dernière mesure serait écarté, en les considérant comme prisonniers de guerre; mais je ne peux voir les choses sous ce jour, parce que, à peine auraient-ils mis le pied sur le sol de France ou d'Italie, qu'ils se feraient fort peu de scrupules de servir contre nous ou contre l'un de nos alliés. Enfin, quand ce ne serait que pour l'exemple, je regretterais extrêmement qu'aucune partie considérable de cette armée pût jamais revenir, à quelque condition que ce fût <sup>(1)</sup>. » C'est, en termes plus calmes, la même opinion que celle de Nelson.

Deux politiques se sont donc heurtées de prime abord, du côté anglais, à propos de l'évacuation de l'Égypte, exactement comme deux politiques ont été, du côté français, en conflit sur la même question <sup>(2)</sup>. Une politique anglaise, celle de Sidney Smith, a mis au premier plan l'intérêt de faire place nette des Français en Égypte, de restaurer l'intégrité de l'Empire ottoman et de soustraire l'Inde à une menace; une autre, celle de Nelson, de lord Spencer et du Gouvernement, a fait passer avant cet intérêt celui de tenir une armée française éloignée de l'Europe et de la faire périr en Afrique. La première et la seconde ont apprécié différemment la difficulté matérielle d'avoir raison, par les armes, des envahisseurs de l'Égypte.

Il n'est pas douteux que Grenville ait partagé l'opinion exprimée par lord Spencer dans sa lettre du 7 mai. Mais il ne semble pas que, ni lui, ni le Premier Lord de l'Amirauté aient alors averti Sidney Smith qu'il faisait fausse route. A ce moment, du reste, l'expédition de Syrie, le siège d'Acre et son issue sont venus faire diversion à ce qu'ils ont pu

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. V, p. 42. Lord Spencer à Grenville, 7 mai 1799.

<sup>(2)</sup> Le heurt des deux politiques anglaises a été antérieur à celui des deux politiques françaises, la question de l'évacuation s'étant posée dans le camp anglo-turc, dès l'arrivée de Sidney Smith en Orient, longtemps avant de se poser dans le camp français, où, tant que Bonaparte a commandé, elle a été exclue des vues du commandement, si ce n'est comme une amorce pour allécher la Turquie.



prendre pour une simple lubie du commodore, fortifier en eux l'espoir d'une prochaine « décision » purement militaire de la campagne d'Orient, et jeter un rayon de gloire sur le marin-diplomate que, peu auparavant, Nelson appelait encore, par dérision, « le chevalier suédois » (*the Swedish knight*)<sup>(1)</sup>. Pourtant, même au cours du siège d'Acre, Sidney Smith n'a pas renoncé à « offrir du miel » à l'adversaire, à qui il administrait alors tant de vinaigre de sa façon. A la veille de la levée du siège, il a fait porter à Bonaparte, par un parlementaire, une lettre de lui et une proclamation de la Porte. Sa lettre, après avoir rappelé le passage des instructions de Bonaparte à Beauchamp (« si l'on vous demandait : les Français consentiront-ils à quitter l'Égypte? — Pourquoi pas? »), continuait ainsi : « Je n'ai pas voulu faire la question : « les Français veulent-ils quitter la « Syrie? », avant que vous n'eussiez fait l'essai de vos forces et des nôtres, puisque vous ne pouviez pas être convaincu, comme je le suis, de l'impraticabilité de votre entreprise; mais, maintenant que vous voyez cette place défendue comme elle peut l'être par sa position, sinon par ses fortifications, et par la bravoure de sa garnison, qui n'est pas moins nombreuse que les assiégeants, et que vous voyez qu'elle est renforcée tous les jours au lieu d'être affaiblie après deux mois de siège, je vous fais la demande : voulez-vous évacuer le territoire ottoman avant que l'arrivée de la grande armée combinée change la nature de la question? » La proclamation de la Porte adressée aux généraux, officiers et soldats de l'armée française en Égypte, après leur avoir affirmé que le Directoire les avait déportés et leur avoir annoncé l'entrée en lignes d'armées innombrables et de flottes immenses, les incitait à la défection, les engageant à profiter des « dispositions bénignes de la Sublime Porte », pour se tirer de « l'abîme affreux » où ils avaient été plongés : des passeports les attendaient, qui leur permettraient d'aller où ils voudraient, sans être arrêtés par les escadres alliées. Par une apostille mise au bas de la proclamation, Sidney Smith en garantissait l'exécution, en tant que ministre d'Angleterre près la Porte et commandant de l'escadre combinée devant Acre<sup>(2)</sup>.

(1) Faisant allusion à sa « grand'croix de l'ordre royal et militaire de l'Épée de Suède », mentionnée dans la formule de passeport établie par Sidney Smith.

(2) Cf. DE LA JONQUIÈRE, *op. cit.*, t. IV, p. 527-528.

La lettre de Sidney Smith à Bonaparte est restée sans réponse. Quant à la proclamation de la Porte, répandue à profusion dans les tranchées françaises par les assiégés, à la faveur de leurs sorties, le commodore s'est plu à croire qu'elle y avait semé la démoralisation et l'indiscipline<sup>(1)</sup>. Tous les témoins français s'accordent à constater au contraire qu'elle y a été traitée par le mépris. Le seul intérêt de cette manœuvre déjouée consiste en ce qu'elle montre la continuité dans les intentions, la suite dans les idées de Sidney Smith. La désapprobation de Nelson, la seule qui lui ait été signifiée, ne l'a nullement fait revenir sur ses dispositions. Son succès à Saint-Jean d'Acre accroît son assurance et son indépendance naturelles. Il n'a jamais été et il est moins que jamais homme à ne pas se prévaloir des prérogatives qu'il tient de son caractère diplomatique et d'un commandement naval pratiquement autonome. Loin de là; il se targue auprès de Nelson lui-même de disposer de toutes les forces militaires et navales de la Turquie. «Je n'ai pas seulement, lui écrit-il, toute la flotte turque, commandée par le vice-amiral de l'Empire, mais encore l'armée ottomane, placées sous mes ordres, non pas, bien entendu, comme capitaine du *Tigre*, mais comme ministre du Roi de Grande-Bretagne et membre du conseil qui a décidé l'armement<sup>(2)</sup>.»

On sait que, depuis Acre, ni troupes ni escadre ottomanes n'ont plus donné à Sidney Smith grande satisfaction. Réduit à les faire se battre, malgré le peu de cas qu'il en faisait, il n'a réussi qu'à faire battre à Aboukir l'armée de Moustafa pacha. Tout en préparant de nouvelles opérations de plus grande envergure, il n'exclut pas, et il n'a pas tort, qu'elles ne tournent tout aussi mal pour l'armée du Grand Vizir, qui descend de Syrie, et pour la division de janissaires, que lui-même s'appête à débarquer à Damiette. Tel est son état d'esprit, quand le Grand Vizir le met au courant des ouvertures successives de Bonaparte et de Kléber et des réponses qu'il y a faites. C'est l'occasion pour Sidney Smith de mettre son projet à exécution, de renouveler à un général en chef, plus disposé que Bonaparte à l'entendre, la proposition de s'en aller de bon gré.

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. V, p. 81. Sidney Smith à Kœhler, 4 juin 1799.

<sup>(2)</sup> H. BARROW, *Life and correspondence of Admiral Sir William Sidney Smith*, 2 vol., Londres, 1848; t. I, p. 255. Sidney Smith à Nelson, de Jaffa, 31 mai 1799.



## IV

Il la réitère à Kléber, en lui écrivant le 26 octobre 1799<sup>(1)</sup> : « L'offre faite de laisser le chemin libre à l'armée française pour l'évacuation de l'Égypte a été méconnue jusqu'ici ». Elle était pourtant toujours valable; lui-même s'en était assuré auprès de la Porte : « On est encore à temps de profiter de cette offre générale ». Mais l'évacuation, le rapatriement, n'étaient matériellement exécutables que du consentement et avec le concours de l'Angleterre, maîtresse de la mer : les Français devaient ne pas l'oublier. La possibilité pour eux de quitter l'Égypte, les moyens de rentrer en France dépendaient des Anglais : c'était dire que les conditions en étaient à débattre avec le représentant britannique.

Avant cette raison matérielle, Sidney Smith en avait rappelé à Kléber une autre, juridique : c'était le traité du 5 janvier 1799, dont il lui avait résumé les stipulations. Elles faisaient de la Grande-Bretagne une puissance, non pas « auxiliaire », mais bien « principale », dans la question posée par les lettres des généraux français au Grand Vizir. Donc, pas de négociation possible avec la Porte seule, à l'exclusion de l'Angleterre : engagé à se l'interdire, le Gouvernement ottoman, « célèbre de tout temps par sa bonne foi », ne s'y prêterait pas.

Suivaient, choisis avec discernement, des arguments destinés à disposer Kléber en faveur du parti qui lui était présenté et à le détourner d'en imputer l'offre à la faiblesse de ses adversaires. L'Angleterre n'avait plus rien à craindre pour l'Inde des entreprises de la France : Tippoo-Sahib avait été vaincu et tué; la marine anglaise était maîtresse des deux mers, entre lesquelles l'armée d'Orient était établie; les Français ne pouvaient tirer aucun profit de l'Égypte sans commerce; en y restant ils ne feraient que prolonger leurs propres maux et ceux de leurs compatriotes détenus dans les Échelles du Levant; l'état de guerre avec la Turquie ruinait le midi de la France; la seule raison pour les Anglais de souhaiter l'évacuation de l'Égypte était qu'ils avaient garanti l'intégrité de l'Empire ottoman, mais non qu'eux-mêmes et leurs confédérés fussent embarrassés

<sup>(1)</sup> *Pièces officielles de l'Armée d'Égypte*, 2<sup>e</sup> partie, p. 175-178.

d'imposer leur volonté par la force; c'était « gratuitement » qu'on prêtait aux alliés des Turcs « les principes envahisseurs du Directoire ».

Enfin, du terrain de la négociation étaient discrètement écartées les digressions ou les diversions politiques. Sans doute l'évacuation de l'Égypte faciliterait-elle et hâterait-elle « la paix générale », dont elle était le « préliminaire » indispensable. Mais il allait de soi, Kléber devait le sentir, que le sujet de la paix générale ne pouvait pas même être abordé entre lui et ses interlocuteurs, à la distance où ils étaient de leurs gouvernements respectifs. Cela signifiait qu'il fallait renoncer à mettre sur le tapis toute question qui fût du domaine de cette paix.

Sidney Smith évitait de spécifier que la paix franco-turque fût, comme partie intégrante de la paix générale, au nombre des questions exclues. C'était un point qu'il laissait intentionnellement dans le vague. D'une allusion à « l'état de guerre avec la Porte ottomane », on pouvait même induire qu'il en admettait la cessation. En réalité, conséquent avec lui-même, et ne se dissimulant pas que l'évacuation de l'Égypte, par le seul fait qu'elle romprait le contact militaire, mettrait fin aux hostilités franco-turques, il se souciait peu du nom dont les relations des deux pays seraient ensuite appelées, pourvu que la convention d'évacuation n'eût stipulé aucune condition étrangère à cette seule et unique opération.

Des conditions mêmes de l'évacuation, il ne disait rien non plus. Mais il était aisé de voir, aux termes dont il s'était servi, qu'il ne prétendait pas imposer aux Français de déposer les armes et de se constituer prisonniers de guerre. De fait, il n'avait plus, si tant est qu'il l'eût jamais eue sérieusement, l'intention d'émettre cette exigence. Il savait qu'elle aurait coupé court aux pourparlers et il tenait trop à conclure, pour s'exposer à rendre la conclusion impossible. Pour bien attester qu'il avait les pouvoirs nécessaires, il faisait encore suivre sa signature de sa double qualité diplomatique et militaire.

L'immixtion de Sidney Smith, d'accord avec Youssef pacha, dans la correspondance de Kléber avec le Grand Vizir, renverse une des données essentielles du plan diplomatique de Bonaparte : négocier séparément avec la Porte, à l'exclusion des Anglais. Par elle est aussi démentie, après l'avoir été déjà par les réponses mêmes du Vizir, une autre donnée essentielle de ce plan : causer d'autre chose que de l'évacuation. Le

dilemme — rompre ou suivre l'adversaire sur son terrain — va donc se resserrant et se rapprochant devant Kléber. Il n'opte pas encore, mais précipite le moment où il ne pourra plus différer un choix, fait d'avance dans son esprit.

Discuter le titre de Sidney Smith à intervenir dans la négociation n'était pas possible. Kléber ne le discute pas en effet. « Je n'ignorais pas, répond-il <sup>(1)</sup>, l'alliance contractée entre la Grande-Bretagne et l'Empire ottoman. » Il accepte de bonne grâce une intervention, qui substituera, en fait, l'Anglais au Turc comme interlocuteur des Français. « Dans les dernières conférences que j'ai eues avec Mohammed Rachdy Effendi, j'ai, dit-il, demandé moi-même votre intervention dans ces négociations. »

Ceci posé, il rétorque, non sans un réel bonheur d'expression, les arguments invoqués par Sidney Smith pour le diriger vers le rapatriement. « Partout où l'on sert son pays l'on est bien; et certes l'Égypte, le pays le plus fertile de la terre, n'est pas plus un exil que les mers orageuses que vous êtes contraint d'habiter. . . Les événements de l'Europe et des Indes n'ont rien de commun avec ma position en Égypte. Que les armées françaises aient éprouvé des revers au delà des Alpes, c'est une bataille perdue qui nous a ôté l'Italie; une bataille gagnée nous la rendra. . . Les forces que je commande peuvent me suffire encore longtemps et, quelque actives que soient les croisières ennemies dans la Méditerranée, elles n'empêcheront pas plus un secours d'arriver, qu'elles n'ont pu empêcher l'escadre française de passer de Brest à Toulon, et de sortir ensuite de Toulon pour se réunir à l'escadre espagnole. . . Avant deux mois je n'ai rien à craindre de l'armée du Grand Vizir; avec deux cents hommes je garde les défilés inondés des pays cultivés. . . J'ai une cavalerie et une artillerie nombreuses. . . La Nubie et l'Abyssinie me fournissent des recrues nombreuses. . . une poudrière, une fonderie et des manufactures d'armes sont en activité. »

Ce tableau, si différent de celui que Kléber avait tracé au Directoire de sa situation en Égypte, est fait pour justifier la prétention, qu'il maintient, de subordonner l'évacuation de l'Égypte à la conclusion de la paix. « Les

<sup>(1)</sup> ROUSSEAU, *Kléber et Menou en Égypte*, p. 101-105. Kléber à Sidney Smith, 30 octobre 1799.

Français n'ont jamais demandé à quitter l'Égypte uniquement pour retourner dans leur patrie;... mais ils la quitteront avec autant de plaisir que d'empressement, si cette évacuation peut devenir le prix de la paix générale... L'intégrité de l'Empire ottoman, qui est la base de l'alliance de l'Angleterre avec la Sublime Porte, est aussi l'objet de la sollicitude de la République française. Je l'ai écrit au Grand Vizir et je vous le répète : l'Égypte, que nous n'avons cessé de considérer comme lui appartenant, sera restituée à cette puissance, aussitôt qu'une paix solide entre la France, l'Angleterre et la Sublime Porte assurera cette intégrité même de l'Empire ottoman. » L'évacuation doit suivre les négociations de paix, non les précéder. Sans doute ne peut-on, loin des gouvernements, conclure la paix; mais on peut la négocier, en jeter les bases. De l'insistance que met Kléber à soutenir cette thèse, on est logiquement amené à conclure qu'il range l'évacuation pure et simple au nombre de ces « propositions incompatibles avec la gloire et l'honneur », qu'une armée française ne saurait écouter.

Mais, séparé de son adversaire par une divergence aussi grande, au moins en apparence, il prend cependant l'initiative de proposer des conférences, où il annonce déjà qu'il se ferait représenter par Desaix et Poussielgue, et qu'il offre de tenir sur le vaisseau de Sidney Smith. Il adresse, huit jours après<sup>(1)</sup>, la même proposition au Grand Vizir, en assurant que « tout s'expliquerait et s'arrangerait facilement ». Tant de précipitation à vouloir en venir au fait contredit la fermeté affectée dans le reste de sa lettre au commodore, et hâte en tout cas l'instant où, arrivé au bord du fossé, il devra ou reculer ou sauter le pas. Au demeurant, il laisse déjà entrevoir qu'il le sautera; car, écrivant de nouveau au Grand Vizir le 10 novembre, après avoir encore soutenu sa thèse, que l'évacuation de l'Égypte devait être « le prix de la paix », il dit : « Mais enfin, quels que soient les désirs de Votre Excellence, et quand même il ne s'agirait que de l'évacuation pure et simple de l'Égypte, il est indispensable de s'entendre, et j'insiste d'autant plus pour établir des conférences à cet effet, que je donnerai à mes délégués des instructions telles

<sup>(1)</sup> ROUSSEAU, *Kléber et Menou en Égypte*, p. 105-106. Kléber au Grand Vizir, 8 novembre 1799.

qu'ils ne se sépareront pas des vôtres sans avoir terminé à la satisfaction de la Sublime Porte et de Votre Excellence». Par ces mots, le Grand Vizir et par conséquent Sidney Smith sont véritablement avertis que Kléber ne tentera que pour la forme et par acquit de conscience d'éluder le principe de l'évacuation immédiate <sup>(1)</sup>.

Quand Sidney Smith reçoit du général Morand, en rade de Jaffa, la réponse de Kléber à sa lettre, il vient à peine d'être témoin du sanglant échec infligé à Damiette, le 1<sup>er</sup> novembre, à la division de janissaires que lui-même y avait malencontreusement débarquée. Cette nouvelle expérience des moyens de résistance de l'armée française et de l'infériorité des troupes ottomanes l'a confirmé dans son désir d'obtenir des Français qu'ils s'en aillent de bon gré. Il est moins disposé que jamais à y mettre des conditions dont l'honneur militaire ne puisse s'accommoder et il le déclare d'emblée à Kléber : « Je ne saurai jamais faire une proposition déshonorante pour l'armée française, dont la bravoure m'est si bien connue, considérant que celui qui n'est pas délicat sur ce point se déshonore lui-même <sup>(2)</sup> ». D'accord avec le Grand Vizir qu'il a été consulter dans son camp, et avec l'agent de Russie, présent à leur entretien, il s'empresse donc d'accepter l'offre de conférences à son bord, pourvu que les ouvertures dont seront chargés Desaix et Poussielgue « n'aient rien de contraire à la dignité, la loyauté et l'honneur des cours alliées ».

Son impatience d'entrer en négociations ne le cède en rien à celle de Kléber. Il avait attendu fébrilement la réponse du général en chef français. Desaix, qui l'a appris, le mande à Kléber, en tirant du fait la conclusion qui convenait <sup>(3)</sup> : « Sidney Smith n'a qu'un but, qu'un désir, qu'une volonté : c'est de négocier avec vous pour nous prouver qu'il faut que nous nous en allions bien vite. La gloire qui lui en reviendrait dans son pays, chez les Russes et chez les Turcs, lui fait tourner la tête. Il paraît qu'il a peur de la lui voir échapper, car il a l'air inquiet... Smith tremblait de n'avoir pas de vos nouvelles; il frappait du pied, il s'écriait : « Le général Kléber devrait me répondre, ce que je lui ai dit est honnête, je

<sup>(1)</sup> ROUSSEAU, *Kléber et Menou en Égypte*, p. 109-110. 10 novembre 1799.

<sup>(2)</sup> *Pièces officielles de l'Armée d'Égypte*, 2<sup>e</sup> partie, p. 205. 8 novembre 1799.

<sup>(3)</sup> RIGAULT, *op. cit.*, p. 49. 9 novembre 1799.



« le croyais plus raisonnable que le général Bonaparte ». Ainsi, d'après tout cela, vous voyez, mon général, qu'il veut bien négocier, mais tout ce qu'il veut, c'est de nous faire partir d'ici le plus tôt possible. Quand un ennemi demande quelque chose, c'est, je pense, que cela lui fait bien du mal et qu'il ne faut pas le lui accorder. »

Ni ce sage avis, ni le résultat du combat de Damiette, suivant de peu l'échec d'une tentative anglaise contre Kosseir, ne détournent Kléber de brusquer les choses et d'entrer en discussion sur l'évacuation. Mais il espère trouver, après l'affaire de Damiette, le Grand Vizir « un peu plus traitable », et il fait fond sur l'impatience de Sidney Smith pour lui permettre de tenir la dragée plus haute à l'adversaire. Aussi se félicite-t-il, en apprenant l'acceptation des conférences, de savoir le commodore chargé « de stipuler les intérêts de la Porte, aussi bien que ceux de l'Angleterre et de la Russie. Loin de me contrarier, cette mesure, dit-il, me mettra à même de tenir la main haute et de proposer des conditions plus difficiles <sup>(1)</sup>. » Singulière illusion que de s'attendre à trouver l'Anglais plus accommodant que le Turc ! Il est vrai qu'à ce moment Kléber paraît disposé à ne pas conclure, plutôt que de tout céder, et à se donner le temps de recevoir les instructions du Directoire <sup>(2)</sup>, dont il ignore encore la chute. Déclarant lui-même n'avoir « plus rien à craindre sur les côtes » avant le printemps suivant, prévoyant que l'armée du Grand Vizir se trouverait mal du campement « dans les plaines humides de Jaffa et de Gaza », il ne paraît plus avoir d'inquiétude que pour « la campagne prochaine », qu'il se dit « hors d'état d'ouvrir sans renforts ». Son pessimisme est donc prorogé d'une saison. C'eût été beaucoup, si cela avait duré.

Les instructions que Kléber donne, le 7 décembre 1799, à Desaix et à Poussielgue <sup>(3)</sup>, subordonnent l'évacuation de l'Égypte à quatre conditions politiques : la dissolution de la triple alliance anglo-russo-turque ;

---

<sup>(1)</sup> ROUSSEAU, *Kléber et Menou en Égypte*, p. 129. Kléber au Directoire, 3 décembre 1799.

<sup>(2)</sup> « Je suis à peu près arrivé à mon but de gagner du temps, pour vous mettre à même de faire connaître vos intentions et me donner vos ordres. » Kléber au Directoire, 3 décembre 1799. ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 129.

<sup>(3)</sup> ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 135-139.

la rétrocession à la France de Corfou, Zante et Céphalonie; la garantie à la France de la possession de Malte; la cessation de toutes hostilités entre la France et la Turquie. Les trois premières de ces conditions étaient totalement inacceptables. Garantir à la France la possession de Malte, c'eût été lui garantir le moyen de réoccuper l'Égypte. Les îles Ioniennes étaient occupées par les Russes, qui ne devaient même pas être représentés aux conférences, si ce n'est par un drogman de leur ambassade à Constantinople. La triple alliance ne pouvait être dissoute du commun accord des contractants que par la paix générale ou par une résolution concordante de leurs gouvernements; encore la prétention de Kléber sur ce point était-elle aggravée par celle de faire souscrire l'Angleterre à une précaution contre elle-même : une nouvelle garantie de l'intégrité de l'Empire ottoman. La plus complaisante interprétation de ses pouvoirs diplomatiques ne pouvait autoriser Sidney Smith à stipuler aucune de ces conditions, et ses dispositions les plus libérales restaient d'ailleurs bien en deçà. Il en était de même du Grand Vizir : mais en eût-il été autrement de lui qu'il eût importé peu, puisque la négociation devait se poursuivre concurremment avec Sidney Smith et Youssef pacha, au surplus simple « homme de paille », à ce qu'affirmait Kléber<sup>(1)</sup>.

Une contradiction, une véritable antinomie, dont nous verrons bientôt Kléber se dégager avec fougue, existe entre ses conditions d'entrée de jeu et la nature de la négociation qu'il poursuit. A mi-chemin encore entre la conception de Bonaparte et la sienne propre, il applique ici à une négociation où un Anglais doit être partie principale certaines des bases prévues pour une négociation séparée avec la Porte. Il a déjà dérogé aux directions de Bonaparte en acceptant la conversation avec l'Anglais et en admettant le principe d'une évacuation non différée jusqu'à la paix. Mais il y reste encore fidèle en prétendant traiter d'objets étrangers à cette seule évacuation, mettre fin à la guerre avec la Turquie et en effacer les conséquences. Il veut concilier l'inconciliable et faire sortir d'une convention avec la Porte et ses alliés de prétendues garanties en faveur de la Porte contre ses alliés. « S'il naît, a-t-il écrit au Grand Vizir, quelque

<sup>(1)</sup> ROUSSEAU, *Kléber et Menou en Égypte*, p. 199. Kléber au Directoire, 3 décembre 1799.



difficulté de ma part dans ces conférences, ce ne sera que quand, dans les conditions proposées, je ne trouverai pas les intérêts de l'Empire ottoman et son intégrité suffisamment assurés. J'aurais voulu n'avoir à traiter qu'avec Votre Excellence, et nous eussions été bientôt d'accord <sup>(1)</sup>. »

A ne pas tomber d'accord avec ses adversaires sur les conditions qu'il pose, Kléber paraît ne s'attendre que dans le cas où des désastres encore ignorés de lui se seraient abattus sur la France en Europe. Dans ce cas, dont Sidney Smith et le Vizir s'empresseront sans faute d'informer les délégués français en leur communiquant des journaux, il prévoit qu'ils « insisteront sur l'évacuation pure et simple de l'Égypte ». Mais, même alors, il n'autorise pas Desaix et Poussielgue à s'y prêter. Il leur prescrit au contraire de déclarer que jamais il n'y consentirait sans un ordre écrit de son Gouvernement et de demander l'envoi à Paris d'un courrier spécial, les hostilités devant être suspendues pendant quatre mois pour permettre à ce courrier d'aller et de revenir.

Kléber a-t-il pu réellement se flatter, comme il l'a écrit à Sidney Smith <sup>(2)</sup>, que celui-ci trouverait ses propositions, « non seulement justes et raisonnables, mais encore parfaitement conformes aux grands intérêts » du Gouvernement anglais et de la Sublime Porte? Pas longtemps en tout cas, puisque le général Morand revenu au Caire le 6 décembre, après avoir causé avec Sidney Smith à Jaffa, lui a rapporté que le commodore ne se reconnaissait pas de pouvoirs suffisants pour traiter, « si l'évacuation de l'Égypte devait servir de préliminaire à la paix générale » et s'apercevait que les Français voulaient « gagner du temps » <sup>(3)</sup>. Et c'est peut-être pourquoi, tout en s'en tenant à ses instructions, comme à un moyen dilatoire devant quand même être tenté, il y ajoute peu après, par lettre à Desaix et à Poussielgue, une addition de quelques mots, où perçait sa disposition à en rabattre, en cas de nécessité : « J'ajouterai un mot à vos instructions : c'est qu'avant de rompre, il faudra me faire connaître l'ultimatum de Sir Sidney Smith » <sup>(4)</sup>. A part cette réserve, qui le montre

<sup>(1)</sup> ROUSSEAU, *Kléber et Menou en Égypte*, p. 128. Kléber au Grand Vizir, 2 décembre 1799.

<sup>(2)</sup> ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 134. Kléber à Sidney Smith, 7 décembre 1799.

<sup>(3)</sup> *Idem*, *op. cit.*, introduction, p. xxiii.

<sup>(4)</sup> *Idem*, *op. cit.*, p. 153. Kléber à Desaix et Poussielgue, 20 décembre 1799.

soucieux de ne pas être mis en présence d'une rupture sans qu'on lui en eût référé et qu'il eût avisé de nouveau, mais qui ne le montre tel qu'à ses plénipotentiaires, Kléber demeure, vis-à-vis de l'adversaire, ferme sur ses positions, déclarant au Grand Vizir que l'approche de l'armée ottomane, arrivée devant El-Arich, ne l'impressionnait nullement et qu'il offrait d'une main la paix, son amitié et l'évacuation de l'Égypte, de l'autre la bataille<sup>(1)</sup>.

Dans sa hâte de rencontrer les délégués français, Sidney Smith a quitté Jaffa pour les joindre devant Damiette, puis, le mauvais temps l'en ayant chassé, leur a donné rendez-vous devant Alexandrie et enfin, une embellie étant survenue, qui lui a permis de se rapprocher de la côte, les a embarqués à son bord à Damiette, où il les avait su arrivés et demeurés. C'est alors le 23 décembre. Le lendemain, Sidney Smith écrit à Kléber : « Je désire que notre rapprochement nous conduise aux préliminaires d'une paix générale et stable, quoique nous ne puissions pas, à la distance où nous sommes des sièges des gouvernements respectifs, et sans pouvoirs *ad hoc*, entrer très loin dans des combinaisons aussi étendues, autrement qu'en nous témoignant mutuellement nos espérances là-dessus, qui peuvent se réaliser d'autant plus vite, si nous ôtons un grand obstacle avant de nous séparer »<sup>(2)</sup>. Le grand obstacle qu'il s'agit d'ôter avant de se séparer est l'occupation française de l'Égypte; l'évacuation reste le préliminaire indispensable à une paix, à propos de laquelle le commodore et ses interlocuteurs français ne peuvent guère que se témoigner mutuellement leurs espérances, tandis qu'il dépend d'eux d'en hâter l'heure par l'évacuation. C'est, sous une forme qu'un visible effort de conciliation cherche à rapprocher autant que possible de la thèse énoncée par Kléber, la répétition de la thèse déjà énoncée par Sidney Smith. Le commodore tient en effet à ne pas rebuter de prime abord les plénipotentiaires français; il est disposé, au surplus, à leur accorder toutes les satisfactions de

---

Kléber renouvelle la même recommandation dans une lettre du 25 décembre (ROUSSEAU, p. 159).

<sup>(1)</sup> ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 158. Kléber au Grand Vizir, 25 décembre 1799.

<sup>(2)</sup> *Pièces officielles de l'Armée d'Égypte*, 2<sup>e</sup> partie, p. 216-217. Sidney Smith à Kléber, 24 décembre 1799.

forme possibles, pour obtenir d'eux l'évacuation de leur conquête, mais sans outrepasser cependant la limite de leurs propres pouvoirs et des siens. Aussi ne pousse-t-il les hauts cris à aucune de leurs propositions sans accéder néanmoins à aucune. « Nos conférences vont lentement, écrivent Desaix et Poussielgue à Kléber, mais nous commençons à nous entendre; et plus nous tarderons, mieux nous nous entendrons. M. Smith nous paraît avoir personnellement des idées libérales. Nous avons aujourd'hui abordé la question de neutraliser l'alliance, si nous évacuons l'Égypte, et cette première ouverture n'a pas semblé l'effaroucher trop. Elle a été suivie d'une longue discussion politique, qui n'a eu aucune conclusion; nous en sommes restés là <sup>(1)</sup>. » Trois jours après, ils lui remettent une note où, exposant les conditions de Kléber, ils les justifient par l'intérêt que l'évacuation de l'Égypte présentait pour l'Angleterre et la Turquie et qui autorisait la France à demander une contre-partie : « L'évacuation de l'Égypte effectuée aujourd'hui satisfait pleinement aux intérêts de l'Empire ottoman; elle procure en même temps un très grand avantage à l'Angleterre, qu'elle délivre de toute inquiétude sur les Indes » <sup>(2)</sup>.

Dès le lendemain, Sidney Smith répond par écrit. Sa lettre, très conciliante dans les termes, mais spécifiant qu'il ne saurait faciliter d'arrangement définitif qu'autant que « cela ne serait pas contraire aux obligations contractées par le traité du 5 janvier », transmet aux Français une note où il examine leurs propositions. Elle ne leur donne pleine et entière satisfaction que sur un point : le rapatriement de l'armée avec armes et bagages, sans aucun engagement restrictif de sa liberté. Sur ce point, où son parti était pris depuis longtemps, le commodore est tout à fait explicite : « L'armée française, quoique près d'être investie de toutes parts, n'étant pas vaincue, sa bravoure, sa fortitude (*sic*) et sa renommée lui donnent tout droit à croire qu'elle pourrait encore résister; ainsi elle n'est pas dans le cas de capituler et ses armes et bagages doivent lui rester de plein droit. Les moyens d'évacuation lui seront fournis; les ports de sa destination ne peuvent être autres que ceux de la France. » Mais sur

<sup>(1)</sup> *Pièces officielles de l'Armée d'Égypte*, 2<sup>e</sup> partie. Desaix et Poussielgue à Kléber, 26 décembre 1799.

<sup>(2)</sup> RIGAUDT, *op. cit.*, p. 57. Note du 29 décembre 1799.

tous les autres points, ou bien il énonce un refus courtois, comme pour la demande d'une nouvelle garantie de l'Angleterre à l'intégrité de l'Empire ottoman, ou bien il prend un biais savant pour esquiver un non explicite, comme pour la dissolution de la triple alliance. La seule concession à laquelle de meilleures formules le montrent disposé consiste à admettre que l'évacuation de l'Égypte « remette les choses sur l'ancien pied », entre la France et la Turquie. Encore, « un seul article » de paix proprement dite ne pouvant être rédigé, ne pourra-t-il s'agir de rétablir qu'un état de fait<sup>(1)</sup>.

Ces interprétations sont pleinement confirmées par une lettre ultérieure de Sidney Smith à Kléber, où il s'exprime en termes moins contournés<sup>(2)</sup>. Les plénipotentiaires français, lui dit-il, « ont besoin de nouvelles instructions avant de pouvoir retirer leurs propositions inexécutables ». C'est dire clairement qu'elles ne pouvaient être acceptées par lui, si enclin qu'il fût à « aller aussi loin que l'étendue de ses pouvoirs » le lui permettait. « De mon côté, écrit-il encore, je ne peux pas céder des objets qui ne sont pas à ma disposition. Je vous envoie une copie du traité du 5 janvier, que mes instructions m'autorisaient à faire et à exécuter. Je ne peux pas avoir l'autorité de le rompre. Je détaille les motifs qui rendent impossible mon acquiescement à vos propositions. Si je le donnais, ayant la conviction qu'elles sont inexécutables, ce serait vous tendre un piège... » Donc, il ne peut pas plus être question de dissoudre la triple alliance, que de retroceder les îles Ioniennes ou de garantir la possession de Malte. Par cette triple exclusion, les concessions de Sidney Smith se trouvent pratiquement raménées à une, de grande valeur, mais spéciale à l'armée pour laquelle Kléber traiterait : sa liberté. Desaix et Poussielgue se faisaient illusion, s'ils espéraient pouvoir, avec le temps, l'amener à stipuler, en échange de l'évacuation, autre chose que des conditions d'évacuation. En dehors de conditions de cet ordre là, il ne leur eût concédé que des mots, rien de concret.

<sup>(1)</sup> Desaix, *Œuvres de Desaix et Poussielgue*, 2<sup>e</sup> partie, p. 223-226. Lettre et note de Sidney Smith à Desaix et Poussielgue, 30 décembre 1799.

<sup>(2)</sup> Desaix, *Œuvres de Desaix et Poussielgue*, 2<sup>e</sup> partie, p. 227. Sidney Smith à Kléber, 6 janvier 1800.

Au bout d'une semaine de conférences à bord du *Tigre*, l'opposition des points de vue est donc apparue et n'a pas disparu, encore que des précautions manifestes aient été prises de part et d'autre pour en amortir le choc. Ajournant la discussion, pour laisser aux délégués français le temps d'en référer à Kléber, Sidney Smith part alors pour Gaza, afin de faire entendre raison au Grand Vizir sur la question d'un armistice, pendant la durée des négociations.

Par le même courrier que leur lettre du 26 décembre, Desaix et Pousielgue avaient transmis à Kléber des journaux, que Sidney Smith n'avait pas manqué de mettre à leur disposition et qui donnaient les nouvelles d'Europe jusqu'au 10 octobre. La conclusion qu'eux-mêmes en avaient tirée consistait en ce que « les succès en Europe ont été divers ». Telle n'est pas celle qu'en tire Kléber en les recevant : « Si jamais, leur écrit-il aussitôt<sup>(1)</sup>, le deuxième paragraphe de la lettre de Bonaparte doit être applicable à une circonstance, c'est bien à celle-ci : l'Italie perdue, l'armée navale sortie de la Méditerranée et bloquée dans le port de Brest, la flotte hollandaise au pouvoir des ennemis, les Anglais et les Russes dans la Hollande, Muller battu sur le Rhin, les frontières de l'Alsace livrées à la défense de ses habitants, la Vendée ressuscitée de ses cendres et Mayence en feu ; enfin le Corps législatif proposant de déclarer la patrie en danger... ». A ces nouvelles, qui ramènent plus impérieusement que jamais sa pensée vers l'Occident et lui font voir dans la campagne d'Orient un stérile gaspillage de forces, l'ancien général de l'armée du Rhin ne se tient plus d'impatience d'en finir avec l'aventure africaine dont il subit l'héritage. Il se juge relevé par les circonstances des derniers scrupules qui pouvaient le retenir, autorisé par l'assentiment conditionnel de Bonaparte lui-même à une évacuation inévitable. Son devoir lui apparaît ainsi : « Je crois, comme général et comme citoyen, devoir me relâcher de mes premières prétentions et tâcher de sortir d'un pays que, sous plus d'un rapport, je ne puis conserver, duquel on ne paraît pas même s'occuper en France, si ce n'est pour improuver sa conquête. L'espoir d'un renfort prompt et suffisant devait nous engager à gagner du temps. Cette espérance détruite,

<sup>(1)</sup> ROUSSEAU, *Kléber et Menou en Égypte*, p. 175-176. Kléber à Desaix et Pousielgue, 3 janvier 1800.

*Documents*, n° 4.



le temps que nous passons ici est perdu pour la patrie. Hâtons-nous de lui porter un secours qu'elle est hors d'état de nous faire parvenir. » D'un élan patriotique, « tout naturel, mais tout irréfléchi »<sup>(1)</sup>, Kléber se dégage donc avec brusquerie du réseau de chicanes, où il se démenait à contre-cœur. Il mande à Desaix et Poussielgue : « Dès que l'on vous proposera la simple neutralité de la Porte ottomane pendant la guerre et la libre sortie de l'Égypte avec armes, bagages et munitions, avec la faculté de servir partout et contre tous à notre retour en France, vous devez conclure le traité sans hésitation et je m'empresserai de le confirmer »<sup>(2)</sup>.

La seconde de ces deux conditions est déjà acceptée; la note de Sidney Smith du 30 décembre le spécifie. La première se réduit à une question de mots, la neutralité de la Porte, que le commodore ni le Grand Vizir ne consentent à proclamer officiellement, devant résulter en fait de l'évacuation.

Le soir même du jour où il a signé cette dépêche à ses plénipotentiaires, Kléber apprend la prise du fort d'El-Arich. Des quiproquos et des délais certainement volontaires ayant retardé la conclusion d'un armistice, que Kléber réclamait du Grand Vizir depuis trois semaines, Youssef pacha, continuant à faire la sourde oreille, avait fait sommer le commandant d'El-Arich de lui rendre le fort. Une partie de la garnison, révoltée contre le commandant, avait livré la place aux Turcs, qui en avaient récompensé les mutins en les massacrant. Cette mutinerie, tout accidentelle, n'avait d'importance sérieuse ni par elle-même, ni par son effet, tout local. Mais succédant, à un mois d'intervalle, à celle, vite rachetée, d'une demi-brigade qui avait refusé de se laisser transférer de Lesbé à Katieh, elle fait impression sur l'esprit de Kléber, alarmé en outre par la chute de sa défense avancée sur la frontière de Syrie. Il n'en devient que plus impatient de conduire à leur terme les pourparlers qui favorisent de telles surprises et entretiennent la fermentation dans la troupe. Aussi charge-t-il son aide de camp Baudot de dire à Desaix et à Poussielgue « qu'il n'y a plus à balancer, qu'il faut terminer la négociation, en se rapprochant le plus

<sup>(1)</sup> RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 58.

<sup>(2)</sup> RIGAULT, *op. cit.*, p. 176. Kléber à Desaix et Poussielgue, 3 janvier 1800.



possible de ses dernières instructions<sup>(1)</sup> ». Puis, sans même attendre que ses plénipotentiaires aient pu être touchés par ses nouveaux ordres, il en donne directement connaissance au Grand Vizir, déclarant accepter les propositions anglo-turques « à la seule condition qui suit : qu'aussitôt que les Français auront évacué l'Égypte, la Sublime Porte se retirera de la Triple-Alliance »<sup>(2)</sup>. En communiquant, le même jour, cette lettre à Desaix et à Poussielgue, « j'ai voulu, leur dit-il<sup>(3)</sup>, trancher d'un coup les difficultés pour arriver promptement à un but qui me paraît autant conforme aux intérêts de la France qu'à ceux de la Porte ». Le message verbal dont il a chargé pour eux Baudot fait déjà prévoir que, pour arriver à ce but tant désiré, il sacrifiera encore, s'il est nécessaire, la dernière de ses conditions.

Désormais sûr du résultat, puisqu'il est résigné à en passer par où il faut pour l'obtenir, il peut écrire au Directoire : « Au moment où je vous adresse cette lettre l'expédition d'Égypte touche à sa catastrophe : le mot d'évacuation est prononcé et son exécution ne tient plus qu'à la discussion de quelques détails<sup>(4)</sup> ». Puis, craignant que ses délégués ne joignent pas assez vite le Grand Vizir, il lui écrit d'envoyer « deux grands de sa suite » à Saleyeh, jour où lui-même se met en route<sup>(5)</sup>. A peine y est-il arrivé qu'il abandonne sa dernière condition et autorise Desaix et Poussielgue à s'en départir. Depuis qu'il leur a prescrit de s'y limiter, « le fort d'El-Arich a été pris, leur expose-t-il, et malgré tous mes efforts, je ne puis réunir, tant ici qu'à Belbeis et Katieh, plus de 6000 hommes, pour m'opposer à l'armée ennemie qui s'avance<sup>(6)</sup> ». Et de leur expliquer que, fût-il victorieux, sa victoire ne ferait qu'ajourner le problème de l'évacuation, tandis que sa défaite livrerait toutes ses troupes, pieds et poings liés, à la barbarie du vainqueur. Ce sera désormais son argument : il craint de laisser échapper l'occasion d'évacuer à des conditions honorables; même

<sup>(1)</sup> RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 177. Kléber à Baudot, 4 janvier 1800.

<sup>(2)</sup> RIGAULT, *op. cit.*, p. 181. Kléber au Grand Vizir, 7 janvier 1800.

<sup>(3)</sup> *Idem*, *op. cit.*, p. 182. Kléber à Desaix et Poussielgue, 7 janvier 1800.

<sup>(4)</sup> *Idem*, *op. cit.*, p. 184. Kléber au Directoire, 9 janvier 1800.

<sup>(5)</sup> *Idem*, *op. cit.*, p. 185. Kléber au Grand Vizir, 11 janvier 1800.

<sup>(6)</sup> ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 187-188. Kléber à Desaix et Poussielgue, 15 janvier 1800.

victorieux, il n'est pas sûr de la retrouver l'année suivante, où, en tout état de cause, il sera moins fort. Aussi prescrit-il dès lors : « Si le Grand Vizir, trop fortement lié par le traité du 5 janvier 1799, et plus encore par les circonstances présentes, ne peut consentir à reprendre la neutralité que je lui ai proposée, et qu'au fond de son cœur il désire plus que nous, je vous autorise à passer outre et à traiter de l'évacuation pure et simple ». Puis, pour plus de clarté, il annonce le lendemain à Desaix et Poussielgue qu'il leur donne carte blanche, « des pouvoirs illimités pour traiter et consentir l'évacuation de l'Égypte pure et simple, et de la manière la plus honorable pour l'armée française »; et afin que rien ne leur fasse défaut pour signer, il leur expédie des pouvoirs en forme<sup>(1)</sup>. Deux jours après, il met le Grand Vizir directement au courant de ses intentions : ses plénipotentiaires ne rejetteront plus à l'avenir que ce qui pourrait être contraire à la gloire et à la sûreté de son armée<sup>(2)</sup>. Même avis est donné par lui à Sidney Smith le 19 janvier. Le même jour il adresse à ses délégués un nouvel exposé des raisons qui le portent à conclure, une vraie justification de sa conduite : situation militaire, état des finances, fermentation dans les corps de troupes, aucun secours à attendre de France, enfin danger de l'ajournement. « Si je remporte la victoire, je n'obtiendrai qu'un délai de trois mois, et il faudra de nouveau, non point combattre, mais capituler. Si je suis battu, je suis comptable envers la République de 20.000 citoyens, qui ne pourront échapper au fer assassin d'une soldatesque effrénée et furieuse... Pesez et agissez<sup>3</sup>. » Alors seulement il réunit, le 20 janvier, pour se couvrir, un conseil de guerre de neuf généraux, qui l'approuvent tous, sauf Davout<sup>4</sup>.

La volonté de Kleber a ainsi parcouru le cycle au terme duquel sa pensée l'avait précédée, se confondant dès le principe avec celle que Sidney Smith lui avait exprimée le 9 janvier : « Les Français serviraient

<sup>1</sup> BOCSSÉAU, *Kleber et Menou en Égypte*, p. 191-192. Kleber à Desaix et Poussielgue, 16 janvier 1800.

<sup>2</sup> BOCSSÉAU, *op. cit.*, p. 193. Kleber au Grand Vizir, 18 janvier 1800.

<sup>3</sup> *Idem*, *op. cit.*, p. 198. Kleber à Desaix et Poussielgue, 19 janvier 1800.

<sup>4</sup> *Idem*, *op. cit.*, p. 193. Kleber à Dugua, 20 janvier 1800. Kleber à Desaix et Poussielgue, 20 et 22 janvier 1800.

mieux leur patrie partout ailleurs »<sup>(1)</sup>. Cette conviction le justifie à ses propres yeux — et à ceux de la postérité — d'avoir cherché un dénouement où il a cru ne sacrifier d'autre intérêt que celui de sa gloire : « Il faut, écrit-il, savoir sacrifier sa gloire personnelle à l'intérêt général et n'être pas même arrêté par l'injustice qui vous attend »<sup>(2)</sup>.

Pendant ce temps, Desaix et Poussielgue, conduits par mer à Jaffa pour se rapprocher de Sidney Smith, qui était à Gaza, avaient continué à négocier avec lui sur la base de leurs instructions primitives. Ils lui avaient adressé, le 4 janvier, une nouvelle note insistant sur leurs précédentes demandes<sup>(3)</sup>. Leur insistance n'aboutit qu'à lui faire accentuer son opposition : son devoir, leur répondit-il, le portera « à avertir Son Altesse le Grand Vizir du danger qui devrait nécessairement résulter pour l'Empire ottoman, si un intérêt local et immédiat l'inclinait à écouter favorablement une proposition tendant directement à rompre les engagements contractés pour le préserver, soit des armes, soit de l'influence de la France ». Quant à l'Angleterre, elle resterait fidèle à ses engagements; les efforts faits pour rompre les liens de la triple alliance ne pourraient que les resserrer<sup>(4)</sup>. A Kléber, Sidney Smith écrit, après avoir délibéré avec Youssef pacha sur la proposition de neutraliser la Turquie, « que la Sublime Porte ne pouvait accéder à aucune proposition tendant à rompre les engagements contractés par ses traités »<sup>(5)</sup>. Arrivant sur ces entrefaites à El-Arich, quartier général du Grand Vizir, où le commodore les a précédés, Desaix et Poussielgue apprennent d'eux que Kléber a d'ores et déjà renoncé directement à trois de ses quatre conditions initiales. Ils lui reprochent avec raison un recul, qui rendra l'adversaire plus intransigeant sur la quatrième, voire sur des conditions sans caractère politique<sup>(6)</sup>. Mais la quatrième subit bientôt le sort des trois autres et l'instruction leur parvient de l'abandonner aussi. Dès lors la négociation ne porte plus que sur des points où l'accord,

(1) *Pièces officielles de l'Armée d'Égypte*, 2<sup>e</sup> partie, p. 227.

(2) ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 204. Kléber à Dugua, 25 janvier 1800.

(3) *Pièces officielles de l'Armée d'Égypte*, 2<sup>e</sup> partie, p. 231-233. 4 janvier 1800.

(4) *Ibid.*, 2<sup>e</sup> partie, p. 233-234. 5 janvier 1800.

(5) *Ibid.*, 2<sup>e</sup> partie, p. 243. 12 janvier 1800.

(6) Cf. RIGAULT, *op. cit.*, p. 60.

bien que parfois laborieux, est réalisable. La convention est signée à El-Arich le 24 janvier 1800 : l'armée française, avec armes, bagages et munitions, sera évacuée d'Égypte et rapatriée sur des navires fournis par ses propres ennemis; aucune restriction n'est mise à l'usage de sa liberté après son retour en France.

Prétendant n'avoir agi qu'en médiateur, bien qu'il eût en réalité tout conduit, Sidney Smith n'a pas signé la convention d'El-Arich. Mais ce n'est pas, nous le verrons, pour esquiver la responsabilité de son rôle, ni pour se réserver de protester la signature du Vizir. Sa politique triomphe; il est arrivé à ses fins : faire place nette des Français en Égypte. Sous le couvert de la souveraineté ottomane, qui va y faire sa rentrée, la marine anglaise pourra s'installer, pour la durée de la guerre et de l'alliance, à Alexandrie, Damiette et Suez. L'opération pour l'Angleterre n'est donc pas mauvaise : elle vaut bien qu'on renonce à l'espoir problématique d'enfouir toute l'armée française sous les sables du désert.

L'armée française paye de l'Égypte le droit de rentrer dans ses foyers, libre et avec les honneurs de la guerre. Ce marché traduit en actes la politique de Kléber et fait table rase de celle de Bonaparte. Tous les calculs fondés sur la position de l'Égypte, — projets de colonisation, garanties contre un partage de l'Empire ottoman dont la France fût exclue, développements politiques et commerciaux vers l'Inde, — sont abandonnés. Kléber, sous une apparente sûreté de soi, ne laisse pas, en réalité, d'être inquiet du jugement qui attendait son œuvre à Paris : nul doute cependant que ce jugement lui eût été favorable, si le Directoire eût, comme il le croyait, encore été en fonctions; car, à l'exception de Bonaparte, tout le monde, dans le personnel politique français, avait depuis longtemps fait son deuil des vastes espoirs placés dans l'expédition de l'Égypte. Sur place, l'immense majorité de ses compagnons d'armes approuvent le général en chef. Seuls se désolent Menou et quelques « colonistes » : « On évacue l'Égypte purement et simplement, écrit Menou à Berthier. M. Schmidt (*sic*) doit bien triompher de nous chasser sans coup férir<sup>(1)</sup>. » Et à Bonaparte : « Il est presque évident que les Russes ou les Anglais deviendront maîtres de l'Égypte dès que nous en serons

<sup>(1)</sup> ROUSSEAU, *Kléber et Menou en Égypte*, p. 222. 23 février 1800.

sortis »<sup>(1)</sup>. Et Menou de revenir sur son complaisant sophisme : il eût été possible de faire accepter aux Anglais l'occupation française en Égypte ; on n'aurait eu pour cela qu'à leur promettre de ne pas les troubler aux Indes ; d'ailleurs ne savaient-ils pas de reste que, sans marine sur la mer Rouge, on eût été bien empêché de les y menacer ?

Les Anglais — sauf Sidney Smith — acceptaient bien en effet, souhaitaient même alors, la prolongation de l'occupation française en Égypte : mais c'était encore dans l'illusion que l'armée occupante n'en sortirait pas vivante ou, au moins, en sortirait captive.

---

<sup>(1)</sup> ROUSSEAU, *Kléber et Menou en Égypte*, p. 223-225. 24 février 1800.





## CHAPITRE XII.

---

### LE GOUVERNEMENT ANGLAIS

#### ET LA CONVENTION D'EL-ARICH. — HÉLIOPOLIS.

- I. — Lord Elgin, la Porte ottomane et les négociations pour l'évacuation de l'Égypte. Objection d'Elgin contre cette évacuation. Sa contrariété de la convention d'El-Arich. Ses reproches à Sidney Smith. Ses suggestions tendant à imposer des conditions nouvelles aux Français.
- II. — Le Cabinet britannique et les négociations pour l'évacuation de l'Égypte. L'ordre en conseil du 15 décembre 1799. Instructions à lord Keith et à Elgin. Par où pèche l'argumentation des ministres anglais. La convention d'El-Arich frappée d'interdit à Londres quarante jours avant d'avoir été conclue. Colère de Nelson contre Sidney Smith.
- III. — Sidney Smith rend compte à Nelson de la convention. Lettre de lord Keith à Kléber. Efforts de Sidney Smith pour sauver son œuvre. Ses lettres à Nelson, Keith, Elgin, lord Spencer. Mission de Morier. Sa proposition à Sidney Smith de faire tomber les Français dans un piège. Refus indigné de Sidney Smith. Ses plaidoyers en faveur de l'évacuation. Ses efforts pour éviter la reprise des hostilités. Héliopolis.
- IV. — Nelson et la convention d'El-Arich. Il se dispose à appliquer l'ordre en conseil du 15 décembre, tout en le trouvant encore trop doux. Le Cabinet anglais et la convention d'El-Arich. Il la sanctionne à contre-cœur, rapporte l'ordre en conseil du 15 décembre et blâme Sidney Smith. Raisons de sa décision. Reproches de certains Anglais et des Russes. L'Angleterre prend facilement son parti de la défaite des Turcs à Héliopolis.
- V. — Sidney Smith se défend et justifie sa politique. Tentative pour faire revivre la convention d'El-Arich. Kléber reste partisan de l'évacuation, mais ne veut plus négocier avec les Anglais. Menou est hostile à l'évacuation. Il repousse les ouvertures de Sidney Smith. L'opposition parlementaire au Cabinet Pitt lui reproche d'avoir fait échouer l'évacuation de l'Égypte.

## I

Au début de novembre 1799, on a su, à Constantinople, qu'entre Kléber, le Grand Vizir et Sidney Smith une correspondance s'était engagée, dont ces derniers se proposaient de faire résulter l'évacuation de l'Égypte. Lord Elgin, qui venait de prendre possession de l'ambassade d'Angleterre, a alors écrit à lord Grenville, en lui soumettant une objection politique, dont il faut reconnaître la valeur : « La difficulté de ma situation, a-t-il dit <sup>(1)</sup>, est particulièrement grande, comme Votre Seigneurie ne manquera pas d'en convenir, si Elle considère que, les Français évacués d'Égypte (résultat dont je conçois les très importantes conséquences), les Turcs resteront en état de paix complète et exposés aux intrigues de la France, dont l'influence ici est, — j'en suis informé, — encore très grande ». L'envoyé russe Tamara, à qui Elgin avait fait part de sa perplexité, lui avait suggéré de refuser aux Français quittant l'Égypte la protection des escadres alliées : ils seraient donc, ou capturés, ou refoulés en Égypte. Mais Elgin, pris d'un scrupule qui ne devait pas durer, jugeait cette idée incompatible avec le consentement que Tamara lui-même avait donné au principe de l'évacuation, dans les conférences qui avaient précédé le départ de Sidney Smith de Constantinople. Il ne voyait pas de raison pour revenir sur ce principe, posé dans des conférences dont procès-verbal avait été dressé, plutôt que sur tout autre arrangement, pris ensemble pendant la guerre. Toutefois, Sidney Smith continuant à s'intituler ministre, il émettait l'opinion qu'il ne pouvait y avoir en Turquie d'autre mission accréditée que la sienne.

Si Elgin avait, dès le moment où il avertissait ainsi Grenville (11 novembre), fait les mêmes objections à Sidney Smith, qu'il se fût déclaré en désaccord avec lui, eût contesté les pouvoirs du commodore pour traiter de telles affaires et en eût revendiqué la négociation pour lui-même, à coup sûr une lettre de Constantinople eût-elle touché Sidney Smith avant la signature de la convention d'El-Arich et peut-être lui eût-elle fait tout arrêter. Mais l'ambassadeur a, on ne sait pourquoi, attendu plus

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. VI, p. 19. Elgin à Grenville, 11 novembre 1799.

d'un mois pour signifier au marin-diplomate sa désapprobation des pourparlers engagés et déjà extrêmement avancés. Ce n'est pas, en effet, avant le 17 décembre que lord Elgin a adressé à Sidney Smith de premières remontrances contre son entrée en négociations avec les Français sur l'évacuation de l'Égypte, « sans aucun concert avec les Turcs, lui dit-il alors, sans qu'aucun Turc suffisamment autorisé fût présent à vos entrevues avec les Français et agit conjointement avec vous dans la transaction ». Sans doute, continuait l'ambassadeur, était-il important de recouvrer l'Égypte des mains des Français; mais ni suspicion ni ombrage ne devaient être causés au Gouvernement ottoman, qui devait pouvoir conduire ses affaires comme il le jugeait à propos, en tenant compte de ses engagements envers l'Angleterre <sup>(1)</sup>.

Ce reproche méconnaissait totalement le rôle du Grand Vizir, sa correspondance avec Kléber, ses contacts avec Sidney Smith : la Porte peut bien, du reste, les avoir ignorés elle-même ou les avoir cachés à Elgin. Mieux fondée qu'un reproche immérité est l'objection que, peu après, Elgin fait à Sidney Smith, en lui renouvelant ses remontrances : difficilement concevait-on sur quelles bases les Turcs pourraient, après avoir récupéré leur province, être déterminés à continuer leurs hostilités contre la France; or un plan venait précisément d'être suggéré, pour établir une union durable entre la Grande-Bretagne et la Turquie <sup>(2)</sup>. On sait que Sidney Smith, édifié sur la valeur pratique des « hostilités » turques contre la France, faisait effectivement assez peu de cas de leur continuation après l'évacuation de l'Égypte, certain que, par sa marine, l'Angleterre pourrait toujours tenir sous sa loi et l'Égypte et la Turquie même. Néanmoins, en la matière, l'ambassadeur à Constantinople avait barre sur lui et dans l'inconvénient redouté par Elgin était un des points faibles du marché d'El-Arich. Mais aux dates où Elgin fait ces représentations à Sidney Smith (17 et 22 décembre 1799), elles ne peuvent plus être d'aucun effet, ses lettres ne pouvant plus arriver au commandant du *Tigre* avant la signature de l'acte.

L'acte est à Constantinople à la mi-février. « De sources diverses, écrit

<sup>(1)</sup> F. O., 78/24. Elgin à Sidney Smith, 17 décembre 1799.

<sup>(2)</sup> F. O., 78/24. Elgin à Sidney Smith, 22 décembre 1799.

alors Spencer Smith à Grenville<sup>(1)</sup>, d'indubitables informations ont atteint cette ville, annonçant que la négociation en cours pour l'évacuation de l'Égypte est terminée avec succès. » Visiblement il est enchanté de la nouvelle et trouve que son frère a fait de bon ouvrage. Le Gouvernement turc, rapporte-t-il, s'est empressé de demander à Vienne si l'Autriche avait du tonnage disponible pour transporter les Français.

Tant s'en faut qu'Elgin partage la satisfaction de son secrétaire. Contrarié et dépit, il entame alors une active campagne contre la convention d'El-Arich et son auteur. Sans doute ne peut-il accueillir qu'avec « une infinie satisfaction » la nouvelle d'une capitulation, par laquelle l'armée française évacuerait l'Égypte dans un délai de trois mois. Mais il déplore que des conditions « aussi au-dessous de notre attente » aient été consenties aux ennemis de son pays. Il dénonce « la perfidie » des Français, qui auraient voulu conserver les îles Ioniennes et Malte — évidemment pour pouvoir retourner plus tard en Égypte. Il se plaint amèrement de Sidney Smith, regrette que le commodore ait « totalement ignoré la possibilité de son assistance dans aucune des négociations », l'accuse de travailler contre son influence. Sidney Smith avait, selon lui, « sacrifié nos alliés les Turcs... à sa propre notion exaltée de l'héroïsme français, terminé la guerre en Égypte sans avoir empêché l'emploi immédiat de l'armée française contre nous ailleurs, sans avoir fait reconnaître aux Turcs en aucune manière leurs obligations envers l'Angleterre en l'occurrence, ni leur avoir fait prendre aucun engagement de persévérer avec nous dans la cause commune ». Lui-même avait compris tout autrement sa tâche en Turquie. Les objets de son ambassade lui ont paru être : « Soutenir la Triple-Alliance, en vue de la rendre effectivement profitable dans la poursuite de la guerre avec la France ; cultiver les présentes dispositions favorables de ce pays (l'Empire ottoman) envers l'Angleterre, en obtenant des avantages commerciaux ; établir l'influence anglaise à Constantinople de telle manière que la France, à la conclusion de la paix, ne puisse pas recouvrer ce degré de prépondérance, qui avait jusqu'ici fait de la Turquie une source de sa grandeur nationale ». Or le langage tenu par Sidney Smith impliquait que, par l'évacuation de

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. VI, p. 130. 15 février 1800. Cette lettre est insérée par erreur à la date du 15 février 1799.

l'Égypte, disparaîtrait toute cause d'hostilité entre la France et la Turquie. Pouvait-on rien imaginer qui contrecarrât davantage les efforts d'Elgin? La faute en était à ces funestes pouvoirs de ministre plénipotentiaire, que Sidney Smith assumait sans autorité pour le faire. C'était à ce titre qu'il avait demandé un armistice, proposé des conditions d'évacuation, approuvé la convention. Évidemment il ne pouvait, maintenant, la faire annuler, inciter les Turcs à manquer à ses propres engagements. Et cependant n'était-il pas le premier à faire craindre à Elgin que les Français se repentissent de leur pacte, rouvrirent les hostilités, ou bien revinssent plus tard en Égypte<sup>(1)</sup>? N'avait-il pas le front, dans sa correspondance, de prétendre qu'Elgin s'était prononcé pour l'évacuation de l'Égypte? Aussi l'ambassadeur croyait-il devoir déclarer que, loin de suggérer des conditions, il n'avait rien su des propositions mêmes, jusqu'à ce que la convention conclue arrivât à Constantinople<sup>(2)</sup>.

Cette dernière assertion n'était pas absolument exacte. Elgin avait, dès novembre 1799, su quelque chose des négociations franco-turques en Égypte, et ce quelque chose avait été assez pour qu'il s'inquiât. Sa lettre à Grenville du 14 novembre en fait foi. Elle prouve même davantage : c'est qu'il savait que le principe d'une évacuation de bon gré avait été posé dans les conférences anglo-russo-turques, tenues à Constantinople peu après l'arrivée de Sidney Smith, longtemps avant la sienne. Il avait même, de prime abord, jugé ne pas être en droit de s'opposer au rapatriement de l'armée française, si le principe admis de l'évacuation à l'amiable venait à trouver son application. Sur ce point, — lui-même l'a écrit à Grenville, — il n'avait pas cru, en novembre, pouvoir entrer dans la voie indiquée par son collègue russe, Tamara, moins scrupuleux que lui, bien qu'ayant participé aux conférences de février 1799. Enfin il avait écrit, le 16 novembre 1799, au gouverneur général de l'Inde pour lui annoncer, en même temps que son arrivée à Constantinople le 6 du même mois, les négociations qui s'étaient nouées pour l'évacuation de l'Égypte et lui avait déclaré en propres termes que Sidney Smith en était chargé et qu'il s'en remettait au commodore d'obtenir la délivrance de l'Égypte à des conditions hono-

<sup>(1)</sup> F. O., 78/28. Elgin à Grenville, 17, 18, 26 février 1800 et 10 mars 1800.

<sup>(2)</sup> F. O., 78/28. Elgin à Grenville, 26 février 1800.



rables. « Il importe tant à nos intérêts dans l'Inde, avait-il dit alors à Mornington, de déjouer la tentative des Français pour s'établir en Égypte, que toute facilité sera donnée par l'influence anglaise dans cette partie du monde pour en déloger les troupes françaises qui s'y trouvent, pour peu que les conditions proposées soient acceptables..... Récupérer l'Égypte des mains de la France serait une glorieuse continuation de la splendide victoire que vos troupes ont récemment remportée aux Indes<sup>(1)</sup>. » Elgin avait donc été, en réalité, parfaitement au courant de ce qui se préparait sur le Tigre et au camp du Vizir; il y avait souscrit et il avait admis que libérer l'Égypte de l'occupation française fût un résultat méritant quelques concessions. Ce sont là des faits qui affaiblissent grandement la portée des arguments, en vertu desquels il récrimine contre Sidney Smith de décembre 1799 à mars 1800.

Du moins n'a-t-il pas d'abord, en recevant la convention, admis que l'exécution pût en être mise en question. Tout en rechignant, il a commencé par solliciter de son Gouvernement le concours maritime nécessaire pour permettre à la Turquie de remplir les conditions souscrites<sup>(2)</sup>. Mais ces loyales dispositions n'ont pas été chez lui de longue durée. Les Turcs, à l'en croire, étaient très mécontents des conditions d'évacuation. Ils faisaient — assurait-il — de fort vilaines suggestions, que le Gouvernement britannique ne pouvait pas accueillir. En réalité, les Turcs, — ceux de Constantinople et ceux d'El-Arich, la Porte et le Grand Vizir, — jouaient double jeu avec tout le monde, avec les Français et les Anglais. L'évacuation de l'Égypte faisait parfaitement leur affaire, la faisait si bien qu'à peu de semaines de là, quand l'Angleterre aura rendu impossible l'exécution de la convention, elle craindra de se les être aliénés. Mais ils concevaient très bien que, les troupes françaises embarquées, la marine britannique s'en saisisse en mer, ou que, les places d'Égypte remises au Grand Vizir, les signatures d'El-Arich fussent protestées. Cet état d'esprit peu recommandable ne tarde pas à déteindre fâcheusement sur celui de lord Elgin. En mars 1800, écrivant à lord Keith, après avoir réédité ses griefs contre Sidney Smith, affirmé que les Turcs eussent désiré détruire l'armée fran-

<sup>(1)</sup> *Dispatches... of Wellesley*, t. II. Elgin à Mornington, 16 novembre 1799.

<sup>(2)</sup> F. O., 78/28. Elgin à Grenville, 18 février 1800.



çaise, tirer une vengeance éclatante, exemplaire d'une agression non provoquée, atroce et sans précédent, l'ambassadeur suggère à l'amiral qu'une force navale anglaise soit envoyée à Alexandrie pour imposer diverses conditions nouvelles <sup>(1)</sup>.

Lord Keith ne devait point être de cet avis. Mais, avant que lui parvint la suggestion d'Elgin, l'ordre lui était déjà arrivé de Londres de renier purement et simplement toute convention, qui ne fût pas les Français prisonniers de guerre.

## II

L'information de lord Elgin, concernant des négociations d'évacuation entre les Turcs et les Français, n'aurait pas dû être une complète révélation pour les membres du Gouvernement britannique, puisque, dès le 7 mars 1799, Sidney Smith leur avait donné un avant-goût de ses dispositions à cet égard. Toujours est-il que ce n'est pas avant d'avoir reçu la lettre de lord Elgin du 11 novembre, qu'ils se sont émus d'une éventualité que le commodore leur avait fait entrevoir et contre laquelle lord Spencer s'était pourtant prononcé, dès le 7 mai, dans une lettre particulière à lord Grenville. Toujours est-il aussi qu'ils traitent alors la question comme s'il se fût agi d'une négociation exclusivement franco-turque, dans laquelle Sidney Smith, comme diplomate et comme marin, ne pouvait avoir joué aucun rôle. Ils savent cependant, depuis huit mois, par Sidney Smith lui-même, qu'il tend la perche aux ennemis pour s'en aller de bon gré; que, les mouches ne se prenant pas avec du vinaigre, il « leur offre du miel »; par Nelson, que le commodore a établi des passeports tenus tout prêts à l'usage des Français pour rentrer chez eux. Mais, tout cela, ils l'ont négligé pendant huit mois et il leur est plus commode de l'oublier, en recevant le renseignement d'Elgin.

A l'évacuation, autrement que par capitulation sans condition, ils sont résolument contraires. Ils se méfient de la Turquie et redoutent la collusion entre elle et Kléber. Ils continuent à croire l'armée française d'Orient à leur discrétion et ne se soucient pas de la voir paraître sur les champs de

<sup>(1)</sup> F. O., 78/28. Elgin à Keith. Annexée à sa lettre à Grenville du 10 mars 1800.

bataille d'Europe. Le départ de Bonaparte d'Alexandrie leur a paru le signal de la débandade : en annonçant qu'il s'était « enfui » d'Égypte, le *Times* en a conclu que tout y était perdu et s'est répandu en faciles ironies sur « l'évasion » du héros et sur les remerciements du Directoire pour ses services<sup>(1)</sup>. Le seul fait de négocier et d'accepter le rapatriement a été interprété en Angleterre comme impliquant, de la part des Français, l'aveu de l'échec et le désir de tirer leur épingle du jeu. Une revue anglaise, énumérant une série d'actions favorables à l'armée française d'Égypte, résistance de Kosseir à l'attaque de deux frégates britanniques, défaite de Mourad bey en Haute-Égypte, écrasement des Turcs débarqués à Damiette, conclut ainsi : « En admettant que tout cela soit vrai, il n'en apparaît pas moins, même dans les rapports des Français, que leur général en chef saisisrait toute occasion d'évacuer l'Égypte et d'embarquer ses troupes pour *old France* »<sup>(2)</sup>. La dépêche de Kléber au Directoire, du 8 octobre 1799, où il traçait un si sombre tableau de sa situation militaire, politique et financière, a été interceptée en mer et apportée à Londres. Elle y a fortifié l'espoir de voir l'expédition d'Égypte se terminer par une catastrophe : le texte en sera livré en pâture aux journaux<sup>(3)</sup>. Moins scrupuleux que ne l'avait été lord Elgin au premier abord, les ministres anglais n'hésitent pas à annihiler l'accord présumé des Français et des Turcs, par le moyen que l'ambassadeur britannique à Constantinople avait primitivement jugé inadmissible : l'escadre s'opposerait à son exécution.

Le 15 décembre 1799 est arrêté un « ordre en conseil », qui, signé des Lords de l'Amirauté, est transmis à l'amiral lord Keith, commandant en chef dans la Méditerranée. Ce document expose que Grenville a appris par Elgin les propositions d'évacuation faites au Gouvernement ottoman par le général en chef français, à la condition que ses troupes pussent retourner en France sans être molestées, et les dispositions de la Porte à accepter cette offre, puisqu'elle avait demandé à Elgin des passeports pour l'armée française d'Égypte. Grenville avait donc sollicité l'envoi à Keith d'instructions tendant à n'admettre qu'une capitulation

<sup>(1)</sup> *Times*, 22 et 30 octobre 1799.

<sup>(2)</sup> *Gentleman's Magazine*, numéro de janvier 1800.

<sup>(3)</sup> *Times*, 18, 25 janvier 1800.

pure et simple, souscrite avec les trois alliés conjointement et à ne pas même accepter d'engagement tel que celui de ne pas servir pendant la fin de la campagne : l'armée française devait se rendre prisonnière de guerre sans condition. Au cas où des passeports auraient déjà été délivrés, Keith était invité à n'en pas reconnaître la validité et à faire rebrousser chemin aux navires qui en seraient munis<sup>(1)</sup>.

Le lendemain, Grenville expose en ces termes à Elgin les motifs de l'attitude prise par le Gouvernement britannique : « Les bases, en matière politique, de notre détermination touchant l'armée d'Égypte sont assez évidentes et n'avaient, je le remarque, pas échappé à votre attention. Les principes du droit des gens et de la guerre sont parfaitement clairs et indiscutables; et ils sont démontrés par une simple référence à la constante pratique de toutes les capitulations, sur les points où sont employées des forces combinées. Quand les forts napolitains ont capitulé, les articles ont été signés par les Napolitains, les Anglais, les Russes et les Turcs. Quelle prétention les Turcs peuvent-ils donc élever à capituler seuls avec un ennemi que nous seuls avons réduit à la nécessité de capituler? S'ils sont nos alliés, ils ne peuvent pas agir sans notre participation; s'ils ne le sont pas, ils ne peuvent pas nous lier par leur acte<sup>(2)</sup>. »

Cette argumentation, juridiquement forte, avait le tort grave de venir huit mois trop tard et de ne pas tenir compte de faits déjà connus ou aisés à prévoir. Grenville raisonnait comme s'il n'y avait pas eu dans le Levant, sur les côtes d'Égypte, un commodore muni par lui-même de pouvoirs diplomatiques, auxquels il n'avait jamais mis fin; pourvu d'un commandement naval quasi indépendant; investi, au moins en fait, d'un droit d'ingérence dans les opérations militaires des forces ottomanes; pouvant donc se croire qualifié pour traiter avec l'armée bloquée; comme si ce commodore, appelé Sidney Smith, ne s'était pas ouvert à Londres, en des termes qui avaient mis le Premier Lord de l'Amirauté sur ses gardes, du projet d'éliminer les Français d'Égypte, autrement que par les armes; comme si le Cabinet britannique n'avait rien su des conférences

<sup>(1)</sup> BARROW, *Life and correspondence of Admiral Sir William Sidney Smith*, t. II, p. 9.

<sup>(2)</sup> *Dropmore papers*, t. VI, p. 79. Grenville à Elgin (particulière), 16 décembre 1799.

*Documents*, n° 4.

de Constantinople, où le principe de cette méthode avait été posé, avant même d'entrer en campagne; enfin comme si, pour toutes ces raisons, il n'était pas évident que Sidney Smith, suivant son idée, avait au moins approuvé la conduite du Grand Vizir, tel un tuteur pour son pupille. Il eût été plus franc de dire qu'on ne s'embarrassait pas de scrupules envers une armée ennemie qu'on croyait tenir, qu'on préférerait en tout cas où elle était que partout ailleurs, et qui s'était elle-même placée en dehors du droit des gens, en s'emparant par la force d'un territoire neutre.

Telle est alors, en Angleterre, l'opposition contre la solution chère à Sidney Smith, que le frère de Grenville, Buckingham, juge la décision du Gouvernement clémentine et débonnaire. Ce n'est pas là, selon lui et son troisième frère, Thomas Grenville, la manière dont il convenait de désavouer un compromis franco-turc. Reconduire à Alexandrie les convois interceptés par les escadres britanniques! quelle faiblesse! Il fallait traiter les Français en prisonniers de guerre, donc les acheminer vers un port anglais. On n'avait pas plus le droit de les refouler en Égypte, territoire ottoman, que de les débarquer dans n'importe quel port appartenant à un allié. Si l'Angleterre était trop loin, pourquoi ne pas les mener, par les Dardanelles, en Crimée, et là les consigner comme prisonniers aux Russes<sup>(1)</sup>? « *Jingoe* » avant la lettre, Buckingham était un forcené qui voulait toujours reculer les limites de l'intransigence. L'iniquité qu'il conseillait eût été une maladresse. Moins emportés que lui, les ministres s'en tinrent à leur décision.

Quarante jours avant la convention d'El-Arich, l'exécution en est donc frappée d'interdit par le Gouvernement britannique.

Peu après, Nelson apprend qu'il était question d'évacuation. Il s'y montre résolument hostile, allant au-devant des désirs de son Gouvernement, dont il n'a pas encore eu le temps d'être avisé. « J'ai lu avec plaisir, écrit-il<sup>(2)</sup>, tout ce qui s'est passé entre Bonaparte, Kléber et le Grand Vizir<sup>(3)</sup> et j'envoie à lord Elgin quelques documents très importants, qui montrent la très déplorable situation des Français. Mais je ne puis me contraindre à

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. VI, p. 76. Buckingham à Grenville, 15 décembre 1799.

<sup>(2)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. IV, p. 157. 22 décembre 1799.

<sup>(3)</sup> Les lettres échangées entre eux.

croire qu'ils puissent entièrement quitter l'Égypte. Et, s'ils le faisaient, jamais je ne consentirais qu'un seul d'entre eux retournât sur le continent d'Europe pendant la guerre. Je désire qu'ils périssent en Égypte et donnent ainsi au monde un grand exemple de la justice du Tout-Puissant. » On s'expliquera la constance de son opposition à toute évacuation, même partielle, des troupes françaises, quand on saura que, ni son acharnement contre elles, ni sa foi en leur destruction, n'ont encore faibli : un jour qu'il se proposait d'envoyer à Sidney Smith deux corvettes attendues à Malte : « Je les enverrai, a-t-il écrit à Spencer Smith, à moins que les Français ne soient extirpés d'Égypte avant ce moment »<sup>(1)</sup>. Extirpés d'Égypte signifie, dans sa pensée, capturés après écrasement. « J'espère, mande-t-il à Elgin<sup>(2)</sup>, que votre recommandation, afin que le Vizir pénètre en Égypte, sera dûment suivie et je ne doute pas que la campagne ne se termine par la destruction des Français. » Il est soutenu dans sa confiance par une furieuse haine de l'ennemi : son souci de tous les instants, écrit-il au duc de Clarence<sup>(3)</sup>, est d'« obéir au grand ordre, au grand objet : abattre ces damnés vilains de Français ! Excusez ma chaleur ; mais mon sang bout au nom d'un Français. Je les hais tous, royalistes et républicains. »

Ainsi, pendant que se négociait la convention d'El-Arich, la politique opposée à celle de Sidney Smith a continué à être affirmée et soutenue par Nelson, ignorant encore qu'elle eût déjà prévalu à Londres.

### III

Ce n'est pas avant le 30 janvier 1800 que Sidney Smith a rendu compte à Nelson de la négociation terminée le 24. Il la lui résume du commencement à la fin<sup>(4)</sup>. Sa lettre définit très franchement la position respective des adversaires en Orient, sa politique, son rôle dans l'affaire. L'offre de négocier, qui lui avait été apportée de la part de Kléber par le général Morand, avait rencontré son assentiment parce qu'elle provenait d'un

<sup>(1)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. IV, p. 89. 4 novembre 1799.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, t. IV, p. 153. 21 décembre 1799.

<sup>(3)</sup> *Ibid.*, t. IV, p. 95. novembre 1799.

<sup>(4)</sup> *Barrow*, *op. cit.*, t. II, p. 5 à 8. 30 janvier 1800.



ennemi non battu. « Cette proposition émanant d'un général d'une libéralité connue, à la tête d'une armée invaincue, pas même soumise à une forte pression d'aucun côté, a eu mon appui résolu dans la communication que j'en ai faite au Grand Vizir. » Le traité conclu procurait le même résultat que l'issue victorieuse de la campagne, en évitant des expériences chanceuses, et faisait atteindre à la politique anglaise son but essentiel, tel du moins que Sidney Smith le concevait. « Le grand objet de nos opérations dans cette région étant de recouvrer l'Égypte pour notre allié, et de rendre la sécurité aux possessions britanniques dans l'Inde, avantages qui ne sont pas à comparer avec des sacrifices dérisoires, je ne doute pas que Votre Seigneurie ne convienne avec moi que par négociation a été obtenu tout ce qui aurait pu être acquis par une victoire, alors qu'on ne peut avoir l'intention d'anéantir ou même d'humilier un brave ennemi sans nécessité. Indépendamment de cela, il ne doit pas être perdu de vue qu'une armée disciplinée de vétérans, même mécontente de sa situation, pourrait, si elle était poussée au désespoir, conserver longtemps la possession d'un pays quasi insulaire, plein de digues et de canaux, qui le rendent difficile d'accès, quand même elle pourrait être finalement placée en état d'infériorité par les ressources de trois empires, lorsqu'elles seront mises en œuvre. » Dans la négociation, le rôle de Sidney Smith avait été celui d'un « médiateur entre deux chefs aux esprits montés, l'un irrité par la surprise de son poste avancé (El-Arich), l'autre enorgueilli par ce succès local et pour lui de bon augure ». Il n'avait pas signé la convention, mais s'était réservé à lui-même « ce droit d'arbitrage, que la confiance à la fois du Grand Vizir et du général Kléber, exprimée de la manière la moins équivoque, pouvait le mettre à même d'exercer ». Il avait maintenant à empêcher que l'épée fût de nouveau tirée.

En regard des explosions épistolaires de Nelson, ce compte rendu expose une politique, inspirée à la fois d'une conception différente de l'intérêt anglais, — qui consiste principalement, pour Sidney Smith, à éloigner les Français d'Égypte, plutôt qu'à les détruire ou à les prendre, — et des difficultés militaires locales, qu'il apprécie à leur juste valeur, étant sur place et aux prises avec elles. A ses explications écrites, le porteur de sa lettre, le colonel Douglas, attaché au quartier général du Grand Vizir, est chargé d'ajouter tous les éclaircissements verbaux désirables.



Mais quand Sidney Smith, — trop tard du reste, — écrit ces lignes, les ordres émis à Londres le 15 décembre précédent ont déjà touché le commandant en chef des escadres anglaises de la Méditerranée, lord Keith. Ils lui sont parvenus au début de janvier 1800, à Minorque. Le 8, il a écrit directement à Kléber, pour lui en donner connaissance, une lettre qu'il a chargé Sidney Smith de faire porter au Caire<sup>(1)</sup>. Le 10, il les a communiqués à Sidney Smith lui-même. Son message parvient au commodore le 22 février, en Chypre<sup>(2)</sup>.

Sidney Smith ne laissait pas d'être préparé à recevoir cette nouvelle. De prime abord, il s'était attendu à des difficultés. Dès le 30 janvier il avait écrit à Kléber que sa satisfaction de l'entente intervenue à El-Arich ne serait complète qu'après avoir surmonté « les difficultés que nous éprouverons avant son entière exécution ». « Je prends, avait-il ajouté, l'engagement le plus formel de faire mon possible pour que tout se passe loyalement<sup>(3)</sup>. » Cet engagement, disons-le tout de suite, il l'a pleinement tenu. Dès le 21 février, il a transmis à Kléber, par le lieutenant Wright, la lettre de lord Keith destinée au général en chef français<sup>(4)</sup>. Puis, quittant Chypre à peine l'approvisionnement de son vaisseau complété, il s'est rendu devant Alexandrie et a écrit à Poussielgue, le 8 mars, pour lui faire part des obstacles mis par ses supérieurs à l'exécution de toute convention du genre de celle qu'il avait admise : « Ce serait, disait-il, tendre un piège à mes braves antagonistes, si je les encourageais à s'embarquer; je dois à l'armée française et à moi-même de ne pas lui laisser ignorer cet état actuel des choses, que je travaille cependant à changer »<sup>(5)</sup>.

De son côté, Kléber a été préparé à la grave complication qui venait se mettre à la traverse de ses combinaisons, d'abord par la lettre même de Sidney Smith, lui faisant prévoir des difficultés d'exécution, ensuite

---

<sup>(1)</sup> *Pièces officielles de l'Armée d'Égypte*, 2<sup>e</sup> partie, p. 114. Rapport de Kléber au Gouvernement français sur les événements jusqu'à la fin de prairial an viii.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, 2<sup>e</sup> partie, p. 255. Lettre de Sidney Smith à Kléber du 8 mars 1800.

<sup>(3)</sup> *Ibid.*, 2<sup>e</sup> partie, p. 253. Lettre de Sidney Smith à Kléber du 30 janvier 1800.

<sup>(4)</sup> RIGAUD, *op. cit.*, p. 70.

<sup>(5)</sup> *Pièces officielles de l'Armée d'Égypte*, 2<sup>e</sup> partie, p. 255. Lettre de Sidney Smith à Poussielgue du 8 mars 1800.

par un avis du général Lanusse, annonçant que les commandants de corvettes anglaises, nouvellement parues devant Alexandrie, déclaraient avoir ordre de ne laisser passer personne<sup>(1)</sup>. La lettre de lord Keith<sup>(2)</sup>, on ne peut plus sèche, explicite et catégorique sur la décision du Gouvernement britannique, n'a cependant pas immédiatement fait considérer à Kléber qu'elle rompt la convention. L'exécution en était, de sa part, fort avancée. Car, depuis un mois, il avait fait évacuer les places de Katieh, Saleyeh, Belbeis, Lesbeh, Damiette, Rosette, Suez, toute la Haute-Égypte, et il s'en fallait de deux jours que la citadelle et les forts du Caire fussent remis aux Turcs, dont l'armée s'était avancée jusqu'à Belbeis et avait poussé une avant-garde jusqu'à El-Khanka, à quatre heures de marche de la capitale. A Suez, évacué par les Français, les Anglais s'étaient empressés de faire entrer quelques centaines d'hommes, débarqués de leur escadre de la mer Rouge. Cette petite garnison, sous le commandement du lieutenant-colonel Murray, avait pris, pour l'Angleterre, possession de ce poste de relais sur la route des Indes, en attendant que la marine britannique en fît autant des ports égyptiens sur la Méditerranée. Dans toutes les places, côtières et de l'intérieur, d'où les Français étaient sortis, les Turcs les avaient remplacés. Peu s'en fallait donc que l'armée française se fût déjà dessaisie de l'Égypte. Mais, dès l'instant que Sidney Smith lui laissait encore l'espoir de tout arranger, de faire revenir les ministres anglais sur

<sup>(1)</sup> RIGAUT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 70. La lettre de Lanusse à Kléber est du 19 février 1800.

<sup>(2)</sup> Voici la traduction de cette lettre. « Ayant reçu des ordres positifs de Sa Majesté, de ne consentir à aucune capitulation avec l'armée française que vous commandez en Égypte et en Syrie, excepté dans le cas où elle mettrait bas les armes, se rendrait prisonnière de guerre, et abandonnerait tous les vaisseaux et toutes les munitions des ports et ville d'Alexandrie aux puissances alliées; et, dans le cas où une capitulation aurait lieu, de ne permettre à aucune troupe de retourner en France qu'elle ne soit échangée, je pense nécessaire de vous informer que tous les vaisseaux ayant des troupes françaises à bord, et faisant voile de ce pays d'après les passeports signés par d'autres que ceux qui ont le droit d'en accorder, seront forcés, par les officiers des vaisseaux que je commande, de rentrer à Alexandrie, et que ceux qui seront rencontrés retournant en Europe, d'après des passeports accordés en conséquence de la capitulation particulière avec une des puissances alliées, seront retenus comme prises, et tous les individus à bord considérés comme prisonniers. Signé : KEITH. »

leur résolution, Kléber ajourne la reprise des hostilités, se bornant, sans encore défaire ce qui avait été fait, à suspendre l'exécution de ce qui restait à faire. Un délai s'est ainsi trouvé imparti à Sidney Smith, pour de suprêmes efforts afin de sauver son œuvre.

Il s'y est efforcé, à peine a-t-il eu vent du désaveu qui lui était infligé. Ses longues lettres à Elgin, à Nelson, à Keith, à lord Spencer, sont, non seulement de persuasives justifications de sa conduite, mais d'ardents plaidoyers en faveur d'une solution, qu'il ne se résigne pas à voir compromise. Le 20 février, il demande à Elgin de s'employer à prévenir la reprise des hostilités, qu'entraînerait un manquement quelconque aux clauses d'El-Arich. « Je croyais, dit-il <sup>(1)</sup>, agir sur des bases sûres, en suivant la route tracée de prime abord et persévérant dans les mesures, jusqu'à présent appliquées avec succès, pour engager les Français à quitter l'Égypte par tous les moyens loyaux, puisque les moyens d'un caractère contraire n'auraient pu avoir d'autre effet que de fortifier leur pouvoir et d'attacher plus fortement tous leurs partisans à leur étendard et à leurs principes. » Il se plaint que ses combinaisons aient été renversées, « tout mon labeur rendu stérile par les décisions de mes supérieurs, au point d'adopter un complet changement de système ». Loin de renier ses actes, il en revendique l'honneur et croit plutôt d'avoir à rougir de la rétractation à laquelle on veut le contraindre. « J'ai conscience d'avoir jusqu'à présent rempli mes devoirs comme il convenait à un officier anglais... J'espère conserver le droit que j'ai acquis à l'estime de l'ennemi, que j'ai longtemps combattu avec des moyens dont l'insuffisance a été reconnue, et à la confiance de mes amis, dont j'ai longtemps attendu un secours suffisant pour me permettre de réaliser leurs vœux. » L'Égypte, selon lui, pouvait « être maintenant récupérée par le Gouvernement ottoman dans un état florissant, par le lent mais sûr effet de la bonne foi, de la générosité et de la pitié, les choses ayant été soigneusement mises en train de manière que le temps opérât, à la longue, constamment dans ce sens... Une conduite contraire ne pouvait qu'amener une poignée d'hommes désespérés à opposer une longue défense, alors que les moyens employés contre eux étaient si

---

<sup>(1)</sup> BARROW, *Life and correspondence of Admiral Sir William Sidney Smith*, t. II, p. 19 et suiv. Sidney Smith à Elgin, 20 février 1800.

insignifiants qu'ils ne méritaient même pas le nom de force. » L'évacuation de l'Égypte par les Français satisfaisait pleinement à l'intérêt britannique : « Le grand objet national est atteint, si nous pouvons obtenir que l'armée française sorte du pays, alors même qu'elle emporterait avec elle les Pyramides ! ». Mais, que l'on vint à se livrer, contre la première division embarquée, à quelque attentat, qui décourageât les autres de suivre, « toute l'affaire serait à recommencer, avec moins de moyens pour réussir ». En imaginant que ce pût être à propos, Elgin n'avait pu, — lui écrit Sidney Smith, — qu'obéir à une inspiration ottomane.

Ces fières protestations de Sidney Smith ne visaient pas que le simple refus de reconnaître la convention. Elles s'adressaient aussi à une ignominieuse supercherie, que lord Elgin avait, soit imaginée, soit admise. On eût laissé les Français achever l'évacuation et la remise aux Turcs des villes et places fortes de l'Égypte et s'embarquer à Alexandrie sous la foi des traites; puis, jetant le masque et se saisissant d'eux en mer, on les eût faits prisonniers et traités comme tels. Ainsi eût-on concilié l'impatience turque de récupérer l'Égypte avec l'opposition anglaise au rapatriement des Français, conservé ce qui était avantageux de la convention et annulé le reste. L'idée de cette honteuse perfidie avait été émise dans des conférences tenues à Constantinople entre Turcs et alliés. Elgin s'en était ouvert à son secrétaire, Morier, qu'il avait fait partir, le 23 décembre 1799, pour le camp du Grand Vieux, avec la mission de l'y représenter et de faire ce que nous appellerions aujourd'hui « la liaison » entre lui-même, Youssef pacha et le Gouvernement de l'Inde. Arrivé à El-Arich, Morier avait suggéré l'expédient, le 3 février 1800, à Sidney Smith, qui d'emblée l'avait repoussé.

L'indignation et le dégoût que le consulat en ressent s'expriment dans ces lignes de lui à Elgin : « On peut réussir par stratagème à se saisir d'un ennemi sans lui avoir rendu à se croire en sécurité par de solennelles promesses de salut, et les Turcs peuvent, comme à El-Arich, s'engager des hommes de grande valeur, qui n'ont pas d'espoir en un salut final, à sauver des murs démolies lesquels ils se défendent dans

<sup>1</sup> *Notes officielles du Consul d'Alexandrie, 1800, p. 102 et suiv.*

<sup>2</sup> *Les débris de la prise par les Français d'El-Arich, 1800.*

les bras de bandits sans pitié, — les derniers de la pire espèce de la race humaine, — qui les assassinent froidement au même instant, avec la plus barbare avidité sanguinaire. Mais j'espère qu'on m'épargnera d'être présent à de pareilles scènes<sup>(1)</sup>. » Craignant, non sans raison, que les Turcs fussent gens à ne pas reculer devant pareil procédé, Sidney Smith les en détourne et avertit Elgin de l'opposition qu'il y met. Il a, lui dit-il, écrit au capitain-pacha, « désapprouvant l'idée qui m'a été soumise, dans les minutes des conférences à Constantinople, de faire tomber l'armée française dans un traquenard et de la détrousser. Positivement, je n'appuierai ni ne tolérerai jamais cela, s'il est en mon pouvoir d'empêcher un aussi infâme manque de foi. » Il est heureux pour l'honneur britannique que cette protestation ait été élevée par un Anglais.

Auprès de ses supérieurs navals et de l'Amirauté, Sidney Smith n'a pas à combattre l'idée du traquenard, qui n'a pas même effleuré leur esprit, puisque le premier soin de Keith, en recevant les ordres de Londres, a été de les communiquer à Kléber. Il n'a donc avec eux qu'à défendre sa convention. C'est ce qu'il fait avec Nelson. Il implique dans l'issue de sa négociation la responsabilité d'Elgin : « Lord Elgin, écrit-il, ayant insisté auprès de moi dans les termes les plus forts pour que je conduisise les choses à une conclusion et, afin d'empêcher les Français de gagner du temps, me requérant formellement de laisser les Turcs régler la question de telle manière qu'ils jugeraient convenable, je ne pouvais pas ne pas acquiescer à la promesse déjà faite, dans la première réponse du Vizir au général Kléber, en octobre, d'autoriser l'armée française à se retirer avec ses armes dans ses propres vaisseaux et dans ceux que la Porte fournirait en sus<sup>(2)</sup>. »

Sur l'évacuation volontaire et le rapatriement des Français, Sidney Smith essaye de faire entendre raison à l'implacable vainqueur d'Aboukir. « Le général Desaix, dit-il, demanda à rompre la conférence, à la seule allusion que j'avais faite à une reddition. » On avait beau jeu, à la vérité, de déclarer à distance que les Français devaient être obligés à mettre bas

---

<sup>(1)</sup> BARROW, *Life and correspondence of Admiral Sir William Sidney Smith*, p. 20. Lettre du 20 février 1800.

<sup>(2)</sup> BARROW, *op. cit.*, t. II, p. 23 et suiv. 8 mars 1800.



les armes ! Nelson aurait pu avec profit se faire à lui-même l'application des paroles suivantes : « Bien qu'un plénipotentiaire turc, assis sur son sofa, puisse parler de les désarmer et que lord Elgin dise aux Turcs qu'il faut les traiter comme des bandits, des militaires opposés à cette armée et bien au fait de sa puissance savent que c'est là un vain souhait. Cela rappelle le conseil ironiquement donné aux enfants de mettre un grain de sel sur la queue des oiseaux pour les attraper, ou encore celui qu'un voyageur donnait en plaisantant à son jocrisse de domestique, d'aller arrêter un Tartare, qui, s'il eût été pris, n'eût pas laissé partir son ravisseur ! » Telle est la haute opinion que, sous le commandement de Bonaparte et de Kléber, l'armée française d'Égypte avait su donner d'elle à l'officier anglais le mieux placé pour en juger.

A lord Spencer aussi, Sidney Smith tente de faire comprendre la situation réelle <sup>(1)</sup>. Pour lui prouver que la convention d'El-Arich n'enchantait pas tous les Français, il les lui montre divisés en parti de l'évacuation et parti colonial, ce dernier dirigé par Abdallah Menou. Il parle de ces hommes, « qui, se trouvant très confortablement sur la terre conquise des Beys, sont devenus Beys eux-mêmes, ont leurs Mameluks autour d'eux », et se croient en état de résister à une armée turque. Sans doute le parti de ceux « qui ont le mal du pays » n'aimait-il pas à rester en exil, « seulement pour fournir une garde du corps à ces spéculateurs orientaux », qui avaient déjà réussi à entrer en arrangement avec les Beys réfugiés en Haute-Égypte, pour sauvegarder l'indépendance de l'Égypte contre les Turcs. « L'existence, écrit Sidney Smith, d'une telle colonie révolutionnaire de Beys français enturbannés a en soi quelque chose de si menaçant », qu'il s'est, de son côté, mis en devoir d'empêcher une entente entre Mourad bey et les Français. Il craint aussi qu'avec le temps l'ennemi ne finisse par recevoir du secours de France. « Connaissant Bonaparte comme je le connais, je tiens pour certain qu'il enverra, à tout prix, un renfort à sa colonie <sup>(2)</sup>. » Aussi a-t-il décliné l'invitation du Vizir à l'accompagner au Caire, pour continuer à monter la garde devant la côte.

<sup>(1)</sup> BARROW, *Life and correspondence of Admiral Sir William Sidney Smith*, t. II, p. 29. 13 mars 1800.

<sup>(2)</sup> BARROW, *op. cit.*, t. II, p. 26. Smith à lord Spencer, 13 mars 1800.



Le moindre renfort consoliderait tant la position déjà solide des Français, qu'il n'y aurait plus moyen de les mettre à la porte de l'Égypte. « J'espère encore que ce quiproquo n'occasionnera qu'un délai, mais ne restituera pas l'Égypte à la domination de nos rivaux. Car, soyez-en sûr, mon cher lord, si jamais ils reçoivent du renfort, — ce dont je dois, comme marin, admettre la possibilité, bien que je sois ici, sur les lieux, pour tâcher de l'empêcher, — ils ne pourront pas plus être expulsés d'Égypte par la force que de Hollande, pays similaire, et de situation très analogue quant aux dispositions des habitants, qui, tout en pouvant ne pas aimer la présence des Français, ont une égale antipathie pour le Gouvernement turc <sup>(1)</sup>. »

Le même jour où il adresse ces lettres à lord Spencer, Sidney Smith écrit à lord Keith : « Il ne m'était jamais venu à l'idée que nous puissions mettre obstacle à un arrangement si avantageux pour nous en général, qui ne pouvait évidemment comporter aucune condition humiliante pour une armée de vétérans, invaincue et pas même investie. Quant à désarmer les Français et à leur persuader de se rendre prisonniers, pas sur parole, j'assure à Votre Seigneurie que c'était complètement hors de question <sup>(2)</sup>. »

Pour laisser à ces arguments le temps d'agir, aux lettres mêmes qui les développaient celui d'arriver à destination, aux réponses celui de parvenir à Sidney Smith, il était nécessaire que les hostilités ne fussent pas de longtemps rouvertes en Égypte. Le commodore redoutait extrêmement, et à juste titre, la reprise des hostilités, non seulement parce qu'elle consacrerait l'effondrement définitif de son œuvre diplomatique, mais parce qu'il prévoyait qu'elle serait fatale aux Turcs. A retenir le Grand Vizir, il cherche donc à utiliser le secrétaire d'Elgin, Morier, qui suivait dans ses déplacements le quartier général ottoman. Espérant toujours que le veto mis à l'exécution de la convention serait levé, « aussitôt que le véritable état des affaires serait connu », il lui écrit <sup>(3)</sup> : « Le renouvellement des hostilités en Égypte doit, selon toute prévision raisonnable, se terminer par l'anéantissement d'une armée indisciplinée, opposée à des troupes

<sup>(1)</sup> BARROW, *Life and correspondence of Admiral Sir William Sidney Smith*, t. II, p. 32. Smith à lord Spencer, 13 mars 1800.

<sup>(2)</sup> BARROW, *op. cit.*, t. I, p. 385. Sidney Smith à lord Keith, 13 mars 1800.

<sup>(3)</sup> *Idem*, *op. cit.*, t. I, p. 397-398. Sans date.

de vétérans comme celles du général Kléber ». Il demande à Morier de renseigner Elgin, pour que l'ambassadeur agisse auprès de la Porte. « Je compte, lui dit-il, que vous apprécierez l'état critique des affaires, qui faisait de cette convention le seul moyen praticable de sauver, non seulement l'Égypte, mais la Syrie, où la défection de Djezzar est maintenant tangible, depuis qu'il a cessé de craindre le châtement immédiat de son attitude équivoque <sup>(1)</sup>. »

Sidney Smith ne pouvait être meilleur prophète. L'opposition anglaise à la convention d'El-Arich devait être fatale aux armes ottomanes, donc, en bonne logique, à l'intérêt britannique. Mis sur ses gardes par la mauvaise foi du Grand Vizir, qui cherchait manifestement à le duper, en se faisant remettre le Caire pour manquer ensuite à sa signature, Kléber s'est décidé à rouvrir les hostilités. Le 18 mars, il a mis à l'ordre l'insolente lettre de lord Keith, en la commentant d'une seule phrase : « Soldats, on ne répond à de telles insolences que par des victoires ». Le 20 mars, il tient parole à ses troupes en remportant l'éclatante victoire d'Héliopolis. Du 20 mars au 21 avril, il achève l'expulsion ou la destruction des débris de l'armée de Youssef pacha, reconquiert toute l'Égypte et, ainsi que l'avait aussi prédit Sidney Smith, conclut un traité avec Mourad bey pour le condominium de la Haute-Égypte.

#### IV

Nous venons d'observer la réaction en Orient de *l'ordre en conseil* du 15 décembre 1799, antérieur de 40 jours à la convention d'El-Arich. Observons maintenant la réaction sur les Anglais de cette convention, des lettres où Sidney Smith l'a défendue, de sa rupture et de son sanglant épilogue. C'est le temps de la marine à voiles et des courriers à franc étrier. Des semaines ou des mois sont nécessaires aux communications du commodore avec les diverses autorités dont il relève.

Ni la lettre du 30 janvier 1800 ni les explications verbales du colonel

---

<sup>(1)</sup> Djezzar, dont la soumission à la Porte était des plus précaires, avait vu de très mauvais œil l'arrivée dans ses États de pachas ottomans et du Grand Vizir, avec de nombreuses troupes.

Douglas n'ont rien changé aux dispositions de Nelson. Si les navires de cet amiral sont, pour le malheur de ses ennemis, souvent en mouvement, ses sentiments sont immuables et comme à l'ancre. « Les Français en Égypte, écrit-il le 4 mars, étaient sur le point de conclure un traité avec les Turcs pour l'évacuation du pays, et l'on rapporte que quelque progrès a été fait dans cette négociation; mais l'Europe ne pourra jamais tolérer que ces brigands s'en retournent, si ce n'est comme prisonniers de guerre<sup>(1)</sup>. » C'est précisément ce que prescrit l'ordre en conseil du Cabinet anglais, dont notification a été faite par Elgin à Constantinople. Nelson prend aussitôt les mesures voulues pour l'appliquer, c'est-à-dire pour se saisir des Français. En effet, il mande à Troubridge, le 28 mars : « Je reçois à l'instant un courrier de Constantinople, disant que le traité français pour l'évacuation de l'Égypte est ratifié par la Porte, mais que les ministres d'Angleterre et de Russie ont informé le Gouvernement ottoman de la détermination des alliés de ne pas tolérer que l'armée française retourne en Europe, ce que les Turcs ont notifié par un courrier au général Kléber. L'escadre russe est en route pour croiser devant le cap Bon à cet effet, et je vous prescris de nouveau de renouveler les ordres déjà donnés, pour faire aller dans l'un des ports alliés les Français venant d'Égypte, sous quelque protection qu'ils puissent être, de passeports ou de navires de guerre. Car sous aucun prétexte il ne doit leur être permis de retourner en France, soit en masse, soit dans des bâtiments séparés<sup>(2)</sup>. » L'idée de Nelson, qui suppose les Français embarqués ou sur le point de l'être, est alors de les faire aborder en Sicile ou à Naples, où ils auraient été sous bonne garde. Il charge donc son complaisant ami Hamilton de s'enquérir de la manière dont ils y seraient reçus et traités; et ce lui est l'occasion d'exposer à ce sûr confident son invariable opinion sur toute l'affaire. « Dans ma présente situation dans la flotte du Roi (c'est-à-dire en second sous lord Keith), je n'ai qu'à obéir. Si j'avais, comme auparavant, exercé le commandement, j'aurais suivi une route courte et directe pour éviter ce grand mal. J'aurais écrit aux Français et au Grand Vizir en Égypte, que

<sup>(1)</sup> *Dispatches and letters, etc.*, t. IV, p. 198. A Simon Lucas, consul à Tripoli de Barbarie, 4 mars 1800.

<sup>(2)</sup> *Dispatches and letters, etc.*, t. IV, p. 211. A Troubridge, 28 mars 1800.

je ne permettrais, sous aucun prétexte, à un seul Français de quitter l'Égypte, et je l'aurais fait même au risque de créer un refroidissement d'un moment avec les Turcs. De deux maux il faut choisir le moindre; et rien ne peut être aussi horrible que de permettre à cette bande de voleurs de rentrer en Europe. Si toutes les sages têtes les avaient laissés aux soins de Dieu tout-puissant, après que le pont avait été coupé, tout eût bien fini. Car je diffère entièrement d'opinion avec mon commandant en chef, qui souhaite qu'on leur eût permis de retourner en France, et aussi avec lord Elgin, sur la grande importance de les faire partir d'Égypte. Non! qu'ils y périssent a toujours été la ferme détermination de... Nelson<sup>(1)</sup>. »

Il va donc plus loin que lord Keith, qui reconnaît des avantages à l'évacuation; plus loin qu'Elgin, qui croit utile d'éloigner les Français d'Égypte, quitte à escamoter, en les faisant tomber dans un piège, l'obligation de les rapatrier. Les traiter en prisonniers de guerre et les interner en quelque port allié lui paraît déjà une concession excessive. Nelson reste donc à l'extrême opposé de la conception réalisée par Sidney Smith. Il estime que les Turcs en ont pris à leur aise avec leurs alliés, qu'on se montre encore trop condescendant avec eux, et s'en explique avec Elgin : « Je ne peux, lui écrit-il<sup>(2)</sup>, m'empêcher de regretter très sincèrement que la faculté ait jamais été donnée aux Turcs d'entrer en un tel traité avec les Français. Car j'ai toujours considéré comme impossible de permettre à cette armée de retourner en Europe, si ce n'est comme prisonnière de guerre et, dans ce cas, pas en France. Et si j'eusse été commandant en chef, alors même que c'eût été chose faite, j'aurais refusé de ratifier tout consentement ou approbation de Sir Sidney Smith et j'aurais écrit à la fois au Grand Vizir et au général français l'impossibilité d'admettre qu'une armée vaincue fût mise par un allié en situation d'attaquer un autre allié. Ce faisant, j'aurais employé tous les moyens pour faire comprendre à la Sublime Porte la nécessité de la conduite à laquelle l'Angleterre était forcée. Mais je n'aurais jamais un moment oublié mon article de foi, qu'au risque même d'offusquer quelqu'un, pas un Français ne devrait être autorisé à quitter l'Égypte. » Le capitán-pacha lui ayant demandé du tonnage pour le trans-

<sup>(1)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. IV, p. 213. A Sir Will. Hamilton, 30 mars 1800.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, t. IV, p. 214. A Elgin, 31 mars 1800.

port des Français, Nelson lui répond : « Quant à la seconde partie de votre lettre, concernant l'envoi de navires en Égypte pour escorter l'armée française en France, je laisse à mon commandant en chef le soin d'y répondre. Mais je ne peux m'empêcher de regretter, et avec la plus profonde tristesse, qu'un pareil traité ait été conclu avec les Français, envahisseurs et ravisseurs des plus belles provinces de l'Empire ottoman<sup>(1)</sup>. »

Pendant que Nelson, trouvant les ordres de Londres encore trop doux, se disposait cependant à les appliquer, c'est-à-dire à faire main basse sur les Français, le Gouvernement anglais, revenant sur sa résolution du 15 décembre 1799, décidait de laisser passer l'armée de Kléber.

La convention d'El-Arich et le rôle de Sidney Smith dans la négociation qui l'a précédée ont été connus à Londres dans le courant de mars 1800. On apprend alors que le commodore a été, comme le dit une revue du temps, le médiateur et, à la fin, le « *manager* » de toute la négociation pour le compte des Turcs. Enfin, le texte de l'acte est là : on est en possession du corps du délit. Le bouillant frère de lord Grenville, Buckingham, lui écrit le 27 : « Quant à Sir Sidney, son insanité m'a fait perdre toute patience. Mais j'espère et je compte qu'aucune considération n'induera le Gouvernement ni lord Keith à ratifier une convention si folle et sortant si complètement de ses instructions. Donnez-moi la satisfaction d'apprendre que tout sera tenté pour arrêter cette maudite bévue<sup>(2)</sup>. » Selon lui, il fallait remplacer Sidney Smith par un des capitaines de Nelson, — Ball, Troubridge ou Saumarez, — et l'envoyer expliquer sa conduite à lord Keith. Le motif de sa fureur est, comme pour Nelson, dans son ardent désir de voir périr les Français et dans sa conviction que c'est affaire de temps, de peu de temps. Sur la nouvelle que des bâtiments français avaient été vus en Méditerranée, il a écrit quelques jours auparavant : « J'espère que *Sa Majesté Très Corse* n'a pas pu glisser ses navires hors de Toulon pour porter du renfort à ses soldats d'Égypte, car je désire passionnément que Memphis les recouvre et que l'Égypte soit leur tombeau<sup>(3)</sup> ! ». *Sa Majesté Très Corse* est le surnom dont le Premier Consul

<sup>(1)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. IV, p. 215. Au capitán-pacha, 31 mars 1800.

<sup>(2)</sup> *Dropmore papers*, t. VI, p. 182. Buckingham à Grenville, 27 mars 1800.

<sup>(3)</sup> *Ibid.*, t. VI, p. 172. Buckingham à Grenville, 23 mars 1800.



est désigné dans la correspondance fraternelle de cette bourdonnante mouche du coche avec le ministre Grenville.

Celui-ci et ses collègues du Cabinet sont moins irrités, mais ne laissent pas d'être contrariés. Ils craignent les reproches de leurs alliés autrichiens et russes contre une convention dont un Anglais avait été la cheville ouvrière. Ne peut-on pas, en effet, à Vienne et à Saint-Pétersbourg, appliquer aux Anglais le jugement sévère qu'eux-mêmes avaient porté sur les Turcs avant de savoir que le Grand Vizir avait négocié sous la tutelle de Sidney Smith? A ce danger il devra donc être paré par un désaveu explicite du commodore, désaveu qui n'est pas sans coûter à Grenville et à lord Spencer, ses amis et protecteurs. Grenville écrit à lord Minto, ambassadeur à Vienne : « La capitulation égyptienne est un événement des plus mortifiants et pourrait bien mettre un homme moins bougon que Thugut de fort méchante humeur contre ses alliés. Je suis presque aussi affecté du discrédit que cette affaire jette sur Sidney Smith que de la chose en elle-même. Car il a si bien mérité de la patrie par sa conduite à Acre qu'il est cruel d'avoir à le condamner et à le désavouer<sup>(1)</sup>. » Mais condamnation et désaveu seront tout personnels, tout platoniques, et n'infirmeront pas la convention. A celle-ci le Gouvernement anglais renonce à mettre obstacle; loin de là, il en facilitera l'exécution.

Décision et motifs qui l'ont fait prendre sont exposés à Elgin par Grenville, le 28 mars<sup>(2)</sup>. « Sa Majesté a signifié sa désapprobation des conditions consenties dans la capitulation accordée au général Kléber, ces conditions apparaissant plus avantageuses à l'ennemi que sa situation ne l'autorisait à s'y attendre, et étant de nature à porter préjudice aux intérêts des alliés, en faisant recouvrer au Gouvernement français les services d'un corps de troupes considérable et discipliné. » Le Roi, en outre, ne considérerait pas que le capitaine Sidney Smith fût autorisé à conclure, ni à sanctionner une telle convention, parce qu'il n'avait pas eu de pouvoirs pour cela et aurait dû, tout au moins, consulter son supérieur hiérarchique. Mais, comme l'ennemi avait traité *bona fide*, en croyant Sidney Smith qualifié, qu'une partie du traité avait été déjà exécutée, que l'armée française ne

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. VI, p. 186. Grenville à Minto, 28 mars 1800.

<sup>(2)</sup> *Barrow, op. cit.*, t. II, p. 13 et suiv.



pourrait pas être replacée dans sa situation antérieure, le Gouvernement avait résolu de s'abstenir de tout acte contraire aux engagements stipulés par Sidney Smith. Elgin était donc autorisé, au nom du Roi, non comme contractant de la convention, mais comme allié de la Porte, à s'entendre avec elle sur la délivrance d'un sauf-conduit, qui serait respecté par les officiers de la marine anglaise. L'Angleterre toutefois ne se croyait pas tenue à participer à l'exécution de la convention en fournissant du tonnage. Enfin Elgin détournerait les Turcs de violer leurs engagements, de commettre des actes d'hostilité contre les Français. Cette dernière disposition, tout à l'honneur du Cabinet britannique, fait prompt justice de la supercherie, contre laquelle Sidney Smith s'était déjà révolté. Tout le reste est une reconnaissance explicite du fait accompli, précédée d'une réprimande à l'adresse de Sidney Smith. Lord Spencer la lui transmet sur un ton plutôt paternel <sup>(1)</sup> : « Si vous aviez su ce que nous savions ici, quand vous traitiez avec le général français, je veux croire que vous auriez vu le sujet sous un jour un peu différent de celui où vous semblez l'avoir vu à ce moment-là ». Et si, ajoutait le Premier Lord de l'Amirauté, le commodore s'était donné le temps d'être informé, il eût compris que le principal but de Kléber avait été d'en gagner.

La décision prise par les ministres, le *Times* tient le langage qu'il faut pour adoucir à l'opinion publique la déception de ne pas voir périr jusqu'au dernier soldat, dans les sables d'Égypte, cette armée française, dont on lui a si souvent promis l'entière destruction. La convention est, dit-il, « un événement qu'on doit considérer heureux, que la guerre en Égypte pût ou ne pût pas être terminée plus brillamment ». Les articles en sont, selon lui, plus avantageux au Grand Vizir qu'on n'aurait pu le croire d'après les premiers bruits. En tout cas, la capitulation est hautement déshonorante et humiliante à l'ennemi <sup>(2)</sup>. Mais c'est là un point sur lequel les avis sont fort partagés. Car une revue anglaise, qui pourtant soutient le Cabinet Pitt, juge au contraire que « les conditions apparaissent

---

<sup>(1)</sup> BARROW, *Life and correspondence of Admiral Sir William Sidney Smith*, t. II, p. 37. Lord Spencer à Sidney Smith, 30 mars 1800.

<sup>(2)</sup> *Times*, 5 avril 1800.

*Documents*, n° 4.

remarquablement favorables et même honorables pour les Français <sup>(1)</sup>.

Les scrupules de loyauté, invoqués dans les instructions de Grenville à Elgin, étaient-ils la principale ou l'unique raison, pour laquelle le Gouvernement britannique levait l'interdit à l'exécution de la convention d'El-Arich? Les Français du temps l'ont mis en doute ou nié. Napoléon, dans ses dictées de Sainte-Hélène, attribue la rétractation des ministres anglais à l'influence du colonel Douglas, porteur du courrier de Sidney Smith, et aux renseignements que cet officier a fournis sur la situation militaire en Égypte <sup>(2)</sup>. Arrivé à Londres en mars, Douglas, qui avait dirigé le siège d'El-Arich, puis causé avec Desaix dans le camp du Grand Vizir, aurait rectifié les notions inexactes qui avaient cours en Angleterre sur la position respective des Français et des Turcs. Il aurait remis au point les données exagérées ou dénaturées qu'avait énoncées le rapport intercepté de Kléber au Directoire, et prédit ce qui arriverait si, par suite des ordres envoyés à lord Keith, l'armée française attaquait celle du Grand Vizir. Ce serait éclairés par lui que Pitt et ses collègues seraient revenus sur leur résolution primitive.

Il est possible, probable même, que des considérations étrangères à la simple loyauté, et suggérées par le témoignage de Douglas sur la vraie situation militaire, aient eu une part à la nouvelle détermination du Cabinet. Mais rien ne permet de dénier leur part prépondérante aux circonstances de fait dont témoignaient aussi Douglas et les rapports mêmes de Sidney Smith; rôle décisif du commodore dans la négociation et degré d'avancement des mesures d'exécution. Il apparaît en outre, par les lettres de Grenville à Minto et de lord Spencer à Sidney Smith, que, même revenus de leurs illusions sur la détresse des Français et sur les moyens du Grand Vizir, les ministres ne voyaient pas encore dans la convention d'El-Arich une bonne affaire. Tout ce qu'on peut inférer de leurs dires est qu'à la réflexion et en connaissance de cause, ils l'ont jugée moins catastrophique que lorsqu'ils avaient eu vent de sa préparation. Leur assentiment a plutôt eu le caractère d'un ralliement que d'un revirement.

---

<sup>(1)</sup> *Gentleman's Magazine*, numéro d'avril 1800.

<sup>(2)</sup> BERTRAND, *op. cit.*, t. II, p. 360 et suiv.

Ils ne s'y seraient toutefois pas ralliés, si elle leur eût semblé matériellement nuisible. L'objection la plus grave qu'on y pouvait faire consistait dans la remise d'une armée à la disposition du Gouvernement français en Europe. Or un historien anglais nous apprend que Sidney Smith avait répondu à cette objection. « Il est vrai, écrit cet historien<sup>(1)</sup>, qu'au commencement de 1800 il était extrêmement indésirable de restituer à la France un corps de troupes de vétérans. Mais Sidney Smith, d'après son propre témoignage, avait pourvu à cette difficulté. Il avait stipulé que l'armée française ne serait pas transportée d'Égypte en masse dans un seul port déterminé, mais que chaque homme serait ramené chez soi, libéré de l'armée; et il avait l'intention de répartir les transports entre tous les ports de France, où ils auraient été retenus en quarantaine à cause de la peste, en sorte que les troupes n'auraient pas facilement pu être rassemblées ni entraînées en bonne condition pour une campagne. » Comme il n'est rien stipulé de tel dans la convention d'El-Arich, on est amené à penser que ce sont là des dispositions que Sidney Smith se réservait d'imposer ultérieurement ou d'appliquer sans plus, après l'embarquement des troupes ennemies, pour pallier le seul inconvénient pratique que sa convention pût présenter. Sa scrupuleuse loyauté ne serait pas, dans ce cas, sans pâtir quelque peu de cette réticence. Au demeurant il était évident, à la fin de mars 1800, qu'un peu d'ingéniosité de la part de la marine anglaise suffirait à empêcher l'armée rapatriée d'arriver en Europe à temps pour participer à la campagne de printemps. C'est ce que Napoléon a observé : « Si l'armée française se fût mise en mer en juin 1800, elle eût été promenée de port en port et ne fût arrivée en France qu'après Marengo<sup>(2)</sup> ».

Une autre arrière-pensée se serait, s'il faut en croire Sidney Smith lui-même, mêlée à son impatience de faire souscrire les Français à l'évacuation de l'Égypte, fût-ce au prix de la liberté, pour leur armée, de rentrer en France avec armes et bagages : l'arrière-pensée d'opposer, à Paris même, Kléber à Bonaparte. Kléber, a-t-il peu après expliqué au gouverneur

<sup>(1)</sup> FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 802.

<sup>(2)</sup> BERTRAND, *op. cit.*, t. II, p. 363. Cette observation est juste même si l'on suppose l'embarquement en mai ou en avril.

général de l'Inde<sup>(1)</sup>, était un esprit libéral, « *a liberal man* »; ce n'était pas un ami de Bonaparte; un dissentiment sur les principes politiques séparait les deux généraux; la campagne d'Égypte, le départ clandestin de l'un pour la France, en passant le commandement à l'autre sans le consulter, enfin les négociations mêmes d'évacuation avaient semé entre eux la mésintelligence. Moitié par information, moitié par intuition, Sidney Smith aurait, si l'on peut dire, flairé en Kléber un adversaire possible de Bonaparte et, en le renvoyant en France avec une armée mécontente, aurait voulu mettre obstacle à l'élévation du Corse et, en tout cas, ménager la chance d'une rivalité entre deux illustres généraux français. Ce peut être là un calcul dont il s'est vanté après coup, quand son œuvre diplomatique a été renversée et qu'il a appris le coup d'État de Brumaire, dont il n'avait nulle connaissance au moment de la négociation et de la signature de l'acte d'El-Arich. Mais ce peut être aussi un calcul qu'il a réellement fait; car on doit constater qu'il s'est renseigné sur l'état d'esprit de Kléber et les sentiments de celui-ci envers Bonaparte et que, s'il en a tiré des conclusions probablement excessives, il en a cependant acquis une notion assez juste. Ce calcul machiavélique fut-il au nombre des notions dont le colonel Douglas eut à entretenir le Gouvernement britannique, un des arguments que Sidney Smith fit officieusement valoir en faveur de sa convention? On ne sait.

Quoi qu'il en soit, voici la politique d'évacuation sanctionnée, bon gré mal gré, par le Gouvernement britannique. Cette sanction du fait accompli lui est aussitôt reprochée par certains Anglais comme une condescendance coupable. Le féroce Buckingham écrit à Grenville : « C'est très sincèrement que je déplore votre résolution de permettre le retour de Kléber et, bien que je croie me rendre compte de vos difficultés, je ne peux cependant les concevoir si grandes qu'elles pussent conduire à une telle décision. Il était nécessaire que l'exemple de la perte totale de cette exécration armée fût légué à toute la postérité comme une éclatante et terrible leçon; et point n'était besoin de la plume de Bonaparte pour vous dire, comme il le fait dans sa lettre à Kléber, que, s'il pouvait quant à

<sup>(1)</sup> Cf. *Dispatches... of Wellesley*, t. II, p. 299. Sidney Smith à Wellesley, 27 juin 1800.

présent ramener d'Égypte cette armée saine et sauve, il pourrait considérer la réputation de l'armée française comme sauvegardée <sup>(1)</sup>. » Et Buckingham de calculer que, embarqués dans un délai de trois mois, les Français arriveraient à Toulon vers le commencement de juin, au moment le plus critique de la campagne, sans autre engagement de leur part que celui de ne pas servir, engagement dont ni l'Angleterre, ni ses alliés ne pourraient vérifier la violation. Nous avons dit pourquoi ce danger eût été plus théorique que pratique, même sans cet engagement de ne pas servir, que supposait Buckingham et dont il n'était pas question dans la convention. Mais, fondées ou non, ces objections dressent de nouveau, en face de la politique à laquelle les ministres se sont ralliés après coup, la politique opposée, que soutient aussi Nelson, et qui fait passer avant l'intérêt de clore l'occupation française en Égypte celui d'anéantir les envahisseurs et d'éviter leur apparition sur les champs de bataille d'Europe.

Plus embarrassants pour Grenville que les reproches de son frère sont ceux, qu'il avait prévus, de ses alliés. C'est de Pétersbourg que lui viennent les plus vifs. Son ami Woronzoff lui lit, le 9 mai, une lettre de Panin, ministre de Paul I<sup>er</sup>, sur « l'étrange capitulation que cet extravagant Sidney Smith a fait faire au Vizir ». Grenville se tire d'embarras en faisant état du désaveu infligé au commodore, qu'il charge sans vergogne. « Personne, répond-il à Woronzoff, ne pouvait être plus blâmable que ce fou de Sidney Smith », qui avait été « hautement désapprouvé » et rappelé. Et il lui communique ce qu'il avait écrit aux Lords de l'Amirauté, pour être transmis au malencontreux médiateur d'El-Arich. Il fait ensuite le procès du Grand Vizir, qui aurait pu, après la prise du fort d'El-Arich, où le découragement et l'insubordination des Français avaient été si manifestes, traîner la guerre en longueur et les détruire peu à peu, mais qui avait préféré céder à son impatience de les éloigner d'Égypte, afin de jouir plus vite des richesses de ce pays, sans laisser aux Mameluks le temps de se reconnaître et de s'unir entre eux pour ressaisir leur ancienne autorité. Puis, comme Woronzoff lui avait soumis la suggestion, faite aussi à Pétersbourg, d'attirer les Français dans un piège, Grenville répudie noblement l'idée de se saisir d'eux en violation d'une capitulation librement accordée :

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. VI, p. 191. 7 avril 1800.



« perfidie, dit-il, qui ne peut venir que dans une tête turque, indigne du roi d'Angleterre et de l'empereur de Russie »<sup>(1)</sup>. A la suite des doléances russes, il s'enquiert auprès de lord Spencer, si Sidney Smith a été effectivement relevé de son commandement dans le Levant<sup>(2)</sup>. Lord Spencer lui assure avoir ordonné à lord Keith de le faire et, ne sachant pas si l'ordre a été exécuté, annonce qu'il va le confirmer<sup>(2)</sup>. Le sacrifice de Sidney Smith paiera donc pour l'adhésion résignée des ministres anglais à sa politique.

Mais, dans l'intervalle, le sacrifice de l'armée ottomane, écrasée le 20 mars, a payé pour leur opposition primitive à cette même politique. Ce n'est qu'au début de juin 1800 qu'est connu d'eux le contre-coup en Égypte de leur ordre en conseil du 15 décembre 1799 : la reprise des hostilités et la victoire de Kléber à Héliopolis. Ils prennent très aisément leur parti, et du naufrage de la convention d'El-Arich, et du désastre du Grand Vizir. « Je pense, écrit Grenville<sup>(3)</sup>, qu'il n'est en aucune façon à regretter que Kléber ait rompu la capitulation. On ne peut que déplorer pour les Turcs qu'ils soient tombés victimes de leur propre indiscipline et de l'ignorance de leurs généraux. Mais Kléber et son armée peuvent nous ennuyer beaucoup moins où ils sont qu'en aucune autre situation imaginable. Il n'est pas encore définitivement décidé quels ordres seront envoyés à lord Keith à ce sujet, et la question est en vérité des plus difficiles. Au demeurant, le retard empêchera qu'aucune mésaventure ne survienne par l'emploi de cette armée contre les Autrichiens, au moins pendant cette campagne. » La déroute des Turcs laisse Buckingham aussi parfaitement indifférent, dès l'instant que la rupture de la convention le soulage du souci de voir Kléber et son armée repasser la mer : « C'est, dit-il<sup>(4)</sup>, une grande consolation de penser que l'armée d'Égypte sera employée à autre chose qu'à débarquer à Marseille précisément au moment où la France en aurait le plus besoin ». En vérité, on ne saurait se montrer plus philosophe pour l'infortune d'alliés déconfits. Le *Times* en doute complaisam-

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. VI, p. 216-217. 11 mai 1800.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, t. VI, p. 214. 9 mai 1800.

<sup>(3)</sup> *Ibid.*, t. VI, p. 243. A lord Minto, 3 juin 1800.

<sup>(4)</sup> *Ibid.*, t. VI, p. 241. A Grenville, 1<sup>er</sup> juin 1800.



ment : il ne croit pas à l'authenticité de la nouvelle d'Héliopolis! Le *Gentleman's Magazine*<sup>(1)</sup> en parle en termes convenables : « Nous avons le regret de dire que la reprise des hostilités en Égypte a été suivie des plus terribles effets ». Et après avoir sommairement rappelé l'événement : « On dit que 10.000 Turcs ont succombé dans cette action ». Mais 10.000 Turcs de moins n'en font pas, pour les Anglais, une affaire de grand poids, non plus que la reprise de l'Égypte par une armée française, dûment bloquée dans sa conquête. Au seuil d'une campagne qui s'annonce décisive en Europe, aux prises avec une adversaire dont les affaires ont déjà commencé à se rétablir l'année précédente, qui a confié ses destinées à *Sa Majesté Très Corse* et qui met en ligne de puissantes armées en Allemagne et en Italie, l'Angleterre a de plus pressants soucis que l'occupation française en Égypte, même après qu'une nouvelle expérience lui a encore prouvé l'impuissance militaire des Turcs. Il est naturel que son Gouvernement voie la situation sous l'angle européen, peu troublé par la mésaventure de ses alliés ottomans, pas du tout par l'effondrement des combinaisons de Sidney Smith.

## V

Tant s'en faut que Sidney Smith soit aussi philosophe. Il ne se résigne pas à voir périr son œuvre. En butte aux reproches, — également immérités, — des Français et des Turcs, il n'arrive pas à comprendre pourquoi son Gouvernement l'a mis dans cette pénible situation. Son sentiment est exprimé dans ces lignes de lui ou d'un officier sous ses ordres<sup>(2)</sup> : « Je ne peux concevoir ce qui a pu induire notre Gouvernement à dévier de la ligne de conduite primitive, qui se proposait de faire sortir les Français d'Égypte par tous les moyens praticables, et à en adopter une qui tend à les laisser en possession de ce pays. Cela place notre bonne foi sous un jour très défavorable aux yeux de nos alliés les Turcs, qui loin de prendre la chose à la légère, nous accusent maintenant de les avoir trahis, ainsi que les Français, en nous opposant à l'exécution d'une mesure

<sup>(1)</sup> *Gentleman's Magazine*, numéro de juin 1800.

<sup>(2)</sup> BARRON, *Life and correspondence of Admiral Sir William Sidney Smith*, t. 1, p. 413. 12 avril 1800.

commandée par l'intérêt de la Porte et parfaitement compatible avec le traité d'alliance. »

Désappointé, dépité, Sidney Smith devient même plus pessimiste que de raison. Le mécontentement des Turcs contre l'Angleterre lui fait alors craindre qu'ils ne s'entendent avec les Français en dehors de lui; et le triomphe de Kléber à Héliopolis, la prompte reconquête de l'Égypte, lui font sentir plus que jamais combien est chimérique de compter sur les Turcs pour déloger un ennemi qu'il croit en mesure, non seulement de les défier sur place, mais même de les poursuivre en Syrie. « Si nous laissons Kléber tranquillement ici pour négocier de nouveau, conformément à son premier projet, que j'avais renversé, il peut maintenant réaliser son plan de conserver l'Égypte *nominalement* pour la Porte. Celle-ci préférerait encore garder cette sorte de prise sur son joyau perdu, plutôt que de le voir arracher de ses mains, ainsi que cela est arrivé. Que si l'armée de Kléber est fatiguée du climat, il peut soit négocier, soit imposer une marche à travers la Syrie, où, comme dit le capitaine Lacy, une avant-garde de chapeaux-retroussés, fichés sur des bâtons, disperserait toute apparence de résistance. Voilà longtemps que j'ai acquis à mes dépens mon expérience des troupes turques, et je l'ai détaillée dans chacune de mes lettres, de manière à prévenir, — du moins l'espérais-je, — toute espérance de recouvrer l'Égypte par cette sorte de forces... Ma crainte est maintenant que les intrigues de Bonaparte, aidées par la nouvelle offre de Kléber de restituer l'Égypte, que les Turcs sentent ne pouvoir jamais reprendre, n'occasionnent entre eux cette étroite connexion, que nous avons eu tant de mal à empêcher jusqu'à présent <sup>(1)</sup>. » Aussi, alléguant ces dangers, dont plusieurs sont imaginaires, Sidney Smith reste-t-il d'avis d'offrir à l'armée d'Égypte « une bonne porte de retraite ». Il conseille de rouvrir les conférences, en les faisant coïncider avec la présence d'une flotte devant Alexandrie et d'une armée sur la frontière, pour détourner Kléber victorieux d'élever ses prétentions.

En réalité, le danger d'une entente séparée de la Porte avec les Français, derrière le dos de Sidney Smith, avait été des plus faibles avant Héliopolis.

<sup>(1)</sup> BARROW, *Life and correspondence of Admiral Sir William Sidney Smith*, t. I, p. 407. Sidney Smith à Elgin, 21 avril 1800.

polis. Le commodore avait eu fort peu de peine, pour ne pas dire aucune, à l'écartier. Il lui était même arrivé plus d'une fois, au cours de la négociation à trois, d'avoir à modérer l'intransigeance du Grand Vizir, dont l'arrogante mauvaise foi avait finalement précipité la reprise des hostilités. Mais, après le désastre que la rupture de la convention avait valu aux Turcs, il n'était plus aussi invraisemblable qu'ils fussent tentés de traiter avec Kléber, sans l'aveu de l'Angleterre, responsable à leurs yeux de leur mésaventure. En tout cas, Sidney Smith ne se trompait pas en attribuant à Kléber le désir de renouer la négociation avec les Turcs, et avec eux seuls.

La victoire d'Héliopolis et la triomphale campagne qui lui avait rendu l'Égypte n'avaient pas fait renoncer Kléber à l'idée de l'évacuer. Vainqueur, il était resté fidèle à sa politique, basée sur une condamnation catégorique de l'expédition d'Orient, et même la nouvelle du coup d'État de Brumaire, qui avait porté Bonaparte au pouvoir en France, ne l'avait pas induit à se déjuger. Son orgueil et sa raison s'étaient refusés à voir dans le succès de ses armes l'occasion d'une volte-face, qui le réconciliât, en Égypte avec les colonistes, à Paris avec le Consul. On connaît sa foudroyante riposte à une lettre où Menou, le félicitant d'Héliopolis, avait appelé la capitulation d'El-Arich « une faute politique » et l'avait exhorté à être « le fondateur d'une magnifique colonie »<sup>(1)</sup> : « Je reçois votre lettre, citoyen général. Tel est l'état de ma stupeur, qu'aujourd'hui encore je ne crois pas plus que la convention d'El-Arich ait été une faute politique, que je ne pense que la victoire remportée par l'armée soit un sujet d'ivresse; qu'aujourd'hui encore je suis dans la conviction la plus intime que, par ce traité, j'étais parvenu à donner une issue raisonnable à l'entreprise la plus extravagante; qu'aujourd'hui encore je suis persuadé que nous n'avons aucun secours à espérer de la France, et que jamais, ou du moins pendant cette guerre, nous ne formerons de colonie en Égypte, à moins toutefois que les cotonniers et les palmiers ne produisent bientôt des soldats et du fer coulé... Dans tous les cas, nous terminerons ici nos discussions politiques. Vous avez, général, la face tournée vers l'Orient, moi vers l'Occident; nous ne nous entendrions jamais<sup>(2)</sup>. »

<sup>(1)</sup> ROUSSEAU, *Kléber et Menou en Égypte*, p. 299. Menou à Kléber, 23 mai 1800.

<sup>(2)</sup> *Idem*, *op. cit.*, p. 301. Kléber à Menou, 23 mai 1800.

Occidental impénitent, anticoloniste résolu, partisan convaincu de l'évacuation, tel est donc resté le général en chef de l'armée d'Orient. La seule variante qu'il ait introduite dans ses dispositions consiste en ce qu'il ne veut plus avoir affaire aux Anglais, mais seulement aux Turcs. Aux Anglais, indistinctement, il reproche d'avoir manqué à la parole de Sidney Smith, d'avoir voulu le duper. A tort, il englobe le commodore dans cette accusation de mauvaise foi, — de «foi punique», comme dit Menou, d'accord en cela avec lui. Aussi, après Héliopolis, est-ce contre l'Angleterre que Kléber prétend diriger ses efforts. «C'est elle, — il l'écrira à l'administrateur Chanaleilles, — et elle seule, qu'il cherche à rendre responsable des derniers événements. Persuadé qu'il a été dupe de Sidney Smith et de lord Keith, il ne leur pardonne pas d'avoir ruiné ses plans. Il exclut de sa diplomatie un accord possible avec de tels ennemis. Il souhaiterait au contraire se rapprocher des Turcs, renouer avec eux des négociations, les détacher de l'Angleterre, et toujours au même prix : l'évacuation de l'Égypte<sup>(1)</sup>.» Son but est de «renoncer à la colonie africaine tout en éloignant les Anglais du territoire abandonné par la France, ménager à Mourad bey le retour au Caire en sauvegardant la souveraineté de la Porte ottomane, en un mot rétablir en Orient l'ancien ordre de choses "follement" détruit par Bonaparte<sup>(2)</sup>».

Un de ses lieutenants, le général Reynier, rapporte ainsi ses intentions, telles que Kléber les lui avait confiées : «Profiter de la rupture du traité d'El-Arich et des arrangements pris alors par les Anglais à l'effet d'occuper Alexandrie, Damiette et Suez, pour exciter le ressentiment des Turcs contre eux; éviter les communications avec les chefs de ces deux armées; tenter d'établir une communication directe avec Constantinople<sup>(3)</sup>».

Ces dispositions de Kléber vouaient d'avance à l'insuccès les efforts de Sidney Smith et de lord Keith pour «repêcher» la convention d'El-Arich, après avoir été autorisés par leur gouvernement à la reconnaître et à l'exécuter. Lord Keith avait, le 23 avril 1800, averti Poussielgue que le libre

<sup>(1)</sup> RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 75.

<sup>(2)</sup> RIGAULT, *op. cit.*, p. 76.

<sup>(3)</sup> REYNIER, *De l'Égypte après la bataille d'Héliopolis*, p. 95-96.

passage était accordé aux troupes françaises, demandant seulement qu'elles ne revinssent pas en un seul corps et s'abstinssent de toute hostilité contre les puissances coalisées. Kléber néglige cette lettre. « Il s'était promis de ne pas renouer avec les Anglais. Il se tenait parole <sup>(1)</sup>. » Le 27 avril, Sidney Smith lui avait écrit; en répondant au commodore le 6 mai, Kléber s'entient à traiter d'un échange de prisonniers, sans la moindre allusion au sujet de leurs négociations antérieures <sup>(2)</sup>. Le 2 juin, Morier, secrétaire d'Elgin, prévient Kléber que des passeports à l'usage de l'armée française d'Orient avaient été délivrés par l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople et que tout obstacle était levé à l'exécution de la convention d'El-Arich <sup>(3)</sup>.

Aucune signature ne pouvait être plus mal venue que celle de Morier au bas de cette notification. Un journal de route, écrit de sa main et perdu par lui dans sa fuite après le désastre des Turcs, venait précisément d'être retrouvé et remis à l'État-Major français. Quelques lignes de ce carnet, concises mais éloquentes, établissaient que l'auteur avait essayé de convertir Sidney Smith à l'idée de la « ruse de guerre », qui eût consisté à abuser de la bonne foi des Français, en se servant de la convention d'El-Arich pour les attirer dans un piège. Cette découverte avait achevé de persuader Kléber de la duplicité des Anglais en général et l'avait justement indigné contre Morier en particulier. Aussi fit-il insérer le document accusateur dans le *Courrier de l'Égypte* du 21 prairial (10 juin) et, pour toute réponse à la lettre du fourbe démasqué, il rédigea une note où, après avoir cité le passage compromettant du carnet égaré, il menaçait Morier de la potence, s'il venait jamais à le rattraper <sup>(4)</sup>. Quatre jours plus tard, lui-même périt sous le couteau d'un fanatique, Suleiman, venu d'Alep pour le tuer. L'assassinat de Kléber (14 juin) étant survenu avant que sa réponse à Morier eût été expédiée, son successeur Menou l'envoya au destinataire.

<sup>(1)</sup> RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 82.

<sup>(2)</sup> ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 285.

<sup>(3)</sup> *Pièces officielles de l'Armée d'Égypte*, t. II, p. 273.

<sup>(4)</sup> *Ibid.*, t. II, p. 273-274.



La publicité donnée par les Français à la confession involontaire de Morier a renouvelé l'indignation de Sidney Smith contre son compatriote. On en peut juger par les lignes suivantes de son secrétaire, John Keith : « J'espère que personne, si ce n'est des Turcs, n'a pu imaginer un si atroce complot, qui n'aurait jamais pu être mis à exécution sous nos yeux <sup>(1)</sup>. » Mais comme l'incident laissait sa bonne foi intacte et même en portait témoignage, il ne l'a pas détourné de poursuivre ses efforts auprès du commandement français. Le 9 juin, le commodore avait écrit à Kléber une nouvelle lettre, qui fut reçue par Menou.

L'offre de profiter du libre passage devait laisser Menou plus indifférent encore que Kléber, puisque le nouveau commandant en chef était un adversaire déclaré de l'évacuation. En effet, Menou, répondant à Sidney Smith, définit d'emblée l'attitude dont il ne déviara pas : « La marche que vous avez tenue relativement à la convention qui avait été faite à El-Arich me trace parfaitement celle que je dois tenir. Vous avez demandé la ratification de votre gouvernement; je dois également demander celle des Consuls, pour tout traité qui pourrait être conclu entre l'armée que je commande, les Anglais et leurs alliés. C'est la seule marche légale, la seule convenable <sup>(2)</sup>. » La même ligne de conduite est indiquée dans la proclamation de Menou à l'armée : « Qui désormais dirigera notre conduite? Qui nous dictera ce que nous avons à faire? Celui qui seul en a le droit : le Gouvernement de la République française. C'est à lui seul qu'il appartient de ratifier ou de rejeter tout ce qui pourrait avoir été conclu, tout ce qui pourrait l'être à l'avenir entre l'armée française et les puissances ennemies. . . . Il ne peut exister d'autre voie légale et honorable de conclure un traité quelconque avec nos ennemis <sup>(3)</sup>. »

Du jour où Menou a pris le commandement, l'insistance de Sidney Smith à renouveler sa proposition n'a donc plus aucune chance de convaincre un général résolu d'avance à ne traiter d'évacuation, sans ordre,

<sup>(1)</sup> BARROW, *Life and correspondence of Admiral Sir William Sidney Smith*, t. I, p. 394. John Keith à Tooke, 27 juin 1800.

<sup>(2)</sup> *Pièces officielles de l'Armée d'Égypte*, t. II, p. 335. Menou à Sidney Smith, 20 juin 1800.

<sup>(3)</sup> *Ibid.*, t. II, p. 344. 24 juin 1800.



avec aucun ennemi, Anglais ni Turc. Mais elle montre la ténacité du commodore, sa fidélité à une politique dont lui non plus ne s'écartera jamais, même quand une armée anglaise aura envahi l'Égypte, et dont il attend non sans raison, à défaut d'effet sur Menou, un effet dissolvant sur les lieutenants du général ennemi. Il lui écrit le 22 juin : « Il est dans votre pouvoir d'écarter un des obstacles qui s'opposent à la paix, en évacuant l'Égypte aux conditions convenues avec le général Kléber; et si vous vous y refusez, nous emploierons tous nos moyens et ceux de nos alliés pour vous y contraindre à des conditions qui pourront bien ne pas vous être si avantageuses... Les voies des conférences et des correspondances, pour faire les dispositions nécessaires à cette fin, sont toujours ouvertes... Je suis prêt et disposé à entendre toutes les propositions que vous voudriez me faire <sup>(1)</sup>. » Menou ne répond rien, réservant les ressources de sa diplomatie pour des négociations dilatoires avec le capitan-pacha et le Grand Vizir, à qui il tâche d'inspirer beaucoup de méfiance contre les Anglais. Car il persiste à croire « qu'il serait fort possible de s'arranger avec la Porte pour que nous conservassions l'Égypte », capable de « devenir en très peu de temps une excellente et magnifique colonie ». Son silence n'empêche pas Sidney Smith de lui faire transmettre par des parlementaires, envoyés sous divers prétextes, de nouvelles invitations à l'embarquement et au rapatriement. Menou, inébranlable, n'y voit que la preuve de l'intérêt des Anglais à lui faire évacuer le pays. « Quant aux Anglais, écrit-il, ils me paraissent désespérés, pour ne pas dire enragés, d'avoir manqué leur coup, lors de la rupture de la désastreuse capitulation d'El-Arich... M. Smith m'envoie des parlementaires, que j'ai fait recevoir avec beaucoup de hauteur, je devrais dire de mépris, que les Anglais, par leur conduite, méritent à tous égards <sup>(2)</sup>. »

« Désespérés », « enragés », sont des termes beaucoup trop forts pour caractériser les regrets que le naufrage de la convention d'El-Arich laissait aux Anglais, fût-ce à Sidney Smith. Mais il est de fait que certains compatriotes du commodore en étaient alors venus à regretter que l'Égypte

<sup>(1)</sup> *Pièces officielles de l'Armée d'Égypte*, t. II, p. 341.

<sup>(2)</sup> ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 361. Menou au Ministre des Affaires étrangères, 24 septembre 1800.

n'eût pas été évacuée par les Français aux conditions stipulées entre Kléber et Youssef pacha. Tout le monde, en Angleterre, n'avait pas accueilli la nouvelle d'Héliopolis avec autant de philosophie que les membres dirigeants du Cabinet britannique. Le désastre de l'allié ottoman n'avait pas pu ne pas être interprété comme un échec à la politique anglaise, surtout comme l'éclatante justification des auteurs de la convention. Aussi le reproche avait-il été bientôt adressé au Gouvernement d'avoir manqué de discernement, en condamnant d'abord l'œuvre de Sidney Smith, et d'avoir ainsi offert le flanc à de pénibles accusations de mauvaise foi. Le parti que le Gouvernement français avait tiré des circonstances, pour jeter le soupçon sur la loyauté de l'Angleterre, les polémiques dont la convention et ses avatars étaient devenus l'objet d'une rive à l'autre du détroit, les contradictions dans lesquelles les ministres anglais étaient manifestement tombés, en commençant par s'opposer à l'évacuation, pour se rétracter ensuite, avaient produit une impression fâcheuse. En même temps, sur le continent européen, la fortune avait tourné contre l'Angleterre et ses alliés : la victoire de Masséna à Zurich avait écarté de la France le danger de l'invasion; celle de Brune à Alkmaar avait terminé l'expédition de Hollande par une capitulation mortifiante pour l'armée britannique; celle de Bonaparte à Marengo avait rendu l'Italie aux Français. En Allemagne se préparait, sous Moreau, la campagne qui devait aboutir à Hohenlinden. Dans ces conditions, qui donnaient beau jeu aux adversaires de Pitt, l'opposition parlementaire à son Cabinet s'était emparée des affaires d'Égypte et les exploitait à des fins de politique intérieure, déjà fort envahissante en Angleterre. Aux Communes, des critiques furent adressées au Gouvernement, contre lesquelles Dundas et Pitt lui-même durent le défendre.

Leurs discours reproduisent les arguments qu'ils avaient invoqués à l'appui de leur ordre en conseil du 15 décembre 1799, puis de leur blâme à Sidney Smith et enfin de leur tardif assentiment à l'exécution de la convention. Aucun traité n'avait jamais été conclu entre l'armée française d'Égypte et l'Angleterre, qui n'avait pas été partie à la convention d'El-Arich; la Porte ottomane et un général français n'avaient pas eu le droit de disposer, en dehors de l'Angleterre, des intérêts britanniques dans la Méditerranée, en permettant à l'armée française d'Orient d'aller com-

battre, sur le continent européen, les Anglais et leurs alliés; aucun Anglais n'avait jamais été autorisé à traiter avec le général français à des conditions autres que celles qui étaient énoncées dans la lettre de lord Keith à Kléber. Personne n'avait supposé que Sidney Smith eût pu mettre la main à une négociation entre Kléber et le Grand Vizir, ni même, — ajoute Pitt, — que le commodore fût alors en Égypte; il avait agi sans autorité, n'étant qualifié pour ce faire, ni par des pouvoirs *ad hoc*, ni par une situation de commandant en chef; du reste, bien qu'il eût désiré le succès de la négociation, qu'il en eût été témoin et qu'il y eût prêté l'hospitalité de son vaisseau, il n'avait cependant pas prétendu agir au nom de son pays; néanmoins, dès que les ministres avaient su que la convention d'El-Arich avait reçu l'approbation d'un officier britannique, ils avaient, tout en continuant à la désapprouver, envoyé à Keith l'ordre de s'y conformer; enfin, il était probable, — c'est Dundas qui l'annonce, — que l'armée française était en train de recueillir les fruits de cette condescendance.

Cette argumentation, qui ne fonde l'assentiment des ministres à l'évacuation de l'Égypte que sur un scrupule de leur loyauté, exclut donc toute libre adhésion de leur part à la politique de Sidney Smith. Dundas saisit même l'occasion d'affirmer de nouveau la politique contraire, celle qui préfère à tout l'extermination de l'armée française; et, pour la justifier, il exagère l'impression produite, sinon sur lui-même, au moins sur ses principaux collègues, par l'invasion des Français en Égypte : « Lorsque les Français, dit-il, envahirent l'Égypte, l'effroi fut général; l'Europe et l'Orient tremblèrent; nos possessions dans l'Inde ne couraient pas moins de dangers que l'Empire ottoman. C'est alors que l'activité, le courage héroïque de nos marins frustrèrent, par la plus brillante des victoires, l'espérance que l'ennemi s'était formée dans son entreprise gigantesque. Cette armée perfide doit servir d'exemple; l'intérêt du genre humain demande sa destruction; nous devons espérer que, harcelée sur tous les points, luttant contre les malaises et l'influence du climat, elle ne retournera point tranquille sur le rivage où elle s'embarqua. »

En réalité, au moment où Dundas, ignorant encore l'assassinat de Kléber, énonce de nouveau la politique d'implacable intransigeance<sup>(1)</sup>, dont

---

<sup>(1)</sup> Son discours est du 8 juillet 1800, l'assassinat de Kléber du 14 juin.

Nelson s'était si souvent fait l'interprète, il s'attend à ce que la tardive exécution de la convention d'El-Arich vienne bientôt mettre d'accord partisans et adversaires de l'évacuation. On croit alors à Londres que Kléber, informé par Keith et Sidney Smith de l'autorisation donnée par le Cabinet, a consenti à faire revivre la convention. « L'armée tant vantée d'Égypte est maintenant sur son retour d'Alexandrie », annonce une revue anglaise<sup>(1)</sup>. De la sorte, la responsabilité du Gouvernement serait mise à couvert des deux côtés, l'opposition désarmée et le pays dispensé de faire lui-même l'effort militaire nécessaire à cette extermination des Français, pour laquelle il ne fallait plus compter sur les Turcs.

Trois fois encore, le 23 juillet, le 20 novembre et le 23 décembre 1800, l'opposition, heureuse d'une si belle occasion d'embarrasser le Gouvernement, revient sur l'argument. Jones, Robson et Sheridan aux Communes, Holland aux Lords réclament la communication des documents officiels relatifs à la convention d'El-Arich, la copie de l'ordre qui a nommé Sidney Smith à son commandement en Égypte, de ses instructions pour sa mission auprès de la Porte, de sa proclamation aux troupes françaises devant Acre, de sa correspondance avec les ministres du roi sur cette proclamation et sur ses négociations, etc. Le Parlement britannique entend des phrases comme celles-ci : « Il y eut là une telle variété de manques de parole qu'il faut absolument aller au fond de l'affaire<sup>(2)</sup>... Le général Kléber a été gravement insulté. Nous accusons les Français de violer les traités, alors que nous en faisons autant<sup>(3)</sup>... Une satisfaction est due à la réputation du brave officier qui a sanctionné le traité d'El-Arich, à l'honneur du nom anglais, à l'intérêt de notre alliée turque, à notre pays, dont la bonne foi a été atteinte par la violation de la convention<sup>(4)</sup>. » Le Gouvernement fait front à l'assaut, refuse toute communication de pièces ou enquête, réédite sa justification, rejette sur les

---

<sup>(1)</sup> *Gentleman's Magazine*, numéro de juillet 1800.

<sup>(2)</sup> Le député Jones, 23 juillet 1800.

<sup>(3)</sup> Le député Robson, même date.

<sup>(4)</sup> Lord Holland, 23 décembre 1800. Aux Communes, Sheridan avait demandé la publication d'une série de pièces dont le nombre dépassait encore celles que réclamaient Jones et Robson.

Français la responsabilité de la reprise des hostilités avec les Turcs et, pour fermer la bouche à ses censeurs, octroie une pension annuelle de 1000 livres sterling à Sidney Smith, pour ses services en Syrie et en Égypte.

Publiquement désavoué et récompensé, Sidney Smith n'est pourtant pas définitivement rappelé; la mesure de rigueur, naguère prise contre lui sous la pression des Russes, — des Russes qui commencent à se détacher de la coalition, — n'a pas été maintenue : après une absence de quelques semaines et des explications jugées satisfaisantes par lord Keith, il a été renvoyé dans le Levant et replacé à la tête de sa petite escadre. Sentant qu'il n'est plus seul de son avis, il admet moins que jamais s'être trompé et, contre les insinuations de lord Elgin, qui lui reproche d'avoir « très inconsiderément favorisé les Français », il continue à affirmer sa politique : « Quant à favoriser les Français, écrit-il<sup>(1)</sup>, si l'on peut appeler les favoriser de leur faire un pont d'or pour se retirer, je l'ai certainement fait; et je crois que tout le monde sera maintenant d'accord avec moi pour estimer que, si jamais cette maxime reçue fut applicable, c'est dans ce cas particulier ».

Lorsqu'il écrit ces lignes, la politique qu'il se refuse à renier ne peut plus servir, toutefois, qu'à seconder l'action d'une armée anglaise, en cours de concentration dans la Méditerranée. Car, ayant appris l'assassinat de Kléber et s'étant convaincus que Menou ne profiterait jamais de leur consentement à l'évacuation, Pitt et ses collègues en sont venus à décider une expédition militaire contre l'occupation française en Égypte. Après leur chute, suivant de peu cette décision, leurs successeurs ont continué à préparer l'expédition, seul moyen désormais de libérer l'Égypte des Français, avant qu'intervînt une paix générale, dont l'éventualité est dès lors entrevue et qui ne pourra pas être triomphale pour l'Angleterre. Les péripéties de la convention d'El-Arich ont ainsi abouti à l'envoi de troupes anglaises contre celles de Menou. Unanimement reconnu nécessaire, leur envoi fournit cependant aux censeurs de Pitt, tombé du pouvoir, prétexte à lui reprocher encore de n'avoir pas su accepter à temps une solution,

<sup>(1)</sup> BARROW, *Life and correspondence of Admiral Sir William Sidney Smith*, p. 421-422.

*Documents*, n° 4.

qui eût rendu l'expédition inutile<sup>(1)</sup>. Seul le brillant succès de l'expédition militaire fera pardonner aux anciens ministres le rejet de la convention d'El-Arich.

---

<sup>(1)</sup> Cf. STANHOPE, *William Pitt et son temps*, t. III, p. 331. Le 18 mai 1801, répliquant à une attaque contre la politique de son Cabinet, Pitt, qui n'est plus ministre, s'exprime ainsi : « Je voudrais demander à l'honorable préopinant (Grey) comment on pouvait éviter d'envoyer des troupes en Égypte, à moins qu'on ne fût résolu à l'abandonner à la France. Il ne nie pas que cela ne fût fort important pour ce pays-ci, mais il dit que l'expédition n'eût pas été nécessaire, si nous avions accepté la convention d'El-Arich. — Monsieur, cette question a été discutée ici plusieurs fois. »



## CHAPITRE XIII.

---

### APRÈS LE RETOUR DE BONAPARTE EN EUROPE.

#### L'ANGLETERRE, LE PREMIER CONSUL ET L'ÉGYPTE.

- I. — L'Angleterre et le retour de Bonaparte en Europe. Les Anglais interceptent en mer le premier rapport de Kléber au Directoire et la copie des instructions de Bonaparte à son successeur. Progrès faits en Angleterre par la notion de ce que les Français ont été entreprendre en Égypte.
- II. — L'Angleterre et les offres de paix du Premier Consul. Débats parlementaires anglais sur le refus d'entrer en négociations avec la France. Justifications de Grenville, Dundas, Pitt. Parti tiré par eux de l'expédition d'Égypte pour justifier leur politique. L'Égypte et les négociations pour une suspension d'hostilités.
- III. — Bonaparte, la Russie, l'Égypte et l'Inde. Tentative d'alliance avec Paul I<sup>er</sup>. Alarmes causées en Angleterre, en Turquie et aux Indes par le rapprochement franco-russe. Mission et rapport du colonel Malcolm sur les difficultés d'une opération contre l'Inde par la Perse et l'Afghanistan.
- IV. — Tentatives de Bonaparte pour secourir l'Égypte par mer. Expédition de l'amiral Ganteaume. Sa sortie de Brest. Erreurs des Anglais sur sa destination. Son arrivée dans la Méditerranée. Les Anglais comptent, pour l'empêcher de remplir sa mission, sur les amiraux Keith, Bickerton et Warren. Ganteaume entre à Toulon. Il a eu le champ libre entre Gibraltar et Alexandrie du 9 février à la fin du mois.

#### I

Quand fut connu à Londres le retour en France de Bonaparte, la première impression fut qu'il abandonnait l'entreprise d'Égypte à un sort reconnu par lui-même inévitable. Ainsi n'en avait pas jugé Sidney Smith, entre les doigts de qui il avait filé. Le commodore, qui se flattait de connaître son adversaire, avait pensé, au contraire, que Bonaparte essaierait de secourir « sa colonie ». C'est lui qui avait eu raison, et l'on ne tarda pas à s'en convaincre en Angleterre.

C'était alors le sort courant des dépêches de nos généraux en Égypte d'aller finir sous les yeux des ministres britanniques et, ensuite, sous ceux des lecteurs de gazettes et revues anglaises. Ainsi en fut-il notamment des premiers courriers expédiés à Paris par Kléber. Le sombre et amer tableau que le nouveau général en chef faisait de sa situation ne pouvait que donner et donna effectivement à ses ennemis l'idée la plus encourageante et la plus exagérée du triste état de son armée. Mais les instructions laissées par Bonaparte à Kléber leur firent constater que l'ancien général en chef ne considérait nullement l'entreprise comme manquée ni abandonnée, continuait à tenir pour la poursuite de son dessein colonial, prévoyait des mesures et des dispositions pour la défense du pays et ne concevait même des négociations avec les Turcs, sur l'évacuation de l'Égypte, que comme un moyen de gagner du temps. De fait ces pièces, d'abord publiées dans les journaux de Londres, formèrent le plat de résistance du troisième volume des lettres interceptées. « Le secret de l'expédition de Bonaparte est maintenant complètement dévoilé », conclut une revue anglaise<sup>(1)</sup> qui commente cette publication. « Ce que le grand esprit d'Alexandre s'était proposé en construisant Alexandrie, en faire le centre du commerce pour les trois parties du monde; ce que les Vénitiens dans leur prospérité avaient effectivement fait de ce port, l'ambition folle de l'instable et difforme gouvernement républicain de la France a tenté de le réaliser par la violence et l'oppression, sur une indication de l'ancien régime. »

La définition ne manque pas de justesse et prouve combien a fait de progrès, en Angleterre, l'exacte notion de ce que les Français avaient été entreprendre en Égypte. Les derniers mots montrent que cette entreprise est désormais rattachée à d'anciens projets, qui lui restituent son vrai caractère et lui enlèvent son apparence de coup de tête, d'expédient adopté en désespoir de cause. Dernièrement a été traduit en anglais le voyage en Égypte du naturaliste Sonnini de Manoncourt. En rendant compte de cet ouvrage, une revue anglaise a observé : « L'acquisition de cet intéressant pays n'est, nous dit-on, en aucune façon une idée nouvelle »<sup>(2)</sup>. Et de

<sup>(1)</sup> *Gentleman's Magazine*, numéro de juin 1800.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, numéro de février 1800, p. 146.

citer le passage suivant de Sonnini : « Cela avait certainement été un but de l'ancien gouvernement <sup>(1)</sup>. Un officier français <sup>(2)</sup>, passant aux Indes par le Caire, avait été employé à recueillir des renseignements sur les moyens les mieux appropriés à faciliter la conquête de l'Égypte. Il s'était adressé au consul de France, qui ne connaissait d'autre partie du pays que la route d'Alexandrie au Caire et qui n'était, comme les marchands français, jamais sorti des limites du quartier où ils étaient confinés. Cependant des plans avaient été dressés et transmis à Versailles, où, selon l'usage, ils furent ensevelis à tout jamais dans les bureaux du gouvernement. » A cette ancienne ambition française, adoptée et réalisée par lui comme tant d'autres, on sait à Londres que Bonaparte est resté fidèle, en s'éloignant d'Alexandrie, et qu'il a laissé pour consigne d'y persévérer : et l'ancien général en chef de l'armée d'Orient est devenu le maître de la France sous le titre de Premier Consul.

## II

Un de ses premiers actes, après avoir pris le pouvoir, est d'offrir la paix à l'Angleterre. Le 25 décembre 1799, il écrit au roi George une lettre que Talleyrand, son Ministre des Relations extérieures, transmet par une note à Grenville. La situation militaire n'est pas alors, dans l'ensemble, défavorable aux Britanniques : l'empire de Tippoo aux Indes est dissous; en Égypte, l'armée française est bloquée et le Gouvernement anglais se croit si sûr de la voir tomber entre ses mains qu'il ne veut pas la laisser rapatrier; la Martinique, Tabago, la Trinité, le Cap, Ceylan, sont conquis; Malte est réduite à capituler. Il semble donc à Pitt et à ses collègues que l'heure n'est pas aux transactions, quand la poursuite de la

---

<sup>(1)</sup> On sait que, s'il est vrai que la conquête de l'Égypte avait fait l'objet d'un bon nombre de projets sous l'ancien régime, elle n'avait jamais été un but de la monarchie française, qui l'avait au contraire toujours écartée. Cf. *Les origines de l'Expédition d'Égypte*.

<sup>(2)</sup> Cette allusion peut s'appliquer au baron de Tott, qui toutefois ne passait pas aux Indes, ou bien à Montigny et à Grandmaison, ou encore à Martin de Montcamp, qui, passant aux Indes, avaient à se renseigner sur le commerce de Suez et de la mer Rouge. Cf. *Les origines de l'Expédition d'Égypte et Autour d'une route; l'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle*.

lutte leur permet d'espérer le retour de la France à ses anciennes limites, sous un gouvernement traditionnel inaccessible aux vastes ambitions que la Révolution française avait poursuivies, en Europe et dans la Méditerranée. Ainsi le roi George ne répond-il pas à la lettre de Bonaparte et Grenville riposte-t-il, le 4 janvier 1800, à la note de Talleyrand par le refus d'entrer en négociations, tant que la France n'aurait pas renié ses aspirations et ses principes. Une seconde note de Talleyrand, du 14 janvier 1800, renouvelant la proposition de conférences, n'amène encore qu'une réplique négative de Grenville, maintenant sa position et déclinant l'offre (20 janvier). Ainsi s'évanouit une occasion que Bonaparte n'eût certainement pas manqué de saisir, pour chercher à conserver l'Égypte à la France, en arguant du fait que l'armée française n'avait pas pu en être expulsée et n'y était même pas sérieusement attaquée.

Le refus d'entrer en négociations avec la France n'a pas été, toutefois, unanimement approuvé en Angleterre, et l'opposition s'en est fait une arme contre le Cabinet. Il s'en est suivi, aux Communes et aux Lords, une série de débats parlementaires<sup>(1)</sup> où tour à tour Grenville, Dundas et Pitt ont dû défendre la politique intransigeante de leur gouvernement. Dans leurs discours, tendant à présenter la proposition française de paix comme un simple piège, aucun ne néglige d'utiliser l'expédition d'Égypte pour prouver l'ambition insatiable et la mauvaise foi du Gouvernement français, et les instructions de Bonaparte à Kléber pour démontrer qu'il persévérerait dans des méthodes de rapine et de duplicité. Kléber, déclare Grenville aux Lords, n'avait reçu de Bonaparte l'instruction de chercher à entrer en pourparlers avec la Porte, que pour gagner du temps. Autre exemple de l'impudence des républicains français en général et du Premier Consul en particulier : les proclamations de Bonaparte en Égypte, assurant que lui-même et ses soldats étaient de vrais musulmans et se faisaient gloire des tourments infligés au Pontife romain. Dundas précise le premier de ces griefs : « Le dernier acte de Bonaparte, avant de quitter Alexandrie, fut d'envoyer au Grand Vizir un mémoire déclarant qu'il était venu en Égypte sans aucune intention hostile ; que son unique objet était de la délivrer de la tyrannie des Beys et que, à peine le Vizir lui exprimerait-il le désir

<sup>(1)</sup> Cf. *Times* et *Gentleman's Magazine*, 1<sup>er</sup> semestre 1800.

qu'il se retirât avec son armée, l'ordre en serait instantanément obéi<sup>(1)</sup>. Mais que dit, en écrivant à Kléber, l'homme qui faisait au Grand Vizir ces professions amicales et pacifiques? Il le charge d'entrer en négociations avec la Porte ottomane, mais de s'efforcer d'éviter l'évacuation du pays jusqu'après la paix générale, de manière à conserver encore une chance de garder l'Égypte! » Enfin, Pitt, justifiant sa politique de guerre à outrance contre la France, cite, entre autres exemples de l'atroce mentalité républicaine, l'expédition d'Égypte, scandaleuse agression contre la Porte, connue et reconnue pour l'ancienne alliée des Français, les fausses et spécieuses proclamations par lesquelles Bonaparte avait tenté de « tromper les sujets du sultan », l'impudente ambition territoriale qui avait voulu se satisfaire aux dépens d'une province ottomane, l'illusoire espérance de troubler la domination britannique aux Indes, les liaisons avec Tippoo-Sahib. « Un autre objet, s'écrie-t-il, a aussi été donné à cette entreprise : elle devait être conduite aux rives de l'Inde, pour en chasser les colonies anglaises. Le véritable objet paraît bien en avoir été l'acquisition de territoire. Mais les cœurs étaient confiants aussi dans cet autre projet, d'expulser les Anglais de l'Inde. Bonaparte avait envoyé des émissaires au Citoyen Tippoo<sup>(2)</sup>! » Sans doute ces chefs d'accusation ne sont-ils qu'une petite partie d'un vaste réquisitoire, qui incrimine l'ensemble de la politique extérieure de la France révolutionnaire, du Rhin au Pô, du Pô au Nil et du Nil au Gange, et dans une large mesure aussi sa politique intérieure; mais ils font voir dans l'Égypte un des pays où l'expansion française ne peut pas être admise par le Gouvernement britannique et celui de tous où elle a été le plus directement déterminée par une intention hostile à l'Angleterre.

L'opposition au Cabinet Pitt n'a pas été convaincue par ces arguments. Bien qu'il entre toujours, sous le régime parlementaire, une bonne part de parti pris dans l'obstination des oppositions, il semble bien qu'une réelle divergence se fût formée entre le Gouvernement et une partie de l'opinion publique anglaise, sur la condamnation, en bloc et sans appel,

---

<sup>(1)</sup> Il s'en fallait de beaucoup que Bonaparte eût écrit cela au Grand Vizir. Cf. chapitres sur la convention d'El-Arich.

<sup>(2)</sup> Cf. *Gentleman's Magazine*, numéros d'avril, mai et juin 1800.



de la France nouvelle, de ses aspirations et de ses hommes. Après la publication du troisième volume des lettres interceptées, avec une introduction à l'emporte-pièce, l'auteur anonyme d'observations sur cet ouvrage critique et condamne « cette manière sarcastique et humoristique de traiter des sujets aussi importants que le caractère du Premier Consul et l'expédition d'Égypte <sup>(1)</sup> ». C'est l'application à un objet spécial, — l'expédition d'Égypte, — du reproche que des orateurs parlementaires comme Fox adressaient à toute la politique du Premier Ministre.

A la longue, les perpétuelles assurances de tranquille confiance en la totale extermination de l'armée française d'Orient, les malédictions véhémentes et les saillies ironiques contre le dessein oriental de la France finissent par se heurter, en Angleterre même, au scepticisme et à l'esprit de contradiction. Les nouvelles publiées à Paris sur l'« état florissant de la colonie d'Égypte » n'excitent plus chez tous une incrédule gaité. Beaucoup comprennent que, pour savoir à quoi s'en tenir à cet égard, des milliers d'Anglais devront finalement aller faire sur place une sanglante et coûteuse enquête, à coups de fusil et de canon. Dès lors, avait-il donc été si sage de se dérober systématiquement à des négociations de paix générale, d'où aurait pu sortir, moyennant transaction sur d'autres points, l'évacuation de l'Égypte sans coup férir ?

Les travaux des savants français amenés au Caire par Bonaparte ont fini par forcer l'attention et, dans la mesure où le permettaient les passions du moment, par s'imposer au respect. Leurs ouvrages, leurs rapports sont signalés et analysés. Dans les uns, comme dans celui de Charles Norry, membre de la Commission des Sciences et des Arts, on veut trouver la preuve des tristes conditions auxquelles sont réduits les envahisseurs : « Notre auteur a été content, pour le salut de sa santé, de pouvoir quitter ce cher pays après trois mois de séjour en Égypte » <sup>(2)</sup>. Mais un autre, — le rapport de la Commission des Arts sur les antiquités de la Haute-Égypte depuis la première cataracte du Nil jusqu'au Caire, — fait impression par son puissant intérêt scientifique et artistique et, politiquement parlant, donne lieu à une conclusion un peu mélancolique : « Les Français ont poussé si loin leur éta-

<sup>(1)</sup> *Gentleman's Magazine*, numéro de mai 1800.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, numéro de mars 1800.



blissement en Égypte, qu'ils peuvent aller et venir et faire des levés en toute sécurité, examiner à loisir les anciens monuments et en dresser les plans »<sup>(1)</sup>. A travers les descriptions qui en sont données par leurs ennemis détestés, les Anglais se prennent d'intérêt pour l'Égypte, ses villes, ses ruines, ses habitants et ses mœurs; dans le texte et parfois même dans des traductions, les lecteurs d'outre-Manche suivent le savant ou l'officier français dans les mosquées, les bazars, les palais arabes et les temples pharaoniques<sup>(2)</sup>. Que si l'auteur français a payé un tribut de patriotique admiration à l'armée qui accomplit là-bas, sur la terre d'Afrique, des prodiges de valeur, alors le commentateur anglais éclate encore en rageuses protestations : « Ces hauts faits ne valent pas mieux que ceux de Genséric, d'Atila, de Kuli Khan et de Tippoo, avec leurs hordes meurtrières et sans principes... La France arrache de l'esprit humain les principes les plus saints et le plus profondément enracinés, la religion, la morale, l'honneur, la probité et la justice. En détrônant les souverains, elle débauche leurs sujets. L'ambition et la domination universelle sont ses buts; la chicane, le mensonge et la fraude, ses ministres<sup>(3)</sup>. » Mais en vulgarisant les recherches scientifiques des modernes Huns, le commentateur n'a-t-il pas contribué lui-même à démentir leur barbare perversité et les cruelles comparaisons sous lesquelles il les accable? Toujours est-il que son propre pays leur est redevable de s'initier de plus en plus aux aspects variés de l'Égypte, à ses anciennes splendeurs, à ses ressources naturelles, aux avantages de sa position. Ce que n'eût fait aucun voyage d'un nouveau Pococke ou d'un nouveau Bruce, l'expédition française le fait. Elle suscite en Angleterre, pour la contrée où elle se déroule, pour le Levant en général, pour les routes méditerranéennes d'accès aux Indes<sup>(4)</sup>, un intérêt

<sup>(1)</sup> *Gentleman's Magazine*, numéro de février 1801.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, numéro d'octobre 1801. Analyse du voyage de Vivant Denon et description de ses admirables gravures.

<sup>(3)</sup> *Gentleman's Magazine*, numéro d'avril 1801. Compte rendu d'un livre du chef de brigade d'artillerie Grobert sur les pyramides de Guizeh et la ville du Caire.

<sup>(4)</sup> *Voyage des Indes en Angleterre, en 1797, par l'Euphrate, le Tigre, le Kurdistan, l'Arménie, l'Anatolie*, par John JACKSON. Cf. *Gentleman's Magazine*, numéro de mars 1800. *Egyptiaca* (archéologie et histoire), par J. WHITE. Cf. *Gentleman's Magazine*, numéro de mai 1801.

qui va croissant et qui, s'il divise les Anglais sur les moyens à employer pour faire sortir d'Égypte leurs rivaux, les met tous d'accord, gouvernement et opposition, sur la nécessité de n'y pas laisser les Français.

Avant que finît l'été de 1800, de forts mécomptes sur le continent, la campagne de Marengo, un premier fléchissement de l'Autriche, rendent de moins en moins aisée à William Pitt et à Grenville leur attitude de rigide intransigence. Le 9 août 1800, lord Minto, ambassadeur à Vienne, annonce que l'Angleterre est disposée à prendre part à des négociations de paix générale. L'agent français Otto, qui résidait à Londres pour les échanges de prisonniers, demande alors à Grenville des explications sur les ouvertures de lord Minto. Une correspondance s'ensuit qui dure six semaines. « Les négociateurs français, raconte un biographe de Pitt<sup>(1)</sup>, déclarèrent que l'armistice avec l'Autriche allait expirer et qu'ils étaient décidés à ne point le renouveler, à moins qu'il n'y eût également armistice avec l'Angleterre. Ils proposèrent une trêve générale avec pleine liberté de communication par terre et par mer, dans l'intention évidente d'envoyer, en dépit de la flotte anglaise, des secours à l'armée d'Égypte et à la garnison de Malte; mais le but était trop évident et la proposition fut refusée. Lord Grenville présenta alors un contre-projet, proposant ce qui suit : Malte et les villes maritimes de l'Égypte seront mises sur le même pied que les places qui sont occupées par les troupes autrichiennes, bien que comprises dans la ligne de l'armée française en Allemagne; en conséquence, on ne pourra rien y apporter par mer pour augmenter les moyens de défense, et l'on ne pourra y faire entrer, à chaque convoi, une quantité de provisions dépassant la consommation de 15 jours, d'après des calculs approximatifs sur les besoins de la place. » C'est au tour des Français à refuser et à faire une contre-proposition : six frégates pourraient, pendant l'armistice, entrer à Alexandrie, sans avoir été visitées<sup>(2)</sup>. Mais Grenville n'entend pas que l'armée d'Égypte puisse recevoir autre chose que quelques vivres pour une courte période, et la négociation échoue. Elle a montré Bonaparte cherchant à ravitailler Malte et l'Égypte à la faveur d'un armistice maritime, donc, ne renonçant pas à les garder; l'Angle-

<sup>(1)</sup> STANHOPE, *William Pitt et son temps*, t. III, p. 234.

<sup>(2)</sup> *Dropmore papers*, t. VI, introduction, p. LIII.

terre préférant ne pas suspendre les hostilités, plutôt que de laisser entrer des renforts à La Valette et à Alexandrie, donc ne renonçant pas à les disputer aux Français. Pour chacun des deux adversaires, elle a eu la valeur d'un sondage.

### III

L'avortement de cette tentative ramène le Premier Consul aux moyens de contrainte militaires et diplomatiques. C'est alors qu'il travaille fiévreusement à nouer entre la France et la Russie une alliance dont le revirement de Paul I<sup>er</sup> offre l'occasion.

Sa correspondance avec Talleyrand et Joseph Bonaparte, ses entretiens avec l'envoyé du tsar prouvent le rang que tient l'Égypte dans les résultats qu'il se promet de l'alliance russe. Le 16 décembre 1800 a été conclue, entre les États du Nord, la ligue de la neutralité maritime; le 18, a été dépêché à Paris par Paul I<sup>er</sup> le général Sprengarten. « La paix avec l'empereur <sup>(1)</sup>, écrit Bonaparte <sup>(2)</sup>, n'est rien en comparaison d'une alliance <sup>(3)</sup> qui maîtrisera l'Angleterre et nous conservera l'Égypte. » L'espoir du concours russe lui rend toute sa ferveur pour son dessein oriental, et la nouvelle qu'une expédition militaire anglaise se prépare contre sa colonie africaine redouble son impatience de rallier le tsar à sa cause. « Ils tentent un débarquement en Égypte, écrit-il à Joseph. L'intérêt de toutes les puissances de la Méditerranée, comme de celles de la mer Noire, c'est que l'Égypte reste à la France. Le canal de Suez qui joindrait les mers de l'Inde à la Méditerranée est déjà tracé; c'est un travail facile et de peu de temps... Les armées de la République sous les murs de Prague, de Vienne et de Venise ne prouvent à l'Europe que ce qu'elles lui ont déjà prouvé; l'armée d'Orient assise sur la mer Rouge, la Syrie et l'Afrique, excite toutes les espérances, toutes les curiosités et toutes les sollicitudes. L'Anglais tremble et frémit <sup>(4)</sup>. »

<sup>(1)</sup> Avec l'empereur d'Allemagne, c'est-à-dire avec l'Autriche.

<sup>(2)</sup> Bonaparte à Talleyrand, 20 janvier 1801. Cité par A. SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. VI, p. 104.

<sup>(3)</sup> L'alliance russe.

<sup>(4)</sup> Bonaparte à Joseph, 21 janvier 1801. Cité par SOREL, *op. cit.*, t. VI, p. 105.

D'un bout à l'autre des conversations de Bonaparte avec l'ambassadeur que Paul I<sup>er</sup> a accrédité à Paris, Kolytcheff, l'Égypte apparaît comme un des gains que le Premier Consul tient le plus à s'assurer. Il exige l'occupation de Tarente par un corps français jusqu'à ce que l'Égypte fût à l'abri de la menace anglaise<sup>(1)</sup>; et, de fait, l'occupation de la province d'Otrante par 10.000 hommes de troupes destinés à l'Égypte est une des clauses de la paix qu'il signe à Florence avec le royaume de Naples<sup>(2)</sup>. A l'offre de Kolytcheff, proposant une médiation russe entre la France et ses ennemis, sous condition d'une prompte évacuation de l'Égypte, il oppose sa conception : que le tsar intervienne « pour les établissements français en Égypte » et aide la France à s'y installer définitivement<sup>(3)</sup>. Sur d'autres points, il fait à la Russie une série de concessions, même sur Malte, qu'il consent à restituer à l'ordre de Saint-Jean, mais pas sur l'Égypte. « Quant à l'Égypte, objecte-t-il à Kolytcheff, cet objet est un article absolument séparé. Je ne la céderai pas volontairement. Cette colonie est le prix du sang le plus pur des Français. C'est la seule possession au moyen de laquelle la France puisse arriver à balancer un jour l'énorme pouvoir maritime des Anglais aux Indes. J'ai peu de choses à refuser à votre Empereur; mais qu'il daigne lui-même peser ces grands intérêts et je crois qu'il verra que les siens s'y lient avec les nôtres. Les Turcs dans l'épuisement où ils sont, que peuvent-ils nous opposer? Nous en ferons ce que nous voudrons...<sup>(4)</sup> »

A mesure que prend corps son projet d'alliance franco-russe, Bonaparte songe aussi à la forme que pourrait revêtir l'action militaire des deux pays contre l'Angleterre; et celle qui lui vient à l'esprit est une opération concertée contre l'Inde, par l'itinéraire asiatique où ses rêves l'avaient emporté, à l'époque de la campagne de Syrie, et par où Dundas avait pensé, en décembre 1798, à appeler les Russes au secours des Anglo-Indiens. Route souvent parcourue, nous l'avons vu, sur la carte, par les imaginations, si elle devait attendre encore longtemps avant de l'être par les bottes de soldats moscovites et britanniques : à la fin de 1799, un an-

<sup>(1)</sup> Février 1801. Cf. SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. VI, p. 112.

<sup>(2)</sup> 28 mars 1801. Cf. *Idem*, *op. cit.*, t. VI, p. 113.

<sup>(3)</sup> Février 1801. Cf. *Idem*, *op. cit.*, t. VI, p. 112.

<sup>(4)</sup> 28 mars 1801. Cf. *Idem*, *op. cit.*, t. VI, p. 116.

cien agent français en Russie, Guttin, dans deux mémoires dont le Premier Consul a peut-être eu connaissance, l'avait encore désignée au Gouvernement « pour porter la guerre dans le Bengale », grâce à une alliance de la France avec la Russie <sup>(1)</sup>. Ce qui était impossible à Bonaparte avec les seules forces qu'il avait conduites en Syrie; impossible encore après son coup d'État de Brumaire, tant que la Russie avait été ennemie, était devenu moins chimérique, depuis qu'un rapprochement s'était opéré entre Paris et Pétersbourg et que la mise hors de combat de l'Autriche permettait à une armée française d'aller, sur les bords de la mer Noire, tendre la main à une armée russe, pour entreprendre de concert la traversée de l'Asie centrale.

Ce gigantesque projet, auquel Napoléon reviendra après Tilsit, au moment de son alliance avec Alexandre I<sup>er</sup>, paraît bien avoir été envisagé, à Paris et à Pétersbourg, en 1800-1801. Fut-il soumis par Bonaparte à Paul I<sup>er</sup> <sup>(2)</sup>? On en peut douter. En tout cas, à Paris, « les imaginations des faiseurs de plans, des machinistes politiques, des reconstruteurs d'Europe et d'Asie sont en branle. On raconte — et l'on précise — que 35.000 Français commandés par Masséna se porteront à Ulm, descendront le Danube en bateau, passeront la mer Noire et pousseront à Astrakan, où ils trouveront 35.000 Russes : 15.000 fantassins, 10.000 cavaliers, 10.000 Cosaques. De là, les deux corps réunis marcheront en cinquante jours sur l'Indus par Hérat et Kandahar. Les étapes étaient réglées; les proclamations aux peuples rédigées; il y aurait des aérostiers et des savants comme en Égypte. Cette expédition, renouvelée d'Alexandre le Grand, sous les auspices de feu le tsar Pierre, se mettrait en route au printemps <sup>(3)</sup>. » Pendant qu'en France circulent ces rumeurs, en Russie Paul I<sup>er</sup> ordonne des mesures, écrit au général Orloff, le 12 janvier 1801 : « Les Anglais se préparent à attaquer moi et mes alliés... Je suis prêt à les recevoir, mais

---

<sup>(1)</sup> Cf. SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. VI, p. 29-30. Les deux mémoires de Guttin sont du 25 octobre et du 25 novembre 1799.

<sup>(2)</sup> Cf. *Un projet d'expédition dans l'Inde par terre, concerté entre le Premier Consul et l'empereur Paul I<sup>er</sup>*, publié à la suite du mémoire de Leibnitz à Louis XIV sur la conquête de l'Égypte, par M. R. DE HOFFMANS, Paris, Garrot, 1840.

<sup>(3)</sup> A. SOREL, *op. cit.*, t. VI, p. 114.



il faut les attaquer eux-mêmes et là où le coup peut leur être le plus terrible et où ils l'attendent le moins. D'Orenbourg à l'Inde, il y a trois mois... Je vous confie cette expédition, à vous et à votre armée... Vous marcherez avec l'artillerie tout droit à travers la Boukharie et Khiva sur l'Indus et les établissements anglais qui y sont situés <sup>(1)</sup>. »

En Europe, dans les capitales de la coalition ennemie, on croit plutôt Bonaparte et Paul I<sup>er</sup> en tractations sur un partage de la Turquie que sur une opération militaire en Asie centrale. Cobenzl, à Vienne, s'inquiète pour l'Empire ottoman et donne l'alarme à l'empereur François, qui objecte, non sans justesse : « Paul I<sup>er</sup> n'est pas du tout si disposé à attaquer les Turcs que le dit le Premier Consul ; il s'intéresse plutôt à eux et n'admet pas même le sacrifice de l'Égypte <sup>(2)</sup> ». Selon François I<sup>er</sup>, c'était Bonaparte qui semait des bruits alarmants pour faire peur aux Turcs et les amener à lui céder l'Égypte.

Il était vrai que le tsar Paul n'en voulait pas aux Turcs, mais bien aux Anglais, ce qui n'était pas plus rassurant pour ces derniers ; vrai aussi, qu'il insistait à Paris pour la rétrocession de l'Égypte, de Naples et du Piémont à leurs souverains légitimes <sup>(3)</sup>, mais sans cesser pour cela de traiter l'Angleterre si mal, que la tension de ses rapports avec elle l'acheminait rapidement à la guerre : et une fois qu'il y eût été lancé, qu'aurait pesé pour lui la restauration du Turc en Égypte ?

Le Gouvernement anglais s'est ému aux premiers symptômes du revirement de son fantasque allié slave, et a cherché à le ressaisir, en s'expliquant avec lui. Mais Sir Home Popham, parti en novembre 1799 pour Pétersbourg, chargé par Grenville d'explications pour le Gouvernement russe, n'arrive au terme de son voyage qu'en mars 1800, quand déjà l'ancienne alliance a fait place à la plus complète mésintelligence <sup>(4)</sup>. La diplomatie britannique demeure impuissante à en enrayer les progrès. Peu à peu elle

<sup>(1)</sup> Cité par A. SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. VI, p. 114.

<sup>(2)</sup> Cité par A. SOREL, *op. cit.*, t. VI, p. 115.

<sup>(3)</sup> Cf. *Dropmore papers*, t. VII, introduction, p. xi. « Dans les négociations alors en cours à Paris (mars 1801) l'envoyé russe, au grand embarras de Bonaparte, insistait sur ce que les conditions de l'amitié de Paul étaient l'évacuation de Naples et de l'Égypte par les Français et la restitution du Piémont au roi de Sardaigne. »

<sup>(4)</sup> *Dropmore papers*, t. VI, introduction, p. xii.



en vient à craindre que Paul I<sup>er</sup> n'interdise aux Turcs, sous menace de guerre, de permettre l'invasion de l'Égypte à l'armée anglaise chargée d'y attaquer les Français et ne fasse passer le Bosphore et les Dardanelles à sa flotte de la mer Noire, pour tomber sur les transports britanniques dans la Méditerranée orientale<sup>(1)</sup>. Contre des dispositions aussi alarmantes, il ne reste bientôt plus qu'à employer la force, et Nelson reçoit l'ordre d'aller dissoudre à coups de canon la ligue maritime des neutres septentrionaux. Mais avant que la poudre ait parlé, le salut vient à l'Angleterre du crime qui, à Pétersbourg, fait place nette de Paul I<sup>er</sup> : dans la nuit du 23 au 24 mars 1801, le tsar est assassiné. Le 2 avril, Nelson écrase à Copenhague la flotte danoise, et sa victoire met la flotte russe à sa merci. C'en est fait désormais des chances d'alliance franco-russe et des perspectives qu'elle avait ouvertes à Bonaparte.

Ces perspectives ont été vastes et beaucoup d'autres monuments que les Pyramides s'y sont profilés, certains plus proches, certains plus lointains. Mais parce que la plupart des colonies de la France et de ses alliées avaient déjà été la proie des Anglais et que la lutte avec eux s'était ainsi circonscrite autour de l'Égypte, qui en était devenue l'enjeu, cette terre plate s'est dressée au premier plan, avec un particulier relief, sur le large horizon que l'entente avec Paul I<sup>er</sup> avait fait découvrir au Premier Consul.

L'inquiétude avait été vive à Londres, et l'on peut en noter des échos jusque dans le public. Le 20 novembre 1800, un membre de la Compagnie du Levant, Abbott, qui avait séjourné naguère à Saint-Pétersbourg, rappelle à Grenville les vastes plans orientaux attribués à Catherine II vers 1791 : invasion de la Syrie, de la Palestine et de l'Égypte et, par là, menace ou même expédition contre les Indes. « Par la conquête de l'Égypte, dit-il<sup>(2)</sup>, les vues de la Russie n'étaient en aucune façon limitées à acquérir

---

<sup>(1)</sup> Une information de Constantinople au *Times*, du 28 décembre 1800, dit que le général Tamara, ambassadeur de Russie, a demandé à la Porte que les troupes anglaises ne fussent pas autorisées à débarquer en Égypte, déclarant que ce serait considéré par le tsar comme un acte hostile de la Turquie contre lui. Un grand émoi se serait répandu à Constantinople à la suite de cette démarche; un Divan extraordinaire se serait réuni sous la présidence du sultan. Cf. *Letters of Lord Saint-Vincent...*, p. 161.

<sup>(2)</sup> *Dropmore papers*, t. VI.

un territoire de valeur, ni à affaiblir et ruiner son ennemie naturelle (la Turquie). Depuis longtemps Catherine et ses ministres voyaient avec une haine envieuse la prospérité progressive et la grandeur de l'Angleterre... Il ne manquait pas à sa cour de gens habiles et entreprenants pour faire ressortir que notre point vulnérable se trouve dans nos possessions indiennes, et que l'Égypte est le canal par où le coup pourrait le plus aisément et efficacement être frappé sur la source de notre puissance et de notre grandeur. » Des propositions, rapporte Abbott, avaient été faites en 1791 à Potemkine par un Livonien, qui avait habité les établissements anglais des Indes; des offres apportées à Pétersbourg en 1794 par un Russe venu du Bengale. Il affirme avoir lui-même vérifié ces renseignements sur place, grâce à une parenté russe. Ainsi reviennent à la mémoire, — au moment où France et Russie se rapprochent, où Paul I<sup>er</sup> inspire à l'Angleterre de tels soupçons qu'elle interdit à ses amiraux de laisser des troupes russes pénétrer dans Malte, — certaines réminiscences des visées notoires de Catherine II sur l'Égypte et des desseins, plus incertains, qu'elle aurait nourris contre l'Inde anglaise : ces desseins dont nous avons vu Grenville, en 1799, déclarer franchement à Dundas sa totale incrédulité<sup>(1)</sup>.

Deux ans plus tard, en 1802, un officier anglais, dans un livre sur l'Égypte qui fut assez répandu, rappellera les émotions causées par le rapprochement franco-russe de 1800 et, faisant allusion lui aussi à certains plans de conquête de l'Inde, qui auraient été suggérés jadis à Catherine II, ajoutera : « Peu de personnes peut-être savent que Paul I<sup>er</sup> tira des archives cet important projet et en tenta, de concert avec la France, la réalisation, quand, heureusement pour l'humanité et pour son pays, la mort déjoua ses desseins ambitieux et son inimitié forcenée. Une division était déjà en marche et devait être suivie d'une autre; puis un corps de 50.000 hommes devait être réuni à l'automne de 1801 sur les bords de la Caspienne<sup>(2)</sup>. » Tels étaient les bruits qui avaient alors couru à Londres.

L'alerte n'avait pas été moins chaude à Constantinople, où pendant de longs mois on avait craint de voir paraître le pavillon à croix de Saint-

<sup>(1)</sup> Voir t. I, chap. iv.

<sup>(2)</sup> Col. WILSON, *History of the British Expedition to Egypt*, Londres, 1802.

André, les mitres des grenadiers russes et les colbacks des Cosaques. Elgin avait pris l'alarme, et pas seulement pour l'Empire ottoman, mais bien pour l'Inde britannique. Le bruit circulait en Turquie de cette expédition asiatique, dont effectivement il était question à Paris et à Pétersbourg.

On en avait aussi jassé à Vienne, d'où lord Minto, sans beaucoup y croire, s'en était fait l'écho auprès de son gouvernement et de son collègue à Constantinople : « J'ai appris, avait-il écrit, que les Français, s'étant efforcés de mettre dans la tête de l'empereur de Russie beaucoup de plans sauvages et chimériques, l'ont notamment conduit à supposer qu'il pût avec succès attaquer nos possessions dans l'Inde à travers la Perse; que Valère Zoubov, qui a commandé dans la dernière guerre avec la Perse, a été appelé à Pétersbourg pour être consulté sur ce projet et qu'il a remis un plan, pour l'exécution duquel il a offert de prendre le commandement. Bien que ces plans de visionnaires ne soient pas faits pour nous donner du tracas, j'ai cru de mon devoir de transmettre le renseignement comme je l'ai reçu <sup>(1)</sup>. »

Les principaux intéressés ne devaient pas se montrer si dédaigneux pour la menace d'une telle expédition, surtout si les Français y coopéraient par une armée empruntant la voie de Turquie. A Bagdad, qui aurait pu en être une des étapes, le résident de la Compagnie anglaise des Indes en recueillait la rumeur et la transmettait à Bombay <sup>(2)</sup>, en même temps qu'à Constantinople et à Londres. En correspondance suivie avec le gouverneur général Wellesley, à qui il communiquait tous les renseignements pouvant intéresser la sécurité de l'Inde, les affaires d'Égypte et celles du golfe Persique, Elgin s'était fait auprès de lui l'écho de l'intention attribuée aux Français et aux Russes <sup>(3)</sup>. Wellesley avait pris la chose au sérieux. Dès la fin de 1800, il avait fait partir pour la Perse un officier de son armée,

<sup>(1)</sup> *Archives India Office, Bombay secret and political proceedings*, range 381, vol. 21.

<sup>(2)</sup> *Archives de l'India Office*, 26 mars 1801. *Index to Bombay secret and political proceedings*, p. 1822. « *Intention of the Emperor of Russia to attack India through Persia.* »

<sup>(3)</sup> F. O., 78/32. Elgin à Hawkesbury, 23 mai 1801. « Il a, dit-il, constamment étudié la possibilité que la Russie portât préjudice aux intérêts anglais dans l'Inde. » Il envoie les renseignements que lui a adressés de Bagdad le capitaine Malcolm, envoyé en mission par Wellesley.

*Documents*, n° 4.

le capitaine Malcolm, comme représentant diplomatique de son gouvernement général à la cour du chah. En janvier 1801, un traité avait été signé entre Malcolm et le Gouvernement persan, qui stipulait la liberté du commerce entre l'Inde et la Perse, l'engagement du chah d'exclure les Français de ses États et celui de la Compagnie des Indes de lui fournir des troupes, des approvisionnements et des navires, en cas d'invasion française<sup>(1)</sup>. A l'origine des relations de l'Inde anglaise avec la Perse, de la première mission diplomatique anglo-indienne à Téhéran et Ispahan, du premier traité d'alliance défensive entre le Gouvernement du Chah et la Compagnie des Indes, on trouve donc la crainte de voir les Français porter leurs armes dans l'Iran, le rapprochement franco-russe de 1800 et les projets d'expédition aux Indes examinés par Bonaparte et Paul I<sup>er</sup>.

Quant à une invasion russe, Wellesley avait ensuite chargé Malcolm de faire une enquête sur place, en Perse et jusqu'à Bagdad. Le résultat de cette enquête fut plutôt rassurant. Il y avait, selon Malcolm, peu de raisons de craindre un danger immédiat pour l'Inde de la part de la Russie. Un établissement russe sur les rives du Tigre ou sur la côte septentrionale du golfe Persique serait probablement la plus grande menace possible pour l'Angleterre. Mais les difficultés d'un tel établissement étaient presque insurmontables. Pour une attaque directe contre l'Inde, deux routes seulement s'offraient : d'un port sur la côte orientale de la Caspienne aux rives de l'Indus ; — ou bien, à travers la Tartarie, d'Orenbourg à Boukhara, à Oude par le Pendjab, ou à Bombay par le cours de l'Indus. L'un ou l'autre de ces itinéraires exigeait la coopération de nations intermédiaires. Seuls la Perse, l'Afghanistan ou le Gouvernement d'Usbeg pourraient coopérer à l'entreprise. Malcolm ne croyait à la possibilité de concours de la part d'aucun des trois, encore que les Afghans fussent violemment hostiles aux Anglais. Il lui paraissait très douteux qu'aucun pays voisin combinât des efforts avec les Russes contre l'Angleterre aux Indes. « Les Asiatiques ont, disait-il, des idées très vagues des diverses puissances européennes et les mettent toutes dans le même sac, ce qui leur fait craindre de laisser aucune prendre pied dans leurs États<sup>(2)</sup>. »

<sup>(1)</sup> Cf. HUNT and POOLE, *Political history of England*, t. XI, p. 402.

<sup>(2)</sup> F. O., 78/32. Cap. John Malcolm à Elgin, Bagdad, 23 mars 1801.

Il suit de là que, si les projets d'alliance franco-russe eussent été au point avant l'assassinat de Paul I<sup>er</sup>, ou bien eussent revécu pendant les négociations de paix que le Premier Consul continua avec Alexandre I<sup>er</sup>, c'est encore en tombant sur l'innocente Turquie que la Russie aurait pu être le plus nuisible à l'Angleterre, le plus utile à la France et le plus secourable à l'armée française d'Égypte.

## IV

A défaut de la puissante diversion qu'il avait espérée d'une intervention russe, Bonaparte n'a plus eu, pour soulager son armée d'Égypte, de ressources que dans la marine française et la reprise de négociations avec l'Angleterre.

Aux négociations, nous le verrons bientôt recourir de nouveau : elles devaient lui être facilitées par la chute du Cabinet Pitt, qui avait succombé, le 10 février 1801, à l'échec de sa politique militaire sur le continent, à la défaillance progressive de l'Autriche, au revirement de la Russie, à la divergence croissante entre l'opinion publique et lui-même sur le principe d'amples concessions à la France, au besoin d'une paix qui ne pourrait être que contradictoire à ses constantes affirmations d'intransigeance. Pour laisser le champ libre à des pourparlers pacifiques, Pitt, Grenville, Dundas et leurs collègues s'étaient effacés provisoirement, en un moment où il s'en fallait de beaucoup que la situation fût brillante, disparaissant peu de semaines avant que les forces lancées par eux-mêmes pour la redresser, — l'escadre de Nelson dans le Sund, l'armée d'Abercromby dans le Levant, peut-être le tsarévitch et les ennemis de son père à Pétersbourg, — eussent commencé d'opérer ce redressement par la victoire de Copenhague, le débarquement anglais en Égypte et la suppression de Paul I<sup>er</sup>.

Aux services de la marine française, Bonaparte n'avait pas cessé un instant de faire appel, dans le temps même où il avait négocié, soit avec Londres, soit avec Pétersbourg. A peine installé au pouvoir, le 15 novembre 1799, il a ordonné de faire partir pour l'Égypte les bricks le *Lodi* et l'*Osiris* et de mettre en armement une frégate, l'*Égyptienne*. Puis, après avoir essayé en vain d'obtenir des bâtiments de l'Espagne, il a songé à



faire renouveler par Bruix, avec neuf vaisseaux, son expédition maritime de 1799. Le printemps de 1800 étant arrivé, sans que Bruix eût pu sortir de Brest, il a ordonné d'expédier successivement de Toulon une douzaine d'avisos, dont plusieurs sont arrivés à Alexandrie, Aboukir ou Damiette. D'autres sont, par son ordre, envoyés de Livourne, de Gênes, d'Ancône, de Tarente, de Carthagène, pendant les premiers mois de 1801. En janvier de la même année, deux petites expéditions de deux frégates chacune font voile de Toulon et de Rochefort<sup>(1)</sup>. Les négociants de Marseille sont encouragés par le Gouvernement à armer des navires de commerce, pour porter à l'armée d'Orient du vin, des comestibles, du drap, tandis que les bâtiments de guerre avaient tous été chargés d'armes, de munitions et de renforts. Enfin, le 23 janvier 1801, sort de Brest, à la faveur d'une tempête qui a dispersé la flotte anglaise, l'amiral Ganteaume à la tête d'une escadre de sept vaisseaux, une frégate et deux corvettes, portant 5000 hommes. Cette escadre passe heureusement le détroit de Gibraltar, en échappant encore aux Anglais, mais au lieu de poursuivre hardiment son chemin vers Alexandrie, où elle aurait pu arriver entre le 15 et le 20 février, mouille à Toulon le 19. L'entrée de Ganteaume à Toulon est pour Bonaparte une cruelle déconvenue; il la reproche amèrement à l'amiral. Deux fois encore Ganteaume reprendra la mer, sans réussir jamais à atteindre son but<sup>(2)</sup>, s'il s'en approchera une fois de très près.

Des bâtiments expédiés par Bonaparte en Égypte, isolément ou par deux, une moitié environ est parvenue à destination; le reste ou bien a augmenté les prises de la marine britannique, ou bien a dû, pour ne pas être capturé, rebrousser chemin<sup>(3)</sup>. Pour apporter un secours appréciable à l'armée française d'Orient, ou même pour lui donner la sensation de communications maritimes rouvertes avec la France, c'était peu de onze voiliers, généralement de faible tonnage, échelonnés sur dix-huit mois;

<sup>(1)</sup> La *Justice*, l'*Égyptienne* (de Toulon), l'*Africaine* et la *Régénérée* (de Rochefort).

<sup>(2)</sup> Cf. RIGAULT, *op. cit.*, p. 226 à 234.

<sup>(3)</sup> D'après les exemples cités par Rigault (*op. cit.*, p. 226-234), onze navires sont arrivés en Égypte, une douzaine ont été capturés ou bien s'en sont retournés. Cette statistique ne s'applique qu'aux voiliers expédiés isolément ou par deux et ne tient pas compte de l'escadre de Ganteaume.



mais c'en était assez pour faire sentir aux Anglais qu'il n'y avait pas de blocus parfait, qu'un coup de chance pouvait toujours faire passer une escadre légère à travers leurs filets et la pousser jusqu'à Alexandrie. Aussi la sortie de Brest de l'escadre de Ganteaume et son entrée dans la Méditerranée les a-t-elle passablement inquiétés.

Comme pour Brueys, comme pour Bruix, ils commencent par se tromper lourdement sur sa destination : à peine apprennent-ils que la force navale française avait pris la mer à Brest, ils la supposent destinée aux Antilles, à Saint-Domingue, ou au Brésil, à moins que ce ne soit aux Indes, où l'alerte est donnée. En juillet suivant, c'est-à-dire au moment où seront arrivées les lettres avisant les autorités britanniques du danger, celles-ci referont aux Indes l'habituel branle-bas de combat, selon un rite désormais consacré chaque fois qu'une escadre française a mis à la voile. Le gouverneur de Bombay prendra des mesures de défense, « en prévision d'une attaque de la part de la force française qu'on suppose avoir été embarquée en France pour l'Inde ». Ces mesures, il les prendra même si énergiques que Wellesley, tout en approuvant celles qui tendaient à la défense de Bombay, en désapprouvera d'autres, comme le retrait de troupes de Surate et de Goa : il n'y avait pas lieu, dira-t-il, d'appréhender un si imminent péril <sup>(1)</sup>. Pour être tombé dans cet excès de zèle, il faut que le gouverneur de Bombay ait été sérieusement alerté par ses compatriotes de la métropole.

Une autre hypothèse a fait croire Ganteaume destiné aux colonies portugaises d'Amérique; le 7 février, l'amiral Jervis la considérait comme très plausible, parce que le Brésil eût fourni aux Français « une ample compensation à la perte de leurs colonies et à la dévastation de Saint-Domingue <sup>(2)</sup> ». Cinq semaines après, revenu de son erreur, il déplorera que les Portugais aient mis cette idée fausse dans la tête des Anglais, leur causant, dira-t-il, « un tort irréparable <sup>(3)</sup> ». C'est qu'en effet ces erreurs de

<sup>(1)</sup> *Archives India Office, Bombay secret and political proceedings*, range 381, vol. 25, p. 4978-4986. Wellesley au gouverneur de Bombay, le 20 juillet 1801.

<sup>(2)</sup> *Letters of Lord Saint-Vincent...*, p. 168. Saint-Vincent à Evan Napéan, 7 février 1801.

<sup>(3)</sup> *Letters of Lord Saint-Vincent...*, p. 199. Saint-Vincent au duc de Northumberland, 15 mars 1801.

jugement ont aiguillé une escadre britannique dans de mauvaises directions, compromis la poursuite de Ganteaume et permis à l'amiral français de gagner la Méditerranée, sans y être suivi ni annoncé.

Ce n'est pas avant la première semaine de mars qu'on a définitivement su, à Londres, où il était arrivé et enfin compris qu'il avait mission d'aller en Égypte. Les nouvelles qui le signalent devant Cadix, Gibraltar, entre Minorque et Malte, où il a fait quelques captures, éclairent les Anglais sur son but. Mais, en même temps, ils se rassurent, en pensant que « dans le voisinage de l'Égypte et de la Syrie, la force navale française trouverait une très puissante escadre sous lord Keith et Sir Richard Bickerton, et que Sir John Warren, avec quatre vaisseaux, avait passé le détroit de Gibraltar à sa poursuite <sup>(1)</sup> ». Ils calculent que Keith, ayant, dès le 10 janvier, débarqué en Anatolie une des divisions du corps d'Abercromby, devait être maintenant devenu disponible pour tenir la mer; que Bickerton avait pour instructions de croiser devant Alexandrie avec quatre vaisseaux de ligne et quatre frégates et qu'au surplus le sort de l'Égypte avait chance d'être réglé militairement avant que Ganteaume pût être sur les lieux <sup>(2)</sup>. Les raisons de leur espoir sont malheureusement celles de la crainte qui a dissuadé Ganteaume de poursuivre sa route, lui a fait chercher un refuge à Toulon et l'y a ramené, chaque fois qu'il en est sorti.

Pourtant optimisme des Anglais et craintes de Ganteaume ont été injustifiés, après son entrée en Méditerranée, pendant un nombre de jours suffisant pour qu'il eût le temps d'atteindre Alexandrie <sup>(3)</sup>. Ce n'est que le 3 février que la nouvelle de la sortie de Ganteaume, effectuée à Brest le 23 janvier, avait été apportée à Jervis, commandant en chef la flotte britannique du *Channel* : et si Jervis n'avait pas perdu un instant pour lancer à sa poursuite l'escadre du contre-amiral Calder, c'est sur Madère, les Canaries, la Martinique et la Jamaïque qu'en raison de faux renseignements cette escadre s'était dirigée. Quand, le 9 février, Ganteaume, n'ayant encore personne à ses trousses, pénètre en Méditerranée, la seule force navale anglaise en situation de lui faire du mal est, par suite, celle du

<sup>(1)</sup> *Gentleman's Magazine*, numéro de mars 1801.

<sup>(2)</sup> *Times* du 7 mars. Cf. *Letters of Lord Saint-Vincent*..., p. 169.

<sup>(3)</sup> W. JAMES, *The Naval history of Great Britain*, t. III.

contre-amiral Warren, qui croisait devant Cadix. Mais, informé le 8 août de l'approche de Ganteaume, Warren appareille aussitôt pour Gibraltar, où il n'arrive que le 10, pour apprendre que l'amiral français a passé le détroit la veille. Après avoir perdu trois jours à Gibraltar, il met à la voile pour Port-Mahon, d'où il ne partira en croisière que le 24, pour y rentrer bredouille le 27 et n'en repartir que le 4 mars, cette fois pour la Sicile. Ganteaume n'a donc eu, après lui avoir passé sous le nez, absolument rien à craindre de lui. Dans le même temps, la principale force navale britannique de la Méditerranée, celle qui était placée sous les ordres de l'amiral Keith et du contre-amiral Bickerton, était à Marmorice, sur la côte d'Asie Mineure, procédant à l'embarquement du corps expéditionnaire du général Abercromby et se préparant à en couvrir le transport en Égypte, où elle ne devait arriver que le 1<sup>er</sup> mars. Elle n'était pas prévenue de l'entrée de Ganteaume en Méditerranée et ne devait l'apprendre que plusieurs semaines après. Comme Bruix en 1799, Ganteaume eut ainsi le champ libre de Gibraltar à Alexandrie entre le 9 février 1801 et la fin du même mois, c'est-à-dire pendant plus de jours qu'il ne lui en eût fallu pour atteindre son but et modifier, par la réouverture temporaire des communications maritimes avec la France, par l'apport de sang frais et par celui d'un renfort non négligeable en hommes, armes et munitions, la situation matérielle et morale de l'armée française d'Orient.

La constatation en a été faite, avec une bonne humeur très naturelle, par l'Anglais le mieux qualifié pour en juger, l'amiral Jervis, devenu Premier Lord de l'Amirauté dans le Cabinet Addington : « Au demeurant, écrit Jervis, c'est là une très agréable histoire; car, si l'escadre française, en entrant dans la Méditerranée, avait poursuivi directement sur Alexandrie, conformément à ses ordres, lord Keith aurait été battu en détail, l'armée française efficacement approvisionnée en hommes et en moyens, et nos efforts complètement déjoués <sup>(1)</sup> ».

Comme Bruix, Ganteaume en a laissé échapper l'occasion par défaut d'audace et de confiance, et par excès de crédulité aux renseignements de prisonniers anglais, capturés par lui sur une frégate ennemie, qui lui

---

<sup>(1)</sup> *Letters of Lord Saint-Vincent...*, p. 201. Saint-Vincent au général Sir Charles Grey, 9 mai 1801.

assurèrent que Keith et Bickerton étaient déjà arrivés sur la côte d'Égypte et que Warren le serrait de près avec une force navale égale à la sienne. C'est une crainte non fondée qui l'a fait chercher refuge à Toulon. La situation sera modifiée du tout au tout à son détriment, quand il en sortira, par deux fois, le 24 mars et le 27 avril; et les risques auxquels il eût échappé en poursuivant sa route le 9 février, il les courra effectivement lorsqu'il s'approchera jusqu'à 70 milles d'Alexandrie, où une de ses frégates <sup>(1)</sup>, envoyée en reconnaissance, réussira cependant à entrer. Lui aussi, il a passé à côté de la fortune.

Par lui en 1801, non plus que par Bruix en 1799, le résultat de la bataille du Nil n'a pu être entamé; et l'effort naval de Bonaparte pour venir en aide à son armée d'Orient est, comme son effort diplomatique, demeuré infructueux, au moment où débute l'expédition militaire anglaise en Égypte.

---

<sup>(1)</sup> *L'Héliopolis.*

## LIVRE 4.

---

### CHAPITRE XIV.

---

#### LA GENÈSE DU PROJET

#### D'EXPÉDITION MILITAIRE ANGLAISE EN ÉGYPTÉ.

#### LA QUESTION DU SORT DE L'ÉGYPTÉ.

- I. — Genèse du projet d'expédition militaire anglaise en Égypte par la mer Rouge et par la Méditerranée. Lettre de Dundas à Pitt du 24 novembre 1799. Lettre de Pitt à Dundas du 12 décembre 1799. Spencer Smith, Sidney Smith, Elgin, Dundas, Wellesley et l'idée d'une expédition anglo-indienne par la mer Rouge. Une expédition par la Méditerranée est exclue des plans du Gouvernement anglais jusqu'à octobre 1800. Mouvement de soudaine attention à l'Égypte en septembre 1800. Instructions d'octobre 1800 au général Abercromby.
- II. — Importance des décisions prises en octobre 1800 par le Gouvernement anglais. Nouvelle politique militaire en Orient. Lacunes et défauts du plan de Dundas. Peut-être les ministres anglais n'ont-ils osé l'intervention militaire anglaise en Égypte que parce qu'ils ont cru la tâche plus aisée.
- III. — Discussions anglaises sur le sort futur de l'Égypte. Suggestions d'Abbott à Grenville : garder Malte, mettre l'Égypte en état de se défendre contre une invasion française ou russe. Suggestions de Spencer Smith : factorerie anglaise à Kossair et commerce de la mer Rouge.
- IV. — Elgin, en présence de la décadence militaire turque, conseille à Londres de prendre des précautions par rapport à l'Égypte. Il considère que l'Angleterre aura droit à une compensation pour son assistance à la Turquie. La réponse de lord Hawkesbury.
- V. — Opinions d'Eyles Irwin et de George Baldwin. Rencontre de Baldwin et de Magallon à Malte.

## I

L'expédition militaire anglaise en Égypte procède directement de l'échec de deux politiques : celle qui, suivie par le Gouvernement britannique depuis 1798, consistait à s'en remettre aux Turcs du soin d'écraser l'armée française d'Orient; celle qui, pratiquée par Sidney Smith et d'abord désavouée, ensuite sanctionnée par le Cabinet de Londres, tendait à faire évacuer l'Égypte de bon gré par les Français. Pour faire la genèse de cette entreprise, il nous faut remonter à quelques mois en arrière.

Dundas avait continué à s'impacienter contre l'indifférence de ses collègues devant la prolongation de l'occupation française en Égypte. Le 24 novembre 1799, il a écrit à Pitt<sup>(1)</sup> : « Il m'est impossible de ne pas vous mettre en garde, dans la présente occasion, contre le complet oubli, dans lequel nous semblons travailler, en ce qui concerne l'Égypte. Nous paraissions considérer ce pays comme un point totalement liquidé, dans nos arrangements à la fois navals et militaires. Or, tant qu'il y aura un millier de troupes françaises quelque part en Égypte, je ne pourrai pas me trouver d'accord avec vous pour voir la question sous ce jour. »

Ces nouvelles récriminations de Dundas n'ont éveillé aucun écho dans le Gouvernement, jusqu'au jour où les ministres ont décidé de s'opposer à l'exécution d'un accommodement, dont ils avaient eu vent, entre Kléber et le Grand Vizir, pour l'évacuation de l'Égypte et le rapatriement de l'armée française. Alors, Pitt écrit à Dundas, le 12 décembre 1799<sup>(2)</sup> : « Nous avons eu un Conseil aujourd'hui et nous avons décidé d'envoyer sur-le-champ des ordres à nos officiers, dans la Méditerranée, pour leur dire de ne tenir aucun compte des conventions qui pourraient permettre aux Français de revenir d'Égypte, et d'agir en conséquence en donnant avis de leurs intentions au commandant français sous pavillon de trêve. On a senti cependant qu'en nous décidant à empêcher les Turcs de se délivrer de ces incommodes visiteurs, nous étions obligés de faire quelque effort pour aider les troupes turques à les combattre un peu efficacement. Lord Spencer

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. VI.

<sup>(2)</sup> STANHOPE, *William Pitt et son temps*, t. III.



semblait croire que vous aviez, en tout cas, l'intention de proposer une expédition venant de l'Inde par la mer Rouge. Si ce projet peut être rendu praticable avec des forces suffisantes, il y a certainement beaucoup à dire en sa faveur. Apprenant que votre départ est remis à demain, je vous écris, non pour vous proposer de le retarder encore, ce qui me paraît parfaitement inutile, mais pour vous prier de m'envoyer, avant votre départ ou de quelque point d'arrêt sur la route, vos idées à ce sujet, attendu qu'il sera fort important, pour éviter de décourager ou d'offenser la Porte, que lord Elgin puisse, en annonçant que nous désapprouvons la convention, accompagner cette désagréable communication de l'assurance consolante que nous avons l'intention de prendre des mesures efficaces pour lutter contre l'ennemi et pour détourner le danger qu'il pourrait y avoir à le laisser en Égypte. »

C'est donc la résolution de mettre obstacle à l'évacuation de l'Égypte à l'amiable qui a amené le Cabinet britannique à envisager pour la première fois une action militaire dans ce pays. L'opportunité d'un concours armé à prêter aux Turcs se recommande à Pitt par des raisons de politique, plus que de stratégie : il s'agit d'offrir à la Turquie une fiche de consolation, pour la déception qui lui sera infligée par le rejet de la convention franco-ottomane, et de prévenir les effets de cette déception à Constantinople et dans le camp du Grand Vizir. L'intervention militaire anglaise n'est encore qu'un expédient, destiné à empêcher que la Porte ne se décourage et ne se détache de la coalition. Elle ne signifie nullement que Pitt soit converti à l'opinion de prendre en mains les opérations en Égypte et d'en finir avec les envahisseurs. La forme à laquelle le Premier Ministre s'arrête, pour le concours à accorder aux Turcs, est celle qui en fera le moins directement retomber le poids sur l'Angleterre : une expédition de troupes anglo-indiennes, venant des Indes par la mer Rouge.

L'idée de cette expédition ne lui appartient pas et n'est déjà plus nouvelle. « Le dessein d'amener des troupes de l'Inde en Égypte, dit un historien anglais <sup>(1)</sup>, paraît être venue à plusieurs personnes, mais à Dundas le premier de tous, très peu de temps après qu'il eût appris la nouvelle

<sup>(1)</sup> FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 803.

de la bataille du Nil. Sidney Smith y avait aussi songé; et lord Elgin, l'ambassadeur à Constantinople, ou bien en avait recueilli l'idée de lui, ou bien l'avait conçue spontanément. L'un et l'autre écrivirent pour consulter lord Wellesley<sup>(1)</sup> aux Indes, sur le point de savoir si le plan était réalisable, et Sidney Smith en tout cas avait reçu une réponse montrant que le manque de troupes, plus que le défaut de bonne volonté, empêchait le gouverneur général de retenir cette idée.

C'est là en effet une idée commune à divers Anglais de ce temps, plus exactement à tous ceux qui eurent voix au chapitre pour les affaires d'Égypte, voire à d'autres que des Anglais. A Dundas appartient bien l'honneur de l'avoir portée devant le Gouvernement et mise en délibération, mais non de l'avoir eue « le premier de tous ». Il l'a — nous l'avons dit — lancée un jour, incidemment, en séance du Cabinet, puis y est revenu dans une lettre à son collègue Grenville, du 13 décembre 1798; il a songé à en faire étudier l'exécution, et s'est proposé d'envoyer le colonel Maitland en mission dans la mer Rouge pour faire une enquête sur les lieux<sup>(2)</sup>; enfin, longtemps après, il a repris la question, en a parlé à lord Spencer et lui a annoncé l'intention d'en saisir le Cabinet. C'est donc bien chez lui une idée ancienne, dans laquelle il a persévéré. Mais avant qu'elle germât dans son esprit et fût débattue entre lui-même et les fortes têtes de la Compagnie des Indes<sup>(3)</sup>, l'intérêt d'une action anglo-indienne par la mer Rouge avait été discerné, à Constantinople, par les ministres du sultan, dès le lendemain de l'invasion de l'Égypte; et Spencer Smith l'avait fait valoir en même temps aux Indes et à Londres<sup>(4)</sup>. On se rappelle sa lettre du 28 juillet 1798 à l'agent de la Compagnie des Indes à Bassora, communiquée en copie à Grenville. Parfaitement capables d'avoir la même idée par eux-mêmes, Sidney Smith, puis lord Elgin l'ont cependant trouvée déjà en circulation, en arrivant à Constantinople.

---

<sup>(1)</sup> Lord Wellesley était le nouveau titre conféré à lord Mornington, gouverneur général de l'Inde.

<sup>(2)</sup> Voir t. I, chap. v.

<sup>(3)</sup> Le président, Sullivan, et un haut fonctionnaire, David Scott, ainsi que Dundas lui-même le rapporte dans sa lettre à Grenville du 13 décembre 1798.

<sup>(4)</sup> Voir t. I, chap. II.

Sidney Smith en a été particulièrement séduit et l'a recommandée aux Indes et en Angleterre. « Au milieu du siège de Saint-Jean d'Acre, — raconte un de ses biographes<sup>(1)</sup>, — pendant que les Français déversaient sur lui leurs forces retirées de leurs dépôts du Caire et d'Alexandrie, il jugea expédient de suggérer au Gouvernement et au Conseil de Bombay de fournir un renfort de troupes pour la Syrie, par la voie de la mer Rouge. » De la Méditerranée orientale, où il croisait, il s'est toujours tenu en liaison avec l'amiral Blankett, qui, de la mer Rouge, en faisait autant avec lui. Il l'a averti des moindres indices d'une tentative de Bonaparte pour utiliser Suez comme base d'opérations contre l'Inde. Une fois l'armée française rentrée de Syrie en Égypte et le débarquement turc d'Aboukir terminé en désastre, il est revenu à l'idée de tirer un renfort des Indes, pour participer à la campagne dans le Proche-Orient. Il a alors écrit à Grenville<sup>(2)</sup> : « Il serait certainement possible d'amener 20.000 Anglais et Cipayes en haut du golfe (de Suez), et dans ce cas nous pourrions extirper la colonie du Fayoum avant qu'elle pousse des racines assez profondes, pour devenir le centre du gouvernement déiste que ces modernes philosophes et savants cherchent à établir dans ces régions ».

Pendant qu'il négociait l'évacuation de l'Égypte, il a indiqué une expédition par la mer Rouge comme une des ressources militaires à mettre en œuvre, si sa négociation venait à échouer; et il l'a écrit à Mornington : « C'est une justice à rendre à l'armée française que, bien qu'elle craigne évidemment l'apparition en Haute-Égypte des conquérants du Mysore, elle n'éprouve aucune appréhension de la multitude désordonnée du Vizir. Mais elle comprend que, réduite à 18.000 hommes, elle ne pourrait pas profiter d'une victoire, si elle était exposée à être attaquée par des troupes régulières, à la fois par la mer Rouge et par la Méditerranée<sup>(3)</sup>. » Sidney Smith a exprimé le vœu que son opinion à cet égard fût soumise à l'épreuve

---

<sup>(1)</sup> BARROW, *Life and correspondence of Admiral Sir William Sidney Smith*, t. I, p. 314 et suiv.

<sup>(2)</sup> *Dropmore papers*, t. V, p. 480. Sidney Smith à Grenville, 18 octobre 1799.

<sup>(3)</sup> *Dispatches... of Wellesley*, t. II. Sidney Smith à Mornington, Jaffa, 9 novembre 1799.

de l'expérience, si ses conférences avec Desaix et Poussielgue n'aboutissaient pas. Entre parenthèses, le plan qu'il avait esquissé dans ces lignes sera exactement celui que le Gouvernement anglais adoptera en octobre 1800 et exécutera en 1801.

Après la rupture de la convention d'El-Arich et la bataille d'Héliopolis, il a de nouveau appelé l'Inde à la rescousse : « Mon premier soin, rapporte-t-il, fut d'informer lord Mornington, depuis lord Wellesley, de l'état des affaires en Égypte, afin de le mettre en mesure d'être prêt à agir, au cas où mes représentations identiques et simultanées à Londres lui feraient adresser l'ordre d'envoyer de l'Inde un corps de troupes sur la côte égyptienne de la mer Rouge »<sup>(1)</sup>. Au début du printemps de 1800, il est revenu à la charge auprès de Mornington : lui parlant de la reprise des hostilités en Égypte, de la défaite du Vizir, d'armements maritimes français à Brest, il en a tiré autant d'arguments pour l'inviter à persévérer dans l'examen de tout plan comportant une coopération anglo-indienne à l'expulsion des Français par la force; il l'a exhorté à « tourner ses vues du côté de l'Égypte » et à « déployer un peu de cette énergie et de cette prouesse, qui avaient si bien établi la réputation militaire de l'Angleterre aux Indes, pour changer le mépris des Français envers l'armée anglaise en ce respect qu'ils affectaient de réserver à la marine britannique »<sup>(2)</sup>.

Arrivé à Constantinople le 6 novembre 1799, lord Elgin a recueilli l'idée d'une expédition par la mer Rouge dans la succession des *joint ministers* auxquels il se substituait, de Spencer Smith, qui lui passait le service, de Sidney Smith, qui guerroyait, négociait et correspondait, tantôt sur son vaisseau, tantôt au camp ottoman. Il n'a pas longtemps laissé dormir la question. Avant même que les négociations d'évacuation eussent échoué, à la seule nouvelle des efforts de Bonaparte pour secourir l'armée française d'Égypte, lui aussi a commencé d'entreprendre le gouverneur général de l'Inde : « J'espère, lui écrit-il »<sup>(3)</sup>, que l'intention, si elle a existé, de faire opérer par les troupes de l'Inde une diversion par la

---

<sup>(1)</sup> Cité par BARROW, *Life and correspondence of Admiral Sir William Sidney Smith*, t. II, p. 39.

<sup>(2)</sup> *Dispatches... of Wellesley*, t. II. Sidney Smith à Mornington, 5 avril 1800.

<sup>(3)</sup> *Ibid.*, t. II. Elgin à Mornington, 5 février 1800.

mer Rouge ne sera pas abandonnée ». Une fois la convention d'El-Arich déchirée et les hostilités rouvertes, il a renouvelé ses instances et n'a plus cessé de le faire, de toute l'année 1800. La correspondance de Mornington en fait foi : « Lord Elgin, écrit le gouverneur général, propose une puissante diversion par la mer Rouge, dans l'intention d'accélérer l'évacuation de l'Égypte par les Français <sup>(1)</sup> ».

De tous côtés, le même appel est adressé à Mornington, tandis que Dundas et ses collègues sont invités simultanément à transformer ces appels en instructions précises. C'est le secrétaire d'Elgin, Morier, qui écrit de Jaffa : « Il avait été question d'envoyer des forces de terre d'Angleterre en Égypte, et je crois que l'idée n'en est pas abandonnée. S'il en est ainsi, que n'avons-nous à espérer d'efforts par ce côté, combinés avec ceux des troupes victorieuses venant de l'Inde ! L'Angleterre achèverait alors l'œuvre glorieuse commencée à Aboukir <sup>(2)</sup>. » C'est le général Kœhler, qui écrit du camp du Vizir : une diversion opérée en Haute-Égypte par des troupes de l'Inde contre Kosseir ou tout autre point faciliterait les opérations à entreprendre par l'armée ottomane sur la frontière de Syrie et pourrait être renforcée par des détachements de cette armée. Et le conseiller militaire anglais du Vizir de tracer un plan d'opérations combinées, qui est exactement celui que l'année 1801 verra s'exécuter : « Notre erreur jusqu'à présent a consisté à faire des attaques partielles et isolées. Si nous sommes assez heureux pour combiner nos opérations de manière à attaquer en même temps sur des points aussi distants les uns des autres que la côte d'Égypte entre Alexandrie et Damiette, la Haute-Égypte en direction du Caire, enfin la frontière entre Damiette et Suez, où marcherait l'armée du Vizir, alors il sera presque impossible à l'ennemi de ne pas être si dispersé qu'il soit affaibli partout, ou de ne pas négliger tel point sur lequel nous puissions faire un grand progrès et faciliter nos opérations sur les autres <sup>(3)</sup>. » Kœhler faisait là en quelques mots la théorie de ce que sera la campagne de 1801 en Égypte. On en voit le plan se dégager peu à peu des idées qu'échangent entre eux les Anglais, civils et militaires,

<sup>(1)</sup> *Dispatches... of Wellesley*, t. II. Mornington à Dundas, 5 mars 1800.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, t. II. Morier à Mornington, 28 juin 1800.

<sup>(3)</sup> *Ibid.*, t. II. Kœhler à Mornington, 9 juillet 1800.



qui, de Londres à Calcutta et de Calcutta à Jaffa et Constantinople, s'ingénient à extirper d'Égypte l'armée ennemie que Bonaparte y avait installée.

Tant que Mornington n'en a pas eu fini avec Tippoo-Sahib, il a été complètement hors d'état de distraire la moindre partie de ses forces au profit d'un théâtre extérieur<sup>(1)</sup>. Il n'en a pas eu trop pour mener à bonne fin sa brillante campagne, et la métropole, qui lui envoyait des renforts, se fût mise en contradiction avec elle-même en lui en demandant. Mais, Tippoo-Sahib vaincu et tué, le Mysore soumis, divers autres États indigènes désarmés, le gouverneur général a désormais pu sans inconvénient se priver de quelques milliers d'hommes. Les lui demander est donc devenu possible, au moment où Pitt, en quête d'un moyen pour faire prendre patience aux Turcs, en leur laissant espérer du secours, s'est avisé de celui-là.

A recevoir pareille demande, Mornington est préparé. L'idée de faire coopérer l'Inde à l'assaut de l'Égypte française a cours dans son entourage. Un militaire sous ses ordres, le général Stuart, l'a émise, dès l'été qui a suivi la prise de Seringapatam, en disant qu'un corps de troupes envoyé de l'Inde par la mer Rouge pourrait être chargé de s'emparer de Suez et Kosseir. La même idée est venue spontanément à Mornington, à peine la victoire a-t-elle couronné sa campagne contre Tippoo, et il a alors pris l'initiative d'offrir à Dundas le concours militaire de l'Inde contre l'Égypte<sup>(1)</sup>. Dans cette intention l'ont ensuite confirmé les lettres de Spencer Smith, de Sidney Smith, d'Elgin, de Kœhler, de Morier, probablement aussi l'écho des pourparlers que Dundas avait eus à ce sujet avec la Direction de la Compagnie des Indes. Mais la réaliser est une initiative que, naturellement, il hésite à prendre sans que des instructions de Londres le lui aient prescrit, sans qu'au moins des renseignements précis sur les plans du *War Office* par rapport à l'Égypte lui aient permis de déterminer les proportions qu'il conviendrait de donner à une diversion indienne. Pour en fixer l'importance, il faut en effet qu'il sache s'il est ou n'est pas question d'une expédition par la Méditerranée. « Après une complète discussion de ce sujet avec le général Stuart, écrit-il, je me suis assuré que tenter une expédition de vastes proportions par la mer Rouge serait un gaspillage inutile d'argent et de sang, à moins que tout le plan de coopération par la Méditerranée

<sup>(1)</sup> Voir t. I, chap. x.



ait été concerté au préalable. Par contre, des opérations secondaires contre les places tenues par les Français sur les côtes de la mer Rouge pourraient être avantageuses, et ne seraient ni périlleuses, ni coûteuses<sup>(1)</sup>. » Ainsi, pas d'opération de grande envergure par la mer Rouge, sans certitude d'une expédition militaire anglaise par la Méditerranée; à défaut de cette expédition, simples opérations secondaires en mer Rouge, coups de main contre des postes côtiers.

En juillet 1800, aucune instruction n'est encore parvenue de Londres à Mornington, — que nous désignerons désormais par son nouveau titre de Wellesley, — ni aucune indication d'un effort militaire anglais contre l'Égypte par la Méditerranée. Une grosse diversion par la mer Rouge demeure donc exclue de ses plans; mais, sous la pression d'Elgin, de Sidney Smith et de ses autres correspondants, il en est venu à pencher pour quelque-une de ces opérations secondaires, qu'il avait déclarées possibles, même sans coopération méditerranéenne. Mandant à l'amiral Rainier qu'il renonce à une expédition projetée contre Batavia et l'île de France, pour laquelle des préparatifs avaient déjà été faits, « je prends maintenant en considération, lui écrit-il<sup>(2)</sup>, la possibilité et l'opportunité d'envoyer une force militaire de l'Inde en Égypte par la mer Rouge ». En attendant qu'il reparlât à l'amiral de « cette difficile et embarrassante question », il avertit Elgin qu'il incline à prendre sur lui de donner quelque satisfaction aux multiples instances dont il avait été l'objet<sup>(3)</sup>. Pourtant il ne passe pas encore à l'acte. Mais l'automne arrivé, de mauvaises nouvelles d'Europe, l'imminence de la paix entre la France et l'Autriche, lui font craindre que Bonaparte cherche à venir en aide à l'armée d'Égypte, soit en dirigeant un coup contre l'Inde, soit en s'emparant du débouché de la mer Rouge : et il s'attend à recevoir de Londres l'ordre d'agir de ce côté. « Chaque jour, écrit-il à Rainier<sup>(4)</sup>, s'accroît la probabilité d'une requête du Gouvernement anglais au Gouvernement de l'Inde, en vue de coopérer avec une force qui serait employée, dans la Méditerranée, à ex-

<sup>(1)</sup> *Dispatches... of Wellesley*, t. II. Mornington à Dundas, 5 mars 1800.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, t. II. Mornington à Rainier, 9 juillet 1800.

<sup>(3)</sup> Cf. F. O. Turkey, 78/30. Mornington à Elgin, 13 juillet 1800.

<sup>(4)</sup> *Dispatches... of Wellesley*, t. II. Mornington à Rainier, 22 octobre 1800.

pulser les Français d'Égypte. » Il sait des troupes britanniques concentrées à Minorque; les circonstances ne se prêtant plus à leur envoi en Italie, il prévoit qu'elles seront destinées à l'Égypte. Dans ce cas, une expédition partant de l'Inde pourrait, pense-t-il, être très utile, en créant une diversion dans la Haute-Égypte. Les lettres d'Elgin le confirment dans l'opinion que la demande va lui en être incessamment adressée de Londres; le début de novembre sera, selon lui, le moment où elle lui parviendra, et la prochaine saison d'hiver l'époque où un corps de troupes de l'Inde serait appelé à opérer contre l'Égypte.

Ce corps, il le prépare donc d'avance, en utilisant les préparatifs entrepris pour l'expédition contre Batavia et l'Île de France et en y ajoutant : 2000 hommes d'infanterie seront rassemblés, sous les ordres de son frère, à Trincomalé, où devront se concentrer toutes les forces navales de Rainier. Un peu plus tard, n'ayant toujours rien reçu de Londres, il mande cependant à son frère qu'un des objectifs possibles du corps de troupes, au commandement duquel il l'a nommé, est « de se rendre dans la mer Rouge, pour coopérer avec une force anglaise, qui peut être employée en Égypte, du côté de la Méditerranée<sup>(1)</sup> ». Il ne peut donc s'être mieux préparé, ni plus à l'avance, à répondre à la demande qu'il s'est attendu à recevoir de la métropole. A la fin de 1800, il l'attendait encore : alors il se décide à anticiper sur elle et, retenant le gros de son corps expéditionnaire jusqu'à ce qu'il pût compter sur l'envoi d'une armée anglaise en Égypte par la Méditerranée, il destine une force navale et quelques compagnies de débarquement à des opérations secondaires en mer Rouge. Cette force navale, commandée par l'amiral Blankett, qui avait rallié l'Inde depuis peu, met à la voile de Bombay le 28 décembre 1800<sup>(2)</sup>. Telle est la part prise par le gouverneur général des Indes à

<sup>(1)</sup> *Dispatches... of Wellesley*, t. II. Wellesley (Mornington) à son frère Arthur, 5 novembre 1800.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, t. II. Wellesley à Abercromby, 28 février 1801. L'amiral Blankett avait avec lui une frégate, deux bombardses, trois petits croiseurs, deux bricks, un navire marchand armé en guerre, un navire à provisions. Sur son escadre étaient embarqués 240 hommes d'infanterie européenne, 50 artilleurs européens, 20 lascars, 100 cipayes de marine, 1 officier du génie, le tout sous les ordres du lieutenant-colonel Lloyd.

l'élaboration du plan de campagne de 1801 : au projet d'une expédition anglo-indienne par la mer Rouge, comme aussi à celui d'une expédition anglaise par la Méditerranée, dont il n'a cessé de faire dépendre une action entreprise par la mer Rouge avec des effectifs tant soit peu importants.

En novembre 1800, Elgin a su par Wellesley lui-même que le Gouvernement de l'Inde, cédant à ses instances, se disposait à agir contre l'Égypte par la mer Rouge, même sans ordres de Londres. Il en a été d'autant plus joyeux qu'il venait d'apprendre de Londres la décision de faire intervenir en Égypte une armée anglaise, amenée par la Méditerranée. « Je suis heureux de vous faire savoir, — écrit-il alors à Grenville <sup>(1)</sup>, — que je viens de recevoir du gouverneur général de l'Inde une lettre datée du 13 juillet, en réponse aux pressantes suggestions que je lui avais adressées à plusieurs reprises, sur l'utilité et l'opportunité d'envoyer une force militaire d'Extrême Orient, pour opérer contre les Français par la mer Rouge. Sa Seigneurie m'a informé que, bien qu'il ne fût pas autorisé par l'Angleterre à employer à ce service une grande force et ne pût pas s'aventurer à le faire, dans l'état présent des affaires de son gouvernement, cependant, aussitôt que la saison le permettrait, il enverrait une force suffisante pour prendre et garder Kosseir et Suez, avec l'assistance de l'escadre de Sa Majesté, et embarrasser de cette manière l'ennemi, en obstruant ses communications avec la région contiguë à Kosseir et en encourageant les Mameluks, qui, par cette voie, pourront être approvisionnés en armes et munitions. Comme la saison favorable pour mettre à la voile à destination de la mer Rouge est maintenant toute prochaine, je peux me complaire à l'espoir que cette expédition de l'Inde arrivera au terme de sa navigation en temps opportun pour combiner ses démonstrations ou opérations avec l'attaque par la Méditerranée et par la Syrie et que, de la sorte, un très important surcroît d'efficacité sera assuré aux efforts de Sa Majesté en Égypte. »

Le Gouvernement anglais venait, en effet, de se décider à diriger une expédition contre l'Égypte par la Méditerranée, simultanément à une diversion par la mer Rouge. Mais les deux projets n'ont pas vu le jour en même temps ; l'un est antérieur de près d'un an à l'autre. Lorsqu'en décembre 1799, Pitt avait adressé à Dundas un billet le priant de lui

<sup>(1)</sup> F. O. Turkey, 78/30. 14 novembre 1800.

fournir quelques données sur une opération militaire en Égypte par la mer Rouge, il ne s'agissait nullement encore d'expédition britannique par la Méditerranée, et il ne s'en est ensuite agi que dix mois plus tard.

Fournir aux forces ottomanes un appoint de troupes anglo-indiennes amené par la mer Rouge, c'était tout ce qu'avait primitivement admis le Premier Ministre. Il n'avait pas été originellement question d'autre chose que de cette diversion. Encore n'en avait-il d'abord été question que pour en différer l'exécution. Sans doute la réflexion avait-elle montré aux ministres du Roi, quand ils eurent mis le sujet en délibération, qu'expédier des troupes de l'Inde sur la côte égyptienne de la mer Rouge, pour ne coopérer à grande distance qu'avec une armée ottomane, aurait été les exposer à un échec, sinon à un désastre. Le projet envisagé dans le billet de Pitt à Dundas avait donc été ajourné jusqu'au moment où les circonstances permettraient une expédition méditerranéenne <sup>(1)</sup>.

Une opération entreprise par la Méditerranée et exécutée par des troupes métropolitaines reste, jusqu'à l'automne de 1800, exclue des plans du Gouvernement britannique. Une première série d'instructions, données par Dundas en mai 1800 au général Sir Ralph Abercromby, qui a remplacé Sir Charles Stuart dans le commandement en chef des forces anglaises en Méditerranée, lui prescrivent de renforcer les troupes assiégeant Malte et la garnison de Minorque, de secourir les Autrichiens en Italie, d'assister les Napolitains et les Portugais en cas d'invasion de leurs pays par les Français, enfin de coopérer à des soulèvements royalistes dans le sud de la France : elles ne soufflent pas mot de l'Égypte. Une seconde série d'instructions au même général, en août 1800, prévoient des opérations contre les ports espagnols, Vigo, Ferfol, Cadix, etc. : elles sont également muettes sur l'Égypte <sup>(2)</sup>. En dépit de la diversion anglo-indienne, dont le principe seul est encore adopté à Londres, la politique militaire de l'Angleterre en Orient est donc, jusque-là, demeurée la

---

<sup>(1)</sup> C'est pour cela que Wellesley, s'attendant à recevoir de Londres un ordre que Londres ne s'est pas encore décidé à lui envoyer, prend son parti d'anticiper sur les instructions de la métropole et met spontanément en route pour la mer Rouge la petite avant-garde navale et militaire confiée à Blankett.

<sup>(2)</sup> FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 782 et 788.

même : elle consiste toujours à faire fond sur les Turcs pour combattre les Français.

Mais, à la fin de l'été de 1800, se produit, dans le Gouvernement britannique, ce que l'historien de l'armée anglaise<sup>(1)</sup> appelle un mouvement de « soudaine attention » à l'Égypte. Le 5 septembre, Malte s'est rendue : c'est le seul résultat de la campagne en Méditerranée. Toutes les autres opérations prévues par les instructions d'Abercromby, ou bien ont échoué, ou bien n'ont pas pu être entreprises. Celles qui avaient eu pour objectif les ports espagnols ont dû être abandonnées. La coalition est en train de se dissoudre. L'Autriche vaincue en est à négocier un armistice. La Russie, battue et désenchantée, fait défection : le tsar Paul est converti à l'amitié avec la France. La Turquie, lasse de la lutte, est à surveiller de près et il est urgent de lui venir en aide, sous peine de la voir s'entendre aussi avec Bonaparte. Aucune chance ne subsiste que l'armée française d'Orient évacue l'Égypte de bon gré ; la convention d'El-Arich, d'abord tant décriée, ensuite plus équitablement appréciée, mais trop tard, n'a déjà plus qu'un intérêt rétrospectif. Les Anglais savent que le meurtre de Kléber, « cet atroce assassinat d'un homme libéral », comme l'a dit Sidney Smith, a décapité le parti de l'évacuation dans l'état-major français, et que Menou est irréductiblement opposé à cette politique<sup>(2)</sup>. Mais les lettres d'officiers français, interceptées par la croisière anglaise, donnent à penser que déraciner d'Égypte l'armée d'occupation ne serait pas une tâche trop ardue pour des troupes européennes, en raison des divisions entre généraux français et de l'impopularité de Menou. Malgré la présence à Jaffa du général Kœhler et d'officiers anglais, le Grand Vizir demande 5000, voire 10.000 hommes de troupes britanniques à joindre aux siennes. Kœhler et Sidney Smith déclarent que, sans un concours militaire anglais, les Turcs ne pourront jamais chasser les Français d'Égypte. Bien qu'il eût, selon sa coutume, tâché de décrier la victoire de Kléber à Héliopolis et de voiler le désastre subi par le Vizir, Sidney Smith n'en a pas caché les conséquences locales et a reconnu que la défaite ottomane « plaçait les choses dans une position beaucoup plus mauvaise qu'au début de la campagne ».

(1) L'honorable J. W. Fortescue.

(2) Sidney Smith et Morier, 27 et 28 juin 1800.



Pendant l'été de 1800, il s'est affligé de la faiblesse militaire des Turcs et a déclaré sans ambages qu'ils ne serviraient jamais de rien aux Anglais<sup>(1)</sup>. Même le secrétaire d'Elgin, Morier, qui avait eu beaucoup plus de confiance en eux, est revenu de ses illusions et en est arrivé à « désespérer qu'ils pussent jamais expulser l'ennemi d'Égypte par la force, sans l'assistance de troupes européennes »<sup>(2)</sup>. Il y a donc unanimité pour conclure qu'une politique militaire faisant fond sur eux, en Orient, pour la guerre à terre, a définitivement fait faillite. Et pourtant l'Angleterre ne peut, moins que jamais, abandonner la victoire à la France sur le théâtre oriental d'opérations. Bonaparte est — on le sait à Londres — très impatient de secourir sa conquête orientale; il pousse les armements maritimes, combine des mouvements avec la flotte espagnole; il a essayé de faire adhérer l'Angleterre à une suspension d'armes, dont l'Autriche avait pris l'initiative, et la négociation a échoué parce que Grenville a refusé que Malte et l'Égypte pussent être ravitaillées par la France. Si la Russie et les puissances septentrionales viennent à se confédérer contre l'Angleterre, comme il est dès lors probable, et que les forces navales anglaises en Méditerranée doivent être affaiblies au profit de la mer du Nord, Bonaparte ne laissera pas échapper cette occasion de renforcer son armée d'Égypte. En outre, on ne peut prévoir ce que combineront ensemble la France et la Russie réconciliées : peut-être le partage de la Turquie, peut-être une attaque contre les possessions de l'Angleterre en Extrême Orient. Tels sont les motifs de la « soudaine attention » que le Cabinet de Londres porte à l'Égypte<sup>(3)</sup>.

Elle se traduit par une délibération, due à l'initiative de Dundas. Le 21 septembre, Pitt écrit à Grenville<sup>(4)</sup>, qui se préoccupe du Portugal et vient de lui adresser une lettre à ce sujet, qu'il a reçu de Dundas un mémoire relatif à l'Égypte et une demande de réunir le Cabinet. Il le convoque : on examinera les questions de Portugal et d'Égypte. On les y examine en effet et l'on décide que la défense du Portugal sera confiée au

<sup>(1)</sup> Cf. *Dispatches... of Wellesley*, t. I. Il l'a écrit à Wellesley, 5 avril et 27 juin 1800.

<sup>(2)</sup> Cf. *ibid.*, t. I. Morier à Wellesley, 28 juin 1800.

<sup>(3)</sup> FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 801.

<sup>(4)</sup> *Dropmore papers*, t. VI, p. 329. 21 septembre 1800.



général Pulteney, tandis qu'une opération contre l'Égypte sera menée par le général Abercromby, avec le gros des forces anglaises de la Méditerranée <sup>(1)</sup>. A la suite de cette délibération, une troisième série d'instructions <sup>(2)</sup> est adressée par Dundas au général Abercromby, au début d'octobre 1800. Le général prélèvera sur ses troupes 15.000 hommes, les amènera dans un port convenablement choisi de Chypre, de Crète, de Rhodes ou d'Asie Mineure, et concertera des opérations avec les généraux du sultan pour prendre Alexandrie. Les troupes françaises sont évaluées en Égypte à 13.000 hommes, dont 3000 formant la garnison d'Alexandrie, le reste disséminé dans les places de Haute-Égypte et de la frontière syrienne. Les défenses d'Alexandrie sont, au dire de Dundas, si incomplètes que la ville sera aisément réductible. Il n'est pas possible que l'ennemi dispose d'effectifs suffisants pour empêcher les Anglais de poursuivre un siège. On sait, en outre, l'armée française très impatiente de rentrer dans ses foyers. Abercromby est autorisé à offrir le transport en France des troupes d'Alexandrie et des autres garnisons d'Égypte. Si cette offre est rejetée, il s'arrangera pour la faire connaître dans les rangs de l'ennemi. Sans être absolument défendue, toute avance dans l'intérieur du pays, après la prise d'Alexandrie et des ports, est cependant à éviter, si ce n'est pour faciliter le passage à l'armée ottomane. Abercromby enfin est informé de l'ordre envoyé aux Indes, pour affaiblir autant que possible les ressources de l'ennemi, d'embarquer 5000 hommes, qui s'empareront de tous les postes tenus par l'armée française dans la mer Rouge <sup>(3)</sup>. Effectivement, «Dundas s'est hâté d'écrire à Wellesley pour lui demander quelques milliers d'Européens et de Cipayes, prédisant hardiment qu'Abercromby

---

<sup>(1)</sup> Cf. *Letters of Lord Saint-Vincent...*, p. 159. Peu après et peu à peu seront opérés sur les troupes de Pulteney des prélèvements au profit de celles d'Abercromby, qui laisseront le premier à peu près sans rien.

<sup>(2)</sup> FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 799 et suiv.

<sup>(3)</sup> «Comme on sait que le Gouvernement français a envoyé des ordres positifs au commandant en chef pour se maintenir en Égypte, 5000 hommes ont reçu l'ordre de coopérer avec vous en partant de l'Inde, pour assurer le succès de cette force anglaise (celle d'Abercromby), et de s'emparer des postes français dans la mer Rouge.» Dundas à Sir Ralph Abercromby, octobre 1800. Communiqué à lord Wellesley par Elgin, 11 novembre 1800. Cf. *Dispatches... of Wellesley*, t. I.

serait rendu en Égypte vers décembre, et le contingent indien au mois d'avril suivant <sup>(1)</sup>. Le Gouvernement, lui disait Dundas, avait « jugé expédient qu'une force fût aussi envoyée de l'Inde, pour agir du côté de la mer Rouge, de telle manière qui parût susceptible de conduire à l'objet essentiel <sup>(2)</sup> ». La force qu'il lui demandait ne s'élevait toutefois pas même à 5000 hommes, parce que le complément de cet effectif devait, comme nous le verrons, être fourni par le cap de Bonne-Espérance. Par contre, s'il ne réclamait expressément de l'Inde que 1000 hommes d'infanterie anglaise et 2000 d'infanterie indigène, le ministre tenait plus à la rapidité de leur mise en route qu'à l'importance de leur nombre. Aussi prévenait-il le gouverneur général qu'il écrirait directement aux gouverneurs de Bombay et de Madras, qui auraient à examiner ce qu'eux-mêmes pouvaient prélever sur les garnisons de leurs présidences et à commencer l'exécution de ses ordres avant d'avoir reçu les instructions de Wellesley <sup>(3)</sup>.

Les lettres de Dundas à lord Wellesley, gouverneur général des Indes, à lord Clive, gouverneur de Madras, à Duncan, gouverneur de Bombay, sont en date du 6 octobre 1800 <sup>(4)</sup>, contemporaines des instructions adressées à Abercromby. La résolution d'agir par la Méditerranée a donc fait revenir le Cabinet au projet ajourné d'agir par la mer Rouge, afin de combiner trois actions contre l'Égypte : celle du corps d'Abercromby, celle du contingent anglo-indien, celle du Grand Vizir. En même temps, l'Angleterre ajoute une quatrième corde à son arc : le commodore Sir Home Popham, de retour d'une stérile mission diplomatique à Pétersbourg, est placé à la tête d'une petite escadre, qui embarquera quelques troupes, ramassera au cap de Bonne-Espérance ce qu'elle y pourra glaner de cavalerie et d'infanterie, cinglera vers Bombay, où elle en fera autant, et se rendra en mer Rouge, où elle opérera sa jonction avec les convois venant

<sup>(1)</sup> FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 803.

<sup>(2)</sup> Cf. *Dispatches... of Wellesley*, t. I. Dundas à Wellesley, 6 octobre 1800.

<sup>(3)</sup> Dundas à Wellesley, 6 octobre 1800. Autre preuve de la hâte de Dundas : « Il vous est instamment recommandé que les forces partant de l'Inde puissent joindre [les autres] aussitôt que possible; pour cette raison, il sera désirable que vous n'attendiez pas que toutes les troupes aient été réunies, s'il peut être gagné du temps en les expédiant en deux ou trois détachements distincts ».

<sup>(4)</sup> C. O., 77/55.

des Indes et avec l'amiral Blankett, pour concourir avec les forces de la Méditerranée à expulser les Français d'Égypte<sup>(1)</sup>. Dundas prévoyait que Popham pourrait être rendu « dans le golfe d'Arabie », à Moka, en février 1801.

Comme c'est Popham que Dundas s'attendait à voir arriver le premier en mer Rouge, c'est sur lui qu'il comptait pour commencer la diversion projetée de ce côté-là. Ce que devait être au juste cette diversion, on peut s'en faire une idée par les instructions de Dundas à l'Amirauté et de l'Amirauté à Popham. Il s'agissait de « déposséder les Français de Suez, de Kosseir et de tous autres ports ou places qu'ils pouvaient avoir occupés sur la côte de la mer Rouge, et d'encourager la population du pays riverain à prêter son concours pour les expulser de toute la province ». Si les renseignements recueillis sur place permettaient de croire au succès d'un débarquement et d'une attaque immédiate, il n'y aurait pas lieu d'attendre pour y procéder, pour enlever Suez et Kosseir, en organiser la défense et les conserver. Cela fait, on armerait les habitants et les approvisionnerait en munitions. Ensuite, on harcelerait l'ennemi dans la Haute-Égypte, tâchant partout de soulever les indigènes contre lui, se servant de tous auxiliaires, Mameluks, Arabes, et les poussant à l'insurrection générale. Si Kosseir et Suez se trouvaient déjà pris ou évacués, on utiliserait les troupes de débarquement à des diversions en Haute-Égypte. L'une ou l'autre des deux places, — à moins que les Français n'eussent déjà complètement quitté l'Égypte, — devrait être « retenue par un détachement des forces de Sa Majesté », leur commandant prenant soin de spécifier que cette mesure n'impliquait aucune ingérence dans les affaires de la Sublime Porte, aucune atteinte à la souveraineté ottomane, mais seulement une précaution militaire, dictée par l'intérêt indien de l'Angleterre<sup>(2)</sup>.

Tel était le plan, dans lequel les événements devaient apporter de fortes variantes.

---

<sup>(1)</sup> *Archives India Office*. Les administrateurs de la Compagnie des Indes au gouverneur général du Bengale, 4 décembre 1800, et Dundas à Wellesley, 6 octobre 1800.

<sup>(2)</sup> *Dispatches... of Wellesley*, t. I. Dundas à l'Amirauté, 6 octobre 1800.

## II

Par ces décisions le Gouvernement britannique rompt avec la politique militaire, à laquelle il s'était tenu en Orient depuis 1798, et n'avait encore fait qu'une infraction partielle quand il avait admis le principe d'une diversion par la mer Rouge. Il cesse désormais de s'en remettre, pour reconquérir l'Égypte, à l'armée ottomane, même appuyée d'un contingent venant des Indes. Il se détermine à entreprendre lui-même, par la Méditerranée, avec un effectif qui n'est pas négligeable pour l'époque et qu'il croit proportionné à la tâche, une action combinée avec l'opération antérieurement projetée par la mer Rouge, et avec une offensive des troupes du Grand Vizir. Il se résout, afin d'en finir, à un effort assez ample pour ne plus être accessoire, pour mettre à sa charge le poids principal de la campagne et faire entrer en ligne une force plus efficace que les hordes turques.

L'adoption de cette politique ne va pas sans des restrictions, des timidités, qui témoignent des résistances qu'elle a rencontrées et de tenaces répugnances à rompre avec les politiques antérieurement suivies ou tentées. C'est ainsi que l'objectif d'Abercromby est restreint à la prise d'Alexandrie, — à la rigueur de Rosette et de Damiette en sus, — et l'effectif de son corps expéditionnaire limité au nombre d'hommes jugé suffisant pour atteindre ce but; ainsi, que les opérations à l'intérieur des terres sont subordonnées au cas où il y aurait lieu de faciliter le passage des troupes ottomanes, auxquelles incombera la mission d'opérer loin des côtes; ainsi, que la proposition devra être renouvelée au commandement français de rapatrier ses soldats et, si elle est repoussée, le fait leur en être divulgué. En se résignant, à contre-cœur, à diriger sur l'Égypte une expédition militaire, les ministres anglais tâchent encore de réduire au minimum l'effort de leur pays, soit qu'ils préservent quelques vestiges des méthodes jusqu'alors appliquées, soit qu'ils cherchent à ressaisir l'occasion perdue à El-Arich et recommandent à Abercromby le procédé de Sidney Smith.

Le mérite de l'initiative, quant à la décision de l'expédition, appartient incontestablement à Dundas. L'éditeur des *Dropmore Papers* a pu écrire avec raison que « Dundas, sans beaucoup d'appui de la part des autres mem-

bres du Cabinet, organisa la hardie et heureuse expédition en Égypte »<sup>(1)</sup>. Lui-même, dans la première anxiété de la responsabilité assumée, s'en est ouvert à Abercromby, mais moins pour s'en faire gloire, que pour remettre sa réputation entre les mains du général. « Finalement, rapporte l'historien de l'armée anglaise<sup>(2)</sup>, le ministre donnait à entendre à Abercromby qu'il avait été si pressant, dans sa manière de pousser le Gouvernement à l'expédition, qu'il se tenait pour seul responsable de cet acte. Il avait, disait-il, longtemps été retenu d'insister dans ce sens par les rapports qu'il avait reçus sur les difficultés de la navigation dans le Levant; mais ses doutes à cet égard avaient été levés par un rapport de Sir Thomas Troubridge, qui était l'autorité principale d'après laquelle il avait agi en conseillant l'expédition. Ce rapport, qui était si bref, vague et maigre qu'il en était pratiquement sans valeur, Dundas l'annexait soigneusement à sa lettre. Pour le reste, il laissait à l'entière discrétion d'Abercromby d'agir contrairement à ses instructions, si le général le jugeait à propos, à la suite d'une enquête complémentaire. Enfin, il concluait par une série de compliments que, lisant entre les lignes, je ne peux interpréter autrement qu'ainsi : il se mettait lui-même à la merci du général pour le délivrer de ses tracas par un grand succès. Considérant combien nombreux et honteux avaient été les échecs de Dundas dans la conduite de la guerre, on ne saurait être surpris qu'il tremblât pour l'issue de cette entreprise, sa dernière aventure. »

La dernière carte, — plutôt que la dernière aventure, — de Dundas était, en elle-même, bien choisie. Il n'avait pas tenu à lui qu'il ne la jouât plus tôt, et il ne tint peut-être pas à lui de la jouer mieux. Le seul des ministres à s'être toujours préoccupé de l'Égypte et impatienté contre la prolongation de l'occupation française, il avait maintes fois secoué l'inertie de ses collègues et morigéné leur indifférence pour la campagne en Orient; il a été bien inspiré en pressant son Gouvernement d'y intervenir directement, par des forces de terre, et a fait œuvre utile à son pays en obtenant l'expédition militaire. Là est son mérite, qu'il serait injuste de lui dénier. Mais c'est le seul auquel il ait droit. Car ses prévisions ont été, par

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. VI, introduction, p. LVII.

<sup>(2)</sup> *Forrescu*, *op. cit.*, Part 2, p. 801.



ailleurs, si mal établies, ses dispositions si mal prises, qu'elles ont rendu très chanceux le succès de l'entreprise dans laquelle il plaçait son suprême espoir. « Plus on examine la question, dit un historien anglais, plus honteuse apparaît l'insouciance négligence, avec laquelle les deux corps de la Méditerranée et de l'Inde ont été hâtivement poussés vers l'Égypte. Le ministre avait pris aussi peu de peine pour évaluer la force des troupes françaises que pour s'instruire des conditions de la navigation dans la mer Rouge; et il avait effectivement mis les deux armées en mouvement, avec la vague idée que l'une avait à fomenter l'insurrection en Haute-Égypte et l'autre à prendre Alexandrie... L'expédition égyptienne a été dictée précisément par la même ignorance, la même folie et la même présomption, qui avait inspiré toutes ses entreprises antérieures<sup>(1)</sup>. » Sans être pour lui d'une aussi impitoyable sévérité, on doit convenir qu'il s'est trompé sur beaucoup de points.

Il est de fait que son évaluation de l'effectif français (environ 13.000 hommes) s'est trouvée notablement inférieure à la réalité (environ 23.000 hommes); par suite, l'effectif qu'il a mis à la disposition d'Abercromby, — 15.000 hommes bientôt portés à 17.000, — a été numériquement faible, par rapport aux ressources dont disposait l'armée ennemie, pour une résistance que, convenablement commandée, elle pouvait opposer. Sans doute Dundas a-t-il fait entrer en ligne de compte les forces ottomanes, avec lesquelles il prévoyait des opérations concertées, et a-t-il cru faire les choses largement en accordant 17.000 hommes, quand le Grand Vizir ne lui en avait jamais demandé plus de 10.000<sup>(2)</sup>: mais il n'a pas pris soin d'approfondir ce qu'on pouvait légitimement attendre d'une armée turque. Ses vues sur les opérations des deux corps expéditionnaires dirigés vers l'Égypte ont été d'une extrême imprécision. La limite qu'il a tracée à l'action des troupes d'Abercromby, en restreignant leur objectif à la prise d'Alexandrie, a été plus théorique que pratique: car il était évident que, pour prendre Alexandrie, l'assaillant devrait d'abord battre l'armée française, qui ne s'y serait pas enfermée tout entière. Ses calculs ont été inexacts, quant à l'époque où le corps méditerranéen serait en

<sup>(1)</sup> FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 865.

<sup>(2)</sup> Cf. WALSH, *Journal of the late campaign in Egypt*.



état d'opérer. Le plan qu'il avait tracé à la diversion en Haute-Égypte était tout ce qu'il fallait pour envoyer les troupes de l'Inde et du Cap au-devant d'un grave échec, si la Haute-Égypte eût encore été tenue par les Français. Les délais qu'il a prévus pour la concentration, les préparatifs et le transport des contingents, tant de la Méditerranée que de l'Inde et du Cap, ont été d'une flagrante insuffisance. Il a enfin préjugé de la facilité et de la rapidité du succès avec une assurance que ses dispositions ne justifiaient pas. En annonçant à Abercromby un complément d'effectif de 3000 hommes, prélevés sur l'armée du Portugal, il lui a déclaré « compter fermement qu'avec ce supplément d'effectif, le général accomplirait toute la tâche attendue de lui, sans éprouver résistance ni pertes sérieuses, et serait en mesure de renvoyer en Angleterre la totalité de son corps, excepté la garnison d'Alexandrie, dans le courant de l'été suivant <sup>(1)</sup> ». Le 2 décembre 1800, en l'informant de l'attitude menaçante des Russes et le mettant en garde contre la possibilité d'une attaque par les Dardanelles, il a conclu que cette situation « imposait une diligence encore plus grande dans la campagne contre l'Égypte, de manière à rendre disponible une importante partie de la flotte, pour le service dans la Baltique : commentaire qui prouve combien était burlesque sa méconnaissance du véritable état des affaires dans la Méditerranée <sup>(2)</sup> ». Sa confiante impatience était d'autant plus déplacée qu'il avait par lui-même pourvu à moins, que son général devait, par sa faute, pourvoir ou suppléer à plus, et que les garanties du succès se trouvaient moins assurées par l'organisation sommaire et défectueuse de l'expédition. C'est que « Dundas avait originellement projeté l'expédition d'Égypte avec une notion très imparfaite des difficultés qu'elle pourrait avoir à rencontrer <sup>(3)</sup> ». Il n'en avait pas suffisamment appelé de la conclusion optimiste, que lui-même et ses collègues avaient tirée de correspondances interceptées, notamment du premier rapport de Kléber, sur la faiblesse et le dénuement de l'armée française <sup>(4)</sup>. Il ne s'était pas éclairé sur les conditions matérielles d'un débarquement de vive force et

<sup>(1)</sup> FORBESCU, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 803-804. Octobre 1800.

<sup>(2)</sup> *Idem*, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 807.

<sup>(3)</sup> *Dropmore papers*, t. VII, introduction, p. xi.

<sup>(4)</sup> *Ibid.*, t. VI, introduction, p. LIII.

d'une campagne en pays africain; et, raisonnant précipitamment sur des données inexactes ou incomplètes, il avait mal réalisé une idée remarquablement juste. Ses erreurs de fait et de jugement ne sont pas sans diminuer son mérite comme initiateur d'une opération utile, opportune, venant à son heure, mais si mal conçue et préparée par lui, qu'elle aurait pu et peut-être dû s'en ressentir dans l'exécution et le résultat.

Mieux informés des difficultés probables de la tâche, les ministres britanniques l'eussent-ils entreprise? On en peut douter, étant donnée la peine qu'ils eurent à s'y décider, en la croyant plus facile qu'elle ne l'était en réalité. S'ils avaient été exactement renseignés sur les forces des Français, sur le temps nécessaire à Abercromby pour rassembler ses troupes et les amener à pied d'œuvre, sur celui que prendrait le contingent des Indes à gagner la côte égyptienne de la mer Rouge, sur les obstacles de toute nature, peut-être, — ne pouvant pas tabler sur l'infériorité du commandement français, — auraient-ils reculé devant des risques supérieurs à ceux qu'il leur convenait de courir. Peut-être auraient-ils été fort embarrassés pour y faire face avec des moyens mieux appropriés. Si bien qu'en fin de compte, ils n'ont probablement osé l'expédition d'Égypte que faute d'en avoir bien mesuré les difficultés plausibles, d'avoir eu pleinement conscience de leur audace.

### III

Tel qu'il est, avec ses imperfections et ses lacunes, le projet d'expédition militaire en Orient n'en a pas moins fait franchir un pas décisif à la politique anglaise par rapport à l'Égypte. Peu de temps auparavant, lord Spencer avait écrit à Sidney Smith<sup>(1)</sup> : « La seule opinion que je puisse maintenant hasarder à ce sujet est que, tant qu'il restera en Égypte une colonie française armée ou désarmée, turque ou païenne (quels qu'ils soient, sauf Français, cela n'a pas d'importance), il sera pour nous absolument nécessaire de la surveiller très attentivement, et d'avoir pour cet objet une force navale des deux côtés de ce pays ». De cette conception, qui limitait ses devoirs à une attentive surveillance et à un étroit blocus maritime,

<sup>(1)</sup> BARROW, *Life and correspondence of Admiral Sir William Sidney Smith*, t. II, p. 59.

le Gouvernement britannique a désormais passé à une autre : celle que Pitt définira, au mois de mai 1801, en disant qu'« on ne pouvait se dispenser d'envoyer des troupes en Égypte, à moins de se résigner à l'abandonner à la France, ce dont ses contradicteurs mêmes ne niaient pas la gravité pour l'Angleterre »<sup>(1)</sup>. L'expédition n'aurait-elle pas produit, dans les délais prévus, les résultats militaires qu'on en attendait à Londres, elle serait toujours diplomatiquement utilisable. Bonaparte, — expose un historien anglais, — comprenait que, dans les négociations auxquelles il pressait pour une paix générale, « la nation qui occupait l'Égypte posséderait un énorme avantage pour mener un marchandage. Les ministres britanniques étaient pleinement conscients de ce fait; et Dundas était prêt à soutenir, pour des fins diplomatiques, que la possession de l'Égypte était en contestation, depuis le moment où les troupes d'Abercromby seraient rassemblées à leur rendez-vous final »<sup>(2)</sup>. » Sous l'aiguillon de la paix, dont il commence à sentir les piqures, le Gouvernement anglais a donc compris la nécessité de disputer matériellement et directement l'Égypte à la France.

En avance sur lui, certains de ses sujets se demandent déjà ce qu'il conviendra d'en faire ou d'y faire, après en avoir fait sortir les Français. La préparation d'une expédition militaire anglaise destinée à l'Égypte a été de notoriété publique en Angleterre en novembre 1800. Une revue de ce temps annonce en effet que 16.000 hommes ont été embarqués pour s'y rendre. Toute offre de négocier pour l'évacuation ayant été, dit-elle, péremptoirement repoussée, l'armée française ne pourra être expulsée que par la force. Un membre de la Compagnie du Levant, P. Abbott, adresse alors à Grenville un mémoire<sup>(3)</sup> sur l'importance, pour l'Angleterre, de garder Malte, prise en septembre précédent : « La Sicile et l'Égypte pourront ainsi, dit-il, être mieux protégées contre les tentatives futures des Français ». L'île qui a été la première étape de Bonaparte dans sa conquête de l'Égypte doit donc demeurer entre les mains de l'Angleterre,

<sup>(1)</sup> STANHOPE, *William Pitt et son temps*, t. III, p. 331.

<sup>(2)</sup> FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 812.

<sup>(3)</sup> *Dropmore papers*, t. VI, p. 386 et suiv. P. Abbott à Grenville, 20 novembre 1800. Il y avait un membre de la Chambre des Communes du nom d'Abbott.

pour lui servir à barrer aux Français la route de l'Égypte, s'ils sont tentés de s'y lancer une seconde fois. Mais ce ne sera pas là la seule précaution à prendre. « Quand l'Égypte, écrit Abbott, sera délivrée de ses présents envahisseurs, le premier devoir de notre Gouvernement sera évidemment d'adopter des mesures pour mettre ce pays en un convenable état de défense. Les ennemis de l'Angleterre se rendent parfaitement compte combien nous sommes vulnérables par cette voie; et nous ne nous rendons pas moins compte que la France s'efforcera, à chaque occasion favorable, de prendre pied en Égypte d'une manière permanente, dans le but général d'attaquer nos possessions dans l'Inde. » Avoir mis les Français hors de l'Égypte ne sera donc pas tout; il faudra encore faire en sorte qu'ils n'y puissent pas rentrer. Sans doute n'est-il pas dit que ce doive être en y restant soi-même : mais on ne voit guère comment le pays pourrait être « mis dans un convenable état de défense », sans que l'Angleterre y veillât par elle-même, au moins pendant le temps nécessaire à l'organisation de fortifications et à celle d'un gouvernement stable. L'Angleterre n'aura donc pas, dans la pensée d'Abbott, paré à ses intérêts en se bornant à remettre l'Égypte aux mains de la Turquie. La France n'est pas, au surplus, la seule ennemie dont il redoute une nouvelle entreprise contre la vallée du Nil. Les notoires projets français contre l'Inde sont, dit-il, « moins inquiétants pour nous que l'énorme ambition et l'insidieuse politique d'une autre puissance ». Cette puissance est la Russie, sur laquelle la réconciliation de Paul I<sup>er</sup> et de Bonaparte attire de nouveau l'attention et les défiances des Anglais.

Au même moment et pour des raisons analogues, le sort de l'Égypte après l'expulsion des Français préoccupe par anticipation Spencer Smith, resté à Constantinople comme secrétaire de lord Elgin. Lui aussi a su, en novembre 1800, la résolution prise par son Gouvernement d'intervenir par les armes. C'en est assez pour qu'il épilogue sur la politique à suivre en Égypte après la victoire. Il ne croyait pas, — et cette prévision fait honneur à son jugement, — que la Porte soumit jamais les Beys à une effective obéissance. « Les moyens et l'extraordinaire activité des Français, — écrit-il à Grenville<sup>(1)</sup>, — n'ayant pas opéré l'extirpation des Mameluks, on

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. VI, p. 397-398. Spencer Smith à Grenville, 30 novembre 1800.

peut difficilement supposer que la puissance décadente de la Porte ottomane y réussisse jamais. » Cette milice s'était, selon lui, « montrée la plus formidable armée irrégulière du monde ». Grâce à une éducation tout entière consacrée aux exercices militaires, les Mameluks étaient si experts dans leur manière particulière de faire la guerre, que 2000 d'entre eux avaient résisté à 30.000 Turcs envoyés contre eux en 1785-1786, et en avaient finalement triomphé<sup>(1)</sup> : ainsi, du moins, se l'imaginait Spencer Smith. Les Beys réfugiés dans la Haute-Égypte étaient décidés, disait-il, à s'assurer désormais l'avantage d'infanterie régulière et d'artillerie légère, qu'ils avaient vu employer par leurs vainqueurs. Leurs dispositions hostiles aux Turcs étaient si bien connues des Français que beaucoup d'entre ces derniers, individus aventureux, songeaient à en profiter pour se maintenir dans le pays, au cas où la colonie française serait anéantie par des forces supérieures. Ici, Spencer Smith glissait, plus ou moins à propos, un éloge des services de son frère. La collusion entre Mameluks et Français avait été, prétendait-il, contrecarrée par le commodore, qui avait, par l'intermédiaire de son secrétaire, Keith, entretenu des relations secrètes avec Mourad bey. Mais les renseignements recueillis grâce à ces relations mêmes l'avaient convaincu que « jamais Mourad et son parti ne courberaient la tête sous le joug ottoman ». Encore moins se laisseraient-ils supplanter par le rapace et impitoyable « ministre du camp »<sup>(2)</sup>, dont la mauvaise foi était si bien établie, que les chefs mameluks le soupçonnaient de vouloir les envoyer tous comme esclaves à Constantinople, si l'évacuation de l'Égypte avait lieu.

Dans ces conditions, l'Angleterre ne pourrait réussir à restaurer la souveraineté turque en Égypte sous sa forme antérieure à l'usurpation des Mameluks. Mais, le pourrait-elle et le ferait-elle que, selon toute vraisemblance, les Turcs ne conserveraient pas leur autorité douze mois après le départ des secours anglais. Car, leur nullité était celle de dégénérés et leur impopularité profonde : l'épithète d'*Osmanli* en Égypte n'était pas

---

<sup>(1)</sup> Allusion à l'expédition du capitán-pacha. Voir notre ouvrage : *Autour d'une route ; l'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle.*

<sup>(2)</sup> C'est-à-dire le Grand Vizir, qui commandait l'armée ottomane et se déplaçait avec le camp.

*Documents*, n° 4.



moins déplaisante que le surnom de *Yankeedoodle* en Amérique. De sorte qu'en fin de compte le sultan ne serait jamais qu'un suzerain nominal, les Mameluks ressaisiraient la réalité du pouvoir, l'anarchie renaîtrait, et la province resterait toujours exposée à un coup de main de la France. « Le moment, dès lors, n'est-il pas venu pour nous de prendre nos mesures? interroge Spencer Smith. Est-ce que notre intérêt national ne paraît pas exiger que le gouvernement de l'Égypte soit rendu assez stable et puissant pour se protéger lui-même? Ne convient-il pas que nous soyons, avec ce gouvernement vassal, en termes d'amitié d'autant plus étroits, que le lien le rattachant à notre alliée ottomane peut se relâcher au point de compromettre la sécurité de notre pays et le bénéfice des avantages commerciaux, auxquels nous donnent droit nos traités avec la Porte? »

Spencer Smith n'indique pas la manière dont il faudrait s'y prendre, pour rendre le gouvernement des Mameluks « stable et puissant » au Caire, et pour établir entre lui et l'Angleterre d'étroits liens d'amitié. Mais il montre dans la communication maritime avec l'Inde le principal intérêt anglais à préserver en Égypte et conseille d'y pourvoir par une installation immédiate et permanente sur la côte égyptienne de la mer Rouge, à Kosseir.

« Le sol et le climat, dit-il, sont relativement si beaux en Égypte, que les Beys gouvernants ne sont pas tentés d'étendre leurs conquêtes, ni de développer leur commerce vers l'Orient au delà d'un vieux trafic routinier avec l'Arabie, consistant principalement dans l'échange de blé, de café et de marchandises des Indes. » Ce qu'ils ne faisaient pas, il fallait le faire à leur place. Les marchandises indiennes pourraient être fournies à la mer Rouge par la Compagnie anglaise des Indes, comme elles l'étaient au golfe Persique : et cela, moins pour la valeur propre de ce commerce, que pour l'enlever à d'autres mains. La Compagnie devrait profiter des circonstances pour chercher à obtenir « l'autorisation d'établir une factorerie permanente sur la côte occidentale de la mer Rouge ».

Spencer Smith rappelait que, lorsque les troupes débarquées à Suez par le colonel Murray avaient dû s'en retirer<sup>(1)</sup>, son frère avait suggéré à cet

---

<sup>(1)</sup> Nous avons signalé qu'à peine la convention d'El-Arich signée, un petit contingent anglais, sous les ordres du lieutenant-colonel Murray, avait pris possession de



officier de s'emparer de Kosseir : « l'endroit, disait-il, où M. Eyles Irwin débarqua de Yambo; reportez-vous à ses voyages <sup>(1)</sup> ». A Kosseir, les Français avaient construit une redoute, commandant les seuls points d'eau potable dans les environs; grâce à ce poste, ils avaient miné l'influence du sultan de Constantinople sur le Chérif de La Mecque et fait tomber ce prince arabe sous leur dépendance, pour l'approvisionnement de ses États en blé. C'était là que Spencer Smith voyait l'emplacement d'une factorerie anglaise. « Je crois, écrivait-il, que les ouvrages français à Kosseir sont à l'abri de l'insulte. Mais si nous arrivions à nous rendre maîtres de cette place, par une force convenable que nous seuls pouvons employer de ce côté, 3 à 500 hommes seraient peut-être une garnison suffisante pour la tenir. De là, la communication avec le Nil n'est que de 40 heures de marche jusqu'à Kéneh. Un tel établissement, tandis qu'il rendrait parfaite notre liaison avec les Beys <sup>(2)</sup>, leur conférerait aussi une influence prépondérante dans le Yémen. Votre Seigneurie voudra bien observer que je ne forme pas là un plan de campagne militaire contre l'Égypte; mes spéculations sont purement politiques. Je ne doute guère que Mourad bey, malgré sa paix ostensible avec Abdallah Menou, ne nous refuserait pas l'octroi d'une factorerie à Kosseir, à condition que nous lui fournissions les moyens de sauvegarder son pouvoir en Haute-Égypte, et pourvu que l'ouverture lui en fût faite opportunément et habilement, avant que son anglomanie eût disparu. »

De la factorerie qu'il souhaitait, Spencer Smith attendait une pénétration commerciale et politique dans l'hinterland et sur la côte opposée, tandis qu'elle ne pourrait pas offusquer beaucoup la Turquie, dont il diagnostiquait d'ailleurs la disparition prochaine :

« Ayant pris pied sur le rivage, nous pourrions, en peu d'années, attirer

---

Suez, d'où il fut chassé peu après la victoire de Kléber à Héliopolis (voir chapitre sur la convention d'El-Arich).

<sup>(1)</sup> Cf. *Autour d'une route; l'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Le voyage d'Irwin est résumé dans le chapitre : *Les mésaventures de l'Aventure et de ses passagers*.

<sup>(2)</sup> Mourad bey, avec les Mameluks de son parti, tenait la Haute-Égypte, en vertu d'un traité entre Kléber et lui.

les caravanes de l'intérieur de l'Afrique; et un établissement de ce genre ne donnerait pas beaucoup d'ombrage ici <sup>(1)</sup>, où prévaut la plus grossière insouciance de toute chose, en dehors de la tranquille possession du Caire, d'Alexandrie, de Rosette et de Damiette. En même temps, un peu de savoir-faire et de déférence pour le Pontife de La Mecque nous assurerait ses bonnes grâces et déblayerait notre chemin de tout scrupule islamique.

« Il est impossible de passer à Constantinople le temps que j'y ai vécu sans apercevoir que la politique destructive des Turcs les fera expulser d'Europe, peut-être même de nos jours. Votre Seigneurie ne peut pas ignorer quelles sont les puissances européennes qui spéculent le plus sur le démembrement graduel du territoire ottoman; je présume donc que vous vous accorderez avec moi à reconnaître qu'il est expédient pour l'Angleterre d'acquiescer au préalable un ascendant marqué, dans la région sur laquelle nous pouvons fixer nos regards, avec le moins de chances d'attirer l'attention et d'accroître la jalousie de nos voisins. »

Tandis que s'organise, au su d'Abbott et de Spencer Smith, l'expédition militaire qui doit disputer l'Égypte à la France, leurs suggestions à Grenville indiquent la nécessité, pour l'Angleterre, d'avoir désormais en Égypte une politique, peut-être même une emprise matérielle, et sont déjà les premiers balbutiements de cette politique, les premières ébauches de cette emprise.

#### IV

Dans leurs conversations avec Elgin, avant qu'il rejoigne Constantinople <sup>(2)</sup>, Pitt, Grenville et Dundas lui avaient déclaré que « le Gouvernement de Sa Majesté désirait que l'Égypte fût restituée aux Turcs ». Elle avait failli l'être, sans intervention des forces de terre britanniques, par la convention d'El-Arich. Ensuite, l'éventualité avait paru devenir trop lointaine pour que l'ambassadeur eût l'occasion de s'en occuper.

Mais lord Grenville avait, le 10 octobre 1800, annoncé à lord Elgin le prochain envoi, par la Méditerranée, de troupes anglaises destinées à

<sup>(1)</sup> C'est-à-dire à Constantinople, d'où écrit Spencer Smith.

<sup>(2)</sup> F. O. Turkey, 78/32. Elgin à Hawkesbury, 31 mai 1801.

opérer contre l'Égypte, sous le commandement de Sir Ralph Abercromby, et lui avait adressé en même temps des instructions et des suggestions, pour hâter et améliorer la préparation militaire des forces turques, qui devraient coopérer à la campagne d'Orient<sup>(1)</sup>. Elgin s'était empressé de communiquer cette bonne nouvelle aux ministres du sultan et, dans une conférence tenue avec eux à la fin de novembre, avait demandé et obtenu la promesse du concours des forces ottomanes de terre et de mer<sup>(2)</sup>. Toutefois, comme il y avait loin d'une promesse de la Porte à l'exécution de la parole donnée, il devait encore s'employer à ce que cet engagement ne restât pas lettre morte. Cette ingrate besogne, qui rappelle la tâche échue à Sidney Smith en janvier et février 1799, occupe Elgin pendant qu'Abercromby rassemble son corps expéditionnaire et n'est pas sans lui procurer mainte désillusion : difficiles à arracher à la Porte, les ordres aux autorités militaires étaient encore plus difficiles à faire appliquer ; désireux et même impatient d'un secours effectif, les Turcs étaient en même temps soupçonneux et défiants envers leurs alliés anglais ; la Russie, dont l'hostilité contre l'Angleterre allait s'accroissant, était à l'affût de tous les prétextes pour semer la mésintelligence<sup>(3)</sup>. Bref, dès la fin de décembre 1800, Elgin fait si peu de fond sur le concours militaire ottoman qu'il conseille à Londres d'augmenter le nombre des troupes britanniques mises à la disposition d'Abercromby<sup>(4)</sup> et, en février 1801, il constate que les diverses autorités locales avaient pratiquement très peu avancé les affaires, que la proclamation du sultan aux habitants de l'Égypte n'était même pas prête, et que le général Abercromby, arrivé entre temps sur la côte d'Asie Mineure, n'avait avec lui ni un soldat turc, ni un personnage ottoman possédant la confiance du gouvernement<sup>(5)</sup>. C'est au point qu'à la fin du même mois, jugeant critique la situation politique et diplomatique à Constantinople, il presse Abercromby d'entrer en campagne sans plus de délai, même sans le secours des forces turques dont il a, dit-il, tout fait pour

<sup>(1)</sup> F. O. Turkey, 78/30. Grenville à Elgin, 10 octobre 1800.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, 78/30. Elgin à Grenville, 21 novembre 1800.

<sup>(3)</sup> *Ibid.*, 78/30. Elgin à Grenville, 22 décembre 1800, 9 février 1801.

<sup>(4)</sup> *Ibid.*, 78/30. Elgin à Grenville, 22 décembre 1800.

<sup>(5)</sup> *Ibid.*, 78/30. Elgin à Grenville, 9 février 1801.

obtenir une coopération efficace, mais qu'il n'y a pas lieu d'attendre plus longtemps <sup>(1)</sup>.

Ces mécomptes, ces dégoûts et les conclusions qu'Elgin en tire, quant à l'incurie, au désordre et à la timidité cauteleuse des Turcs, l'amènent rapidement à se demander, lui aussi, si l'Angleterre n'aurait pas des précautions à prendre, par rapport à l'Égypte, pendant la campagne et quand elle en aurait expulsé les Français. « Si, écrit-il, l'armée anglaise est victorieuse, quand devra-t-elle quitter l'Égypte? Et quelle conduite devra-t-il être tenu au nom de Sa Majesté, en ce qui concerne le règlement de la situation intérieure de ce pays? Votre Seigneurie sait bien combien divers sont les éléments en compétition dans cette province. Les Beys ont été, je crois, très affaiblis pendant le cours de la lutte actuelle. Les Turcs, d'autre part, sont cruels et indisciplinés au suprême degré, et la peur qu'ils inspirent opérera sur les habitants plus qu'on ne saurait le dire. Peut-être certaines mesures pourront-elles être trouvées, qui soient propres à nous concilier la bonne volonté des habitants en faveur de nos opérations; je voudrais espérer, toutefois, que ces mesures pussent être imaginées de manière à ne pas engager essentiellement Sa Majesté par rapport au règlement général <sup>(2)</sup>. Il m'appartient d'ajouter que, s'il était jugé nécessaire de nommer qui que ce fût d'autre que des Anglais à des situations accréditées <sup>(3)</sup> en Égypte, ce serait très désavantageux <sup>(4)</sup>. Je ne connais actuellement dans ce pays-ci <sup>(5)</sup> personne de qualifié pour de telles situations. Si M. Baldwin <sup>(6)</sup> doit reprendre son poste à Alexandrie ou qu'un successeur doive lui être désigné, la personne doit, à mon avis, assumer

<sup>(1)</sup> F. O. Turkey, 78/30. Elgin à Grenville, 9 février 1801.

<sup>(2)</sup> C'est-à-dire au règlement général des affaires d'Égypte. Elgin voudrait que les promesses à faire, les mesures à prendre, la politique intérieure à suivre en Égypte, dès la période des opérations militaires, n'impliquassent pas positivement le Gouvernement anglais dans la solution de la question intérieure.

<sup>(3)</sup> C'est-à-dire à des postes de résidents ou de consuls.

<sup>(4)</sup> Pour l'intérêt anglais naturellement.

<sup>(5)</sup> Le pays où est Elgin, la Turquie.

<sup>(6)</sup> George Baldwin, ancien consul général d'Angleterre en Égypte. Cf. premier chapitre du présent ouvrage et notre *op. cit.* *Autour d'une route; l'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle.*

ses fonctions immédiatement et avant que l'armée quitte le pays. Je n'ai pas besoin de dire combien importantes deviennent ces situations<sup>(1)</sup>. »

Le rôle de l'armée anglaise en Égypte pouvait donc, au jugement d'Elgin, ne pas être terminé avec la défaite de l'armée française et son expulsion espérée; elle pouvait avoir à y rester provisoirement, soit que, la guerre continuant, il fallût prévenir le retour offensif de la France, soit que, la paix conclue, il y eût néanmoins avantage à maintenir une force sur la position conquise. D'ores et déjà, la tâche de l'Angleterre en Égypte ne devait pas se borner à y faire combattre ses soldats. L'intérêt même des opérations exigerait une certaine ingérence dans les affaires intérieures égyptiennes, une politique indigène, une attitude envers les Turcs et les Mameluks, en rivalité entre eux. En tout cas, il ne pouvait plus s'agir de se désintéresser de l'Égypte, comme l'on avait fait jusqu'en août 1798, de n'y même pas avoir un consul. Il faudrait y établir, et tout de suite, dès qu'on y aurait pris pied, une représentation consulaire, assurée par des agents de nationalité britannique, dont la mission aurait de l'importance. Telles sont, au premier abord, les idées de l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople.

Elles s'élargissent et se font plus audacieuses, au contact des difficultés qui, quotidiennement, l'impatientent contre une alliée, dont la décrépitude lui apparaît de plus en plus. En février 1801, il passe la revue des faits dont il lui semble qu'il y ait à tenir compte dans les arrangements à prendre, « non seulement par rapport à l'Égypte, mais aussi par rapport aux vues et au système de l'Angleterre, dans l'avenir, envers l'Empire ottoman ». Dès novembre 1799, il avait, rappelle-t-il, attiré l'attention de son Gouvernement sur la faiblesse du Gouvernement turc et la dissolution graduelle de la puissance ottomane. Maintenant, il voyait l'armée du Vizir faible, les firmans du sultan dédaignés, les ordres de la Porte désobéis, au delà du rayon où l'autorité suprême pouvait s'exercer directement. Si la jalousie de la Turquie envers les forces anglaises de terre avait pu être apaisée peu à peu, au point qu'elle-même en requit l'assistance, cependant, elle ne désirait pas seulement recouvrer l'Égypte, mais encore avoir l'air de diriger les opérations : et cela, entre autres motifs, pour se garder,

<sup>(1)</sup> F. O. Turkey, 78/30. Elgin à Grenville, 22 décembre 1800.



dit Elgin, « contre toute prétention que nous pourrions incliner à élever, contre toute démarche que nous pourrions faire en vue de nous établir nous-mêmes en Égypte, après l'expulsion des Français ». Ce soupçon n'est pas, aux yeux de l'ambassadeur, une raison pour que l'Angleterre s'interdise d'assurer ses intérêts comme bon lui semblera. « En tout cas, écrit-il, nous serons, si nous avons la victoire, en droit de prétendre à quelque compensation; mais si nous ne sommes redevables aux Turcs d'aucune part de notre succès, nous aurons assurément plus de latitude pour déterminer les arrangements qu'il pourra être opportun d'établir en Égypte, en ce qui concerne, soit le Gouvernement turc, soit les Beys, soit nos propres intérêts immédiats<sup>(1)</sup>. » Les arrangements à prendre en Égypte, en cas de victoire, peuvent donc, dans la pensée d'Elgin, aller jusqu'à pourvoir aux « propres intérêts immédiats » de l'Angleterre, formule élégante qui permet à peu près tout.

Lord Grenville paraît avoir laissé sans réponse les lettres qui le présentaient ou le conseillaient sur cette délicate matière. Le second rapport d'Elgin, daté du 9 février, devait d'ailleurs être reçu à Londres par un nouveau ministre des Affaires étrangères, le Cabinet Pitt étant tombé à ce moment même<sup>(2)</sup>. On ignore donc si les vues de Pitt, de Grenville et de Dundas, sur l'avenir de l'Égypte, étaient restées, après qu'ils eussent décidé l'expédition d'Abercromby, les mêmes qu'au moment où ils avaient mis Elgin en route pour Constantinople. Peut-être la victoire et la possession d'état les eussent-elles, ensuite, fait entrer dans les vues de leur ambassadeur, qui s'accordaient bien avec leur politique pratique et forte. Amené au pouvoir par un courant pacifique, le ministère Addington naquit plus faible et plus timoré. Le successeur de Grenville aux Affaires étrangères, lord Hawkesbury, ne répondra aux questions et aux suggestions d'Elgin que lorsque, déjà, de premiers succès militaires remportés en Égypte lui feront espérer une heureuse issue de la campagne : et ce sera alors pour affirmer, au nom du Gouvernement anglais, un complet désintéressement de principe, n'excluant toutefois, ni une prolongation d'occupation, ni des mesures à prendre pour mettre l'Égypte à l'abri

<sup>(1)</sup> F. O. Turkey, 78/31. Elgin à Grenville, 9 février 1801.

<sup>(2)</sup> En février 1801.

d'une agression future. « Dans l'éventualité où les Français seraient expulsés d'Égypte, c'est la détermination arrêtée et inviolable de Sa Majesté de restituer à la Porte la totalité de cette province, et de ne prendre à la direction de celle-ci aucune autre part que de stationner une garnison britannique sur quelque partie de la côte jusqu'à la paix générale, ou pendant telle autre courte période de temps sur laquelle on se fût ultérieurement mis d'accord, dans l'intention de concerter avec la Porte les moyens de protéger l'Égypte contre tout autre dessein d'invasion que le Gouvernement français pourrait entretenir et que, d'après la disposition des gouvernants actuels de la France, il y a toute raison de croire qu'ils saisiraient chaque occasion favorable de mettre à exécution<sup>(1)</sup>. » Pour catégorique et solennelle que fût l'affirmation de principe, qui commençait cette longue phrase, elle était suivie d'assez d'incidentes pour y laisser espérer, dans la pratique, quelques dérogations.

## V

C'était plus qu'il n'en fallait pour répondre au vœu de la majorité des Anglais. Il n'existait pas alors, en Angleterre, de courant d'opinion pour l'incorporation de l'Égypte à l'Empire. Il n'en existait que pour la sauvegarde et le développement des intérêts britanniques dans l'Inde : et ces intérêts, au jugement des personnes qui les avaient le plus à cœur, n'exigeaient pas une mainmise anglaise sur l'Égypte. Il y avait quelques mois à peine qu'Eyles Irwin avait publié une troisième brochure, intitulée : *L'échec de la croisade française ou les avantages qui résulteront pour la Grande-Bretagne de la restitution de l'Égypte aux Turcs*<sup>(2)</sup>. Ce titre seul indique déjà que l'auteur, pour soucieux qu'il fût de la sécurité et de la prospérité des Indes britanniques, s'accommodait parfaitement du retour de l'Égypte à la domination ottomane. Écrivant à un moment où il s'attendait à voir ce pays restitué à ses anciens maîtres et les Français

<sup>(1)</sup> F. O. Turkey, 78/31. Hawkesbury à Elgin, 19 mai 1801.

<sup>(2)</sup> *Gentleman's Magazine*, numéros de mars et de juin 1800.

complètement détruits<sup>(1)</sup>, il avait dit : « La recouvrance de l'Égypte, d'après les dernières nouvelles officielles, n'étant pas moins apparente à mes yeux que le prompt anéantissement de l'armée française, je me jugerais impardonnable de me taire sur les bénéfices qui s'imposent à mon esprit comme devant résulter de ces événements pour la nation britannique, dans l'intérêt des lettres et du public en général, par l'intermédiaire de la Compagnie des Indes orientales ». L'intérêt des lettres est mis là pour donner à entendre qu'il n'aurait rien à perdre, tout au contraire, au départ d'Égypte de l'incomparable cohorte de savants et d'artistes que Bonaparte y avait conduits et laissés, et dont les admirables travaux n'avaient pas été sans éveiller en Angleterre l'attention et parfois la jalousie. Cédant à ce sentiment de concurrence plus que d'émulation, Irwin veut que « la récupération de l'Égypte et sa probable réduction en province turque » profitent à l'avancement des sciences; il recommande même un savant, M. Ouseley. « En faisant alliance amicale avec les Turcs, nous serons, dit-il, aussi familiarisés avec les ruines de Thèbes qu'avec celles des Indes. » Mais un autre résultat, d'ordre plus pratique, doit aussi en découler : c'est ce passage aux Indes par la mer Rouge et Suez, qu'Irwin a lui-même tenté en 1777, et par où, la même année, « M. Whitehill, gouverneur de Madras, alla de Londres à son poste en 60 jours ». L'ouverture de cette route, « plus économique et plus facile que celle du cap de Bonne-Espérance », est le grand avantage que l'Angleterre doit s'assurer en Égypte et procurer à sa Compagnie des Indes orientales par la bienveillance des Turcs, remis en possession de leur province. La ruine de l'entreprise française en Égypte doit donc permettre aux Anglais de reprendre à leurs ennemis un projet où ceux-ci ont échoué, de revenir à une ancienne idée, qui avait engendré, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, bien des initiatives, des campagnes diplomatiques et des rivalités<sup>(2)</sup>. Pour la réaliser il suffira, selon Irwin, que l'Égypte ottomane soit désormais un champ d'activité ouvert à la Compagnie des

---

<sup>(1)</sup> Irwin écrit sans doute au moment où l'on croyait à Londres que l'armée française s'embarquerait en vertu de la convention d'El-Arich, mais serait capturée en mer par la flotte de lord Keith, en vertu de l'ordre en conseil du 17 décembre 1799.

<sup>(2)</sup> Cf. nos ouvrages : *Autour d'une route; l'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle* et *Les origines de l'Expédition d'Égypte*.

Indes orientales, qui y sera génératrice de progrès scientifique, au profit du monde intellectuel en général, véhicule de trafic commercial et de correspondance postale au profit de l'Angleterre et de son domaine indien. Quant à la sécurité de ce domaine, elle sera assurée, — indépendamment d'une force militaire respectable dans l'Inde, — par la maîtrise britannique des Océans et par l'exemple même qu'aura donné l'échec de l'expédition française en Égypte : « Tant que la Grande-Bretagne sera maîtresse des mers, les vues de Bonaparte, où qu'elles aient pu être dirigées, doivent infailliblement être déjouées... Son entreprise, par l'issue qu'elle aura eue, servira plutôt à fortifier la confiance publique qu'à mettre en danger nos possessions aux Indes. » Les intérêts de celles-ci peuvent ainsi se satisfaire à peu de frais en Égypte.

Ils se satisfont à moins bon compte, selon les vues d'un compatriote d'Irwin, comme lui versé de longue date dans les questions de commerce et de correspondance anglo-indienne. Garder l'Égypte après l'avoir enlevée à la France, a été d'emblée l'idée d'un homme sans grand crédit ni situation, mais ayant joué un rôle actif, voire considérable, dans les affaires égyptiennes pendant un quart de siècle, de 1775 à 1798 : George Baldwin<sup>(1)</sup>. L'ancien consul général d'Angleterre au Caire avait, depuis son départ d'Alexandrie, erré en Italie et, chassé de Toscane par la bataille de Marengo, venait d'arriver à Naples, quand l'avaient joint des lettres du général Abercromby et de l'amiral lord Keith, l'invitant à accompagner l'expédition qui partait à la conquête de son ancienne résidence<sup>(2)</sup>. Il avait rallié la flotte anglaise à Malte. Vingt ans de sa vie s'étaient passés à appeler de ses vœux l'expédition maintenant prête à s'ébranler. Mais tel était son esprit de contradiction qu'au moment où elle allait se mettre en branle, il eût voulu lui voir prendre, pour commencer, une autre direction. Son avis était que les troupes britanniques auraient d'abord mieux affaire en Italie, pour déjouer un plan supposé de coalition franco-austro-russe, visant à la

---

<sup>(1)</sup> Voir notre ouvrage : *Autour d'une route; l'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle*. Cf. aussi le chapitre 1 du premier volume.

<sup>(2)</sup> D'après un rapport en arabe reçu par l'État-Major de Bonaparte pendant le siège de Saint-Jean d'Acre, Baldwin eût été dans la place assiégée. Cf. DE LA JONQUIÈRE, *op. cit.*, t. IV, p. 309. C'était une erreur. Baldwin, à cette époque, était en Italie.

destruction de l'Empire ottoman. Ignorant combien le besoin de la paix se faisait déjà sentir à son pays et combien, par suite, il était urgent pour l'Angleterre de contester au moins la possession de l'Égypte à la France, avant que des pourparlers pacifiques devinssent inévitables, il pensait que l'expédition prête à mettre à la voile viendrait mieux à son heure après une opération en Italie. Mais, sous réserve de cette étrange opinion, Baldwin est resté un partisan aussi convaincu que jadis de l'intervention et de l'occupation militaire anglaise en Égypte. « Persuadé comme je le suis, écrit-il alors <sup>(1)</sup>, du triomphe de nos armes en Italie, il ne s'ensuit pas du tout que je consentirais à la simple évacuation de l'Égypte : je la prendrais par la force des armes. Car la possession de l'Égypte, parce qu'elle est devenue entre la France et l'Angleterre une question *du tien ou du mien*, sera une mesure indispensable à la préservation de la domination britannique dans les Indes orientales. Et, eu égard aux conditions de la puissance ottomane, elle ne peut être effectivement réalisée que par l'effet de nos armes. » Nous voilà loin des solutions anodines d'Irwin. L'idée que Baldwin exprime là dans une lettre que le départ précipité de l'expédition l'empêcha d'achever et d'expédier à Dundas, c'est la solution radicale du problème qui préoccupait au même moment Abbott, Spencer Smith, Elgin, Hawkesbury, Irwin. Ce problème se posant désormais pour lui sous la forme d'une alternative, — ou bien la France ou bien l'Angleterre maîtresse de l'Égypte, — la solution pour laquelle il se prononce est logiquement commandée par ses prémisses. Elle était, certes, encore plus en avance sur les destins que les vues plus courtes de ses contemporains et que celles de son Gouvernement. Il n'en est que plus significatif de la trouver formulée par un Anglais, à la veille de la lutte où devait se décider le sort de la domination française en Égypte.

Qui, en Angleterre, pensait à l'Égypte, au mois de juillet 1798? On peut répondre : personne. Or, nous venons de voir, de mars à décembre 1800, un membre de la Compagnie du Levant, un diplomate anglais à Constantinople, l'ambassadeur d'Angleterre à la Porte, le Ministre des Affaires étrangères de Londres, un ancien fonctionnaire de la Compagnie

---

<sup>(1)</sup> G. BALDWIN, *Political recollections relative to Egypt*, Londres, 1801, p. 88-89. Lettre de Baldwin à Dundas du 9 décembre 1800.



des Indes, l'ancien consul général d'Angleterre au Caire, examiner ou discuter ce qu'il conviendrait à leur pays de faire en Égypte, après l'avoir libérée des Français, quelle politique il y devrait suivre, s'il aurait lieu d'y maintenir une occupation, provisoire ou définitive, quel parti il en tirerait pour communiquer avec l'Inde, comment il la préserverait d'une nouvelle invasion française, etc. C'est là le résultat de l'expédition de Bonaparte en Égypte. Elle a créé de toutes pièces l'intérêt des Anglais pour ce pays.

Au moment où allait lever l'ancre, à Malte, la flotte qui portait les troupes d'Abercromby, une frégate anglaise amena dans le port une prise, une tartane française capturée dans sa traversée d'Alexandrie à Toulon. A bord se trouvait, entre autres passagers, Magallon, l'ancien consul général de France au Caire, qui avait, pendant tant d'années, réclamé une intervention de son Gouvernement en Égypte et tant contribué à faire décider l'expédition. Baldwin et lui purent échanger quelques mots, d'un bord à l'autre. « J'en viens et vous y allez? », interrogea Magallon. « Nous y allons, en effet, s'il plaît à Dieu », répondit Baldwin. Ce court dialogue entre les deux anciens collègues tire la morale de toute l'aventure. L'Anglais y allait, sur une flotte et avec une armée, parce que le Français en avait fait autant trois ans auparavant. Baldwin aurait pu dire à Magallon : « Je vous rends grâce, car vous nous avez attirés en Égypte ».



## CHAPITRE XV.

### LE DÉBARQUEMENT ANGLAIS D'ABOUKIR

#### ET LA BATAILLE DE CANOPE.

- I. — Retard subi par l'expédition de la Méditerranée. Séjour du corps expéditionnaire à Marmorice. Impréparation des Turcs. Les Anglais ne font pas fond sur la coopération militaire ottomane. La coordination n'existe pas avec le contingent anglo-indien attendu par la mer Rouge. Inquiétudes d'Abercromby. Proposition d'évacuer renouvelée à Menou par le Grand Vizir.
- II. — Situation respective des deux adversaires. Les Anglais pensent que les chances étaient contre Abercromby. Faiblesses du côté français. Insuffisance militaire de Menou. Méintelligence entre lui et certains de ses lieutenants.
- III. — Abercromby devant Aboukir. Circonstances qui retardent le débarquement de ses troupes. Son anxiété. Débarquement. Friant n'a que 1450 hommes à opposer aux Anglais. Pourquoi il ne dispose pas de davantage. Dispositions prises par Menou en prévision d'une attaque anglaise par la côte. Optimisme de Friant. Hantise de l'attaque turque par le désert. Menou et Reynier. Erreurs et illusions de Menou. Plein succès du débarquement britannique.
- IV. — Les Anglais dans la péninsule d'Aboukir. Nécessité pour eux d'occuper sans délai une position défendable. Appel de Friant à Menou. Jonction de Lanusse avec Friant. Malgré leur supériorité numérique, les Anglais jugent les Français avantageés sous le rapport de la position et de l'artillerie. Combat du 13 mars. Les Français évacuent la ligne du camp des Romains. Abercromby échoue contre les hauteurs de Nicopolis. Son inquiétude.
- V. — Menou à la nouvelle du débarquement d'Aboukir. Il ne réunit pas encore la totalité de ses troupes.
- VI. — État d'esprit et perplexité d'Abercromby à la veille de la bataille du 21 mars. Il préfère recevoir le choc plutôt que le donner, mais ne pourra pas longtemps différer d'attaquer. Les généraux français d'accord pour prendre l'offensive.
- VII. — Bataille de Canope. Force de la position anglaise. Feinte française éventée. Fautes de Lanusse. Échecs des assauts d'infanterie française. Menou ne commande pas. Rôle équivoque de Reynier et inaction de sa division. Charge de cavalerie de Roize. Retard de Menou à commander la retraite. Infériorité du commandement français.

## I

Avant de vendre la peau de l'ours, il fallait toutefois le mettre par terre.

L'organisateur même de l'expédition, tout en attendant d'elle plus qu'il n'était rationnel d'en attendre, n'osait s'en promettre positivement que l'occupation d'Alexandrie, et accessoirement celle de Rosette et de Damiette par-dessus le marché. En quittant le Ministère de la Guerre, à la chute de Pitt, Dundas conseillait encore à son successeur, Addison, de s'en tenir là et de ne pas prétendre à davantage. Pour marcher sur le Caire, il ne comptait pas sur les troupes britanniques, mais bien sur l'armée ottomane. A l'expédition anglo-indienne il assignait vaguement pour mission de soulever la Haute-Égypte.

Ce plan n'avait pas encore reçu le moindre commencement d'exécution, que déjà les prévisions de Dundas avaient subi un notable démenti, quant au délai dans lequel Abercromby pourrait avoir atteint les objectifs qui lui étaient désignés. En raison des faux calculs du ministre et des difficultés rencontrées par le général pour rassembler et ravitailler ses troupes, ce n'était que le 17 décembre 1800, qu'après avoir touché Minorque et Malte, elles avaient pu être rembarquées à La Valette, à l'effectif d'environ 17.000 hommes : donc, « à une date où la confiante ignorance de Dundas avait compté qu'elles auraient déjà gagné la côte d'Égypte » <sup>(1)</sup>. Le retard s'était ensuite augmenté de deux mois, janvier et février 1801, passés dans la baie de Marmorice, sur la côte d'Asie Mineure, au nord de Rhodes.

Un aussi long séjour à Marmorice avait été imposé par des considérations, dont Dundas ne s'était nullement avisé : d'abord par la rigueur de la saison, pendant laquelle l'état de la mer se prêtait peu à un débarquement; ensuite par la nécessité de mesures préliminaires, préparatifs, études, exercices. Il avait fallu entraîner les hommes à la manœuvre qu'ils allaient avoir à exécuter, munir de leurs instructions les officiers de l'armée et de la flotte, pourvoir aux lacunes du matériel maritime, à l'approvisionnement en eau des troupes sur les transports et à terre, à la

<sup>(1)</sup> FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 806.

remonte d'une partie de la cavalerie, à l'embarquement des chevaux, etc. Après avoir fait de son mieux pour s'équiper et s'outiller, Abercromby était cependant resté sans voitures ni animaux de trait; chose plus grave, le nombre de ses embarcations ne lui permettait pas de débarquer plus de 6000 hommes à la fois.

Cette circonstance donnait une importance particulière à la question de l'effectif ennemi. Or, il avait été impossible au général anglais de se procurer sur ce point une information précise et digne de foi. Tout ce qu'il avait pu apprendre est que les Français auraient eu 12.000 hommes de troupes régulières, plus des auxiliaires. Sidney Smith, il est vrai, évaluait leurs forces à un chiffre très supérieur : 30.000 combattants en tout. Mais, jugeant cette évaluation exagérée, Abercromby s'attendait à ce que l'ennemi ne pût pas mettre en ligne contre lui plus de 10.000 hommes : ce qui suffisait toutefois à le rendre perplexe sur le succès de son débarquement.

Sur l'armée ottomane il ne pensait pas pouvoir faire fond, pour un concours efficace. Dès qu'il avait reçu ses ordres pour l'expédition d'Égypte, il avait dépêché à Rhodes son chef d'État-Major-Général et deux officiers, pour se concerter sur des opérations communes avec le Grand Vizir, dont l'armée était à Jaffa. Mais, en dépit de cette précaution, des instructions envoyées de Londres à l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, et des efforts de lord Elgin, « il n'y avait pas trace de la moindre préparation de la part des Turcs : il n'avait pas été réuni de barques; les canonnières turques à Rhodes étaient sans équipages; aucun ravitaillement n'avait été assuré; il n'avait pas été envoyé de chevaux de Constantinople, pas amassé d'approvisionnements, excepté un peu d'orge... La Porte avait prodigué les promesses et les décrets, mais n'avait rien fait et, soit par apathie naturelle, soit par peur de la Russie, montrait toutes les dispositions à continuer. L'armée turque à Jaffa était sans magasins ni moyens d'avancer. Le capitain-pacha, qui avait emmené la flotte ottomane à Constantinople, en promettant solennellement de revenir immédiatement, déclarait maintenant ne pas pouvoir être de retour avant 40 jours. Il était plus qu'évident que les Anglais ne pouvaient compter que sur eux-mêmes<sup>(1)</sup>. »

<sup>(1)</sup> FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 808.

*Documents*, n° 4.



Pour vérifier les renseignements des officiers qui l'avaient précédé à Rhodes, Abercromby avait envoyé à Jaffa le général Moore : le rapport de celui-ci avait confirmé l'impréparation et le peu de valeur de l'armée turque. Le 22 janvier, écrit l'aide de camp d'un des divisionnaires anglais, « le major général Moore revint de Jaffa, où il avait été envoyé pour connaître les plans du Grand Vizir et concerter avec lui des mesures pour la campagne prochaine. Le résultat fut celui auquel on pouvait s'attendre : nos espoirs de succès ne peuvent être placés en aucune coopération de la part de Son Altesse. Car que pourrait-il être fait par une armée désorganisée, composée d'un ramassis d'hommes de tous les pays, de toutes les nations, sans aucune confiance dans ses officiers, sans discipline, sur laquelle ses chefs ont peu ou point d'autorité, sans aucuns magasins, enfin affectée par la peste meurtrière <sup>(1)</sup> ? »

Le Vizir, d'après le propre témoignage de Moore, lui avait paru « un vieillard faible d'esprit, dépourvu de tout talent et de la moindre connaissance militaire » ; l'armée turque, « une horde sauvage et ingouvernable ». L'état-major ottoman ignorait tout de la situation et de l'effectif des Français ; dans le camp des troupes régnaient le désordre et les épidémies <sup>(2)</sup>. Bref, les constatations de Moore dépassaient encore les appréciations les plus sévères de Sidney Smith sur les alliés orientaux de l'Angleterre et aboutissaient à cette conclusion qu'il serait vain de compter sur leur concours. Son rapport de mission fut si défavorable qu'Abercromby, qui avait, pour complaire au Vizir, accepté de substituer Damiette à Alexandrie comme premier objectif d'attaque, se hâta de revenir au plan de campagne primitif <sup>(3)</sup>. La seule raison de préférer Damiette à Alexandrie eût été d'écourter la distance entre les points de départ des armées anglaise et turque et de pouvoir entreprendre, aussitôt Damiette enlevée, une

<sup>(1)</sup> THOMAS WALSH, *Journal of the late campaign in Egypt...*, Londres, 1803, p. 54.

<sup>(2)</sup> *Diary of Sir John Moore*, chap. 16, p. 389 et suiv.

<sup>(3)</sup> Abercromby n'avait d'abord envisagé de débarquer près de Damiette et d'attaquer cette ville que dans le seul cas où il serait reconnu impossible d'opérer contre Alexandrie. A la fin de novembre, son plan était de prendre l'offensive contre Alexandrie, après avoir débarqué sur un point du voisinage, à déterminer. Au début de janvier, quand il avait envoyé Moore à Jaffa, il avait modifié ses projets, cédant à des instances antérieures du Vizir. Cf. *Diary of Sir John Moore*.

marche sur le Caire en suivant ce bras du Nil. Il n'en fut plus question après l'inspection de Moore à Jaffa.

Pour comble de malechance le général Kœhler venait de mourir au camp ottoman <sup>(1)</sup>, au moment précis où son influence sur le Vizir aurait pu être d'une certaine utilité. Dans ces conditions, la coopération militaire des Turcs était tenue pour illusoire et ne pouvait être, en tout cas, que de médiocre efficacité pratique : entre leurs mouvements problématiques et les opérations des Anglais, une coordination proprement dite n'était pas à espérer, au moins avant un succès décisif.

Il n'était même pas question de coordination avec le contingent anglo-indien attendu par la mer Rouge. Dundas n'en avait pas envisagé, puisqu'il avait primitivement prévu l'arrivée de ce contingent pour le mois d'avril 1801, tandis qu'il avait compté sur celle du corps d'Abercromby pour décembre 1800. Le retard initial subi par l'expédition méditerranéenne ne pouvait pas raccourcir cet intervalle; car les délais fixés pour la longue traversée du corps anglo-indien ne l'avaient pas été moins arbitrairement et ne devaient pas se trouver moins dépassés. Il n'y avait donc pas de simultanéité possible entre l'action principale confiée à Abercromby et une diversion partie d'extrêmement loin, dont on devait rester plusieurs mois sans aucune nouvelle.

La longueur de leur arrêt forcé à Marmorice était pour les Anglais une autre cause de soucis. Plus leur séjour s'y prolongeait, plus l'ennemi avait de temps pour préparer sa résistance à une offensive dont il était dûment averti, car il savait le corps expéditionnaire d'Abercromby arrivé sur la côte d'Asie Mineure. L'état-major britannique se rendait parfaitement compte des inconvénients de ce retard et sentait que le délai subi par l'entrée en campagne servait l'intérêt des Français. Moore notait dans son journal : « Nous avons perdu deux mois et l'avantage de la surprise. Si nous avions pu faire voile de Malte directement pour Alexandrie, ou après nous y être arrêtés un ou deux jours pour faire de l'eau, nous aurions certainement pris les Français à l'improviste. Maintenant ils ont eu tout le temps de se préparer et de ruminer leur plan de défense <sup>(2)</sup>. »

<sup>(1)</sup> WALSH, *Journal of the late campaign in Egypt...*, Londres, 1803, p. 55.

<sup>(2)</sup> *Diary of Sir John Moore*, t. I, p. 399.

Enfin un dernier motif d'inquiétude naissait de la faiblesse relative de l'armée en cavalerie, dont l'état-major d'Abercromby croyait, non sans raison, l'ennemi mieux pourvu. Cette infériorité était considérée comme pouvant être très préjudiciable aux Anglais si, leur débarquement ayant réussi, la cavalerie française était employée à les harceler et à couper leurs communications : tactique qu'ils redoutaient plus qu'une action générale, où ils espéraient au contraire avoir le dessus <sup>(1)</sup>.

Telle était l'opinion du commandement anglais sur les conditions dans lesquelles s'engageait la partie. Elle se résume dans cette conclusion peu optimiste de Moore : « Je ne peux m'empêcher de penser que l'entreprise dans laquelle nous sommes à la veille de nous lancer est extrêmement hasardeuse et que l'issue en est des plus douteuses. Cependant nous n'avons pas à hésiter; nous devons tenter le coup <sup>(2)</sup>. »

Aussi, tout résolu qu'il était à s'y consacrer corps et âme, Abercromby considérait-il sa tâche comme peu enviable. L'imprévoyance de son Gouvernement lui inspirait une indignation contenue, qui transperce dans ces lignes de lui à Dundas : « On encourt, dans une action de guerre de l'armée anglaise, des risques inconnus dans n'importe quel autre service <sup>(3)</sup>. » Sa confiance dans le succès était des plus précaires : « Nous sommes, écrivait-il, sur le point de mettre à la voile pour l'Égypte, avec de très faibles moyens pour exécuter les ordres que nous avons reçus. Je ne suis jamais parti pour accomplir une mission en entretenant de plus grands doutes sur le succès, en même temps qu'avec une plus ferme résolution de surmonter les difficultés <sup>(4)</sup>. »

Ses instructions lui prescrivaient de renouveler à l'ennemi la proposition d'évacuer. Elle avait déjà été faite et repoussée, au moment où il prit la mer. Au début de février 1801, le Grand Vizir l'avait fait transmettre à Menou par Mourad bey, devenu par traité l'allié des Français et leur vassal comme prince de la Haute-Égypte. Mourad bey avait dépêché au Caire

<sup>(1)</sup> *Diary of Sir John Moore*, t. I, p. 397.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, t. I, p. 398.

<sup>(3)</sup> Cité par FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 810. Abercromby à Dundas, 11 et 15 janvier 1801.

<sup>(4)</sup> Abercromby à Dundas, 16 février 1801. Cf. FORTESCUE, *op. cit.*, p. 812.

le bey Osman el-Bardissi, chargé d'apporter au commandant en chef son tribut de vassal et de lui soumettre l'offre de Youssef pacha. « Le Vizir frappe à toutes les portes pour la paix », avait écrit à Menou le général Donzelot, en lui annonçant cette mission <sup>(1)</sup>. Pour l'engager à accepter, Osman bey lui avait révélé dans les grandes lignes le plan de l'attaque, qui allait être dirigée contre l'Égypte et dont Mourad avait été instruit par Ibrahim bey <sup>(2)</sup>. Menou avait repoussé avec hauteur et mépris cette invite à traiter de l'évacuation. Le seul effet des instances d'Osman bey avait été de lui faire soupçonner la fidélité de Mourad, contre qui il avait éclaté en récriminations et en menaces. La perspective d'une offensive imminente, partant de trois côtés à la fois, n'avait pas ébranlé sa volonté de ne pas entrer en négociations. La nouvelle tentative faite pour ressusciter la convention d'El-Arich avait donc platement échoué. Les généraux français, qui en avaient été informés par Osman bey, au grand déplaisir de Menou, la crurent faite à l'insu des Anglais et contre leur gré <sup>(3)</sup>. Poursuivis par leur idée fixe d'une scission latente entre alliés, qui permit de détacher la Turquie de l'Angleterre, l'occasion leur en parut alors avoir été sottement manquée. En réalité, la démarche accomplie par le Vizir était non seulement autorisée, mais expressément prescrite par les instructions d'Abercromby. Elle était conforme à la politique de Sidney Smith, qui ne s'était pas déjugé, qui avait rallié l'expédition britannique, et que les victoires mêmes ne devaient pas faire renoncer au dessein de seconder les armes par la négociation. Il y a toute chance pour qu'elle ait été exécutée d'accord avec les Anglais <sup>(4)</sup>. Mais, le résultat en ayant été négatif, il ne restait à Abercromby, arrivé devant la côte d'Égypte, qu'à passer

<sup>(1)</sup> RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 288. Lettre de Donzelot à Menou du 2 février 1801.

<sup>(2)</sup> Dix-huit mille Anglais débarquant avec le capitán-pacha, tandis que le Grand Vizir traverserait le désert et qu'une flotte britannique amènerait de l'Inde un corps de troupes par la mer Rouge. Cf. RIGAULT, *op. cit.*, p. 288.

<sup>(3)</sup> *Histoire scientifique et militaire...*, t. VI, p. 108-109.

<sup>(4)</sup> La revue *Gentleman's Magazine*, dans son numéro de mars 1801, rapporte : « On dit que Sir Ralph Abercromby a fait au général Menou l'offre d'une honorable capitulation, s'il voulait évacuer l'Égypte et retourner en France avec ses troupes, mais a reçu un refus positif ».

aux actes, dont l'issue inspirait tant de doutes à ce chef expérimenté, énergique et déterminé.

## II

Les historiens anglais ont surenchéri après coup sur les motifs de son inquiétude. Ils ont considéré que — abstraction faite d'une supériorité de commandement, dont il était impossible de préjuger — les chances de succès étaient du côté de ses adversaires, pour peu qu'une défense habile lui fût opposée, et jugé que Dundas l'avait envoyé au-devant d'un échec probable. « Déloger les Français, écrit l'un deux, dans ces circonstances sur lesquelles Dundas avait peu de lumières, est une entreprise qui présentait peu de chances de succès, avec n'importe quelle force qu'il y pût employer <sup>(1)</sup>. » « On peut, écrit un autre, dire avec vérité que, sans le secours de Menou, même le vieux brave Abercromby n'aurait pas réussi à sauver le Ministre... Fidèle à sa nature, Dundas avait donné aux troupes une mission qui, d'après tous les calculs humains, aurait dû certainement se terminer en échec et peut-être en désastre <sup>(2)</sup>. »

A ne regarder les faiblesses que dans un seul des deux camps, on aboutirait toutefois à exagérer les risques affrontés par Abercromby et à fausser la situation respective des deux adversaires. Celle des Français était loin d'être telle que la défense de l'Égypte fût pour eux un jeu d'enfants. Ils étaient 23.000, dont 19.000 présents sous les armes et 4000 détachés dans les provinces <sup>(3)</sup>. Ils avaient à défendre un pays très vaste, où ils étaient forcément dispersés avant que l'attaque fût signalée, et qu'ils ne pouvaient entièrement dégarnir. La plupart avaient fait la guerre sans arrêt depuis 1796, certains depuis 1792; tous la faisaient en Égypte depuis trois ans, dans des conditions exceptionnellement pénibles. Ils avaient à veiller à deux fronts, — la Syrie et la côte méditerranéenne,

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. VII, introduction, p. xi.

<sup>(2)</sup> *Fortescue*, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 865.

<sup>(3)</sup> *Rigault*, *op. cit.*, p. 289, d'après un état d'effectifs de l'armée d'Orient au début de mars 1801. Donc les Français n'étaient pas 26 ou 27.000 combattants, comme le dit l'honorable Fortescue. Au chiffre de 23.000 il faut ajouter 690 hommes de renforts amenés par les frégates la *Justice* et l'*Égyptienne*.



sans parler du rivage de la mer Rouge, — à se garder contre deux attaques. Le danger pour eux, parce que les troupes anglaises participeraient à l'offensive, était plus pressant qu'il ne l'avait encore jamais été, ni sous Bonaparte, ni sous Kléber : et ils n'avaient plus à leur tête ni Bonaparte, ni Kléber. Ils ne pouvaient pas être sûrs qu'il n'y aurait pas simultanéité entre l'attaque anglaise et l'attaque turque. Coupés de communications maritimes avec la France, si ce n'était de loin en loin et irrégulièrement, ils n'avaient aucun renfort à attendre, aucun secours à espérer, tandis que l'armée britannique pouvait et devait effectivement en recevoir. Pour indisciplinée et peu instruite qu'elle fût, l'armée ottomane n'en constituait pas moins une menace, dont ils pouvaient être troublés : l'irruption, dans un pays musulman imparfaitement soumis, de forces turques en nombre considérable, pendant qu'eux-mêmes seraient engagés d'un autre côté, était une éventualité propre à les alarmer. Une pareille situation peut à bon droit être appelée critique, et il est de fait que, pour en compenser les inconvénients, — à commencer par la faiblesse numérique des Français par rapport aux Anglo-Turcs, — « il eût fallu que les généraux eussent gardé l'espoir et le désir de vaincre » <sup>(1)</sup> et que le commandant en chef en eût possédé le talent. On ne saurait donc nullement conclure que les adversaires d'Abercromby eussent, normalement, partie gagnée d'avance, tant elle se présentait à eux avantageusement. La vérité est qu'il leur était possible de la gagner, mais à condition de la jouer convenablement ; qu'ils avaient matériellement les moyens de vaincre successivement leurs ennemis anglais et turcs, mais qu'ils ne les avaient pas en surabondance ; enfin que la mesure dans laquelle ces moyens leur étaient comptés ne leur permettait pas le luxe des fautes lourdes ou répétées. Et la qualité de leur commandement excluait qu'ils n'en commissent pas.

Menou était, de toute l'armée, le seul général qui, passionnément attaché à l'Égypte et ardemment désireux de la sauver, fût résolu à la défendre jusqu'à la dernière extrémité : on a vu son nouveau refus d'entrer en composition avec l'ennemi sur l'évacuation, avant la reprise des hostilités. Mais il était, en même temps, de tous le moins capable de pourvoir à la

---

<sup>(1)</sup> RUGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 289.

défense et de remporter la victoire. Napoléon, dans ses *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, a en quelque sorte excusé Bonaparte de l'avoir confirmé dans le commandement en chef, auquel l'ancienneté l'avait appelé après l'assassinat de Kléber : « Le Premier Consul, a-t-il dit, ne pouvait alors avoir aucune idée de cette complète privation de toute qualité militaire qu'on a depuis reconnue dans Menou »<sup>(1)</sup>. Pour sévère qu'il soit, ce jugement est définitif ; Menou a pu être réhabilité comme administrateur et comme politique : sa réhabilitation comme stratège ou, plus simplement, comme chef militaire est impossible<sup>(2)</sup>. A part la bravoure, dont il avait fait preuve à l'assaut d'Alexandrie, et la loyale, noble résolution de défendre pour de bon, jusqu'au bout, le pays confié à sa garde, le plus grand souci d'équité envers sa mémoire ne peut lui faire reconnaître aucune des qualités nécessaires pour diriger la résistance à l'invasion : ni expérience — « il n'avait jamais commandé en chef devant l'ennemi » ; ni prestige — « aucune victoire n'avait signalé sa carrière »<sup>(3)</sup> des plus ternes ; ni ascendant personnel sur la troupe et sur des lieutenants qui avaient été ses pairs — les dons qui l'avaient servi dans l'administration civile et la politique indigène étaient trop étrangers au métier des armes pour que ses égaux de la veille l'eussent jugé supérieur à eux-mêmes, autrement que par la grâce de l'ancienneté et d'une lettre de service ; ni jugement sain, ni perspicacité dans les affaires militaires — nous le verrons tranquille, quand il aurait dû être alarmé, alarmé quand il aurait pu être tranquille, crédule à de mauvais avis, obstinément sourd à de bons ; ni talents ou simplement aptitudes pour la conduite des opérations — c'était un très pauvre tacticien ; ni goût pour les commandements actifs — il n'avait plus pris part à aucune action de guerre depuis l'automne de 1798, satisfait d'une vie sédentaire à Rosette d'abord, ensuite à Béni-Souef et au Caire. Il n'inspirait pas confiance à certains de ses divisionnaires, qui, à tort ou à raison, ne l'estimaient ni ne le respectaient et — incontestablement à tort — ne s'en cachaient pas. Aux yeux des plus malveillants, il passait pour un « général d'antichambre », un « intrigant de la Révolution », une « ganache » ;

<sup>(1)</sup> BERTRAND, *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, t. II, p. 357.

<sup>(2)</sup> Cf. RIGAULT, *op. cit.*

<sup>(3)</sup> RIGAULT, *op. cit.*, p. 210.

il était taxé par eux de ridicule, d'incapacité, d'ineptie. Mais les moins prévenus contre lui faisaient-ils eux-mêmes grand crédit à ses talents pour les commander en campagne? Sa prise de commandement avait donné le signal de discordes, de querelles entre lui et des généraux, qui s'étaient mis contre lui en état d'opposition latente et parfois même déclarée. Leur antipathie à son égard les avait entraînés presque jusqu'à l'insubordination. Elle était faite, pour une grande part, de leur mécontentement contre son « colonisme », son attachement à l'Égypte, son obstination à y vouloir demeurer coûte que coûte, alors qu'eux-mêmes, fatigués du pays, désenchantés de l'expérience coloniale, aspiraient à rentrer en France. Mais ne prenait-elle pas aussi naissance dans l'intuition qu'ils avaient de son insuffisance militaire? Consacrées par le souvenir de Kléber, les négociations d'El-Arich avaient laissé dans le camp français le germe de dissensions fatales. Le conflit des deux politiques, qui s'étaient alors heurtées, avait abouti à un dissentiment entre l'opposant d'alors, devenu commandant en chef, et nombre de ses subordonnés, restés fidèles à la politique de son prédécesseur. Mais ce dissentiment s'avivait de la défiance des subordonnés envers les facultés du chef. De la part de Menou, l'assurance allait paraître de la présomption et la constance de l'entêtement. Son discrédit discréditerait sa méritoire ténacité. De son côté, justement mis en garde contre les frondeurs de son autorité par les sentiments qu'il leur connaissait à son égard, par leur attitude même envers lui, et par leur notoire dégoût de l'Égypte, il les tenait en suspicion; leurs avis devaient lui être suspects, même quand ils seraient bons. Enfin ces dissensions, connues de tous, avaient eu une répercussion inévitable, moins sur le moral et la discipline des troupes, qui avaient eu du mérite à n'en pas subir l'effet, que sur le fonctionnement du commandement. Ce qui manquait donc à l'armée française, c'était un chef à la hauteur de sa tâche militaire, et la confiance réciproque, la bonne intelligence, la communion d'idées entre lui et ses lieutenants.

### III

Au cours d'un conseil de guerre tenu à Marmorice, après que Moore fut revenu de Jaffa, il avait été décidé que le débarquement des troupes

d'Abercromby s'opérerait à Aboukir, pour marcher ensuite sur Alexandrie<sup>(1)</sup>.

L'escadre anglaise parut dans la baie d'Aboukir le 2 mars 1801. Abercromby avait détaché en reconnaissance, peu de jours auparavant, deux officiers qui, s'étant trop approchés de la côte, avaient été surpris par les Français le 27 février : l'un avait été tué, l'autre fait prisonnier. Ainsi s'était trouvé désigné aux défenseurs, dès avant l'apparition de l'ennemi, le point du rivage qu'il visait<sup>(2)</sup>. Ce point n'était, du reste, pas difficile à deviner et l'avait été depuis longtemps. La surprise, facteur si important dans un débarquement, n'existait donc pas. Abercromby ne se flattait pas d'avoir cet atout dans son jeu. Sachant son irruption attendue à l'endroit même où elle se produirait, il n'en avait que plus de hâte à la déclencher, toute perte de temps ne pouvant profiter qu'à ses adversaires. Or, aussitôt après l'arrivée de son escadre, tandis qu'il donnait des ordres pour débarquer le lendemain 3 mars, un vent d'orage s'éleva qui, soufflant pendant les quatre jours suivants, rendit tout débarquement impossible. Cette circonstance fortuite diminuait encore ses chances de succès, laissant aux Français encore plus de temps pour se préparer à le recevoir. « Notre situation », écrit un de ses officiers, devint alors extrêmement vexante. Bien que nous fussions en face de notre terrain de débarquement, la perverse obstination des vents nous empêchait d'atteindre notre but. Pendant ce temps, les Français, pleinement au courant de nos intentions, avaient tout loisir de rassembler leurs troupes dispersées et de prendre leurs dispositions pour s'opposer à notre débarquement. Chaque moment de retard que nous subissions ajoutait à leurs moyens de défense<sup>3</sup>. »

Moore n'en jugeait pas autrement. Envoyé en reconnaissance le 6 mars, il constatait que les perspectives de débarquement étaient médiocres : « Le terrain, disait-il, favorable aux Français, leur permettait d'être défilés tout près du rivage; ils possédaient les moyens de dissimuler leur effectif et, bien qu'ils n'en maîtrissent aucun, ils avaient eu le temps d'en réunir un et l'on devait raisonnablement supposer qu'ils en avaient fait leur pro-

<sup>(1)</sup> *Sur le point de vue la possibilité d'un tel succès se suspend que le choix du point de débarquement.*

<sup>(2)</sup> *FRANÇOIS, op. cit., t. IV, page 137. — S. et S., *Examen*, op. cit., p. 290.*

<sup>(3)</sup> *Ibid.*, op. cit., p. 137.

fit <sup>(1)</sup> ». Ce n'était pas très encourageant. Mais Abercromby était décidé à jouer le tout pour le tout. Le 7 mars, le vent étant tombé, il prescrivit de débarquer le lendemain. En donnant cet ordre, « son anxiété dut, au jugement d'un historien anglais, dépasser presque les limites du supportable, dans l'ignorance complète où il était de la force et des mouvements de l'ennemi » <sup>(2)</sup>.

La force de « l'ennemi », sur la plage d'Aboukir, était de 1500 hommes, et ses mouvements avaient été précisément ce qu'il fallait pour qu'il n'en eût pas davantage, devant la baie où les vaisseaux anglais se balançaient depuis le 2 mars, grâce à une tempête providentielle.

Menou avait appris, dès le mois de décembre 1800, que le Grand Vizir s'apprêtait à renouveler ses incursions; en janvier 1801, que Youssef pacha avait reçu de Constantinople l'ordre de marcher. A la même époque il avait été informé de l'arrivée à Rhodes de 40 navires anglais, portant 20.000 hommes, pour se joindre, lui disait-on, aux troupes turques et envahir l'Égypte par le désert <sup>(3)</sup>. De lui-même il avait compris que les Anglais ne se risqueraient pas à traverser le désert en compagnie des bandes ottomanes, mais se résoudraient plutôt à tenter un débarquement sur le rivage méditerranéen <sup>(4)</sup>. C'est la seule preuve de perspicacité qu'il ait donnée de toute la campagne, et encore ne l'a-t-il, malheureusement, pas mise à profit. Il s'attendit, dès lors, à une double attaque, par la côte, du fait des Anglais, par le désert, du fait des Turcs : ce qui était juste; mais il s'attendit aussi à ce que ces deux attaques fussent simultanées : ce qui était plausible, mais n'était pas exact <sup>(5)</sup>. Des renseignements ultérieurs le confirmèrent dans cette erreur, qui exerça une influence néfaste sur ses dispositions initiales : d'abord au début de février, ceux que Mourad bey

<sup>(1)</sup> *Diary of Sir John Moore*, t. II, p. 1.

<sup>(2)</sup> FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 817 et suiv. Son ignorance ne devait tout de même pas être aussi complète, si, comme le rapporte le capitaine Walsh, il avait appris d'un caporal français, fait prisonnier le 6 mars par Sidney Smith, que la force française réunie pour s'opposer à son débarquement s'élevait à 2 ou 3000 hommes : chiffre d'ailleurs encore supérieur à la réalité.

<sup>(3)</sup> RUGAULT, *op. cit.*, p. 287.

<sup>(4)</sup> *Idem*, *op. cit.*, p. 288. Menou à Reynier, 15 janvier 1801.

<sup>(5)</sup> *Idem*, *op. cit.*, p. 289 et 291.



lui fit communiquer par Osman el-Bardissi, et qui parlaient d'opérations combinées entre les Turcs de Syrie, les Anglais de la Méditerranée et les Anglo-Indiens de la mer Rouge; ensuite, à la fin du même mois, une lettre du général Rampon, qui lui écrivit de Damiette qu'un débarquement serait tenté par les Anglais, pendant que 24.000 Turcs se présenteraient par le désert <sup>(1)</sup>.

Ce cas était prévu dans les instructions laissées par Bonaparte à Kléber. « Si les Anglais, disaient-elles, débarquent à Aboukir, il faut que l'armée française se réunisse rapidement; si elle est battue, qu'elle marche contre les Turcs et revienne aux Anglais <sup>(2)</sup>. » C'était le bon sens: l'exemple d'Héliopolis prouvait que, fussent-ils parvenus aux portes du Caire, les Turcs y pourraient encore être battus, dispersés et refoulés. L'intérêt le plus évident commandait donc d'affronter d'abord les Anglais, avec la totalité des forces disponibles. Préventivement, c'était aussi contre les Anglais, non contre les Turcs, qu'il fallait être le plus en garde et prendre le plus de précautions.

Menou connaissait les instructions de Bonaparte. Ce qu'il aurait eu à faire de plus sage et de plus prudent eût été de s'y conformer, servilement, à la lettre. Mais, par une sorte de fatalité, le malheur voulut que le seul sujet sur lequel ce général insuffisant, si complètement entré pour tout le reste dans les vues du maître, se permit des libertés avec ses directives, fût précisément celui où lui-même était le plus incompetent, c'est-à-dire la défense du pays et l'art militaire.

Aucune des deux attaques auxquelles il s'attendait ne l'avait profondément troublé: il possédait au plus haut degré cette placidité des mauvais généraux, qui ne repose que sur des dispositions mal prises et sur l'incapacité d'en prendre de meilleures. Aussi n'avait-il pas concentré d'avance au Caire la totalité de ses forces, dont une trop grande partie restait disséminée dans les provinces. Mais, des deux attaques annoncées, c'est encore à celle des Turcs qu'il s'était le mieux préparé à faire face. Car le gros de son armée, sous sa main au Caire, était plus qu'il ne lui en fallait pour la

---

<sup>(1)</sup> RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 289. Rampon à Menou, 28 février 1801.

<sup>(2)</sup> Cf. BERTRAND, *op. cit.*, t. II, p. 162-167.

repousser, tandis qu'il n'avait pris aucune mesure préventive contre un débarquement possible des Anglais sur la côte. Bien qu'il l'eût exactement prévu depuis le mois de janvier, il n'avait pas, avant le début de mars 1801, augmenté d'un homme l'effectif dont disposait le commandant d'Alexandrie, dans le secteur de qui se trouvait Aboukir.

Ce commandant, le général Friant, aveuglé par une confiance et un optimisme inexplicables, avait ensuite été le premier à lui affirmer que de très modiques renforts suffiraient à assurer la sécurité de la côte. Du 2 au 8 mars, Friant n'avait cessé d'entretenir son commandant en chef dans la tranquillité la plus injustifiée, tout en le mettant au courant de la concentration navale ennemie. « L'escadre anglaise, avait-il écrit le 3 mars, a fini de mouiller hier dans la baie d'Aboukir. J'étais en face d'elle il y a une heure. J'ose vous assurer que, si elle effectue un débarquement, je la culbuterai. Envoyez-moi promptement un régiment de cavalerie et soyez tranquille <sup>(1)</sup>. » Et trois jours plus tard : « Si l'ennemi débarque à Aboukir, il sera battu, vous pouvez y compter. J'ai fait hier une répétition en cas d'attaque. Vite un régiment de cavalerie et deux bataillons d'infanterie <sup>(2)</sup>. » Ayant observé à la longue-vue l'escadre ennemie, Friant avait cru qu'elle ne portait pas plus de 6000 hommes. Il en était venu à douter que les Anglais eussent l'intention de débarquer, à s'imaginer qu'ils opéreraient une simple diversion, tandis que les Turcs envahiraient le pays, à penser enfin qu'un débarquement s'effectuerait seulement quand l'armée du Vizir se serait approchée de ses objectifs d'attaque : toutes suppositions gratuites et erronées, propres à enfoncer Menou dans l'erreur où il était déjà et à fortifier en lui une fausse sécurité, à laquelle il n'avait pas besoin d'être encouragé. Friant avait méconnu la gravité du danger qu'il avait en face de lui, égaré par le fantôme d'un autre péril, pour lequel le général en chef aurait à réserver ses forces. Il avait espéré qu'une fois opérés sur les troupes du Caire les maigres prélèvements, moyennant lesquels lui-même garantissait l'inviolabilité de la côte, Menou pourrait, « avec le reste de l'armée, battre aisément le Vizir ».

<sup>(1)</sup> Cité par RUGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 292.

<sup>(2)</sup> Cité par RUGAULT, *op. cit.*, p. 293.

Le Vizir, à cette époque, est encore à Yabna, à 12 milles de Jaffa<sup>(1)</sup>, séparé des avant-postes français sur la frontière d'Égypte par un désert que Menou sait long et pénible à franchir, puisque Bonaparte l'a passé. Si l'on peut, au Caire, le croire déjà en marche, du moins n'y a-t-on encore reçu aucun indice, même vague, de son approche; aucun renseignement ne l'indique à proximité des confins. L'attaque anglaise contre Aboukir est donc, au moment où elle s'annonce comme imminente sous peu de jours, la seule avec laquelle Menou doit être incessamment aux prises, la seule dont il ait à se préoccuper immédiatement. Sachant combien est faible l'effectif dont dispose le commandant d'Alexandrie, il est en mesure d'apprécier si l'optimisme et l'assurance de Friant sont fondés ou non. Il les partage pourtant et, répondant au premier avis de Friant qu'il espérait bientôt apprendre sa victoire, il pense avoir largement paré à toute éventualité en lui expédiant un peu plus que ce général ne lui demandait<sup>(2)</sup> : trois demi-brigades de la division Lanusse, et un régiment de chasseurs, qui s'ajouteraient à deux bataillons d'infanterie et à un peu de cavalerie, glanés dans le Delta. Puis, le même jour (4 mars), il ordonne au général Reynier de se rendre à Belbeis, avec deux demi-brigades et l'artillerie de sa division, pour veiller à la frontière de Syrie.

« En vain Reynier tente-t-il de lui suggérer d'autres combinaisons, le priant de conduire les troupes à Aboukir et lui affirmant qu'il serait toujours possible de retomber ensuite sur les Turcs<sup>(3)</sup>. » Quoi qu'on pense de Reynier, frondeur, indiscipliné, d'une loyauté douteuse, on doit reconnaître qu'il a fait entendre, ce jour-là, la voix du bon sens et de la raison. « Le Vizir, écrivait-il à Menou<sup>(4)</sup>, est arrivé ou va arriver à El-Arich; mais il n'est pas probable qu'il marche avant d'avoir reçu des nouvelles des succès des Anglais. Ses préparatifs pour passer le désert ne sont pas complets et il enverra seulement quelques partis à Katieh ou au delà. S'il marche et attaque Saleyeh, cette place est en état de résister, jusqu'à ce que les troupes viennent la secourir... Lors du débarquement des Turcs à

<sup>(1)</sup> *Histoire scientifique et militaire...*, t. VI (*Expédition*), p. 226.

<sup>(2)</sup> *RIGAUDT, op. cit.*, p. 290-291.

<sup>(3)</sup> *Idem, op. cit.*, p. 291.

<sup>(4)</sup> *REYNIER, op. cit.*, p. 190-191 note.

Aboukir, Bonaparte ne laissa à Belbeis et à Saleyeh que 100 hommes, fort peu de troupes à Damiette et une très faible garnison au Caire; il réunit tout pour marcher à Aboukir. La position est semblable, nous devons faire de semblables dispositions... Je pense qu'il convient de faire marcher nos divisions, avec toutes les troupes disponibles, vers Alexandrie. » Ce qu'il a écrit au général en chef, Reynier le lui répète; d'autres généraux le lui confirment : « Tous les hommes qui avaient un peu étudié l'organisation de l'Égypte et son système de défense, tous ceux qui connaissaient les forces de l'armée française, étaient convaincus que la seule bonne disposition était de la réunir »<sup>(1)</sup>. Mais, passant outre aux sages observations d'un lieutenant dont il se méfie et se sait détesté, Menou maintient son ordre. « Vous recevrez de mes nouvelles à Belbeis, répond-il à Reynier. Je ne vous laisserai rien ignorer et tout sera prévu. Vous devez veiller à la frontière de Syrie, partez promptement »<sup>(2)</sup>. Reynier juge l'ordre absurde et se demande alors si l'on ne devrait pas destituer le commandant en chef, « puisque celui-ci s'opiniâtrait à diviser l'armée ».

Le fait est que diviser l'armée, à la veille d'une tentative de débarquement des Anglais, est une faute impardonnable. Encore Menou l'aggrave-t-il, en remettant au lendemain le départ pour Alexandrie de la division Lanusse et en retenant plus longtemps encore le régiment de chasseurs à cheval<sup>(3)</sup>. Le 5 mars lui parvient une lettre du commandant de Belbeis, Raffle, qui lui assure que le Vizir ne se mettrait pas en marche avant quinze ou vingt jours<sup>(4)</sup>. Quinze ou vingt jours sont plus qu'il ne lui faut pour en finir avec les Anglais et lui permettre encore de revenir aux Turcs, avant qu'ils aient pu atteindre les terres cultivées. Il ne fait cependant aucun cas de ce précieux renseignement, après lequel sa hantise de l'attaque ottomane devient totalement inexplicable. Il s'entête à laisser Reynier en inutile faction à Belbeis et à ne pas dégarnir le Caire, où il reste lui-même. Il persiste « à croire que, s'il se faisait quelque véritable mouvement,

<sup>(1)</sup> REYNIER, *De l'Égypte après la bataille d'Héliopolis*, p. 188.

<sup>(2)</sup> IDEM, *op. cit.*, p. 192 note.

<sup>(3)</sup> RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 293.

<sup>(4)</sup> IDEM, *op. cit.*, p. 292.

ce serait du côté de la Syrie »<sup>(1)</sup>. En prévision de ce mouvement, que rien ne lui annonce comme étant commencé et dont, en tout cas, le point de départ est assez éloigné pour lui laisser tout le temps d'aviser, il garde sous sa main le gros de ses forces, encore que, de son propre aveu, « les Osmanlis lui parussent dans un grand état de faiblesse »<sup>(2)</sup>.

Tel avait bien été l'avis d'Abercromby, si convaincu de n'avoir rien à attendre d'eux, qu'il s'était résolu à opérer de son côté, sans même se préoccuper du Vizir. Or voici que cette armée turque, sur laquelle il ne comptait pas, produisait en sa faveur, grâce à l'égarement de Menou, le plus utile effet de diversion.

Pour le front où il était réellement menacé, le front de mer, Menou avait continué à n'éprouver aucune inquiétude. Il avait surenchéri, si c'est possible, sur l'optimisme de Friant, bien qu'il eût appris de son trop confiant lieutenant que les 15 ou 20 bâtiments anglais parus les premiers devant Aboukir s'étaient augmentés de beaucoup d'autres, et que lui-même évaluait l'escadre ennemie à 135 voiles. Contre les forces que pouvait porter une pareille flotte, il n'avait pas mis en doute qu'avec celles dont disposait Friant, le commandant d'Alexandrie ne pût être « parfaitement en mesure dans tout le canton »<sup>(3)</sup>. Il avait été dupe de renseignements suspects, émanant peut-être du camp adverse, comme le suivant, apporté par un voilier grec : « Les Anglais n'ont que peu ou point de troupes de débarquement sur leur flotte, la plus grande partie en étant restée à Rhodes, pour maintenir les habitants qui s'insurgent »<sup>(4)</sup>. Il s'était abandonné à des divagations politiques, attribuant aux Anglais l'arrière-pensée de trahir purement et simplement les Turcs et puisant dans cette supposition ridicule la justification de ses fausses prévisions : « Les Anglais ne demandent pas mieux que de faire anéantir le Grand Vizir, car ils veulent aussi entrer en partage, et tel a été vraisemblablement leur but lorsqu'ils se sont établis à Rhodes »<sup>(5)</sup>. Il avait cru à des dissentiments entre les chefs

<sup>(1)</sup> Menou à Reynier, 7 mars 1801. Cité par RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 294.

<sup>(2)</sup> Menou à Reynier, 15 janvier 1801. Cité par RIGAULT, *op. cit.*, p. 288.

<sup>(3)</sup> ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 398. Menou à Reynier, 7 mars 1801.

<sup>(4)</sup> Menou à Reynier, 7 mars 1801. Cf. RIGAULT, *op. cit.*, p. 294.

<sup>(5)</sup> ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 398-399. Menou à Reynier, 7 mars 1801.



britanniques, alors qu'il en existait tant dans son propre camp, et n'avait pas prisé haut le général ennemi, à qui il était pourtant si inférieur : « Je sais qu'il n'y a pas de concert entre leurs généraux de terre et de mer. Le lord Abercromby qui commande les troupes de terre, est un homme peu entreprenant, qui ne veut pas compromettre sa réputation, et qui regarde M. Smith comme un cerveau brûlé... Vous savez qu'il commandait en Hollande, qu'il est venu ensuite se faire battre au Ferrol par 4000 Espagnols, qu'après cette échauffourée il vint se présenter devant Livourne..., qu'ensuite il alla parader devant Cadix, où il n'entreprit rien, bien que cette ville fût exténuée. Le voilà maintenant dans la Méditerranée : je pense que c'est le dernier acte de la tragédie et que les Anglais seront forcés à la paix. Leurs compatriotes prisonniers le disent <sup>(1)</sup>. »

Parmi ces motifs de confiance, les deux derniers étaient les seuls qui fussent réels. Il était vrai qu'Abercromby n'avait pas, jusqu'alors, été heureux dans ses opérations : mais c'est qu'il avait rencontré des adversaires. Toute la tragédie en était bien à son dernier acte et les Anglais n'eussent été que plus forcés à la paix s'ils avaient été vaincus en Égypte : mais la seule conclusion à tirer de là, c'était que leurs efforts seraient d'autant plus vigoureux, pour donner à la tragédie un dénouement convenable, grâce à un succès en Orient. Malheureusement Menou avait raisonné au rebours du bon sens et se sentait si rassuré que, non content d'avoir limité à trois demi-brigades et un régiment de cavalerie les renforts dirigés sur la côte et d'en avoir trop peu hâté le départ, il avait encore ordonné à Lanusse de s'arrêter à Rahmanieh avec deux demi-brigades et de n'en envoyer qu'une à Alexandrie <sup>(2)</sup>. Ses dispositions étaient prises de manière à donner une saveur d'ironie à la proclamation que, jouissant de la tranquillité la plus parfaite, il avait lancée le 6 mars : « Soldats, une armée navale anglaise de 135 voiles est sur les côtes d'Égypte. Si des troupes débarquent, vous les culbuterez dans la mer. Une armée

<sup>(1)</sup> ROUSSEAU, *Kléber et Menou en Égypte*, p. 398-399. Menou à Reynier, 7 mars 1801.

<sup>(2)</sup> Menou à Friant, 6 mars 1801. Cité par RIGULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 294. Menou laissait Friant libre de requérir le secours de toutes les forces de Lanusse.

*Documents*, n° 4.

d'Osmanlis fait des mouvements vers El-Arich. Si elle marche sur l'Égypte, vous l'anéantirez dans le désert<sup>(1)</sup>. »

Ainsi furent rendus vains et l'éclair de perspicacité que Menou avait eu, dès janvier 1801, en devinant que les Anglais se présenteraient par la côte, et l'indication qu'avait donnée, sur le point visé par eux, la capture de deux de leurs officiers le 27 février, et le délai providentiel de six jours que la tempête avait laissé aux Français, du 2 au 8 mars, pour préparer leur défense.

Le 8 mars, quand s'exécute l'ordre de débarquement donné la veille par Abercromby, Friant n'a à lui opposer que 1450 hommes. Lanusse n'est pas encore arrivé. Reynier est à Belbeis. Menou est au Caire avec le gros de l'armée. Le reste est dispersé dans les places, dont très peu ont été évacuées et certaines même renforcées. Le débarquement s'opère dans le plus grand ordre. Les premiers 6000 hommes mis à terre et les soldats de Friant repoussés dans un combat, qui coûte aux Anglais 700 tués ou blessés et aux Français 400, les radeaux vont chercher le reste de l'armée britannique. Avant le soir le corps expéditionnaire entier a été débarqué. Les historiens anglais estiment ce débarquement « l'opération de ce genre peut-être la plus habile et la plus audacieuse qui eût jamais été tentée »<sup>(2)</sup>. C'est ce qu'il aurait pu être, si le terrain eût été disputé aux envahisseurs par une force moins dérisoire. Dans les conditions où il s'est produit, ce n'est que le plus méthodique, le mieux réglé et le plus facilement couronné d'un plein succès.

#### IV

Les Anglais ne poursuivirent pas Friant<sup>(3)</sup>, qui se replia dans la direction d'Alexandrie, en laissant une grand'garde de cavalerie pour les observer. Sur pied depuis deux heures du matin, leurs hommes avaient besoin

<sup>(1)</sup> Cité par RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 294.

<sup>(2)</sup> FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 817 et suiv.

<sup>(3)</sup> Faute de cavalerie et d'artillerie, dont le débarquement ne fut pas achevé à temps pour la poursuite. Cf. *Diary of Sir John Moore*, t. II, p. 2 et suiv.

d'un repos qu'Abercromby leur donna. Du matériel et des vivres, qu'il fallait débarquer des navires, leur manquaient pour commencer leur avance. Trois jours, les 9, 10 et 11 mars, ils restèrent stationnaires ou peu s'en faut. L'occasion eût été belle, pendant ces trois jours-là, pour les attaquer et tenter de les rejeter à la mer : mais ce n'était évidemment pas avec son millier de soldats que Friant pouvait se permettre pareille audace.

Le mal n'eût pas encore été grand, si les Anglais, ayant mis le siège devant le fort d'Aboukir et avancé de quelques kilomètres, avaient pu être affrontés par une force proportionnée à la leur, avant d'avoir occupé, sur la route d'Alexandrie, une position défendable. Il leur en fallait une à brève échéance, pour consolider leur situation dans une étroite presqu'île dont ils ne tenaient que l'extrémité, et ne pas les laisser exposés à être bloqués ou assaillis dans un véritable cul-de-sac. Sablonneuse et unie, la presqu'île d'Aboukir n'offrait d'autres accidents de terrain que des monticules de sable qui, en deux endroits, au camp des Romains et à Nicopolis, s'alignaient de manière à la couper transversalement, de la mer au lac Mahdieh. Pour arriver à Alexandrie, Abercromby devait nécessairement passer ces deux obstacles l'un après l'autre; et il n'y avait pas d'autres lignes de résistance possibles, tant pour les Français contre lui, que pour lui contre les Français. Aussi entreprit-il d'enlever la première, à peine se fut-il aperçu que ses adversaires s'y étaient établis. L'en empêcher eût encore été facile à un effectif moins insignifiant que celui qui lui faisait face. Mais onze jours devaient être nécessaires pour que descendit du Caire l'armée que Menou n'en avait pas fait partir d'avance, « bien que, par une heureuse fortune imméritée, il eût eu tout le temps de mettre en marche sur Alexandrie un corps formidable, qui y serait arrivé vers le 9 »<sup>(1)</sup>. Son imprévoyance et celle de Friant n'ont donc pas compromis que la résistance au débarquement. « Arrivez vite avec l'armée », lui mande, le soir du 8 mars, Friant revenu de ses illusions; et d'insister à trois reprises pour que le général en chef vienne le rejoindre « avec toute l'armée »<sup>(2)</sup>. Mais avant que cette tardive supplique puisse être

<sup>(1)</sup> FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 817.

<sup>(2)</sup> RIGAULT, *op. cit.*, p. 296.

exaucée, le commandant d'Alexandrie en est réduit au secours de Lanusse, dont la division, arrivée le 10 mars, porte l'effectif français à environ 5000 hommes, avec 21 canons. Contre une force anglaise plus que triple de la leur, le seul parti raisonnable pour les deux généraux français eût consisté à adopter une tactique purement défensive, en attendant l'arrivée des renforts implorés du Caire.

Les Anglais connaissaient leur supériorité numérique, bien qu'ils l'évaluassent au-dessous de la réalité, au double seulement. Mais ils s'estimaient inférieurs en artillerie et cavalerie et, par là, désavantagés. « Quoique si supérieurs en nombre, écrit un de leurs officiers<sup>(1)</sup>, nous opérons dans des conditions très désavantageuses, par suite de notre pénurie d'artillerie et de cavalerie, les Français ayant une supériorité décisive dans ces deux armes. » Aussi l'armée britannique, portée en avant le 12 mars, était-elle quelque peu en peine d'avoir à enlever sur Friant et Lanusse une position « dominante », dont les abords constituaient « un parfait glacis pour leur nombreuse artillerie »<sup>(2)</sup> : les hauteurs dites du camp des Romains, traversant la presqu'île en avant d'Alexandrie.

Or, le 13 mars, Abercromby ayant pris l'offensive contre eux et manœuvrant pour tourner leur droite, Lanusse découvre dans la plaine une colonne anglaise qu'il croit isolée et pense pouvoir profiter d'une faute de l'adversaire. Cet espoir lui en fait commettre une bien réelle, en quittant les hauteurs sur lesquelles ses troupes étaient formées et descendant dans la plaine, à la rencontre de la colonne ennemie<sup>(3)</sup>. Il lance contre elle sa cavalerie, qui est repoussée, fait avancer son infanterie et son artillerie, puis, s'apercevant de son erreur devant le déploiement de la gauche et du centre anglais, effectue sa retraite, qui entraîne celle de Friant. Tous deux, abandonnant la ligne du camp des Romains, se replient alors sur des hauteurs plus rapprochées d'Alexandrie, celles de Nicopolis, contre lesquelles Abercromby échoue à son tour dans l'après-midi<sup>(4)</sup>. Sans l'imprudence

<sup>(1)</sup> WALSH, *Journal of the late campaign in Egypt...*, Londres, 1803, p. 92.

<sup>(2)</sup> FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 825. Cf. col. WILSON, *History of the British Expedition to Egypt*, Londres, 1802, p. 19.

<sup>(3)</sup> WALSH, *op. cit.*, p. 19.

<sup>(4)</sup> FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 826-829. Des doutes ont été émis (cf.

de Lanusse, peut-être auraient-ils pu, tout faibles qu'ils étaient, l'arrêter sur la première position.

Occupée par les Anglais, la ligne du camp des Romains leur fournit la position défensive qui leur faisait défaut jusqu'alors et d'où, effectivement, ils repousseront l'assaut de l'armée française, huit jours plus tard. « La situation, écrivait Lanusse après ce combat, n'est pas désespérante, mais n'est pas belle. » Belle, elle ne l'était certes pas; désespérée, on se rend compte qu'elle ne l'était pas non plus, en constatant la perplexité et les préoccupations du commandant en chef anglais. L'issue non décisive d'une journée qui lui avait coûté 1300 hommes hors de combat et surtout son échec contre la ligne de Nicopolis, contre laquelle il n'osa pas reprendre l'offensive et qui lui barrait encore le chemin d'Alexandrie, le laissaient fort peu rassuré pour l'avenir. La manœuvre du 13 n'avait pas été exempte de fautes, qui avaient augmenté ses pertes et l'avaient obligé à se contenter, en somme, d'un demi-succès. Ses adversaires demeuraient en possession d'une position qui valait la sienne et devant laquelle il avait dû s'arrêter, voire reculer un peu. Après avoir songé à une attaque de nuit, il y avait renoncé. « Car, s'il réussissait, il ne savait pas de combien son succès avancerait le siège d'Alexandrie, tandis que, s'il échouait, il ne voyait pas d'autre alternative que de se rembarquer. Qu'une si belle armée dût être refoulée, cela lui brisait le cœur. Mais dès l'instant que le Gouvernement persistait à dépêcher des forces inadéquates sur des informations imparfaites, aucun autre résultat n'était à attendre <sup>(1)</sup>. » Ces sombres réflexions, au moment où elles étaient faites, étaient sans doute exagérées de la part d'un général qui disposait encore, défalcation faite de ses pertes, d'une douzaine de mille hommes contre moins de 5000, et qui, plus audacieux, aurait peut-être pu tenter contre Alexandrie un coup

---

RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 297-98) sur la réalité du combat du 13 mars, certains officiers français l'ayant contestée. Lanusse et Friant auraient, à tête reposée, imaginé un récit de bataille, soigneusement transcrit par Reynier dans son livre. Il ne saurait cependant y avoir aucun doute sur ce combat, puisque les rapports anglais le relatent, en décrivent les phases et dénombrent les pertes qu'il a coûtées à Abercromby (1300 hommes). Cf. notamment *Diary of Sir John Moore*, t. II, chap. 17.

<sup>(1)</sup> FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 832.



de main <sup>(1)</sup>. Mais, elles étaient inspirées à Abercromby par la crainte où il était de voir, d'un moment à l'autre, paraître le gros de l'armée française.

## V

Le débarquement d'Aboukir avait été connu au Caire le 11 mars. Menou l'avait appris sans excès d'émotion, voire sans assez d'émotion, à juger par les termes dans lesquels lui-même en parlait : « Je reçois à l'instant la nouvelle de la petite échouffourée des Anglais <sup>(2)</sup> ». Avait-il compris la gravité de ce qu'il traitait si négligemment ? Probablement mieux qu'il ne lui avait plu de le laisser voir, mais pas encore autant qu'il eût fallu. Devant un fait aussi sérieux que l'invasion de l'Égypte par une armée anglaise, qui avait eu pratiquement le champ libre et à laquelle on ne savait même pas si la route d'Alexandrie avait pu être barrée, il n'y avait plus à hésiter, avant de concentrer et conduire au combat toutes les troupes qui pouvaient être rassemblées. Employer, dans un tel moment, des détachements à tenir garnison dans des places secondaires, était les gaspiller. Laisser au Caire plus qu'il n'était strictement nécessaire, pour en imposer à la population pendant quelque temps, c'était s'affaiblir en pure perte. L'heure était venue de courir au plus pressé, avec le plus de moyens possible. La situation compromise, parce qu'on avait méconnu le principe posé par Bonaparte, il n'en était que plus urgent de revenir à ce principe et de s'y tenir. Bien que huit jours perdus à ne rien faire rendissent plus vraisemblable l'approche des Turcs, elle n'était toujours pas signalée. S'y attendait-on, il fallait remettre à plus tard le soin d'y parer. Plus on aurait mis de chances de son côté contre les Anglais, plus on s'en serait assuré de pouvoir se retourner à temps contre le Grand Vizir. Cette fois, personne n'avait douté que Menou rassemblât tout son monde contre les envahisseurs. « Au moment où l'on reçut la nouvelle du débarquement, dit Reynier, toute l'armée s'attendit à marcher vers Aboukir <sup>(3)</sup>. » « La conclusion de cela, écrivent les auteurs de l'*Histoire scientifique et militaire*, c'était qu'il

<sup>(1)</sup> Les Français, dans la journée du 13, avaient eu environ 500 hommes hors de combat.

<sup>(2)</sup> RIGAULT, *op. cit.*, p. 296. Menou à Friant, 11 mars 1801.

<sup>(3)</sup> REYNIER, *op. cit.*, p. 189.

fallait se hâter et réunir des forces aussi imposantes que le permettaient une situation imprévue et l'affaiblissement graduel de l'armée <sup>(1)</sup>. » Menou, cependant, n'avait pas encore sonné le ralliement de toutes ses troupes. Il s'était décidé à partir du Caire, le 12 mars, avec la majeure partie de ses forces, mais pas avec toutes. Il avait prescrit à Reynier d'expédier une seule de ses demi-brigades à Rahmanieh par le Delta, de diriger l'autre sur la capitale, pour en remplacer une qu'il emmenait avec lui, et de demeurer à Belbeis, dans l'attente de l'arrivée des Turcs. Au Caire, il avait laissé 2000 combattants aux ordres de Belliard, pour défendre la ville et surveiller la frontière syrienne. Il n'avait fait évacuer ni la Haute-Égypte, ni Belbeis et Saleyeh, ni Suez, ni Damiette, Lesbeh et Rosette. Évaluer avec précision le nombre d'hommes dont il s'était ainsi privé est difficile <sup>(2)</sup>. Mais, étant donné qu'il ne mit pas en ligne sous Alexandrie plus de 10 à 12.000 soldats et que l'armée en comptait au moins 19.000 sous les armes, une appréciable partie de cette différence aurait pu et dû être récupérée pour opérer contre les Anglais. De fait, les « officiers de l'armée française les plus instruits regrettaient que, dans une circonstance aussi décisive, le général en chef eût persisté dans son système de dissémination » <sup>(3)</sup>.

Après huit jours de marche, Menou était arrivé, le soir du 19 mars, à Alexandrie. Reynier l'avait accompagné. Ce général avait enfreint l'ordre qui le retenait à Belbeis et dont l'intention était claire. Depuis longtemps très excité contre son commandant en chef, il ne pouvait que lui en vouloir davantage d'avoir cherché à l'écarter. Si tant est que Menou eût gardé jusque-là — ce qui est douteux — un semblant de titre à sa considération, les sornettes qu'il lui avait écrites à Belbeis, entre le 4 et le 11 mars, et la faute flagrante qu'il avait commise en dédaignant la menace anglaise, ne pouvaient que le lui avoir fait perdre. Leur défiance et leur aversion mutuelles étaient un facteur de désorganisation dans le commandement de l'armée, à la veille d'une bataille qui pouvait être décisive.

---

<sup>(1)</sup> *Histoire scientifique et militaire...*, t. VI (*Expédition*), p. 136.

<sup>(2)</sup> Cf. BERTRAND, *op. cit.*, t. II, p. 391 à 395 et 443. Le général Bertrand, c'est-à-dire en réalité Napoléon, évalue tantôt à 6000, tantôt à 7000, tantôt à 8000, le nombre des hommes laissés un peu partout par Menou.

<sup>(3)</sup> BERTRAND, *op. cit.*, t. II, p. 393.

## VI

N'ayant pas attaqué depuis le 13 mars, alors qu'il n'avait en face de lui que 5000 hommes, Abercromby n'avait aucune envie de le faire, maintenant qu'il se savait en présence d'un effectif que ses rapports lui indiquaient comme accru <sup>(1)</sup>.

Avant même de connaître l'arrivée de Menou, avant d'avoir appris qu'aucun renfort eût rejoint la petite troupe de Friant et de Lanusse, il avait continué de juger sa propre situation « telle que personne ne pourrait la lui envier <sup>(2)</sup> » et d'avoir, rapporte Moore, « pleine conscience de la position critique de son armée ». Il avait persisté à estimer que son Gouvernement, induit en erreur par de faux renseignements et égaré par les lettres interceptées, l'avait envoyé en expédition avec des forces disproportionnées au service attendu de lui; que les Français, défalcation faite de leurs auxiliaires grecs et coptes, étaient supérieurs en nombre à ses troupes et que la plus grande bravoure devait être impuissante à triompher d'ennemis trop nombreux et fortifiés. L'opinion de ses lieutenants au même moment est exprimée dans ces lignes de Moore, qui respirent tout autre chose que la confiance : « La position que les Français ont prise en face de nous est extrêmement forte et garnie d'artillerie; si nous l'emportons, nous avons encore à faire le siège d'Alexandrie, défendue par plus qu'une simple garnison, par une armée, avec une autre armée sur nos flancs et nos derrières. L'opération est au-dessus de nos forces. Il est mortifiant que tant de courage et tant de précieuses existences doivent être dépensées sans atteindre notre but <sup>(3)</sup>. » Si telles avaient été, dans le camp anglais, les préoccupations du commandement avant qu'il sût l'ef-

<sup>(1)</sup> D'après Walsh (*Journal of the late campaign in Egypt...*, Londres, 1803, p. 97). il ne s'est pas cru, avant le 11 mars, en présence de Menou avec 10 ou 12.000 hommes. « Peu de crédit avait été accordé » aux renseignements annonçant que Menou était arrivé à Damanhour avec 8000 hommes.

<sup>(2)</sup> *Diary of Sir John Moore*, t. II, chap. 17.

<sup>(3)</sup> *Ibid.*, t. II, chap. 17. Ces réflexions sont faites par Moore entre le 13 et le 18 mars inclus.

fectif ennemi augmenté par des renforts venus du Caire, combien n'en devait-il pas être plus tourmenté après avoir reçu cette nouvelle? Dans une situation qu'il trouvait encore plus aventurée, être attaqué lui paraissait de beaucoup le moindre mal qui pût lui arriver. D'autre part, il comprenait que, s'il tardait à l'être, force lui serait de reprendre l'offensive. Le terrain conquis par ses troupes au cours des journées précédentes n'avait de valeur pour elles qu'à condition de pouvoir en déboucher pour marcher sur Alexandrie, leur objectif. Réduites à la possession d'une zone exigüe, resserrée entre des lacs, la mer et les défenses françaises, elles ne pouvaient se dispenser longtemps de tenter, pour en sortir, l'effort dont leur chef appréhendait tant le résultat. Il leur était donc préférable de subir le choc plutôt que de le donner.

« Il était évident, écrit un officier d'Abercromby<sup>(1)</sup>, que la simple occupation de l'aride isthme d'Aboukir ne pouvait être l'objectif final du général anglais; que ses opérations offensives ne pouvaient être retardées longtemps; que, lorsqu'il avancerait contre Alexandrie, il aurait à attaquer une armée non seulement supérieure<sup>(2)</sup>, mais postée sur des hauteurs si bien défendues, qu'elles en étaient presque imprenables; que cette tentative devait néanmoins être faite, ou bien toute l'entreprise abandonnée, et par suite les succès du 8 et du 13 rendus vains; qu'enfin l'occasion s'offrirait probablement aux Français d'attaquer dans des conditions favorables, pendant le rembarquement des troupes d'invasion. Le vœu de la France devait être de conserver l'Égypte, non de combattre pour des victoires achetées à un prix aussi ruineux que la défaite. Or en quittant sa position, le général Menou abandonnait tous les avantages qu'il possédait et faisait attaquer son armée avec tous les désavantages de son côté... S'il avait attendu 48 heures, Sir Ralph Abercromby avait l'intention d'ordonner une attaque de nuit, qui aurait peut-être été la plus hasardeuse qui eût jamais été tentée : mais le cas était désespéré, les dés étaient jetés. Sir Ralph ne fut jamais assez optimiste pour espérer qu'une attaque serait dirigée contre lui, et par suite il ne pouvait pas croire que le rapport en

<sup>(1)</sup> Col. WILSON, *History of the British Expedition to Egypt*, Londres, 1802, p. 39-40.

<sup>(2)</sup> L'armée française sous Alexandrie était, en réalité, non pas supérieure en forces, mais tout au plus égale à l'armée anglaise.

fût vrai<sup>(1)</sup>; mais s'il avait conduit les opérations de l'ennemi pour assurer sa propre conquête, tel eût été précisément le mouvement qu'il aurait prescrit... L'erreur capitale du général Menou consista dans la précipitation avec laquelle il se décida à l'offensive. »

Le malheur voulut que pour prendre précipitamment une offensive malencontreuse, tous les généraux français fussent d'accord entre eux — Menou et ses habituels contradicteurs. Devant eux s'alignait une armée anglaise, qui avait sa droite appuyée à la mer et sa gauche au lac Mahdieh : l'enfoncer, puis la jeter à la mer ou au lac, ou partie dans l'une et partie dans l'autre, à tout le moins la refouler vers l'entrée du corridor en travers duquel elle était établie, c'était bien tentant. A le tenter on n'hésita pas. Reynier admettait que, décisive si elle était gagnée, la bataille pût ne pas l'être, dans le cas où elle serait perdue. « Une victoire, écrit-il, assurait la possession de l'Égypte; elle donnait les moyens d'arrêter la marche du Vizir et celle du corps anglais venu de l'Inde. Un échec ne pouvait rendre la position beaucoup plus mauvaise<sup>(2)</sup>. » C'est en raisonnant de la sorte qu'il était d'avis d'attaquer. Avec ou sans la même illusion, les autres généraux, Menou en tête, étaient partisans de l'offensive. Ils subissaient tous plus ou moins la hantise de l'attaque turque, beaucoup plus en retard qu'ils ne le croyaient, et de la diversion anglo-indienne, fort loin encore d'être dangereuse<sup>(3)</sup>. Leur conviction d'une coordination qui, en fait, n'existait pas entre les mouvements des trois forces ennemies, continuait à réparer les imprévoyances de Dundas.

Le 21 mars fut livrée et perdue la bataille à laquelle on a donné le nom de Canope.

## VII

Abercromby avait fortifié de son mieux la position que lui avait donnée le combat du 13 mars : l'alignement du camp des Romains. Les ouvra-

<sup>(1)</sup> Cf. WALSH, *Journal of the late campaign in Egypt...*, Londres, 1803, p. 97. « Peu d'appréhension était entretenue d'une attaque de Menou contre notre position. » 19 mars.

<sup>(2)</sup> REYNIER, *op. cit.*, p. 210.

<sup>(3)</sup> *Histoire scientifique et militaire...*, t. VI (*Expédition*), p. 155.



ges qu'il y avait fait exécuter <sup>(1)</sup>, l'artillerie dont il l'avait garni, en avaient rendu l'abord redoutable. La totalité de son effectif était à sa disposition; la seule brigade qu'il en eût distraite, pour assiéger le fort d'Aboukir, était devenue récupérable, grâce à la capitulation de ce fort. « Les forces des deux côtés, dit un historien anglais <sup>(2)</sup>, paraissent avoir été aussi près que possible de l'égalité. » « L'armée française, dit au contraire un historien français <sup>(3)</sup>, était certainement plus faible que les ennemis. » Quoi qu'il en soit, égale ou inférieure en nombre à un ennemi solidement retranché, l'armée française n'aurait pas eu trop, pour vaincre, des soldats et des canons que Menou avait laissés dans des places de l'intérieur ou de la côte.

Les Anglais s'attendaient à être attaqués de nuit. Leurs troupes de première ligne avaient été tenues en éveil et sous les armes sur toute l'étendue de leur front, leurs réserves prêtes à intervenir partout où le besoin s'en ferait sentir. L'action s'engagea à l'aube du 21 mars, sur leur gauche, contre laquelle se dessina une attaque. Le violent feu de mousqueterie qui éclata soudain de ce côté fut discerné, dit un officier anglais <sup>(4)</sup>, « pour n'être rien de plus qu'une feinte, destinée à harceler nos troupes ou à éprouver leur vigilance, car nous ignorions encore la jonction de toutes les forces françaises à Alexandrie ». Cependant, comme ce feu se prolongeait un certain temps, le général Stuart, avec une brigade, se mit en marche pour aller voir ce qu'il en était. Déjà le général Moore, major général de service ce jour-là, se portait au galop du même côté, quand, au bruit d'une fusillade et d'une canonnade nourries sur sa droite, il tourna bride en disant : « Voilà la vraie attaque » <sup>(5)</sup>. Ramené sur ses pas par la même pensée que Moore, Stuart fit rebrousser chemin à sa brigade. Ils ne se trompaient pas.

La veille au soir, Menou avait fait demander, par son chef d'état-major Lagrange, un plan de bataille à Lanusse, que celui-ci avait aussitôt

---

<sup>(1)</sup> Cf. WALSH, *Journal of the late campaign in Egypt...*, Londres, 1803, p. 97.

<sup>(2)</sup> FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 839.

<sup>(3)</sup> RIGAULT, *op. cit.*, p. 300.

<sup>(4)</sup> WALSH, *op. cit.*, p. 97-98.

<sup>(5)</sup> FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 834.

concerté avec Reynier. Transformé en ordre du jour, ce plan avait été distribué aux généraux français le 20 mars à 10 heures du soir, pour être exécuté le lendemain avant l'aube. Il comportait d'abord une feinte sur l'extrême aile gauche des ennemis, tandis que l'attaque principale se porterait ensuite contre leur droite. Mais Lanusse, chargé de déclencher l'attaque principale en se lançant à l'assaut de la droite anglaise, en avait donné le signal trop peu de temps après que la feinte eût commencé à se dessiner et il compromit ainsi le succès de toute la manœuvre. « Si, dit un officier anglais <sup>(1)</sup>, le général Lanusse avait attendu un peu plus longtemps l'effet de la fausse alerte sur notre gauche, les conséquences auraient pu en être fort sérieuses, car le régiment de Minorque et le reste de la brigade du général Stuart, qui furent ensuite si utiles sur notre droite, étaient effectivement en marche » vers le côté opposé. « La diversion sur la gauche, dit un autre <sup>(2)</sup>, fut trop faible et ne commença pas assez tôt pour attirer sur ce point l'attention de notre armée... Le général Lanusse fit avancer sa colonne trop vite après que le feu sur la gauche eut été entendu. » La hâte avec laquelle il engagea l'attaque principale fit donc manquer son but à la feinte : ce qui tourna au détriment de l'attaque principale.

La droite anglaise tint bon contre l'assaut des troupes de Lanusse. Là s'élevait, sur les ruines d'un ancien camp romain, qui donnait son nom à tout l'alignement de hauteurs tenues par les Anglais entre la mer et le lac, une redoute, choisie par les Français pour premier et principal objectif. La fausse attaque sur l'extrême aile gauche, vers le canal d'Alexandrie et le lac, ayant été immédiatement discernée pour ce qu'elle était, ni un homme, ni une pièce n'avaient été distraits des autres parties du front pour répondre à la feinte éventée. Des généraux aux soldats, tout le monde était à son poste et sur le qui-vive, dans la redoute visée par l'adversaire, comme aux abords et en arrière de cet ouvrage. Derrière la première ligne, des régiments en réserve soutenaient et réconfortaient ceux qui recevaient le choc. Les colonnes d'assaut furent finalement repoussées avec de fortes pertes, Lanusse mortellement blessé.

<sup>(1)</sup> WALSH, *Journal of the late campaign in Egypt...*, Londres, 1803, p. 107-108.

<sup>(2)</sup> Col. WILSON, *op. cit.*, p. 40.

Le front anglais ne résista pas moins fermement à l'attaque des divisions françaises de Destaing et de Rampon, qui tentèrent de l'enfoncer sur un point où le terrain s'abaissait, entre la droite et le centre. Durement éprouvés, les assaillants furent refoulés en dehors de la position ennemie et au pied des fortins qui la défendaient. Ramenés à la charge contre le centre, ils ne réussirent qu'à l'entamer, sans pouvoir s'y maintenir, tandis que les restes de la division Lanusse échouaient dans une nouvelle offensive contre la redoute de droite et que deux régiments de cavalerie française, chargeant sur les deux flancs du même ouvrage, se faisaient ramener après avoir pénétré jusqu'aux secondes lignes. Nulle part donc le front britannique ne put être rompu, même pas aux endroits où il avait momentanément cédé. Avant 9 heures du matin, le plan français d'attaque avait complètement échoué.

Reynier, opposé à la gauche anglaise, ne bougea pas pendant ces actions. Menou ne lui en donna pas l'ordre et lui-même n'en prit pas l'initiative.

Tandis qu'Abercromby s'était prodigué, veillant à tout et payant de sa personne au point de trop s'exposer, « Menou se promenait en arrière de la ligne de bataille, abandonnant à ses lieutenants le soin d'exécuter le plan qu'il avait conçu »<sup>(1)</sup>. Resté étranger à l'élaboration des ordres, au bas desquels il s'était borné à apposer sa signature, il l'est aussi resté à leur exécution. Bien que le combat se déroulat sur une superficie de terrain aisée à parcourir en un temps de galop, il n'a pas — de toute la phase décisive de l'action — donné un commandement personnel, prescrit, contrôlé, hâté ou ralenti un mouvement. Il s'en est remis, « pour les ordres à donner, pour les mouvements à diriger, aux braves généraux qui commandaient sous lui »<sup>(2)</sup>. Or un général en chef est un rouage qui ne se supprime pas sans inconvénient dans une bataille. « Ces opérations, dit Napoléon, furent faites sans ensemble; l'armée n'était pas commandée<sup>(3)</sup>. » « Rien ne se passait plus comme il avait été dit dans le plan de

<sup>(1)</sup> RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 304.

<sup>(2)</sup> *Histoire scientifique et militaire...*, t. VI (*Expédition*), p. 164.

<sup>(3)</sup> BERTAND, *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, t. II.

bataille, constatent les auteurs de l'*Histoire scientifique et militaire*. Chaque attaque avait lieu isolément, sans se lier avec un ensemble de mesures, qui inquiétait l'ennemi sur divers points<sup>(1)</sup>. » C'est le propre d'une action où le chef est inexistant.

Après avoir maintenu leurs positions contre la ruée des corps français de la gauche et du centre (Lanusse, Destaing, Rampon), les Anglais s'attendirent à devoir les défendre contre une attaque de la droite (Reynier). Mais la peine leur en fut épargnée. « La droite de l'armée française, constate un officier anglais<sup>(2)</sup>, continua à demeurer immobile en face de notre gauche. »

Menou semble avoir pensé qu'elle avait autre chose à faire<sup>(3)</sup>. Mais alors il ne suffisait pas de le penser; il fallait avoir une idée tant soit peu précise de ce qu'il y avait à faire et l'ordonner. Or rien n'indique que l'idée d'un mouvement quelconque, — avant celle d'une charge de cavalerie, — se soit présentée à l'esprit de Menou et encore moins qu'il en ait donné l'ordre à son aile droite.

Le rôle de la droite française, commandée par Reynier, avait été déterminé par le plan d'attaque. Il consistait d'abord à « refuser un peu » jusqu'à ce que le combat fût vivement engagé par la gauche; ensuite, quand le centre aurait secondé l'aile gauche, à « attaquer et culbuter tout » devant soi. L'offensive de la gauche et du centre ayant tourné tout autrement qu'on ne l'avait espéré, Reynier, jusque-là resté immobile, se considéra comme dispensé d'attaquer et ne conçut plus l'avance de sa division que comme un moyen d'appuyer les corps engagés pour qu'ils fissent leur retraite en bon ordre<sup>(4)</sup>. Auteur avec Lanusse du plan que Menou avait seulement adopté et qui venait d'échouer, il se serait, à l'en croire, préoccupé que, perdue, la bataille ne fût pas décisive. La jugeant perdue, après les échecs dès lors subis, il aurait pensé qu'on pouvait

<sup>(1)</sup> Tome VI (*Expédition*).

<sup>(2)</sup> WALSH, *op. cit.*, p. 104.

<sup>(3)</sup> RIGAULT, *op. cit.*, p. 303.

<sup>(4)</sup> *Histoire scientifique et militaire...*, t. VI (*Expédition*), p. 165. Le récit des auteurs de cette histoire, visiblement inspiré dans cette partie par Reynier lui-même, concorde parfois littéralement avec celui que Reynier fait dans son ouvrage : *De l'Égypte après la bataille d'Héliopolis...*, Paris, 1802, p. 208-221.

la rendre moins meurtrière et plus courte »<sup>(1)</sup>, en prenant des dispositions de retraite. Sa division lui aurait paru « trop inférieure en nombre pour affronter seule le centre des Anglais », alors que les trois cinquièmes de l'armée avaient déjà été dispersés, désorganisés et affaiblis. « Si, a-t-il écrit plus tard, on s'était retiré alors, la perte aurait été peu considérable, les Anglais auraient considéré cette affaire comme une grande reconnaissance<sup>(2)</sup>, et l'armée restait encore assez forte pour tenter une autre attaque à la première occasion favorable<sup>(3)</sup>. » N'est-ce là qu'une théorie imaginée après coup pour masquer une coupable mauvaise volonté ? Est-ce au contraire la conception que Reynier se fit de son devoir et de l'intérêt commun ? Ce que l'on sait de son état d'esprit ne permet pas d'écarter la première hypothèse et la rend même assez plausible. Mais sa conduite sur le champ de bataille ne passa outre à aucun ordre de Menou, qui n'en donnait aucun. Après avoir attendu quelque temps que son général en chef « intervînt pour faire avancer l'aile droite » et constaté que celui-ci « se renfermait dans un rôle passif »<sup>(4)</sup>, il prit sur lui, assure-t-il, d'ordonner une avance, mais sans autre but que de dégager les divisions antérieurement lancées à l'assaut et repoussées. Son mouvement, s'il en esquisssa un, dut toutefois être bien imperceptible, pour n'avoir même pas été remarqué dans le camp adverse et n'avoir été mentionné par aucun narrateur ennemi. Eut-il tort de s'en tenir là, de ne pas donner pour objet à sa douteuse avance un nouvel assaut, destiné à réparer l'échec des précédents ? C'est possible, car pendant une heure entière les munitions manquèrent sur le front britannique<sup>(5)</sup>; le contraire l'est aussi, car les

<sup>(1)</sup> *Histoire scientifique et militaire...*, t. VI (*Expédition*), p. 165, et REYNIER, *op. cit.*, p. 217.

<sup>(2)</sup> La prétention d'assimiler la bataille du 21 mars à une grande reconnaissance, même en la supposant arrêtée après les échecs de Lanusse, Destaing et Rampon, est insoutenable.

<sup>(3)</sup> Cité par RUGAULT, *op. cit.*, p. 307.

<sup>(4)</sup> *Histoire scientifique et militaire...*, t. VI (*Expédition*), p. 165.

<sup>(5)</sup> Cf. *Diary of Sir John Moore*, t. II, p. 12. « Nous avons été une heure sans cartouches; pendant ce temps l'ennemi nous tirait dessus à balles et à boulets. Notre artillerie ne pouvait pas répondre un seul coup et, si l'infanterie française avait avancé de nouveau, c'est à la baïonnette que nous aurions dû la repousser. »



réécits anglais du combat établissent que les troupes d'Abercromby furent loin d'y avoir été engagées tout entières<sup>(1)</sup>, des réserves encore fraîches étant prêtes à venir renforcer la défense des positions menacées. Mais les positions anglaises n'eurent plus à subir de choc d'infanterie.

Elles eurent encore, par contre, à en subir un, et rude, de la cavalerie française. Trois régiments de dragons, lancés ventre à terre, sous les ordres du général Roize, foncèrent sur la droite ennemie, longeant les deux flancs de la redoute qui en formait le nœud, au camp des Romains; les uns en tournèrent les pentes, sabrèrent les highlanders qui la défendaient, tombèrent sur le bivouac attenant, où les pieds des chevaux s'embarrassèrent dans les cordes et les piquets des tentes, et rebroussèrent chemin en prenant la redoute à revers; les autres s'engouffrèrent dans les rangs d'un régiment anglais qui s'ouvrit pour leur livrer passage, entre la droite et le centre. Ce fut un moment de confusion et de carnage. Abercromby fut blessé à mort; le général Moore faillit être fait prisonnier. Mais un régiment voisin vint relever les highlanders taillés en pièces et, aucun soutien d'infanterie française ne s'étant présenté pour profiter du désordre jeté dans les rangs anglais, cette charge héroïque n'eut pas d'autre résultat.

Elle avait été déclanchée par le seul ordre personnel que Menou eût donné de toute la journée. Ordre si insolite et si inattendu que le général Roize se l'était fait répéter trois fois avant de l'exécuter : il ne l'en avait pas moins exécuté, peut-être « à regret », en tout cas avec l'énergie du désespoir, puisque lui-même et une masse de ses cavaliers y laissèrent la vie. Peut-on dire que « la charge eût réussi si Reynier l'eût soutenue »<sup>(2)</sup> ? D'après les témoignages anglais, une partie seulement des escadrons de Roize parvint à aborder, à revers, la redoute où ils firent tant de mal; mais les cavaliers qui l'avaient tournée, envahie ou dépassée ne tardèrent pas à succomber sous le feu des régiments placés en arrière et sur les côtés de l'ouvrage, pendant que ceux qui avaient chargé plus à droite étaient décimés par le tir de fantassins britanniques, qui les prenaient de

<sup>(1)</sup> FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 839.

<sup>(2)</sup> RIGAULT, *op. cit.*, p. 305.

flanc <sup>(1)</sup>. Il est douteux que l'infanterie de Reynier, qui ne semble pas avoir été prévenu de la charge avant de l'avoir vue passer en trombe entre ses colonnes, pût la suivre assez vite pour profiter du désarroi passager qu'elle avait produit. De fait, Reynier affirme n'en avoir pas eu le temps : il fit, dit-il, « accélérer le mouvement de ses troupes afin qu'elles pussent protéger la cavalerie » ; mais à peine une de ses demi-brigades arrivait-elle au pied de la redoute, que déjà les dragons étaient repoussés <sup>(2)</sup>. La vraisemblance est ici en faveur de ses dires. Les Anglais constatent qu'une partie de sa division s'ébranla alors pour soutenir la charge de Roize, mais sans avoir abordé leurs positions <sup>(3)</sup>. Ils notent toutefois que, de toute la bataille, elle « entra à peine en action », et certains d'entre eux ne cachent pas leur mauvaise opinion du rôle de son chef pendant cette journée. Un de leurs officiers rapporte qu'« il fut apparent aux Anglais que la droite française ne soutint en aucun moment les efforts de la gauche ni n'en couvrit les échecs, bien que se fussent offertes quelques occasions avantageuses » <sup>(4)</sup>. Un soupçon peu honorable pour Reynier plane donc sur l'ensemble de sa justification, même quand elle paraît plausible. Mais que Reynier ait ou n'ait pas fait toute diligence pour suivre les dragons de Roize, Menou demeure inexcusable d'avoir déclenché une action de cavalerie, sans avoir auparavant ordonné à un commandant d'infanterie, celui-là ou tout autre, de la soutenir et d'en profiter. « Quand la charge de cavalerie fut faite, observe un officier anglais, elle aurait dû être appuyée par un nombreux corps d'infanterie <sup>(5)</sup>. » A lui assurer cet appui, Menou ne pourvut pas.

La charge meurtrière de Roize repoussée, il ne restait plus qu'à rompre le combat et à reprendre les positions d'où l'on était malencontreusement parti. Ne voulût-on pas encore s'y résigner, on devait du moins agir, décider ce que l'on ferait d'autre. Reynier affirme encore avoir placé Menou en face de cette alternative, sans obtenir de lui aucune réponse

<sup>(1)</sup> FONTESCU, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 837-838.

<sup>(2)</sup> REYNIER, *op. cit.*, p. 221.

<sup>(3)</sup> FONTESCU, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 837.

<sup>(4)</sup> COL. WILSON, *op. cit.*, p. 42.

<sup>(5)</sup> *Idem*, *op. cit.*, p. 43.

*Documents*, n° 4.

précise. Qu'il faille ou non l'en croire, en tout cas les troupes furent immobilisées, sans recevoir l'ordre ni d'avancer, ni de reculer. Elles « restaient sous le feu des lignes et des batteries ennemies, sans faire aucun mouvement, et perdaient à chaque instant une foule de braves. Les munitions de l'artillerie étaient épuisées <sup>(1)</sup>. » Les Français, observe un historien anglais <sup>(2)</sup>, « auraient pu souffrir moins, si Menou avait retiré ses hommes avant que les Anglais eussent été ravitaillés en munitions. Mais, avec une fausse fierté, il les tint encore en ligne, bien que toute possibilité d'attaquer avec succès se fût évanouie; et, par suite, ses malheureux soldats souffrirent cruellement, quand les canons anglais rouvrirent le feu. Ce fut, à ce qu'il me semble, sa faute la plus coupable de toute la journée. » Sa funeste indécision dura plus de deux heures. Peut-être Reynier s'est-il montré, dans la circonstance, « étrangement résigné aux volontés de son chef » en laissant sa division sous le feu; ce n'en était pas moins à Menou qu'il appartenait, ou de lui ordonner d'attaquer, ou de commander le repli général. Il n'a fait ni l'un ni l'autre.

Un aussi lourd passif de fautes, commises depuis le 4 mars et dans la journée du 21, ne semble pas autoriser un général en chef à se laver les mains de la défaite et à en rejeter toute la responsabilité sur ses subalternes. C'est cependant ce qu'a fait Menou : « Ceux qui, depuis longtemps, voulaient l'évacuation de l'Égypte, a-t-il écrit au Premier Consul <sup>(3)</sup>, ont donné, dans cette mémorable journée, des preuves de leur inaltérable malveillance ». Cette insinuation vise principalement Lanusse, tué à la tête de ses troupes, Reynier — effectivement très suspect de mauvaise volonté — et l'ancien chef d'État-Major de Kléber, Damas. Un des divisionnaires de l'armée, Rampon, commandant à Canope l'un des corps du centre, a repris à son compte la même inculpation : « Si le succès, dit-il, n'a pas couronné les efforts de nos troupes, elles le doivent aux mauvaises dispositions du général Lanusse et aux mauvaises intentions d'autres personnes qui, pour faire échouer le plan du général Menou et satisfaire leur vil

<sup>(1)</sup> RIGAUT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 305.

<sup>(2)</sup> FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2.

<sup>(3)</sup> Menou à Bonaparte, le 24 avril 1801. Cité par RIGAUT, *op. cit.*, p. 306.

intérêt et leur ambition, ont sacrifié l'intérêt de la France »<sup>(1)</sup>. Contre ces accusations, Reynier a regimbé par des justifications qui donnent l'impression d'être plus habilement faites que véridiques. Sans attendre d'être incriminé, il ne se fit d'ailleurs pas faute d'accuser Menou, dès le lendemain de la défaite, dans des lettres à des généraux, en Égypte et en France. Le procès ainsi ouvert devant les contemporains l'est resté devant la postérité. Sans avoir la prétention de le juger, on doit constater que les preuves de l'« inaltérable malveillance », des « mauvaises intentions », imputables à certains lieutenants de Menou, bien qu'impressionnantes en ce qui touche l'un d'eux, sont moins solidement établies que celles de sa propre insuffisance militaire, avant et pendant la bataille. Avant, ses dispositions ont été néfastes; pendant, il n'a pas commandé.

Que la bataille ait été perdue par la faute de Menou, de Reynier ou de Lanusse, ou par celle des trois, en tout cas elle ne fit pas honneur au commandement français.

Napoléon a jugé qu'elle aurait pu être gagnée, si les troupes dont Menou s'était bénévolement privé y avaient participé. « On peut, dit-il<sup>(2)</sup>, conjecturer facilement quel eût été le résultat d'une pareille journée, si les 8000 Français que Menou avait laissés dans l'intérieur de l'Égypte se fussent trouvés sur le champ de bataille, comme cela aurait dû être... Il ne réunit que 12.000 hommes, il pouvait en réunir 19.000; avec 7000 de plus la journée du 21 n'eut pas été douteuse. » Sans s'arrêter à des chiffres qui n'ont qu'une valeur approximative, on ne peut évidemment se refuser à admettre qu'un surplus appréciable de combattants d'un côté aurait pu exercer une influence sur l'issue de l'engagement.

Si l'on peut toutefois en douter, c'est précisément à cause de l'infériorité du commandement, de notre côté.

---

<sup>(1)</sup> Rapport de Rampon cité par RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 305-306.

<sup>(2)</sup> BERTRAND, *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, t. II.









## CHAPITRE XVI.

---

### LES CAPITULATIONS DU CAIRE ET D'ALEXANDRIE.

- I. — Préoccupations et craintes d'Hutchinson après Canope. Situation respective des Anglais et des Français. Non décisive par elle-même, la bataille de Canope le devient. Nécessité pour les Anglais d'une campagne à l'intérieur. Proposition d'évacuer renouvelée aux Français par l'intermédiaire de Sidney Smith.
- II. — Reynier propose à Menou de réunir la plupart de ses forces à Rahmanieh. Menou pour une résistance passive.
- III. — Marche d'Hutchinson sur Rosette, El-Hamed, El-Atf et Rahmanieh. Il n'a devant lui que 4000 hommes. Pourquoi la route du Caire lui est disputée par si peu de monde. Conseils donnés à Menou. Son irrésolution et son inaction. Conséquences de la prise de Rahmanieh. Anxiété d'Hutchinson avant de décider de poursuivre sa marche sur le Caire. Protestations de ses officiers.
- IV. — Belliard au Caire. Combat d'El-Khankah. Portée morale d'un succès des Turcs sur les Français. Jonction des Turcs avec les Anglais. Inquiétude inspirée à Hutchinson par la nouvelle que l'escadre de Ganteaume a paru sur la côte. Jonction des Mameluks avec les Anglais et accord entre eux. Défaillance de Belliard et capitulation du Caire. Surprise des Anglais devant l'étendue de leur succès.
- V. — Expédition anglo-indienne par la mer Rouge. Organisation et mise en route de l'expédition. Elle retourne contre l'Égypte française les projets de jonction avec l'Inde que les Français avaient formés contre la puissance anglaise dans l'Inde. Le général Baird à Moka, Djeddah, Kosseir. Marche de son corps d'armée de Kosseir à Kéneh. Marche d'un détachement anglais de Suez à El-Khankah. Pratiquement peu efficace, l'expédition anglo-indienne est importante par sa signification politique.
- VI. — Séjour d'Hutchinson au Caire. Il laisse la souveraineté turque se rétablir sur la capitale. Il est amené à s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Égypte et doit arbitrer le différend des Turcs et des Mameluks.
- VII. — Dernières inquiétudes d'Hutchinson au sujet de la croisière de Ganteaume. Pourquoi elles sont vaines. Forces dont dispose Hutchinson contre Alexandrie en août. Menou n'a pas profité de la faiblesse de Coote. Tentation exercée par Sidney

Smith sur les Français au moyen de l'offre de rapatriement. Menou la repousse. Hutchinson accentue la pression autour d'Alexandrie. Capitulation de la place. Opinion des Anglais sur cette capitulation.

VIII. — La campagne de 1801 aurait-elle pu ou dû avoir une autre issue ? Rien ne contribue plus que les témoignages anglais à poser cette question.

# I

Malgré leur satisfaction et leur fierté d'avoir vaincu, les Anglais se voyaient encore loin du but de leur campagne et, si rapprochés d'Alexandrie qu'ils en pouvaient distinguer les maisons à l'œil nu, ils vérifiaient le proverbe qu'il peut y avoir loin de la coupe aux lèvres. Leur nouveau commandant en chef Hutchinson — Abercromby blessé avait dû être évacué et mourut bientôt de sa blessure — se trouvait aux prises avec des difficultés que Dundas n'avait pas prévues et conduit à prendre des initiatives qui le faisaient réfléchir.

« Les victoires antérieures, écrit un officier de son armée <sup>(1)</sup>, devaient avoir inspiré en Angleterre et en Europe des espérances, voire une confiance presque positive dans le succès de l'expédition, pourvu que les opérations en fussent menées avec une élémentaire prudence ; et le général Hutchinson se rendait compte qu'après la bataille du 21 mars, l'Égypte serait considérée comme conquise. Ses trophées pourraient, par conséquent, être rares, tandis que sa responsabilité était grande : car il comprenait que la campagne ne faisait que commencer, assurément sous des auspices favorables, mais sans supériorité décisive. Restait à combattre une armée plus nombreuse que la sienne, à s'emparer de places fortes, à endurer le climat, à obtenir des approvisionnements de l'intérieur, à établir les communications avec le Vizir et l'armée des Indes. Et, indépendamment de ces formidables difficultés, la peste et d'autres maladies menaçaient de réduire les forces britanniques. Lord Keith, en outre, assurait de ne pas pouvoir demeurer sur la côte avec sa flotte plus tard qu'octobre, à cause du temps et de l'état des vaisseaux. Abandonner l'entreprise était une infamie ; la compléter glorieusement, une perspective

<sup>(1)</sup> Col. WILSON, *History of the British Expedition to Egypt*, p. 49.

précaire. Une attaque contre Alexandrie était trop désespérée pour être tentée, et demeurer inerte était impossible. »

Ces préoccupations d'Hutchinson ne tenaient pas assez compte des facteurs qui travaillaient en sa faveur, ni des difficultés de l'adversaire, certainement pires que les siennes.

Ses pertes s'étaient élevées à 1400 hommes et 73 officiers tués ou blessés. Mais il pouvait combler ces vides, dans un certain temps avec des renforts anglais, tout de suite avec des renforts ottomans. Le soir même de la bataille il avait demandé à Minorque des renforts anglais<sup>(1)</sup>, qui ne pourraient pas, sans doute, lui parvenir avant longtemps, mais que la maîtrise de la mer lui permettrait cependant de recevoir. En attendant, il pouvait recevoir et reçut des renforts ottomans. Dès avant le 21 un premier contingent de 500 soldats turcs avait débarqué à Aboukir<sup>(2)</sup>. Le 25 mars arriva le capitán-pacha, avec six vaisseaux de ligne, quelques frégates et 4000 hommes de troupes relativement entraînées et meilleures qu'on ne s'attendait à les trouver<sup>(3)</sup>. En outre, contre une armée française déjà battue dans trois rencontres, préoccupée de couvrir ou de défendre Alexandrie, éloignée du Caire, la diversion turque par la frontière de Syrie acquérait une valeur qu'elle n'avait pas eue auparavant. Or, le Grand Vizir s'était mis en mouvement, à la nouvelle du succès du débarquement des Anglais à Aboukir et avançait sur El-Arich<sup>(4)</sup>. Des officiers britanniques placés non seulement auprès de lui, mais auprès de ses principaux commandants d'unités, permettaient d'exercer une certaine influence sur ses mouvements, de diriger, accélérer ou ralentir sa marche. Le colonel Halloway accompagnait le Grand Vizir; le capitaine Leake marchait avec Tahir pacha, le capitaine Lacey avec Mohammed pacha, les deux capitaines recevant leurs ordres d'Halloway<sup>(5)</sup>. La victoire établissait la coordination qui avait fait défaut jusque-là. Elle améliorait la situation matérielle des

<sup>(1)</sup> FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 849.

<sup>(2)</sup> THOMAS WALSH, *Journal of the late campaign in Egypt...*, Londres, 1803, p. 96.

<sup>(3)</sup> FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 849.

<sup>(4)</sup> L'armée turque se mit en marche de Yabna sur El-Arich le 12 mars. *Histoire scientifique et militaire...*, t. VI (*Expédition*), p. 226.

<sup>(5)</sup> Elgin à Hawkesbury, 21 juin 1801 (rapport publié dans la presse).



vainqueurs, en leur ouvrant des accès à l'intérieur du Delta et facilitant leur ravitaillement dans les villages, dont la population, d'abord craintive, se prêtait désormais à leur fournir des ressources. Enfin leur moral était exalté et leur confiance fortifiée.

Bien que les Anglais, restés maîtres du champ de bataille, n'en eussent pas bougé, la situation des Français était bien pire après qu'avant Canope. Ils avaient perdu, entre tués et blessés, environ 2000 hommes<sup>(1)</sup>, qu'ils n'avaient aucune chance de remplacer : seule l'arrivée de Ganteaume et des renforts embarqués sur son escadre aurait pu combler le vide creusé dans leurs rangs, et personne, sauf Menou, n'y comptait plus. Ils avaient échoué dans leur tentative pour refouler les Anglais et ne pouvaient plus raisonnablement nourrir l'espoir de la renouveler avec succès. Acculés aux murs d'Alexandrie, ils n'étaient pas assez nombreux pour ne pas hésiter à s'en éloigner, en y laissant à peine assez de monde pour la défendre. Plus que jamais ils avaient lieu de s'attendre à l'approche du Vizir, par le désert de Syrie, et de craindre pour la sécurité du Caire. Pour faire face aux difficultés accrues d'une position aussi aggravée, il leur aurait fallu un chef ayant quelque talent, de la décision et de l'autorité; ils ne l'avaient pas et savaient ne pas l'avoir. Par-dessus tout, ils étaient démoralisés, — les généraux plus que les soldats; — « accablés de la défaite, à leurs yeux l'Égypte était déjà perdue »<sup>(2)</sup>. Le souvenir de la convention d'El-Arich, jamais chassé de leur mémoire, y remontait impérieusement; les divisionnaires donnaient l'exemple de le rappeler. Le découragement profitait au parti de l'évacuation et le discrédit du commandant en chef au découragement. « Le mécontentement général et le désespoir, dit Napoléon<sup>(3)</sup>, qu'avaient produits dans l'armée la lenteur, l'irrésolution et le défaut de talents militaires du général Menou, avaient banni tout espoir et toute confiance. »

En réalité, la bataille de Canope avait décidé de la possession de l'Égypte. Non qu'elle fût nécessairement décisive, mais elle le devint et ne pouvait pas ne pas le devenir. Car, à une situation rendue plus difficile

<sup>(1)</sup> D'après Fortescue, 1000 tués, 600 blessés, 200 prisonniers.

<sup>(2)</sup> RIGAULT, *op. cit.*, p. 308.

<sup>(3)</sup> BERTRAND, *op. cit.*, t. II, p. 440.

par sa défaite, Menou ne pouvait être qu'encore plus inférieur; et un premier échec grave, dont lui-même et Reynier se rejetaient mutuellement la responsabilité, ne pouvait qu'envenimer leur dissentiment, ébranler la confiance déjà chancelante d'autres divisionnaires, affaiblir l'autorité d'un chef qui, du reste, n'en avait jamais eu beaucoup, bref achever la désorganisation du commandement.

Pour justifier la perplexité d'Hutchinson, il reste néanmoins que le plan de Dundas n'était pas exécutable; que la limite tracée par ce ministre aux opérations des troupes anglaises ne pouvait pas être respectée; que l'objectif assigné par lui à l'expédition — Alexandrie — ne pouvait pas être atteint sans une campagne à l'intérieur, qui en finit avec l'armée française. Or, une telle campagne eût encore laissé de la marge aux revirements de la fortune, si le commandement français eût été capable d'aider la fortune.

Aussi Hutchinson aurait-il préféré, plutôt que de se lancer dans une campagne à l'intérieur, terminer l'expédition en faisant revivre la convention d'El-Arich. Après Canope, il était prêt, comme Abercromby avant la victoire, à concéder aux Français les conditions stipulées en 1800, entre Kléber et le Grand Vizir. Sidney Smith avait suivi l'état-major à terre; les seuls renseignements utiles qui eussent été fournis sur le pays et le terrain l'avaient été par lui et un peu par Baldwin; lui seul tenait les fils des relations entre les Anglais et les Mameluks : son influence au quartier général s'en trouvait accrue. Il avait en outre conquis l'estime et l'affection de ses compagnons d'armes par ses qualités militaires, par la part brillante qu'il avait prise au succès du débarquement, par les reconnaissances audacieuses qu'il avait ensuite dirigées, enfin par sa belle conduite aux combats du 13 et du 21 mars. Un homme qui savait si bien se battre se faisait naturellement écouter, quand il conseillait d'allécher l'ennemi par l'offre d'une « capitulation honorable », de la liberté en échange de l'évacuation. Sa tactique était toujours de tenir la convention d'El-Arich à la disposition des Français, comme un appât. Hutchinson ne dédaigna pas de la lui laisser mettre à l'épreuve, au lendemain même de la victoire anglaise. Le 23 mars, Sidney Smith se présenta aux avant-postes français, sous pavillon parlementaire. S'étant vu refuser l'entrée dans les lignes ennemies, il envoya au commandant d'Alexandrie une lettre où, parlant

au nom des commandants en chef de l'armée et de l'escadre britanniques, il proposait aux Français d'évacuer l'Égypte sans être considérés comme prisonniers de guerre. S'adressant à Friant, qui n'était pas favorable à l'évacuation, et par-dessus lui à Menou, qui se trouvait dans la place, cette offre n'avait aucune chance d'être acceptée et ne le fut pas en effet. Friant y répondit le lendemain, en exprimant sa surprise qu'elle lui eût été faite, alors que les circonstances ne la justifiaient nullement, et en déclarant que l'armée française était résolue à défendre l'Égypte jusqu'à la dernière extrémité<sup>(1)</sup>. Mais, en causant avec des soldats pendant sa halte aux avant-postes, Sidney Smith avait appris d'eux qu'ils se battaient seulement par devoir et discipline, non par désir de conserver la possession de l'Égypte, où ils plaignaient les Anglais d'avoir, selon toute vraisemblance, à les remplacer bientôt. C'était la confirmation de l'état d'esprit que le commodore avait déjà constaté et sur lequel il avait constamment spéculé, pour faire finalement tomber les armes des mains des Français, en bloc ou en détail.

## II

Elles n'en devaient pas tomber cependant, sans que Menou eût négligé quelques occasions de s'en servir. La louable résolution, qui était la sienne, de défendre l'Égypte jusqu'à la dernière extrémité, ne pouvait suffire par elle-même à arrêter deux et bientôt trois invasions. Un minimum de stratégie et de décision était nécessaire pour conjurer un danger désormais très pressant, et un minimum de commandement l'était pour empêcher la résistance de s'en aller à vau-l'eau, l'armée d'être coupée en plusieurs tronçons, les chefs de corps de jeter le manche après la cognée. C'est ce que la meilleure volonté du monde ne permet pas de découvrir dans l'action, ou plutôt dans l'inaction de Menou. Reynier, qui, tout discipliné qu'il fût, avait quelque idée de l'art militaire, «proposait de laisser à Alexandrie, à la citadelle du Caire, à Lesbeh et au fort Jullien des garnisons suffisantes et de réunir l'armée à Rahmanieh; de ce point, on

<sup>(1)</sup> Col. Wilson, *History of the British Expedition to Egypt*, p. 44-45.

aurait surveillé les opérations des Anglais et des Turcs, pour accabler l'ennemi au moment favorable »<sup>(1)</sup>. Menou ne crut pas devoir adopter ce plan, « qui, théoriquement, peut en effet passer pour le meilleur »<sup>(1)</sup>.

L'hypothèse a été émise que son refus fût dû à sa défiance envers Reynier et divers autres généraux, qui n'auraient voulu aventurer l'armée en plaine que pour offrir à l'ennemi l'alternative du combat ou de l'évacuation aux conditions d'El-Arich : la victoire même, au cas où une bataille eût été livrée, ne devant servir qu'à imposer aux Anglo-Turcs cette « honorable capitulation », dont rêvaient effectivement Reynier et ses amis. Ce serait afin de déjouer leur projet, de leur dérober l'occasion de l'exécuter, que Menou aurait refusé de concentrer à Rahmanieh toutes les troupes disponibles pour tenir la campagne<sup>(2)</sup>. L'explication est plausible, car les dispositions personnelles qu'elle suppose de la part de Reynier, comme la tension des rapports entre Menou et lui, n'apparaissent que trop prouvées après Canope. Mais une autre explication est aussi plausible, qui a l'avantage de s'appliquer à toute la conduite ultérieure de Menou : c'est qu'il ait eu conscience de son inaptitude à commander dans une guerre de manœuvre. Concentrant l'armée à Rahmanieh, il aurait dû en prendre le commandement et n'aurait pu, lui, général en chef, rester à Alexandrie avec une faible garnison. Or, l'expérience de Canope ne pouvait l'avoir encouragé à exercer ses pouvoirs sur le champ de bataille et, au surplus, chaque fois qu'il s'agissait de faire mouvoir ses troupes, même sans se mettre à leur tête, une sorte de paralysie de la volonté le saisissait, qui révélait le désarroi de ses facultés.

Toujours est-il qu'il prit le parti de se terrer dans Alexandrie, prescrivant à Belliard d'en faire autant au Caire, préoccupé seulement de conserver les places fortes, de garder les communications avec la France et de gagner assez de temps pour recevoir les renforts promis par Bonaparte, bornant sa tâche à « faire une guerre défensive » et résigné à laisser s'accomplir l'invasion. « Tenir à Alexandrie, tenir au Caire, tenir dans toutes les places de l'Égypte, Menou n'a pas d'autre stratégie que celle-là. Il se

---

<sup>(1)</sup> RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 311.

<sup>(2)</sup> *Idem*, *op. cit.*, p. 311-312.

fortifie « jusqu'aux dents »; que Belliard l'imite, que les commandants de Saleyeh et de Belbeis « se défendent jusqu'à la dernière extrémité ». L'armée d'Orient doit fatiguer l'ennemi par de longs sièges, éterniser la lutte en attendant les secours de France ou l'annonce de la paix européenne<sup>(1)</sup>. »

Comme des places secondaires, des forts isolés ou de simples postes ne pouvaient évidemment tenir plus de quelques jours devant des armées assiégeantes, cette stratégie élémentaire ne pouvait aboutir tout au plus qu'à laisser subsister en Égypte deux flots de résistance : Alexandrie et le Caire. Au moins fallait-il alors évacuer à temps sur ces deux camps retranchés les garnisons et l'artillerie des petites villes condamnées à tomber rapidement entre les mains de l'ennemi. Menou ne semble pas s'en être avisé en formulant son mot d'ordre de résistance passive, en dehors de laquelle il ne voyait de ressource que dans des circonstances indépendantes de sa volonté, comptant sur le temps pour les réaliser. « Gagnons du temps, disait-il<sup>(2)</sup>, gagnons du temps et nous nous tirerons d'affaire... En gagnant du temps, nous gagnons tout. »

Les espoirs, ou prématurés, ou exagérés, ou totalement illusoire qu'il plaçait dans ce sauveur, le temps, c'était la paix, qu'il se plut à croire imminente en apprenant la chute de Pitt et de Grenville et qui, bien que talonnant l'Angleterre, ne s'imposait pas à elle à si bref délai; c'étaient les épidémies, le manque de vivres et la désertion; c'était une offensive des Russes contre la Turquie, d'imaginaires querelles entre Turcs et Anglais; c'était l'arrivée d'une escadre française amenant des troupes de débarquement<sup>(3)</sup>. Autant d'illusions dangereuses, si Menou y crut réellement et s'en autorisa pour se dispenser de toute manœuvre; autant d'artifices vains, si, n'y croyant pas, il fit semblant d'y croire pour faire prendre patience et rendre confiance à des subordonnés, dont la moindre direction eut mieux fait l'affaire, la moindre trace d'un commandement avisé mieux réconforté le moral atteint.

<sup>(1)</sup> RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 313.

<sup>(2)</sup> Menou à Belliard, 20 avril 1801. Cité par RIGAULT, *op. cit.*, p. 316.

<sup>(3)</sup> Menou à Belliard, 5 et 10 avril 1801. Menou à Fourier, au commandé de Damiette. Cf. RIGAULT, *op. cit.*, p. 312 et 315.



## III

Cependant Hutchinson mettait à profit le temps dont Menou attendait son salut. Il envoyait le colonel Spencer s'emparer de Rosette, évacuée par les Français à son approche, et mettre le siège devant le fort Jullien, qui capitula au bout de trois jours : de la sorte, l'embouchure d'un des bras du Nil était ouverte aux canonnières anglaises, qui pourraient le remonter, tandis que les troupes en longeraient les bords. Ensuite, il faisait couper la digue qui empêchait les eaux du lac Mahdieh de se déverser dans le lac Mariout, jusqu'alors guéable; l'armée française d'Alexandrie ne pouvait plus communiquer avec l'intérieur de l'Égypte que par un isthme, celui de la tour des Arabes. Enfin Hutchinson expédiait d'abord quelques renforts à Spencer, qui s'était porté à El-Hamed, puis, laissant devant Alexandrie 6000 hommes aux ordres du général Coote pour bloquer la place, il partait lui-même pour El-Hamed avec le reste, environ 5000 hommes <sup>(1)</sup>.

Être à El-Hamed ne l'avancait pas encore à grand'chose. Pour produire un résultat pratique intéressant, sa pointe à l'intérieur devait se poursuivre au moins jusqu'à Rahmanieh, où la route d'Alexandrie au Caire rejoint le Nil. Alors il s'interposerait entre le Caire et Alexandrie, les isolant l'un de l'autre; et la question se poserait de savoir s'il devrait s'en tenir là ou s'enfoncer plus avant dans le Delta, jusqu'au sommet du triangle, jusqu'au Caire. Mais pour quelques milliers d'Anglais, flanqués d'un corps de troupes turques pas encore bien nombreuses, l'avance à l'intérieur comportait des risques, dont leur ennemi pouvait profiter, surtout avant que ses propres communications fussent obstruées. Les Français avaient une garnison au Caire; ils en avaient dans diverses places de province; sous Alexandrie, qui n'était pas complètement investie, leur principale force n'était retenue que par les 6000 hommes de Coote, — moins qu'ils n'étaient eux-mêmes. Ils pouvaient, s'ils n'avaient pas perdu trop de temps, avoir réuni à Rahmanieh ou à proximité de ce point

<sup>(1)</sup> Du 6 au 26 avril 1801. Cf. FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 849-850.

un effectif suffisant pour disputer à Hutchinson le cours du bras de Rosette et la liberté des communications entre la côte et la capitale. Hutchinson leur en laissa le temps. Ses mouvements ne furent jamais rapides, soit qu'il ne pût pas, soit qu'il ne voulût pas agir vite. Vingt jours s'étaient écoulés depuis que ses troupes étaient entrées à Rosette; une semaine, depuis qu'elles avaient fait capituler le fort Jullien; neuf jours passèrent encore, avant qu'il fût en mesure de quitter El-Hamed. Il savait les Français à El-Atf, entre El-Hamed et Rahmanieh, mais sans connaître au juste la force de ce qu'il avait en face de lui.

Ce qu'il avait en face de lui n'était que 4000 hommes.

Après la prise de Rosette et du fort Jullien, la voie étant libre aux Anglais en amont de cette ville, on avait représenté à Menou que, «s'il ne leur barrait pas la route au point de Rahmanieh, il se trouverait désormais coupé du Caire<sup>(1)</sup>». Le commandant en chef s'était rendu à l'évidence de ce raisonnement et, le 15 avril, avait détaché son chef d'état-major, Lagrange, avec environ 4000 hommes, à El-Atf, à moitié chemin entre Rosette et Rahmanieh. Ce corps d'observation était toutefois trop faible pour opérer seul, soit contre les Anglais qui, augmentés de 6000 Turcs<sup>(2)</sup>, s'apprêtaient à déboucher d'El-Hamed, soit contre l'armée du Vizir qui, arrivant de Syrie, avançait sur Saleyeh et Belbeis. Il ne pouvait acquérir de valeur qu'autant qu'il deviendrait le noyau, auquel viendraient s'agglomérer la division de Belliard, tenant garnison au Caire, et peut-être de nouveaux renforts expédiés d'Alexandrie, où restaient encore, après le départ de Lagrange, 7000 hommes contre moins d'assiégeants. C'est ce que tous les lieutenants de Menou, sans distinction de partis, — puisqu'il y avait malheureusement des partis dans l'armée, — s'évertuèrent à lui faire comprendre, pendant qu'il en était temps encore, c'est-à-dire avant qu'Hutchinson se fût mis en marche. Reynier conseillait que Lagrange ralliât le Caire et que, les troupes de Belliard réunies aux siennes, les deux généraux attaquassent le Vizir pour se retourner ensuite contre Hutchinson. Friant, promu au rang de «lieutenant général de l'armée d'O-

<sup>(1)</sup> RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 317.

<sup>(2)</sup> Sous les ordres du capitán-pacha qui les avait amenés en Égypte par mer.

rien » conjointement avec Rampon, suggérait, ou bien le même plan que Reynier, ou bien le plan inverse : que Belliard ralliât Lagrange et que tous deux arrêtassent les Anglais. Il allait jusqu'à admettre qu'abandonnant Alexandrie, Menou remontât avec ses troupes vers le Caire. Lagrange pressait le général en chef de prendre une résolution et lui demandait de prélever sur la garnison d'Alexandrie un nouveau contingent, avec lequel il le rejoignît, pour livrer bataille, soit à Hutchinson, soit au Vizir. En dehors de ces hypothèses, Menou pouvait au moins attaquer les assiégés, pendant que Lagrange tâcherait de contenir la colonne anglo-turque d'El-Hamed. « Ces mouvements pouvaient sauver l'Égypte <sup>(1)</sup>. » Menou ne put, en fin de compte, se décider à aucun. Pendant quinze jours il hésita, pour finir par ne rien faire. Impuissant à s'aider lui-même, il tournait les yeux vers la France, vers la mer, ne se résignant pas encore à ne pas voir paraître Ganteaume et exhalant sa déception dans un émouvant et pathétique appel : « Mais Ganteaume, Ganteaume, où est-il ? que fait-il ? Parti de Brest vingt et un jours avant la *Régénérée*, qui a appareillé de Rochefort le 24 pluviôse et n'a mis que 17 jours dans sa traversée, Ganteaume pouvait arriver ici longtemps avant elle. Il eût pris la petite croisière anglaise qui existait alors, il eût jeté ses troupes à terre. Il eût pu repartir sur-le-champ. L'Égypte eût été sauvée <sup>(2)</sup>... »

« Sans doute l'Égypte était perdue, puisque Menou renonçait à la défendre <sup>(3)</sup>. » Le 5 mai, Hutchinson se mit en marche d'El-Hamed sur El-Atf, occupée par Lagrange. Il longeait la rive gauche du Nil (bras de Rosette), un détachement sur la rive droite, ses canonnières au milieu, remontant le fleuve. A son approche, Lagrange se retira d'El-Atf pour se replier sur Rahmanieh. Certains Anglais furent surpris, en pénétrant dans El-Atf, que Lagrange leur eût abandonné sans combat une position qu'il avait pris la peine de fortifier avec soin et qui aurait pu leur donner du fil à retordre : « Un vrai camp retranché », écrit un de leurs officiers <sup>(4)</sup>.

<sup>(1)</sup> RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 322.

<sup>(2)</sup> ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 404. Menou au Ministre de la Marine, 3 mai 1801.

<sup>(3)</sup> RIGAULT, *op. cit.*, p. 323.

<sup>(4)</sup> WALSH, *op. cit.*, p. 123.

D'autres jugèrent au contraire que « la position n'eût certainement pas été tenable sans grand danger <sup>1</sup> ». Leur général ne paraît pas s'être attendu à ce que les Français la lui disputassent : mais il s'attendait à les voir défendre énergiquement celle de Rahmanieh, stratégiquement beaucoup plus importante <sup>2</sup>. Par un état d'effectif trouvé à El-Atf, il apprit toutefois que ses adversaires n'étaient pas plus de 4000 et, par un autre document tombé entre ses mains, que Belliard se plaignait des ravages causés par la peste dans la garnison du Caire, déjà insuffisante à son gré <sup>3</sup>. Ces renseignements étaient faits pour lui donner confiance. Le 9, Hutchinson occupa Rahmanieh, évacué par Lagrange, après un combat que les Anglais considérèrent comme une simple « escarmouche, ne méritant certainement pas le nom de bataille <sup>4</sup> ».

Alexandrie était désormais coupée du Caire. Menou de Belliard, que Lagrange rejoignit le 13 mai. L'armée française était divisée en deux tronçons, séparés l'un de l'autre par les Anglais, qui étaient maîtres du cours inférieur d'un des bras du Nil. Indépendamment de ce résultat stratégique, la journée du 9 fut encore bonne, pour Hutchinson, à d'autres égards : les premiers renforts envoyés de Malte, 1200 hommes, débarquèrent à Aboukir; les premières nouvelles de l'avance du Vizir vers Saleyeh parvinrent au camp britannique; le premier vague bruit de l'apparition du contingent anglo-indien dans la mer Rouge fut recueilli par l'état-major anglais.

En dépit de présages aussi favorables, la prise de Rahmanieh replongea Hutchinson dans un nouvel accès de perplexité. « Devait-il poursuivre sa marche vers le Caire ou retourner à Alexandrie ? Telle était l'angoissante alternative qui se posait devant lui <sup>(1)</sup>. » La marche sur le Caire exposerait son armée à des privations, à des fatigues, à des souffrances, à des maladies, qui risquaient de l'amoinrir dans une dangereuse proportion. Les soldats qui auraient résisté à ces épreuves seraient-ils encore en état de

<sup>(1)</sup> Col. WILSON, *History of the British Expedition to Egypt*, p. 78.

<sup>(2)</sup> FORBES, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 850.

<sup>(3)</sup> Col. WILSON, *op. cit.*, p. 78-79.

<sup>(4)</sup> WALSH, *op. cit.*, p. 129.

<sup>(5)</sup> Col. WILSON, *op. cit.*, p. 95.

se mesurer avec l'ennemi, ou d'entreprendre le siège de cette puissante forteresse qu'était la citadelle? Encore la conquête du Caire ne serait-elle pas décisive, les Anglais ne devant pas être maîtres de l'Égypte tant que les Français conserveraient Alexandrie, tandis qu'une fois Alexandrie prise, la garnison du Caire serait trop heureuse de capituler. D'autre part, si Hutchinson s'arrêtait ou rebroussait chemin, qu'advierait-il des Turcs et du Grand Vizir? Belliard et Lagrange, en le voyant suspendre son avance, n'en profiteraient-ils pas pour tomber sur l'armée ottomane? Qu'advierait-il des Mameluks, qui se prononçaient maintenant pour l'Angleterre? Ne tourneraient-ils pas casaque, faute d'une assistance dont ils avaient fait la condition de leur alliance? Qu'advierait-il des Anglo-Indiens? Les Français ne les écraseraient-ils pas? Est-ce que la jonction des troupes d'Hutchinson avec les Turcs et les Mameluks n'assurait pas à leurs forces réunies la victoire sur la garnison du Caire? Enfin, supposant qu'il revînt à Alexandrie, en quoi son retour avancerait-il le siège de cette place? Aurait-il assez de monde pour défendre le cours du Nil, le camp retranché des assiégeants et faire face à l'attaque des troupes françaises descendues du Caire?

Ces incertitudes, ces appréhensions, ces alarmes, se renouvelant ainsi à chacune des étapes de l'expédition britannique, après le débarquement, après Canope, après Rahmanieh, marquent chaque fois les chances qui restaient encore aux Français de ressaisir l'avantage, de retourner la fortune en leur faveur. Chances chaque fois réduites cependant, chaque fois diminuées, mais suffisantes encore à inspirer des craintes à un général anglais pris dans l'engrenage d'une campagne, dont son gouvernement s'était fait une idée des plus rudimentaires.

Moins indécis que Menou, Hutchinson ne s'immobilisa pas longtemps devant l'alternative qui l'avait rendu anxieux et, résolument, il opta pour la marche sur le Caire. Mais, quand il annonça sa décision à ses principaux officiers, «ils éclatèrent en protestations si violentes qu'elles allèrent presque jusqu'à la mutinerie. Ils invoquèrent les risques, pour les troupes, d'une campagne pendant la saison chaude, le manque de magasins et d'ambulances, la peste, la supériorité des forces qui pouvaient être rencontrées au Caire, l'impossibilité d'assiéger la citadelle : toutes considérations qui n'étaient guère plus que prétextes pour déguiser leur antipathie



et leur défiance envers leur général <sup>(1)</sup>. » Les protestataires en appelèrent au général Coote, resté devant Alexandrie, et au général Moore, retenu à Rosette par une blessure, pour enlever son commandement à Hutchinson : ce à quoi ne se prêtèrent ni Coote, ni Moore. « Conspiration, dit un historien anglais <sup>(1)</sup>, d'autant plus vilaine que c'était précisément une cabale de ce genre, conduite par Reynier contre Menou, qui paralysait l'énergie de l'armée française. » Hutchinson en eut raison ; mais les risques présumés d'une marche sur le Caire étaient apparus tels à ses subordonnés, qu'ils leur en avaient fait oublier la discipline.

#### IV

Était-ce s'exagérer ce dont était capable le général Belliard, qui commandait au Caire ? Ses états de service étaient magnifiques ; il avait intelligemment et vaillamment secondé Desaix en Haute-Égypte et planté le pavillon tricolore à Kosseir ; mais de sa carrière glorieuse, on préférerait pouvoir supprimer la page qu'il écrivit du 15 mai au 22 juin 1801. Après que les garnisons de Saleyeh, de Belbeïs, de Damiette et de Haute-Égypte et la colonne du général Lagrange eussent rallié la capitale, Belliard disposait d'environ 11.000 hommes, sans compter les non-combatants et les malades. Avec de pareilles forces, il était en mesure de marcher contre le Vizir, qui, malgré les prudentes recommandations d'Hutchinson, s'était avancé de Koraim sur Belbeïs, de le battre, puis de se retourner contre le général anglais, qui remontait lentement la rive gauche du Nil. En lui reposait le dernier espoir des Français en Égypte : « L'Égypte était reconquise, si le Vizir était vaincu. La défaite des Turcs de Syrie assurait la fidélité des indigènes et laissait les Anglais isolés entre les deux corps de l'armée d'Orient. Belliard devait courir cette chance <sup>(2)</sup>. » Il ne la courut pas, ou si peu et si mal qu'il semble vraiment n'en avoir fait que le simulacre.

Laissé au Caire par Menou, après le départ de celui-ci pour Alexandrie, sa situation n'avait pas pu ne pas l'alarmer. Il voyait se fermer sur lui

<sup>(1)</sup> FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 851.

<sup>(2)</sup> RIGAULT, *op. cit.*, p. 331.

l'état des forces ennemies en marche du nord, de l'est, du sud; il les croyait plus proches de leur but et plus redoutables qu'elles ne l'étaient en réalité. La réputation de férocité des Turcs l'inquiétait pour le sort de ses troupes, en cas de défaite. L'attitude de la populace du Caire lui était un cuisant souci; il craignait un soulèvement des indigènes dans la grande ville arabe qui devrait être le pivot de ses opérations ou dans laquelle il aurait à subir un siège. Tandis qu'il aurait eu besoin de toute sa force de caractère pour porter le poids de ses responsabilités et de toute sa lucidité d'esprit pour mettre les difficultés à leur plan, tout avait concouru à le déprimer. Depuis le départ de Menou, il avait été tenu au courant des événements par des lettres de Reynier, son ami, qui avait eu beau jeu à dénoncer les fautes du commandant en chef et ne s'en était pas privé. Ces lettres, où d'impitoyables critiques et des appréciations plus que pessimistes sur la situation concouraient à présenter la partie comme irrémédiablement perdue et l'évacuation de l'Égypte comme la seule planche de salut pour l'armée, avaient produit sur lui un effet démoralisant. A mainte reprise il avait sollicité de Menou des directives précises, sans jamais en recevoir d'autres que l'injonction de défendre la place, des exhortations à gagner du temps, à se tirer d'affaire le mieux possible, et des instructions dans le genre de celles-ci : « Que faire si l'ennemi vient? Je doute fort qu'il vienne; s'il avance, il faut le battre à plate couture et envoyer des troupes à Alexandrie<sup>(1)</sup>. »

Battre l'ennemi à plate couture n'eût pas été possible à Belliard au moment où Menou l'y engageait avec tant d'assurance<sup>(2)</sup>, et où le commandant du Caire en était encore réduit à sa seule faible garnison; mais ce lui était devenu possible depuis que Lagrange l'avait rejoint et que les garnisons d'autres places ou postes s'étaient réunies à la sienne. Avec la totalité de ses forces, il avait toute chance de vaincre une armée ottomane supérieure en nombre, mais inférieure en armement, discipline et instruction militaire. Que s'il craignait de dégarnir le Caire pendant quelques jours, l'exemple de Kléber après Héliopolis lui prouvait qu'y rentrer

<sup>(1)</sup> RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 315.

<sup>(2)</sup> Le 10 avril 1801.

victorieux ne coûtait pas grand'peine. Sur les 11.000 hommes dont il disposait, il n'en préleva pourtant que 6000 pour sortir à la rencontre des Turcs : effectif inférieur à ce qu'il aurait pu rassembler, mais encore suffisant à lui procurer le succès, s'il eût été résolu à le conquérir. Un simple engagement à El-Khankah eut raison de sa résolution et arrêta sa marche, le 16 mai 1801. Alarmé par une manœuvre de la cavalerie ottomane sur ses flancs et ses communications, craignant que les Anglais ou les Turcs n'entrassent au Caire derrière son dos, il opéra sa retraite. Or il s'en fallait d'un mois que les Anglais arrivassent devant la place : quant aux Turcs, ils étaient si peu d'humeur à tenter seuls un coup de main sur elle, qu'ils devaient mettre le même temps à parcourir la très courte distance qui les en séparait encore : en réalité, ils attendirent leurs alliés.

L'escarmouche d'El-Khankah permit de dire que « les redoutables Français avaient été battus par les Turcs »<sup>(1)</sup>. L'importance morale d'un succès aussi inattendu n'échappa point aux Anglais. « Cette victoire, a noté un de leurs officiers, pour minime qu'elle puisse paraître, fut de grande conséquence pour nos perspectives d'avenir. C'était la première que les Turcs gagnassent sur les Français, et la victoire n'est jamais si bienvenue ni si animatrice qu'après une série de défaites<sup>(2)</sup>. » Les Turcs et leurs alliés britanniques en furent encouragés à aller de l'avant, à pousser les choses à fond. Au point de vue matériel, leurs communications s'en trouvèrent assurées, et la jonction d'Hutchinson avec le Vizir put s'opérer à la fin du mois de mai. Deux régiments anglais d'infanterie et des détachements de cavalerie et d'artillerie furent adjoints à l'armée turque pour en accroître la consistance.

En même temps fut confirmée à l'état-major anglais l'arrivée à Kosseir d'un premier échelon de troupes anglo-indiennes, que l'on crut d'abord être la totalité du contingent et que l'on sut ensuite n'en être qu'une partie. Enfin la capitulation en rase campagne du colonel Cavalier<sup>(3)</sup>, commandant le régiment des dromadaires, sous la pression de ses hom-

<sup>(1)</sup> FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 853.

<sup>(2)</sup> WALSH, *op. cit.*, p. 144.

<sup>(3)</sup> Le 17 mai 1801.

mes alléchés par « l'offre de la patrie au milieu des déserts » <sup>(1)</sup>, montra les progrès de la démoralisation dans les rangs des Français et fortifia chez les Anglais l'espoir de séduire par la même offre les défenseurs du Caire. En attendant, leur avance leur avait déjà procuré pas mal de prisonniers. « Depuis que le général Hutchinson était parti d'El-Hamed, rapporte un de ses officiers, près de 1000 ennemis étaient tombés entre nos mains, au prix léger de 4 hommes tués et 18 blessés de notre côté <sup>(2)</sup>. » Fructueuse cueillette, qui montre encore la faute commise par Menou en ne réunissant pas d'abord tout son monde en une masse unique. Moore, le 23 mai, relevait avec raison cette faute de l'adversaire, en constatant : « Ils ont tort de risquer ainsi leurs troupes en détail. Dans le cours de cette semaine, nous leur avons pris plus de 1500 hommes <sup>(3)</sup>. »

Cependant une nouvelle alarmante vint réveiller une fois de plus l'anxiété d'Hutchinson : l'apparition sur la côte d'Afrique, à l'ouest d'Alexandrie, de l'escadre de Ganteaume, amenant des renforts à Menou, et l'entrée d'une de ses corvettes dans le port de l'Égypte. Or, les forces de siège laissées au général Coote avaient été progressivement réduites par les maladies à 4000 hommes, et Hutchinson lui-même, depuis son départ d'El-Hamed, avait dû évacuer par le Nil un millier d'invalides enlevés à sa colonne. « Le parti des mutins et des mécontents releva de nouveau la tête <sup>(4)</sup>. » Ainsi, même après le facile succès des Turcs sur Belliard et leur jonction avec Hutchinson, l'entourage du général anglais jugeait encore aventureux de franchir le dernier pas, alors que l'effectif de sa colonne était tombé à environ 4000 hommes, que le gros des forces en marche sur la capitale était constitué par des troupes ottomanes d'une solidité douteuse, qu'une grande distance les séparait d'Alexandrie, où Ganteaume pouvait d'un jour à l'autre jeter des renforts importants, que le général Coote ne disposait pas devant cette place de plus de 4000 soldats contre 7000 aux ordres de Menou, que l'expédition anglo-indienne, — et encore une partie seulement de son contingent, — était isolée du reste

(1) BERTRAND, *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, t. II, p. 402-403.

(2) WALSH, *op. cit.*, p. 137.

(3) *Diary of Sir John Moore*, t. II, p. 24.

(4) Cf. FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 854.

des envahisseurs, dans un port perdu de la mer Rouge, à des centaines de lieues du Caire. Hutchinson passa outre, jugeant plus que jamais impossible de reculer.

Sa constance, sa chance, l'effet de ses précédents succès et enfin l'adversaire concoururent à lui faire atteindre son but.

Ganteaume, craignant de se faire prendre par les vaisseaux de lord Keith, disparut des parages d'Égypte et ensuite de la Méditerranée orientale, sans avoir, heureusement, tenté de débarquer ses troupes à Derna, en Cyrénaïque : la nouvelle de sa disparition fut pour Hutchinson « un immense soulagement <sup>(1)</sup> ».

Douze cents Mameluks firent leur jonction avec lui au début de juin, lui apportant ce qui lui manquait : une cavalerie. Les intelligences depuis longtemps nouées et entretenues par Sidney Smith avec les chefs de cette milice portaient ainsi leurs fruits. Dès le 3 mai, le commodore avait reçu d'eux une lettre protestant de leurs bonnes dispositions envers les Anglais. Le parti de ceux qui s'étaient plus ou moins ralliés aux Français venait d'être décapité par la mort subite de Mourad bey, qui, du reste, dans les dernières semaines de sa vie, s'était prêté lui-même à des pourparlers avec le quartier général britannique <sup>(2)</sup>, et qui, s'il eût vécu, eût très probablement achevé son évolution commencée vers la trahison <sup>(3)</sup>. Les revers des Français, laissant entrevoir la fin de leur domination, poussèrent les Mameluks dissidents dans le camp de l'Angleterre, où se trouvait pour eux la chance d'être remis en possession de leur ancien pouvoir, et firent taire momentanément leur défiance et leur antipathie envers les Turcs. Un accord en bonne et due forme intervint entre Hutchinson, Osman el-Bardissi, successeur de Mourad, Osman bey Tambouradji, Mohamed bey el-Elfi et autres chefs, aux termes duquel les Mameluks promettaient leur concours armé à l'Angleterre, en échange de la garantie que leurs biens et leurs situations leur seraient restitués. L'approche du dénouement réa-

<sup>(1)</sup> Cf. FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 854.

<sup>(2)</sup> Cf. notamment col. WILSON, *op. cit.*, p. 65-66.

<sup>(3)</sup> Elgin à Hawkesbury, 9 mai 1801 (dépêche publiée dans la presse) : « Le général Hutchinson a reçu une bonne lettre de Mourad bey, disant qu'il est prêt à se joindre à nous, quand nous arriverons dans son voisinage ».



lisa ainsi l'union des Anglais, des Ottomans et des Mameluks, pour la curée.

A Alexandrie, Menou, inébranlable mais immobile, ne tenta aucune sortie, aucun effort pour rompre le front anglais à l'est ou s'évader par l'ouest, où l'investissement n'avait pas encore été complété<sup>(1)</sup>. Seule sa fermeté était à la hauteur d'une situation qui dépassait ses talents. Le malheureux était d'ailleurs aux prises avec l'opposition acharnée de Reynier et de Damas, qui ameutaient l'armée contre lui, le basouaient, le vilipendaient, réclamaient à grands cris des négociations d'évacuation : il dut en venir à les faire arrêter et embarquer<sup>(2)</sup>. Les Anglais apprenaient ces arrestations et les lamentables querelles qui les avaient précédées, en saisissant le brick qui portait Damas et l'amenant dans la rade d'Aboukir<sup>(3)</sup>.

Au Caire, Belliard, abandonné à lui-même, s'abandonna lui-même. Dès son retour de sa timide pointe sur El-Khankah, il était résigné à payer de la reddition du Caire la liberté de ses troupes, convaincu qu'il était que l'Égypte était d'ores et déjà perdue, que prolonger la lutte ne pouvait servir de rien, que les indigènes s'insurgeraient au premier coup de canon, qu'exposer la ville à être enlevée de vive force serait exposer la garnison à être passée par les Turcs au fil de l'épée, et que son ambition devait se borner à obtenir, avant d'être à la discrétion de l'ennemi, une capitulation satisfaisant aux conditions réglementaires de l'honneur militaire. Cette résignation à ce qu'il croyait inévitable, l'exagération des risques courus, l'obsession de la rentrée en France, la hantise d'une « honorable capitulation », légitimée à ses yeux par l'exemple de Kléber, lui masquaient son véritable devoir et les moyens qu'il avait encore de le remplir : forts élevés aux abords de la place, approvisionnements abondants en munitions et en vivres, remparts de la citadelle, nombre des combattants à mettre en ligne, ouvrages accessoires aisés à improviser, possibilité au moins de s'échapper et de descendre sur Alexandrie. Le souvenir d'El-Arich, la quasi-certitude de pouvoir compter sur les mêmes

---

<sup>(1)</sup> Cf. BERTRAND, *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, t. II, p. 445, l'indication donnée par Napoléon de divers mouvements qu'aurait pu faire Menou de mai à juin 1801.

<sup>(2)</sup> Cf. RIGAULT, *op. cit.*, p. 318-319.

<sup>(3)</sup> WALSH, *op. cit.*, p. 174-175.

conditions, faisaient leur œuvre dans le camp français, oblitèrent les jugements et les consciences. Après avoir, le 15 juin, repoussé une sommation d'Hutchinson à capituler<sup>(1)</sup>, Belliard prit l'initiative de lui envoyer, le 22, un parlementaire, le lendemain même du jour où les Anglo-Turcs furent arrivés devant la ville. Cinq jours plus tard, la capitulation fut signée, aux conditions tant désirées d'El-Arich.

Hutchinson ne s'attendait pas à trouver dans la place rendue plus de 6000 hommes<sup>(2)</sup>. Quand l'intendance française, pour la distribution journalière des vivres, déclara 17.000 rationnaires, il n'en put croire ses oreilles et soupçonna une supercherie : alors seulement il connut l'étendue de son succès. Car, si le chiffre des rationnaires pouvait avoir été forcé et devait, en tout cas, comprendre des individus étrangers à l'armée, le nombre des soldats ayant posé les armes s'élevait à près de 13.000, dont 8000 au moins en état de combattre, tandis que la colonne anglaise était alors réduite à 4000<sup>(3)</sup>. « Dans des circonstances ordinaires, dit un historien d'outre-Manche, n'importe quel officier dressé par Bonaparte eût d'abord dispersé la cohue des Turcs, et ensuite écrasé les Anglais. Mais maintenant les habits rouges apportaient la délivrance, car c'était seulement sur leurs vaisseaux, maîtres de la mer, que les Français exilés pouvaient retourner dans leur patrie<sup>(4)</sup>. »

Là est, en effet, la seule circonstance atténuante d'une capitulation que le même historien juge avec raison peu honorable<sup>(5)</sup> et qui est incontestablement une défaillance. « Quand les armées, dit Napoléon<sup>(6)</sup>, croient possible de sortir d'une position critique avec une convention, sans se déshonorer, tout est perdu. Autant vaudrait confier la défense et l'honneur des armes à de vieilles femmes armées de leurs fuseaux. » Comparaison peu

<sup>(1)</sup> Cf. col. WILSON, *History of the British Expedition to Egypt*, p. 123. Hutchinson avait, en faisant cette offre à Belliard, garanti au général français « les conditions les plus honorables ».

<sup>(2)</sup> Hutchinson à lord Hobart, Ministre de la Guerre, le 29 juin 1801. Cité par Wilson, appendice de l'*op. cit.*, p. 318.

<sup>(3)</sup> FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 855.

<sup>(4)</sup> « Very discreditable. »

<sup>(5)</sup> BERTRAND, *op. cit.*, t. II, p. 438.

flatteuse, injuste à force d'être sévère, pour le général Belliard et ceux de ses subordonnés qui, consultés par lui, avaient souscrit à son avis. Le mal du pays, la lassitude, le découragement, l'anticolonisme, les avaient mis dans le cas, je ne dis pas de la mériter, mais de se l'attirer. Menou lui-même, si contraire à leur décision, si opposé à l'abandon de l'Égypte, avait sa large part de responsabilité dans leur état d'esprit. Son insuffisance militaire les avait déconcertés, abattus, consternés. « Quelque chose que l'on fasse, a encore dit Napoléon à ce propos <sup>(1)</sup>, une armée de lions commandée par un cerf ne sera jamais une armée de lions. » Cramponné à l'Égypte, mais incapable de la défendre, Menou a contribué à démoraliser certains de ses lieutenants, comme certains d'entre eux, plus expérimentés que lui, mais notoirement indifférents à la possession de l'Égypte, impatientes d'en sortir et déchaînés contre leur général en chef, ont concouru à le paralyser. En regard du chef impopulaire et discrédité, l'ombre du chef aimé, admiré et regretté a aussi eu son rôle dans le triste épilogue du drame psychologique, autant que militaire, qu'est l'effondrement de la domination française en Égypte. Kléber a été, par delà la tombe, d'où ses compagnons d'armes l'exhumèrent pieusement pour le ramener en France et pour y rentrer sous son égide, Kléber a été l'un des artisans de leur défaillance. El-Arich leur a fourni le « précédent », dont ils se sont autorisés pour céder la place aux Anglais. Le nom glorieux, le souvenir prestigieux du général qui, capable de conserver l'Égypte à la France, avait voulu l'évacuer de son plein gré, ont servi — suprême contradiction — à légitimer une capitulation qu'il n'eût certainement jamais conclue en présence d'une armée britannique foulant le sol du pays. Mais le germe lancé par sa forte main avait levé dans des âmes moins bien trempées que la sienne, opéré sur des caractères de moindre ressort : si bien qu'au succès décisif d'Hutchinson, Sidney Smith <sup>(2)</sup> pouvait à bon droit revendiquer sa part. Sa politique constante avait triomphé, de

<sup>(1)</sup> BERTRAND, *Campagnes d'Égypte et de Syrie*, t. II, p. 440. « La nullité absolue du chef », dit Napoléon de Menou, p. 441.

<sup>(2)</sup> Sidney Smith avait rejoint son vaisseau le *Tigre* après le combat de Rahmanieh. La marine avait, après qu'il eût quitté la colonne anglaise, été représentée auprès d'Hutchinson par le capitaine Stevenson.

compte à demi avec les armes anglaises, dont l'intervention et les victoires avaient été nécessaires, pour en faire prévaloir la tentation auprès de divisionnaires français dont le chef la repoussait. Le commodore avait sa revanche de sa déconvenue et de ses amertumes de février 1800.

Le 28 juin, les Anglais prirent, conformément aux termes de la convention, possession d'un seul des forts de l'enceinte du Caire, le fort Sulkowski, et, sur la rive opposée du Nil, de la porte de Guizeh. Les Français disposaient de douze jours pour évacuer la ville. Ne tenir qu'un seul fort et la porte d'un ouvrage avancé, pendant douze jours où leur ennemi aurait pu rouvrir les hostilités, s'il eût été de mauvaise foi, ne parut pas aux Anglais un excès de prudence, et plus d'une condition de la capitulation leur sembla trop douce<sup>(1)</sup>. Mais quand ils purent se rendre compte des défenses de la place, du nombre de ses défenseurs, de l'état des forts et des retranchements, de la force de l'artillerie, 363 bouches à feu, ils durent convenir « qu'aucune supériorité décisive ne leur donnait le droit de dicter des termes plus rigoureux<sup>(2)</sup> »; et il est aisé de voir à leurs récits que la capitulation de la garnison ne leur parut plus pouvoir s'expliquer que par le jeu de facteurs moraux et par l'effet de deux craintes, justifiées ou non : celle d'un soulèvement de la population indigène et celle de la férocité des Turcs, si le Caire avait été emporté d'assaut.

Moore, à qui une rapide inspection des ouvrages défensifs de la ville n'en avait pas donné une idée très avantageuse, convint cependant qu'il y en avait où les Français eussent pu se retirer, qui auraient dû être régulièrement assiégés et dont la prise eût exigé du temps et de l'effort, causant aux Anglais du retard et des pertes par le feu et par les maladies. « Je suis donc, concluait-il, d'autant plus confirmé dans l'opinion que la convention a été opportune<sup>(3)</sup>. »

La garnison française du Caire se mit en route, le 15 juillet; pour Rosette, où elle devait s'embarquer. Des Turcs ouvraient cette marche étrange, suivis par les Anglais; les Français la fermaient. Leurs malades et leurs bagages étaient chargés sur des felouques ou *djermes*, qui cou-

<sup>(1)</sup> Col. WILSON, *History of the British Expedition to Egypt*, p. 131.

<sup>(2)</sup> *Idem*, *op. cit.*, p. 152.

<sup>(3)</sup> *Diary of Sir John Moore*, t. II, p. 30-31.

vraient le Nil et dont une, battant pavillon noir, portait le corps de Kléber. La bigarrure des nationalités, des équipements et des costumes, la quantité des embarcations, la variété des couleurs faisaient de cette scène un spectacle qui parut aux Anglais « extrêmement pittoresque », « certainement le plus beau dont on ait été témoin en Égypte ». Près de Rosette, quelques-uns de leurs officiers dénombrèrent au passage la colonne française : *grosso modo* plus de 10.000 hommes, avec 50 pièces d'artillerie de campagne et des munitions en proportion. « C'est alors, écrit l'un d'eux <sup>(1)</sup>, qu'on put mesurer la véritable importance de la capitulation. »

Moore, qui avait organisé la descente en commun vers la côte, s'offrit un jour le régal du même défilé et, après avoir vu passer sous ses yeux les troupes auxquelles Belliard avait fait déposer les armes, 10.000 combattants, « beaux et robustes gaillards, dit-il, en bonnes conditions morales », il porta sur l'ancien commandant du Caire ce jugement d'une impitoyable sévérité : « La conduite de Belliard en faisant sa reddition me paraît un des actes les plus bas dont j'aie entendu parler. Il aurait certainement pu, avec une aussi respectable force, se défendre, nous infliger des pertes et retarder la capitulation d'une quinzaine ou de trois semaines <sup>(2)</sup>. »

## V

Après la prise du Caire, les Anglais eurent l'impression que cette conquête assurait celle de l'Égypte et, à moins de revers très peu probables, la prompte chute d'Alexandrie <sup>(3)</sup>. De fait, le Caire tombé, la chute d'Alexandrie n'était plus qu'une question de temps. La capitulation de Belliard devait fatalement influencer sur le moral des troupes de Menou, peu à peu diminuées et affaiblies par les privations, les fatigues et les maladies. La colonne d'Hutchinson, une partie des Turcs et des Mameluks pourraient — aussitôt la garnison française du Caire conduite et embarquée à Rosette — aller grossir les rangs des assiégeants. Par surcroît, d'importants renforts, expédiés de Minorque et d'Angleterre, parvinrent

<sup>(1)</sup> Col. WILSON, *History of the British Expedition to Egypt*, p. 169.

<sup>(2)</sup> *Diary of Sir John Moore*, t. II, p. 35.

<sup>(3)</sup> Col. WILSON, *op. cit.*, p. 130.



au général anglais dans le courant de juillet, ramenant l'effectif de son armée à celui qu'elle comptait au début de la campagne<sup>(1)</sup>, soit à environ 16.000 hommes. Enfin la jonction était devenue possible avec les Anglo-Indiens, débarqués à Kosseir.

Les lettres de Dundas en date du 6 octobre 1800, enjoignant au gouverneur général de l'Inde et aux gouverneurs des diverses présidences d'expédier des troupes en Égypte, par la mer Rouge, étaient arrivées à Bombay en janvier 1801, à Madras et à Calcutta au début de février. Lord Wellesley était prêt à répondre à une demande que, depuis cinq mois, il s'était attendu à recevoir d'un jour à l'autre. Par ses soins avait été préparée aux Indes une expédition militaire qu'il avait primitivement destinée à s'emparer de Java et de l'Île de France, sous le commandement du général Sir David Baird, ayant pour second le colonel Arthur Wellesley<sup>(2)</sup>, le futur Wellington. Les détachements qui la composaient, régiments anglais et bataillons de Cipayes, en tout 5000 hommes, avaient quitté Calcutta en décembre 1800 et se trouvaient concentrés à Trincomalé<sup>(3)</sup>, sous les ordres d'Arthur Wellesley. Il n'y avait donc qu'à changer leur destination et à les envoyer à Suez : changement depuis longtemps arrêté dans l'esprit du gouverneur général, qui avait suspendu de mois en mois le départ de l'expédition pour Batavia, précisément afin de pouvoir, au premier signal, la diriger vers la mer Rouge. Ses principaux collaborateurs, l'amiral Rainier, son frère, étaient déjà au courant de ses intentions. Aussi, à peine avait-il reçu la lettre de Dundas que le gouverneur de Bombay, Jonathan Duncan<sup>(4)</sup>, avait donné l'ordre d'embarquer les quelques troupes dont il pouvait disposer sur place, deux bataillons d'infanterie et une batterie d'artillerie, et écrit à Arthur Wellesley, à Ceylan, pour l'informer des instructions de Londres et l'appeler à Bombay avec son

(1) Fontescue, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 856.

(2) Frère du gouverneur général, l'ancien lord Mornington marquis de Wellesley depuis la fin de 1799.

(3) Dans l'île de Ceylan.

(4) *Archives India Office, Bombay secret and political proceedings*. Duncan à Dundas, 30 janvier 1801. — C.O., 77/55. Colonel Wellesley à Duncan, 7 février 1801. Duncan au colonel Wellesley, 3 mars 1801.

contingent. A son tour le gouverneur de Madras, lord Clive<sup>(1)</sup>, en avait fait autant, quand lui était parvenue la même lettre de Dundas. L'un et l'autre avaient rendu compte des mesures qu'ils avaient prises au gouverneur général; celui-ci les avait approuvées<sup>(2)</sup>, avait joint quelques renforts du Bengale à l'effectif déjà réuni, confié le commandement en chef de l'expédition à Sir David Baird<sup>(3)</sup>, et rédigé pour ce général des instructions qui devaient être communiquées à Abercromby et à Elgin<sup>(4)</sup>. Considérant, disait-il<sup>(5)</sup>, « que l'expulsion des Français de l'Égypte était d'une indispensable nécessité à la sécurité future de l'Empire anglais dans l'Inde », il avait décidé de renoncer pour le moment à l'expédition projetée contre Batavia et l'Île de France et de consacrer immédiatement à des opérations sur la côte de la mer Rouge la totalité des forces qu'il avait rassemblées à Trincomalé et à Pointe-de-Galles, ainsi qu'un armement naval préparé par lui dans cette intention à Ceylan, Madras et Bombay.

La condition essentielle d'une importante expédition militaire, partant de l'Inde et dirigée vers la mer Rouge, lui avait toujours paru consister dans une action de l'Angleterre contre l'Égypte par la Méditerranée. Maintenant qu'il savait cette condition réalisée, rien ne le retenait plus d'opérer une puissante diversion, plus puissante même que ne la prévoyaient les instructions de Londres, et de la mettre en train avec toute la célérité possible, sans attendre l'arrivée sur les lieux de l'escadre que le commodore Popham avait reçu mission de conduire à Moka par le Cap. Le plan des opérations auxquelles il destinait le corps expéditionnaire de l'Inde consistait non seulement à s'emparer de Suez et de Kosseir, mais à effectuer sa jonction avec l'armée d'Abercromby et à occuper la Haute-Égypte, pendant que la force navale intercepterait le ravitaillement de

<sup>(1)</sup> G. O., 77/54. Lord Clive à Dundas, 3 février 1801.

<sup>(2)</sup> *Archives India Office, Bombay secret and political proceedings*. Gouverneur général Wellesley à Duncan, 14 février 1801.

<sup>(3)</sup> Le colonel Wellesley, répugnant à servir en second dans une telle expédition et d'ailleurs atteint de fièvre, resta à Bombay.

<sup>(4)</sup> F. O., 78/32. Instructions du très noble gouverneur au général Baird, 10 février 1801. — F. O., 78/32. Wellesley (gouverneur général) à Abercromby, 28 février 1801.

<sup>(5)</sup> *Dispatches... of Wellesley*, t. II. Wellesley à Baird, 10 février 1801.

l'ennemi par la mer Rouge<sup>(1)</sup> : programme étendu, qui réservait une réelle ampleur à la diversion, si elle se produisait à temps, et qui explique les proportions, relativement imposantes, de l'effectif mis à la disposition du général Baird.

Les contingents de Bombay et de Ceylan avaient mis à la voile à Bombay le 3 mars 1801<sup>(2)</sup>. Ceux de Madras et de Calcutta, après un arrêt à Bombay, en étaient partis dans les derniers jours de mars et les premiers d'avril. A Moka, première escale dans la mer Rouge, les convois, portant en tout 9708 hommes, devaient trouver le colonel Murray, qui commandait un petit détachement opérant dans ces parages depuis 1799, et prendre de lui, ainsi que de l'amiral Blankett, les renseignements nécessaires à l'accomplissement de leur mission<sup>(3)</sup>. Dans la mer Rouge devait les rejoindre le commodore Sir Home Popham, qui arrivait d'Europe avec quelques troupes envoyées d'Angleterre et une division embarquée au cap de Bonne-Espérance.

Le gouverneur général Wellesley pouvait à bon droit se vanter d'avoir fait entrer en action un armement considérable et, avec un peu d'exagération, d'avoir été en mesure de le faire partir de l'Inde pour la mer Rouge dans le délai de quelques jours après la réception des ordres venus de Londres<sup>(4)</sup>.

Un effectif de près de 10.000 hommes dépassait de beaucoup celui pour lequel Dundas avait compté sur le gouvernement de l'Inde. Wellesley a constaté avec fierté qu'il avait donné plus qu'on ne lui avait demandé<sup>(5)</sup> :

<sup>(1)</sup> *Dispatches... of Wellesley*, t. II. Wellesley à Abercromby, 28 février 1801.

<sup>(2)</sup> *Archives India Office, Bombay secret and political proceedings*. Duncan à Blankett, 3 mars 1801. Duncan au gouverneur général, 4 mars 1801. Duncan au colonel Romney, 3 et 4 mars 1801. Duncan à David Scott, président de la Compagnie des Indes, 26 mars 1801.

<sup>(3)</sup> *Archives India Office, Bombay secret and political proceedings*. Rob. Rickards, secrétaire du gouverneur de Bombay, au colonel Murray, 3 mars 1801.

<sup>(4)</sup> F. O., 78/38. Gouverneur général Wellesley à Elgin, 7 mars 1801.

<sup>(5)</sup> *Dispatches... of Wellesley*, t. II. Wellesley à Abercromby, 28 février 1801.

Les forces placées sous le commandement de Baird comprenaient : à Ceylan le 10<sup>e</sup> régiment de Sa Majesté, 1000 hommes; le 19<sup>e</sup> régiment, 750 hommes; le 80<sup>e</sup> régiment, 750 hommes; les 86<sup>e</sup> et 88<sup>e</sup> détachements, 500 hommes; au total :

Dundas ayant, sans doute, sous-évalué les disponibilités militaires de l'Inde et voulu être discret, l'Inde l'avait récompensé de sa discrétion et lui avait fait bon compte. Plus le corps expéditionnaire était gros, plus grand était le mérite à l'avoir mis en route rapidement. Sa concentration et son embarquement avaient été d'autant plus pressés que Dundas avait fait prévoir à Wellesley l'arrivée d'Abercromby devant le Delta du Nil pour décembre 1800 et celle de Popham en mer Rouge pour février 1801 : et sa lettre était parvenue à Calcutta le 6 février ! Mais, bien que les préparatifs et le départ de l'expédition eussent été considérablement abrégés par la chance, grâce à laquelle elle s'était trouvée presque montée avant l'arrivée des lettres de Dundas, cependant la saison où les convois firent voile de Bombay était déjà trop tardive, pour qu'ils pussent être sûrs de pousser jusqu'à Suez, à cause des vents soufflant du nord dans la mer Rouge à partir de mai. Aussi le général Baird se proposait-il de diriger ses transports sur Kosseir, accessible aux voiliers dans la saison où Suez ne l'est plus. Incertain de l'avance prise sur son expédition par celle de la Méditerranée, il espérait arriver en Égypte encore à temps pour coopérer avec Abercromby, en attirant ou retenant du côté opposé une partie des forces françaises <sup>(1)</sup>.

La mer Rouge, Moka, Kosseir, Suez, ces noms évoquent le souvenir des efforts faits, au XVIII<sup>e</sup> siècle, par des navigateurs et des négociants anglais, avec l'appui de Warren Hastings, pour ouvrir au commerce de leur pays la communication d'Inde en Europe par l'Égypte et la Méditerranée; celui des campagnes diplomatiques poursuivies par le Gouvernement britannique, à Constantinople et au Caire, pour obtenir de la Porte ottomane l'autorisation de faire passer par cette voie les dépêches de la Compagnie des Indes; celui des initiatives françaises concurrentes, des mutuelles suspicions et de la permanente rivalité des deux peuples, pour le passage par l'isthme et la navigation dans le golfe, qui s'interposent

---

3800 hommes; volontaires indigènes du Bengale, 1000 hommes; environ 2 compagnies d'artilleurs européens et indigènes, avec des lascars; à Bombay, 1600 hommes d'infanterie indigène, 1 compagnie d'artillerie européenne avec attelages et buffles; un contingent de Madras.

<sup>(1)</sup> Col. WILSON, *op. cit.*, p. 161.

entre le Proche et l'Extrême Orient<sup>(1)</sup>. Tentatives et compétitions oubliées ou inconnues des Anglais qui entreprenaient la traversée d'Inde en Égypte pour établir, non plus un trafic commercial ou un transit de correspondances, mais une jonction militaire : leur expédition s'y rattachait cependant, en procédait de loin. D'abord les navires marchands, les cargaisons, les caravanes de biens, les paquebots et les courriers de la Compagnie des Indes ; ensuite l'escadre de l'amiral Blankett ; enfin les transports de Baird : trois étapes d'une activité, qui commence par l'envoi de marchandises et de lettres, pour aboutir à celui de troupes, en passant par les vaisseaux de guerre. C'est une gradation que l'on avait déjà vu et que l'on a revu depuis se produire en bien d'autres parages. Le commerce ouvre et fraye les voies aux flottes et aux armées, sur des routes où d'anciens concurrents finissent par se retrouver belligérants. Ainsi en arrivait-il de celle qui, par la mer Rouge et l'océan Indien, relie l'Inde à l'Égypte et, par delà l'Égypte, à la Méditerranée, à l'Atlantique, aux îles Britanniques. Peu à peu, lentement, tardivement peut-être, elle en venait à servir aux convois militaires ; elle acquérait, aux yeux des Anglais, cette valeur que donne et consacre l'utilisation aux fins de guerre. De ce résultat, les principaux artisans avaient été les Français, comme d'ailleurs de tous les progrès accomplis par l'Angleterre dans la découverte de ses intérêts en Égypte et en mer Rouge. Son gouvernement ne faisait que profiter à son heure de la leçon et de l'exemple que la France lui avait donnés, en venant prendre position dans la vallée du Nil ; que retourner contre la domination française en Égypte le plan conçu contre la domination anglaise aux Indes. En donnant au vainqueur de Seringapatam l'ordre de partir pour la mer Rouge, lord Wellesley lui avait dit : « Que la protection de la Providence, qui vous a conduit aux portes du palais de Tippoo, vous mène jusqu'au Caire ! Puissiez-vous être l'heureux artisan qui achève d'exclure les Français de l'Inde, une œuvre si noblement commencée à Mysore<sup>(2)</sup> ! » Les troupes de Baird allaient faire à l'envers

<sup>(1)</sup> Cf. nos ouvrages *Autour d'une route ; l'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1922, et *Les origines de l'Expédition d'Égypte*, Paris, Plon, 1910.

<sup>(2)</sup> *Dispatches... of Wellesley*, t. II. Wellesley à Baird, 10 février 1801.



l'itinéraire demeuré interdit aux soldats de Bonaparte; retrouver à Kosseir, à Suez, les forts évacués qu'ils avaient construits dans ces postes avancés sur le chemin de Bombay. Leurs escales allaient les conduire dans ces ports d'Arabie, dont Bonaparte et Menou avaient espéré faire les jalons d'une communication politique avec l'Inde, à Moka, à Djeddah.

En arrivant à Moka, le 25 avril, Baird apprit que deux de ses divisions venaient d'en partir, l'une pour Djeddah, l'autre, on ne savait pour où. Le 28, une troisième le rejoignit; il en manquait encore une quatrième, dont on était sans aucune nouvelle. Sans l'attendre, Baird se remit en route pour Djeddah, où il aborda le 18 mai. Il y apprit que les deux divisions qui l'avaient précédé, n'ayant pas reçu l'ordre qui leur commandait d'aller à Kosseir, avaient mis à la voile pour remonter le golfe de Suez. En outre, l'amiral Blankett avait déjà débarqué à Suez un détachement transporté à bord de son vaisseau amiral, inspirant ainsi à Hutchinson le faux espoir de voir bientôt le contingent anglo-indien coopérer avec lui. En réalité, la dispersion de ce contingent, depuis son entrée dans la mer Rouge, risquait d'en mettre les unités en fâcheuse posture, si elles n'arrivaient pas à se regrouper sur un point unique de débarquement; en tout cas, les pertes de temps qui s'ensuivaient diminuaient chaque jour l'efficacité pratique de la diversion dont Baird était chargé, puisqu'il était déjà fort en retard sur la campagne entamée, sans l'attendre, par Abercromby, qui n'avait jamais compté sur lui, ni même cru à son existence<sup>(1)</sup>. A Djeddah, Baird sut les opérations brillamment commencées par le corps de la Méditerranée : une frégate détachée par Blankett à sa rencontre lui apporta la nouvelle de la victoire du 21 mars et de l'investissement d'Alexandrie<sup>(2)</sup>. Mais, combien avaient été utilement employés les deux mois qui s'étaient écoulés depuis lors, il ne pouvait pas s'en douter et demeurait donc dans l'incertitude sur la tâche qui l'attendait à terre et dans l'illusion sur l'utilité de son concours.

À la fin de mai, un convoi de troupes envoyées du cap de Bonne-Espérance et embarquées sur l'escadre de Popham rallia le sien : l'Angleterre

<sup>(1)</sup> Cf. FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 857 et suiv.

<sup>(2)</sup> *Mémoires relatifs à l'Expédition anglaise de l'Inde en Égypte*, par le comte DE NOË, Paris, Imprimerie Royale, 1826, p. 132.

*Documents*, n° 4.

utilisait à déloger les Français d'Égypte une partie de la garnison qu'elle entretenait dans l'ancienne colonie hollandaise du Cap; les soldats qui gardaient l'une des routes de l'Inde venaient, sur une autre de ces routes, rejoindre leurs camarades partis des Indes mêmes, et tous ensemble allaient tendre la main, en Égypte, aux combattants arrivés par la Méditerranée, de Malte, de Minorque, de Gibraltar, d'Angleterre, — par le désert, de Syrie et d'Anatolie. Pour faible que fût le contingent fourni par le Cap <sup>(1)</sup>, il ajoute un trait au tableau : par toutes les voies dont l'Égypte est le carrefour, les troupes refluaient et convergeaient vers elle, pour en chasser les ennemis de l'Angleterre, qui s'en étaient emparés.

Baird fut rendu à Kosseir le 8 juin. Il eut l'agréable surprise d'y trouver deux de ses divisions, qui l'y attendaient depuis six semaines. Manquaient encore au ralliement quelques transports dispersés, qui ne rejoignirent jamais, et le détachement débarqué par Blankett à Suez. Survenant le 15 juin, Blankett confirma qu'à Suez il n'y avait plus moyen de pousser, dans la saison où l'on était maintenant. C'était donc à Kosseir qu'il fallait débarquer et de là qu'on devait gagner d'abord la vallée du Nil, ensuite la Basse-Égypte. Une lettre d'Hutchinson, apportée par l'amiral et souhaitant la bienvenue à Baird, lui assurait que le général en chef ne quitterait pas le voisinage du Caire, avant d'avoir appris que le contingent anglo-indien eût franchi sain et sauf le désert entre Kosseir, sur la mer Rouge, et Kéneh, sur le Nil. Cette lettre était du 13 mai, soit postérieure de quelques jours à la prise de Rahmanieh et antérieure de six semaines à celle du Caire. Elle laissait donc subsister la menace d'un heurt avec l'ennemi, sinon en Haute-Égypte, depuis longtemps évacuée par les Français, au moins en approchant de la capitale.

Aucune résistance n'était à craindre entre Kosseir et Kéneh; mais faire traverser à 7000 hommes, au mois de juillet, 120 lieues de désert brûlant n'était pas besogne facile. C'était un trajet pénible et ardu, même à des caravanes peu nombreuses, qui pouvaient emporter avec elles leurs vivres et leur eau; à plus forte raison à une armée qui n'en pouvait faire autant. Les derniers Anglais à l'avoir parcouru, Eyles Irwin et ses com-

---

<sup>(1)</sup> Environ 1200 hommes d'infanterie, cavalerie démontée et artillerie, dont une moitié, mise en retard au départ du Cap, n'aborda à Kosseir que le 10 juillet.

pagnons de voyage en 1777, n'en avaient pas gardé bon souvenir ni dit du bien <sup>(1)</sup>. Baird prit ses dispositions avec beaucoup de soin et d'habileté. Un officier de son état-major fut détaché en avant à Kéneh, pour diriger de là des provisions et de l'eau sur différentes stations du chemin; des patrouilles de Cipayes, envoyées de Kosseir, furent employées à reconnaître les points d'eau et à creuser des puits. Le trajet fut divisé en sept étapes; aux premier, troisième et cinquième relais, les troupes seraient ravitaillées en eau; le septième était Kéneh, où coule le Nil. L'armée fut répartie en plusieurs petites colonnes, dont la première, en arrivant à destination, renverrait ses chameaux et ses outres au cinquième relais; la seconde, en arrivant au cinquième relais, renverrait les siens au troisième; la troisième, en arrivant au troisième relais, renverrait les siens au point de départ, de manière à permettre au reste d'avancer en procédant de la même façon <sup>(2)</sup>. A part de légers mécomptes, ces prudentes et méticuleuses dispositions assurèrent le passage sans encombre de l'entier contingent entre le 20 juin et le 10 juillet.

A Kéneh, d'abord des rumeurs et ensuite une lettre d'Hutchinson apprirent à Baird la prise du Caire. L'événement le mettait à l'abri de tout danger et le délivrait de tout souci pour la descente du Nil jusqu'au Caire et même jusqu'à la Méditerranée. Aucun obstacle ne pouvait donc plus l'arrêter dans sa marche sur Guizeh <sup>(3)</sup>, où l'appelait Hutchinson et où il fut rendu le 7 août. La plus grande partie de ses troupes accomplirent le trajet en barque, par le Nil. Les chefs mameluks, maîtres de la Haute-Égypte et ralliés aux Anglais, pourvurent à l'approvisionnement et au transport du convoi <sup>(4)</sup>.

Pendant ce temps, le petit détachement de trois compagnies d'infanterie, que Blankett avait débarqué à Suez, s'était acheminé de ce port à El-Khankah <sup>(5)</sup>. Là non plus aucune résistance n'avait été à craindre, les

<sup>(1)</sup> Cf. notre ouvrage *Autour d'une route; l'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1922.

<sup>(2)</sup> Fontenay, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 859-860.

<sup>(3)</sup> Sur la rive gauche du Nil, en face et légèrement en amont du Caire, exactement en face de l'île de Rodah.

<sup>(4)</sup> Cf. *op. cit.* de Wilson et de Walsh.

<sup>(5)</sup> A environ 12 milles au nord-est du Caire.

Français ayant évacué Suez quelques jours avant que l'amiral anglais y déposât ses soldats, à la fin d'avril, et ceux-ci ayant attendu, pour se mettre en route, qu'Hutchinson les autorisât, dans les premiers jours de juin, à rejoindre l'armée du Vizir, parvenue à proximité du Caire<sup>(1)</sup>. Mais bien qu'ils n'eussent à traverser, par la voie la plus courte entre la mer Rouge et la vallée du Nil, que 70 milles de désert, leur marche avait été infiniment plus pénible que celle de leurs compagnons d'armes entre Kosseir et Kéneh. Une chaleur torride, qui faisait monter le thermomètre jusqu'à 116 degrés Réaumur, et un coup de ce vent brûlant et chargé de sable, qui souffle fréquemment pendant le printemps égyptien et qu'on appelle le *khamzin*, leur avaient rendu affreusement éprouvant le parcours habituel des caravanes de pèlerins et de négociants, celui sur lequel avait été détroussée la caravane anglo-indienne de 1779 et qu'avaient accompli dans les deux sens, avant et depuis ce tragique incident, tant de courriers, de passagers et de marchands européens<sup>(2)</sup>. Après une première marche de nuit de treize heures, une halte sous la tente, pendant la matinée suivante, avait dû être interrompue, à peine les tentes plantées, sur les représentations des guides, alléguant que leurs chameaux ne pourraient plus repartir sans avoir été abreuvés, si l'arrêt se prolongeait. L'avance avait donc été reprise, mais les hommes avaient commencé à tomber d'insolation et d'épuisement; il avait fallu enlever les bagages du dos des chameaux pour y charger les plus éclopés; l'eau s'était évaporée ou épaissie dans les outres fendues par le soleil; dix-sept soldats avaient dû être laissés en arrière, dont neuf étaient morts. La nuit venue, la colonne avait continué à marcher jusqu'à 11 heures du soir; au commandement de halte, officiers et troupiers s'étaient endormis sur place, fourbus et accablés. Sur pied le lendemain matin à 4 heures, trempés par la rosée et engourdis par le froid, ils avaient encore eu à fournir une longue étape, sous l'ardent soleil et le terrible *khamzin*, avant d'atteindre, à 5 heures du soir, les puits d'El-Khankah. Ils avaient couvert 70 milles en 48 heures. Telles étaient les épreuves auxquelles avait été soumis le premier

<sup>(1)</sup> Cf. col. WILSON, *History of the British Expedition to Egypt*, p. 156.

<sup>(2)</sup> Cf. nos ouvrages *Autour d'une route; l'Angleterre, l'Isthme de Suez et l'Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle*, et *Les origines de l'Expédition d'Égypte*.

convoi militaire anglais sur cet itinéraire, à cette époque héroïque des passages du Gange au Nil.

Ces marches du contingent anglo-indien, entre Kosseir et Kéneh, Suez et El-Khankah, ont emporté l'admiration des historiens d'outre-Manche<sup>(1)</sup>. Elles la méritent certainement, par l'endurance et la discipline des soldats et, pour la première des deux, par les prévoyantes dispositions du commandement. Elles ne sont toutefois que l'équivalent de ce que l'armée française avait fait, à mainte reprise depuis trois ans, en ayant par surcroît à combattre en chemin. Depuis 1798, combien de marches analogues, parfois identiques, pour aller occuper, pour ravitailler et enfin pour évacuer ces mêmes points où les Anglais avaient débarqué, pour passer d'Alexandrie à Rahmanieh tout au début d'une première campagne africaine, pour traquer les Mameluks jusqu'au delà de Syène<sup>(2)</sup>, pour battre les déserts qui bordent la vallée du Nil, à l'est et à l'ouest, pour suivre les partis ennemis dans leurs repaires, jusqu'à la mer Rouge, jusqu'à la chaîne libyque, établir les avant-postes sur la frontière syrienne, porter la guerre en Syrie en franchissant des centaines de lieues de dunes sablonneuses et desséchées, entre le Caire et Gaza! Ces fatigues, auprès desquelles sont peu de chose celles de quelques journées de dures étapes, expliquent dans une certaine mesure pourquoi des généraux français, d'ailleurs plus las et désabusés que leurs troupes, avaient hésité, après les premiers revers, à leur demander contre les envahisseurs le suprême effort qu'elles eussent certainement fourni, s'il leur eût été demandé.

La capitulation du Caire étant signée dequis un mois et demi, quand l'armée anglo-indienne s'était trouvée concentrée à Guizeh, sa dernière chance de participer aux opérations consistait dans le siège d'Alexandrie, où Menou tenait encore contre les forces réunies des Anglais et des Turcs. Hutchinson l'y appela dans le courant d'août; mais n'ayant quitté que le 27 son camp de Rodah<sup>(3)</sup>, elle n'arriva encore à Alexandrie qu'après la reddition de la ville. Elle ne contribua donc pas matériellement au succès de la campagne, si ce n'est par l'effet moral de son apparition en mer

(1) Cf. col. WILSON, WALSH, FORTESCUE, *op. cit.*

(2) Aujourd'hui Assouan, première cataracte du Nil.

(3) Île sur le Nil, en face du Vieux-Caire.



Rouge et de son débarquement, qui n'avaient pas laissé de troubler le commandement français, surtout celui du Caire. Pratiquement négligeable au point de vue stratégique, son rôle est toutefois loin de l'être au point de vue politique. Elle a réalisé, pour la première fois, la jonction militaire entre l'Inde et l'Égypte, utilisé la route qui les réunit à venir défendre l'Inde en Égypte, été le vivant symbole, le signe matériel de la connexité, qui, militairement et politiquement, relie les deux contrées<sup>(1)</sup>.

## VI

La conquête du Caire mettait Hutchinson en présence de problèmes plus politiques que militaires. L'évacuation de la capitale par les Français n'en entraînait pas seulement l'occupation par les alliés; mais cette occupation entraînait à son tour l'organisation d'un gouvernement, l'établissement d'un pouvoir, auxquels fût soumis le pays tout entier : elle impliquait donc nécessairement la question du régime futur de l'Égypte.

Par le traité du 5 janvier 1799<sup>(2)</sup> l'Angleterre avait garanti à l'Empire ottoman l'intégrité de ses territoires, tels qu'ils étaient avant l'invasion de l'Égypte par la France, donc l'Égypte comprise. Cet engagement préjugait du maintien de la souveraineté ottomane, le jour où prendrait fin la domination française. Aucune instruction donnée, soit à Abercromby, soit à Hutchinson, ne l'avait infirmé. L'objectif fixé par leur Gouvernement à l'expédition anglaise avait été primitivement limité à la prise d'Alexandrie, et c'était de sa propre initiative qu'entraîné par les circonstances, Hutchinson l'avait poussée jusqu'au Caire. Les Français eux-mêmes avaient toujours prétendu, tout en occupant le pays, mettre hors de cause la souveraineté territoriale de la Turquie. Si quelque accommodement avec ce

<sup>(1)</sup> L'idée de cette expédition se fit, dès ce moment, apprécier de certains, indépendamment de ses résultats. Walsh (*op. cit.*, p. 194) écrit : « Le projet de transporter un important corps de troupes de l'Inde en Égypte par la mer Rouge était bien conçu et, dans le cas d'une résistance plus résolue de la part de l'ennemi, se fut avéré extrêmement profitable ». Le même auteur dit que, si toutes les troupes destinées à cette expédition étaient arrivées en Égypte, la force totale s'en fut élevée à 12.000 hommes (p. 135).

<sup>(2)</sup> Cf. chapitre relatif à ce traité.

principe pouvait être désiré au profit de l'Angleterre, quelque occupation de fait prolongée par ses troupes en quelque point, ce n'était pas au Caire mais seulement sur les côtes, à Alexandrie, à Suez : les plus ambitieux des Anglais de ce temps n'aspiraient pas à davantage. Deux forces turques, l'une sous le Grand Vizir, l'autre sous le capitán-pacha, avaient pris part à l'invasion et à la marche sur le Caire ; les représentants de leurs deux commandants, qui étaient les plus hautes autorités de l'empire, avaient signé la capitulation, concurremment avec ceux du général anglais et des Mameluks. Eût-il voulu réserver l'avenir, laisser en suspens la question de pouvoir souverain, qu'Hutchinson ne l'aurait pu sans tourner contre lui ses propres alliés, compromettre la sécurité de ses troupes, la fin de la campagne et l'issue du siège d'Alexandrie. Rien n'indique d'ailleurs qu'il y ait seulement songé. Enfin la faiblesse de son effectif et la nécessité de ramener promptement sa colonne à Alexandrie, pour en finir avec Menou, ne lui laissaient même pas la ressource de participer à l'occupation du Caire autrement que par un contingent insignifiant, au moins avant l'arrivée du corps anglo-indien. Ces considérations paraissent avoir déterminé sa conduite. Elles faisaient des Turcs les bénéficiaires de la conquête due aux armes britanniques et conduisaient à la restauration automatique de leur souveraineté, non plus seulement théorique comme elle l'était avant 1798, mais bien effective, puisqu'ils pouvaient l'appuyer d'une force armée telle qu'ils n'en avaient jamais eu en Égypte.

Hutchinson laissa donc cette restauration s'accomplir sans y mettre aucune restriction en faveur de l'Angleterre. Sachant même les Turcs méfiants et en garde contre ses intentions, il se prêta de bonne grâce à ce que l'occupation du Caire proprement dit fût effectuée par leurs seules troupes, les siennes demeurant à Guizeh et dans les forts extérieurs. Un détachement anglais ne pénétra le premier dans la ville et n'occupa la citadelle pendant quelques heures que parce que les Français l'avaient évacuée une nuit avant le terme fixé ; mais le pavillon britannique n'y fut même pas arboré et la position fut remise, dès qu'elles se présentèrent, aux troupes du capitán-pacha, auxquelles l'occupation en avait été réservée par un arrangement spécial<sup>(1)</sup>. L'armée du Grand Vizir eut pour son lot

<sup>(1)</sup> Col. WILSON, *History of the British Expedition to Egypt*, p. 144.



tout le reste du Caire, qu'elle terrorisa et pressura consciencieusement. Quand Hutchinson fit redescendre sa colonne vers la côte, exception faite de 500 hommes laissés à la garde d'officiers français malades, il maintint encore cette poignée de soldats en dehors de la ville, dont il avait entièrement abandonné l'occupation aux Ottomans<sup>(1)</sup>. Quand le contingent anglo-indien arriva de Kéneh, lui aussi campa dans les environs<sup>(2)</sup>. Des considérations d'hygiène et de discipline, qui conseillaient d'éviter le contact et surtout le mélange avec les troupes ottomanes, contribuèrent avec la politique à retenir les Anglais hors des portes de la cité conquise.

Cette discrétion ne pouvait cependant être illimitée, car, si Hutchinson ne prétendait à rien pour sa patrie, il ne dépendait pas de lui que les Turcs ne rencontrassent d'autres compétiteurs, dont il ne lui était pas permis de se désintéresser. Les Mameluks revendiquaient leur ancien pouvoir, sous une suzeraineté nominale du sultan. Ils ne se souciaient pas d'être soumis au droit commun, réduits à la condition de sujets quelconques, et réclamaient le rétablissement de l'état de choses antérieur à 1798. Ils ne s'étaient ralliés aux Anglais que sous la garantie expresse que leurs prérogatives leur seraient rendues, et ils avaient obtenu cette garantie à la suite de négociations avec l'état-major britannique. Eux aussi avaient délégué un représentant pour signer la capitulation du Caire. Hutchinson était donc engagé envers eux. Son intervention en leur faveur était donc nécessaire pour empêcher les Turcs de les frustrer, comme ils en avaient la ferme intention, et même de les persécuter dans leurs personnes et dans leurs biens, comme ils commençaient à le faire. Ibrahim bey se voyait interdire de rentrer dans sa maison; la veuve de Mourad bey était expulsée de la sienne. Les chefs mameluks qui avaient rejoint la colonne anglaise en marche sur le Caire, Osman bey Tambouradji, Osman bey el-Bardissi, Mohamed el-Elfi, faisaient appel à la protection d'Hutchinson. Une véritable médiation s'imposait donc à celui-ci. C'est pour l'exercer qu'il s'installa à l'intérieur du Caire dans la maison du consul d'Autriche, le Vénitien Rossetti, l'ancien conseiller d'Ali bey, l'émule de Baldwin et de Magallon pendant les longues années de leur commune ré-

<sup>(1)</sup> FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 855.

<sup>(2)</sup> Dans l'île de Rodah.

sidence en Égypte<sup>(1)</sup>. Établi là en surveillant des Turcs, dans la demeure d'un homme dont l'expérience était à sa disposition, Hutchinson « travailla activement à protéger ceux que la bonne foi de son pays était engagée à soutenir<sup>(2)</sup> », à « régler les arrangements pour le gouvernement de l'Égypte et à remettre en place les Mameluks, ainsi qu'il était obligé par traité à le faire<sup>(3)</sup> ». Il réussit non seulement à faire restituer à ceux-ci tous leurs biens, mais à les faire réintégrer, par un firman, dans tous leurs droits et dignités. En retour, il déclara que ce n'était ni son désir ni celui de son gouvernement d'encourager la rébellion contre la Porte, et, en conséquence, stipula que les beys paieraient désormais régulièrement leur tribut et que le pacha du Caire ne devrait plus être tenu dans une prison honorifique, mais commanderait un corps de troupes suffisant pour assurer le respect de son autorité. Beaucoup de pourparlers et, de la part d'Hutchinson, de fermeté, furent nécessaires avant que pût être signée cette « magna charta »<sup>(4)</sup>. Les garanties théoriques qu'elle leur accordait ne suffirent pourtant pas à rassurer les Mameluks, puisqu'ils restèrent campés à Rodah, refusant de pénétrer dans le Caire tant qu'y tiendrait garnison une si nombreuse force ottomane. Leur défiance démentait l'illusion avec laquelle Hutchinson partit pour Alexandrie, d'avoir pourvu d'une manière stable au Gouvernement de l'Égypte<sup>(5)</sup> et rendu un jugement de Salomon qui fût respecté après son départ.

Quoi qu'il en fût, son désintéressement, le fait qu'il n'eût rien brigué pour l'Angleterre, n'avaient pu le dispenser d'intervenir dans les affaires locales, d'avoir une politique en Égypte, et n'en devaient point, par la suite, dispenser le Gouvernement britannique. C'était une conséquence de l'expédition anglaise en Égypte, que les Anglais, bon gré mal gré, dussent désormais y avoir la main.

---

<sup>(1)</sup> Cf. notre ouvrage *Autour d'une route; l'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle*.

<sup>(2)</sup> Col. WILSON, *op. cit.*, p. 168.

<sup>(3)</sup> *Idem*, *op. cit.*, p. 155.

<sup>(4)</sup> *Idem*, *op. cit.*, p. 169.

<sup>(5)</sup> *Idem*, *op. cit.*, p. 171. « Le général pensait, dit cet auteur, que tous les arrangements convenables avaient été pris pour le Gouvernement de l'Égypte, conformément aux promesses de son gouvernement et aux stipulations du Grand Seigneur. »

## VII

Mais l'expédition n'était pas finie et, tant qu'Alexandrie résistait, le problème politique dont Hutchinson avait dû s'occuper au Caire s'effaçait devant la question militaire. Il n'avait pas encore été définitivement rassuré, après avoir fait capituler les troupes de Belliard. De la croisière de Ganteaume, il avait conclu que « le Gouvernement français faisait de grands efforts pour jeter des renforts en Égypte » <sup>(1)</sup>, et la crainte qu'une de ces tentatives ne réussît est ce qui l'empêchait de se sentir entièrement maître de la situation. C'est pour cette raison que, malgré son vif désir de renvoyer aux Indes le contingent du général Baird, il lui avait transmis à Kéneh l'ordre de descendre le Nil, « ne se jugeant pas autorisé à courir un risque, en se privant d'une aussi puissante force, expédiée tout exprès pour l'aider lui-même <sup>(1)</sup> ».

La précaution devait se trouver superflue et l'appréhension qui l'avait dictée se dissiper comme les précédentes. Car, s'il était vrai que Bonaparte n'eût même pas attendu l'échec de Ganteaume pour songer à faire renouveler l'expérience par Bruix, et qu'il eût ensuite confié à Linois de nouvelles opérations en Méditerranée <sup>(2)</sup>, cependant les vaisseaux de l'un ni de l'autre ne parurent jamais devant Alexandrie, où Menou lui-même désespérait désormais d'être secouru. Avec l'escadre de Ganteaume avait disparu la dernière chance, pour l'armée d'Orient, d'être renforcée et surtout réconfortée par l'arrivée des troupes envoyées d'Europe. Les tentatives réitérées du Gouvernement français n'avaient pu réussir à forcer, si ce n'est de loin en loin et par des bâtiments isolés, le blocus maintenu par la marine anglaise le long de la côte égyptienne, à rouvrir, si ce n'est furtivement et dans une mesure à peine appréciable, les communications maritimes coupées entre l'Égypte et la France, à ravir aux Anglais, fût-ce momentanément, cette maîtrise de la mer que leur avait assurée la victoire navale de Nelson. Beaucoup plus lentement qu'ils ne l'avaient cru, cette victoire aboutissait, en fin de compte, au résultat qu'ils en avaient

<sup>(1)</sup> Col. WILSON, *History of the British Expedition to Egypt*, p. 168.

<sup>(2)</sup> RUGAULT, *op. cit.*, p. 354-355.



trop tôt attendu : à leur livrer une armée française abandonnée à elle-même, troublée, dans ses chefs plus que dans ses soldats, par la prolongation de son isolement et la conscience de son abandon, parvenue à la limite de ses forces morales. Enfermés dans une place bloquée par terre et par mer, les restes de cette armée étaient désormais la proie d'adversaires, que le contrôle des voies maritimes n'avait pu dispenser de faire, eux aussi, leur expédition d'Égypte, mais à qui il avait permis de la faire, à l'heure de leur choix, et de l'alimenter, une fois en train, par l'apport de troupes fraîches. Et, au lieu d'être Menou, c'est Hutchinson qui recevait, par la mer soumise au pavillon britannique, des renforts débarqués, comme les régiments d'Abercromby, dans la baie même où Nelson avait, trois ans auparavant, coulé la flotte de Brueys. Les 5, 8, 9, 18 juillet, des vaisseaux anglais mouillèrent devant Aboukir, amenant des renforts qui élevèrent l'effectif de Coote à 9000 hommes<sup>(1)</sup>.

Quand Hutchinson vint, le 15 août, prendre en personne la direction du siège d'Alexandrie, il disposait de 16.000 Anglais, plus 6 ou 7000 Turcs, de l'armée du capitán-pacha. Il pouvait, en cas de besoin, faire appel à l'armée du Grand Vizir, restée au Caire, à la milice des Mameluks, au contingent anglo-indien, arrivé à Guizeh entre le 7 et le 10 août. L'effectif des assiégés en état de combattre était tombé à moins de 6000 hommes.

Menou avait, comme d'habitude, laissé échapper l'occasion de rompre le blocus ennemi, quand il avait encore à sa disposition 7000 combattants, que Coote n'en avait en ligne que la moitié autant, qu'Hutchinson était en marche sur le Caire avec une colonne réduite au même nombre et que Belliard n'avait pas encore capitulé. Pendant cette période, qui s'était prolongée sept semaines, la situation des assiégeants leur avait inspiré des craintes. Tout faible et démuni qu'il était alors, Coote avait dû envoyer à Hutchinson, en marche sur le Caire, des renforts d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie sous le général Oakes (4 juin). « Cette diminution des forces du général Coote, écrit un officier anglais<sup>(2)</sup>, laissait sa position retranchée très dégarnie de troupes et sans une seconde

<sup>(1)</sup> WALSH, *Journal of the late campaign in Egypt...*, Londres, 1803, p. 188-190.

<sup>(2)</sup> *Idem*, *op. cit.*, p. 173-174.

ligne. » Déduction faite des malades, sa division de 5000 hommes n'en avait plus compté alors qu'un peu plus de 3000 aptes au service. Mais son affaiblissement n'avait pas eu de conséquences, son camp n'ayant pas été attaqué. Menou s'était en effet borné à faire améliorer les défenses de la ville, impuissant à concevoir d'autres ressources qu'une résistance passive derrière des retranchements, s'efforçant d'entretenir autour de lui la confiance en se faisant l'écho des bruits les plus invraisemblables<sup>(1)</sup>, cherchant « à s'étourdir de mots, à se griser d'illusions<sup>(2)</sup> », montrant dans « la patience, l'énergie et le courage » le moyen de « se tirer de tous les Anglais du monde<sup>(3)</sup> », au surplus s'en remettant « au gouvernement » pour « tout prévoir et pourvoir à tout<sup>(4)</sup> ». La nouvelle de la capitulation du Caire, l'éveillant douloureusement du rêve où il se complaisait, l'avait jeté dans la colère et l'indignation. Il les avait fait éclater avec violence contre les coupables, contre les mobiles de leur faute, contre cette maudite convention d'El-Arich ressuscitée de ses cendres, auprès des troupes sous ses ordres, du Premier Consul, des Anglais eux-mêmes, de Sidney Smith, inventeur de la tentation démoniaque à laquelle Belliard avait succombé<sup>(5)</sup>.

L'effet de cette tentation, les assiégeants l'avaient alors essayé sur Menou et sur ses soldats. Dès qu'ils avaient connu l'événement du Caire, leurs officiers en avaient communiqué la nouvelle aux avant-postes français, la criant eux-mêmes aux vedettes, annonçant aux assiégés que les divisions de Belliard s'embarquaient à Rosette<sup>(6)</sup>. Lord Keith avait ensuite officiellement transmis à Menou le texte de la capitulation ; un article réservait aux troupes françaises d'Alexandrie la faculté d'y accéder : Menou

<sup>(1)</sup> « Une armée française de 60.000 hommes est entrée dans les États du Grand Seigneur » (ordre du jour du 9 juin 1801). « Les Turcs viennent d'être battus deux fois de suite ; le Grand Vizir commandait en personne à la seconde bataille » (à Chaptal, Ministre de l'Intérieur, 16 juin 1801). Cf. RIGAULT, *op. cit.*, p. 355-356.

<sup>(2)</sup> RIGAULT, *op. cit.*, p. 353.

<sup>(3)</sup> A Rampon, 6 juin. Cité par RIGAULT, *op. cit.*, p. 353.

<sup>(4)</sup> Menou, juin. Cité par RIGAULT, *op. cit.*, p. 353.

<sup>(5)</sup> Cf. ROUSSEAU, *op. cit.*, p. 412, 416, 421, les lettres de Menou à Bonaparte, à Sidney Smith, à Lagrange.

<sup>(6)</sup> Cf. RIGAULT, *op. cit.*, p. 356.

avait refusé avec dédain de s'en prévaloir, repoussant pour lui-même la proposition « de se déshonorer », d'adhérer à « l'infâme traité », à la « capitulation honteuse, infamante ». Pour éviter autant que possible la contagion parmi ses hommes et marquer ostensiblement sa réprobation d'un acte flétri par ses ordres du jour, il avait interdit l'accès d'Alexandrie à quiconque, militaire ou civil, revenait du Caire après l'évacuation. Sans se laisser rebuter par ses véhéments refus, les Anglais avaient continué leur propagande auprès des avant-postes français, où Sidney Smith n'avait pas dédaigné de se présenter lui-même, de « venir causer avec les vedettes ou officiers de ronde<sup>(1)</sup> » et où il avait donc été reçu malgré les ordres du général en chef. Puis, comme Menou, dans un de ses ordres du jour, lui avait reproché « d'intriguer » avec les grand'gardes, le commodore avait saisi le prétexte pour écrire au général français, rééditant son argumentation coutumière pour l'engager à se résigner à l'inévitable, épilogueant sur « les derniers événements », sur le « désir qu'avait chacun de voir se terminer une lutte pénible pour tous et trop longtemps prolongée », équivoquant à son habitude sur la paix générale et la cessation des hostilités en Égypte. Menou avait répondu, courtoisement mais fermement, en accablant les signataires français de la capitulation du Caire, — trop sévèrement peut-être dans un document adressé à un ennemi, — en plaçant la question sur le terrain de l'honneur et du devoir, en faisant juge du cas Sidney Smith lui-même, en exprimant sa défiance des « promenades » du commodore « devant le camp français », en dissipant enfin une fois de plus l'équivoque, par laquelle son correspondant avait essayé d'endormir ses scrupules : « Si c'est de la guerre générale que vous me parlez, je désire de toute mon âme » qu'il y soit mis fin ; « si c'est de l'Égypte que vous voulez parler, je dois vous assurer que les troupes françaises qui sont à Alexandrie ne se conduiront pas comme celles du Caire<sup>(1)</sup> ».

Ainsi, jusqu'au dernier moment, et envers le dernier élément français qui résistait encore, les Anglais avaient fait marcher de front l'offre de l'évacuation, du rapatriement aux conditions d'El-Arich, et l'appareil de la force. C'est qu'ils savaient que, même repoussée par le général français,

---

<sup>(1)</sup> Cf. lettre de Menou à Sidney Smith ; ROUSSEAU, *Kléber et Menou en Égypte*, p. 416.  
19 juillet 1801.

la proposition ferait son œuvre dans l'esprit de ses subordonnés, amolirait les courages, écourterait la résistance : et leur calcul était juste. Connue des généraux, des officiers et des soldats, qui savaient leurs camarades du Caire en route pour Toulon, l'offre du même traitement, la perspective du retour en France, les séduisait et les détachait chaque jour davantage d'un chef figé dans une obstination inactive. « Dans cette garnison énervée par cinq mois de siège, les dissensions commençaient à renaître <sup>(1)</sup> »; des généraux jusque-là indulgents à Menou, comme Friant, Rampon et Songis, s'éloignaient de lui, remplacés dans sa confiance par d'autres, qui n'avaient pas leur estime. Les forces morales s'épuisaient; et la disproportion des ressources matérielles avec celles de l'adversaire faisait taire les scrupules chez ceux qui fléchissaient.

Or, s'il est vrai que, tôt ou tard, Alexandrie dût capituler, il l'était aussi que les Anglais avaient intérêt à la faire capituler plus tôt que plus tard. Car, depuis plus de cinq mois qu'ils avaient débarqué en Égypte, des négociations de paix s'étaient nouées à Londres entre Bonaparte et les successeurs de Pitt; elles avaient progressé et n'étaient plus éloignées d'un terme, que le nouveau Cabinet britannique était assez impatient d'atteindre. On ne l'ignorait pas dans l'état-major de l'armée anglaise, non plus que dans celui de l'escadre; et comme Menou voulait tenir jusqu'à la paix, comme il avait compté sur elle pour se tirer d'embarras, comme il s'en était servi pour exhorter ses lieutenants à la patience, de même ses adversaires avaient maintenant hâte d'en finir avec lui avant la paix, dans l'intérêt de leur pays et pour la satisfaction de leur amour-propre militaire. C'est pourquoi, même certains de l'issue du siège, la méthode de Sidney Smith ne leur avait pas paru hors de saison.

Dès l'instant qu'elle avait échoué, il ne leur restait qu'à revenir à celle d'Hutchinson. La joie avait été refusée à Sidney Smith, à lord Keith, à Coote, de faire place nette des Français avant son arrivée de Rosette, où il avait veillé à l'embarquement des troupes de Belliard, et de l'accueillir dans Alexandrie même, avec une capitulation toute signée. Mais le général en chef trouvait la division de Coote reconstituée et accrue par les renforts débarqués à Aboukir en juillet, et il amenait avec lui les moyens

<sup>(1)</sup> RIGULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*.

d'accentuer la pression autour de la ville, de resserrer le blocus par terre et, en achevant de démontrer l'irrésistible supériorité de ses forces, de mener l'affaire à bonne fin.

Même alors, ce ne semblait pas aux Anglais devoir être sans peine qu'ils viendraient à bout de la résistance française. L'attaque du front est de la place parut présenter trop de difficultés pour être poursuivie seule : « Ce front-ci est certainement formidable, notait Moore, et je doute beaucoup que nos ingénieurs aient assez de talent pour l'enfoncer. Nous n'avons pas gagné de terrain depuis le 17 et les ouvrages que nous avons élevés sont mal exécutés et chétifs. » Mais Hutchinson avait déjà avisé à une manœuvre, pour pouvoir attaquer la place par sa face opposée et la prendre désormais entre deux feux. Le 16 août <sup>(1)</sup>, il embarqua 1500 hommes commandés par Coote sur une flottille, qui leur fit traverser le lac Mariout, transformé par l'inondation en une véritable mer intérieure, et les déposa sur le front ouest d'Alexandrie, pas encore investie de ce côté. L'opération fut favorisée par une fausse attaque, qu'Hutchinson dirigea en même temps sur les hauteurs de Nicopolis, à l'est de la place, et que Menou, malgré le conseil de Songis, eut le tort de prendre au sérieux, négligeant au contraire la tentative de débarquement à l'ouest. La colonne de Coote repoussa facilement le faible détachement que Menou lui avait opposé, assiégea et fit capituler le fort du Marabout et avança d'environ 2 milles vers la ville : son mouvement avait pris du 16 au 23 août. Hutchinson lui expédia alors des renforts, décidé qu'il était à entreprendre l'attaque principale par ce côté, que Menou avait négligé de fortifier. Le 25, il commença à faire bombarder par son artillerie les redoutes françaises sur les deux fronts. Ce vigoureux effort coercitif convainquit de leur impuissance les Français épuisés. Le lendemain soir Menou, cédant aux instances de Rampon, interprète des désirs et des opinions à peu près unanimes de la garnison, envoya un parlementaire au camp anglais. Ses premières propositions, tendant à retarder l'évacuation de trois semaines, pour se donner encore le temps d'être secouru, et à conserver les navires de guerre mouillés dans le port, furent repoussées par Hutchinson comme inadmissibles.

---

<sup>(1)</sup> Cf. FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 861-863, et RIGAULT, *op. cit.*, p. 366-367.



Le 2 septembre, la capitulation fut signée aux mêmes conditions que celle du Caire.

Elle parut aux Anglais mieux justifiée que la première, plus excusable de la part des Français : d'abord, elle venait après; Menou et ses soldats avaient su Belliard et les siens embarqués pour la France et n'avaient pas cessé pour cela, jusqu'au dernier moment, de faire leur devoir; ensuite, les forts et retranchements, pour respectables qu'ils fussent et garnis de quelque 312 bouches à feu, n'étaient pas tels qu'ils n'eussent pu être emportés assez vite, si la lutte eût continué; enfin, la présence des troupes du capitan-pacha aux côtés de celles d'Hutchinson pouvait faire craindre aux défenseurs d'Alexandrie, comme à ceux du Caire, un de ces massacres dont les Turcs étaient jugés capables, après un assaut couronné de succès.

Pourtant Moore, après avoir visité les ouvrages de défense sous la conduite d'un colonel français du génie, les admira en connaisseur et, tout en constatant que les Anglais auraient pu s'en approcher assez près pour faire taire les canons de l'ennemi, démolir ses fortifications et se lancer à l'assaut avec la certitude du succès, conclut, comme pour le Caire, qu'un adversaire résolu et obstiné aurait pu tenir pendant encore quinze jours ou trois semaines <sup>(1)</sup>.

Le 3 septembre, le quartier-maître général de l'armée anglaise pénétra dans les lignes françaises, pour se faire montrer les forts à occuper, des forts qui s'étaient appelés pendant trois ans des noms de nos généraux. A 11 heures du matin, les grenadiers d'Hutchinson, en trois colonnes, tambours battants, enseignes déployées, avec quelques batteries d'artillerie, vinrent en prendre possession; au pied d'une colline, leur musique jouait la marche de leur régiment. « Aucun langage, écrit un officier anglais, ne peut exprimer les sentiments de chacun à ce moment-là. C'était une sensation qui compensait, et au delà, toutes les souffrances endurées <sup>(2)</sup>. » Le pavillon britannique fut arboré sur chaque fort et, quand la garnison française, 10.500 hommes, eut été embarquée, les Anglais, qui n'étaient pas entrés dans le Caire, entrèrent dans Alexandrie : là ils entendaient être chez eux.

Le point final était mis à l'occupation française en Égypte.

<sup>(1)</sup> *Diary of Sir John Moore*, t. II, p. 47 et suiv.

<sup>(2)</sup> Cf. WALSH, *op. cit.*

## VIII

L'expédition britannique de 1801 se terminait triomphalement. Elle aurait pu, rencontrant une résistance moins malhabile et moins molle, se terminer autrement. Certains, et ce sont des Anglais, vont jusqu'à dire qu'elle aurait dû se terminer en échec, voire en désastre.

Justifiée ou non, cette opinion ne les empêche pas de soutenir, avec la plupart de leurs compatriotes, que l'expédition française en Égypte avait été une folie, un expédient insensé, l'échappatoire désespérée de gens réduits aux pires aventures, pour ne pas s'avouer impuissants contre l'Angleterre. Entre ces deux jugements, il y a une évidente contradiction.

Si l'expédition anglaise de 1801 a réellement couru le risque d'échouer ; si elle n'a vraiment dû son succès qu'à la maladresse et à la faiblesse de la résistance ennemie, il faut, pour être logique, admettre que l'expédition française de 1798, encore qu'audacieuse, même aventureuse, n'avait pas été déraisonnable ni absurde, et qu'elle aurait pu, en dépit du blocus maritime, conséquence de la bataille du Nil, aboutir au maintien en Égypte des troupes que Bonaparte y avait jetées. L'expédition anglaise de 1801 était en effet la dernière carte, la suprême ressource, l'ultime effort militaire de la Grande-Bretagne pour déloger les Français d'Égypte avant une paix dont la négociation était en train et dont la conclusion ne pouvait plus être longtemps différée. Cet effort brisé, cette ressource venant à s'avérer inefficace, assez tôt pour que Bonaparte refusât de traiter moyennant l'abandon de l'Égypte, la France aurait-elle pu, provisoirement au moins, conserver la colonie que l'entreprise de 1798 lui avait donnée et où la victoire de Nelson avait isolé et bloqué une armée ?

Nous ne prétendons pas ici résoudre ce problème rétrospectif, mais seulement indiquer que rien ne contribue plus à le poser que les témoignages anglais sur la campagne de 1801.



## CHAPITRE XVII.

---

### LES PRÉLIMINAIRES DE LONDRES.

- I. — Résultat politique des victoires anglaises en Égypte. Impressions en Angleterre. Hutchinson sait combien les victoires d'Abercromby et les siennes ont tenu à peu. Conséquences pour l'intérêt anglais en Égypte.
- II. — Négociation et conclusion de la paix. L'Égypte et les préliminaires de Londres. Efforts de Bonaparte pour éviter le sacrifice de l'Égypte. Ténacité des Anglais à en exiger la remise aux Turcs. Rançon moyennant laquelle ils eussent admis de la laisser à la France. Influence des opérations militaires d'Orient sur la négociation. Reproche adressé aux ministres anglais d'avoir traité avec précipitation.
- III. — Opinion de Pitt sur les conditions des préliminaires. Attaques des anciens ministres de Pitt contre les préliminaires de Londres et la paix d'Amiens. Part de la question égyptienne à ces critiques. Elle fait le fond d'un litige qui menace la paix avant même que celle-ci soit définitive.

#### I

Les conditions auxquelles l'occupation française prenait fin, bien qu'aggravées par rapport à celles d'El-Arich, n'en différaient pas dans les grandes lignes. Et la première conclusion à tirer de ce fait est qu'en acceptant, un an et demi plus tôt, la convention due à l'initiative de Sidney Smith, le Gouvernement anglais aurait obtenu pratiquement le même résultat matériel qu'en septembre 1801, sans avoir à fournir l'effort militaire et naval ni à supporter les lourdes dépenses, que représentèrent pour lui les deux expéditions de la Méditerranée et de l'Inde.

Mais, en politique, le résultat matériel n'est pas tout; le résultat moral

entre aussi en ligne de compte : et, en considérant celui de la campagne de 1801 en Orient, on doit convenir qu'il a beaucoup contribué à accroître l'intérêt de l'Angleterre pour l'Égypte et que, par suite, la politique anglaise a gagné à ce que l'évacuation n'eût pas lieu en 1800. Une armée britannique avait vaincu une armée française. « L'effet de sa victorieuse campagne fut grand en Europe, encore plus grand en Angleterre, et plus grand que partout dans l'armée anglaise. Les trois actions dans la péninsule d'Aboukir <sup>(1)</sup> avaient prouvé qu'en combat loyal, les soldats anglais pouvaient battre même des Français vétérans de l'armée d'Italie <sup>(2)</sup>. » Le sol sur lequel cette preuve avait été administrée acquérait aux yeux des Anglais une valeur singulière : celle que confèrent inmanquablement des victoires au pays dans lequel elles ont été remportées, quand ce pays n'a pas été qu'un champ de bataille occasionnel, mais un des enjeux mêmes de la lutte. Deux ans après, le 13 mai 1803, Pitt prononçant aux Communes un discours sur la politique extérieure — celui de tous ses discours qui lui valut le triomphe oratoire peut-être le plus éclatant — devait déclarer « l'Égypte consacrée par le sang héroïque qui y a été versé ». C'était naturellement au sang anglais que pensait l'ancien Premier. L'Égypte évoquait désormais pour l'Angleterre, comme du reste pour la France, des souvenirs de gloire; et ces souvenirs consacraient, pour les Anglais, la politique qui ne tolérât pas d'occupation française en Égypte, exactement comme ceux des faits d'armes de Bonaparte et de Kléber consacraient, pour les Français, la prétention à une situation privilégiée en Égypte, sinon même l'ambition d'y rentrer un jour.

De mai à décembre 1801, à l'arrivée de chaque courrier d'Orient, les gazettes anglaises s'étaient remplies de bonnes nouvelles, d'autant plus appréciées que les autres théâtres d'opérations en étaient plus avares. Le Gouvernement britannique avait alors la bonne habitude, pour tenir le public au courant des événements de la guerre, de publier, *in extenso* ou en extraits, les dépêches de ses généraux, amiraux et ambassadeurs. Mais nous ne croyons pas qu'aucune opération à terre eût, depuis l'origine du conflit armé, fait l'objet d'aussi copieuses publications que l'expédition

<sup>(1)</sup> C'est-à-dire les combats du 7-8 mars, du 13 et du 21.

<sup>(2)</sup> Cf. FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 866.



anglaise en Égypte<sup>(1)</sup>. Dès les premiers succès, l'impression dans le public avait été hautement réconfortante et s'était traduite par une ferme confiance dans le gain de la partie. Depuis juillet, le *Times* n'avait plus eu qu'ironie méprisante pour les nouvelles optimistes que le *Moniteur de Paris* publiait sur la « florissante colonie d'Égypte »<sup>(2)</sup> ; il s'était ébaudi à la pensée que Menou fût « approvisionné pour plusieurs années », que « la coupure de la digue du lac Mahdich eût rendu Alexandrie imprenable » et que « Ganteaume eût passé Messine ayant à bord 8000 hommes de renforts ». Tout au plus cet armement de Ganteaume avait-il donné à Londres quelque souci, mais tempéré par l'espoir que « lord Keith interposerait un

<sup>(1)</sup> Voici la liste et le sommaire des rapports de généraux, amiraux et ambassadeurs, qui furent successivement publiés :

| SIGNATAIRES<br>ET DESTINATAIRES.  | DATES.                | SOMMAIRE.                                                                                           |
|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                   | 1801.                 |                                                                                                     |
| Abercromby à Elgin.....           | 16 mars.              | Débarquement et combat du 13 mars.                                                                  |
| Abercromby à Hobart.....          | 16 mars.              | Débarquement et combat du 13 mars.                                                                  |
| Col. A. Struther à col. Brownrigg | 16 mars.              | Débarquement et combat du 13 mars.                                                                  |
| Keith à Evan Napcan.....          | 10 mars.              | Débarquement concours de la marine.                                                                 |
|                                   | 16 mars.              | Combat du 13 mars.                                                                                  |
|                                   | 18 mars.              | Capitulation du fort d'Aboukir.                                                                     |
| Abercromby à Hobart.....          | 19 mars.              | Capitulation du fort d'Aboukir.                                                                     |
| Elgin au duc d'York.....          | 4 avril.              | Bataille de Canope.                                                                                 |
|                                   | 3 avril.              | Bataille de Canope.                                                                                 |
| Hutchinson à Hobart.....          | 5 avril.              | Bataille de Canope.                                                                                 |
|                                   | 10 avril.             | Prise de Rosette.                                                                                   |
| Elgin à Hawkesbury.....           | 9 mai.                | Prise de Rosette, de Damiette et de ces deux forts.                                                 |
| Col. Halloway à Elgin.....        | 20 mai.               | Marche des Turcs, combat d'El-Khanak.                                                               |
| Elgin à Hawkesbury.....           | 23 mai.               | Prise de Rahmannieh.                                                                                |
| Hutchinson à Hobart.....          | 1 <sup>er</sup> juin. | Combat de Rahmannieh, capitulation de Cavalier ;<br>marche des Turcs, jonction avec les Mameluks.   |
|                                   | 21 juin.              | Capitulation du Caire.                                                                              |
| Hutchinson à Hobart.....          | 29 juin.              | Capitulation du Caire.                                                                              |
|                                   | 21 juin.              | Marche des Turcs, combat d'El-Khanak, rôle des<br>officiers anglais.                                |
| Elgin à Hawkesbury.....           | 18 juillet.           | Capitulation du Caire.                                                                              |
| Hutchinson à Hobart.....          | 29 août.              | Embarquement des troupes françaises du Caire, opé-<br>rations contre Alexandrie, Mameluks et Turcs. |
| Hutchinson à Elgin.....           | 27 août.              | Capitulation d'Alexandrie.                                                                          |
| Hutchinson à Hobart.....          | 5 septembre.          | Derniers combats devant Alexandrie et capitulation<br>de la place.                                  |
| Elgin à Hawkesbury.....           | 6 septembre.          | Capitulation d'Alexandrie.                                                                          |
| Keith à Evan Napcan.....          | 27 août.              | Servies de la marine aux opérations sous Alexandrie.                                                |
|                                   | 1 septembre.          | Capitulation d'Alexandrie.                                                                          |

<sup>(2)</sup> *Times*, 13 juillet 1801.

barrage efficace au débarquement »<sup>(1)</sup> des soldats embarqués à bord des vaisseaux français. Mais, quand on avait su, par les journaux de Paris, qu'il était question de débarquer ces hommes à Derna, en Cyrénaïque, alors la perspective de leur marche à travers des centaines de lieues de désert avait paru aux Anglais aventureuse à souhait. Il y avait, calculait le *Times*, 200 milles de distance des frontières de la Régence de Tripoli au Caire; par suite, la marche forcée des renforts de Ganteaume à travers les brûlants déserts d'Afrique ne les amènerait pas en Égypte à temps pour être comprise dans la capitulation du général Menou et assurerait une facile victoire aux Anglais d'Hutchinson<sup>(2)</sup>. A la nouvelle d'un blâme de Bonaparte à son amiral, on avait observé, avec une dédaigneuse équanimité : « L'Égypte a déjà coûté assez de monde à la République... Ganteaume avait été envoyé pour accomplir des impossibilités<sup>(3)</sup>. » D'honorables épisodes des batailles livrées avaient été cités en exemple de l'acharnement des combats où l'Angleterre avait vaincu : « Dans l'action du 21 mars (Canope), le brave 42<sup>e</sup> régiment de highlanders a taillé en pièces presque tout le régiment favori de Bonaparte, un régiment de grenadiers surnommés « les invincibles », dont pas plus d'une douzaine d'hommes ont accepté quartier<sup>(4)</sup>. » L'escarmouche d'El-Khankah, cette première défaillance de Belliard, avait été vantée comme le signe des progrès accomplis par l'armée ottomane, sous l'influence de ses mentors britanniques : « Nous avons vu les troupes du Grand Vizir, grâce à l'exemple des officiers anglais et à la fureur qui leur avait été inspirée par l'injure et l'oppression, résister avec succès à la fleur des armées républicaines. Une cohue asiatique a repoussé les troupes françaises sur les plaines de Belbeis<sup>(5)</sup>. » La capitulation du Caire avait été saluée comme une victoire de la plus haute importance militaire et politique. On n'avait guère douté à Londres que Menou préférât « se rendre à un général anglais plutôt que de s'exposer à tomber, à la suite d'un assaut, entre les mains des Turcs, altérés de ven-

<sup>(1)</sup> *Gentleman's Magazine*, numéro de juillet 1801. On croit alors Ganteaume à Candie.

<sup>(2)</sup> *Times*, 21 et 22 juillet 1801.

<sup>(3)</sup> *Times*, 17 août 1801.

<sup>(4)</sup> *Gentleman's Magazine*, numéro de mai 1801.

<sup>(5)</sup> *Times*, 24 juillet 1801.

geance<sup>(1)</sup> ». Aussi avait-on, à partir de ce jour, tenu le sort de l'Égypte pour définitivement réglé. « La perte de l'Égypte, avait écrit le *Times*<sup>(2)</sup>, dorénavant définitive et complète, depuis la capitulation du Grand-Caire, a mis le Gouvernement français en face de ce dilemme : ou de penser sérieusement à la paix, ou de tenter l'invasion de l'Angleterre. Mais les victoires des troupes anglaises en Égypte ont montré que, si l'Angleterre est invincible sur mer, la France ne l'est nullement sur terre. » Le *Times* avait, à cette occasion, parlé de « la déconfiture que la fleur des armées françaises a subie en Égypte, de la part de quelques régiments britanniques ». Puis, comme il avait donné de l'humeur à une feuille de l'opposition en prétendant détruite l'armée française d'Orient, il avait répliqué en affirmant que, sur 40.000 Français débarqués en 1798, pas plus de 11.000 survivaient. « Nous disons et répétons, avait-il conclu, que le général Bonaparte n'a pas tiré de cette expédition d'autre avantage que la destruction de 40.000 défenseurs de leur patrie, puisqu'il est de mode d'appeler de ce nom les cambrioleurs, assassins et envahisseurs de tous les autres pays<sup>(3)</sup>. »

Aux extraits des rapports d'Abercromby, d'Hutchinson, de Keith, d'Elgin, et aux commentaires joyeux de la presse, avaient fait écho, chaque fois, les félicitations du Parlement aux chefs et aux troupes, les honneurs décernés par le Gouvernement aux généraux et amiraux. La dépouille mortelle d'Abercromby ramenée à Malte, une inscription latine est gravée à l'endroit où elle avait reposé provisoirement, en attendant que s'ouvrisent pour elle les portes de la cathédrale de Saint-Paul, à Londres. A la mémoire du général tombé victorieusement, s'élèvera à Saint-Paul un monument érigé par la gratitude nationale, en vertu d'un vote des deux Chambres<sup>(4)</sup>. Sa veuve est élevée à la pairie, sous le nom et le titre de baronne Abercromby d'Aboukir, avec une pension annuelle de 2000 livres sterling transmissible à ses fils. Aux Lords, le 18 mai, lord Hobart, Ministre de la Guerre, fait voter des remerciements à Hutchinson et aux

<sup>(1)</sup> *Gentleman's Magazine*, numéro d'août 1801.

<sup>(2)</sup> *Times*, 18 août 1801.

<sup>(3)</sup> *Times*, 19 août 1801.

<sup>(4)</sup> Séances du 18 mai aux Lords et aux Communes.

autres commandants des forces de terre et de mer en Égypte. Le même jour, aux Communes, le Premier Ministre et Chancelier de l'Échiquier, Addington, compare avec justesse la bataille de Canope à celle de Québec et le général Abercromby au général Wolfe, prononce l'éloge d'Hutchinson, propose de remercier officiellement aussi les généraux Coote, Cavan et Craddock. Il est décidé que le drapeau pris à « l'invincible légion de Bonaparte » surmontera le monument funéraire élevé à Abercromby à Saint-Paul<sup>(1)</sup>. La nouvelle des succès finaux, capitulations du Caire et d'Alexandrie, apportée à Londres par le colonel Abercromby et Sidney Smith, respectivement chargés des dépêches d'Hutchinson et de Keith, renouvelle ce concert de louanges. Le 12 novembre, Addington invite les Communes à confondre dans un vote « *de bien mérité* » les généraux, amiraux<sup>(2)</sup>, troupes et équipages. « L'armée anglaise, dit-il, s'est couverte de gloire et a ajouté à ce pays une renommée que l'histoire rappellera dans l'avenir le plus éloigné. L'épée est maintenant remise au fourreau<sup>(3)</sup>... Mais si, contrairement à notre espoir, elle devait en être tirée de nouveau, le souvenir des grands et brillants exploits accomplis en Égypte donnerait un surcroît d'énergie et de vigueur aux forces qui auraient de nouveau à combattre nos batailles<sup>(4)</sup>. » Hutchinson est nommé pair du Royaume-Uni, ses lieutenants promus et décorés. La Chambre des Lords entend l'éloge de son nouveau membre, prononcé par le vainqueur de la bataille du Nil, par Nelson. « Les hauts faits de notre armée en Égypte n'ont pas été seulement pour elle, dit Nelson, l'occasion de se couvrir de la plus pure gloire; ils ont été aussi du plus grand bénéfice pour la patrie. Le plan des Français n'avait pas été limité à la conquête de l'Égypte; il s'étendait à l'établissement d'un nouvel et vaste empire : et telle était l'importance qu'ils attachaient au débarquement de leurs troupes dans ce pays, qu'ils le considéraient comme acheté à bon marché par la destruction de leur flotte... Combien auraient pu en être affectées nos possessions

<sup>(1)</sup> Séance du 18 mai 1801 aux Lords. Cf. *Gentleman's Magazine*, numéro de juin 1801.

<sup>(2)</sup> Amiraux Keith, Blankett, Bickerton et Warren.

<sup>(3)</sup> Allusion aux préliminaires de Londres signés avec la France le 2 octobre 1801.

<sup>(4)</sup> *Gentleman's Magazine*, numéro de décembre 1801.

d'Extrême Orient, c'est ce que je n'ai pas besoin d'expliquer. J'ai eu moi-même l'honneur de commander des forces dont la bravoure a contribué à déjouer ce dessein. Mais d'autres officiers anglais ont depuis commandé des troupes qui l'ont effectivement renversé. D'où qu'elles vinssent, les troupes françaises, bien qu'acclimatées et supérieures en nombre d'environ 4000 hommes, furent invariablement obligées de s'incliner devant la valeur britannique<sup>(1)</sup> »

Après la bataille du Nil et le siège de Saint-Jean d'Acre, — le débarquement d'Aboukir, le combat de Canope, les capitulations du Caire et d'Alexandrie achevaient ainsi d'associer l'Égypte à l'histoire de l'Angleterre, dont les armes y avaient trouvé, sur mer et sur terre, l'occasion de tant de triomphes, — les seuls que la guerre lui eût valus sur la France.

Tout étant bien qui finit bien, l'heureuse et brillante issue de l'expédition militaire réconciliait avec la politique de Pitt les anciens censeurs du défunt Cabinet, sauf une douzaine de *Commoners* irréconciliables, conduits par cet incorrigible grognon de Jones, qui continuait à verser des larmes sur la rupture de la convention d'El-Arich et aurait voulu qu'on mît pour cela les anciens ministres en accusation<sup>(2)</sup>. Mais comment ne pas pardonner à Pitt l'intransigeance et les contradictions mêmes de sa politique, quand l'événement l'avait justifiée rétrospectivement? Comment ne pas lui attribuer le mérite d'une entreprise accomplie sous le ministère de son successeur, mais décidée et organisée sous le sien? Plus tard, ses panégyristes lui en feront honneur et réclameront pour lui « une feuille de la couronne du vainqueur d'Aboukir<sup>(3)</sup> ».

Combien les victoires d'Abercromby et les siennes avaient tenu à peu, Hutchinson pourtant ne l'ignorait pas et n'en faisait pas mystère. Un émigré français, qui servait dans les rangs du contingent anglo-indien, raconte

<sup>(1)</sup> *Gentleman's Magazine*, numéro de décembre 1801.

<sup>(2)</sup> Le 18 mai 1801, aux Communes, Jones avait dit que la mort d'Abercromby et chaque goutte de sang versé en Égypte étaient la conséquence de la rupture de la convention d'El-Arich. En septembre 1801, il avait présenté une motion pour connaître « les responsables » de cette mesure. Pitt avait répondu que c'était à n'en pas douter lui-même et ses collègues. La motion de Jones avait recueilli treize voix.

<sup>(3)</sup> C'est-à-dire d'Abercromby. Cf. STANHOPE, *op. cit.*, t. III, p. 330.



que le général en chef anglais « a plusieurs fois répété, notamment chez le consul d'Autriche<sup>(1)</sup>, que Menou était la vraie cause de la perte de l'Égypte pour les Français<sup>(2)</sup> ». Bien qu'il eût évidemment tort de réserver sa gratitude au seul Menou, Hutchinson ne faisait là que constater un fait indéniable : la grande part de l'adversaire au succès de l'expédition anglaise. Quelques milliers d'hommes et quelques batteries d'artillerie de plus sur la plage d'Aboukir, le jour où débarquèrent les troupes britanniques : leur débarquement n'était-il pas impossible ? L'armée anglaise affrontée, entre Aboukir et Alexandrie, par une force française plus nombreuse, mieux commandée ; l'attaque attendue par celle-ci, au lieu d'être précipitamment donnée : les envahisseurs ne pouvaient-ils être obligés de se rembarquer ? Même après l'action du 21 mars, que d'occasions perdues encore, soit par Menou, soit par Belliard, pendant la marche des Anglais sur le Caire, avant leur jonction avec le Grand Vizir ! Belliard marchant franchement contre le Vizir et le repoussant ; Menou fonçant sur les lignes de Coote, quand elles étaient peu garnies, ou s'évadant d'Alexandrie avec une partie de la garnison, avant l'investissement : qu'advenait-il de la colonne poussée vers le Caire par Hutchinson, du corps anglo-indien acheminé par petits paquets à Kéneh, à travers 120 milles de désert ? L'adversaire, — quelles que fussent d'ailleurs les difficultés de sa tâche, — avait bien fait le jeu d'Abercromby, d'Hutchinson, de Baird. La chance leur avait été propice de toutes manières ; car, Ganteaume réussissant à jeter dans Alexandrie les 4000 hommes de renfort embarqués sur son escadre, alors qu'Hutchinson en était déjà loin et que Coote disposait de moins de soldats que Menou, quelle influence cet apport de sang frais aux Français, cette rupture de l'épuisant blocus maritime auraient-ils encore exercée sur les opérations ?

Ces questions, Abercromby et Hutchinson se les étaient posées successivement, à chacune des phases décisives de leur campagne ; et elles avaient été pour eux, chaque fois, le motif de ces accès d'anxieuse perplexité, auxquels nous les avons vus en proie à chaque tournant de leur entreprise, avant le débarquement, avant Canope, avant la marche sur le

<sup>(1)</sup> Rosetti, consul d'Autriche au Caire.

<sup>(2)</sup> Comte DE NOË, *Mémoires relatifs à l'Expédition anglaise de l'Inde en Égypte*, p. 159.

Caire, après Rahmanieh, avant la sommation à Belliard de rendre la capitale et jusqu'après sa capitulation. Les Anglais auraient donc pu être battus, leur expédition échouer, complètement ou à demi; militairement parlant, l'Égypte aurait pu être préservée par les Français; la conception de Bonaparte, — malgré l'interruption des communications maritimes, — aurait pu être justifiée par l'événement, sauf à s'effondrer plus tard sous un nouvel effort de l'Angleterre? On inclinait à le croire dans le camp britannique, et c'était une des raisons de la fierté qu'on y éprouvait d'avoir vaincu. On y savait qu'Abercromby, stoïquement résolu à jouer sa partie, l'avait pourtant considérée comme extrêmement aventurée et que ses cruelles appréhensions avaient été fondées sur des défauts d'organisation, des lacunes de moyens matériels, dont le seul souvenir réveillait encore l'amertume au cœur de ses lieutenants, contre le ministre qui avait préparé l'expédition. Moore, dans son journal, se complait à énumérer toutes les causes de faiblesse de ses compagnons d'armes, indiquant incidemment ce qui aurait pu les rassurer d'avance, s'ils l'avaient su : « Ils ne savaient rien de la capacité (*of the character*) du général français ». Dès lors, la mesure même où l'insuffisance militaire de Menou, la désunion entre ses divisionnaires et lui, la démoralisation de Belliard avaient contribué aux succès d'Abercromby et d'Hutchinson, devait faire comprendre aux Anglais combien la chance les avait aidés et combien difficile à reprendre sur la France aurait pu être l'Égypte mieux défendue<sup>(1)</sup>.

De là à conclure que l'Angleterre devait, ou bien garder un pied en Égypte, ou bien en tout cas ne pas s'en désintéresser, il n'y avait qu'un pas : et certains, dans l'armée conquérante, franchissaient ce pas, qui allaient bientôt s'employer à le faire franchir par leurs compatriotes de la métropole. Entré de la veille dans Alexandrie, Moore notait que, sous la protection des troupes anglaises, cette ville allait redevenir une place commerciale importante et que beaucoup de marchands viendraient s'y établir. Il déplorait que le reste du pays fût livré au pillage des Turcs, pensait que d'autres arrangements auraient pu être pris, qu'on aurait pu assurer

<sup>(1)</sup> Cf. FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 863 à 865. *Dropmore papers*, t. VII, introduction, p. xi. « In this case military skill and valour had been largely favoured by fortune. »

à la Porte le paiement d'un revenu fixe, à condition de laisser l'Angleterre agir à sa guise en Égypte, où elle aurait pu, disait-il, faire plus de bien qu'aucune autre nation. Dès 1802, le colonel Wilson, publiant à Londres le premier journal qui parut de la campagne de 1801, faisait suivre le récit des opérations d'un aperçu général sur l'Égypte, où l'on peut lire des lignes comme les suivantes : « Ce pays est maintenant si mêlé à la politique européenne, et doit être l'objet de tant de sollicitude dans chaque guerre à venir, que quelques remarques sont nécessaires. L'Égypte, par sa fertilité, est une colonie de grande valeur pour n'importe quelle puissance. . . . Du point de vue militaire, l'Égypte est de vaste importance. L'Empire ottoman chancelle et l'Inde doit être frappée de terreur, si jamais la France peut rentrer en possession de l'Égypte. . . . La politique de la France est si ténébreuse et son inimitié si enracinée, qu'elle ne peut pas ne pas être, dans le cours des temps, en quête de moyens pour détruire la puissance anglaise dans l'Inde, et l'Égypte la rapproche trop de cette précieuse colonie. . . . L'Égypte est nécessaire à l'Angleterre pour sa sécurité, non comme une acquisition pour l'enrichir ou l'agrandir. Le théâtre de ses guerres avec la France sera désormais toujours étendu à ces plaines et une telle extension du champ de la lutte doit être extrêmement préjudiciable aux intérêts de la Grande-Bretagne. Garder Alexandrie et Malte était absolument nécessaire à écarter cette appréhension <sup>(1)</sup>. »

## II

Dans la soirée du 1<sup>er</sup> octobre 1801 arriva au Foreign Office un courrier de lord Elgin, avec les dépêches de l'amiral Keith jusqu'au 29 août : elles annonçaient que Menou avait, le 27 août, demandé une suspension d'armes <sup>(2)</sup>. Quelques heures auparavant avaient été signés par Hawkesbury

<sup>(1)</sup> WILSON, *History of the British Expedition to Egypt*, p. 225 à 240. Comprenant que son pays ne pourrait, en tout cas, maintenir à Alexandrie qu'un faible effectif et que « la défense de l'Égypte incomberait donc aux Turcs », Wilson étudiait ensuite les travaux de défense à conserver ou exécuter pour mettre l'Égypte à l'abri d'une invasion.

<sup>(2)</sup> *Letters of Lord Saint-Vincent...*, p. 179.

et Otto les préliminaires de la paix entre la France et l'Angleterre. L'Égypte a tenu une grande place dans la négociation de ces préliminaires.

Désireux de donner, provisoirement au moins, la paix à la France, Bonaparte a d'abord espéré et tenté d'y réussir sans sacrifier l'Égypte. Avant d'avoir complètement perdu l'espoir de faire passer par mer des renforts à son armée d'Orient et de voir Menou résister victorieusement à l'offensive anglo-turque, il est revenu à l'idée d'aider les armes par la diplomatie. L'avènement d'Alexandre I<sup>er</sup> n'ayant pas coupé court, entre Paris et Pétersbourg, à des pourparlers en vue, soit de la paix avec la Russie, soit d'une médiation du tsar entre la France et l'Angleterre, le Premier Consul s'est efforcé de convertir le successeur de Paul I<sup>er</sup> au maintien d'une occupation française en Égypte. Ses instructions à Duroc, envoyé en mission auprès du roi de Prusse et du tsar, disaient : « Tant à Berlin qu'à Pétersbourg, vous parlerez toujours de l'Égypte comme si nous étions assurés de sa possession;... de l'expédition des Anglais comme ayant manqué, en ajoutant que, si elle réussissait, ce serait un très grand malheur pour le continent de l'Europe<sup>(1)</sup> ». Ces instructions étaient à peine données à Duroc que l'envoyé russe Kolytcheff en recevait d'Alexandre I<sup>er</sup>, qui lui prescrivait de dire à Talleyrand, ministre des Relations extérieures : « L'occupation de l'Égypte par les Français, l'obstination qu'ils manifestent de vouloir se maintenir dans cette conquête me font entrevoir... une source inépuisable de difficultés et de contradictions<sup>(2)</sup> ». La première contradiction qui apparût était celle des dispositions du Premier Consul et du tsar par rapport à l'Égypte. Elle vouait d'avance à l'insuccès les efforts de Duroc, à qui Alexandre I<sup>er</sup>, n'aimant pas à dire non en face, répondit évasivement, mais en laissant percer sa préférence pour que l'Égypte revînt à la Turquie : « Il avait été demandé par feu mon père que l'on évacuât l'Égypte; j'ai bien pensé que les Français ne voudraient pas le faire... Mon désir avait toujours été de la voir entre les mains des Français... Si par malheur les Anglais venaient à bout de s'en emparer, je me joindrais volontiers aux puissances de l'Europe pour les forcer à l'abandonner et la remettre aux

<sup>(1)</sup> 24 avril 1801. Cité par A. SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. VI, p. 143.

<sup>(2)</sup> 28 avril 1801. Cité par A. SOREL, *op. cit.*, t. VI, p. 144.

Turcs<sup>(1)</sup>. » Plus à son aise avec son propre ambassadeur, le tsar, donnant peu après ses instructions à Markoff, qui allait remplacer Kolytcheff à Paris, mettait au nombre de ses conditions de paix la restitution de l'Égypte à l'Empire ottoman<sup>(2)</sup>. Il n'y avait donc aucun parti à tirer du Gouvernement russe pour fléchir sur ce point les exigences de l'Angleterre.

Bonaparte n'en avait pas attendu la démonstration pour rentrer en négociations directes avec le Gouvernement britannique. Otto, demeuré à Londres, maintenait le contact et renseignait Paris sur l'état d'esprit des ministres. La chute du Cabinet Pitt lui parut faire naître l'occasion de reprendre la conversation sur les conditions de la paix. Des parlementaires anglais en rapports avec le Cabinet Addington, puis le nouveau Ministre des Affaires étrangères lui-même, lord Hawkesbury, prirent l'initiative de lui faire des ouvertures. Il constata immédiatement que « le point capital de la bataille diplomatique serait encore la question égyptienne<sup>(3)</sup> ». Ses premières impressions ne sont pas très réconfortantes : « La consolidation des Français en Égypte, écrit-il le 11 mars à Talleyrand, est regardée ici comme une condition complètement inadmissible<sup>(4)</sup> ». Pourtant, « quelques hommes plus traitables » pensent différemment ; « beaucoup de gens » tiennent l'Égypte pour « définitivement conquise et colonisée par la France<sup>(5)</sup> » ; « un ami de M. Addington », Premier Ministre, émet l'idée d'une sorte de contrat, par lequel l'Angleterre promettrait à la France de ne pas « troubler l'intérieur de l'Égypte » et la France promettrait à l'Angleterre de ne pas « troubler l'intérieur de l'Inde<sup>(6)</sup> ». Il se trouve donc des personnes accommodantes, qui, sans être du gouvernement, sont parfois de son entourage.

L'« ami du Premier Ministre » n'avait rien inventé. L'espèce de contrat qu'il imaginait ressemble à s'y tromper à celui que Menou avait déclaré possible au début de la négociation d'El-Arich, quand il avait écrit à

<sup>(1)</sup> Juin 1801. Cité par A. SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. VI, p. 150.

<sup>(2)</sup> 9 juillet 1801. Cité par A. SOREL, *op. cit.*, t. VI, p. 150.

<sup>(3)</sup> RIGAULT, *op. cit.*, p. 236.

<sup>(4)</sup> Cité par RIGAULT, *op. cit.*, p. 236.

<sup>(5)</sup> Otto à Talleyrand, 11 mars 1801. Cité par RIGAULT, *op. cit.*, p. 236-237.

<sup>(6)</sup> Otto à Talleyrand, 30 mars 1801. Cité par RIGAULT, *op. cit.*, p. 237.



Kléber<sup>(1)</sup> : « Les ignorants savent-ils... qu'il y aurait peut-être possibilité de s'entendre avec les Anglais, qui nous verraient tranquillement en Égypte, s'ils étaient assurés que nous ne voulussions pas les troubler aux Indes? ». C'était incontestablement faux quand il l'avait écrit, en novembre 1799, alors que les destinées de l'Angleterre étaient aux mains de Pitt et de Grenville. Était-ce devenu exact depuis que la main avait passé à Addington et Hawkesbury? Suffirait-il, pour qu'ils consentissent à laisser la France en Égypte, de leur donner quelque assurance touchant la mer Rouge et l'Inde, de leur céder les cinq villes françaises de l'Hindoustan, voire d'ajouter à ce pourboire une ou deux îles d'Amérique? Serait-ce contre ce plat de lentilles qu'ils vendraient le droit d'afnesse de la Turquie sur la terre des Pharaons? ou bien refuseraient-ils de le vendre à quelque prix que ce fût?

Le premier contact direct d'Otto avec Hawkesbury ne confirme, quant à la question d'Égypte, ni l'intransigeance absolue qu'il a d'abord fait prévoir à Paris, ni les possibilités d'arrangement à bon compte, que des interlocuteurs irresponsables ont ensuite fait miroiter à ses yeux. Sa conférence du 22 mars 1801 avec le Ministre des Affaires étrangères dément en effet, et que le maintien de la domination française en Égypte soit « une condition complètement inadmissible », et que ce résultat puisse être obtenu à bon marché. Car Hawkesbury se montre bien disposé à admettre que la France puisse garder l'Égypte, mais pas contre le simple engagement de « ne pas troubler l'intérieur de l'Inde » : contre la reconnaissance à l'Angleterre de toutes les conquêtes coloniales qu'elle avait faites sur la France et ses alliées. Aux Indes, Ceylan, pris aux Hollandais, et tous les comptoirs français; en Afrique du Sud, le Cap, conquis sur la Hollande; dans la Méditerranée, Malte, enlevée à la France, Minorque, enlevée à l'Espagne; aux Antilles, la Martinique, Sainte-Lucie, Tabago, la Trinité, colonies françaises ou espagnoles; en Amérique, la Guyane hollandaise : telle serait la rançon dont la France devrait payer et faire payer par ses alliées la possession de l'Égypte<sup>(2)</sup>.

La rançon est énorme; la condition dure, rigoureuse, draconienne. Il

<sup>(1)</sup> Voir chap. XI.

<sup>(2)</sup> Cf. DRIAULT, *Napoléon et l'Europe*, t. I, p. 165 et suiv.

n'en reste pas moins qu'à cette condition, sur laquelle il aurait pu y avoir quelque peu à rabattre, le Gouvernement anglais consentait à laisser l'Égypte à la France. La concession est, elle aussi, d'importance, et la valeur en apparaît, quand on songe au rôle que l'Égypte avait joué dans le conflit franco-anglais. Elle s'explique par la lassitude qui régnait alors en Angleterre; par les difficultés financières avec lesquelles le Cabinet était aux prises; par la dépression de l'opinion publique et parlementaire à ce moment; par les déceptions d'une année de guerre qui avait vu Marengo, Hohenlinden, la paix de Lunéville, le revirement russe; par les préoccupations que causaient aux ministres l'attitude des États septentrionaux et la Ligue du Nord, pas encore dissoute; par les doutes qu'inspirait à Londres le sort de l'expédition d'Abercromby, dont on ne connaissait pas encore le brillant début. Le retard subi par la campagne d'Égypte paraissait de mauvais augure, et le long séjour à Marmorice avait, pensait-on, fait perdre à l'armée britannique « d'incalculables avantages <sup>(1)</sup> ». Sous l'effet de ces causes, le Gouvernement anglais était prêt à donner, moyennant une compensation léonine, la sanction de son contreseing à l'entreprise égyptienne de Bonaparte : circonstance trop perdue de vue par les historiens d'outre-Manche, qui ont taxé cette entreprise d'insanité et de démente et n'ont pas eu, pour la tourner en dérision, assez de dédain et d'ironie.

Pris au mot, Hawkesbury n'aurait sans doute pas fait de difficultés à tenir sa parole et n'eût pas tenté de revenir sur sa proposition. Dans le marché inégal qu'il offrait à Bonaparte, certaines des acquisitions qu'il réservait à son pays étaient calculées de manière à rendre la possession de l'Égypte par la France aussi inoffensive que possible à l'Angleterre. L'acquisition de Ceylan et celle des comptoirs français et hollandais de l'Inde faisaient place nette, dans cette contrée, de toute rivale des Anglais. Celle du Cap les laissait installés sur la route maritime habituelle de l'Hindoustan, s'il est vrai que les Français eussent maintenu leur position sur une autre voie. L'occupation de Malte eût permis à la marine britannique de commander la route de France en Égypte. Ainsi l'abandon de l'Égypte à la

---

<sup>(1)</sup> *Letters of Lord Saint-Vincent...*, p. 216. Saint-Vincent au général O'Hara, 25 avril 1801.

France eût été dépouillé d'une partie de ses inconvénients; et l'on ne peut savoir si, en se résignant à mécontenter gravement la Turquie, Hawkesbury ne se réservait pas de revendiquer Périm ou Aden, sur lesquels elle possédait une suzeraineté nominale, de manière à tenir le détroit de Bab-el-Mandeb. Au demeurant, il s'agissait moins, dans la pensée des ministres anglais, d'une paix définitive que d'une expérience pacifique, « *experimental peace* ». Enfin l'intérêt britannique pour l'Égypte, bien qu'il eût déjà fait d'immenses progrès, n'était pas encore complètement ni définitivement formé. Il ne le sera qu'après la campagne militaire de 1801, la négociation même des préliminaires de paix, la bataille diplomatique pour l'Égypte et pour Malte, et la nouvelle querelle franco-anglaise sur l'évacuation de l'une et de l'autre : alors seulement il sera réellement prépondérant, sacro-saint. Jusque-là, il n'a pas été assez puissant pour que, dans un moment de dépression et d'embarras, le Gouvernement britannique n'admît de le sacrifier à une séduisante transaction et ne donnât, tardivement et passagèrement, raison à la naïve illusion dont Ganteaume s'était fait l'interprète au lendemain de la bataille du Nil : « Il n'y a plus que la paix qui puisse affermir l'établissement de notre nouvelle colonie<sup>(1)</sup> ».

C'est évidemment à l'hypothèse où, les Français acceptant le marché offert par Hawkesbury, la paix les eût laissés en Égypte, que se rapporte une lettre écrite le 9 avril au Premier Ministre Addington par le Premier Lord de l'Amirauté, amiral Jervis : « Le premier projet de la France en Égypte sera la colonisation du Delta, où, assurent les écrivains français, tous les produits des colonies des Indes occidentales peuvent être récoltés avec le plus grand avantage. Après avoir assuré leur sécurité, ils annihilent les Beys et étendront leurs entreprises vers la Perse, même vers l'Abysinie, et obtiendront indubitablement beaucoup du commerce avec le premier de ces pays, leurs marchandises étant mieux appropriées que les nôtres au marché persan. » Jervis n'eût pas raisonné de la sorte, s'il n'eût admis implicitement, au moment où il traçait ces lignes, que la possession de l'Égypte pût être reconnue à la France. Sa lettre, écrite le lendemain d'une conversation avec Hawkesbury, qui s'était même montré disposé à

<sup>(1)</sup> Cf. t. I, chap. II.

*Documents*, n° 4.

abandonner Malte, prouve donc que l'offre du Ministre des Affaires étrangères était une offre sérieuse, dont le Cabinet n'eût pas cherché à éluder l'exécution <sup>(1)</sup>.

Mais Hawkesbury ne fut pas pris au mot. Même si Bonaparte eût dès lors perdu tout espoir d'une résistance victorieuse en Égypte, il n'en aurait pas passé, pour conserver cette colonie, par la condition que le Gouvernement britannique mettait à la lui reconnaître : à plus forte raison n'y était-il pas enclin quand, ne sachant encore rien des opérations militaires en Orient, il espérait encore dans la force des armes. L'écart entre ses dispositions et celles des Anglais apparaît dans les contre-propositions que Talleyrand chargea Otto de soumettre à Hawkesbury. C'est d'abord la demande d'une immédiate suspension d'armes. Hawkesbury n'eut pas de peine à en comprendre le but : immobiliser l'armée d'Abercromby, accorder à l'Égypte cette rupture de blocus, après laquelle elle soupirait, et ainsi modifier la situation à l'avantage des Français. Il refusa. C'est ensuite une compensation entre l'Égypte et deux seulement des conquêtes faites par l'Angleterre au cours de la guerre : le Mysore et Ceylan <sup>(2)</sup>. « L'Angleterre, écrivait Talleyrand à Otto, gardera-t-elle Ceylan et les États de Tippoo-Sahib et la France l'Égypte? Ou bien aime-t-elle mieux que la France restitue l'Égypte et restituer les États de Tippoo-Sahib à qui il appartiendra et Ceylan aux Hollandais <sup>(3)</sup>? »

Hawkesbury donna promptement à entendre au négociateur français que ce que l'Angleterre préférait à tout, était qu'elle-même gardât le Mysore et Ceylan, tandis que la France restituerait l'Égypte aux Turcs. De lui-même, Otto avait déjà essayé de lier ces deux questions. Le 4 avril, il avait tenté auprès d'Hawkesbury la chance d'un accommodement à bon compte, dans le genre de celui que lui avait suggéré un fauteur bienveillant de la réconciliation anglo-française. « Votre supériorité maritime, avait-il dit au Ministre des Affaires étrangères, vous assure le domaine de l'Inde;

<sup>(1)</sup> *Letters of Lord Saint-Vincent...*, p. 214-215. Saint-Vincent à Addington, 9 avril 1801.

<sup>(2)</sup> Cf. DRAULT, *op. cit.*, t. I, p. 165 et suiv.

<sup>(3)</sup> Talleyrand à Otto, 30 mars 1801. Cf. DRAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 237.

si nos propositions sont agréées par vous, nous ne vous y troublerons plus; mais nous nous réservons l'Égypte et le commerce de la Méditerranée<sup>(1)</sup>. » L'offre de ce partage d'influence et d'activité commerciale n'avait pas souri à Hawkesbury. Elle escamotait trop sommairement les perspectives que l'Égypte aurait ouvertes au négoce et à la politique de la France du côté de l'Inde; elle mettait à l'acquisition de l'Égypte un prix insuffisant : car l'Angleterre eût ainsi rétrocédé presque tout ce qu'elle avait gagné à la guerre, la France récupéré presque tout ce qu'elle-même et ses alliées y avaient perdu, et conservé ce qu'elle était sur le point de perdre, l'Égypte. Tout pacifique qu'il fût, le Cabinet Addington n'en était pas réduit à la paix à tout prix.

La compensation voulue par Bonaparte entre l'Égypte et deux conquêtes indiennes, qui tenaient spécialement au cœur des Anglais, ne fut pas admise à Londres. Pour le Mysore notamment, il n'y avait, selon Hawkesbury, « aucune parité à établir » avec l'Égypte : Tippoo-Sahib n'existait plus, tandis que la Turquie existait encore et gardait ses droits sur la province ottomane que les Français lui avaient ravie. Repoussant donc les contre-propositions françaises, Hawkesbury ramena ses propres propositions à deux hypothèses, l'une et l'autre fondées sur la solution que recevrait la question égyptienne : ou bien la France garderait l'Égypte, et l'Angleterre retiendrait alors tout ce qu'elle avait pris, le Cap, Ceylan, les comptoirs français et hollandais de l'Inde, Malte, les Antilles, la Guyane hollandaise; ou bien la France évacuerait l'Égypte, qui serait rendue aux Turcs, et l'Angleterre alors renoncerait au Cap, à Pondichéry, à Chandernagor et, soit à la Martinique, soit à la Trinité<sup>(2)</sup>.

Ainsi, le Mysore catégoriquement mis hors de cause, les Anglais n'admettaient toujours de mettre l'Égypte en balance qu'avec la totalité du butin colonial fait par eux pendant la guerre. Même en envisageant de la reconnaître aux Français, ils l'évaluaient donc à très haut prix. « Les Anglais, écrit Otto<sup>(3)</sup>, ne se résigneraient à nous laisser notre conquête qu'à

<sup>(1)</sup> Cf. DUBAULT, *Napoléon et l'Europe*, t. I, p. 165 et suiv.

<sup>(2)</sup> Cf. IDEM, *op. cit.*, t. I, p. 176 et suiv.

<sup>(3)</sup> RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 237.



la condition de garder toutes les leurs. » A la mi-avril, trois semaines environ après l'ouverture de la négociation, le maintien de la domination française en Égypte restait subordonné à cette condition inacceptable, puisque non seulement la France, mais ses deux alliées, l'Espagne et la Hollande, n'eussent recouvré dans ce cas aucune de leurs colonies tombées aux mains de l'ennemi. Faute d'être payée ce prix exorbitant et, pour toutes sortes de raisons, si impossible à souscrire, l'Égypte devrait faire retour à la Turquie et le sacrifice qu'en ferait la France ne libérerait qu'une partie seulement des conquêtes coloniales anglaises. Encore Hawkesbury réservait-il expressément le cas où l'armée française d'Orient aurait été vaincue, avant la signature des préliminaires de paix, et réduite, soit à capituler sans conditions, soit à évacuer l'Égypte en vertu d'une convention : alors, une partie des restitutions coloniales auxquelles il avait consenti pourraient être remises en question.

Cette réserve avait pour but de hâter les décisions du Premier Consul, par la menace d'une aggravation des prétentions britanniques, si la situation militaire en Égypte venait à se résoudre en faveur des Anglais. La nouvelle de la bataille de Canope n'était pas encore parvenue à Londres; pas même celle du débarquement. On était toujours anxieux du sort de l'expédition et perplexe sur son succès. Le besoin de la paix pressait. Hawkesbury prenait donc ses précautions en vue de toutes les hypothèses possibles, mettant les Français, pendant qu'ils détenaient encore l'Égypte, en présence d'une alternative, dont un terme la leur faisait payer très cher, l'autre la leur enlevait, et se réservant d'élever ses prétentions, si les pourparlers traînaient en longueur et que la fortune fût favorable à Abercromby.

« D'après Hawkesbury, répétait Otto <sup>(1)</sup>, *l'uti possidetis* est la seule condition qui, à quelques modifications près, pût faire conserver l'Égypte à la France. » Le Premier Consul continuait à faire fond, pour conserver l'Égypte à la France, sur une ressource étrangère aux combinaisons diplomatiques : la résistance de l'armée d'Orient. Il repoussa l'alternative d'Hawkesbury et, en éludant les deux termes, s'en tint à la vague ébauche de

---

<sup>(1)</sup> Otto à Talleyrand, 14 avril 1801. Cf. RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 238.

partage dont Otto avait déjà essayé l'effet sur le ministre anglais. « Les immenses acquisitions des Anglais dans l'Inde, écrivit Talleyrand à Otto, leur assurent pour longtemps la domination exclusive de cette péninsule; qu'ils nous abandonnent donc le commerce de la Méditerranée! » La contradiction des deux conceptions s'accroissait. Du côté français, on ne voulait céder aux Anglais, pour prix de l'Égypte, que ce qu'ils considéraient comme leur étant acquis en tout état de cause; du côté anglais, on n'admettait de céder l'Égypte aux Français qu'au prix d'accroissements considérables, dépouilles opimes de la France, de l'Espagne et de la Hollande. Entre les deux thèses, l'écart était encore trop grand pour qu'on pût s'entendre.

L'affaire, pour cette fois, en resta là. A Paris comme à Londres, on attendit que le sort des armes eût prononcé ou commencé à prononcer sur celui de l'Égypte.

Avant le 20 avril, le Gouvernement britannique fut informé du débarquement de son corps expéditionnaire à Aboukir. Tout en y attachant grande importance, il n'en tira pas de conclusions prématurées, comprenant qu'il restait encore bien des difficultés à surmonter, mais espérant de la lassitude des troupes françaises qu'elle les allégerait à leurs adversaires : « Que Sir R. Abercromby ait mis son armée à terre à Aboukir est un autre grand objet, écrivait Jervis. Les Français ont dû recevoir de ce pays des nouvelles moins favorables que celles qu'ils ont publiées. Autant que j'en peux juger par le *Moniteur*, ils préparent l'opinion publique à l'évacuation de l'Égypte. Si leurs troupes montrent une disposition à rentrer en France, la partie est gagnée <sup>(1)</sup>. »

Otto suivait attentivement les impressions anglaises, montrant en elles et dans les nouvelles des champs de bataille le facteur qui devait désormais rendre ses partenaires plus ou moins traitables. « On compte beaucoup à Londres, disait-il <sup>(2)</sup>, sur l'évacuation *volontaire* de l'Égypte. On prétend que les partisans du retour en Europe sont nombreux dans cette armée. » C'était vrai; et il l'était aussi malheureusement — ce qu'on

<sup>(1)</sup> *Letters of Lord Saint-Vincent...*, p. 215. Saint-Vincent au général Grey, 20 avril 1801.

<sup>(2)</sup> Otto à Talleyrand, 21 avril 1801. Cf. RIGAULT, *op. cit.*, p. 239.

ignorait encore en Angleterre — que le commandement français en Orient était inférieur à sa tâche. « Tous les yeux, constatait Otto <sup>(1)</sup>, sont fixés sur l'Égypte. On a presque oublié Pétersbourg, Copenhague et Hambourg. On croit à la défaite du général Abercromby. Tout dépend aujourd'hui des opérations d'Égypte, de vos négociations à Constantinople et des opérations militaires contre le Portugal. » Rien ne démontre mieux que cette attente anxieuse l'importance décisive de la campagne d'Orient, pour les conditions de la paix franco-anglaise. Si l'armée britannique perdait la partie dans la plaine d'Alexandrie, si la fortune était contraire à l'expédition qu'un historien d'outre-Manche a appelée « la dernière aventure de Dundas », et qui était en tout cas la dernière carte du Gouvernement anglais, les rigoureuses conditions posées par Hawkesbury ne pouvaient plus être maintenues et, dans le besoin pressant où l'Angleterre était de la paix, ne lui fallait-il pas, pour l'obtenir, consentir à laisser les Français en Égypte, sans préjudice de restitutions coloniales plus ou moins étendues ?

L'espoir n'en avait pas encore été détruit, chez Otto, par la nouvelle du débarquement d'Abercromby. Elle est connue à Londres depuis une semaine, quand il écrit à Talleyrand <sup>(2)</sup> : « Persuadé que vous considérez la conservation de cette colonie précieuse (l'Égypte) comme le point le plus important du traité à conclure, je pense aussi qu'un succès définitif de l'armée d'Orient justifiera en quelque sorte le ministre (anglais) de se rapprocher de mes propositions ». C'était dire qu'un succès définitif d'Abercromby justifierait, par contre, Hawkesbury de s'éloigner des propositions françaises, ou au moins de s'en tenir aux siennes. Au milieu de mai, il ne semblait pas encore au négociateur français que les premières nouvelles de Canope eussent été interprétées à Londres comme celles d'un succès définitif, ni même décisif <sup>(3)</sup>. Il se plaisait à constater des incertitudes, des réticences, des contradictions, dans les renseignements communiqués au public. Même après la publication de la dépêche

<sup>(1)</sup> Otto à Talleyrand, 21 avril 1801. Cf. RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 239.

<sup>(2)</sup> Otto à Talleyrand, 27 avril 1801. Cité par RIGAULT, *op. cit.*, p. 239.

<sup>(3)</sup> La bataille du 21 mars a été apprise à Londres du 1<sup>er</sup> au 15 mai.

d'Hutchinson sur la bataille du 21 mars, la défaite ne lui paraissait pas irrémédiable : Hutchinson, disait-il <sup>(1)</sup>, « ne rendait compte que d'une affaire très sanglante du 21 mars, dans laquelle il supposait que notre armée avait été complètement défaite ». Combien fallait-il que les craintes d'Otto eussent été vives depuis quinze jours, pour que son impression, à la lecture du rapport d'Hutchinson, ne fût pas plus décourageante ! Cependant la situation lui sembla assez compromise pour qu'il jugeât à propos de rouvrir la négociation suspendue et de la hâter, de manière à « conclure un accord avant que l'Égypte nous eût complètement échappé <sup>(2)</sup> ».

Hawkesbury était le premier à l'y pousser. Sans considérer, après Canope, que l'Égypte fût conquise, il comptait qu'elle finirait par l'être ; et il se servait de cette probabilité pour presser la France de conclure, sur la base des propositions qu'il lui avait faites. « Vous perdrez l'Égypte », disait-il à Otto <sup>(3)</sup> ; et après un couplet sur l'inutilité de continuer à verser le sang : « Nous avons un moyen de conciliation. Convenons de laisser l'Égypte aux Turcs ; je ne vous propose pas une capitulation, mais un arrangement amical qui deviendrait le gage de la paix. Nous serions moins conciliants à partir du moment où l'Égypte serait tombée entre nos mains. » Enhardi par les premiers succès d'Abercromby, il en jouait pour faire craindre que de suivants fissent table rase, non seulement de ses conditions de paix, mais même de toute chance de paix. Il laissait entendre que, comme la bataille du Nil avait donné le signal de la seconde coalition, une victoire décisive en Égypte pouvait donner le signal d'une troisième. Ainsi mettait-il en valeur son esprit de conciliation, motivé en réalité par le besoin que l'Angleterre avait de la paix. Accepter pour « gage de la paix » l'évacuation d'un territoire que les Anglais avaient désormais les plus légitimes espoirs de reprendre aux Français par la force, n'était-ce pas méritoire de sa part ?

Ce l'eût été davantage, si d'autres colonies françaises, hollandaises ou

---

<sup>(1)</sup> Otto à Talleyrand, 16 mai 1801. Cité par RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 377.

<sup>(2)</sup> RIGAULT, *op. cit.*, p. 377.

<sup>(3)</sup> 26 mai 1801. Cf. DRIAULT, *Napoléon et l'Europe*, t. I, p. 183.

espagnoles n'eussent pas été en cause, dont Hawkesbury prétendait garder plusieurs, même dans le cas où l'Égypte reviendrait aux Turcs. L'Égypte n'était donc pas le seul gage que les Français dussent donner à la paix; et le ministre anglais n'était pas aussi généreux qu'il voulait en avoir l'air. Mais il était tout de même modéré, en consentant à faire encore entrer en ligne de compte le sacrifice de l'Égypte par les Français, alors que les troupes britanniques y avaient déjà remporté sur eux des avantages aussi marqués que les combats du 8, du 13 et du 21 mars.

La menace de n'en plus tenir compte n'opéra pas à Paris. Le Premier Consul n'en fut pas intimidé et, tout en inclinant lentement à sacrifier l'Égypte, ne renonça pas à réduire la liste des sacrifices qui devraient s'ajouter à celui-là : l'événement devait lui donner raison. Otto reçut de Talleyrand l'instruction de discuter, de diminuer l'importance attribuée à la question égyptienne, « une affaire de détail <sup>(1)</sup> ». Son memorandum à Hawkesbury du 1<sup>er</sup> juin soutint que « les opérations de quelques petites armées, si peu proportionnées aux forces réelles et disponibles des deux pays », ne sauraient influencer sur le rétablissement de la paix, et que « le sort des forces employées sur le Nil, sur le Tage », laissait intacts les intérêts et les prétentions des deux gouvernements; il demandait donc au Cabinet britannique de lui communiquer par écrit ses propositions. La réponse d'Hawkesbury <sup>(2)</sup> renvoya Otto au memorandum anglais du 12 avril : les conditions de paix de l'Angleterre demeuraient les mêmes; le débarquement d'Aboukir, la bataille de Canope ne les avaient pas aggravées et c'était, à vrai dire, tout ce que la France pouvait espérer de mieux. Si les ministres britanniques, si Hutchinson lui-même avaient su combien ils avaient, d'ores et déjà, partie gagnée en Égypte sur des adversaires démoralisés et mal commandés, Hawkesbury eût-il, comme il le disait à Otto, « renoncé à se prévaloir des avantages acquis depuis deux mois <sup>(3)</sup> » ? On en peut douter. La possibilité, non encore exclue à Londres, d'un revirement de fortune en Égypte valait à la France le maintien des concessions déjà admises par l'Angleterre sur d'autres points : Cap, Antilles. Mais, en échange de ces

<sup>(1)</sup> Cf. DRIAULT, *Napoléon et l'Europe*, t. I, p. 185 et suiv.

<sup>(2)</sup> 6 juin 1801.

<sup>(3)</sup> Cf. RIGAULT, *op. cit.*, p. 378.



concessions, « l'évacuation de l'Égypte demeurait la condition essentielle des préliminaires de la paix <sup>(1)</sup> ».

Aurait-il accepté alors les conditions d'Hawkesbury et traité à ce moment (1<sup>re</sup> quinzaine de juin), le Premier Consul n'aurait pas évité aux armes françaises la capitulation du Caire, qui est du 27 juin. L'annonce des préliminaires ne serait arrivée en Égypte que plusieurs semaines après la reddition de la capitale. C'est beaucoup plus tôt, à la fin d'avril, au plus tard au début de mai, qu'il aurait fallu conclure à Londres, pour qu'en Égypte la nouvelle de la paix trouvât l'armée française encore en possession du Caire et prévint une défaillance, après laquelle son expulsion totale du pays ne pouvait plus être qu'une question de temps. Alors les Français, entamés mais non abattus, auraient évacué l'Égypte sans que la campagne de 1801 eût abouti à une « décision » militaire, c'est-à-dire dans des conditions meilleures pour leur prestige; il eût été possible de stipuler à Londres que l'évacuation des deux armées, anglaise et française, se fît simultanément, et ainsi il n'y aurait pas eu d'occupation britannique prolongée en Égypte, de 1801 à 1803. Mais pour que la seule idée vînt à Bonaparte qu'il y avait lieu de se presser, de se résigner à l'inévitable, avant que les armes eussent décidé, il aurait fallu qu'il connût les tristes conditions de son armée d'Orient; il aurait fallu aussi qu'il fût moins à l'Égypte, qu'il fût moins résolu à épuiser toutes les chances, avant de l'abandonner.

Ce n'est que dans les derniers jours de juin et les premiers de juillet que le Premier Consul fut mis au courant de l'état presque désespéré des affaires militaires en Égypte. Reynier, embarqué pour la France par Menou, aborda à Nice à la fin de juin. Il instruisit le Gouvernement des événements d'Égypte jusqu'à son arrestation et son embarquement. Les conditions anormales de son retour en disaient long, au surplus, sur le désarroi des généraux dans l'armée française d'Orient. « Désormais le Premier Consul était fixé sur le sort de sa conquête : « Nouvelles d'Égypte » mélancoliques. On tiendra huit ou dix mois à Alexandrie », mandait-il à

---

<sup>(1)</sup> RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 378.

Talleyrand le 18 messidor (8 juillet)<sup>(1)</sup>. » Encore l'illusion de voir Alexandrie tenir huit ou dix mois devait-elle vite se dissiper; des rapports de Reynier, le Ministre de la Guerre, Berthier, concluait bientôt que « la place n'avait de blé et de riz que jusqu'au commencement de fructidor » (milieu d'août)<sup>(2)</sup>. Cette pénible constatation était faite à Paris à moins de quinze jours du terme prévu pour l'épuisement des vivres à Alexandrie.

A Londres, on avait connu, à partir du 29 juin et au début de juillet, le succès d'Hutchinson sur Lagrange à Rahmanieh, celui du Vizir sur Belliard à El-Khanka et la marche des Anglo-Turcs sur le Caire<sup>(3)</sup>. Ces nouvelles avaient inspiré confiance dans l'issue victorieuse de la campagne.

Les ministres y comptaient désormais, mais en croyant encore que l'achèvement de la victoire prendrait plus de temps qu'il n'en prit. « Nous avons, écrivait Jervis, ferme espoir que la campagne en Égypte tournera finalement au complet avantage des armes de Sa Majesté; mais je ne suis pas du nombre de ceux qui pensent qu'elle est déjà terminée, étant fortement d'avis que les Français tiendront à Alexandrie aussi longtemps que l'eau ne leur manquera pas, soit, d'après mes calculs, jusqu'au mois d'octobre<sup>(4)</sup>. » Il se trompait d'un mois. Les progrès de la confiance rendaient le gouvernement plus ferme sur les conditions de la paix. Otto s'en apercevait et en avertissait Paris : obtenir des ministres britanniques plus qu'ils n'avaient offert lui paraissait désormais impossible; compter, pour les faire fléchir, sur une victoire de Menou, lui semblait chimérique. « Nous regardons ce pays comme conquis<sup>(5)</sup> », lui déclarait Hawkesbury, avec plus d'assurance que, même alors, il n'en éprouvait réellement.

Informations d'Égypte et avertissements d'Otto décidèrent Bonaparte à se résigner. « L'Égypte sera restituée à la Porte », dit une note du 23 juillet, envoyée à Otto pour être remise à Hawkesbury. Le sacrifice

<sup>(1)</sup> RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 379.

<sup>(2)</sup> *Idem*, *op. cit.*, p. 381.

<sup>(3)</sup> Du 5 au 18 juin, la prise de Rosette et l'arrivée de Baird en mer Rouge, le 29 juin la prise de Rahmanieh et la marche sur le Caire. Cf. *Letters of Lord Saint-Vincent...*, p. 179.

<sup>(4)</sup> *Letters of Lord Saint-Vincent...*, p. 218. Saint-Vincent à O'Hara, 21 juin 1801.

<sup>(5)</sup> 16 juillet 1801. RIGAULT, *op. cit.*, p. 380.

était consommé; «le plus grand et le plus pénible des sacrifices», écrivait Talleyrand à quelques jours de là. Otto devait s'efforcer d'en faire valoir l'importance, pour en faire le prix de restitutions anglaises jusqu'alors refusées : Sainte-Lucie, Tabago, la Trinité, Malte. «Vous répétez, lui prescrivait Talleyrand, que les Anglais ne sont pas maîtres de l'Égypte; que nous avons des nouvelles certaines qu'Alexandrie peut tenir encore plus d'une année et le lord Hawkesbury est trop éclairé pour ne pas savoir que l'Égypte est dans Alexandrie <sup>(1)</sup>.»

Sans être très éclairé, Hawkesbury l'était assez pour savoir que cet axiome était une hérésie; et sans être très confiant de sa nature, il fondait déjà assez d'espoir sur le plein succès de la campagne d'Égypte pour comprendre qu'Alexandrie était, aux mains de Menou, une possession précaire. Depuis mai «chaque semaine apportait l'annonce de nouveaux succès des Anglais sur le Nil et il était très évident que, dans le jeu de la diplomatie, l'Égypte était une carte qui passerait bientôt des mains de Bonaparte à celles d'Hawkesbury <sup>(2)</sup>». Le sacrifice de l'Égypte ne fut donc pas tenu à Londres pour spontané de la part du Premier Consul; il ne parut pas mériter qu'on le payât très cher. Cependant, comme il déblayait d'un obstacle primordial le terrain de la négociation et que le besoin de la paix se faisait de plus en plus impérieusement sentir à l'Angleterre, Hawkesbury, après quelques résistances, y répondit par une concession : la restitution de Malte aux Chevaliers. C'était là une concession à laquelle il avait incliné dès le mois d'avril précédent et que son collègue Jervis l'avait alors détourné de faire <sup>(3)</sup>.

Elle était à peine consentie que la capitulation du Caire fut connue à Londres <sup>(4)</sup>. Sur des nouvelles turques, transmises par un courrier d'Elgî, on crut d'abord à une bataille, où les Français auraient perdu 2000 tués ou blessés et 6000 prisonniers. La vérité, connue dix jours plus tard par

---

<sup>(1)</sup> 23 juillet 1801. Cité par RIGAULT, *Le général Abdallah Menou et la dernière phase de l'Expédition d'Égypte*, p. 380, et DRIAULT, *op. cit.*, t. I, p. 188.

<sup>(2)</sup> FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 868.

<sup>(3)</sup> Cf. lettre de Saint-Vincent à Addington, 9 avril 1801, page 215 des *Letters of Lord Saint-Vincent*.

<sup>(4)</sup> Officieusement le 12 avril, officiellement le 22 avril.

les dépêches d'Hutchinson, ne parut que plus encourageante. Hutchinson fut approuvé d'avoir consenti à Belliard une convention de rapatriement et d'en avoir offert le bénéfice à Menou, par qui on s'attendit à le voir accepté. Pour le refuser, pensait le Premier Lord de l'Amirauté, il faudrait que Menou eût « une influence peu commune sur sa garnison<sup>(1)</sup> ». La capitulation du Caire réjouit donc doublement les ministres : pour ce qu'elle tenait et pour ce qu'elle promettait. Otto redouta, avec juste raison, l'effet d'un succès si éclatant, si manifestement décisif, sur les dispositions de l'opinion publique anglaise et du Cabinet britannique. « Si cette nouvelle affligeante était vraie ou seulement vraisemblable », il fallait au plus vite cesser d'insister sur la restitution de Sainte-Lucie et Tabago : moyennant quoi pourrait encore être obtenue celle des villes de la Guyane hollandaise. « Mais si les nouvelles d'Égypte devenaient plus mauvaises », Otto ne répondrait pas de cette concession et, « dans le cas d'une défaite totale », il ne répondrait plus de rien. Il mandait à Talleyrand que, « si l'Égypte tombait avant la fin des négociations, il ne serait plus au pouvoir du ministère anglais de faire ce qu'il voudrait : la nation serait enivrée et il pourrait en résulter des maux incalculables »<sup>(2)</sup>. Par suite des revers de l'armée d'Orient, il devenait de plus en plus malaisé de faire jouer à l'Égypte ce rôle de monnaie d'échange, que Bonaparte, en 1798-1799, avait entrevu pour sa conquête comme un pis aller : à chaque revers nouveau, baissait un peu plus la valeur d'échange de cette monnaie, aux trois quarts passée de la bourse de la France à celle de l'Angleterre.

Même alors, les ministres anglais ne pensaient pourtant pas qu'elle dût si vite tomber dans leur poche. Jervis souhaitait « que la résistance d'Alexandrie fût réduite avant l'entrée de l'hiver » ; l'officier qui avait apporté le dernier courrier d'Hutchinson ne répondait pas que ce vœu se réalisât et décrivait la garnison aux ordres de Menou « comme très formidable »<sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> *Letters of Lord Saint-Vincent...* Saint-Vincent au vicomte Galles, 31 août 1801. Cf. aussi Saint-Vincent à Nelson, 12 août 1801, p. 220-221.

<sup>(2)</sup> RIGAULT, *op. cit.*, p. 381, d'après des rapports de Otto à Talleyrand du 13 août 1801.

<sup>(3)</sup> *Letters of Lord Saint-Vincent...*, p. 224. Saint-Vincent à lord Keith, 14 septembre 1801.

Le refus de Menou d'accéder à la capitulation de Belliard et d'en profiter parut confirmer ces pronostics prudents. Puis, des renseignements plus encourageants sur le dénuement, l'épuisement et la lassitude de la garnison d'Alexandrie et sur l'arrivée à Aboukir des renforts envoyés à Hutchinson de Malte, d'Angleterre et de Trieste inspirèrent aux ministres « tout espoir d'un événement final propice <sup>(1)</sup> », mais toujours moins prochain qu'il ne le fut. De fait, l'événement s'était produit depuis trois semaines qu'ils ne le supposaient pas encore arrivé, ni positivement imminent. Leurs illusions à rebours les gardèrent de l'intransigeance.

Des marchandages purent ainsi prolonger la négociation pendant encore un mois et demi après qu'ils eurent appris la capitulation du Caire. Le Premier Consul cédait la Trinité, tenant bon pour Tabago; il renonçait à réclamer Ceylan, sacrifice dont il avait en réalité pris son parti depuis plus d'un mois. Hawkesbury s'en tenait à ses précédentes conditions, menaçant de les aggraver, « si l'évacuation totale de l'Égypte était le résultat immédiat des succès » d'Hutchinson <sup>(2)</sup>. La rétrocession de Malte à l'Ordre de Saint-Jean donnait aussi lieu à des chicanes de sa part. Le temps travaillait pour lui, chaque jour rapprochant « cette évacuation totale » de l'Égypte, qui pouvait l'amener à accroître ses prétentions. On s'en rendait mieux compte à Paris qu'à Londres : il est « possible, écrivait Bonaparte à Talleyrand <sup>(3)</sup>, que Menou ne puisse tenir au delà du 1<sup>er</sup> vendémiaire » (23 septembre). C'est cette prévision — déjà réalisée et même dépassée, puisqu'Alexandrie avait capitulé depuis le 31 août, — qui décida Bonaparte à brusquer la conclusion des préliminaires. Un euphémisme servit à colorer la renonciation du Premier Consul à ses revendications sur les rares points encore en discussion : la France, ne pouvant « céder » des territoires coloniaux qui appartenaient à ses alliées <sup>(4)</sup>, non à elle, « ne s'opposerait pas » à ce que l'Angleterre les gardât. Mais, les conditions posées par Hawkesbury se trouvant désormais acceptées, Otto devrait le mettre en demeure de

<sup>(1)</sup> *Letters of Lord Saint-Vincent...*, p. 225. Saint-Vincent à lord Grey, 25 septembre 1801.

<sup>(2)</sup> RIGAULT, *op. cit.*, p. 381. Otto à Talleyrand, 19 août 1801.

<sup>(3)</sup> RIGAULT, *op. cit.*, p. 382. Bonaparte à Talleyrand, 13 septembre 1801.

<sup>(4)</sup> Espagne et Hollande.



conclure. La paix était trop nécessaire à l'Angleterre et le Cabinet Addington trop identifié avec le mandat de la rétablir, au moins temporairement, pour que les ministres britanniques songeassent à se dérober. Le 1<sup>er</sup> octobre les préliminaires furent signés. Ils stipulèrent que l'Égypte serait restituée aux Turcs. Dans cette paix, par laquelle l'Angleterre reconnaissait à la France ses conquêtes en Europe et ses frontières naturelles, « la part des sacrifices pour la France, c'était la renonciation aux grands desseins sur l'Orient, la perte des îles Ioniennes, de Malte, de l'Égypte, des positions prises dans la Méditerranée, sur la route des Indes <sup>(1)</sup> ».

Certains historiens anglais ont cru que la nouvelle de la capitulation d'Alexandrie, apprise à Paris, avait déterminé Bonaparte à faire les dernières concessions nécessaires pour traiter, avant que l'événement fût connu à Londres <sup>(2)</sup>. Ce semble une erreur. Ce qui paraît vrai, c'est que l'imminence de la capitulation fut plus exactement prévue à Paris qu'à Londres; et ce qui est sûr, c'est qu'en signant les préliminaires du 1<sup>er</sup> octobre, Hawkesbury croyait encore, pour bien peu d'heures, que Menou tenait toujours dans Alexandrie. Détrompé peu d'heures après, regretta-t-il d'avoir signé? Rien ne le prouve et tout fait supposer le contraire. Ni lui, ni ses collègues n'en manifestèrent jamais le moindre remords. Un ministre qui ne peut vraiment pas être suspecté de ce que l'on appellerait aujourd'hui « *défaïisme* », Jervis, ne rougit nullement d'avoir sa part de responsabilité dans les préliminaires de Londres, et même s'en fit honneur. Les articles n'en parlaient-ils pas pour eux-mêmes? La nécessité de la paix ne les faisait-elle pas apprécier <sup>(3)</sup>? Ne consacraient-ils pas l'abandon par la France du pays dont Jervis avait pu dire avec raison, peu de mois auparavant : « L'Égypte est l'objet le plus près du cœur du Premier Consul » <sup>(4)</sup>? La restitution de l'Égypte aux Turcs, la renonciation de la France au pays dont elle s'était saisie pour menacer l'empire et le com-

<sup>(1)</sup> A. SORREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. VI, p. 160.

<sup>(2)</sup> FORTESCUE, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 868.

<sup>(3)</sup> Cf. *Letters of Lord Saint-Vincent...*, Saint-Vincent à G. Rose, 3 octobre, et à W. Barker, 5 octobre 1801, p. 284.

<sup>(4)</sup> *Letters of Lord Saint-Vincent...*, p. 205. Saint-Vincent à l'amiral Cornwallis, 29 juillet 1801.

merce anglais dans l'Inde, les acquisitions coloniales qui fortifiaient la domination britannique sur les mers, suffisaient à combler les vœux de la majorité des Anglais, qui soupiraient après la paix. La trêve qui leur était accordée était au moins aussi bien venue de la plupart d'entre eux que des Français.

Ce facteur, l'usure, la lassitude, — sans lequel ne s'expliquerait évidemment pas une paix qui est un compromis de part et d'autre, — a été trop négligé par ceux qui ont, après coup, reproché au Cabinet Addington de n'avoir « pas su tirer les avantages convenables du succès des opérations en Égypte<sup>(1)</sup> ». Un premier reproche lui est adressé pour avoir, en mars 1801, peu après son entrée en fonctions, provoqué, d'accord avec Pitt, la reprise des pourparlers avec Otto, avant de rien savoir de l'expédition militaire en Égypte, ni des mesures navales prises dans la mer du Nord contre la ligue des neutres : or, le 21 mars se produisait l'action qui décidait, en fait, du sort de l'Égypte et, le 1<sup>er</sup> avril, la victoire de Nelson à Copenhague. « Un peu moins de précipitation ou un peu plus de bon sens auraient, dit-on, dissimulé à Bonaparte ce manque de confiance en soi et dans les forces de l'Angleterre<sup>(2)</sup>. » Un second reproche est fait à Hawkesbury et à ses collègues, pour n'avoir pas retardé davantage la signature des préliminaires de Londres : « Il est réellement impossible de comprendre pourquoi les ministres se sont tant pressés de conclure ce traité. En juillet, ils avaient prématurément considéré que l'Égypte était effectivement à eux; en août, Hutchinson leur avait écrit que la chute d'Alexandrie était certaine et que sa garnison était dans les plus mauvaises conditions possibles. Or, sans attendre d'avoir reçu d'autres nouvelles de lui, ils prêtaient les mains à ces préliminaires et se félicitaient eux-mêmes que tout ait été réglé avant que fût connu le sort de l'Égypte<sup>(3)</sup>. » C'est apparemment qu'ils n'auraient pas agi autrement, sachant avant de signer ce qu'ils ont appris après; et l'on peut se demander en effet si la certitude d'un événement fatal à plus ou moins bref délai, la chute d'une place d'Égypte condamnée à tomber plus ou moins tôt, eussent justifié

<sup>(1)</sup> FORTESCUE, *History of the British Army*, t. IV, Part 2, p. 863.

<sup>(2)</sup> *Idem*, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 868.

<sup>(3)</sup> *Idem*, *op. cit.*, t. IV, Part 2, p. 869.

Hawkesbury d'élever sensiblement ses prétentions et, en tout cas, déterminé Bonaparte à céder davantage. La guerre durait, sur terre et sur mer, depuis 1793; la France était victorieuse sur le continent, où sa supériorité ne pouvait, pour le moment, être remise en question par l'Angleterre. Là était, pour les ministres anglais, la raison d'être du compromis auquel ils avaient souscrit.

Le 10 novembre 1801, tandis que le colonel Abercromby, fils du vainqueur de Canope, se présentait au War Office avec les dépêches du général Hutchinson annonçant la fin de la campagne d'Égypte, l'Amirauté reçut la visite d'un personnage vêtu à la turque, turban, robe, châle, ceinture et une paire de pistolets passés dedans : c'était Sidney Smith qui, toujours en veine d'originalité, avait jugé à propos de se costumer à l'orientale, pour apporter à Jervis les dépêches de l'amiral Keith<sup>(1)</sup>. Sa mascarade, qui fut jugée d'un goût douteux, était pourtant de circonstance : car son accoutrement, Mameluk ou Osmanli, était précisément celui que les préliminaires de Londres venaient de rendre au pays d'où il venait. Un instant travestie en colonie française, l'Égypte, conquise par les Anglais pour le compte de leurs alliés ottomans, reprenait sa défroque séculaire.

### III

Les conditions des préliminaires de paix satisfirent pleinement Pitt, qui y donna son approbation sans réserve. Dans une lettre à lord Carrington, il les qualifie de « hautement honorables et avantageuses au pays, bien que peut-être pas exactement conformes en tout point à tout ce que l'on pouvait désirer<sup>(2)</sup> ». En appréciant de la sorte les clauses de Londres, Pitt était conséquent avec lui-même : car, en 1797, lors des négociations de Lille, il avait secrètement autorisé lord Malmesbury à restituer le Cap aux Hollandais, malgré les instructions contraires de Grenville; en 1801, conseiller occulte du Cabinet qui avait succédé au

<sup>(1)</sup> *Times* du 11 novembre 1801.

<sup>(2)</sup> *Dropmore papers*, t. VII, introduction, p. xiii et suiv. Thomas Grenville à lord Grenville, 4 octobre 1801.

sien, il avait approuvé l'ouverture et la reprise des pourparlers avec la France et les bases de négociation posées par Hawkesbury. Pour l'Égypte, il n'avait jamais prétendu à plus qu'à la faire rendre aux Turcs.

Plusieurs de ses anciens collègues, Grenville, Dundas, lord Spencer, Windham, furent loin de partager sa satisfaction. Hawkesbury s'était, le jour même de la signature des préliminaires, empressé d'en informer Grenville et de lui en énumérer les conditions <sup>(1)</sup>. L'ancien ministre des Affaires étrangères les accueillit avec indignation, dénonçant la rétrocession du Cap et de Malte comme une atteinte à l'honneur, aux intérêts et même à la sécurité de la monarchie. Ses deux frères, Thomas Grenville et lord Buckingham, firent chorus avec lui. « Je considère, déclara-t-il à la Chambre des Lords, les préliminaires de paix comme le dernier degré de la dégradation et de l'humiliation <sup>(2)</sup>. » Dans la même séance, lord Spencer les critiqua avec insolence : « Comment, s'écria-t-il <sup>(3)</sup>, cette paix peut-elle être appelée « honorable », quand nous abandonnons tout à notre principal ennemi, alors que lui ne cède rien ? Comment peut-elle être appelée « sûre » quand nous rétrocédons, sans aucun juste équivalent, des positions qui seront de la plus haute importance pour l'ennemi, en cas de nouvelles hostilités, et qui ont beaucoup contribué à nous permettre de poursuivre la lutte ? » Les positions dont Spencer et Grenville déploraient si véhémentement l'évacuation étaient le Cap et Malte. Le Cap à cause de l'Inde et Malte à cause de l'Égypte. D'Alexandrie ils ne parlaient pas publiquement ; mais ils la comprenaient aussi dans les motifs de leurs lamentations, quand ils s'épanchaient entre eux confidentiellement. Dans leur sévérité pour l'œuvre diplomatique d'Hawkesbury, ils étaient moins logiques que l'était Pitt dans son indulgence : car sur tel point dont l'abandon leur faisait jeter les hauts cris — Malte par exemple — eux-mêmes avaient, au cours de leur ministère, répudié toute prétention intéressée. En réalité, leur attitude était, notamment chez Grenville, déterminée par des considérations de politique intérieure, par l'hostilité contre le Cabinet Addington, ainsi que par la passion contre la Révolution française

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. VII, p. 45. Hawkesbury à Grenville, 1<sup>er</sup> octobre 1801.

<sup>(2)</sup> Séance du 3 novembre 1801.

<sup>(3)</sup> Cf. *Gentleman's Magazine*, numéro de décembre 1801.

*Documents*, n° 4.

et contre Bonaparte. Les concessions d'Hawkesbury n'étaient guère, pour son prédécesseur, que l'occasion de monter contre le ministère au pouvoir un assaut, pour lequel il battait le rappel des anciens ministres, ne désespérant pas d'y associer finalement Pitt lui-même. Consulté, lui aussi, Dundas refusa de participer à l'attaque contre le Cabinet, mais y fournit des armes. Il écrivit à Grenville :

« Je ne me serais jamais permis même de soupçonner l'abandon du Cap et de Malte. Voilà longtemps que j'avais renoncé à toute idée d'indemnité, mais j'espérais que nous aurions obtenu sécurité pour ce que nous avions acquis. En abandonnant le Cap, nous avons sacrifié un des points essentiels pour la sécurité de l'Inde; et nous avons fait encore pire en abandonnant Malte, car nous avons ainsi laissé l'Égypte exposée à un danger futur de la part de la France et nous avons sacrifié la fière prépondérance que nous avions obtenue en Méditerranée. Si nous avions stationné 10.000 hommes de nos troupes à Malte, et que nous l'eussions gardée comme une station navale, une telle force militaire, jointe à notre supériorité maritime, aurait assuré une réelle garantie aux États de la Méditerranée et du Levant, au lieu de cette puérile intercession en faveur des Napolitains et des Turcs, qui, à ce que je comprends, fait partie du traité. Je ne conçois pas pourquoi Malte et l'Égypte entrent en quoi que ce soit dans le traité. Ni l'une ni l'autre n'étaient en aucune manière des possessions de la France; nous nous en étions rendus maîtres par la valeur et le succès de nos armes. Le sort de Malte était une affaire à régler entre l'Ordre, la Russie et nous; de même l'Égypte était essentiellement une affaire à régler, sur quelque base sûre et permanente, de concert entre les Anglais, les Russes et les Turcs. Mais il n'y avait aucune raison pour admettre qu'aucune de ces deux positions fût l'objet de négociations entre la France et nous : et, en vérité, j'espérais que telle serait la conséquence nécessaire du complet succès de nos armes à Malte et en Égypte<sup>(1)</sup>. »

Dundas désapprouvait donc que l'Angleterre se fût engagée envers la France à restituer Malte à l'ordre souverain et l'Égypte à la Turquie. Il regrettait en Malte une position d'où l'Angleterre pût barrer à la France la route de l'Égypte; il regrettait dans l'Égypte un pays où l'Angleterre

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. VII, p. 57. Dundas à Grenville, 10 octobre 1801.



aurait pu, par une négociation avec ses propres alliés, sans aucune intervention de la France, se réserver des sûretés particulières, sans doute l'occupation militaire d'Alexandrie. Indirectement par Malte et directement par l'engagement souscrit envers la France de rendre l'Égypte aux Turcs, la question égyptienne entraînait donc pour sa part dans les griefs élevés contre les préliminaires de Londres par les anciens collègues de Pitt. Quand ses griefs se résumaient, en somme, dans le reproche d'avoir sacrifié des relais et des postes avancés sur les deux routes de l'Inde, celle du Cap et celle de la Méditerranée, comment l'Égypte aurait-elle pu en demeurer exclue?

Cette campagne d'opposition n'empêcha pas que les préliminaires de Londres fussent approuvés par le Parlement anglais, qu'ils fussent transformés en traité à Amiens en mars 1802, et que ce traité, attaqué aux Communes par Windham et aux Lords par Grenville, obtint à son tour la sanction parlementaire. Mais le petit groupe des opposants, s'acharnant contre le Cabinet Addington, ne désarma pas et se donna désormais pour tâche d'empêcher l'exécution des clauses contre lesquelles il s'était élevé : l'évacuation de Malte et celle de l'Égypte; — le Cap était trop loin pour qu'un contre-ordre pût y prévenir l'exécution de l'ordre d'évacuer. Ainsi la paix, avant même d'être définitivement conclue et à peine l'eût-elle été, se trouva de nouveau menacée par un litige, dont la question égyptienne formait le fond.



## LIVRE 5.

---

### CHAPITRE XVIII.

---

#### LA TURQUIE, LES MAMELUKS

##### ET LA PREMIÈRE OCCUPATION ANGLAISE DE L'ÉGYPTE.

- I. — Opinion d'Hutchinson sur l'armée turque. Il ne croit pas à la possibilité de restaurer en Égypte une domination ottomane durable. Elgin et la question du statut futur de l'Égypte. Idées d'occupation anglaise. Suggestion de l'ambassadeur de Russie à Londres. Baldwin et l'intérêt politique anglais en Égypte.
- II. — La Porte demande elle-même au Gouvernement anglais s'il consentirait à maintenir une occupation en Égypte. Conférence entre Elgin et le Reis Effendi. Elgin projette d'aller en Égypte.
- III. — Le mémoire de Morier, secrétaire d'Elgin. Il suggère de détruire l'Égypte par submersion.
- IV. — Hutchinson entre Turcs et Mameluks. Nouveaux avertissements à Elgin. Instructions d'Hawkesbury. Plan anglais d'organisation du gouvernement en Égypte. Hutchinson et Keith pressent Elgin de venir en Égypte. Opinion du général Stuart sur la décision qui convient à l'Angleterre.
- V. — Changement d'attitude de la Porte. Elle presse l'Angleterre d'abandonner les Mameluks. Intérêt du Gouvernement anglais à empêcher la ratification des préliminaires de paix franco-turcs. Sébastiani à Constantinople.
- VI. — Guets-apens organisés contre les Mameluks par le capitain-pacha à Aboukir et le Grand Vizir au Caire. Colère des généraux anglais. Leur intervention en faveur des Mameluks. Concentration des Mameluks. Mission de Straton en Égypte. Son échec.
- VII. — Instructions d'Hawkesbury à Elgin et lettre du roi George au sultan Sélim, après les attentats contre les Mameluks. Elgin et la convention d'armistice franco-turque. L'Égypte aux mains de l'Angleterre est gage de la fidélité des Turcs.

VIII. — Évolution de la politique anglaise en faveur des Mameluks. Stuart à Constantinople. Négociations au Caire et à Alexandrie avec les Beys et les Turcs. Sébastiani en Égypte. Alarmes d'Elgin. Derniers efforts pour un accommodement entre Turcs et Mameluks. Évacuation d'Alexandrie.

IX. — Politique anglaise en Égypte après l'évacuation. Le major Missett. L'Angleterre et Elfi bey. Visite d'Elfi à Londres. La France a l'avantage dans la lutte d'influence. Missett réclame des forces anglaises de mer ou de terre.

# I

« Le plus haut degré de bonne intelligence prévaut entre les troupes anglaises et les troupes turques », avait écrit Elgin<sup>(1)</sup>, deux mois après le début de la campagne de 1801 en Égypte. La réalité avait différé sensiblement, sur ce point, de la vérité officielle énoncée dans ces lignes.

Après Sidney Smith et Elgin lui-même, Hutchinson n'avait pas tardé à se former une opinion très peu favorable de l'armée ottomane, de son instruction et de sa discipline (il serait plus exact de dire de son ignorance et de son indiscipline), de sa valeur tactique, de son commandement et du gouvernement même de la Turquie. Il n'avait encore eu affaire qu'au capitain-pacha et aux troupes arrivées par mer avec le Grand Amiral, que déjà s'étaient évanouies les illusions qu'il avait pu conserver. Dès la fin d'avril 1801, il avait fait part à Elgin de sa déception et lui avait décrit l'armée turque « sans argent, sans approvisionnements, sans ressources d'aucune sorte », « pillant et saccageant tout ce qu'elle rencontrait en chemin », « une racaille »<sup>(2)</sup>. Avec de pareils alliés, il fallait, selon lui, s'attendre à des horreurs et à des atrocités. Comme Sidney Smith et Elgin, la constatation de l'anarchie militaire ottomane avait aiguillé Hutchinson sur des considérations politiques, qu'il ne pouvait s'interdire. D'abord les Anglais devraient se résigner à encourir l'inimitié, soit des Turcs, soit des Égyptiens, selon qu'ils laisseraient les Turcs n'en faire qu'à leur tête ou prendraient contre eux le parti des indigènes. Ensuite, il était extrêmement improbable que les Turcs gardassent l'Égypte, tant ils étaient incapables de la garder et tant ils y étaient impopulaires. Selon

<sup>(1)</sup> Elgin à Hawkesbury, 9 mai 1801 (dépêche publiée dans la presse).

<sup>(2)</sup> F. O., 78/32. Hutchinson à Elgin, 25 avril 1801.

toute vraisemblance, ils seraient ultérieurement expulsés du pays, dont une autre puissance européenne, probablement la France, prendrait de nouveau possession. Enfin la situation internationale faisait apparaître des raisons pour que la Turquie, dans sa faiblesse, soutint la France, même réinstallée en Égypte. A peine s'était-il écoulé un peu plus d'un mois depuis Canope, que déjà Hutchinson se voyait donc amené à poser la question du sort futur de l'Égypte, à indiquer que la domination ottomane n'y serait pas viable, une fois le pays restitué au sultan, et à faire craindre que l'inconsistance du régime turc favorisât le retour de la vallée du Nil à la France.

Ces craintes avaient trouvé dans l'esprit d'Elgin un terrain d'autant mieux préparé à les recevoir, que l'ambassadeur en avait déjà spontanément conçu de toutes pareilles. On se souvient en effet qu'il avait, dès décembre 1800 et février 1801<sup>(1)</sup>, posé à Londres la même question, qui préoccupait maintenant Hutchinson, et laissé entendre qu'à son avis l'effort militaire anglais en Égypte ouvrirait à l'Angleterre un droit à quelque compensation. Aussi Elgin, en recevant la lettre du général, s'était-il hâté de s'en faire l'écho à Londres<sup>(2)</sup> et d'en tirer la conclusion logique. A son tour, il avait insisté sur la totale désorganisation de la puissance ottomane : le Reis Effendi lui-même ne reconnaissait-il pas que « la Porte n'avait pas une armée ni même rien qui y ressemblât, à envoyer en Morée ou en Albanie, pour la protection de ses provinces » ? Dans le cas où se produirait la catastrophe que faisait craindre cette sorte de décomposition, de grands avantages résulteraient pour l'Angleterre de la possession de Malte<sup>(3)</sup>. Mais les sûretés à prendre par le Gouvernement britannique devraient-elles se borner à garder pour lui l'île où Bonaparte avait fait escale en allant à Alexandrie ? Elgin rappelait qu'en conversation, avant de quitter l'Angleterre, il lui avait été dit par M. Pitt, lord Grenville et M. Dundas<sup>(4)</sup> que le Gouvernement de Sa Majesté désirait que l'Égypte fût

<sup>(1)</sup> Voir chap. xiv.

<sup>(2)</sup> F. O., 78/32. Elgin à Hawkesbury, 31 mai 1801.

<sup>(3)</sup> Malte avait capitulé en septembre 1800.

<sup>(4)</sup> Respectivement Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et Ministre de la Guerre, au moment où ils lui avaient donné ses instructions en 1799.



restituée aux Turcs». Mais «à la lumière des récents événements» et à celle des constatations faites par Hutchinson, les dispositions de l'Angleterre avaient-elles lieu de rester les mêmes? Bien qu'il fût délicat à l'ambassadeur du roi en Turquie d'être trop explicite sur ce sujet, sa façon de penser apparaissait clairement. Elle perçait sous des considérations dans le genre de celles-ci : quant au règlement final de l'affaire d'Égypte, dès l'instant que les Français avaient avoué leur dessein de coloniser ce pays, que les Russes avaient acquis une écrasante supériorité sur les Turcs, impuissants et menacés, l'intérêt anglais «avait pris une autre forme»; l'Angleterre devait tenir compte de son commerce dans le Levant, de ses intérêts dans l'Inde, de la mesure où le sort de l'Empire ottoman et de l'Égypte pouvait affecter ses intérêts<sup>(1)</sup>. Ces formules pudiques signifiaient qu'il pouvait convenir à l'Angleterre de garder un pied en Égypte, après l'avoir conquise, ou à tout le moins de ne pas remettre les Turcs en possession du pays, sans y avoir pris une hypothèque pour elle-même ou pour des clients à elle.

Par le seul effet du développement de la campagne, se trouvait donc remis à l'ordre du jour un problème qui avait, dès la fin de 1800 et le début de 1801, préoccupé par anticipation Elgin et certains de ses compatriotes, et dont le secrétaire d'État, lord Hawkesbury, lui avait déjà, le 19 mai 1801<sup>(2)</sup>, fourni la solution : restitution à la Turquie de toute l'Égypte; aucune participation britannique au Gouvernement de cette province; mais prolongation d'occupation anglaise sur la côte, après l'expulsion des Français, soit jusqu'à la paix générale, soit *pendant une courte période de temps*, fixée d'un commun accord et suffisante pour aviser aux moyens de mettre le pays à l'abri d'une nouvelle agression française. Ces directives, malgré le désintéressement politique qu'elles posaient en principe, ne dispensaient ni le Gouvernement anglais, ni son ambassadeur à Constantinople, ni son général en Égypte, d'avoir voix au chapitre pour autre chose que la poursuite des hostilités. Elles les obligeaient au contraire, bien qu'en limitant leur ingérence, à s'ingérer dans la réorganisation politique et militaire du pays, où l'Angleterre devait trouver la sau-

<sup>(1)</sup> F. O., 78/32. Elgin à Hawkesbury, 30 mai 1801.

<sup>(2)</sup> Voir chap. xiv.

vegarde de ses intérêts, provisoirement dans une occupation temporaire de la côte, définitivement dans la stabilité du nouveau régime à instituer. Conditions très faciles à énoncer sur le papier; beaucoup moins, à remplir pratiquement. L'une et l'autre devaient forcément susciter, au Caire, à Alexandrie, à Constantinople, plus tard à Paris, des difficultés qui, donnant de la tablature à la diplomatie britannique, mêlèrent de plus en plus l'Égypte à la vie politique de la Grande-Bretagne.

En attendant, l'idée de maintenir en Égypte une force militaire anglaise, après la victoire espérée, se manifestait à Londres dans les cercles diplomatiques, tout près de ce gouvernement qui en admettait lui-même l'application « pour une courte période de temps ». L'ambassadeur de Russie, Woronzoff, russe très anglophile et grand ami de la famille Grenville, en entretenait Thomas Grenville, frère de l'ancien Ministre des Affaires étrangères. « Woronzoff, écrivait Thomas Grenville à son frère <sup>(1)</sup>, insiste beaucoup sur l'importance que nous n'abandonnions pas complètement la côte d'Égypte, si nous réussissons à en chasser les Français; et il suggère, — ce qui, dans ce cas, me paraît très désirable, s'il est constaté que c'est praticable, — que nous fassions tenir Alexandrie, Rosette et Damiette par des corps de Cipayes de l'Inde, commandés par des officiers anglais. Jusqu'à quel point les conditions de l'armée des Indes se prêteraient à ce projet, cela peut être une question; mais il semble ne pas être douteux que des troupes de cette nature auraient moins à craindre du climat, des maladies et des excès de toutes sortes que des régiments européens qui, sous la discipline britannique, fondraient aussi rapidement en Égypte que dans les Indes occidentales <sup>(2)</sup>. » Woronzoff était toujours accrédité auprès de la Cour de Saint-James; Thomas Grenville avait été ambassadeur à Berlin; lord Grenville n'était pas, ou du moins pas encore, en mauvais termes avec son propre successeur au Foreign Office. Il est donc fort plausible que lord Hawkesbury ait eu connaissance de la suggestion du diligent et serviable ambassadeur de Russie.

La cause plaidée par Woronzoff auprès de Grenville trouvait un autre

---

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. VII, p. 15-16. Thomas Grenville à lord Grenville, 7 mai 1801.

<sup>(2)</sup> C'est-à-dire les Antilles.

avocat auprès de Dundas. Baldwin n'était pas resté longtemps au quartier général anglais en Égypte. Rapatrié peu après la bataille de Canope, et rentré à Londres, il s'était aussitôt mis en campagne pour faire triompher l'idée qui, depuis si longtemps, lui tenait à cœur. Dundas, avec qui ses relations remontaient à vingt-cinq ans<sup>(1)</sup>, avait quitté le pouvoir avec Pitt, mais demeurait influent et désigné pour le reprendre avec l'ancien Premier. Baldwin lui écrit, le 27 septembre 1801, une lettre où il résume des arguments que, sans doute, il lui a déjà développés verbalement. L'Empire turc, selon lui, n'échappera pas à une prochaine destruction. « Sur ce principe, dit-il<sup>(2)</sup>, nous ne pouvons à aucun prix nous dessaisir de l'Égypte. » Au profit de qui l'Angleterre s'en dessaisirait-elle? S'il y avait eu des raisons suffisantes pour justifier l'envoi par elle d'une armée en Égypte, afin d'en expulser les Français, les mêmes raisons existaient pour qu'elle en tint les Français éloignés. Et comment les en tiendrait-elle dehors? Remettrait-elle les Turcs en possession du pays? Ils étaient incapables d'empêcher que la France y rentrât. Ils n'avaient pas pu empêcher qu'elle l'envahît; quand elle l'avait envahi, avaient-ils pu en chasser ses troupes? Est-ce que les arguments manquaient pour démontrer ces faits? Est-ce que les Turcs étaient maintenant plus puissants que de 1798 à 1801? Mais on objecterait peut-être que l'Angleterre avait déclaré récupérer l'Égypte pour la Turquie; qu'elle ne pouvait l'avoir arrachée aux Français pour la dérober aux Turcs; que ce ne serait pas là se conduire en alliée loyale. L'Angleterre, pourtant, n'avait pas envoyé ses armées en Égypte par gracieuseté pour les Turcs. Elle avait eu un intérêt à enlever l'Égypte aux Français, un intérêt équivalent à la grandeur de cette entreprise. Devait-elle renoncer à une mesure de sécurité nécessaire à son intérêt, avant d'être sûre d'avoir atteint le but qu'elle se proposait? « Si les Turcs — disait Baldwin — avaient pu tenir les Français hors de l'Égypte, point n'eût été besoin des armées de l'Angleterre pour les en chasser. Mais les Turcs ont essayé, avec toutes les forces de leur empire, d'en chasser les Français, et le monde sait de quelle misérable manière ils se sont fait battre. Donc ils sont au-dessous de leur tâche. Est-ce que l'An-

<sup>(1)</sup> Cf. notre ouvrage *L'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle*.

<sup>(2)</sup> BALDWIN, *Political recollections relative to Egypt*, Londres, 1801, p. 222-227.

gleterre va leur restituer un pays qu'ils n'ont pas pu défendre par eux-mêmes? Est-ce qu'elle va rester, de nouveau, exposée au même danger? » L'Angleterre, selon Baldwin, aurait satisfait à son devoir de loyauté envers la Turquie, si elle lui payait le tribut que les Mameluks lui devaient, mais ne lui payaient pas régulièrement, et si elle lui déclarait qu'elle défendrait l'Égypte pour le compte de l'Empire ottoman. Moyennant quoi, elle s'assurerait les immenses profits du commerce de l'Égypte avec l'Asie, l'Afrique et l'Europe. « Si l'Égypte peut être gardée par l'Angleterre, celle-ci, concluait Baldwin, pourra vanter les bijoux de sa couronne : mais de plus précieux que celui-là, elle n'en possédera jamais. »

Cette grande question allait être bientôt portée par Baldwin devant l'opinion publique anglaise. Avant que finît l'année 1801, il rassembla et publia, sous le titre de *Souvenirs relatifs à l'Égypte*, ses mémoires de 1775 à 1786 sur le commerce de l'Inde, la correspondance et le trafic par Suez, les rivalités anglo-françaises du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'intérêt britannique en Égypte; sa lettre inachevée à Dundas de décembre 1800 et sa lettre au même, du 27 septembre 1801; enfin, un compte rendu des opérations auxquelles il avait assisté en mars et avril 1801. Dans ce compte rendu, d'ailleurs médiocre, daté du 19 mai, il posait déjà la question : « si l'Angleterre doit garder l'Égypte en sa possession, après l'avoir si noblement conquise par la valeur de ses armes ». Et il y répondait ainsi : « Je ne vois pas qu'on puisse hésiter à dire que l'Angleterre ne peut pas, sans se porter à elle-même un tort considérable, dans l'instabilité actuelle de l'Europe, abandonner complètement la possession de ce pays <sup>(1)</sup> ».

Il n'était pas jusqu'à l'Inde, où une forme quelconque d'établissement anglais en Égypte ne fût considérée comme une conséquence souhaitable de la campagne dont on escomptait le succès définitif. Le gouverneur général Wellesley avait chaudement approuvé l'idée, dont lui avait fait part Elgin, d'y maintenir des troupes au moins jusqu'à la fin de la guerre. « Je retiens, lui avait-il répondu, l'information que Votre Seigneurie a bien voulu me communiquer, touchant la probabilité du maintien d'une armée anglaise en Égypte, pour protéger ce pays tant que la guerre continue. Aucune mesure ne peut être plus sage, ni aucun plan mieux calculé

<sup>(1)</sup> Page 206 de l'ouvrage cité de Baldwin.

pour nous assurer les avantages de nos récents succès... Il sera indubitablement prudent de laisser à Suez une considérable garnison. Mais j'espère qu'une respectable escadre dans la mer Rouge sera ajoutée à nos défenses de ce côté, jusqu'à ce que la fin de la guerre nous délivre de toute appréhension, quant à l'activité et aux entreprises des Français<sup>(1)</sup>. » Même la fin de la guerre devrait-elle donner aux Anglais le signal d'une complète retraite? On se le demandait aussi aux Indes. Là, on convoitait surtout — nous le montrerons plus loin — une reprise du commerce anglo-indien par Suez et la mer Rouge. Mais, rappelant les desseins que la France avait, de longue date, formés par rapport à l'Égypte, et dont la raison d'être avait été de s'assurer une route conduisant à l'Inde, on soutenait que la navigation de la mer Rouge devait passer entre les mains de l'Angleterre, on représentait les avantages d'y entretenir une flotte, on proposait de se faire céder par la Turquie des villes égyptiennes, des ports sur les deux faces du pays, on préconisait une coopération turco-anglaise, pour procurer au pavillon britannique le monopole des relations maritimes entre l'Égypte et l'Inde<sup>(2)</sup>.

## II

Ces vues quelque peu intéressées allaient-elles trouver un encouragement de la part de la Porte ottomane? On le put croire un instant. Au début de juin 1801, le Reis Effendi fit demander à Elgin une conférence portant sur deux objets : « 1° que, lorsque les hostilités seraient terminées en Égypte par l'expulsion des Français, un corps de troupes britanniques demeurât dans le pays comme sécurité contre toute nouvelle agression française; 2° que l'ambassadeur et la Porte se concertassent ensemble sur le plan de gouvernement le plus convenable à adopter pour l'Égypte<sup>(3)</sup>. » Quand on connaît les idées d'Elgin sur l'intérêt de son pays dans la vallée du Nil, non seulement on devine aisément avec quel empressement il dut

<sup>(1)</sup> *Dispatches... of Wellesley*, t. II. Wellesley à Elgin, 17 octobre 1801.

<sup>(2)</sup> *Archives India Office*, 1801, sans date de jour ni de mois. *Sketch relative to the trade of India to the Red Sea. Factory Records, Egypt and the Red Sea*, vol. 6.

<sup>(3)</sup> F. O., 78/32. Elgin à Hawkesbury, 10 juin 1801.



se rendre à une conférence dont l'ordre du jour était si alléchant, mais on se demande s'il n'avait pas soufflé son rôle et son programme au prévenant Reis Effendi. La conférence eut lieu le surlendemain et marcha à souhait<sup>(1)</sup>. Le ministre ottoman formula sa requête aux Anglais, pour qu'ils continuassent leurs secours sur terre et sur mer. Elgin s'attacha à lui faire comprendre « qu'une alliance avec l'Angleterre était le meilleur moyen d'éviter dans l'avenir les attaques contre cet empire (l'Empire ottoman), aussi bien que d'obtenir du secours dans le conflit actuel; que les efforts faits par Sa Majesté pour recouvrer l'Égypte ne procédaient ni d'une partialité momentanée, ni seulement d'une opposition de principe à la particulière doctrine révolutionnaire que les Français cherchaient maintenant à propager, ni d'aucune vue de conquête; mais que, dès l'instant que la France avait avoué la résolution d'unir l'Égypte à la République française, nos intérêts commerciaux dans le Levant et dans l'Inde imposaient à l'Angleterre, comme un grand devoir national, d'assister la Porte et de l'aider à maintenir cette province en sa possession, aussi longtemps que l'Empire ottoman serait en amitié avec l'Angleterre et montrerait un désir réciproque d'encourager notre amitié ». Après cette démonstration doctrinale, Elgin prit acte de la demande présentée par la Porte, « comme un résultat de la confiance graduellement établie » : c'était celle de laisser les troupes anglaises en Égypte après la fin des hostilités. En la transmettant à Londres, il eut soin de faire observer qu'elle « permettait à Sa Majesté d'adopter cette importante mesure, qui, autrement, eût été presque inconciliable avec la directive si positivement tracée contre toute immixtion dans les affaires intérieures de ce gouvernement »; et il demanda à connaître « les vues générales de Sa Majesté sur l'état futur de l'Égypte ». Il mit aussi le gouverneur général de l'Inde au courant du désir de la Turquie en indiquant la possibilité d'employer à occuper des postes dans la mer Rouge quelques-unes de ces troupes indiennes, de ces Cipayes, que Baird avait conduits en Égypte et qui donnaient, affirmait-il, un si bon exemple aux soldats turcs. Elgin était visiblement satisfait de son succès : car c'en est un, et du meilleur aloi, pour un diplomate, de se faire demander comme un service ce dont lui-même a envie pour sa patrie.

<sup>(1)</sup> F. O., 78/32. Elgin à Hawkesbury, 12 juin 1801.

Dès l'instant que l'Angleterre était sollicitée par la Turquie elle-même de continuer à occuper militairement l'Égypte et de participer à l'organisation du nouveau régime égyptien, il lui en coûtait d'autant moins de proclamer qu'elle la restituerait sans conditions à l'Empire ottoman. De la foi que la Porte avait eue et aurait dans cette déclaration, dépendait et dépendrait sa persévérance dans l'heureuse disposition qui lui faisait souhaiter d'avoir les Anglais pour collaborateurs et pour gardiens de son pouvoir sur la terre des Pharaons. Chargé par son Gouvernement de professer un désintéressement entier et, du reste, sincère, Elgin ne perdait pas non plus de vue ce point important. « L'impression, écrivait-il à Londres, que vous m'aviez prescrit de donner, quant à la détermination où est Sa Majesté de restituer l'Égypte au Grand Seigneur, est déjà fermement établie ici <sup>(1)</sup>. »

Puis, l'envie le prit d'aller visiter le pays dont il s'occupait tant. Homme de haut goût artistique, Elgin aimait à trouver, dans les devoirs de sa charge, l'occasion ou le prétexte de tournées, dont bénéficiaient les musées de sa patrie aux dépens du patrimoine monumental des régions qu'il parcourait. Le British Museum en est témoin, et aussi le Parthénon. Au début de juillet 1801, il demanda donc au secrétaire d'État « l'autorisation de mettre à exécution le projet, longtemps caressé, de visiter diverses parties des possessions ottomanes, notamment l'Égypte, dans l'intérêt du commerce <sup>(2)</sup> ». Il ne fut pas alors question, pour justifier ce voyage, d'autre intérêt que de celui du commerce.

### III

Faute d'avoir pu faire encore le déplacement de Constantinople en Égypte, Elgin avait été représenté, par intermittence, au quartier général du Grand Vizir, par un personnage qui n'est point un inconnu pour nous : son secrétaire particulier, J. P. Morier <sup>(3)</sup>. Bien que son rang subalterne eût pu dispenser Morier d'émettre un avis personnel et lui faire

<sup>(1)</sup> F. O., 78/32. Elgin à Hawkesbury, 27 juin 1801.

<sup>(2)</sup> F. O., 78/32. Elgin à Hawkesbury, 7 juillet 1801.

<sup>(3)</sup> Voir chap. XII.

laisser à son chef le soin d'utiliser son expérience, il crut devoir communiquer directement à Londres, dans un long et curieux mémoire, ses vues sur « l'état futur de l'Égypte<sup>(1)</sup> ». Ses vues concordent parfois avec celles d'Elgin, les dépassent le plus souvent de beaucoup, mais surtout empruntent leur principal intérêt au fait que le jeune secrétaire ne mâche pas ses mots, n'enveloppe pas ses idées dans les précautions de prudence et de respectabilité, dont l'ambassadeur ne s'est jamais départi, enfin écrit et pense avec une franchise quelquefois poussée jusqu'au cynisme.

L'état futur de l'Égypte impliquait, selon Morier, beaucoup de questions difficiles, en supposant que les Français se rendissent à l'armée britannique. Aucune nation n'y était plus intéressée que la Grande-Bretagne, d'abord à cause de ses efforts mêmes pour défendre la Turquie, ensuite et surtout pour une raison qui pouvait mettre en cause l'existence même de l'Angleterre comme grande puissance. Celle-ci devait-elle « remettre l'Égypte aux Turcs, qui invoquent un droit nominal sur elle, ou aux Mameluks, qui la revendiquent par droit de conquête » ? Dans les deux cas, les Français feraient plus tard une nouvelle tentative pour s'en ressaisir. Leur échec actuel n'était dû qu'à l'insuffisance des moyens qu'ils avaient employés. Les forces de la Turquie ne pourraient pas déjouer leurs desseins ; ce ne serait pas non plus assez, pour cela, de la supériorité navale anglaise ; la tentation pour la France resterait forte. Comment l'Angleterre pourrait-elle effectivement prévenir la rentrée de sa rivale en Égypte ? Trois partis s'offraient.

« Il pourrait être proposé aux Turcs que nous fournissions la force armée pour la protection de l'Égypte, à condition qu'eux-mêmes nous garantissent en échange certains privilèges commerciaux. La jalousie et les préjugés des Turcs susciteraient nombre de difficultés à un tel arrangement. Mais, dans le présent état de déchirement de leur empire, ils auraient le choix entre deux alternatives : ou bien tirer de ce pays des avantages au moins équivalents à ceux qu'ils en tiraient pendant l'usurpation des Mameluks ; ou bien y admettre un conquérant étranger et, par conséquent, accepter qu'il soit perdu à jamais pour la mère patrie. Pour assurer la sécurité de l'Égypte, dans le cas où nous y monterions la garde

<sup>(1)</sup> F. O., 78/32. Annexé à une lettre de Morier du 7 juillet 1801.

pour les Turcs, il faudrait détruire entièrement le parti des Mameluks. Car, bien que nos forces pussent, dans une certaine mesure, les maintenir dans la subordination, cependant beaucoup de désordres résulteraient de l'existence de deux partis rivaux. Les Mameluks ne sont pas seulement les ennemis naturels des Turcs, en tant qu'usurpateurs du pouvoir en Égypte : entre les uns et les autres existe un mépris réciproque, provenant de la différence de leurs mœurs, et les premiers, bien que plus policés et doux que les seconds, sont considérés par eux comme de demi-infidèles, en raison de leur origine<sup>(1)</sup>. »

Si l'Angleterre tenait garnison en Égypte pour le compte de la Turquie, un traité devrait être conclu, pour stipuler les garanties exigées par elle en échange de ce service : la mise à la charge du pays occupé de toutes les dépenses d'occupation, couvertes par des contributions; le privilège exclusif du commerce entre les ports égyptiens et l'Europe; l'abaissement et la fixation du taux des droits de douane; le monopole du commerce de Kosseir et de Suez avec l'Inde et l'Arabie; la limitation du droit des indigènes et des autres sujets ottomans à commercer avec les possessions turques; la création de lazarets; des mesures protégeant les habitants contre la tyrannie des fonctionnaires ottomans; toutes les dépenses publiques à la charge du gouvernement de Constantinople; le revenu que la Porte pourrait tirer de l'Égypte fixé une fois pour toutes au chiffre prévu par un firman de Sélim II.

On voit par cette énumération que ce n'eût pas été précisément pour rien que la Grande-Bretagne eût rendu à la Turquie le grand service de lui garder l'Égypte. Mais ce n'était là que la première des trois solutions examinées par Morier.

« L'Égypte pourrait être gardée en vertu du principe que les Français avaient adopté. » Telle était la seconde solution possible. Dans ce cas, pour éviter la haine généralement encourue par les envahisseurs et accrue, en pays musulman, par les préjugés religieux, avant que les habitants eussent éprouvé « les douceurs d'un gouvernement humain et régulier », il serait politique de rétablir quelques-uns des Beys les plus populaires, à la tête des districts contigus aux garnisons britanniques. Mais il faudrait aussi les

<sup>(1)</sup> L'origine des Mameluks était très souvent chrétienne.

changer périodiquement, pour empêcher qu'ils n'acquièrent un trop grand pouvoir, et placer un commissaire anglais à côté de chaque gouverneur mameluk, pour surveiller la perception des impôts et prévenir les injustices. Cette solution, c'est-à-dire le complet établissement de l'Angleterre en Égypte, lui ferait une ennemie de la Turquie. Elle exciterait les jalousies de la France et de la Turquie, résultat que pourrait bien avoir aussi la simple occupation militaire du pays pour le compte des Turcs. C'était au Gouvernement anglais à apprécier les moyens qu'il aurait de faire face à ces inimitiés. Par mer, les entreprises ennemies ne seraient guère à craindre. Mais par terre, qu'est-ce qui empêcherait une armée franco-turque de passer par l'Asie Mineure?

Il pouvait donc y avoir des obstacles à l'une et à l'autre des deux premières solutions considérées. La troisième et dernière était, par contre, de nature à simplifier singulièrement le problème. « La dernière ressource, disait Morier, au cas où nous jugerions impraticable de garder l'Égypte, serait d'essayer de la détruire par inondation. Nous transmettrions à la postérité un nom aussi noir que celui de l'incendiaire d'Éphèse, mais nous déjouerions les ambitieux projets d'une puissance rivale qui, par la possession de l'Égypte, gagnerait de si immenses avantages commerciaux, qu'elle ne sentirait plus la perte de ses colonies des Indes orientales. La proximité de l'Égypte par rapport à la mère patrie en ferait une province, une partie intégrante de la France; et les avantages politiques que celle-ci retirerait de cette possession ne seraient pas de moindre conséquence que les avantages commerciaux. Car elle commanderait à la Turquie. Son influence s'étendrait à la Perse et, de là, à l'Inde. »

Admirez la puissance des précédents historiques. Morier avait évidemment entendu parler du Portugais Albuquerque, qui avait songé à détourner le Nil dans la mer Rouge, et, par ce moyen, à ruiner l'Égypte en la frustrant du fleuve bienfaisant dont elle est « un présent »<sup>(1)</sup>. Lui, pour tirer l'Angleterre d'embarras, se préoccupait d'atteindre le même résultat radical — la suppression de l'Égypte — mais par un procédé exactement inverse : en la submergeant sous les eaux du Nil. L'inondation qui la

<sup>(1)</sup> Selon la célèbre et heureuse formule d'Hérodote : « l'Égypte est un présent du Nil ».



fertilise annuellement eût servi à l'engloutir ! En admettant que le progrès de la science hydraulique et le débit de la crue nilotique eussent permis de réaliser cette bienveillante intention, on ne saurait que souscrire à la réserve qui faisait dire à l'auteur même de la suggestion que, se l'appropriant, son pays eût transmis à la postérité « *a black name* », une fâcheuse réputation. Mais c'est trop s'arrêter sur une barbare puérilité, qui n'entache heureusement d'autre réputation que la sienne.

#### IV

Pendant que Morier suggérait de régler la question d'Égypte en la noyant, Hutchinson avait été aux prises avec elle au Caire. Nous avons dit comment il avait laissé le pays passer, avec la capitale, sous la domination ottomane et comment il avait arbitré le différend des Turcs et des Mameluks <sup>(1)</sup>.

Cette laborieuse médiation ne lui avait pas laissé bon souvenir et l'antagonisme chronique, la haine réciproque, qui avaient rendu nécessaire son intervention entre les deux partis, lui paraissaient, à juste titre, de fort mauvais augure pour l'avenir du régime ottoman en Égypte. La participation de l'armée turque à ses propres opérations et son contact direct avec elle n'avaient pas réformé le jugement sévère qu'il avait porté sur elle en avril précédent. Aussi en revenait-il à penser, à peine avait-il ménagé un accommodement entre les Turcs et les Mameluks, qu'ils se mangeraient fatalement les uns les autres et que ce seraient les seconds qui mangeraient les premiers. Comme auparavant, il prenait Elgin pour confident de ses sombres prévisions, lui représentait la difficulté des arrangements entre les anciens Beys et la Porte ottomane, lui rappelait les engagements mutuels contractés en mai entre les Anglais et les Mameluks et la promesse reçue des Turcs de respecter cette sorte de contrat. Or, les Turcs ne tenaient pas leur promesse. Les Anglais se voyaient, avant même que la campagne fût finie, menacés de perdre l'alliance des Mameluks, par la faute des Turcs, qui, eux, étaient universellement détestés dans le pays et ne seraient jamais capables de le conserver. Hutchinson revenait sur les

<sup>(1)</sup> Voir chap. xvi.

tares de leur armée, « cette racaille ». L'Égypte, disait-il, retomberait tôt ou tard en des mains européennes. Aussi des troupes anglaises devraient-elles, à son avis, y être maintenues<sup>(1)</sup>. Comme conséquence d'une campagne qui n'était pas encore terminée, mais tirait à sa fin, il montrait donc la nécessité d'une occupation militaire, au moins provisoire. C'était une des raisons pour lesquelles il avait appelé de Kéneh le corps d'armée anglo-indien. Disposer d'un supplément d'effectif pour occuper le pays, pour en imposer aux deux camps en présence à côté du sien, enfin pour prévenir une nouvelle irruption française, est à coup sûr cette « raison confidentielle », à laquelle un de ses officiers<sup>(2)</sup> fait allusion sans la mentionner explicitement, et qui se joignit à des considérations purement stratégiques pour lui faire envoyer à Baird l'ordre de le rejoindre au Caire.

Hutchinson n'était pas le seul, par qui parvint à Elgin le témoignage de l'embarras où les Anglais se trouvaient pris, entre des alliés qui étaient ennemis entre eux. L'amiral Keith lui écrivait que le capitan-pacha se montrait extrêmement jaloux des égards accordés par les généraux britanniques aux chefs mameluks; que ceux-ci, de leur côté, se déclaraient bien résolus à expulser les Turcs, à peine les Anglais auraient-ils tourné les talons<sup>(3)</sup>. Si l'on ajoute que le Grand Vizir et le capitan-pacha, — les deux plus hauts dignitaires et plus puissants personnages de l'Empire ottoman, tous deux présents en Égypte, l'un à la tête de la principale armée, l'autre avec sa flotte et un corps de débarquement, — étaient loin de s'entendre entre eux, que leur rivalité était notoire et se manifestait au sujet même des affaires locales : on aura une idée du guépier dans lequel les chefs militaires anglais, généraux et amiraux, avaient à évoluer et où ils ne voyaient d'autre moyen d'établir un peu de paix, qu'en l'imposant par leurs baïonnettes et leurs canons.

Elgin transmettait fidèlement à Londres les lettres par lesquelles Hutchinson et Keith lui relataient leurs tribulations. Peu après, dut lui parvenir

---

<sup>(1)</sup> Hutchinson à Elgin, 25 juillet 1801 (du Caire), annexé à une lettre d'Elgin à Hawkesbury du 26 août 1801. F. O., 78/32.

<sup>(2)</sup> Wilson, *op. cit.*

<sup>(3)</sup> Keith à Elgin, 1<sup>er</sup> août 1801. Annexé à la lettre n° 113 d'Elgin à Hawkesbury. F. O., 78/32.

une dépêche d'Hawkesbury, qui répondait à ses rapports de juin précédent, ceux où lui-même avait posé la question du sort futur de l'Égypte et rendu compte de sa conférence avec le Reis Effendi sur ce sujet. Le secrétaire d'État laissait de côté un point capital, la requête turque d'occupation militaire anglaise en Égypte : sans doute estimait-il y avoir répondu par anticipation, dès le mois de mai, par la dépêche où il s'était prononcé en faveur d'une occupation prolongée jusqu'à la paix générale ou jusqu'à un terme ultérieur, fixé de commun accord. Par contre, il exposait ses vues sur le second point examiné entre Elgin et le Reis Effendi : le gouvernement du pays. La politique de l'Angleterre, en ce qui concerne le règlement des affaires d'Égypte, devait consister, disait-il<sup>(1)</sup>, à agir comme médiatrice entre les divers partis en litige; — à s'efforcer de concilier leurs prétentions rivales; — à contrecarrer les efforts des Français en vue de créer des dissensions; — à inspirer à tous indistinctement la haine de la France et la confiance dans les Anglais. A cette lettre était joint un document développant « les idées qui se sont présentées sur ce sujet à l'esprit des ministres de Sa Majesté ». Aucune copie de ce document ne devait tomber « entre les mains de qui que ce fût ». Les précautions pour éviter qu'il y tombât furent si bien prises qu'il manque en effet dans la correspondance. Mais on peut en avoir au moins un aperçu par une dépêche postérieure d'Hawkesbury<sup>(2)</sup>, qui définit de la manière suivante l'esprit général du plan qu'il avait esquissé : « Comme le Gouvernement français n'abandonnerait jamais l'idée de s'établir lui-même en Égypte, en profitant de quelque occasion favorable; comme ce serait, à cet effet, sa politique de créer et d'entretenir des divisions entre les différentes sectes et divers partis dans ce pays, nous devons nous efforcer de contrecarrer ces tentatives en inspirant à tous indistinctement confiance dans le Gouvernement britannique, et en leur faisant comprendre qu'ils avaient un commun intérêt à concerter ensemble les mesures les plus effectives, pour assurer la sécurité de leurs droits respectifs ». Contre un ennemi commun, — le Français, — qui, si leurs dissensions lui livraient de nouveau l'Égypte, les dépouillerait ensemble à son propre bénéfice, Mameluks

<sup>(1)</sup> F. O., 78/32. Hawkesbury à Elgin, 28 juillet 1801. -

<sup>(2)</sup> F. O., 78/32. Hawkesbury à Elgin, 27 janvier 1802.

et Turcs, Beys et Sublime Porte étaient donc conviés à s'entendre, pour faire à chacun sa part du gâteau et le défendre de concert, par leur union.

Mais l'ambassadeur n'avait point attendu les instructions de Londres pour accueillir l'ouverture du Reis Effendi à entrer en matière sur ce sujet urgent. Dès le 20 juin 1801, il avait pris sur lui de remettre au Ministre des Affaires étrangères du sultan un mémoire sur «le Gouvernement intérieur de l'Égypte», dont il ne transmit copie à Hawkesbury qu'à la fin d'août suivant<sup>(1)</sup>, peut-être en recevant les instructions ministérielles du 28 juillet. Comme le document où le secrétaire d'État avait ébauché son programme de gouvernement pour l'Égypte ne nous a pas été conservé, il est impossible de savoir si les suggestions spontanément faites par l'ambassadeur à la Sublime Porte concordaient exactement avec celles du Cabinet britannique. Du moins s'inspiraient-elles du même principe fondamental, car elles tendaient à un partage de l'autorité entre les deux candidats à la totalité du pouvoir, les Turcs et les Mameluks. Considérant que l'ancien système administratif de l'Égypte avait été anéanti par les Français et que, d'autre part, le pays resterait exposé à des attaques possibles venant du dehors, Elgin avait proposé d'y séparer l'établissement militaire, auquel l'Angleterre eût contribué par un contingent, de l'administration de la justice et de la perception des impôts, qui eussent incombé aux seuls agents de la Turquie, et d'abandonner la Haute-Égypte aux Mameluks en toute propriété<sup>(1)</sup>. La Basse-Égypte administrée par la Porte, défendue par les Anglais, les Turcs et les Mameluks; la Haute-Égypte, domaine propre des Beys : ce système empruntait son second point à l'arrangement que Kléber avait conclu naguère avec Mourad et qui avait subsisté sous Menou.

Au surplus, ce qui importe à la formation de l'intérêt britannique en Égypte, ce ne sont pas les vues particulières de tel ou tel personnage anglais, sur la meilleure manière d'organiser le régime futur du pays : c'est le fait même que généraux, diplomates, gouvernement s'en occupent de plus en plus. En mai 1801, le Gouvernement de Londres professait encore pour maxime de n'avoir pas à s'en mêler; en juillet, il en faisait

<sup>(1)</sup> F. O., 78/32. Elgin à Hawkesbury, 26 août 1801.

l'objet d'un mémoire adressé à son ambassadeur à Constantinople, qui, talonné par Hutchinson, Keith et d'autres, avait, de lui-même, pris les devants auprès de la Porte.

L'approche d'un dénouement militaire, qui ne pouvait plus beaucoup tarder, ne rendait Hutchinson que plus perplexe sur la situation qui suivrait, en Égypte, la restitution pure et simple du pays aux Turcs et le départ de ses propres troupes, si elles partaient aussitôt les opérations de guerre terminées. Moins de quinze jours avant la capitulation d'Alexandrie, il écrivait de nouveau à Elgin :

« Permettez-moi de faire pénétrer dans votre esprit une considération fort importante, dont je vous demande de ne pas douter : c'est que les Turcs par eux-mêmes ne seront jamais capables de se maintenir en possession de l'Égypte. Ce ramassis d'êtres animés, ou plutôt d'êtres sans âmes, que le Grand Vizir appelle son armée, va rapidement se dispersant. Au Caire, ses troupes ont éclaté en clameurs et en mutineries à propos de leur solde. A Damiette, elles ont été en état de révolte ouverte et ont même essayé de se saisir de navires, pour rentrer chez elles. Je ne sais trop que recommander. Nous avons ici le choix entre des difficultés embarrassantes au plus haut point. Plus je réfléchis, plus je me convaincs de l'absolue nécessité de soutenir les Mameluks. Si nous nous retirions entièrement du pays, eux et les Arabes en expulseraient certainement les Turcs en six mois, peut-être dans la moitié de ce temps<sup>(1)</sup>. »

Cette lettre accrut le désir d'Elgin d'aller en Égypte, non plus seulement pour visiter le pays, ni même « dans l'intérêt du commerce », mais pour aviser à la situation politique et en faciliter le règlement. Son autorité d'ambassadeur du roi à Constantinople ne devait pas être de trop pour concilier les rivalités entre les Mameluks d'une part, le Grand Vizir et le capitán-pacha de l'autre, — on peut ajouter entre ces derniers et les généraux et amiraux anglais, qui impatients et mécontents des deux dignitaires ottomans, en ménageant les Mameluks et prenant la défense des Beys. Du reste, Hutchinson et Keith demandaient eux-mêmes à Elgin de venir. Elgin en informait Londres : le général et l'amiral britan-

<sup>(1)</sup> Hutchinson à Elgin, 19 août 1801. F. O., 78/32 (annexé à la dépêche n° 121 d'Elgin à Hawkesbury).



niques le pressaient d'arriver, à cause de leurs difficultés avec le capitana-pacha<sup>(1)</sup>, dont la flotte était mouillée en rade d'Aboukir et le camp, avec les troupes de débarquement, établi entre Alexandrie et cette baie, tandis que le Grand Vizir et son armée avaient pris leurs quartiers au Caire. Revenant sur l'avis qu'il avait donné à Londres en novembre 1800, Elgin conseillait maintenant de ne pas installer de consuls anglais en Égypte, jusqu'à ce qu'un système convenable eût été adopté, en ce qui concernait les intérêts de l'Angleterre et la «suprématie» de la Porte<sup>(2)</sup>. Installer un consul, ou plusieurs, c'est déjà reconnaître un état de fait : et il n'était plus question de cela, avant d'avoir pris des garanties et mis ordre au gâchis.

La capitulation d'Alexandrie (30 août 1801) et la fin des opérations militaires contre les Français n'avaient fait qu'augmenter la tension entre Mameluks, Turcs et Anglais, délivrés du souci commun qui avait, jusque-là, réfréné leurs querelles. Toutes les préoccupations et toute l'activité des uns et des autres se concentraient désormais sur les intérêts en jeu, pour chacun d'entre eux, dans le problème politique. Prendre des garanties, faire cesser les disputes intérieures, apparaissait à tous les généraux britanniques comme une absolue nécessité. L'un d'eux, Stuart, exprimait à cet égard un avis catégorique : «En ce qui concerne l'Égypte, nous devons dicter nos volontés et cela exige une force de 4000 hommes. La preuve est établie des desseins systématiques de la France sur l'Égypte. Nous avons le droit de tenir des positions dans les États du Grand Seigneur sans hostilité ni agression. Un système de gouvernement devrait être établi qui fût conforme à nos propres intérêts, aussi bien qu'aux principes de la justice politique. Aucun arrangement ne peut être longtemps respecté sans le secours de forces militaires<sup>(3)</sup>.» Dans ces lignes était énoncée la doctrine de l'occupation militaire permanente et de l'ingérence dictatoriale dans l'organisation du statut égyptien.

<sup>(1)</sup> F. O., 78/32. Elgin à Hawkesbury, 4 septembre 1801.

<sup>(2)</sup> F. O., 78/33. Général Stuart à Evan Napcan (secrétaire de l'Amirauté), 20 octobre 1801.

## V

Depuis qu'elle avait demandé aux Anglais s'ils ne consentiraient pas à continuer d'occuper l'Égypte et comment ils en concevaient l'organisation future, la Porte n'avait plus élevé la voix. Peut-être, au moment où elle avait fait ces demandes<sup>(1)</sup>, ne connaissait-elle pas encore les arrangements d'Hutchinson avec les Mameluks et l'engagement pris par ses propres représentants, le Grand Vizir et le capitán-pacha, de les respecter; peut-être, en allant au-devant de désirs qu'Elgin avait certainement laissés paraître, avait-elle eu pour but de l'amener à se démasquer. En tout cas, elle avait appris, depuis lors, qu'après les capitulations du Caire et d'Alexandrie, Hutchinson avait pris la défense des Beys, invoqué ses accords avec eux, rappelé leurs propres promesses au Grand Vizir et au capitán-pacha et imposé la restitution aux Mameluks des biens qui leur avaient appartenu avant 1798. Cela ne faisait point du tout son affaire; et, si les Anglais s'instituaient les protecteurs des Beys, il devenait contraire à l'intérêt ottoman, tel que le concevait la Porte, qu'ils prolongeassent leur séjour en Égypte et intervenissent dans la réorganisation du pays. Cette réorganisation, la Porte la désirait sans partage avec les Mameluks, sans retour au *statu quo ante* 1798; l'Égypte devait être une province ottomane comme les autres, à moins qu'elle ne fût même divisée en quatre pachaliks, comme elle l'avait été avant l'usurpation des Mameluks et comme on avait espéré pouvoir la découper de nouveau en 1786-1787, lors de l'expédition de Hassan pacha contre Mourad et Ibrahim<sup>(2)</sup>.

Tant que les opérations militaires ne furent pas terminées en Égypte et, même ensuite, tant qu'on ne sut pas, à Constantinople, ce qu'il adviendrait des rapports franco-turcs, la Porte se tut. Mais, une fois Alexandrie tombée, les troupes de Menou embarquées pour Toulon et le Gouvernement ottoman averti des dispositions du Premier Consul à rétablir la bonne amitié avec la Turquie, alors le Reis Effendi aborda Elgin avec des doléances et des remontrances. Il lui fit part de ses craintes, si la puis-

<sup>(1)</sup> En juin 1801.

<sup>(2)</sup> Cf. notre volume *L'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle*.

sance des Beys était restaurée, si leur pouvoir leur était rendu. Il insista pour qu'ils quittassent le Caire, fussent transportés dans d'autres parties de l'Empire ottoman, et pour que les Mameluks entrassent au service turc en Égypte. L'ambassadeur apprit de lui que le Grand Vizir et le capitain-pacha remontraient eux-mêmes à la Porte la nécessité de cette solution, donc qu'ils essayaient de désavouer toute participation à l'arrangement d'Hutchinson avec les Beys et incitaient leur gouvernement à manquer de foi. Force fut à Elgin de constater les difficultés résultant de cet arrangement, en même temps que l'aveugle incapacité des Turcs à comprendre les besoins actuels de l'Égypte<sup>(1)</sup>. Il en fut confirmé dans sa résolution de partir bientôt pour Alexandrie et le Caire, afin de prendre lui-même l'affaire en mains. Mais on ne sait quelle circonstance continuant à retarder ce départ projeté depuis déjà bien des semaines, il se fit précéder par une longue lettre où, mettant Hutchinson au courant de l'état de la question, il lui rappelait que « l'intention de Sa Majesté a toujours été de remettre le Gouvernement turc en possession de l'Égypte<sup>(2)</sup> ». Cette petite phrase résonne un peu comme le grincement d'un frein que l'on commence à serrer.

C'est qu'à peine les hostilités arrêtées, — on ne peut pas dire à peine la paix rétablie, puisque les préliminaires n'en étaient pas encore transformés en traité, — la lutte d'influence avait repris entre la France et l'Angleterre en Turquie. Le 9 octobre 1801, Talleyrand avait signé avec l'ambassadeur turc, resté à Paris pendant toute la guerre, Seid Ali Effendi, des préliminaires de paix qui stipulaient que l'Égypte serait évacuée<sup>(3)</sup>; qu'elle serait restituée au sultan; que l'intégrité de l'Empire ottoman serait respectée; que les anciennes capitulations franco-turques seraient remises en vigueur et que les Français jouiraient en Turquie de tous les avantages commerciaux dont ils bénéficiaient avant 1798 et de tous ceux qui pourraient être concédés à une autre nation. Ces préliminaires de Paris avaient

<sup>(1)</sup> F. O., 78/33. Elgin à Hawkesbury, 19 octobre 1801.

<sup>(2)</sup> F. O., 78/33. Elgin à Hutchinson, 18 novembre 1801.

<sup>(3)</sup> Comme si la France ne s'y était pas déjà engagée envers l'Angleterre par les préliminaires de Londres et comme si l'évacuation même n'avait pas précédé cet engagement.

souverainement déplu à Londres. Le clan des Grenville en avait été mis sens dessus dessous. « Que vous semble, — écrivait Buckingham<sup>(1)</sup> à son frère lord Grenville, — du traité signé le 9 octobre par Talleyrand avec les Turcs, stipulant que les Français auront en Égypte tous les avantages qui seraient accordés à n'importe quelle autre puissance et que, dans toute autre partie des possessions ottomanes, ils seraient sur le pied d'égalité avec les nations les plus favorisées, pour les relations pacifiques de commerce : en échange de quoi ils promettent d'évacuer l'Égypte, où ils n'avaient plus ni un soldat, ni un navire à partir du 2 septembre? » Et l'autre frère, Thomas Grenville<sup>(2)</sup>, d'abonder dans le même sens : « Voyez donc le traité turc du 9 octobre, où Bonaparte promet gravement aux Turcs d'évacuer l'Égypte et où tous deux consentent à la reconnaissance des sept îles<sup>(3)</sup>, et la requièrent ». L'Angleterre avait considéré ces stipulations comme une bravade de la part de la France et le fait de s'y être prêté comme une coupable complaisance de la part du Gouvernement ottoman. Elgin avait donc été chargé d'en empêcher la ratification par la Porte et de contrecarrer le retour offensif d'influence française, dont témoignait une si rapide réconciliation. Mais pour qu'il réussît dans cette tâche, il ne fallait pas qu'on pût dire que les Anglais favorisaient en Égypte les Mameluks contre les Turcs. Or, c'était là ce que ne se faisaient pas faute d'insinuer les agents français à Constantinople. « Bonaparte agit sur les Turcs, rapportait Elgin à Londres, en leur assurant que la France avait toujours eu l'intention de chasser les Beys, tandis que la Grande-Bretagne soutenait leur indépendance. Il désire empêcher en Égypte tout système de défense et d'union intérieure et, aussitôt que nous aurons quitté la Méditerranée, il renouvellera ses tentatives de conquête. L'Égypte est l'objet favori de son ambition, comme un moyen d'assurer à la France la domination universelle<sup>(4)</sup>. » L'urgence s'était accrue, aux yeux de l'ambassadeur, de se rendre sur les lieux, pour se substituer aux généraux et amiraux et arranger l'affaire : son départ était alors fixé au mercredi suivant.

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. VII, p. 66. Buckingham à Grenville, 23 octobre 1801.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, t. VII, p. 65. Thomas Grenville à lord Grenville, 22 octobre 1801.

<sup>(3)</sup> Les îles ci-devant vénitiennes ou Ioniennes.

<sup>(4)</sup> F. O., 78/33. Elgin à Hawkesbury, 22 novembre 1801.

Il avait reçu la visite de l'envoyé extraordinaire français, le colonel Horace Sébastiani, dépêché par Bonaparte à Constantinople, aussitôt après la signature des préliminaires de Paris. Avec son nouveau collègue, il porta la conversation sur l'expédition française en Égypte : « N'avait-il pas été envisagé alors, lui demanda-t-il, de faire une expédition contre l'Inde ? — Non, répondit Sébastiani, parce qu'une telle expédition aurait affaibli les efforts des Français pour s'établir en Égypte. » En rapportant à Londres cette réponse, Elgin ajoutait que Sébastiani avait « montré de beaucoup d'autres manières l'importance que la France attachait à l'Égypte <sup>(1)</sup> ».

## VI

Pendant ce temps, la Porte, le capitan-pacha et le Grand Vizir avaient tenté de résoudre à leur manière leur contestation avec les Mameluks. Au début d'octobre, le capitan-pacha appela dans son camp d'Aboukir quelques-uns des Beys, qui se trouvaient, avec leurs Mameluks, dans la région d'Alexandrie, et leur lut un firman de la Porte, ordonnant de leur annoncer une amnistie générale et de les remettre en possession de leurs biens et privilèges. Puis, quelques semaines après, les Beys commençant à s'impatienter, il les invita à venir, à bord de son vaisseau amiral, célébrer par un banquet une si heureuse réconciliation. Ces beaux guerriers n'y virent point malice et, parés comme pour une fête, prirent place sans défiance dans les caïques qui devaient les conduire au rendez-vous nautique du grand amiral de Turquie. Pendant le trajet en mer, du rivage à la flotte, des chaloupes montées par des matelots turcs et des janissaires enveloppèrent traîtreusement les embarcations qui portaient les invités du capitan-pacha ; le feu fut ouvert sur eux, matelots et soldats se lancèrent à l'abordage : plusieurs Beys furent tués, d'autres blessés, faits prisonniers et mis aux fers ; d'autres réussirent à s'enfuir en se jetant à la mer et à se réfugier au quartier général anglais, dans Alexandrie. Ainsi connurent-ils à leurs dépens qu'il pouvait en cuire d'accepter à la légère l'invitation à dîner d'un amiral turc.

<sup>(1)</sup> F. O., 78/33. Elgin à Hawkesbury, 2 décembre 1801. « La prolongation de la guerre dans ce pays, concluait-il, a été au bénéfice de l'Inde. »



En apprenant ce guet-apens et ce massacre, Hutchinson fut « outré de colère et d'indignation »<sup>(1)</sup>. Le soir même, il eut avec le capitán-pacha une entrevue, où il « le traita avec le plus profond mépris », exigea et obtint de lui que les captifs fussent immédiatement remis en liberté et que les corps des victimes, retirés de la mer où leurs meurtriers les avaient immergés, fussent apportés au camp britannique pour y recevoir les honneurs funèbres. Une pêche macabre termina donc ce tragique épisode. « Malheureusement pour les Mameluks, cette chaleur du général Hutchinson ne se soutint pas. Toute son attention parut se porter bientôt vers les préparatifs de son prochain départ<sup>(2)</sup>. » Ce départ, — il était sur le point de céder son commandement pour rentrer en Angleterre, — le délivrait de l'ingrate tâche d'imposer aux Turcs un partage d'autorité avec les Beys : tâche ingrate dès le début, plus encore depuis que ses engagements de mai 1801 avec les Mameluks rencontraient un obstacle dans les ménagements que l'ambassade anglaise à Constantinople, désireuse d'empêcher la ratification des préliminaires franco-turcs de Paris, jugeait à propos de garder envers la Sublime Porte. Aussi Hutchinson, à la loyauté de qui sa colère fit grand honneur, estima-t-il avoir satisfait à son devoir, en ayant fait une scène au perfide auteur de ce traquenard, sauvé les Beys survivants de la captivité ou de l'exécution capitale et fait de solennelles funérailles aux victimes de l'attentat. C'en fut du reste assez pour que le capitán-pacha se le tint pour dit.

Mais pas le Grand Vizir. Celui-ci, qui était au Caire, fut pris d'une noble émulation, quand il connut le haut fait, par lequel venait de s'illustrer son confrère, le grand amiral. Les Mameluks de la maison d'Ibrahim et le vicil Ibrahim bey lui-même, qui avait combattu les Français sans trêve depuis 1798 et accompagné l'armée ottomane dans toutes ses campagnes, résidaient dans la ville ou aux environs. Youssef pacha les convo-

<sup>(1)</sup> *Histoire scientifique et militaire...*, t. IX de la série, I de *L'Égypte moderne*, p. 24.  
— On trouvera le récit de ce guet-apens dans l'histoire précitée. Les Beys qui y avaient été attirés appartenaient pour la plupart à la maison de Mourad, mort en avril 1801. Parmi les victimes se trouvaient Osman bey Tambouradji, son successeur; parmi les blessés et captifs, ensuite délivrés sur l'injonction d'Hutchinson, Osman bey el-Bardissi.

<sup>(2)</sup> *Histoire scientifique et militaire...*, t. IX (I de *L'Égypte moderne*), p. 26.

qua à son quartier général, pour entendre la lecture du même firman de la Porte, dont le capitán-pacha s'était déjà servi pour faire tomber leurs frères d'armes dans sa lâche embuscade. Ensuite, leur ayant fait prendre place au milieu des officiers et dignitaires de son camp, il leur fit lire un second firman impérial, exactement contraire au premier, mettre la main au collet et prendre le chemin de la citadelle<sup>(1)</sup>, où ils furent emprisonnés. Cette sinistre mystification fit pendant à l'égorgement et à la noyade d'Aboukir. Mais à Guizeh, en face du Caire, bivouaquait un corps de troupes anglo-indiennes, aux ordres du général Ramsay. L'attention de Ramsay fut éveillée par l'arrivée inopinée d'une troupe de Mameluks, commandés par Sélim bey, qui vinrent lui demander asile et protection contre des Arnauts<sup>(2)</sup>, lancés par le Vizir à leur poursuite en Haute-Égypte. Une lettre d'Hutchinson lui apprit en même temps l'exploit du capitán-pacha et enfin un avis, que purent lui faire passer les prisonniers de la Citadelle, l'instruisit de ce qui était advenu au Caire. Comme avait fait Hutchinson avec le capitán-pacha, Ramsay exigea alors et obtint du Grand Vizir la délivrance des captifs<sup>(3)</sup>, qui lui furent remis. Un instant se trouvèrent réunis, au camp anglo-indien de Guizeh, Ibrahim bey et ses Mameluks, retirés des griffes de Youssef pacha, Sélim bey et les siens, échappés à la poursuite des Arnauts, Mohamed Elfi bey et les siens, qui, à la nouvelle des persécutions contre leur milice, avait rallié le pavillon protecteur et le commun refuge. Puis, toute cette fringante soldatesque, forte de plusieurs milliers de sabres, s'ébranla pour s'enfoncer dans le corridor de la Haute-Égypte, tandis que d'interminables négociations s'engageaient entre le Grand Vizir d'une part, les généraux Hutchinson, Stuart et Ramsay de l'autre, pour assurer aux Mameluks la propriété de la vallée du Nil entre Assouan au sud et Guirgeh au nord.

Le seul résultat pratique des attentats d'octobre 1801 était donc d'avoir amené la concentration en Haute-Égypte du plus grand nombre des

---

<sup>(1)</sup> On trouvera le récit de cet attentat dans l'*Histoire scientifique et militaire...*, t. IX (I de *L'Égypte moderne*), p. 27 et suiv.

<sup>(2)</sup> Albanais au service du Vizir et dont un des chefs était Méhémet-Ali, le futur vice-roi d'Égypte.

<sup>(3)</sup> Environ 2500 cavaliers et 10 à 12 Beys.

Mameluks, sous la plupart de leurs chefs, tandis que les Beys de la maison de Mourad, avec leurs cavaliers, tenaient la campagne en Basse-Égypte, entre les corps du capitan-pacha et du Grand Vizir, cantonnés à Aboukir et au Caire. Ces deux groupes d'adversaires du Turc pouvaient du reste aisément, en cas de besoin, se donner la main l'un à l'autre, en contournant le Caire par le désert. Il y avait là, si les négociations des généraux anglais n'aboutissaient pas à un accommodement, le principe d'une guerre civile, qui, effectivement, continuera, réservera maints mécomptes aux aveugles Ottomans et se prolongera pendant des années, jusqu'à ce qu'un troisième compétiteur, Méhémet-Ali, chef de la milice albanaise au service du sultan, mit les deux partis d'accord, en battant les Turcs et massacrant les Mameluks. Dans cette lutte locale, nous venons de voir les généraux anglais obligés, par les coups de force du capitan-pacha et du Grand Vizir, à intervenir de plus en plus, en faveur des Beys, subissant la loi des circonstances qui avaient fait de ceux-ci leurs auxiliaires pendant la campagne et qui faisaient d'eux-mêmes les médiateurs, les arbitres, dans le pays qu'occupaient leurs troupes et où ils voulaient établir un régime assez stable pour le mettre à l'abri des tentatives françaises.

Leur généreuse intervention frustrait le Turc du fruit qu'il se promettait de la victoire commune : la destruction des Mameluks. Aussi ne fut-elle nullement goûtée à Constantinople, où l'on ne se souciait pas d'avoir récupéré l'Égypte sur les Français pour la partager avec les Beys. Quand Elgin fut enfin sur le point de s'embarquer pour Alexandrie, la Porte le pria de n'en rien faire. Le prétexte donné pour justifier cette opposition fut l'alarme causée par l'attitude de la Russie et de la France. Mais l'attitude de la France, à tout le moins, n'inspirait alors aucune crainte aux ministres du sultan Sélim et, si la Russie restait toujours sujette à caution, ses dispositions n'imposaient nullement à l'ambassadeur d'Angleterre une immobilité dont lui-même n'avait pas senti la nécessité. En réalité, la Porte jugeait qu'il y avait déjà assez de hauts personnages anglais en Égypte et peut-être Elgin lui-même se prêta-t-il sans trop de regret à ne pas compromettre son éminente dignité dans le guépier égyptien. Pour le représenter et agir en son lieu et place, il délégua un secrétaire de son ambassade, Straton.

Les premiers rôles ne se faisaient d'ailleurs pas prier pour s'éloigner

d'une scène où il n'était plus possible à aucun acteur, turc ni anglais, de faire tout à fait bonne figure. Le capitain-pacha, invité à prendre le large par Hutchinson, qui ne voulait plus le voir, mettait à la voile pour la Corne d'Or<sup>(1)</sup>. Hutchinson partait pour Londres, passant le commandement en chef à lord Cavan. Le Grand Vizir faisait ses préparatifs de départ<sup>(2)</sup>, allant au Caire, pour y être intronisé comme pacha d'Égypte, Khosrew Mohamed pacha, le premier à qui l'usage fit donner le titre de vice-roi.

Straton arriva au Caire le 18 janvier 1802. Cavan était venu avec lui d'Alexandrie. Les instructions d'Elgin à son secrétaire lui prescrivaient, pour essayer de composer le différend entre Turcs et Mameluks, de persuader aux Beys qu'ils se soumissent à la Porte, de bon gré, moyennant la garantie de grasses et lucratives prébendes à Constantinople ou ailleurs. Conseil inattendu de la part de l'Angleterre, dont les généraux s'étaient jusqu'alors considérés comme engagés à faire exécuter l'accord de mai 1801 : cette volte-face était le prix de la non-ratification par la Porte des préliminaires franco-turcs de Paris. L'ambassadeur attachait tant d'intérêt à faire place nette des Beys en Égypte que, prévoyant le cas où ceux-ci seraient en défiance contre l'hospitalité peu sûre de l'Empire ottoman, il envisageait de les inviter à se retirer en Grande-Bretagne ou aux Indes<sup>(3)</sup>.

Plusieurs conférences eurent lieu au Caire entre Straton, Cavan, le Grand Vizir et les Beys<sup>(4)</sup>. Toutes les offres de la Porte furent repoussées par les Beys, qui demandèrent un établissement en Haute-Égypte. Cavan usa sans succès de tous les arguments pour les déterminer à accepter les propositions qui leur étaient faites, mais refusa, par contre, de recourir contre eux à des mesures de coercition, en raison de l'engagement naguère contracté envers eux au nom de la Grande-Bretagne<sup>(5)</sup>. Lui-même et Straton bornèrent donc leur action à faire œuvre de persuasion. Mais la

<sup>(1)</sup> Straton partit pour Alexandrie à la fin de 1801.

<sup>(2)</sup> Il partit le 8 février 1802. Le départ de son armée, rentrant par la Syrie, s'échelonna jusqu'en mai de la même année. Khosrew pacha avait été appelé d'Alexandrie au Caire en janvier 1802.

<sup>(3)</sup> F. O., 78/33. Elgin à Hawkesbury, 12 décembre 1801.

<sup>(4)</sup> Notamment avec Ibrahim bey.

<sup>(5)</sup> F. O., 78/36. Straton à Elgin, 29 janvier 1802.

confiance des Mameluks fut suffisamment ébranlée par les conseils de soumission des représentants britanniques pour que, sans avertissement préalable, ils se missent en marche vers la Haute-Égypte, laissant en plan Anglais et Turcs. Cette rupture de la négociation fut interprétée par Straton comme un manque de foi. S'il faut en croire certains historiographes français<sup>(1)</sup>, elle se serait produite à l'instigation du général Stuart, qui, ne supportant pas de voir désavouer Hutchinson, Ramsay et lui-même, aurait conseillé aux Beys de mettre quelques centaines de lieues entre eux et l'armée ottomane. Toujours est-il que les Ottomans en furent extrêmement mécontents et que leur irritation se tourna contre l'Angleterre, qui se trouvait donc n'avoir satisfait personne. Le Grand Vizir, pour chant du cygne, avant de secouer sur le Caire la poussière de ses babouches, fit ses doléances à Straton et se plaignit à lui de Cavan<sup>(2)</sup>.

L'échec de la mission confiée à Straton dut consoler Elgin de ne pas avoir fait lui-même le voyage d'Égypte. Pièces en mains, — son secrétaire lui en avait fait rapport et la Porte lui avait communiqué le protocole des conférences du Caire<sup>(3)</sup>, — il dut constater l'avortement de cette tentative de conciliation. « Les Turcs, écrivait-il à Londres, savent très bien que les revendications des Beys sont des revendications pour la souveraineté de l'Égypte... La contestation a fini d'une manière fatale à la Porte. Même dans les conférences avec M. Straton, les Beys, en réclamant la Haute-Égypte, refusèrent en même temps d'abandonner leurs maisons du Caire, insinuant qu'ils en auraient promptement l'usage... Une guerre civile est déjà commencée<sup>(4)</sup>. » Bientôt l'ambassadeur allait constater aussi qu'en Basse-Égypte, où les Turcs restaient provisoirement les maîtres, les vexations dont leur administration était alors coutumière n'épargnaient même pas les sujets britanniques<sup>(5)</sup>, malgré la présence à Alexandrie d'un corps anglais d'occupation, symbole trompeur d'une alliance bien vite

<sup>(1)</sup> Les auteurs de l'*Histoire scientifique et militaire*.

<sup>(2)</sup> F. O., 78/36. Straton à Elgin, 1<sup>er</sup> février 1802.

<sup>(3)</sup> *Protocole turc des conférences tenues au Caire entre S. A. le Grand Vizir, S. E. lord Cavan et Straton*, rédigé en français, remis à Elgin le 11 mars 1802.

<sup>(4)</sup> F. O., 78/36. Elgin à Hawkesbury, 31 mars 1802.

<sup>(5)</sup> F. O., 78/36. Elgin à Hawkesbury, 15 septembre 1802.



relâchée. Des extorsions étaient pratiquées contre les marchands européens. Les maisons de commerce anglaises quittaient Alexandrie. Tout trafic était interdit par l'autorité ottomane entre les négociants anglais et les Mameluks, grands acheteurs d'étoffes, de drap et d'armes.

Mais, avant ce moment, la politique anglaise en Égypte s'était de nouveau infléchie du côté des Mameluks.

## VII

La nouvelle des attentats d'octobre 1801 avait été apportée à Londres à la fin de cette année, par les rapports des généraux. Le sans-gêne des représentants de la Porte en Égypte avait semblé inadmissible au Cabinet britannique, qui avait trouvé que le Grand Vizir et le capitán-pacha en prenaient réellement trop à leur aise avec ses engagements et les leurs. Toutes les lettres antérieures d'Hutchinson et d'Elgin lui-même insistaient d'ailleurs sur ce que la sécurité de l'Égypte était au prix d'une entente avec les Mameluks et indiquaient que, non satisfaits, ces derniers auraient tôt fait de mettre les Turcs dehors. Hawkesbury chargea donc Elgin de manifester à Constantinople la vive contrariété causée aux ministres du roi par la conduite du Gouvernement ottoman envers les Beys.

« Dans ma dépêche du 19 mai 1801, lui rappelait-il<sup>(1)</sup>, je vous ai fait savoir que c'était la résolution arrêtée et irrévocable de Sa Majesté de restituer à la Porte la totalité de la province d'Égypte et de ne prendre au gouvernement de cette province aucune autre part que d'y maintenir sur la côte, jusqu'à une paix générale, une force militaire anglaise suffisante pour la défendre contre toute invasion française. A ce principe, Sa Majesté s'en tient toujours. Elle n'a pas réclamé de concessions de la Porte, en retour des grands efforts que l'Angleterre a faits pour arracher des mains de la France une partie si importante de l'Empire ottoman. » Le secrétaire d'État rappelait ensuite à l'ambassadeur que, le 28 juillet 1801, « Sa Majesté avait envoyé l'esquisse d'un plan pour le futur gouvernement de l'Égypte, plan dont elle avait recommandé l'adoption ». Nous en avons indiqué plus haut l'esprit général. C'était sur le désir du Reis Effendi que

<sup>(1)</sup> F. O., 78/35. Elgin à Hawkesbury, 27 janvier 1802.

*Documents*, n° 4.

Sa Majesté avait exprimé son opinion à ce sujet. Son intention n'était pas d'imposer sa volonté; mais elle considérait que la majeure sécurité de la Turquie résidait dans une alliance avec les Beys. Pendant la campagne, ceux-ci avaient été invités à se rallier aux Anglais, la protection britannique leur avait été accordée et ils avaient fourni un secours utile. En retour, le général Hutchinson avait réclamé pour eux leur sauvegarde personnelle et la restitution de leurs propriétés. Or ils avaient été attirés dans un traquenard et cruellement massacrés. Probablement les Turcs avaient-ils, pour accomplir ce forfait, profité de la présence en Égypte de l'armée anglaise, qui les garantissait eux-mêmes contre les représailles des Mameluks, et, dans d'autres circonstances, n'auraient-ils pas osé en venir là. Le Gouvernement britannique ne pouvait pas laisser entacher sa bonne foi par le soupçon d'avoir été complice ou de fermer les yeux. Elgin devrait donc réclamer protection pour les Beys.

On ne pouvait pas encore savoir à Londres que, quelques-uns seulement d'entre eux ayant péri dans le massacre d'Aboukir, les autres, aussitôt leur liberté reconquise grâce à Hutchinson et à Ramsay, s'étaient regroupés à l'abri des camps britanniques d'Alexandrie et de Guizeh, en forces assez imposantes pour que les Turcs dussent désormais compter avec eux. Empêcher qu'ils fussent maltraités paraissait une question d'honneur au Gouvernement anglais, et provoquer un accommodement entre eux et la Porte lui semblait une question de sécurité pour l'Égypte. Mais il avait aussi conscience des défiances que son intervention en leur faveur avait déjà éveillées et qu'elle exciterait encore à Constantinople. Il lui importait de les apaiser, autant que faire se pourrait, par quelque nouvelle et solennelle assurance de son désintéressement. C'est généralement dans ces cas-là que les gouvernements parlementaires se souviennent du chef de l'État et utilisent son existence. Le Cabinet de Londres ne jugea pas superflu de faire appel à l'action personnelle du roi auprès du sultan. George III écrivait à Sélim : « Comme certaines personnes malintentionnées ont pu s'efforcer d'inspirer à Votre Majesté des doutes défavorables sur nos vues au sujet de l'Égypte, nous jugeons maintenant expédient, afin de donner plus de poids et d'autorité aux déclarations que notre ambassadeur auprès de Votre cour a été chargé de faire à diverses reprises, de réitérer sous notre royale signature l'assurance que ce n'a jamais été

notre intention d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Égypte, excepté en ce qui concerne l'exécution d'engagements qui ont pu être pris en notre nom, mais bien de laisser, à tous autres égards, la question absolument et entièrement aux soins de Votre Majesté. Nous persévérons encore dans ces intentions et espérons ardemment que cette précieuse dépendance de votre empire pourra continuer longtemps à prospérer sous les auspices et le gouvernement de Votre Majesté<sup>(1)</sup>. »

Quand Elgin reçut la dépêche d'Hawkesbury et la lettre autographe de George III, l'échec de la mission de Straton était acquis, la guerre civile rallumée en Égypte, la Porte mécontente des Anglais et les Anglais mécontents de la Porte. Les ministres du sultan, de méchante humeur contre le Gouvernement britannique, inclinaient à ratifier les préliminaires franco-turcs de Paris, par crainte d'offenser la France. Elgin luttait contre cette tendance : il déclarait que, les préliminaires anglo-français de Londres du 1<sup>er</sup> octobre ayant déjà été ratifiés par le Grand Seigneur, aucune modification n'y pouvait être tolérée. Pour appuyer cette injonction, il n'hésita pas à faire entendre aux Turcs que l'Égypte était pour l'Angleterre un gage de leur fidélité. Comme la ratification des préliminaires de Paris serait, observa-t-il, un manquement aux engagements de la Turquie envers la Grande-Bretagne, il considérerait alors l'alliance comme rompue et en informerait le commandant des forces britanniques en Égypte, en lui recommandant de prendre ses dispositions en conséquence. « Si le service désintéressé et magnanime de la Grande-Bretagne, à la fois dans la paix et dans la guerre, ne rencontrait pas de la part des Turcs cette fermeté et cette amitié, qui sont la condition de son assistance, le sort de l'Égypte devrait, par suite, être considéré d'un point de vue différent<sup>(2)</sup>. » Prêt à passer à l'acte, l'ambassadeur annonça que, d'ici à 24 heures, il enverrait des instructions dans ce sens aux commandants des forces de terre et de mer en Égypte et dans la Méditerranée, pour régler leur conduite future<sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> F. O., 78/35. George III au Grand Seigneur, février 1802 (sans date de jour).

<sup>(2)</sup> F. O., 78/35. Elgin à Hawkesbury, 5 mars 1802.

<sup>(3)</sup> Cf. aussi Elgin à Hawkesbury, 8 mars 1802. Les engagements contractés avec Sa Majesté doivent être remplis par la Porte. Les préliminaires signés par Ali Effendi à Paris ne doivent pas être ratifiés.

Il s'agissait maintenant de bien autre chose que de la protection des Beys, encore qu'ils dussent bénéficier indirectement du grief de l'Angleterre contre la Porte. L'Égypte, entre les mains des Anglais, devenait le gage de la fidélité des Turcs et de leur résistance aux efforts de la France pour ressaisir son ancienne influence à Constantinople et dans le Levant. Le gage opéra d'abord l'effet qu'en attendait Elgin : les préliminaires franco-turcs du 9 octobre 1801 ne furent pas ratifiés. Mais ce succès fut de courte durée. Le 25 juin 1802 intervint à Paris, entre Talleyrand et un nouvel ambassadeur de Turquie, Mohamed Said Ghalib Effendi, un nouveau traité qui renouvait l'ancienne alliance et les capitulations. Ce second traité, Elgin ne put en empêcher la ratification par le sultan : elle eut lieu le 25 août 1802 <sup>(1)</sup>.

### VIII

Le rapprochement franco-ottoman accentua l'évolution anglaise en faveur des Mameluks. En juillet 1802, le général Stuart, successeur de Cavan et commandant la garnison britannique d'Alexandrie, vint à Constantinople, pressa la Porte de renoncer à déraciner les Beys d'Égypte et à les transplanter sous d'autres climats et conseilla de leur octroyer la Haute-Égypte, depuis Assouan jusqu'à la limite nord de la province de Guirgeh <sup>(2)</sup>. Il laissa entendre que les troupes anglaises ne s'en iraient pas avant que la paix intérieure fût rétablie, grâce à cette transaction. Les Turcs ne voulurent rien entendre. Stuart repartit pour Alexandrie, Gros-Jean comme devant, résigné peut-être à voir l'évacuation retardée par la condition qu'il y avait mise et qui n'était pas près de se réaliser.

Pendant toute la fin de 1802, il continua de négocier avec les Beys et avec le vice-roi du Caire Khosrew pacha, sans être plus heureux avec le représentant de la Porte qu'avec la Porte elle-même. Celle-ci avait toujours affaire à Elgin, qui n'était pas moins pressant. Après un entretien avec le Reis Effendi, il écrivait à Londres <sup>(3)</sup> : « Le but de mes arguments a été

<sup>(1)</sup> *Histoire scientifique et militaire...*, t. IX (I de *L'Égypte moderne*), p. 61-62.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, t. IX (I de *L'Égypte moderne*), p. 62 à 64.

<sup>(3)</sup> F. O., 78/36. Elgin à Hawkesbury, 16 novembre 1802.

de faire comprendre aux ministres ottomans que, la Porte ayant, sans avertissement préalable ni concert, arbitrairement dérogé à sa promesse de protection et de sécurité pour les personnes et les propriétés des Beys et insisté pour qu'ils quittassent l'Égypte, elle ne pouvait attendre de la Grande-Bretagne, liée par les engagements qu'elle-même avait contractés, que celle-ci imposât par la force aucun plan auquel les Beys fussent si positivement opposés. En leur concédant une partie de territoire en Haute-Égypte, sous la sanction de l'Angleterre, il n'y aurait à craindre, vu l'état actuellement réduit de leur nombre et de leurs ressources, qu'un très faible inconvénient pour le gouvernement de l'Égypte, que la conquête avait entièrement placé entre les mains de la Porte, avec un régime et des moyens de défense qui n'avaient jamais existé auparavant. Un refus ou un plus long ajournement d'arrangement amiable avec les Beys laisserait à l'Angleterre une cause de désappointement et de défiance et à la France une occasion d'ingérence et d'intrigues. »

Si la Porte s'était rendue à ces raisons, qui contenaient du reste une part de vérité, elle aurait peut-être conservé pour elle-même une partie de l'Égypte, au lieu de la perdre tout entière, à bref délai, au profit de Méhémet-Ali. Mais l'Angleterre aurait été garante de l'arrangement dont elle eût été médiatrice entre Turcs et Mameluks; et tout porte à croire qu'elle eût trouvé dans ce titre une occasion d'ingérence et d'intrigues, au moins égales à celles qu'elle redoutait de la part de la France.

L'affaire commençait à presser. Les préliminaires de Londres avaient été transformés à Amiens, le 25 mars 1802, en traité de paix régulier, on n'ose dire définitif. Le traité stipulait la rétrocession de l'Égypte à la Turquie et de Malte à l'ordre souverain de Saint-Jean de Jérusalem. Le Premier Consul insistait à Londres pour que les troupes anglaises évacuassent l'une et l'autre. En Égypte, il avait envoyé en mission Sébastiani, qui s'y était rendu en octobre, avait pris contact avec les Beys et le vice-roi, enquêté sur la situation du pays, sur les motifs pour lesquels l'Angleterre y prolongeait l'occupation militaire, et ne s'était finalement compromis avec aucun parti<sup>(1)</sup>. Sa venue avait fort ému les Anglais, sur place, à Constantinople et à Londres. Elgin y avait vu la confirmation de ses soupçons

<sup>(1)</sup> *Histoire scientifique et militaire...*, t. IX (I de *L'Égypte moderne*), p. 70 à 76.



sur les desseins persistants et les menées ténébreuses de la France. Sans doute renseigné par la Porte, il prétendait que Sébastiani avait proposé une intervention française en Égypte pour la restauration des Beys, que le Premier Consul avait fait des ouvertures analogues à l'ambassadeur ottoman à Paris. Il en tirait argument pour présenter une fois de plus aux ministres du sultan son invariable alternative : « ou bien accéder à un arrangement amiable avec les Beys, sur la base des propositions de l'Angleterre, ou bien laisser ouverte la dispute, que réglerait la France, après le départ des troupes britanniques <sup>(1)</sup> ». Au début de janvier 1803, il croyait avoir gain de cause : il rendait compte d'entretiens avec le Reis Effendi, qui eussent, disait-il, abouti à la décision des Turcs d'autoriser les Beys à rester en Égypte <sup>(2)</sup>. Mais il se trompait, et les instructions de la Porte à son vice-roi n'étaient pas telles qu'il les avait espérées; car, en février suivant, le général Stuart <sup>(3)</sup> perdait encore sa peine dans un suprême effort de conciliation entre les Mameluks, qui tenaient la campagne, et Khosrew pacha, enfermé dans le Caire et sourd à toute suggestion d'accommodement territorial avec les rebelles. Le 16 mars 1803, à la suite de pressantes représentations du Premier Consul à Londres, la garnison anglaise d'Alexandrie s'embarquait, sans que ni son chef, ni l'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople eussent réussi à pacifier le pays d'où elle se retirait à regret.

## IX

Le départ de ses troupes ne dispensa pas le Gouvernement anglais de mettre la main aux affaires égyptiennes. En retirant d'Égypte son armée, il y maintenait une représentation consulaire et politique. Le temps était passé où il croyait pouvoir, sans inconvénient, n'y avoir aucun agent d'aucune espèce. Il allait, cette fois, n'en avoir que trop. Car, en plus d'un consul général, Charles Lock, et d'un vice-consul à Alexandrie, Samuel

<sup>(1)</sup> F. O., 78 36. Elgin à Hawkesbury, 24 décembre 1802.

<sup>(2)</sup> F. O., 78 38. Elgin à Hawkesbury, 5 janvier 1803.

<sup>(3)</sup> *Histoire scientifique et militaire...*, t. IX (1 de *L'Égypte moderne*), p. 65.

Briggs<sup>(1)</sup>, un officier, le major Missett, ancien secrétaire militaire du général Stuart, demeurait pour remplir les fonctions de résident britannique au Caire. Un de ses compagnons d'armes dépeint Missett comme intelligent, mais vaniteux, impatient et occupé de plans pour rétablir l'influence anglaise. Son action le fait apparaître, en outre, brouillon, dépourvu de jugement, crédule et maladroit<sup>(2)</sup>. La lutte commença immédiatement entre Missett et les consuls français, Drovetti d'abord, ensuite Mathieu de Lesseps, père du créateur du canal de Suez. France et Angleterre, rentrées en guerre l'une contre l'autre le 17 mai 1803, engagèrent chacune leur influence et leurs intérêts sur l'un des partis qui se disputaient le pouvoir; les Turcs, les Mameluks, — divisés eux-mêmes en plusieurs factions, — enfin les Albanais, dont le chef, Méhémet-Ali, poussait ses rivaux à s'entre-détruire, s'alliant tantôt aux Turcs, tantôt à une faction de Beys contre une autre, et continuant ce jeu jusqu'à ce que lui-même fût assez fort pour se faire proclamer vice-roi et reconnaître en cette qualité par la Porte<sup>(3)</sup>. L'issue de cette lutte locale, dont nous ne suivrons pas les péripéties, suffit à prouver que la politique française s'y montra plus avisée que la politique anglaise, puisqu'elle lia partie de bonne heure avec Méhémet-Ali, dont elle favorisa l'ambition, tandis que la politique anglaise ne sut pas discerner en lui le vainqueur probable et s'identifia avec un concurrent de second plan, le Bey Mohammed el-Elfi.

Mais, si la politique britannique fut, en Égypte, mal inspirée et malheureuse, elle n'en fut pas moins très active. En face de la France, qui voyait avec faveur monter l'étoile de Méhémet-Ali et cultivait les bonnes grâces du maître de demain, — sans cesser pour cela de tenir en haleine les Mameluks, tant qu'ils existèrent comme parti politique et force militaire, — l'Angleterre entretint les liaisons établies par ses généraux avec les Beys, parmi lesquels elle chercha à constituer, autour d'Elfi, un parti

---

<sup>(1)</sup> Cf. NELSON, *Dispatches etc.* D'une lettre de lui à M. Lambton, secrétaire et médecin du consulat général anglais en Égypte, il résulte que le consul général était Charles Lock, qui mourut de la peste au lazaret de Malte le 12 septembre 1804. Cf. aussi lettre de Nelson à Samuel Briggs, 4 février 1805, proconsul à Alexandrie.

<sup>(2)</sup> Cf. FONTESCUE, *History of the British Army*, t. VI, chap. 1<sup>re</sup>.

<sup>(3)</sup> En juillet 1805.

anglais. Ce Bey fut même, à l'instigation de Missett, invité à visiter l'Angleterre, transporté à Londres par un vaisseau de guerre, reçu en audience à Windsor par le roi George <sup>(1)</sup>. L'hiver de 1804 le ramena à Alexandrie, après qu'il eût exhibé à Piccadilly et à Hyde Park son turban, ses pantalons bouffants et les armes qui garnissaient sa ceinture. Le résultat le plus clair de son voyage fut de lui avoir révélé une boisson alcoolisée dont il fut très friand, le *milk-punch*, dont il ramena avec lui dix douzaines de bouteilles, objet de tous ses soins. Le capitaine Hallowell, commandant le vaisseau à bord duquel il avait pris passage pour le retour, le dépeint comme puéril et capricieux, « fidèle à rien, sinon à sa pipe <sup>(2)</sup> ». Cette appréciation peu flatteuse n'empêcha pas que Missett comptât beaucoup sur la rentrée d'Elfi, après avoir respiré l'air de Londres, pour fortifier en Égypte l'influence anglaise. Mais ce Bey n'avait pas encore achevé ses bouteilles de *milk-punch* qu'il dut s'enfuir dans le désert, persécuté par un de ses congénères, Osman bey el-Bardissi, qui tenait parmi les Mameluks l'emploi de chef du parti français, bien qu'il ne négligeât nullement, à l'occasion, d'entrer en collusion avec les agents britanniques. Jusqu'à la mort d'Elfi, survenue au début de 1807, à peu de temps de celle d'Osman Bardissi <sup>(3)</sup>, l'Angleterre continua de courtiser ce client inutile et malchanceux, devenu particulièrement odieux aux Albanais depuis qu'il avait, en 1806, pactisé avec la Porte et appelé une flotte turque à Alexandrie, dans le vain espoir d'écraser Méhémet-Ali, que Missett voyait tristement s'acheminer vers l'indépendance, avec l'appui, sinon à l'instigation de Mathieu de Lesseps.

Pendant quatre ans, de 1803 à 1807, « à chaque changement sur la scène changeante de l'anarchie égyptienne », Missett demanda à Londres l'envoi en Égypte, tantôt de frégates, tantôt de troupes britanniques, pour sauver la situation <sup>(4)</sup>. Ainsi les mécomptes de son action diplomatique l'a-

<sup>(1)</sup> Le 10 juillet 1803, Nelson donne instruction au contre-amiral Bickerton d'embarquer le bey mameluk, Mohammed el-Elfi, sur un navire d'un convoi en partance. *Dispatches and letters*, etc., t. V, p. 126-127.

<sup>(2)</sup> FORTESCUE, *History of the British Army*, t. VI, chap. 1<sup>er</sup>.

<sup>(3)</sup> Mort à la fin de 1806.

<sup>(4)</sup> FORTESCUE, *op. cit.*, t. VI, chap. 1<sup>er</sup>.

menaient-ils à rappeler à Alexandrie et au Caire les forces militaires de sa patrie, comme le seul moyen de rétablir l'influence anglaise et de détruire les progrès accomplis, grâce à plus d'habileté, par le crédit de la France. Le regret d'avoir évacué l'Égypte suivit donc de peu, pour l'Angleterre, le rembarquement de ses troupes. L'évacuation avait été un sacrifice fait par elle au respect de la paix d'Amiens; or, moins de deux mois après, la rupture de la paix d'Amiens avait enlevé à ce sacrifice sa raison d'être, ou plutôt d'avoir été : et, depuis ce moment, toute l'histoire locale de l'Égypte ne cessait de démontrer au Gouvernement britannique qu'à égalité avec le Gouvernement français, c'est-à-dire sans que ni l'un ni l'autre n'eût de troupes d'occupation dans le pays, il n'était pas en état d'y disputer à son ennemi la suprématie politique.





## CHAPITRE XIX.

---

### LA POLITIQUE ANGLAISE DANS LA MER ROUGE.

- I. — L'expédition française en Égypte et la politique anglaise dans la mer Rouge. L'invasion française en Égypte fait comprendre aux Anglais l'importance stratégique et politique de la mer Rouge. Compagnies de débarquement aux ordres du colonel Murray sur l'escadre de l'amiral Blankett. Occupation et évacuation de Périn et d'Aden. Vues commerciales de Murray.
- II. — Importance de Moka et Djeddah. Le capitaine Wilson à Djeddah. Rapports avec le Chérif de La Mecque.
- III. — Opérations contre Suez et Kosseir. Occupation anglaise de Suez aussitôt après la convention d'El-Arich et évacuation après la bataille d'Héliopolis.
- IV. — Suggestions en vue de l'exploitation du commerce de l'Inde et d'un établissement anglais sur la côte soudanaise.
- V. — Mission de Sir Home Popham dans la mer Rouge. Vues politiques et commerciales. Commerce entre l'Inde et l'Égypte par la mer Rouge. Rapports de Popham avec Carlo Rosetti.
- VI. — Relations de Popham avec le Chérif de La Mecque, le sultan d'Aden. Concessions obtenues de la Porte par Elgin pour le commerce par Suez et par Bassora-Bagdad.

#### I

De 1798 à 1802, ce fut une conséquence de la guerre en Orient, des deux expéditions française et anglaise en Égypte, d'obliger l'Angleterre à faire une place à la mer Rouge dans sa politique, comme à l'Égypte elle-même.

Jusqu'au moment où le débarquement de Bonaparte à Alexandrie a appelé sur Suez l'attention des Anglais, la mer Rouge n'a guère attiré leurs regards ni tenu de place dans leur politique. Leur gouvernement ne s'est encore occupé d'elle qu'à l'occasion de la défense faite par la Porte ottomane d'y naviguer au nord de Djeddah. Il en a interdit l'usage à ses

nationaux au delà de la limite tolérée; il a contrecarré, d'accord avec la Compagnie des Indes, les efforts de commerçants indépendants, comme George Baldwin, qui s'obstinaient à vouloir se servir de cette voie maritime; il a renoncé à se prévaloir des accords conclus avec les Beys mameluks par James Bruce et, sur l'initiative de Warren Hastings, par John Shaw; enfin il s'est borné à solliciter, sans succès, l'autorisation de transporter des dépêches de Suez à Bombay <sup>(1)</sup>. Un instant, en 1786, après qu'un marin français, le chevalier de Truguet, eut signé des conventions avec les Beys du Caire, pour ouvrir au commerce français le port de Suez, le Cabinet de Londres s'est pris d'intérêt pour la mer Rouge et a voulu se libérer des entraves mises par la Turquie à l'utilisation de cette route commerciale et politique : c'est le moment où il a envoyé Baldwin en Égypte, comme consul général, pour conclure avec les Beys un traité analogue à celui de Truguet. Mais cette velléité n'a eu qu'un temps et quand, en 1794, après que le consulat général d'Angleterre en Égypte eut été supprimé, Baldwin a enfin transmis à Londres le traité qu'il avait été spécialement chargé de négocier, aucun cas n'en a été fait par les ministres. Tant à Londres que dans les établissements anglais de l'Inde, on s'est tenu pour satisfait de pouvoir faire, de temps à autre, aborder des navires à Suez en dérogeant dans la pratique à la prohibition ottomane, à laquelle officiellement on se soumettait. Sauf infraction occasionnelle aux règlements turcs fermant Suez, le commerce britannique dans la mer Rouge s'est plié à ne pas dépasser au nord les escales de Moka, où la Compagnie des Indes entretenait un *broker* ou courtier, et de Djeddah, dans la mesure où la fiscalité rapace du Chérif de La Mecque ne dégoûtait pas les capitaines marchands d'y aborder <sup>(2)</sup>. L'idée qu'il y eût des positions à occuper et à tenir, le long de ce couloir maritime assez souvent parcouru dans les deux sens par des courriers et des officiers allant aux Indes ou en venant, ne s'était jamais présentée à l'esprit des gouvernants anglais.

Il suffit de l'arrivée de Bonaparte en Égypte pour faire comprendre aux

<sup>(1)</sup> Cf. notre ouvrage *Autour d'une route; l'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle*.

<sup>(2)</sup> Cf. nos ouvrages *Les origines de l'Expédition d'Égypte* et *Autour d'une route: l'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle*.

Anglais, à Londres et aux Indes, l'importance stratégique et politique de la mer Rouge, pour y attirer leurs forces navales d'abord, leurs troupes de terre ensuite, et pour les y faire exercer, simultanément à leur action militaire, une action politique.

Le principe étant admis que le but final des Français était l'Inde et que des moyens maritimes pouvaient, soit se trouver à Suez, soit y avoir été envoyés de l'Île de France, qui leur permissent de couvrir le trajet Suez-Bombay, il apparut d'abord nécessaire de fermer le débouché de la mer Rouge, de bloquer Bab-el-Mandeb. Pour obtenir ce résultat, le moyen auquel on songea aussitôt à Londres, à Calcutta, à Bombay, à Madras, au Cap, fut le même : l'occupation de Périm, qui serait effectuée par une escadre dont, en tout cas, l'envoi immédiat dans la mer Rouge s'imposait pour en garder la sortie et, s'il en était encore temps, pour y prévenir toute avance ou infiltration des Français. C'est à quoi pensèrent tout de suite, — nous l'avons montré, — le Ministre de la Guerre et Président du *Board of Control for India*, à peine eût-il soupçonné la destination de l'armement français parti de Toulon; l'ancien gouverneur du Bengale, Warren Hastings, dès que l'eut joint dans sa retraite la nouvelle de l'invasion française en Égypte; le commandant de la Marine aux Indes, le gouverneur général des Indes, le gouverneur de Madras, le gouverneur de Bombay, le gouverneur du Cap, aussitôt qu'ils connurent le débarquement de Bonaparte à Alexandrie. Périm, Socotora, Bab-el-Mandeb, sont des noms qui revinrent alors à tout instant dans les correspondances échangées entre les autorités britanniques dans l'Inde et en Angleterre, à propos de l'expédition française en Égypte. Les mesures à prendre pour en prévenir la continuation vers l'Inde étaient si naturelles, si indiquées, qu'elles furent spontanément adoptées à Calcutta, à Madras, à Bombay, au Cap, avant même qu'aient pu y parvenir les ordres de Londres, qui les prescrivaient : une escadre partit pour la mer Rouge, sous le commandement du commodore Blankett; un détachement de troupes fut embarqué à bord, sous le commandement du colonel Murray, qui était chargé d'occuper Périm, sous réserve des impossibilités matérielles qu'il pourrait rencontrer dans une opération improvisée.

Murray procéda à l'occupation de Périm au début de 1799. Mais des difficultés surgirent au maintien de ses troupes sur ce rocher inhospitalier :

l'eau manquait. Il décida de les évacuer, d'abord en partie, puis en totalité, à la fin de septembre. Au cas où l'île devrait être réoccupée, il demanda à Bombay des renforts<sup>(1)</sup>, son détachement n'étant pas suffisant, et un petit croiseur, pour remplacer un bâtiment mis à sa disposition et inutilisable<sup>(2)</sup>. Pour garder efficacement et dans de meilleures conditions l'embouchure de la mer Rouge, il jeta les yeux sur une autre position : Aden. Dès qu'il se fut avisé des inconvénients de Périm, il se rendit lui-même à Aden, pour y prendre avec le potentat du lieu, qu'on décorait du titre de sultan, les arrangements nécessaires à un débarquement. Le sultan l'accueillit fort bien. Aussi Murray n'attendit-il pas davantage pour y faire débarquer 2 officiers et 75 hommes, retirés de Périm, et, plus tard, toute la petite garnison évacuée de cette île. Il préférait Aden à Moka, et, en rendant compte de sa décision au gouverneur et au Conseil de Bombay, il insistait sur la valeur et l'importance de la position où il avait établi son détachement. Les relations de ses troupes avec les indigènes étaient des plus amicales, et les siennes avec le sultan devenaient de plus en plus confiantes. A son instigation sans doute, le sultan écrivit au gouverneur de Bombay une lettre, que Murray transmit à destination, exprimant le désir de nouer des liens avec l'Angleterre et proposant de conclure avec elle un pacte en bonne et due forme, dont le diligent colonel communiqua aussi le projet aux Indes<sup>(3)</sup>. Bien que sa mission fût avant tout stratégique et politique et que barrer la route aux Français en fût l'intérêt le plus urgent, Murray ne perdait pas non plus de vue le commerce. Le sultan d'Aden était, assurait-il, très désireux de ranimer le commerce entre son pays et l'Inde; les marchands ses sujets s'engageaient à acheter les cargaisons à leur arrivée; Murray adressait à Bombay une liste des marchandises offertes et demandées<sup>(4)</sup>. Ainsi le pavillon britannique faisait-il, par

<sup>(1)</sup> 200 Européens de plus, 2 compagnies d'artilleurs lascars, 500 cipayes.

<sup>(2)</sup> *Archives India Office* (Londres). *Factory records, Egypt and the Red Sea*, vol. 6, p. 23 à 84. *Letters from Lieutenant Colonel Murray*, et mêmes archives *Bombay secret and political proceedings*, vol. 8, p. 1296 à 1375.

<sup>(3)</sup> *Archives India Office. Factory records, Egypt and the Red Sea. Letters from Colonel Murray*, 15 et 17 décembre 1799.

<sup>(4)</sup> *Archives India Office. Factory records, Egypt and the Red Sea. Letters from Colonel Murray*, 6 octobre 1799.

suite de l'invasion française en Égypte, son apparition sur deux points où il flotte encore aujourd'hui : Périm et Aden.

Les propositions du sultan d'Aden et les suggestions de Murray furent soigneusement étudiées à Calcutta, quand y parvinrent les lettres du colonel, transmises par le gouverneur de Bombay. L'opportunité de former un établissement à Aden fut discutée par le gouverneur général et son Conseil. En tant que station navale, à utiliser contre les Français en Égypte, la position rencontrait les objections de l'amiral Blankett. Du point de vue commercial, sa valeur parut subordonnée à l'abolition du trafic existant entre l'Inde d'une part, Moka et Djeddah de l'autre. Qu'il fût sage de transférer le commerce de ces deux ports dans une escale nouvelle, ce sembla douteux : d'un côté la perte immédiate était certaine, de l'autre l'avantage futur incertain. Du point de vue militaire, l'importance d'Aden fit également l'objet de doutes. Cette position pourrait-elle mettre obstacle aux progrès des Français? Les États arabes ne s'alarmeraient-ils pas de voir les Anglais s'y établir? La question de savoir s'il convenait de faire un établissement sur la côte d'Arabie ne pouvait-elle être différée jusqu'à ce que le maintien de la domination française en Égypte parût plus probable? Enfin n'y avait-il pas d'inconvénients politiques et religieux à interrompre les relations directes, par Djeddah, avec les villes saintes de La Mecque et Médine, où se rendaient chaque année un assez grand nombre de musulmans hindous? Tant d'objections aboutirent à cette conclusion, qu'il y avait lieu de décliner poliment les ouvertures du sultan d'Aden. La décision du gouverneur général fut notifiée au gouverneur de Bombay et par lui à Murray<sup>(1)</sup>.

L'occupation d'Aden ne fut donc pas maintenue, non plus que celle de Périm. L'amiral Blankett, qui avait la haute main sur les opérations dans la mer Rouge et qui avait représenté à Bombay la nécessité d'évacuer Aden, fut autorisé à y rembarquer les troupes de Murray<sup>(2)</sup>; une lettre fut écrite au sultan pour l'en informer et le remercier de son hospitalité.

<sup>(1)</sup> *Archives India Office. Factory records, Egypt and the Red Sea.* Le gouverneur général en conseil à Jonathan Duncan, gouverneur de Bombay, 4 février 1800.

<sup>(2)</sup> *Archives India Office. Index to Bombay secret and political proceedings. King's Ships-Leopard.* Lettre de l'amiral Blankett, p. 371. Aden. Lettre à l'amiral Blankett, p. 375.



Mais sûr l'un et l'autre point, le précédent était créé, l'uniforme britannique avait paru; — et où il a paru, il est rare qu'il ne reparaisse pas. De fait, il devait reparaitre sur les deux positions où l'avait amené, pour défendre la route des Indes, l'irruption des Français à Alexandrie et au Caire.

## II

La même raison avait donné, aux yeux des Anglais, beaucoup plus d'intérêt que par le passé aux deux ports d'Arabie jusque-là fréquentés par leurs navires : Moka et Djeddah. Dès l'instant que leurs ennemis étaient installés à Suez et à Kosseir, qu'une tentative de Bonaparte était à craindre pour atteindre l'Inde par la mer Rouge, et enfin qu'eux-mêmes envoyaient une escadre dans cette mer, il devenait important pour eux d'interdire aux Français l'accès des ports d'Arabie et de disposer eux-mêmes d'escales sur cette côte. Aussi les vit-on immédiatement marquer un grand souci de se ménager les bonnes grâces des despotes indigènes, qui y exerçaient le pouvoir. Quand fut envoyée de Bombay la petite expédition destinée à prendre possession de Périm, le gouverneur eut soin d'en prévenir les chefs arabes sur la côte orientale de la mer Rouge, et de leur en expliquer l'objet et les raisons<sup>(1)</sup>. Il en avisa également un officier, le capitaine Wilson, qui fut détaché à Djeddah, immédiatement après l'arrivée des Français en Égypte, et investi des fonctions de résident britannique<sup>(2)</sup>. Le bruit ayant couru aux Indes que Tippoo-Sahib se disposait à envoyer à La Mecque une force militaire ou une mission, on s'en alarma à Madras et l'on en prévint l'Amirauté<sup>(3)</sup>, pour qu'elle y mît obstacle : car il n'eût évidemment pas convenu que l'activité d'un allié musulman des Français s'étendît à l'Arabie. Sous ce rapport, la prompte élimination de Tip-

<sup>(1)</sup> *Archives India Office. Index to Bombay secret and political proceedings*, vol. 8. *Governor in Council*, p. 1746.

<sup>(2)</sup> *Archives India Office. Index to Bombay secret and political proceedings*, vol. 8. *Governor in Council*, p. 1747. Wilson était aide de camp du gouverneur de Bombay. Duncan, qui l'avait tout de suite envoyé à Djeddah.

<sup>(3)</sup> *Ibid. Fort Saint-George*, p. 328.

poo, vaincu et tué à peu de temps de là, dissipa bientôt cette crainte chimérique. Mais la présence des Français en Égypte laissa subsister celle de les voir, soit s'avancer sur la mer Rouge, soit y développer leur influence. Moka et Djeddah devinrent alors, pour les Anglais de l'Inde, des postes précieux d'observation, d'information, et de politique. Le *broker* de la Compagnie des Indes à Moka, le capitaine Wilson à Djeddah, le colonel Murray promu au rang de « commissaire politique » renseignèrent régulièrement, sinon exactement, le gouverneur de Bombay sur la situation des Français dans leur conquête, sur les efforts faits pour les en déloger, sur leurs pertes, sur les maladies qui les éprouvaient, sur les vicissitudes de la campagne en Orient<sup>(1)</sup>. Quand Bonaparte eut commencé à entretenir des relations avec le Chérif de La Mecque, à lui écrire, à lui demander de transmettre des lettres à l'Imam de Mascate et à Tippoo-Sahib<sup>(2)</sup>, à ranimer le commerce entre Djeddah, Suez et Kosseir, Wilson s'employa à traverser ces rapports épistolaires et commerciaux et à empêcher qu'une correspondance s'établît, par l'intermédiaire du Chérif, entre le Caire, le golfe Persique et l'Empire de Mysore. Ce ne fut pas sans un certain succès, puisque les lettres de Bonaparte à l'Imam de Mascate, à Tippoo-Sahib et au Chérif de La Mecque lui-même allèrent finir entre les mains des Anglais : Wilson en eut communication et les transmit au gouverneur de Bombay<sup>(3)</sup>, qui les envoya au gouverneur général de l'Inde; elles allèrent ainsi grossir les pièces à conviction du procès posthume que celui-ci

<sup>(1)</sup> *Archives India Office. Index to Bombay secret and political proceedings*, vol. 8. *Gulf of Arabia*, p. 2469, 2616, 2622, et *Factory records, Egypt and the Red Sea*, vol. 6. Moka, 26 septembre 1799.

<sup>(2)</sup> Le texte des lettres de Bonaparte au Chérif de La Mecque, à l'Imam de Mascate et à Tippoo-Sahib est publié dans la *Correspondance de Napoléon*, ainsi que dans le recueil édité à Paris, en l'an ix, et intitulé *Pièces officielles relatives à l'Armée d'Égypte*.

<sup>(3)</sup> On trouve la traduction de deux d'entre elles (pièces justificatives n° 6), dans un ouvrage écrit à Paris en 1801, *l'Histoire des progrès et de la chute de l'empire de Mysore*, par J. Michaud. La traduction en est précédée de la mention suivante : « L'original des pièces qui suivent, traduites en anglais, ont (*sic*) été communiquées au capitaine Wilson à Mokka et la traduction en a été envoyée par lui au Gouverneur de Bombay ». L'une des traductions est certifiée par un traducteur nommé Francis Woppers, l'autre par Wilson lui-même.

instruisait contre son ennemi vaincu et tué, Tippoo-Sahib, convaincu de collusion avec les Français. Le Chérif de La Mecque trahit donc, au profit des Anglais, l'illustre correspondant que le hasard lui avait donné. Jouant double jeu, il fit bonne mine en même temps aux deux ennemis qui se combattaient entre eux dans son voisinage, mais sans s'engager à fond avec aucun des deux. Exigeant de sa nature, l'amiral Blankett trouvait que ce n'était pas assez. Il regrettait que le Gouvernement de l'Inde ne l'eût pas autorisé à exercer sur le Chérif de La Mecque l'influence que lui eût permis la force navale sous ses ordres dans la mer Rouge, pour couper court à toute relation entre ce prince et les Français d'Égypte<sup>(1)</sup>. Ceci veut dire sans doute qu'il déplorait de n'être pas autorisé à agir envers lui par intimidation. Mais il était, en somme, difficile à contenter : car Djeddah et Moka lui servaient couramment de ports de relâche et de bases navales ; et ce ne fut pas le moindre service que ces deux escales d'Arabie rendirent alors à l'Angleterre, ni, par suite, la moindre preuve qu'elles lui donnèrent de leur utilité.

### III

Du moment où les Français ne descendaient pas la mer Rouge, qu'aucun symptôme n'apparaissait de leurs dispositions à s'y risquer avant longtemps, et qu'apparemment ils n'en avaient pas les moyens, la mission de Blankett changea quelque peu de but principal et, au lieu de consister seulement à leur fermer le chemin, s'étendit à des opérations offensives contre leurs postes avancés sur la côte égyptienne. De la sorte, la marine britannique fut introduite, comme alliée des Turcs, dans cette partie septentrionale de la mer Rouge, jusque-là si jalousement interdite, en principe, à tous les pavillons chrétiens et l'*union-jack* pénétra plus avant dans le golfe par où passe une des routes de l'Inde. Blankett se mit en relations par lettre avec son camarade Sidney Smith, qui commandait la

---

<sup>(1)</sup> F. O., 78/30. Lord Elgin, ambassadeur à Constantinople, à lord Grenville, ministre des Affaires étrangères, 26 septembre 1800, d'après une lettre de Blankett du 30 juin.

division navale anglaise du Levant, pour coordonner ensemble, avec l'armée turque et avec la milice des Mameluks, l'action commune contre les envahisseurs de l'Égypte. Une liaison à pareille distance, entre des forces peu proportionnées à la puissance de l'ennemi, ne pouvait pas donner grand résultat et ne porta effectivement que des fruits assez amers. Blankett échoua dans une attaque navale contre Suez et dans une autre contre Kosseir. Il fut de peu d'utilité à la cause anglo-turque qu'il eût réussi à nouer, par cette frontière maritime de l'Égypte, quelques intelligences avec les tribus arabes de Tor et du Sinaï, toujours prêtes à faire le coup de feu contre quiconque, et avec les partis des Mameluks, qui, sous Ibrahim bey, avaient cherché refuge dans le désert de Syrie.

Vint le moment où, Bonaparte rentré en France, Kléber négocia avec Sidney Smith et le Grand Vizir cette convention d'El-Arich, qui stipulait l'évacuation de l'Égypte par les Français et qui, signée, reçut un commencement d'exécution de la part de nos troupes. Alors on vit Blankett, d'accord avec Sidney Smith, s'empresse de venir occuper Suez, à peine évacuée de sa garnison française, et y débarquer un détachement d'habits rouges et de *blue-jackets*, sous les ordres de ce même colonel Murray qui avait, un an auparavant, pris terre à Périm et à Aden, et à qui semblait réservé le rôle de pionnier de sa patrie, sur des positions où elle devait reparaitre. Sans doute la probabilité d'une totale évacuation de l'Égypte par les Français avait-elle décidé le Chérif de La Mecque à se relâcher de la réserve qu'il avait jusqu'alors observée envers les Anglais, puisque 6 à 800 Arabes de La Mecque et d'Yambo s'étaient joints au petit contingent britannique de Murray et furent débarqués par lui à Suez, pour y tenir garnison avec les 4 à 500 hommes dont il avait le commandement<sup>(1)</sup>. Cette première occupation anglaise ou anglo-arabe de Suez fut toutefois de courte durée. En mars 1800, la convention d'El-Arich ayant été rompue et Kléber ayant écrasé le Grand Vizir à Héliopolis, l'arrivée inopinée d'une colonne française venant réoccuper Suez en fit déguerpir à la hâte *red-jackets* de Murray,

(1) Voir *Dernière campagne des Français en Égypte*, t. I, Paris, an x, p. 120 et suiv. *Rapport fait au Gouvernement français par le général Kléber sur les événements qui se sont passés en Égypte depuis la conclusion d'El-Arich jusqu'à la fin de prairial an VIII*, transmis à Paris par Menou après l'assassinat de Kléber.

*blue-jackets* de Blankett, et ce qui put être sauvé des Arabes de La Mecque et d'Yambo <sup>(1)</sup>.

L'empressement avec lequel Blankett avait pris possession de Suez, à peine la place avait-elle été libre, n'en avait pas moins été très significatif. C'était la preuve qu'il avait pleine conscience de la valeur de ce port, comme clef de la mer Rouge sur sa façade nord, et comme relais sur la route de l'Inde, dont il s'agissait désormais pour l'Angleterre d'obtenir cette maîtrise, que la France n'avait pas pu s'assurer. Avec Alexandrie aux mains de Sidney Smith, qui avait bien compté y embosser ses vaisseaux, Suez dans celles de Blankett, et le reste de la mer Rouge libre de tout ennemi, la route eût été tenue, d'un bout à l'autre.

#### IV

Quelle importance aurait eue un tel résultat, quel immense parti aurait pu en être tiré, sont des notions qui avaient accompli de grands progrès en Angleterre, grâce aux réflexions qu'avait fait faire l'audacieuse entreprise des Français en Égypte. Le temps n'était plus où disposer de la mer Rouge paraissait négligeable ou, au moins, d'un intérêt tout à fait secondaire.

Nombreux avaient été ceux qui, depuis juin 1798, avaient disserté sur le plan de l'expédition française en Égypte, en avaient montré les fins et tiré les conséquences extrêmes. L'un d'eux, A. Dalrymple, dans un mémoire écrit avant que Bonaparte eût atteint Alexandrie, ne lui avait-il pas, non sans raison, prêté l'intention de percer l'isthme de Suez et de rétablir l'ancien canal ou d'en creuser un nouveau, d'une mer à l'autre <sup>(2)</sup>?

<sup>(1)</sup> Les circonstances de cette évacuation sont relatées dans le rapport de Kléber ci-dessus cité. Murray avait été prévenu par Sidney Smith de la victoire des Français à Héliopolis. Il prit ses précautions et rembarqua son artillerie. A l'approche de la colonne française marchant sur Suez, il regagna son vaisseau avec sa troupe de débarquement, moins cinquante soldats anglais, laissés à terre avec les gens de La Mecque et d'Yambo. Suez fut emporté d'assaut par les Français, qui tuèrent 15 Anglais et une centaine des partisans arabes.

<sup>(2)</sup> Cf. t. I, chap. I. *Archives India Office. Factory records, Egypt and the Red Sea. Memoir concerning Egypt and the Red Sea*, by A. DALRYMPLE, juin 1798.





Toute leur argumentation, pour démontrer le danger de la route de Suez aux mains des Français, pouvait se retourner pour en prouver l'utilité aux mains des Anglais, si ceux-ci réussissaient à s'en rendre maîtres. Allait-on les voir s'approprier l'idée française du canal, rêver de ports et d'entrepôts britanniques à Suez et à Alexandrie ou à Péluse?... Les idées ne cheminent pas si rapidement ni ne se renversent si facilement en Angleterre. *Chi va piano, va sano* s'énonce en italien mais se pratique surtout en anglais. Au surplus, trois années passées sur les inquiétudes qui s'étaient fait jour au début de l'expédition française les avaient notablement atténuées, en faisant apparaître ce qu'elles avaient eu d'exagéré. Enfin, pour ne pas s'approprier sans plus le plan grandiose qui avait été effectivement celui des Français et qui n'avait pu dépasser la phase des études préparatoires, des reconnaissances et des nivellements, les Anglais avaient de valables raisons : leur pays était dans l'Atlantique, le nôtre avait une façade sur la Méditerranée; la route maritime du cap de Bonne-Espérance leur était facile à contrôler, tandis que celle de Suez et de la mer Rouge, une fois l'isthme de Suez traversé par un canal, pouvait en fin de compte profiter à la France; — et l'on sait que tirer les marrons du feu pour autrui n'est pas de leur goût. D'ailleurs la Turquie, à qui l'Égypte devait être restituée après avoir été reconquise sur les Français, n'avait-elle pas, depuis deux siècles, accumulé trop d'obstacles à l'utilisation commerciale de cette voie, pour qu'on pût espérer qu'elle l'ouvrît toute grande, même à ses alliés de guerre, et leur permit de corriger l'œuvre de la nature, en perçant à travers le désert un Bosphore artificiel? Aussi ne vit-on pas les Anglais reprendre à leur compte le projet de canal, qui avait hanté l'esprit de Bonaparte, pendant son séjour au Caire. Par contre, des enseignements que leur avait apportés la campagne en Orient, s'était dégagée pour eux la notion de leur intérêt dans la mer Rouge.

Tandis que Blankett y promenait son pavillon, un curieux mémoire avait été adressé à l'autorité britannique, à Calcutta ou à Londres, sous le titre : *Plan relatif au commerce de l'Inde avec la mer Rouge* <sup>(1)</sup>. Il ne

---

<sup>(1)</sup> *Archives India Office. Factory records, Egypt and the Red Sea.* Sans date, relié avec des documents de 1801 et 1802, mais datant, d'après le contexte, de 1799 ou 1800.

fallait pas, selon l'auteur anonyme de ce mémoire, perdre de vue que le dessein de la France sur l'Égypte avait été conçu sous l'ancien régime, bien qu'exécuté sous la République. C'était une ambition ancienne, traditionnelle et, quand même les Français ne réussiraient pas cette fois à la réaliser par la force, ils pouvaient tenter une autre fois de la satisfaire, grâce à quelque arrangement politique avec les Turcs. Donc, « si l'armée de Bonaparte venait à être anéantie et que l'idée de conquête fût abandonnée, de nouvelles relations d'amitié pouvaient ensuite être renouées entre la France et la Porte, et l'Égypte pouvait, dans l'avenir, devenir la route d'une armée française dirigée contre l'Inde. Le pouvoir de commander à la navigation dans la mer Rouge pouvait seul prémunir l'Angleterre contre ce danger. » La possession d'un bon port était nécessaire; mais ceux de la côte arabique n'étaient pas sûrs; ceux de la côte africaine étaient malsains; les uns et les autres dépendaient de l'arrière-pays pour leur approvisionnement. Le meilleur endroit où s'établir était, pour l'Angleterre, Dobaroua, siège principal du commerce entre Massaouah, Souakim et l'Abysinie. Grâce aux excellents rapports du Gouvernement anglais avec la Turquie, il serait facile d'obtenir de la Porte la cession de Massaouah, Souakim et Dobaroua, et il serait politique d'englober dans cette cession celle de toutes les prétentions ottomanes sur la côte africaine de la mer Rouge jusqu'à la frontière d'Égypte. Cette suggestion ne revenait à rien moins qu'à faire acquérir par l'Angleterre le rivage de ce qui est aujourd'hui l'Érythrée et le Soudan égyptien. Elle était fort prématurée : près d'un siècle devait s'écouler avant que lord Kitchener poussât ses colonnes et établît ses postes au delà d'Assouan et que lord Cromer jetât les fondements de Port-Soudan.

L'Anglais qui soumettait cette idée à son gouvernement, réclamait instamment qu'une force navale considérable y fût envoyée. Par là, pensait-il, les opérations des armées turques en Égypte seraient secondées; les Français seraient obligés, soit à placer de fortes garnisons dans les ports malsains de Suez et de Kosseir, soit à les évacuer et à les laisser ouverts aux Anglais; il deviendrait possible de secourir et de ravitailler en Haute-Égypte Mourad bey, en lui donnant les moyens d'effectuer une redoutable diversion; les États africains, Darfour, Sennaar, Éthiopie, seraient encouragés à agir contre les Français; les chefs arabes, c'est-à-dire avant

tous le Chérif de La Mecque, seraient détournés de se déclarer en faveur de la France; le pèlerinage de La Mecque en serait facilité aux pèlerins de la Haute-Égypte et d'Afrique en général, pour le plus grand profit des revenus de la ville sainte; ce grand sanctuaire islamique serait mis à l'abri des ravages de l'ennemi; les ports de Djeddah et de Moka seraient protégés et toute la mer Rouge dominée, cette mer «dont la totalité, sans une telle protection, serait exposée aux incursions des Français, qui avaient dû s'emparer déjà du tonnage de Suez et de Kosseir»; les envahisseurs de l'Égypte seraient coupés de toutes relations maritimes avec le Soudan et l'Abyssinie et empêchés d'y recruter des esclaves, seul moyen qui leur restât désormais de combler les vides de leur armée; et enfin, après leur expulsion, la marine anglaise aiderait à rétablir en Égypte le pouvoir de la Porte. Tel était le rôle stratégique et politique que l'auteur anonyme de ce mémoire assignait à l'action navale britannique dans la mer Rouge.

La question commerciale le préoccupait aussi, en prévision du jour où la victoire aurait fait place nette des Français en Égypte, et même avant ce terme. L'utilisation commerciale de Suez lui paraissait offrir des inconvénients : ceux-là mêmes que nous avons signalés plus haut. Il se défiait des concurrents, et pas seulement de la France. «La Russie, disait-il, passe pour avoir, il y a quelque temps, dirigé ses vues sur le commerce de l'Inde par la mer Rouge. Son but consistait alors à soutenir les Beys contre la Porte et, grâce à leur usurpation, à faire d'Alexandrie l'entrepôt du commerce, comme ce port l'avait été dans l'antiquité. Ses liens actuels avec la Porte pourraient bien lui servir à réaliser ce dessein. Des projets analogues pourraient être conçus par l'Autriche, maîtresse de Venise, et par d'autres États méditerranéens, tentés de participer à un commerce renouvelé avec l'Inde, par la voie de la mer Rouge.» De tels changements semblaient à notre auteur devoir être de sérieuse conséquence pour l'Angleterre, sans parler du danger qui en résulterait pour l'Égypte, «si des agents russes et autrichiens, sous prétexte de commerce, y trouvaient l'occasion d'intriguer avec les Beys mameluks». Aussi toutes ses préférences allaient-elles à une solution consistant à offrir aux Turcs la garantie d'une flotte anglaise en station permanente dans la mer Rouge; à obtenir d'eux, en échange, la concession du transport des dépêches par Suez entre la Grande-Bretagne et l'Inde et vice versa, sous promesse de

ne pas se servir de cette voie pour le commerce et d'en imposer l'abstention à tous autres étrangers; enfin à se faire céder Massaouah, Souakim et Dobaroua. C'étaient les ports du littoral soudanais et érythréen, qui seraient devenus les bases du commerce entre l'Inde et la mer Rouge. S'appuyant sur l'autorité du géographe français d'Anville, l'auteur rappelait que Souakim avait connu la prospérité au xvi<sup>e</sup> siècle et que le trafic dont il souhaitait la reprise n'avait été arrêté que par les guerres entre les Turcs et les Portugais. Il montrait la possibilité d'une pénétration commerciale en Abyssinie et au Soudan; en décrivait les routes; recommandait les mesures à prendre pour se concilier les faveurs des chefs indigènes et de la population; voyait déjà les négociants hindous de Djeddah et de Moka, les *Banyans*, mettre au service de l'Angleterre les agents et facteurs musulmans avec qui ils étaient en rapports d'affaires dans les principaux centres du Soudan et de l'Éthiopie; prévoyait enfin une occupation militaire des villes de la côte. « La possibilité, disait-il, de mettre ce plan à exécution avec une force ne dépassant pas 3000 hommes, dont les trois quarts pourraient être composés de troupes indigènes de l'Inde, est démontrée par l'exemple des Portugais », qui, avec 400 hommes, avaient pénétré de Massaouah à Dobaroua. Rien à craindre des indigènes : ils étaient sans éducation guerrière et sans armes modernes. Pour apprécier « l'étendue du champ qui pourrait, de la sorte, être ouvert au commerce britannique et à l'industrie de Grande-Bretagne et des Indes », il n'était que de se reporter à certaines histoires de l'Inde ancienne, qui signalaient l'activité des échanges jadis entretenus par cette voie.

L'idée de fonder un établissement anglais sur la côte africaine de la mer Rouge n'est pas, à cette époque, un fait isolé. A la fin de 1800, Spencer Smith, exposant ses vues sur le sort futur de l'Égypte, suggérait que le Gouvernement anglais réclamât de la Porte l'installation d'une factorerie de la Compagnie des Indes à Kosseir. Il en attendait, pour le commerce britannique, les mêmes avantages que son compatriote anonyme d'un établissement plus vaste et placé plus au sud.

C'est le propre des auteurs de mémoires, des faiseurs de plans, de voir large et, quelquefois aussi, de voir loin. L'heure n'était pas venue où l'Angleterre s'intéresserait à la côte soudanaise. Mais l'heure, par contre, était venue où elle allait faire, par la mer Rouge, un effort considérable

contre la domination française en Égypte, en conjonction avec un effort plus considérable encore par la Méditerranée. La fin d'octobre 1800 est le moment où le Ministre de la Guerre, Dundas, adresse aux Indes les ordres attendus pour y organiser et en faire partir à destination de la mer Rouge une expédition militaire, dont le commandement sera assumé par le général Baird. A peu de temps de là, la mission est confiée au commodore Sir Home Popham de conduire dans la mer Rouge, par le cap de Bonne-Espérance, un armement naval destiné à coopérer avec l'escadre de Blankett et le corps expéditionnaire de Baird. Quand se trouveront réunis à Djeddah, puis à Kosseir et à Suez, les vaisseaux de Blankett, ceux de Popham, enfin les troupes et les transports de Baird, les vues les plus ambitieuses de nos faiseurs de plans, connus ou anonymes, se trouveront réalisées, sinon même dépassées, au moins sur un point essentiel : la concentration en mer Rouge d'une imposante force navale et militaire anglaise.

## V

Encore ce point n'est-il pas le seul sur lequel les décisions du Gouvernement aient emprunté quelque chose à leurs suggestions. En annonçant au gouverneur général du Bengale la mission de Sir Home Popham en mer Rouge, les administrateurs de la Compagnie des Indes lui annonçaient qu'il était autorisé à négocier des accords pour faire revivre le commerce entre l'Inde et l'Égypte<sup>(1)</sup>. Dans l'éventualité probable et, en tout cas, espérée, où le coup fatal serait porté à l'occupation française dans la vallée du Nil, Gouvernement britannique et Compagnie anglaise des Indes revenaient donc au plan qui leur avait été instamment recommandé pendant les trente dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, et qui n'avait été adopté par eux que d'une manière très éphémère en 1786 : celui d'utiliser pour le commerce la voie de la mer Rouge.

---

<sup>(1)</sup> *Archives India Office. Factory records, Egypt and the Red Sea*, vol. 6. *Mission of Sir H. Popham*, p. 1-2. *Hugh Inglis, etc., Directors of the East India Company, to Governor-General Bengal*, 4 décembre 1800.



Un effort dans ce sens parut des plus intéressants à lord Wellesley, quand il en fut informé, et, pour ouvrir largement aux marchandises de l'Inde le port de Suez, le marché d'Égypte et le passage jusqu'à la Méditerranée, il se montra disposé à faire d'importantes concessions. Le développement du commerce entre l'Inde et les ports d'Arabie ne lui sembla pas mériter moins de considération. Il était prêt, écrivit-il à Popham, à accorder des privilèges considérables aux bateaux qui fréquenteraient les ports indiens et aux marchandises qui y seraient apportées par eux, à diminuer ou à supprimer certains droits, à prendre l'engagement d'acheter une quantité déterminée de café, à permettre aux Arabes d'exporter de l'Inde les articles dont l'exportation était prohibée, à fournir les despotes d'Arabie de drap, de fer, d'articles européens, bruts ou manufacturés, d'armes et de munitions, à leur envoyer des ingénieurs, des constructeurs de navires, du matériel naval. Il ne marchandait donc pas et faisait la part belle aux gens qu'il voulait pour clients, dans les deux sens du mot, économique et politique <sup>(1)</sup>.

Les opérations navales auxquelles il dut participer, avec l'escadre de Blankett et les transports du général Baird, empêchèrent d'abord Popham de s'occuper d'un intérêt commercial, qui supposait d'ailleurs l'expulsion préalable des Français. Mais après la victoire des troupes anglaises sur l'armée française de Menou, et une fois ses navires embossés à Suez, où le pavillon ottoman avait reparu à côté du sien, il s'employa à exécuter ses instructions sur ce point.

Comme tous ceux qui avaient, avant lui, traité la même affaire, il commença par se demander si le commerce d'Inde en Égypte par Suez n'était pas, pour l'Angleterre, un droit résultant des *Capitulations* qui existaient entre elle et la Turquie. Il aurait pu se répondre que c'était bien un droit, nonobstant les défenses que la Porte mettait arbitrairement à cette navigation et à ce trafic. Mais, dans le doute, il posa au Pacha du Caire la question : « Si le Gouvernement ottoman considérait l'Égypte et l'Inde comme comprises dans le traité général de commerce entre la Grande-Bretagne et la Sublime Porte, ou si, dans la négative, le Pacha

---

<sup>(1)</sup> *Dispatches... of Wellesley*, t. II.

conclurait un traité spécial, valable pour douze mois<sup>(1)</sup> ». Soit que la Porte eût changé sa doctrine, en faveur de ses alliés de guerre, soit que le Pacha du Caire prît sur lui d'y déroger, ce gouverneur répondit, à la grande satisfaction de Popham, que les *Capitulations* autorisaient le commerce d'Inde en Égypte. « Considérant, observa Popham à cette réponse, que toute mesure doit être prise pour accroître notre influence en Égypte, aucune n'y est plus propre que d'immédiats échanges commerciaux. » Il se mit donc en devoir de vérifier jusqu'à quel point Djeddah était sous la pleine autorité du sultan de Constantinople et, par conséquent, compris aussi dans les capitulations anglo-turques : « Dans ce cas, écrivait-il, le commerce entre l'Inde et le golfe d'Arabie pourrait être exploité dans d'avantageuses conditions dont il n'a jamais encore bénéficié, particulièrement avec le port de Suez ». Il rappelait que, sous le Gouvernement des Beys mameluks, malgré l'insécurité de la propriété privée en Égypte, malgré l'absence de toute administration régulière et de toute justice, malgré un droit de 12 o/o et l'obligation de verser des pots-de-vin, des *bakchichs* à tout venant, « les marchands de l'Inde trouvaient leur avantage à ce trafic, qui, si notre Gouvernement lui eût donné le moindre appui, eût reçu une très grande extension ». Aussi Popham insista-t-il auprès du Pacha du Caire pour qu'aucun droit de douane ne fût perçu en sus du 3 o/o stipulé dans les *Capitulations* passées au temps de la reine Élisabeth. Le bas taux de cette taxe lui paraissait, à juste titre, très favorable. En informant de ses démarches le gouverneur général de l'Inde, lord Wellesley, il lui fournissait les indications utiles pour l'exploitation du commerce projeté; aucun présent ne serait exigé, mais il pourrait être politique de donner quelques gratifications au gouverneur de Suez, au chef de la douane du Caire et à divers officiers subalternes; il y aurait des arrangements à prendre pour la traversée du désert entre Suez et le Caire et pour s'assurer une escorte de soldats turcs; il ne devait jamais y avoir deux caravanes en route à la fois; la valeur des marchandises anglaises composant une caravane devait être sujette à une limite fixe.

<sup>(1)</sup> *Archives India Office. Factory records, Egypt and the Red Sea*, vol. 6, p. 191-200. Sir Home Popham to the Marquess of Wellesley, à bord du *Romney* à Suez, 23 avril 1802.

Pour veiller sur ce commerce, en être le commissionnaire, l'entrepôtaire et le transitaire, un agent était nécessaire au Caire. C'est le rôle qu'avait si longtemps joué, au XVIII<sup>e</sup> siècle, George Baldwin, avant de devenir consul général d'Angleterre en Égypte. Pour remplir les fonctions d'agent du commerce de l'Inde, Popham avait reçu les offres de service d'un homme qui avait, lui aussi, tenu une place considérable dans les affaires d'Égypte depuis un demi-siècle : Carlo Rosetti. Ce négociant vénitien<sup>(1)</sup>, établi dans le pays depuis fort longtemps, avait été tour à tour le conseiller d'Ali bey et l'inspirateur de ses projets de trafic indo-égyptien par Suez ; le rival et le concurrent de George Baldwin dans ce trafic âprement disputé ; puis son vice-consul au Caire, quand Baldwin, promu au rang de représentant consulaire anglais, avait fixé à Alexandrie sa résidence habituelle ; en même temps consul impérial, c'est-à-dire consul d'Autriche. Sous la domination française il avait vécu en bonne intelligence avec les Français et été employé par Bonaparte à des négociations avec Mourad bey. Quand les Anglais étaient arrivés, il avait mis son expérience des choses d'Égypte au service du général Sir Hely Hutchinson, qui était descendu chez lui au Caire. De l'accusation qu'à tort on portait contre lui, d'avoir suggéré à Bonaparte l'invasion de l'Égypte<sup>(2)</sup>, il s'était lavé en prétendant avoir eu ses biens confisqués par les Français comme vice-consul de Baldwin — ce qui ne paraît pas exact. Bref c'était, avec des qualités remarquables d'intelligence et une expérience consommée d'homme d'affaires et de « vieil égyptien », un type parfait d'opportuniste qui, sous des qualifications successives, avait constamment servi ses intérêts, notamment comme trafiquant de marchandises indiennes. « Il peut maintenant nous servir matériellement, écrivait Popham à lord Wellesley, car il est fort bien en cour auprès du Pacha et il a une grande influence sur beaucoup de chefs arabes. Il désire être agent du Gouvernement anglais (pour le commerce de l'Inde). Ne voyant pas d'objection à cet arrangement, je lui ai donné pour instruction d'établir des

<sup>(1)</sup> Cf. nos ouvrages sur *Les origines de l'Expédition d'Égypte* et sur *L'Angleterre, l'isthme de Suez et l'Égypte au XVIII<sup>e</sup> siècle*.

<sup>(2)</sup> Probablement les Anglais le confondaient-ils avec son collègue français, le négociant et ensuite consul général de France Charles Magallon, qui contribua effectivement d'une manière décisive à faire entreprendre l'expédition d'Égypte.

plans spécifiques pour la protection des caravanes de biens à travers le désert, même s'il faut pour cela payer un certain pourcentage. » Une fois organisé le transport des marchandises entre Suez et le Caire, pour lequel Popham préférait s'en remettre à Rosetti, après les assurances générales que lui-même avait reçues du Pacha d'Égypte, tout serait prêt pour le fonctionnement du trafic : « Alors les marchands de l'Inde, écrivait-il au gouverneur général, — si Votre Seigneurie décide de leur laisser l'exploitation de ce commerce, au lieu de la retenir pour quelque temps entre les mains de la Compagnie, — pourront établir leurs prévisions sur des bases sûres, sans aucune incertitude, à part les risques de mer ». En attendant la décision de lord Wellesley, Popham écrivit à Rosetti, en lui disant que, d'après les capitulations anglo-turques qui s'étendaient à la totalité des possessions ottomanes, les marchandises de l'Inde ne devraient être assujetties en Égypte qu'à un droit de douane de 3 o/o, et en le chargeant d'obtenir du Pacha du Caire un document écrit, par lequel celui-ci assumerait la responsabilité de tout pillage commis par les Arabes entre Suez et la capitale : pour assurer cette sécurité au commerce anglais, le paiement d'un droit d'un quart, un demi ou même un pour cent pourrait être consenti. Puis, annonçant à Rosetti sa visite au Caire, il ajoutait : « Si je le juge nécessaire, je ne vois pas d'objection à vous nommer agent pour les affaires de la Compagnie des Indes, entre l'Inde et l'Égypte, jusqu'à ce que me soit connu le bon plaisir de S. E. le gouverneur général, car tout ce que je fais est subordonné à son approbation<sup>(1)</sup>. »

Ces arrangements pris par Popham, conformément aux instructions reçues par lui à son départ de Londres, un an et demi auparavant, marquaient un complet retour au projet éphémère que le Gouvernement anglais et la Compagnie des Indes avaient formé en 1786, que Baldwin s'était évertué à réaliser en Égypte depuis 1787, et à l'exécution duquel le Cabinet britannique était redevenu totalement indifférent, quand les circonstances s'y étaient tardivement prêtées, en 1794. Maintenant Popham renouait cette tradition et renouvelait d'anciens efforts pour rendre régulier, pratique et sûr un commerce qui avait, au cours des xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup>

<sup>(1)</sup> *Archives India Office. Factory records, Egypt and the Red Sea*, vol. 6, p. 215-217. Popham à Rosetti, Suez, 22 avril 1802.

siècles, exercé une extraordinaire attraction, on serait tenté de dire une fascination sur des négociants de divers pays, Français et Anglais principalement. Longtemps très peu soucieux de favoriser la reprise du courant commercial entre l'Inde et l'Égypte, de rouvrir l'ancienne communication d'Inde en Europe par la mer Rouge et la Méditerranée, le Gouvernement de Londres et la Compagnie des Indes s'y prêtaient désormais et s'en préoccupaient. C'était le résultat de la leçon donnée par les Français : l'Angleterre retournait contre eux l'entreprise hardie qu'ils avaient tentée en venant en Égypte. La tentative qu'ils avaient faite pour menacer et atteindre le commerce britannique dans l'Inde aboutissait à lui ouvrir un nouveau débouché; leur effort pour s'emparer d'une des routes de l'Inde avait conduit l'Angleterre à prendre conscience de son intérêt dans la mer Rouge, à s'en ménager l'usage et, au besoin, la maîtrise.

## VI

La disposition de Suez n'enlevait nullement leur valeur, pour l'Angleterre, aux ports de l'Arabie, Djeddah, Moka, Aden. C'étaient, — au moins les deux premiers, — des marchés pour les marchandises indiennes, qui y trouvaient un placement traditionnel, susceptible d'être notablement augmenté. C'étaient aussi des escales intermédiaires utiles aux voiliers qu'étaient les paquebots et les cargo-boats de ce temps-là. Il y avait donc, là aussi, des intérêts économiques à sauvegarder, et de la politique à faire pour s'y assurer bon accueil. Le puissant armement naval et militaire qu'avec Blankett, Popham et Baird la Grande-Bretagne avait rassemblé en mer Rouge, avait constitué pour elle le meilleur des instruments politiques à mettre au service de sa cause.

Dès l'organisation de l'expédition partant de l'Inde, le gouverneur général s'était avisé de l'utilité que présenterait pour ses vaisseaux et ses troupes, la bonne volonté des despotes indigènes commandant à Djeddah, La Mecque, Moka, Senna, Aden, et celle des populations arabes. En approuvant les dispositions prises, pour mettre l'expédition sur pied, par le gouverneur de Bombay, il avait ajouté cette prescription : on devrait adresser une lettre aux chefs arabes, leur demandant de coopérer avec les Anglo-Indiens à expulser d'Égypte l'ennemi commun de la Turquie et



de l'Angleterre, de fournir à l'armée et aux équipages des approvisionnements, aux navires des pilotes, etc. <sup>(1)</sup>. Lui-même, un peu plus tard, avait écrit au Chérif de La Mecque, à l'Imam de Senna et au sultan d'Aden. « Comme l'existence de la domination musulmane en Arabie et les intérêts de la religion islamique étaient manifestement impliqués dans la lutte entreprise pour expulser les Français d'Égypte », il comptait, leur avait-il dit, sur tout leur concours <sup>(2)</sup>. Quand Baird avait été mis en route, Moka étant le premier rendez-vous des convois portant ses divisions, des recommandations lui avaient été faites et des instructions données sur la manière de traiter les populations musulmanes d'Arabie et d'Afrique, autrement dit une esquisse de politique indigène lui avait été tracée. Généraux et officiers anglais au service indien étaient du reste habitués à évoluer parmi les sectateurs de religions autres que le christianisme, notamment parmi des mahométans. Au surplus, Baird devait trouver à Moka le colonel Murray, qu'un long séjour sur les côtes de la mer Rouge avait rompu au maniement des indigènes <sup>(3)</sup>.

Mais c'était surtout à Popham que devait appartenir le soin des relations avec les États arabes, celui d'enquêter sur les intérêts anglais dans les ports arabiques et d'éclairer à cet égard le gouvernement des Indes. Lord Wellesley, après délibération en Comité secret de son Gouvernement général, l'avait investi d'une mission politique, en vue de négocier une alliance permanente entre la Compagnie et les chefs arabes riverains de la mer Rouge, notamment le Chérif de La Mecque. Pour qu'il n'y eût pas de double emploi, Murray avait été relevé de ses fonctions de « commissaire politique », dont Popham était donc resté seul chargé <sup>(4)</sup>. De premières instructions, qu'il avait reçues de lord Wellesley en novembre 1800 <sup>(5)</sup>, lui furent complétées,

<sup>(1)</sup> *Archives India Office. Correspondence respecting the expedition from India to Egypt*, 1801. Wellesley à Duncan, 14 février 1801.

<sup>(2)</sup> *Dispatches... of Wellesley*, t. II. Wellesley au Chérif de La Mecque, etc., 19 mars 1801.

<sup>(3)</sup> *Archives India Office et Dispatches... of Wellesley*, t. II. Instructions à Baird du 10 février 1801. Lettre de Robert Rickards, secrétaire du Gouvernement de Bombay, au colonel Murray, 3 mars 1801. Wellesley à Duncan, 4 mars 1801.

<sup>(4)</sup> *Dispatches... of Wellesley*, t. II. Wellesley à Baird, 15 octobre 1801.

<sup>(5)</sup> Le 10 novembre 1800.

onze mois après, par de nouvelles, qui faisaient une large part à la politique<sup>(1)</sup>. Il devait persuader les chefs arabes de faire appel à la protection britannique contre les Français, en leur montrant un péril pour eux dans la domination française en Égypte et leur faisant craindre que, même chassée de ce pays, la France pût y revenir. « Les Français, devrait dire Popham, pouvaient reprendre le projet qu'ils avaient souvent formé de faire une descente sur les côtes de la mer Rouge; dans ce cas, cette partie de la côte qui est sous l'autorité de l'Imam de Senna deviendrait probablement leur premier point d'attaque. » Les chefs arabes auraient donc tout intérêt, non seulement à prêter leur concours à l'Angleterre tant que durerait la campagne, mais encore à cultiver l'amitié britannique, après que les Français auraient été éliminés d'Égypte. Pour les y déterminer, Wellesley comptait sur les arguments que Popham ferait valoir auprès d'eux, sur d'honnêtes présents dont il était chargé de les gratifier, sur quelques libéralités qu'il était autorisé à leur faire, sur l'impression personnelle qu'il lui était recommandé de produire sur eux, en évitant de leur montrer trop d'empressement, en traitant d'égal à égal, enfin sur l'ascendant politique qu'une victoire prévue en Égypte ne pourrait manquer de donner à l'Angleterre sur les deux rives de la mer Rouge.

L'Imam de Senna était le potentat avec qui il paraissait à Wellesley le plus urgent de traiter; mais ce n'était pas à dire qu'il ne fallût pas s'entendre aussi avec les autres. Avec celui de La Mecque, il y aurait lieu toutefois d'éviter l'apparence d'une immixtion dans ses affaires, qui pourrait être mal vue des musulmans de l'Inde. La nature et l'étendue de la protection britannique sur les États arabes étaient laissées au jugement de Popham. Mais en tout cas les engagements de l'Angleterre devaient se limiter à les protéger contre une attaque de la France, jamais contre un acte d'autorité de la Sublime Porte envers des princes qui étaient, en somme, ses vassaux, au moins nominaux. Lord Elgin devrait d'ailleurs être tenu au courant de tout, pour qu'il pût renseigner les ministres ottomans. Qualifié d'« en-

(1) Wellesley à Popham, le 16 octobre 1801. Cf. *Dispatches... of Wellesley*, t. V.

Popham, après le débarquement de son contingent à Kosseir, s'était rendu aux Indes dans l'automne de 1801. Il avait eu à Calcutta des conférences avec Wellesley, à la suite desquelles lui furent adressées ces secondes instructions.

voyé régulier du Gouvernement de l'Inde», rémunéré et défrayé de ses dépenses en cette qualité, muni de lettres de créance, Popham jouirait d'une grande latitude pour apprécier ce qu'il pourrait, sur le terrain politique comme sur le terrain économique, demander à ses contractants : car le gouvernement de l'Inde, qui n'avait à peu près rien su de l'état politique de l'Arabie jusqu'à la mission du capitaine Wilson en 1798, n'en avait pas encore des notions très complètes ni très claires; la seule documentation qu'il possédât et pût mettre à la disposition de Popham consistait dans la correspondance de Wilson avec le gouverneur de Bombay; il croyait les chefs arabes, surtout le Chérif de la Mecque et l'Imam de Senna, pratiquement indépendants de la Porte, mais admettait que ce pût ne pas être et recommandait à son envoyé beaucoup de tact, pour ne pas éveiller les jalousies de Constantinople.

Si l'on réfléchit qu'en cette même année 1801 un émissaire du gouvernement de l'Inde, le colonel Malcolm, se trouvait en Perse et avait réussi à conclure avec ce pays un accord politique, non sans analogie avec les traités auxquels Wellesley désirait amener les princes arabes riverains de la mer Rouge, on s'aperçoit des progrès qu'avaient faits les Anglais dans la conception et la pratique d'une politique ayant pour but la défense de l'Inde à longue distance.

La première impression de Popham fut loin d'être favorable. Peu après son arrivée en mer Rouge, au printemps de 1801, il écrivait aux administrateurs de la Compagnie des Indes que le Chérif de La Mecque était un ennemi de la Grande-Bretagne (« *inamical to Great Britain* ») et convenu par les Français, qui possédaient à Djeddah de puissants intérêts <sup>(1)</sup>. C'est la preuve que la politique inaugurée par Bonaparte envers le Chérif de La Mecque, et continuée avec beaucoup d'activité par Menou, avait porté quelques fruits. Il n'en existe pas meilleur témoignage que cette constatation d'un adversaire. Mauvaises ou simplement cauteleuses, les dispositions du Chérif n'empêchèrent cependant pas que Baird eût avec lui des rapports courtois, dont il se loua à Wellesley, ni que Popham entamât avec lui des négociations sur les affaires de la Compagnie des

<sup>(1)</sup> *Archives India Office. Factory records, Egypt and the Red Sea. Mission Popham. Popham au Conseil des Directeurs de la Compagnie, 26 juin 1801.*

*Documents, n° 4.*

Indes, le régime douanier des marchandises et la réception des navires. Mais, au bout de peu de temps, Popham s'aperçut que son partenaire jouait un jeu dilatoire, ne croyant pas que les Français seraient expulsés d'Égypte et ne voulant pas se compromettre avec les Anglais, tant que la France, encore établie au Caire, pouvait reparaître à Suez<sup>(1)</sup>. Aussi en vint-il à penser que, le Chérif de La Mecque étant un simple vassal du sultan de Turquie, le mieux était de faire appel à l'aide de l'ambassadeur d'Angleterre auprès de la Porte, lord Elgin, et, en informant celui-ci des difficultés qu'il rencontrait à Djeddah, il ne lui cacha pas que la négociation pourrait être mieux et plus utilement poursuivie à Constantinople, par l'ambassadeur<sup>(2)</sup>. Quant à lui, sans cesser son travail diplomatique, il s'adonna surtout à une besogne d'information, renseignant le gouverneur général de l'Inde sur la situation politique de l'Arabie<sup>(3)</sup> par rapport à la Sublime Porte, à l'Angleterre et à l'Inde elle-même, et entretenant avec lord Wellesley une correspondance suivie sur ces matières<sup>(4)</sup>. La victoire définitive des Anglais sur les Français en Égypte eut finalement raison de la circonspection temporisatrice du Chérif de La Mecque, qui ne marchandait plus à Popham les assurances et les promesses de bon vouloir envers les intérêts de la Compagnie des Indes. Au terme d'une campagne dans la mer Rouge, qui avait été autant politique et économique que militaire, Popham enfin eut un souvenir pour la position sur laquelle Murray avait jeté les yeux dès 1799 : pour Aden. Il ne partit pas sans avoir conclu avec le sultan du lieu un accord de commerce et de navigation, qui est la première convention passée entre ce potentat et l'Angleterre.

---

<sup>(1)</sup> Peut-être le Chérif ne gardait-il pas bon souvenir de l'aventure courue en 1800 par les 600 ou 800 Arabes que Murray avait levés sur son territoire pour aller occuper Suez, où une centaine d'entre eux étaient restés sur le carreau, au retour des Français.

<sup>(2)</sup> *Archives India Office. Factory records, Egypt and the Red Sea*, vol. 6. Mission Popham, p. 87-93. Popham à Elgin, 26 juin 1801.

<sup>(3)</sup> *Archives India Office etc.*, p. 125-140. *Memoranda by Sir Home Popham on the political situation of Arabia etc.*, 20 août 1801.

<sup>(4)</sup> *Archives India Office etc.* Beaucoup de documents relatifs au commerce entre l'Inde et les États arabes, 1801. Beaucoup de lettres (1802) entre Wellesley et Popham sur l'Égypte et l'Arabie.

Ces desseins de pénétration économique et politique dans la mer Rouge étaient si naturels qu'ils se manifestaient partout à la fois : à Londres, dans le Gouvernement et la Compagnie des Indes; à Bombay, Madras et Calcutta, chez les gouverneurs; à Constantinople, chez l'ambassadeur d'Angleterre et, à son instigation, chez les ministres ottomans. La Porte n'avait alors rien à refuser à l'Angleterre, dont les armées, venues par la Méditerranée et par la mer Rouge, réduisaient à capituler les troupes françaises d'occupation en Égypte. En septembre 1801, lord Elgin eut la satisfaction de faire savoir au Gouvernement britannique que le « Ministère ottoman offrait la permission d'établir une correspondance avec l'Inde par la mer Rouge et Suez ou d'ouvrir cette navigation au trafic commercial des possessions anglaises de l'Inde<sup>(1)</sup> ». C'était la solution du problème qui avait fait couler tant d'encre au XVIII<sup>e</sup> siècle et c'était la sanction anticipée du Gouvernement turc à l'œuvre entreprise par Popham pendant son séjour en Égypte.

Encore la mer Rouge n'était-elle pas la seule voie d'accès à l'Inde, dont l'Angleterre cherchât alors à s'assurer l'usage. Une autre route traversait des terres et des eaux ottomanes : celle du golfe Persique, de Bassora et de Bagdad, qui, de là, bifurquait sur Alep ou sur Constantinople. Traditionnellement, elle avait alimenté aussi les rivalités des deux grandes concurrentes maritimes, la France et l'Angleterre, et, pendant tous les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, il avait été rare qu'un projet visant la mer Rouge n'eût pas, comme un problème amène son corollaire, entraîné un plan subsidiaire concernant le golfe Persique. Dans son empressement à profiter des circonstances, lord Elgin s'était gardé de négliger cette seconde route. En juillet 1801, il avait appelé l'attention de Londres sur la situation, à son avis insuffisante, faite à l'agent nommé à Bagdad par la Compagnie des Indes, « pour transmettre les correspondances anglaises et contrecarrer les intrigues des Français et leurs plans de communication commerciale avec l'Inde, dont Bagdad devait être, disait-il, un des principaux anneaux<sup>(2)</sup> ». Cet agent n'était pas reconnu par la Porte. L'ambassadeur insista donc à Constantinople sur la nécessité de faire de cet établissement « un

<sup>(1)</sup> F. O., 78/32. Elgin au secrétaire d'État lord Hawkesbury, 1<sup>er</sup> septembre 1801.

<sup>(2)</sup> F. O., 78/32. Elgin à Hawkesbury, 6 juillet 1801.



poste honorable », officiellement reconnu par le Gouvernement turc. Peu après, il revint à la charge, entretenant le Ministère ottoman des affaires de la Compagnie des Indes, lui signalant les avantages pour la Turquie du développement des échanges avec l'Inde, et réclamant de plus grandes facilités en faveur de l'agent britannique à Bagdad <sup>(1)</sup>. Enfin, un mois plus tard, la satisfaction lui échet encore d'annoncer à Londres que « le Grand Seigneur offrait à Sa Majesté l'établissement d'un consul anglais à Bagdad <sup>(2)</sup> », concession dont l'intérêt se trouvait accru par le projet qu'avait alors la Compagnie des Indes de construire, dans les ports indiens, des navires de commerce en beaucoup plus grand nombre. Elgin proposa même à la Porte un contrat à passer entre elle et la Compagnie des Indes, pour la fourniture de cuivre des mines ottomanes de Tokat, en échange de marchandises : proposition qui parut sourire beaucoup aux ministres turcs <sup>(3)</sup>.

« La mer Rouge et le golfe Persique semblent être deux bras que la nature étend pour unir les Indes à l'Europe. » Ainsi s'était exprimé, dans un rapport au Roi, un grand ministre de la Marine sous Louis XVI : le maréchal de Castries <sup>(3)</sup>. L'un des résultats de l'expédition française en Égypte avait été de faire comprendre aux Anglais la portée de cette belle et juste définition et de la leur faire mettre en pratique.

---

<sup>(1)</sup> F. O., 78/32. Elgin à Hawkesbury, 31 juillet 1801.

<sup>(2)</sup> F. O., 78/32. Elgin à Hawkesbury, 1<sup>er</sup> septembre 1801.

<sup>(3)</sup> Archives du Ministère des Affaires étrangères en France. Rapport du maréchal de Castries au Roi sur le commerce des Indes par la mer Rouge, le 1<sup>er</sup> octobre 1785. Turquie 173.

## CHAPITRE XX.

---

### LA RUPTURE DE LA PAIX D'AMIENS.

#### L'EXPÉDITION ANGLAISE DE 1807 À ALEXANDRIE.

- I. — L'Égypte et la rupture de la paix d'Amiens. Grenville, Pitt et l'évacuation d'Alexandrie. La question de Malte. Derrière Malte, c'est l'Égypte qui fait le fond de la dispute anglo-française. Publication du rapport Sébastiani. Entrevue de Whitworth et du Premier Consul. Lettres de Pitt à son frère. Malte ou la guerre. La hantise du renouvellement de l'expédition d'Égypte.
- II. — La Marine britannique et la hantise d'un coup de la France sur l'Égypte. Les avertissements, renseignements et conseils du commander Ball. Il suggère un protectorat déguisé sur l'Égypte. Il envoie en Égypte un agent, Taberno.
- III. — Le commandement de Nelson en Méditerranée et sa poursuite de La Touche-Tréville. L'Égypte est, selon lui, la destination la plus plausible de l'amiral français. Elle est pour lui une obsession. Il va chercher La Touche-Tréville à Alexandrie.
- IV. — L'expédition anglaise de 1807 contre Alexandrie. Le rapprochement franco-turc de 1806 fait craindre aux Anglais un débarquement français en Égypte et cette crainte fait diriger une expédition britannique sur Alexandrie. L'occupation anglaise d'Alexandrie doit servir à dominer indirectement au Caire et dans les provinces. Double échec du général Fraser contre Rosette. Évacuation d'Alexandrie.
- V. — Conclusion.

#### I

Comme elle avait tenu une large place dans la négociation de la paix d'Amiens, l'Égypte a tenu la même dans les difficultés d'où est sortie la rupture de cette paix.

Le petit groupe d'opposants, conduits par d'anciens collègues de Pitt, qui s'étaient élevés sans succès contre les préliminaires de Londres et le traité d'Amiens, entreprirent, pour en provoquer la rupture, d'en em-

pêcher l'exécution. La politique intérieure avait une part prépondérante à cette intrigue, qui visait en même temps à renverser le Cabinet Addington, sur les débris de la paix qu'il avait souscrite, et à lui substituer, à la faveur de la guerre rallumée, un nouveau Cabinet Pitt. Ces considérations de personnes et de partis ne sont pas sans faire perdre quelque valeur aux motifs d'intérêt national invoqués pour justifier la non-exécution du traité, puisque ces motifs ont été en partie des prétextes. Il n'en reste pas moins que la question d'Égypte a été largement utilisée à Londres, par Grenville et ses amis, pour mener à bien leur manœuvre et déchirer la paix d'Amiens.

Quand Grenville, peu de temps après la signature et la ratification du traité, va voir Pitt dans sa résidence de Walmer, la nécessité de ne pas évacuer Alexandrie est au nombre des opinions auxquelles il s'efforce de convertir l'ancien Premier Ministre, qu'il s'agit alors de rallier à l'opposition, pour faire de lui le pivot de la combinaison nouvelle. Grenville le convertit en effet « à son opinion déclarée que la sécurité du pays exigeait l'occupation permanente, ou au moins prolongée, de Malte, d'Alexandrie et du cap de Bonne-Espérance par des garnisons britanniques, en violation du traité d'Amiens <sup>(1)</sup> ».

Quand, revenant sur son adhésion aux vues de Grenville <sup>(2)</sup>, Pitt informe de son revirement son ancien Ministre des Affaires étrangères, le refus d'évacuer Alexandrie est encore au premier rang des mesures que, cette fois, il répudie. « Il pensait que toute mesure qui fût de nature à provoquer des hostilités immédiates, comme par exemple le refus d'évacuer Alexandrie, devait être évitée. »

Quand, ayant de nouveau fait volte-face, — ce qui lui arrivait souvent, — et retombé sous l'influence des Grenville, Pitt incline derechef à reprendre le pouvoir et à rouvrir la guerre, le maintien des troupes anglaises à Alexandrie est une des résolutions qu'il recommande aux ministres en fonctions, servilement dociles à ses ordres, bien qu'il aspire à les renverser. « Il les avisa de garder possession d'Alexandrie et du Cap, et des ordres

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. VII, introduction, p. xviii.

<sup>(2)</sup> *Dropmore papers*, t. VII, introduction, p. xviii et suiv. — Principalement parce que l'accord n'avait pu se faire entre eux sur la coalition à porter au pouvoir.

à cet effet furent immédiatement envoyés de Londres aux officiers commandant ces deux places<sup>(1)</sup>. » Il savait Bonaparte impatient de voir évacuer Alexandrie et connaissait la mission de Sébastiani en Égypte<sup>(2)</sup>. Ne pouvant douter que la prolongation de l'occupation mit la paix en péril, il jouait donc de la question d'Égypte pour précipiter la rupture.

Quand, ayant encore une fois changé d'avis, il veut ralentir la marche du conflit diplomatique avec la France, l'évacuation d'Alexandrie est un des moyens auxquels il a recours, restreignant le litige à l'occupation de Malte. « Les ministres, écrivit-il de Bath, où il prenait les eaux, devaient limiter leurs mesures de précaution à une vigilance et à une préparation plus qu'ordinaire<sup>(3)</sup>. » Un nouvel arrangement devait, à son avis, être conclu pour Malte. Aussitôt, le War Office de contremander ses récents ordres et, en février 1803, seront évacués à la fois le Cap et Alexandrie. « L'intimation que Pitt avait envoyée de Bath au sujet de Malte sera suivie avec la même aveugle obéissance<sup>(4)</sup>. »

Derrière Malte, qui suffira à déterminer la rupture, c'est encore l'Égypte qui fait le fond de la dispute. Pitt et ses amis croient ou affectent de croire que le Premier Consul n'a stipulé l'évacuation de Malte et n'insiste pour l'obtenir, qu'afin de se garder la voie libre de Toulon à Alexandrie; et c'est de ce soupçon qu'ils s'autorisent pour dicter au faible gouvernement d'Addington et d'Hawkesbury le refus d'évacuer Malte. Lord Whitworth, parti pour Paris comme ambassadeur, a eu pour instructions d'éviter toute allusion à cette île, clef de la Méditerranée orientale, où Bonaparte est censé vouloir diriger un nouveau coup. Le Gouvernement anglais ne se réserve de la conserver, en violation du traité d'Amiens, que parce qu'elle commande la route du Levant et qu'elle peut, au besoin, la fermer aux Français<sup>(5)</sup>. C'est l'argument invoqué pour reprocher à Hawkesbury d'y

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. VII, introduction, p. xviii et suiv.

<sup>(2)</sup> Sébastiani avait appris que le commandant des troupes britanniques n'était pas autorisé à les embarquer, bien que le terme fixé par le traité pour l'évacuation fût depuis longtemps passé, et il en avait rendu compte au Premier Consul, qui s'en plaignait au Gouvernement anglais.

<sup>(3)</sup> *Dropmore papers*, t. VII, introduction, p. xviii et suiv.

<sup>(4)</sup> *Ibid.*, t. VII, introduction, p. xxiv.

<sup>(5)</sup> C'est l'intérêt qu'avaient montré en elle, dès 1800 et 1801, les Anglais qui

avoir renoncé, privant la marine anglaise d'une station navale nécessaire pour déjouer toute nouvelle tentative de conquête française en Orient et spécialement en Égypte. Une question de Malte n'a donc surgi que sous l'effet de l'expédition d'Égypte et en fonction de la question d'Orient. Elle n'a pris d'importance, au point de passer au premier plan et de fournir un *casus belli*, qu'en raison de sa connexion avec les affaires de Turquie et d'Égypte. Et si peu que coûtât le sacrifice de la paix à des ministres qui, simples instruments de Pitt, en faisaient bon marché, ni Addington, ni Hawkesbury, ni Pitt lui-même n'ont pu sacrifier la paix à Malte qu'en impliquant dans ce rocher les intérêts méditerranéens de leur pays, la sécurité de la Turquie, le sort de l'Égypte.

Pour soupçonner Bonaparte de vouloir bouleverser l'Orient, reconquérir l'Égypte, le Gouvernement britannique n'a eu d'abord d'autres présomptions que la reprise d'activité diplomatique française à Constantinople, la mission de Sébastiani à Alexandrie et au Caire, enfin les alarmes des généraux anglais, Hutchinson, Cavan et Stuart, pour qui c'était un axiome qu'ayant été maîtres du pays, les Français prétendissent le redevenir<sup>(1)</sup>. Mais il est bientôt confirmé dans sa défiance par son ambassadeur en France, agent de rupture plutôt que de pacification. Arrivé à Paris vers le moment où y parvenait le rapport de Sébastiani sur l'occupation prolongée d'Alexandrie par les troupes anglaises, Whitworth «annonça à Hawkesbury, comme un fait contrôlé et certain, que le Premier Consul, avec l'assentiment du tsar et la connivence des Turcs, avait décidé une nouvelle expédition française en Égypte. Le Gouvernement britannique, insistait-il, devait envoyer une puissante escadre pour surveiller Toulon et garder l'Adriatique... Que l'Angleterre retint Malte et Alexandrie, et tous les desseins hostiles de Bonaparte seraient déjoués<sup>(2)</sup>.» Ainsi l'accusation, lancée contre le Premier Consul par Whitworth, de comploter avec les

---

avaient alors fait pression sur leur Gouvernement afin qu'il la retint, après s'en être emparé. — *Dropmore papers*, t. VI, introduction, p. LIX.

<sup>(1)</sup> Cf. chapitre sur la Turquie, les Mameluks et la première occupation anglaise en Égypte.

<sup>(2)</sup> *Dropmore papers*, t. VII, introduction, p. xxv. Référence indiquée : Whitworth à Hawkesbury, 16, 22, 27 novembre 1802.



Russes et les Turcs eux-mêmes une nouvelle irruption en Égypte, vient-elle corroborer les soupçons conçus à Londres, contre un homme de la part de qui aucune ambition ne paraît invraisemblable, et inciter les ministres à violer un traité, que Pitt, leur conseiller occulte, les pousse à ne pas exécuter. A la base du procès de tendance intenté à Bonaparte, pour justifier la demande de garanties dérogoires aux clauses d'Amiens, c'est invariablement l'Égypte qu'on retrouve.

C'est d'elle encore que le conflit diplomatique va recevoir l'impulsion nécessaire pour s'acheminer rapidement vers la reprise d'hostilités voulue à Londres. A la fin de janvier 1803, Sébastiani fait retour à Paris de sa mission en Orient et, peu de jours après, paraît au *Moniteur* son rapport confidentiel au Gouvernement français<sup>(1)</sup>. Il y était dit que la population de l'Égypte soupirait après le retour des Français; et que 6000 hommes suffiraient à reprendre le pays<sup>(2)</sup>. La publication officielle de ce rapport procure à lord Hawkesbury une occasion dont il s'empresse d'user. Le 9 février, il écrit à Whitworth une dépêche, où, après avoir posé en principe le droit de l'Angleterre à compensation pour les «agressions» comises par la France en Europe depuis 1802, il prétend faussement que le Gouvernement britannique était prêt à évacuer Malte, quand la publication du rapport de Sébastiani était venue modifier complètement la situation. Ce document était, selon lui, «si plein de fausses insinuations et révélait des desseins si hostiles à l'égard de l'Égypte, que le Gouvernement britannique ne pourrait pas discuter le sujet de Malte avant que des explications satisfaisantes eussent apaisé son inquiétude, quant à la politique du Premier Consul<sup>(3)</sup>».

Le rapport de Sébastiani sert donc à étayer et, si l'on peut dire, à documenter l'imputation faite à Bonaparte de projeter une nouvelle expédition en Égypte, imputation qui sert elle-même à refuser l'évacuation de Malte. «Sauf la signification attachée à sa publication dans le *Moniteur*, il n'est pas aisé, reconnaît un historien anglais<sup>(3)</sup>, de découvrir aujourd'hui

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. VII, introduction, p. xxvii. Le rapport de Sébastiani fut publié au *Moniteur* du 30 janvier.

<sup>(2)</sup> Cf. STANHOPE, *William Pitt et son temps*, t. IV, p. 14-15.

<sup>(3)</sup> *Dropmore papers*, t. VII, introduction, p. xxvii et suiv.

dans ce rapport toutes les pensées hostiles qui y ont été lues dans un moment d'excitation et de suspicion intenses. L'auteur lui-même saisit la première occasion de démentir auprès de Whitworth toute intention d'insulter l'armée anglaise<sup>(1)</sup>. Talleyrand assura à l'ambassadeur que le Premier Consul n'avait aucun dessein sur l'Égypte, et que la situation financière de la France lui rendait la paix absolument nécessaire. Ce qui, dans le rapport, pouvait paraître agressif à l'Angleterre, il l'attribua au zèle d'un jeune officier, qui avait interprété comme une déclaration de guerre la présence de troupes britanniques à Alexandrie. Enfin il demanda quelle satisfaction réclamait le Gouvernement anglais, question à laquelle Whitworth ne put pas répondre. Peu de jours après, Bonaparte invita celui-ci à conférer personnellement avec lui aux Tuileries. Le Premier Consul exprima son désappointement que le traité d'Amiens eût seulement produit jalousie et défiance. Il n'acquiescerait jamais à une occupation anglaise d'Alexandrie ou de Malte : il préférerait voir les Anglais en possession du faubourg Saint-Antoine... Quant à l'Égypte, dit-il, l'occupation prolongée d'Alexandrie lui eût déjà fourni un bon prétexte pour envoyer 25.000 hommes aider les Turcs à rentrer en possession de cette ville. Mais l'Égypte ne valait pas le risque d'une guerre et devait, à la chute de l'Empire ottoman, échoir à la France. Il n'avait rien à gagner au renouvellement de la guerre, mais s'exposerait plutôt à la destruction que de tolérer un manquement au traité d'Amiens. » Le Gouvernement anglais est donc averti que la paix dépend de l'évacuation de Malte et que le refus de l'évacuer ne se justifie par aucun projet de Bonaparte sur l'Égypte, pour laquelle il se défend de vouloir risquer une guerre et d'où les troupes britanniques ne se sont, au surplus, pas encore retirées. Accueillies avec sang-froid et bonne foi, les explications motivées par la publication du rapport de Sébastiani auraient pu éclaircir la situation ou commencer à l'éclaircir, si le soupçon d'une prochaine entreprise de Bonaparte contre l'Égypte n'eût été comme imposé à l'esprit des ministres anglais et de Pitt par une sorte de force supérieure au raisonnement, par le désir d'y trouver un prétexte à garder Malte, et par la tentation de reprendre contre la France la partie interrompue en 1802.

<sup>(1)</sup> Le reproche en avait aussi été fait au rapport de Sébastiani.

A quel point l'argument tiré de l'Égypte soutient la résistance anglaise sur Malte, c'est ce qui ressort de deux lettres de Pitt à son frère, lord Chatham, membre du Cabinet Addington. « Nous ne pouvons plus, lui écrit-il <sup>(1)</sup>, avoir de doutes sur la nature des intentions de Bonaparte dans l'Orient, après ce que je tiens pour un exposé authentique et public du parti qu'il a pris de profiter de la première occasion pour reprendre l'Égypte et les îles vénitiennes. Je fais naturellement allusion au rapport de Sébastiani; c'est une pièce officielle, qui n'aurait pas été publiée, surtout dans le *Moniteur*, ou qui aurait été démentie si elle n'était pas authentique et conforme aux projets de Bonaparte, et s'il n'avait pas l'intention, pour une raison ou pour une autre, d'annoncer d'avance ses projets au monde. En choisissant un pareil moment pour faire valoir ses exigences actuelles, il me paraît faire preuve de l'arrogance qu'il porte déjà si haut et de l'espoir qu'il nourrit de se trouver en mesure d'ordonner en maître; s'il réussit dans ses intentions, on ne peut douter qu'il ne s'empresse de mettre à exécution les projets qu'il a annoncés. Nous devons donc nous attendre, si nous lui cédon's maintenant, à nous voir obligés, au bout de quelque temps, de lui laisser prendre l'Égypte et les sept îles et d'accepter tous les dangers qui en résulteraient; ou bien il faudra s'engager dans la lutte en ayant consenti dans l'intervalle et de gaité de cœur à abandonner notre plus solide garantie et notre meilleur moyen de gêner l'ennemi (Malte). D'après ces vues, je ne puis m'empêcher de conclure qu'une guerre immédiate et certaine serait un moindre mal qu'une concession aussi dange-reuse et aussi honteuse. »

Retenir Malte ne suffit pas à Pitt, qui, définitivement acquis au parti de la guerre, arguant de la tension croissante avec la France, mais indifférent à l'aggraver par de plus amples infractions au traité d'Amiens, conseille maintenant de retenir Alexandrie, s'il en est encore temps. « Voulez-vous, écrit-il peu après à son frère <sup>(2)</sup>, avoir la bonté de m'écrire une ligne pour me dire s'il est probable que nos troupes soient encore à Alexandrie?

<sup>(1)</sup> STANHOPE, *William Pitt et son temps*, t. IV, p. 6-8. Pitt à lord Chatham, de Walmer Castle, 28 février 1803.

<sup>(2)</sup> STANHOPE, *op. cit.*, t. IV, p. 18. Pitt à lord Chatham, Walmer Castle, 6 mars 1803.

J'ai peur, d'après ce que j'entends dire en ville, que l'ordre du retour n'ait été expédié, et il serait trop tard pour le contremander. Le nouveau système qu'on nous annonce à l'égard de la Turquie et le langage de Bonaparte au sujet de ce pays, en font, il me semble, un point d'une double importance. » Alexandrie avait déjà été évacuée, conformément à l'avis envoyé, de Bath, aux ministres par Pitt lui-même, quelques mois auparavant. Le tardif regret de la décision prise et exécutée n'en est pas moins, chez celui-là même qui l'avait dictée, une preuve de plus du rôle joué par l'Égypte dans la querelle cherchée à la France.

Aussi, quand le Gouvernement anglais charge Whitworth d'annoncer catégoriquement à Paris qu'il retient Malte, est-ce encore le prétendu projet de Bonaparte sur l'Égypte qui sert à motiver cette déclaration : le Premier Consul ayant avoué ses desseins hostiles par rapport à l'Égypte, l'Angleterre gardera Malte jusqu'à ce que sécurité lui ait été donnée pour ses possessions orientales (l'Inde)<sup>(1)</sup>. L'occasion dans laquelle Bonaparte était censé avoir « avoué ses desseins hostiles par rapport à l'Égypte » n'était autre que cet entretien entre Whitworth et lui, aux Tuileries, où il s'en était précisément défendu. Mais c'était assez qu'à sa dénégarion du projet qu'on lui prêtait, il eût joint une allusion à un effondrement possible de l'Empire ottoman, qui fit tomber l'Égypte dans le lot de la France; assez, qu'il s'en fût permis une autre au prétexte que lui eût fourni la prolongation d'occupation anglaise à Alexandrie, pour y renvoyer des troupes, s'il l'eût voulu : c'était assez de cela pour que les ministres britanniques y trouvassent la confirmation, à laquelle ils tenaient étrangement, de ses intentions de conquête en Orient, en Égypte. En vain Talleyrand les dément-il encore, répète-t-il que la France n'était pas en situation de provoquer l'Angleterre, la Russie et la Turquie, offre-t-il de discuter toute garantie, autre que l'occupation de Malte, qui pût être réclamée par le Cabinet britannique pour les intérêts anglais en Orient, suggère-t-il une garantie collective de l'intégrité de l'Empire ottoman par les principales puissances d'Europe. En vain Bonaparte lui-même propose-t-il de s'associer à une convention européenne consacrant l'intégrité de la Tur-

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. VII, introduction, p. xxvii et suiv. Référence à une lettre de Whitworth à Hawkesbury du 5 mars 1803.

quie, de confier au tsar la garde de Malte<sup>(1)</sup>. Par la volonté concordante de tous ceux qui, du côté anglais, ont voix au chapitre, de Whitworth, qui pousse son Gouvernement à l'intransigeance, d'Hawkesbury, dont les instructions sont d'un ministre cherchant la rupture, de Grenville, qui stimule Pitt, de Pitt, qui tient bon, toute solution autre que la possession de Malte est délibérément écartée à Londres. Dans une lettre à Grenville, Pitt croit devoir se disculper d'avoir jamais varié d'opinion sur ce point. « A mon frère, dit-il<sup>(2)</sup>, j'ai certainement déclaré très explicitement, en réponse à une lettre reçue de lui, mon opinion sur le danger et le malheur qui résulteraient pour nous de l'abandon de cette place, sans de nouvelles et substantielles garanties, spécialement après le rapport de Sébastiani et la communication de Bonaparte à la législature française. » Suivent l'énumération de tous les personnages, Addington, Hawkesbury, Castlereagh, le lord-chancelier, à qui il avait fait part de son sentiment sur « l'importance » de Malte. L'allusion aux « nouvelles et substantielles garanties », moyennant lesquelles l'île eût pu être évacuée, était une réserve de pure forme, puisque le Gouvernement anglais, en plein accord avec Pitt, écartait et continua d'écarter sans examen toutes les offres de garanties propres à rassurer l'Angleterre contre le seul péril invoqué pour justifier son exigence : celui d'une entreprise de Bonaparte en Orient, particulièrement en Égypte. Ainsi, en arguant de ce péril, mais en faisant la sourde oreille à toutes les suggestions formulées pour en dissiper le fantôme, la question put-elle être réduite aux termes rigoureux de l'alternative, de l'ultimatum : Malte ou la guerre.

Il est difficile, à distance, d'apprécier dans quelle mesure la conduite des ministres britanniques et de Pitt a combiné une réelle défiance avec l'exploitation d'un prétexte, la croyance à un dessein de Bonaparte sur l'Orient, sur l'Égypte, avec le simple désir d'améliorer après coup les conditions de la paix ou de la rompre. « Quant à la force de leur cause, a écrit un historien anglais<sup>(3)</sup>, celui qui, étudiant l'histoire, examine cette cause sans préjugé national ni esprit de parti, la jugera probablement des

<sup>(1)</sup> *Dropmore papers*, t. VII, introduction, p. xxxii et suiv.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, t. VII, p. 149. Pitt à Grenville, 16 mars 1803.

<sup>(3)</sup> *Ibid.*, t. VII, introduction, p. xxxii et suiv.



plus faibles et reconnaîtra avec William Wilberforce que Malte a été acquise chèrement, au prix d'une violation de la foi publique, un bien très précieux à une nation. » Ce jugement, d'une méritoire sévérité, ne dénote pas une grande foi dans la sincérité de l'imputation, sur laquelle le traité d'Amiens fut effectivement violé par l'Angleterre. En tout cas, que les dirigeants anglais aient été entièrement de mauvaise foi, ou que, par une sorte d'autosuggestion, résultant de l'impression produite sur leur esprit par l'expédition d'Égypte, ils aient cru Bonaparte décidé à renouveler quelque aventure de même ordre, — en tout cas, toute leur résistance à l'exécution du traité d'Amiens s'est fondée sur ce précédent récent et sur le péril qu'inspirée de lui la politique orientale de la France eût de nouveau fait courir à l'Angleterre.

Au nombre des conséquences de l'expédition d'Égypte, il faut donc placer une certaine hantise de son renouvellement, qui, si elle n'a pas produit la rupture de la paix d'Amiens, a du moins servi à la provoquer. Et s'il serait très exagéré d'inscrire la reprise des hostilités franco-anglaises parmi les suites de l'expédition d'Égypte, il ne l'est pas d'y porter — motif ou prétexte — l'occasion de cette reprise.

## II

Nous allons maintenant montrer, dans un corps qui jouit traditionnellement d'un grand crédit en Angleterre, — la Marine, — les traces de cette sorte de hantise d'une nouvelle entreprise française contre l'Égypte, la préoccupation d'y parer et le souci d'en prévenir l'accomplissement, soit par des mesures navales, soit par un établissement anglais dans le pays.

Dès la guerre de la seconde coalition s'étaient répandues en Angleterre des notions plus ou moins précises et plus ou moins exactes, généralement puisées dans des ouvrages français, sur les projets de conquête de l'Égypte étudiés sous Louis XVI et les efforts de notre diplomatie pour ouvrir à nos commerçants la route de Suez, sous l'ancien régime. Elles avaient appris aux Anglais à rattacher l'expédition de Bonaparte à un dessein ancien, mûri, traditionnel, emprunté par la Révolution à la Monar-

chie. En 1803 fut exhumée de la bibliothèque de Hanovre<sup>(1)</sup> la célèbre proposition de Leibnitz à Louis XIV, de tourner ses armes vers l'Égypte. Totalement oubliée de la cour de Versailles, où elle n'avait pas même été prise en considération quand elle avait été faite, ignorée du Directoire, des bureaux du Ministère des Relations extérieures, de Talleyrand et de Bonaparte, elle n'avait exercé aucune espèce d'influence sur l'esprit des quelques personnes entre qui avait été conçue et décidée l'expédition de 1798. Mais il était naturel de s'imaginer le contraire et de voir dans cette proposition un chaînon de la tradition qui avait conduit nos soldats sur les bords du Nil. Cette tradition s'en trouvait donc repoussée plus haut encore dans le passé qu'on ne l'avait d'abord su ou cru. Ainsi en jugeront les Anglais, quand le mémoire de Leibnitz sera livré à la publicité en 1805, et ainsi en avaient jugé, avant cette date, quelques-uns d'entre eux, qui avaient connu l'existence de ce document dans la bibliothèque de leur souverain à Hanovre. Dès le mois de mai 1798, une analyse avait été remise à l'*India Office* ou faite dans les bureaux de cette administration, pour aider à percer le mystère qui entourait encore la destination de la flotte française<sup>(2)</sup>. Depuis lors, le patronage du philosophe allemand était resté, pour quelques initiés d'outre-Manche, attaché au projet que Bonaparte avait réalisé, témoignant à leurs yeux des profondes racines que ce projet poussait dans les annales de la France.

Du nombre de ces initiés était Sir Alexander John Ball, qui commandait la Marine à Malte. L'un des lieutenants de Nelson à la bataille du Nil, Ball ne mettait pas en doute que les Français, fidèles à une ambition traditionnelle, ne renouvelassent contre l'Égypte l'expédition de 1798. La paix d'Amiens rompue, pour conserver l'île où il exerçait son commandement, et les hostilités rouvertes avec la France, sa méfiance lui fit croire l'ennemi à l'affût de la première occasion favorable pour remettre la main

---

<sup>(1)</sup> Le mémoire de Leibnitz à Louis XIV y fut trouvé lors de l'occupation de Hanovre par les troupes françaises en 1803, après la rupture de la paix d'Amiens, envoyé au Premier Consul par le général Mortier et publié en partie en 1805.

<sup>(2)</sup> Analyse de la *Lettre de Leibnitz à Louis XIV*, conservée dans la bibliothèque de Sa Majesté à Hanovre. Sans date, mais classée avec des documents de mai 1798. *Archives India Office*.

sur l'Égypte, et ce danger imaginaire lui inspira tout un plan politique et militaire, qu'il soumit à son Gouvernement.

« Le Gouvernement français, dit-il <sup>(1)</sup>, a amplement prouvé qu'il était entré dans l'esprit du plan de Leibnitz, concernant l'Égypte, et les ministres de Sa Majesté sont pleinement avertis de la nécessité d'observer la plus extrême vigilance, pour empêcher ce pays de retomber sous la domination de la France. Or, l'Égypte n'offrirait point d'intérêt comme colonie pour la France, si celle-ci ne pouvait pas posséder le port d'Alexandrie, le seul qui existe sur cette côte. Il importe donc que ce port et cette ville soient suffisamment fortifiés pour résister à toute attaque ou siège, pendant quelques mois. Selon toute probabilité, avant le moment où ce mémoire aura atteint l'Angleterre, les Mameluks seront en possession d'Alexandrie et de toute l'Égypte; mais, que les maîtres du pays soient les Mameluks ou les Turcs, je recommanderais l'adoption du même principe, à peu de chose près. Par la dernière guerre entre les Mameluks et les Turcs, l'Égypte est réduite en un état plus critique que jamais : elle tombera bientôt en proie au premier envahisseur puissant, à moins que nous ne puissions y établir une influence et donner de la stabilité au gouvernement. Mais ceci ne peut être fait que de la manière la plus prudente, de façon à éviter de donner ombrage aux Turcs et à d'autres puissances continentales. Les Mameluks se rendent si bien compte du besoin qu'ils ont d'un allié pouvant assumer leur protection, qu'ils seraient, selon toute probabilité, heureux qu'Alexandrie fût gardée par une garnison fournie par quelque puissance européenne. Qu'ils préféreraient à tout autre l'alliance de l'Angleterre, il y a tout lieu de le croire : car ils savent fort bien que le principal but de la Grande-Bretagne, en possédant un intérêt en Égypte, serait d'exclure les Français, qui, d'autre part, avouent leur dessein de s'emparer de ce pays et de le coloniser à l'exclusion de tous autres. Il est probable que, pour les raisons ci-dessus indiquées <sup>(2)</sup>, le Gouvernement anglais refuserait de placer

---

<sup>(1)</sup> British Museum, Add<sup>1</sup> MSS., 37268, ff. 51-55. Mémoire de Ball daté de Malte, 27 octobre 1803.

<sup>(2)</sup> C'est-à-dire la crainte de donner ombrage à la Turquie et à certains États européens.

une garnison à Alexandrie; et, s'il consentait à cette mesure, la dépense s'élèverait au moins à 100.000 livres sterling par an. Mais je pense que la place pourrait être, à des frais beaucoup moindres, défendue au moyen de troupes étrangères, sans donner d'ombrage à aucune nation.

« Je recommanderais en premier lieu la nomination d'un gentilhomme doué de capacités, de manières conciliantes, d'une grande libéralité et de fermeté de caractère, pour résider à Alexandrie en quelque qualité officielle. Il devrait être autorisé à fournir au gouverneur d'Alexandrie la somme nécessaire pour payer 4000 hommes, que lui-même inspecterait secrètement, ayant avec lui des officiers sur qui il pût compter, dont beaucoup pourraient être pris dans nos corps de troupes étrangères, sans éveiller la suspicion. On pourrait faire comme si la Grande-Bretagne licenciait ces officiers, n'ayant plus besoin de leurs services, et comme si, dispersés, ils étaient obligés de chercher emploi auprès d'autres gouvernements. Il pourrait être recouru à un marchand anglais pour fournir au gouverneur d'Alexandrie l'argent nécessaire à la solde de la garnison, en simulant un emprunt pour lequel les douanes lui seraient affermées. Le Ministre britannique devrait conseiller le gouverneur dans toutes les matières d'administration civile et établir des lois et règlements, propres à assurer la liberté et la propriété des sujets. Dans de telles conditions, les habitants sentiraient leur intérêt à former une milice et à aider la garnison, en cas d'attaque.

« Les Anglais devraient jouir de privilèges commerciaux particuliers, qui indemniserait presque le Gouvernement britannique des frais de la garnison. De ces frais une part devrait être prise à sa charge par la Compagnie des Indes orientales, puisque le principal objet d'un tel établissement serait de servir de barrière contre toute puissance qui pût souhaiter d'attenter, par cette voie, à nos possessions dans l'Inde. Je comprends que la Cour ottomane, en découvrant que nous protégeons les Mameluks, nous fera entendre des remontrances. Mais comme elle doit bientôt se convaincre de l'impossibilité de contenir cette redoutable milice dans les limites récemment fixées, il est possible qu'elle soit disposée à accepter la médiation de la Grande-Bretagne. Elle serait ainsi mise à l'abri de toute agression ultérieure de la part des Mameluks, qui, d'autre part, seraient

prêts à écouter toute proposition, pourvu que l'Angleterre leur garantisse leurs conquêtes actuelles.

« Notre ambassadeur à la Porte pourra insister sur ce point : que c'est l'intérêt de la Turquie de consentir à un tel établissement, car autrement l'Égypte ne peut tarder à tomber sous la domination de la France, qui pourrait se montrer voisine beaucoup plus dangereuse que les Mameluks. A peine serait-elle en possession de l'Égypte qu'elle convoierait la Syrie et étendrait sa domination vers la mer Noire. Aussi la Cour ottomane doit-elle être persuadée que ce n'est pas pour favoriser les Mameluks au détriment de l'Empire turc, qu'un tel arrangement est proposé, mais que la Grande-Bretagne est principalement inspirée par le désir d'exclure les Français. On pourra représenter que cette mesure eût été proposée à la Turquie pendant qu'elle était en possession d'Alexandrie, s'il ne fût apparu qu'une telle ouverture aurait pu blesser le Gouvernement ottoman, comme impliquant l'opinion qu'il n'était pas capable de défendre ses propres États. Si Alexandrie avait été en bon état de défense en 1798, les Français ne l'auraient pas attaquée, l'Angleterre eût épargné bien des millions, et la brave armée qui a récupéré l'Égypte eût été employée à tenir en échec l'avance des Français en Italie et dans d'autres pays.

« Aux autres Cabinets d'Europe, qui pourraient nous interroger sur notre conduite, on pourrait répondre avec raison qu'un tel arrangement, en mettant l'Égypte à l'abri d'une conquête, est admirablement calculé pour contribuer à la paix générale et à la tranquillité de l'Europe. »

Il n'est pas certain que ces savantes et ingénieuses combinaisons eussent été aussi favorables au repos de l'Europe que Sir A. J. Ball voulait bien le croire. Le monde entier n'eût pas tardé à savoir qui payait la garnison d'Alexandrie et qui en fournissait les cadres, en dépit des précautions ingénues imaginées pour le dissimuler. Le rôle du Ministre britannique en Égypte eût bientôt été reconnu pour autre chose qu'une mission diplomatique ordinaire et l'ensemble du système tenu pour ce qu'en réalité il aurait été : l'établissement d'un protectorat déguisé de l'Angleterre sur l'Égypte. Persuader à la Porte qu'il était de son intérêt de s'y prêter n'eût pas été aussi aisé que Ball se plaisait à le penser. Amener certaines puissances, pourtant amies de la Grande-Bretagne, comme la Russie et l'Autriche, à s'en accommoder, n'eût pas été facile non plus, au moins sans



compensation. Enfin nul compte n'était tenu d'un homme qui, entre les Mameluks et les Turcs, se préparait à prendre le pouvoir : le chef de la milice albanaise, Méhémet-Ali. Le plan de Ball comportait donc une bonne dose de naïveté.

En attendant de savoir si son Gouvernement l'adoptait, Ball se crut autorisé à envoyer en Égypte un émissaire, pour entrer en relations avec les Mameluks, les disputer à l'influence de la France et les gagner à celle de l'Angleterre. Cet émissaire, — un capitaine marchand, italien ou maltais, nommé Vincenzo Taberno, — n'hésita pas, pour mieux atteindre son but, à se prévaloir d'une qualité officielle qu'il ne possédait pas et à laisser espérer aux chefs mameluks un secours britannique. Le résident anglais en Égypte, le major Missett, eut vent de l'affaire et, très surpris de voir proposer une alliance aux Mameluks, en dehors de lui, il écrivit à Ball, pour avoir des explications. Ball désavoua Taberno, mais seulement à demi; car il ne se défendit pas d'avoir exposé à son émissaire les plans politiques que celui-ci avait donnés aux Mameluks pour ceux du Gouvernement anglais. « Je dois, écrivit-il à Missett<sup>(1)</sup>, vous rapporter une conversation, qui a eu lieu, à propos de l'Égypte, entre le capitaine Vincenzo et moi. J'avais commencé par lui déclarer que je n'étais pas autorisé par les ministres de Sa Majesté à lui parler comme j'allais le faire et que je me bornais à lui faire part de suggestions qui m'étaient personnelles et dont, probablement, je saisisais plus tard le Gouvernement. En vue de détourner les Mameluks d'entrer dans un traité avec les Français, je concevais, lui dis-je, que notre Gouvernement devait toujours veiller à empêcher Alexandrie de tomber de nouveau en la possession de la France. Si donc cette place était prise par les Mameluks, ce serait notre intérêt de leur prêter une assistance qui leur permit de résister pendant quelque temps à une attaque étrangère et, comme leurs ressources ne leur permettraient pas tout de suite de faire face aux dépenses d'une garnison suffisante pour défendre Alexandrie, je recommanderais à notre Gouvernement d'avancer l'argent nécessaire à payer 4000 hommes, sous conditions dûment stipulées d'avantages commerciaux... » C'était donc bien les grandes lignes du

<sup>(1)</sup> Ball à Missett, 15 décembre 1803. British Museum, Add<sup>l</sup> MSS., 37268, ff. 65-67 d.

plan soumis par lui à Londres le 27 octobre précédent que Ball avait exposées à Taberno, en le mettant en route pour l'Égypte. « Je suis dans l'ignorance des vues des ministres de Sa Majesté par rapport à l'Égypte », avait-il toutefois, en déclarant loyalement ne pas penser « qu'aucun traité pût être conclu, ni aucune démarche faite, par lesquels le Gouvernement pût être compromis dans la moindre mesure ». Il espérait bien que Missett ne tarderait pas à recevoir de Londres les instructions nécessaires pour passer avec les Mameluks le traité de ses rêves, moyen le plus efficace qu'il conçût pour écarter l'obsédante hypothèse d'un nouveau débarquement français en Égypte. Et si quelque chose avait transpiré des avances de Taberno aux Mameluks, si l'écho en était revenu aux oreilles du vice-roi ottoman, voici par quelle argumentation, toujours inspirée de son idée fixe, Ball conseillait à Missett d'apaiser les soupçons du représentant de la Porte : « Vous pourriez lui répondre que nous n'avons contracté aucun engagement, ni fourni aucune assistance; que vous avez servi la cause des Turcs aussi bien que celle de votre propre Gouvernement en usant de votre influence pour empêcher les Mameluks de se jeter dans les bras de la France, et en leur indiquant les inconvénients qui résulteraient d'une telle alliance ».

L'idée fixe de Ball, celle d'une tentative française pour ressaisir Alexandrie, à la faveur d'une entente avec les Mameluks, fut entretenue et confirmée, pendant l'année 1804, par les renseignements qu'il continua à recevoir de Taberno et d'autres agents officieux. Taberno lui rapportait<sup>(1)</sup> être arrivé en Égypte juste à temps pour empêcher les Mameluks de tomber dans les pièges de la France; il lui dépeignait les principaux Beys convaincus que l'Angleterre les avait abandonnés et qu'elle prêtait contre eux son assistance au vice-roi turc. Il lui parlait des « intrigues du commissaire français<sup>(2)</sup> », qui se formait un parti parmi les indigènes, des Français « qui cherchaient, par quelque stratagème, à s'emparer de l'Égypte ». C'était pour cela qu'il avait engagé les Beys à écrire au Gouvernement britannique

<sup>(1)</sup> V. Taberno à Ball, Alexandrie, 28 février 1804. British Museum, Add<sup>l</sup> MSS., 37268, ff. 84-85 d, en italien.

<sup>(2)</sup> C'est-à-dire le consul de France, alors appelé commissaire aux relations commerciales.

et à demander du secours à Londres, en leur assurant qu'ils seraient exaucés. « J'avais observé, disait-il, que le pays était sans aucune espèce de défense contre une invasion, qu'un parti français considérable existait déjà en Égypte. . . . Il y avait lieu de craindre que les Albanais<sup>(1)</sup> profitassent des désordres pour faire une nouvelle révolution et s'emparer du pays. Je ne vous parle pas des ennemis extérieurs (les Français), car, si le malheur voulait qu'ils échappassent à la flotte anglaise, ils ne trouveraient en Égypte aucune opposition. Hussein bey, qui va se fortifiant journellement, s'unirait certainement tout de suite aux Français. » Un autre agent de renseignement<sup>(2)</sup> écrivait à Ball que « l'Égypte devait avoir un nouveau maître et que le premier venu serait le bienvenu »; que l'un ou l'autre des partis en lutte dans le pays « serait prêt à rallier le pavillon étranger »; que « les paysans accueilleraient avec empressement une protection »; qu'« une petite force étrangère suffirait à prendre possession de l'Égypte et de son gouvernement »; enfin que les indigènes préféreraient de beaucoup les Anglais aux Français.

Des renseignements de ce genre, que Ball, probablement chargé d'en recueillir, ne gardait certainement pas pour lui, donnaient corps à ce spectre d'une nouvelle invasion française en Égypte, qui hantait, en même temps que son esprit, celui de son chef hiérarchique : Nelson.

### III

Nelson, à peine les hostilités rouvertes avec la France, avait été renvoyé en Méditerranée, comme commandant en chef des forces navales anglaises. L'Amirauté, qui s'était repentie de ne pas avoir, en 1798, appelé son attention sur l'Égypte, avait eu garde de commettre, cette fois, la même omission. Un article de ses instructions disait : « Votre Seigneurie doit être très attentive aux mouvements des Français en Italie, en cas qu'ils aient en vue quelque attaque sur l'Égypte ou sur toute autre partie des pos-

<sup>(1)</sup> Les Albanais de Méhémet-Ali, en bons termes avec la France.

<sup>(2)</sup> Rapport sans signature à Ball, Caire, 13 décembre 1804. British Museum, Add' MSS., 37268, ff. 86-89.

sessions ottomanes<sup>(1)</sup>». Mais Nelson aurait pu, en juin 1803, se passer de cet avertissement. Car il arrivait en Méditerranée l'esprit encore rempli des souvenirs de sa campagne de 1798, de la déconvenue qu'il avait éprouvée dans sa poursuite de la flotte de Brueys, et qu'il avait si splendidement réparée à Aboukir. Toutes ses lettres, pendant deux ans, diront sa conviction d'une entreprise des Français en Orient, contre la Morée, ou contre l'Égypte.

Il s'enquiert auprès du représentant britannique à la Porte, «si le Gouvernement, à Constantinople, considère comme probable que les Français tâchent de réaliser l'un de leurs plans, consistant à faire de la Morée une république grecque<sup>(2)</sup>». Car une tentative contre la Morée ne serait, selon lui, qu'un moyen pour la France de se rapprocher de l'Égypte. «Il est parfaitement clair, écrit-il au Premier Ministre<sup>(3)</sup>, que les Français sont à l'œuvre en Morée, soit pour y préparer leur propre réception, soit pour inciter les Grecs à se révolter contre la Porte; dans les deux cas, c'est une étape pour retourner en Égypte. Si les Français ou leurs amis conquièrent la Morée, l'Égypte serait le prix moyennant lequel ils restitueraient la première, à moins que, par une alliance avec les Mameluks, ils gardent l'une et l'autre.»

Selon son habitude, Nelson communique son opinion à une infinité de correspondants, à Londres, dans les capitales alliées, dans l'escadre. Il écrit à lord Moira<sup>(4)</sup> : «Un autre grand projet de Bonaparte est parfaitement évident. Il veut attenter à la Morée, soit en secourant les Grecs dans une insurrection contre la Porte, soit en agissant de concert avec la Russie. Il est très probable que les deux puissances ont en vue, de concert, le renversement de l'Empire ottoman en Europe. Candie et l'Égypte seraient certainement, si ce plan était exécuté, attribuées à la France, et alors, tôt ou tard, adieu l'Inde!» Mais, même en supposant la Russie étrangère à ce projet, il pouvait convenir à Bonaparte d'alarmer la Porte, soit au moyen des Grecs, soit en soutenant Ali pacha<sup>(5)</sup> : «Bonaparte, disait

<sup>(1)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. V, p. 86. Nelson à William Drummond, ministre à Constantinople, 11 juin 1803.

<sup>(2)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. V. Nelson à Addington, 28 juin 1803.

<sup>(3)</sup> *Ibid.*, t. V. Nelson au comte Moira, 2 juillet 1803.

<sup>(4)</sup> Ali de Janina, en Albanie.

Nelson, serait également prêt à supprimer ou à seconder la rébellion, pourvu que la récompense, l'Égypte, fût la même pour lui ».

La France rassemble-t-elle des forces en Italie : c'est pour les faire passer en Morée et, de là, en Égypte, ou pour se faire céder l'Égypte contre la restitution de la Morée. « La Morée et l'Égypte sont vraisemblablement dans les vues de Bonaparte », écrit Nelson à Lady Hamilton <sup>(1)</sup>. « La Morée et finalement l'Égypte sont dans ses plans », affirme-t-il au duc de Clarence <sup>(2)</sup>. Quatre-vingt mille hommes n'ont pu être concentrés en Italie que pour franchir l'Adriatique; la flotte de Brest ne peut avoir pour but que de se transférer en Méditerranée. « Quels plans diaboliques les Français poursuivent en Italie, le temps nous le montrera, mande encore Nelson à un autre de ses correspondants <sup>(3)</sup>. Mais je crois que l'Égypte est leur grand objet... Ils pourront prendre Naples, tâcher de prendre la Sicile et la Sardaigne, mais certainement les sept îles et l'Égypte. Qui vivra verra. Toute notre armée d'Égypte s'en est allée, et nous n'avons jamais eu plus besoin qu'en ce moment de 10.000 hommes de troupes, qui pourraient sauver Naples, la Sicile, la Morée et l'Égypte, en donnant assistance et confiance aux habitants. » Et au Premier Ministre : « De tout ce que j'ai appris avant de quitter l'Angleterre, je ne peux pas conclure que la France et la Russie se sont mises d'accord en ce qui concerne l'Empire ottoman. S'il en est ainsi, l'Égypte sera le prix <sup>(4)</sup>. » Et à Elliott, ministre à Naples : « Je vois tout ce qui va se passer (la conquête de Naples)... Ce sera un peu plus tôt, ou un peu plus tard, selon ce qui conviendra aux Français pour leurs autres grands projets, la Morée et l'Égypte <sup>(5)</sup>. » Et au commandant Ball <sup>(6)</sup>, à Malte : « Merci pour vos renseignements sur la Morée et l'Égypte; si notre Gouvernement n'est pas sur ses gardes, ce n'est pas ma faute... Quand j'aurai un vaisseau à envoyer en Égypte, Dieu le sait! »

<sup>(1)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. V. Nelson à Lady Hamilton, 5 juillet 1803.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, t. V. Nelson au duc de Clarence, 5 juillet 1803.

<sup>(3)</sup> *Ibid.*, t. V, p. 131. Nelson à George Rose, 12 juillet 1803.

<sup>(4)</sup> *Ibid.*, t. V. Nelson à Addington, 16 juillet 1803.

<sup>(5)</sup> *Ibid.*, t. V. Nelson à Elliott, 30 juillet 1803.

<sup>(6)</sup> *Ibid.*, t. V. Nelson à Ball, 1<sup>er</sup> août 1803.



Dans l'état d'esprit où Nelson se trouve, hanté par l'obsession de l'Orient et de l'Égypte, il partage les alarmes de Ball et sa conviction d'un projet de Bonaparte sur Alexandrie. « Vos conseils et avis amicaux, lui répond-il <sup>(1)</sup>, méritent toujours d'être pris en considération, et la sagesse des mesures que vous proposez ne fait pas doute. Je les appliquerais si j'en avais les moyens. L'état de l'Égypte est déplorable; je ne doute pas que les Français aient fait un traité avec les Mameluks ou bien en fassent un avec les Turcs. Je ne l'ai pas seulement écrit à M. Addington; mais j'ai cherché à lui inculquer dans l'esprit la nécessité de faire en sorte que ni les Mameluks, ni les Turcs ne se jettent dans les bras de la France. Qu'en Angleterre on s'en rende compte, j'en doute fort, et je le déplore. »

Tout le temps qu'il passa à surveiller les opérations françaises en Italie et à bloquer l'escadre en armement à Toulon sous l'amiral La Touche-Tréville, Nelson a ainsi la pensée occupée de l'Égypte. Bien que plusieurs conjectures soient alors faites sur les intentions de l'ennemi, l'Égypte est une de celles qui lui sont indiquées par ses informateurs et c'est celle que lui-même juge la plus plausible. « J'ai renforcé, écrit-il <sup>(2)</sup>, l'escadre qui surveille l'armée française dans le talon de l'Italie, en cas où elle aurait envie de passer en Morée, ce que beaucoup croient être son intention. Quelle peut être la destination réelle de la flotte française, il m'est très difficile de le deviner. M. Elliott croit que les Français chercheront à prendre la Sicile avant d'aller en Égypte; d'autres pensent qu'ils iront directement transporter leur armée en Morée; d'autres, que, dans l'actuel état d'instabilité de l'Égypte, ils pourraient pousser à Alexandrie avec 10.000 hommes, ou qu'ils seraient destinés à sortir de la Méditerranée. Des raisons plausibles peuvent certainement être données en faveur de chacun de ces plans. Mais mon opinion est que l'un des deux derniers est le grand objet des Français : et sur ces deux points est dirigée toute mon attention. »

Apprend-on, par un navire neutre qui a touché à Marseille, que 40.000 Français se sont mis en marche pour le sud de l'Italie? « Ce peut être vrai,

<sup>(1)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. V. Nelson à Ball, 6 octobre 1803.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, t. V. Nelson à lord Hobart, secrétaire d'État au Colonial Office, 16 octobre 1803.

observe Nelson<sup>(1)</sup>, s'ils ont l'intention de passer en Morée ou en Égypte. » Mais pour l'empêcher, il compte sur les dispositions qu'il a prises. « Nous avons fait, je crois, tout ce qui est possible pour sauver la Morée et les sept îles et empêcher l'armée française de passer en Égypte<sup>(2)</sup>. » Par l'intermédiaire du ministre anglais à Constantinople, il incite les Turcs à la vigilance : « Il est possible que, malgré tous mes soins et mon attention, la flotte française m'échappe et arrive en Égypte ou en Morée avant que j'aie pu la rencontrer. Qu'elle soit destinée à ces pays, j'en ai très peu de doutes. Donc je recommande fortement au Gouvernement turc d'être sur ses gardes<sup>(3)</sup>. » Lui-même donne l'alarme au capitain-pacha : « Votre Altesse aura bientôt à combattre les Français, car le perfide Buonaparte attaquera certainement, s'il le peut, quelque partie de l'Empire ottoman<sup>(4)</sup>. » Lui-même incite le Grand Vizir à la défiance : « Si les Français réunissent leurs forces navales de l'Océan à celles de Toulon, ce n'est pas l'état de paix entre la Sublime Porte et Buonaparte qui empêchera l'invasion de la Morée et de l'Égypte. Votre Altesse les connaît trop bien pour se fier à ce qu'ils disent. La langue de Buonaparte est celle d'un serpent huilé. Je ne négligerai rien pour déjouer les desseins de ce commun fléau du genre humain<sup>(5)</sup>. »

Toujours à court de vaisseaux qu'il pût envoyer en Égypte, Nelson y a cependant détaché des bâtiments légers, dont les capitaines sont porteurs d'ordres secrets. Il déplore que son Gouvernement ne lui paraisse pas enclin à suivre les conseils politiques de Ball : « Je ne crois pas, écrit-il à celui-ci, que vous obteniez de notre Gouvernement un seul homme pour tenir garnison à Alexandrie<sup>(6)</sup>. » Il espère dans la divulgation du mémoire de Leibnitz à Louis XIV, pour éclairer l'opinion publique européenne sur les ambitions françaises : « Je ne doute pas, dit-il, que la circulation du

<sup>(1)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. V. Nelson à Alexander Davison, 21 octobre 1803.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, t. V. Nelson à lord Hawkesbury, secrétaire d'État au Home Office, 20 octobre 1803.

<sup>(3)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. V. Nelson à William Drummond, 5 novembre 1803.

<sup>(4)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. V. Nelson au capitain-pacha, 11 février 1804.

<sup>(5)</sup> *Ibid.*, t. V. Nelson au Grand Vizir, 11 février 1804.

<sup>(6)</sup> *Ibid.*, t. V. Nelson à Ball, 16 janvier 1804.

mémoire de Leibnitz ne serve à ouvrir les yeux à l'Europe; mais il y a des gens aux yeux bandés qui n'osent pas enlever le bandeau<sup>(1)</sup>.

Un renseignement, du reste controuvé, annonce-t-il que Lucien Bonaparte négocierait à Turin l'échange de la Sardaigne contre Parme et Plaisance? « Cela ne doit pas se faire, remarque Nelson, car ce serait tôt ou tard la perte de la Sicile, de Malte et de l'Égypte<sup>(2)</sup>. » La Sardaigne, il s'est mis en tête de la faire prendre par l'Angleterre, précisément pour les mêmes raisons pour lesquelles il n'y veut pas voir la France établie. « Si nous possédions cette île, écrit-il<sup>(3)</sup>, nous sauverions la Sicile, peut-être l'Italie, certainement la Turquie et l'Égypte... En un mot, elle couvre l'Égypte, l'Italie et la Turquie<sup>(4)</sup>. » Son gouvernement ayant songé à se faire céder par la Porte un port albanais et noué des intelligences avec Ali pacha de Janina<sup>(5)</sup>, il fait reconnaître le rivage et enquêter sur la situation en Albanie. Mais, revenant à son idée favorite, l'Égypte, il souhaite l'occupation d'une base navale sur la côte septentrionale d'Afrique : « Le Pacha de Tripoli, écrit-il, a consenti, si c'est nécessaire, dans le cas où les Français iraient en Égypte, à ce que nous occupions Derna, très importante station pour les empêcher d'avoir une communication avec l'Égypte<sup>(6)</sup>. » Les Français ont-ils mis la main à Livourne sur des bâtiments grecs utilisables comme transports? C'est probablement pour aller embarquer des troupes sur la côte de l'Adriatique et, « s'il en est ainsi, elles doivent être destinées soit à la Morée, soit à l'Égypte. Être renseigné sur ce point, écrit Nelson, est si important, pour me permettre de faire une conjecture plausible sur la destination de la flotte de Toulon, que ni argent, ni peine ne doivent être épargnés<sup>(7)</sup>. » L'amiral Ganteaume a-t-il hissé son pavillon à Brest? C'est, d'après Nelson, une indication sûre qu'une partie au moins de la flotte de Brest est destinée à la Méditerranée, la

<sup>(1)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. V. Nelson à Ball, 16 janvier 1804.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, t. V. Nelson à Thomas Jackson, ministre à Turin, 10 février 1804.

<sup>(3)</sup> *Ibid.*, t. V. Nelson à Elliott, 29 décembre 1803.

<sup>(4)</sup> *Ibid.*, t. V. Nelson à lord Minto, 11 janvier 1804.

<sup>(5)</sup> *Ibid.*, t. V. Lord Hobart à Nelson, 22 septembre 1803. Nelson à Hobart, 17 mars 1804, et Hobart à Nelson, 16 avril 1804.

<sup>(6)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. VI. Nelson à Hobart, 30 juin 1804.

<sup>(7)</sup> *Ibid.*, t. V. Nelson à Elliott, 23 mars 1804.

région par excellence où Bonaparte veut se faire puissant, celle où l'Angleterre devrait concentrer de grandes armées et de fortes escadres<sup>(1)</sup>. Ball lui a-t-il, une fois de plus, communiqué ses vues sur les ambitions de la France en Méditerranée et les moyens d'y parer? Nelson déclare les approuver. «Alger sera française dans l'espace d'un an après la paix; c'est le plan de Napoléon. Quant à l'Égypte, je suis parfaitement d'accord avec vous<sup>(2)</sup>.» Ball n'est d'ailleurs pas seul à s'inquiéter pour l'Égypte : «Le capitaine Hallowell pense que les Français sont destinés à ce pays<sup>(3)</sup>.» Or Hallowell est, lui aussi, de la phalange sacrée des commandants qui ont pris part à la bataille du Nil, des fidèles de Nelson; son vaisseau vient de pousser une pointe jusqu'à Alexandrie.

Sans doute, dans le cours des longs mois, des années qu'a duré sa trépidante faction en Méditerranée, Nelson a-t-il entrevu, à plusieurs reprises, que la destination de la flotte française de Toulon pût être une autre que le Levant. «L'Égypte ou l'Irlande, a-t-il écrit un jour à Ball, et je penche plutôt pour la seconde destination<sup>(4)</sup>.» A certains moments, il a admis et donné pour probable que l'armement français fût destiné à sortir de la Méditerranée<sup>(5)</sup>, pût tenter de faire voile pour les Indes occidentales (les Antilles)<sup>(6)</sup>. A la longue, en constatant que l'arrivée des Français était partout attendue et redoutée, il a fini par ne plus bien savoir à quelle hypothèse donner la préférence, s'en remettant à son étoile pour les faire tomber entre ses griffes, où qu'ils se soient dirigés. «Ball est sûr qu'ils vont en Égypte; les Turcs sont sûrs qu'ils vont en Morée; Elliott, à Naples, est sûr qu'ils vont en Sicile; le roi de Sardaigne est sûr qu'ils vont au seul endroit qui lui reste... Chaque État pense qu'ils sont destinés à opérer contre lui; mais, quoi qu'ils aient l'intention de faire, j'ai confiance que leur destination sera *Spithead* (c'est-à-dire la captivité)<sup>(7)</sup>.»

<sup>(1)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. VI. Nelson à Acton, 10 juillet 1804.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, t. VI. Nelson à Ball, 3 août 1804.

<sup>(3)</sup> *Ibid.*, t. V. Nelson à Elliott, 26 avril 1804.

<sup>(4)</sup> *Ibid.*, t. V. Nelson à Ball, 16 janvier 1804.

<sup>(5)</sup> *Ibid.*, t. V. Nelson à John Tyson, 12 décembre 1803.

<sup>(6)</sup> *Ibid.*, t. VI. Nelson à Ball, 6 septembre 1804.

<sup>(7)</sup> *Ibid.*, t. V. Nelson à lord Hobart et au capitaine Troubridge, 17 mars 1804.

Mais, parce que plusieurs conjectures ont retenu l'attention de Nelson et que même, deux ou trois fois, il a deviné juste, on ne peut aller jusqu'à nier qu'il ait eu l'esprit hanté et troublé par l'Égypte; et c'est mal à propos que l'éditeur de ses lettres, s'appuyant sur une de celles où il avait prévu la véritable intention de ses adversaires, raille Thiers d'avoir montré l'obsession que l'Égypte avait exercée sur sa pensée<sup>(1)</sup>.

Cette obsession dure encore quand, le 17 janvier 1805, l'amiral La Touche-Tréville réussit à quitter Toulon. De tout ce qu'il sait ou croit savoir, Nelson conclut alors que l'ennemi fait route vers le sud de la Sardaigne : « Mais si c'est pour aller à Cagliari, en Sicile, en Morée ou en Égypte, je l'ignore, confesse-t-il, de la manière la plus complète<sup>(2)</sup> ». Dès ce premier moment, le Levant lui apparaît pourtant comme une destination plus plausible que toute autre; il discute de l'effet du vent sur la marche des vaisseaux français, « s'ils sont destinés à l'Égypte ou à la Morée ». Cette supposition se précise dans son esprit pendant les journées suivantes, au point de devenir celle sur laquelle il règle sa conduite : « Dieu sait quelles sont leurs intentions! écrit-il le 25 janvier. Peut-être est-ce de nouveau l'Égypte<sup>(3)</sup>. » S'ils n'ont pas été repoussés vers Toulon par la mer et le vent contraires, c'est, pense-t-il, qu'ils se sont dirigés vers l'est, probablement vers l'Égypte<sup>(4)</sup>. Donc lui-même les y suivra : « Mon intention est de faire voile sur Coron, ensuite sur Goza de Candie, ensuite probablement sur Alexandrie<sup>(5)</sup> ». Le 2 février, il est par le travers de la Morée. Entré en communication avec la côte, le faux bruit d'une rupture diplomatique entre la France et la Porte le confirme dans son hypothèse favorite d'une nouvelle agression de Bonaparte contre un territoire ottoman : « Le Pacha de Coron me fit savoir que l'ambassadeur de France à Constantinople devait quitter cette ville le 17 ou le 18 janvier. Ce fait, rapproché de la marche de la flotte française, rendait probable un plan de Bonaparte, en vue de ne pas s'exposer au reproche d'envahir le pays

(1) Dans son 5<sup>e</sup> volume de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*.

(2) *Dispatches and letters*, etc., t. VI. Nelson à Acton, 22 janvier 1805.

(3) *Ibid.*, t. VI. Nelson à Elliott, 25 janvier 1805.

(4) *Ibid.*, t. VI. Nelson à W. Marsden, Amiraute, 29 janvier 1805.

(5) *Ibid.*, t. VI. Nelson à destinataire inconnu, 1<sup>er</sup> février 1805.



d'une puissance amie, comme le Gouvernement français en avait été accusé, quand il avait attaqué l'Égypte<sup>(1)</sup>. » La probabilité étant que les Français en voulaient à une province turque, mais leur escadre n'ayant pas paru sur la côte de Morée, c'est donc qu'elle s'est dirigée sur l'Égypte; et Nelson, selon le programme qu'il s'était d'ailleurs tracé, met le cap sur Alexandrie, en donnant au passage un coup d'œil à la Crète. Le 4 février, il approchait des parages où il s'était, six ans auparavant, couvert de gloire. L'histoire allait-elle se répéter pour lui et pour son pays? En attendant un dénouement qui devait, heureusement pour la marine française, beaucoup différer du sort de Brueys, mouvements, réflexions et lettres de Nelson continuent de répéter exactement ce qu'il avait fait, pensé et écrit en 1798. Comme il avait écrit à Baldwin, avant d'atteindre Alexandrie, il écrit à Briggs, consul en cette ville<sup>(2)</sup> :

« Si les Français sont arrivés avant moi, il va sans dire que vous ne recevrez pas cette lettre; s'ils ne sont pas arrivés, mon opinion est qu'ils sont dispersés et désemparés par le mauvais temps qu'ils ont subi depuis leur départ de Toulon. J'ai écrit au gouverneur d'Alexandrie d'être sur ses gardes contre une visite de ces gentilshommes; car, comme ils n'étaient, il y a une semaine, pas encore arrivés en Sardaigne, ni à Naples, ni en Sicile, je pense toujours que leur destination est soit l'Égypte, soit la Morée. Peut-être aurai-je la chance de les rencontrer en m'en retournant, car je suivrai la route que je crois qu'ils prendront. Mais, puisque le gouverneur est maintenant averti, j'espère qu'il prendra toutes les mesures en son pouvoir pour la défense d'Alexandrie, notamment qu'il tiendra des vaisseaux prêts à être coulés, pour empêcher l'entrée de la flotte française dans le vieux port, jusqu'à ce que la passe ait pu être déblayée, ce qui me donnerait le temps de rattraper l'ennemi. » D'après les observations de Nelson en cours de traversée, les Français étaient « soit retournés à Toulon, soit arrivés en Égypte ». « Mais, même dans ce cas, Alexandrie ne pouvait, convenablement défendue, être déjà tombée entre leurs mains, ni leur flotte ne pouvait encore être entrée dans le port. » Briggs devait,

---

<sup>(1)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. VI. Nelson au vicomte Melville (Dundas), Premier Lord de l'Amirauté, 14 février 1805.

<sup>(2)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. VI. Nelson à Samuel Briggs, 4 février 1805.

si la lettre de Nelson le joignait, la transmettre à Missett au Caire et adresser à l'amiral, par le navire qui la lui avait portée, tous les renseignements possibles.

Nelson craint donc alors que les Français l'aient précédé en Égypte. N'y fussent-ils pas encore arrivés, il croirait encore qu'ils sont en route pour s'y rendre et espérerait les rencontrer, en rebroussant chemin vers l'ouest. Arriveraient-ils devant Alexandrie après son départ, comme cela s'était passé le 27 juin 1798, il voudrait que la place résistât assez de jours pour laisser à son escadre le temps de rebrousser chemin et de leur tomber dessus. Toutes ses réflexions, toutes ses dispositions procèdent donc bien de cette opinion : que les Français doivent avoir pour but l'Égypte.

Cette opinion survit même au démenti de l'événement. Le 7 février, Nelson a été devant Alexandrie. Il n'y a pas trouvé les Français et, après avoir communiqué avec Briggs et recueilli de lui des renseignements sur la situation du pays, il a viré de bord et s'est remis en chasse. Mais il refuse encore de se déjuger. « Bien que je n'aie, écrit-il, encore rien appris de la flotte française et que je demeure dans la plus complète ignorance de l'endroit où elle s'est rendue, cependant je me sens, à l'heure actuelle, confirmé davantage par les communications que j'ai eues avec Alexandrie, dans mon opinion que l'Égypte était la destination de l'armement français parti de Toulon. Et, quand je passe en revue toutes les circonstances que je connais en ce moment, je m'approuve, à défaut d'autre approbation, d'avoir agi comme je l'ai fait <sup>(1)</sup>. »

Quelles sont donc, en définitive, ces circonstances qui, malgré la déconvenue contre laquelle Nelson se rebiffe, continuent à l'ancrer dans l'erreur qui l'avait attiré devant les bouches du Nil? D'abord, sans doute, des indices techniques, qui l'ont trompé : la direction du vent, la marche des navires français, le fait que ni la Sardaigne, ni Naples ni la Sicile n'avaient été visitées par eux. Mais aussi une considération politique : « La situation dans laquelle j'ai trouvé l'Égypte garantit le jugement que j'avais formé <sup>(1)</sup> ». Les Français devaient avoir voulu, voulaient peut-être encore débarquer

---

<sup>(1)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. VI, p. 338-340. Nelson à Sir J. Ball, 11 février 1805.

en Égypte, parce que l'Égypte était facile à prendre. A Alexandrie, Nelson a trouvé «trois frégates turques, pas plus de 300 mauvais soldats, bref pas la moindre probabilité d'une défense». «Six cents hommes auraient, dit-il <sup>(1)</sup>, suffi à s'emparer de la place, sans aucune difficulté.» Le Consul avait dit au capitaine Hallowell que, prenant l'escadre anglaise pour les Français, le gouverneur et le capitain-bey avaient cru tout perdu. Les fortifications étaient précisément dans l'état où les Anglais les avaient laissées en 1803 et, en une semaine de travail, les Français les auraient rendues plus redoutables que jamais. Turcs et Mameluks étaient en guerre entre eux en Haute-Égypte. Les Albanais avaient quitté le parti des Mameluks, qui ne les payaient pas, et combattaient, pour le moment, du côté des Turcs. Ces troupes, ou au moins la plus grande partie d'entre elles, se joindraient certainement à l'armée française. Les Mameluks en feraient autant; Lesseps, le consul de France, leur avait souvent répété : «Quand vous voudrez 5000 hommes pour vous venir en aide, faites-le-moi savoir et, en trente jours, le Premier Consul les aura débarqués en Égypte». Aucune armée turque à opposer aux envahisseurs. Le Caire tomberait aussi aisément qu'Alexandrie. En une semaine, les Français auraient, avec la jonction d'une partie des Albanais, une armée de 13.000 hommes. Rien de plus facile, pour de petits voiliers isolés, que de cingler des côtes d'Italie avec 3 ou 400 hommes à bord de chacun et d'échapper aux croisières. Donc 20.000 hommes pourraient de nouveau être établis en Égypte, avec toute la population en leur faveur. Qui les en chasserait alors? «Quand, concluait Nelson <sup>(2)</sup>, je prends en considération l'importance de l'Égypte pour la France et le préjudice que celle-ci nous porterait en s'emparant de ce pays, je n'ai pas le moindre doute que la destination de l'armement français, qui a quitté Toulon le 17 janvier et la côte de France le 18, était Alexandrie.» «D'après tout ce que je sais, je n'ai pas l'ombre d'un doute que l'Égypte était la destination originale de la flotte de Toulon <sup>(3)</sup>.»

Jamais l'idée préconçue à laquelle Nelson avait obéi ne s'est exprimée

<sup>(1)</sup> *Dispatches and letters*, etc., t. VI, p. 338-340. Nelson à Sir J. Ball, 11 février 1805.

<sup>(2)</sup> *Ibid.*, t. VI, p. 341. Nelson à William Harden, Esq., Amiraute, 12 février 1805.

<sup>(3)</sup> Nelson à Ball, 11 février 1805.

sous une forme plus absolue, qu'à cette heure où il voulut, contre l'événement, avoir raison d'être venu chercher La Touche-Tréville en Égypte. La France avait dû donner mission à son amiral de s'y rendre, parce que l'Égypte lui eût été une acquisition bonne en soi, utile contre l'Angleterre et facile à faire, ou plutôt à refaire ! La croyance à une entreprise française contre l'Égypte en venait à se fonder, non sur quelque indice probant des intentions de Napoléon, mais sur la valeur intrinsèque du pays, sur ses conditions politiques intérieures, sur l'intérêt qu'il présentait pour la France en guerre avec l'Angleterre, sur le précédent de 1798, sur les manœuvres du consul français pour y faire prévaloir son influence auprès des partis en lutte.

## IV

L'erreur de Nelson, quand elle eut été démontrée par le fait aux ministres anglais, aurait dû atténuer en eux le soupçon, qu'ils partageaient, d'un dessein de l'Empereur sur l'Égypte. Il n'en fut rien. Un an après, en 1806, ils étaient encore « possédés par l'idée que Napoléon méditait l'occupation de l'Égypte et soucieux, par pure jalousie, d'y prendre les devants sur lui<sup>(1)</sup> ». Quand une idée a pénétré dans une cervelle anglaise, point n'est facile de l'y déloger. Des avertissements et des conseils comme ceux de Nelson et de Ball avaient enfoncé dans l'esprit de leurs correspondants celle sur laquelle ils insistaient : d'autant plus qu'à l'appui de leurs dires venaient les rapports du résident britannique au Caire, le major Missett. Mal inspiré et malheureux dans son action diplomatique, depuis le rembarquement des troupes anglaises d'occupation, Missett ne cessait de décrire l'état d'anarchie dans lequel se débattait l'Égypte, de dénoncer l'impuissance de ce pays, déchiré de discordes, à repousser une invasion étrangère, et de faire appel, pour rétablir l'influence britannique, battue en brèche par le consul de France, à une intervention armée. Prompt à prendre l'alarme, il avait été « jeté dans la fièvre » par une ouverture de Mathieu de Lesseps aux Mameluks, leur annonçant l'arrivée de

---

<sup>(1)</sup> FORTESCUE, *History of the British Army*, t. VI, chap. 1.

troupes françaises et les invitant à les recevoir en amis<sup>(1)</sup>; et non moins prompt à l'espoir, il comptait, en cas d'opérations militaires en Égypte, sur le concours illusoire de ces mêmes Mameluks, qui quémendaient à la fois auprès des deux consulats rivaux et qui perdaient de jour en jour de leurs forces, combattus et pourchassés par Méhémet-Ali. Ainsi était entretenu et fortifié, à Londres, un état d'esprit qui faisait voir dans l'Égypte un pays si peu tenu par ses maîtres nominaux, les Turcs, si désarmé, parce que tout entier en armes contre soi-même, si exposé à tomber de nouveau sous la domination française, si convoité par la France et si travaillé par les agents français, que le moment pouvait se présenter d'un jour à l'autre, où l'Angleterre devrait mettre la main dessus, pour l'empêcher d'être repris par la rivale, qu'il avait été si long et si ardu d'en déposséder.

Le moment en parut amené par le rapprochement qui s'opéra, en 1806, entre Napoléon et le sultan Sélim III, son ancien ennemi, et par l'attitude menaçante qu'en conséquence du concert établi entre Paris et Constantinople, la Turquie prit envers l'Angleterre. Quel pouvait être, pour la France, le prix d'une entente franco-ottomane, sinon l'Égypte<sup>(2)</sup>?

---

<sup>(1)</sup> Au moment où La Touche-Tréville, en janvier 1805, sortait de Toulon. Fortescue voit dans cette ouverture un piège de Napoléon pour attirer Nelson dans la Méditerranée orientale. Mais Nelson ne l'apprit qu'en se présentant devant Alexandrie, le 7 février : elle n'a donc pas contribué à l'y amener. Il est infiniment probable que Napoléon ne l'avait pas prescrite et que ce fut, de la part de Mathieu de Lesseps, une simple manœuvre, pour détourner les Mameluks du parti de l'Angleterre. Les agents anglais, de leur côté, ne se faisaient d'ailleurs pas faute de laisser espérer aux Mameluks l'envoi de secours britanniques. Ball le leur avait fait dire, en 1803, par son émissaire Taberno, et Missett recourait au même procédé pour entretenir leurs illusions.

<sup>(2)</sup> Les Anglais se trompaient en soupçonnant, à ce moment précis, Napoléon de préparer la réoccupation de l'Égypte. Se trompaient-ils autant en le soupçonnant d'y songer, pour un moment ou un autre ? Un maître des études napoléoniennes, M. Édouard Driault, se propose de montrer la continuité des vues de l'Empereur sur l'Égypte après son expédition de 1798. Jomard, qui avait été membre de l'Institut du Caire et qui fut un des principaux rédacteurs du grand recueil *Description de l'Égypte*, cite à cet égard un fait curieux. « De temps à autre, dit-il, le bruit se répandit du départ d'une flotte française dirigée sur l'Égypte. Cette nouvelle n'avait point de fondement, mais il n'en est pas de même du projet d'expédition. Le chef du Gouvernement nourrissait toujours l'espoir de reprendre une si belle conquête... On peut juger



L'accord qui se révélait n'était-il pas précisément celui qui n'avait pu se conclure en 1798 : l'Égypte occupée par les Français du consentement de la Porte? Le souvenir de l'incrédulité de leurs prédécesseurs, huit ans auparavant, portait les ministres anglais de 1806 à tenir pour vraies ces hypothèses.

Un an plus tôt, le faux bruit d'une rupture diplomatique entre la France et la Turquie<sup>(1)</sup> avait contribué à pousser Nelson devant Alexandrie, parce que cette rupture eût pu fournir à Napoléon le prétexte à se saisir d'une province ottomane, qui n'aurait pu, naturellement, être que l'Égypte. Voici maintenant que l'annonce d'une alliance entre la France et la Turquie allait conduire à Alexandrie des troupes et des navires anglais, parce que cette alliance pouvait permettre au pavillon français de réparaître dans son ancienne conquête. Successivement, le fantôme d'une brouille et la réalité d'une entente entre Paris et Constantinople produisaient sur des esprits anglais un effet identique.

La résolution fut prise à Londres, non seulement d'agir par intimidation ou par coercition sur la Turquie pour rompre immédiatement l'alliance naissante, mais d'intervenir par les armes en Égypte même. Tandis que l'amiral Collingwood était invité à détacher de l'escadre de la Méditerranée six vaisseaux pour faire une démonstration navale contre Constantinople, le général Fox, commandant à Palerme, recevait<sup>(2)</sup> du Ministre de la Guerre, Windham, l'ordre de tenir 5000 hommes prêts à embarquer pour l'Égypte, dès que l'ouverture des hostilités contre les

---

de ses vues sur l'Égypte par la persévérance qu'il mit, pendant sept ans, à empêcher la publication du grand atlas géographique. Cependant, il n'est pas inutile d'observer que, le 27 janvier 1807, étant à Varsovie, il l'avait au contraire approuvée. Une mesure expresse, qui date de la fin de 1807, ordonna de mettre sur-le-champ tous les cuivres sous le scellé. La carte devait rester un secret d'État jusqu'à ordre contraire. La Commission d'Égypte fit depuis de vaines démarches pour obtenir que cette collection fût jointe à son ouvrage; rien ne put faire fléchir la résolution prise et ce n'est qu'à la fin de 1814 (après la Restauration) qu'une ordonnance royale autorisa cette publication.» (Note de Jomard, tome I de l'*Histoire de l'Égypte sous le Gouvernement de Méhémet-Ali*, par Mengin, Paris, 1823.)

<sup>(1)</sup> Recueilli par Nelson à son passage sur la côte de Morée.

<sup>(2)</sup> Ordre du 21 novembre 1806. Cf. FORTESCUE, *op. cit.*, t. VI, chap. 1.

Turcs lui aurait été annoncée par l'amiral chargé de l'opération contre les Détroits. En donnant cet ordre, le Gouvernement britannique franchissait la dernière étape de l'évolution politique qui, d'une complète indifférence et d'une totale inattention à l'Égypte avant la mi-juin 1798, l'avait conduit à une intervention militaire préventive, anticipée sur tout préparatif d'expédition française, ainsi qu'à la décision d'occuper Alexandrie et d'exercer une influence prépondérante dans le reste de l'Égypte, pour la mettre à l'abri d'une entreprise de la France.

L'objet de l'opération consiste, en effet, non dans la conquête de l'Égypte, mais dans l'occupation d'Alexandrie seulement, pour empêcher les Français de débarquer de nouveau et soutenir dans le pays le parti ami de l'Angleterre, ou présumé tel. La conquête de toute l'Égypte exclue, faute de moyens suffisants, l'établissement militaire prévu à Alexandrie doit cependant permettre aux Anglais de faire régner leur influence et prévaloir l'autorité de clients à eux, dans toute l'étendue du territoire égyptien. Il en est tellement ainsi qu'aux termes des instructions envoyées au général Fox, le commandant des troupes devra être un homme de talents politiques, en même temps que militaires, son intervention dans les dissensions intérieures de l'Égypte paraissant inévitable, encore que les ministres britanniques se déclarassent hors d'état de déterminer, quant à présent, « la ligne précise qu'il lui conviendrait de suivre dans l'exercice de cette ingérence<sup>(1)</sup> ». Un historien anglais, qui incrimine la légèreté de ces instructions, les résume de la manière suivante, qui fait bien ressortir la double intention de tenir la principale place maritime d'Égypte et de dominer indirectement dans le reste du pays : « Nous vous envoyons avec 5000 hommes en Égypte, où votre but sera la prise d'Alexandrie seulement. Vous n'avez pas à occuper le pays, mais vous avez à faire en sorte que l'influence anglaise y soit prépondérante. Comment vous avez à vous y prendre pour cela, nous n'en avons aucune idée. Mais notre raison déterminante, en envoyant 5000 hommes, est que nous ne sommes pas disposés à en risquer davantage pour atteindre notre but<sup>(1)</sup>. » Ce but peut avoir été hors d'atteinte; le moment, mal choisi pour y marcher; les moyens, insuffisants et mal calculés pour y arriver : mais lui-même est

<sup>(1)</sup> FORTESCUE, *History of the British Army*, t. VI, chap. 1.

clairement déterminé. Il s'agit, en somme, de réparer la faute qui n'a cessé d'être dénoncée comme telle depuis février 1803, — l'évacuation d'Alexandrie, — et de reprendre le travail politique interrompu par elle : l'installation en Égypte d'un pouvoir local relativement fort et obéi, mais en même temps acquis à l'influence de Londres, tâche à laquelle les généraux britanniques avaient perdu leur peine de juillet 1801 à février 1803.

Cette tâche politique, cette prétention de faire servir une nouvelle occupation d'Alexandrie à dominer indirectement au Caire et dans les provinces, vont se marquer dans les péripéties de l'expédition et contribuer grandement à son insuccès final.

A peine Missett a-t-il connu le départ de Malte du corps expéditionnaire, sous le commandement du général Fraser, qu'il s'est empressé d'en avertir les Beys, en leur annonçant que le gouvernement de l'Égypte allait leur être rendu. Il n'avait pas eu instruction de le faire et il lui était arrivé à lui-même, dans sa correspondance, de marquer fortement à Londres qu'il n'y avait aucune confiance à placer dans les Mameluks : mais il ne s'embarrassait pas de logique. Au surplus, des trois partis qui s'étaient disputés l'Égypte depuis l'été de 1801, Mameluks, réguliers turcs et albanais de Méhémet-Ali, les Mameluks étaient celui en faveur duquel les généraux britanniques s'étaient entremis jusqu'à l'évacuation de 1803, et sur lequel la politique anglaise avait continué à tabler depuis lors. Le tort de Missett était de persévérer dans cette ligne de conduite, malgré les mécomptes qu'elle lui avait déjà valus, malgré la disparition ou l'affaiblissement des Beys, ses clients, et malgré les rapides progrès de Méhémet-Ali, qui s'était fait proclamer vice-roi par ses Albanais, avait défié à la fois Turcs et Mameluks, venait d'être reconnu comme pacha d'Égypte par l'amiral ottoman chargé de le vaincre et n'allait pas tarder à l'être par la Porte elle-même. Mais il suffisait à Missett que Méhémet-Ali passât pour sympathique à la France, pour qu'il persistât dans sa routine, sans même avoir essayé d'ébranler la fidélité de l'Albanais à ses patrons français. Par la faute de l'agent britannique en Égypte, l'action politique de l'Angleterre s'est donc trouvée compromise avec un parti défaillant et sans avenir, avant même que les vaisseaux anglais eussent touché Alexandrie.

Ils y ont été le 16 mars 1807. La ville, seule place importante de Basse-Égypte dont Méhémet-Ali ne fût pas encore maître et qui fût tenue par

une garnison de réguliers turcs, — 250 hommes! — fut facilement enlevée. L'objet militaire de l'expédition a dès lors été accompli. Restait à en faire sortir les conséquences politiques prévues.

Elles en seraient peut-être sorties d'elles-mêmes, au bout d'un peu de temps, si le général Fraser s'en était tenu à occuper Alexandrie et à s'y fortifier de son mieux, comptant, pour la subsistance de ses troupes, sur les ressources de la ville et le ravitaillement par mer et attendant, pour prendre parti dans les querelles locales, d'avoir pu apprécier par lui-même les forces relatives de chacun. Bien qu'en état d'hostilité avec la Turquie, contre laquelle venait d'opérer, dans les Détroits et jusque devant Constantinople, l'escadre de l'amiral Duckworth, il pouvait néanmoins adresser ses avances au rebelle d'hier et de demain qu'était le vice-roi du Caire, tenter de faire son jeu avec lui, appeler à Alexandrie les troupes de Méhémet-Ali, qui ne se le serait sans doute pas fait dire deux fois. Mais la politique anglaise était orientée vers les Mameluks et ne devait pas dévier de cette fausse orientation. Sans moyen de décider si son devoir était d'aider les Mameluks à chasser les Albanais, comme Missett le leur avait promis <sup>(1)</sup>, le général Fraser se laissa entraîner, sous prétexte de nécessités imposées par le ravitaillement de sa division, à des opérations offensives contre Rosette et Rahmanieh, qui le mirent en présence des Albanais, en lui faisant assumer à leur égard le rôle d'agresseur.

Ce n'était pas la première fois qu'une armée anglaise, primitivement destinée à ne prendre possession que d'Alexandrie, se trouvait amenée à outrepasser les limites de cette mission, pour affronter des troupes adverses tenant le reste du pays. En 1801, après Canope, Hutchinson avait été pris dans le même engrenage. Mais Hutchinson, en 1801, ne s'était pas encore emparé d'Alexandrie, quand il avait marché sur Rosette, Rahmanieh et le Caire. Il avait affaire à une armée française, qu'il lui fallait détruire ou faire capituler, sous peine de rester lui-même exposé à un retour offensif de l'ennemi, dans des conditions défavorables. Rien de tel pour Fraser en 1807. Il est maître d'Alexandrie, position aisément défendable; la Basse-Égypte et le Caire sont aux mains d'Albanais, que rien ne l'oblige, à priori, à considérer comme des ennemis irréconciliables,

<sup>(1)</sup> FORTESCUE, *History of the British Army*, t. VI, chap. 1.

puisque leur chef a combattu les Turcs, comme les Mameluks, jusqu'à la veille et que son tout récent ralliement à la Porte ne serait pas un obstacle insurmontable à un accommodement avec lui; enfin les exigences de ravitaillement invoquées par Missett pour conseiller la marche sur Rosette et Rahmanieh sont de simples prétextes, dont la fausseté sera démontrée, quand, n'ayant réussi à prendre ni l'une ni l'autre, les troupes britanniques auront cependant pu subsister six mois entre les murs d'Alexandrie. Ce qui les en fait sortir est, en réalité, le dessein préconçu de rétablir les Mameluks dans leur ancien pouvoir, pour dominer en Égypte sous leur nom, et l'espoir en leur concours pour abattre les Albanais — Albanais et Mameluks étant deux termes évidemment incompatibles. Cette erreur politique initiale est à l'origine des opérations offensives auxquelles se résout Fraser, sur le pressant conseil de Missett, pour élargir la zone de son occupation; et elle conditionne toute la suite de sa malheureuse campagne.

Le 31 mars, une colonne détachée par Fraser à l'attaque de Rosette, tenue par les Albanais, subit un sanglant échec et se replie péniblement sur Alexandrie. La conséquence en est une sévère atteinte au prestige anglais en Égypte et l'affaiblissement d'un effectif déjà minime. L'expérience aurait dû guérir Fraser et Missett de l'envie de recommencer. Missett cependant insiste pour que Fraser recommence, invoquant, comme la première fois, la crainte de la disette à Alexandrie et assurant que, cette fois, les Mameluks étaient en route pour prêter main-forte à leurs amis anglais. Les Mameluks, en réalité, étaient confinés en Haute-Égypte et dans le Fayoum, aux prises avec les soldats de Méhémet-Ali. Bien qu'avouant au War Office son désarroi, constatant qu'il a sur les bras Turcs et Albanais, que ces derniers sont « au service de la Porte », que l'arrivée de nouveaux adversaires par voie de Damiette lui est annoncée, enfin qu'il ne sait « toujours rien du rôle que joueront les Mameluks », Fraser se laisse convaincre de renouveler l'attaque. Elle aboutit, le 21 avril, à un vrai désastre. Cette fois, il se le tient pour dit et se résout à ne plus bouger d'Alexandrie, où, sur une allusion de lui à l'évacuation de cette place, Missett s'avise tardivement qu'elle contient abondance de riz et que les Arabes pourront être induits à y apporter de l'orge. Puis, devenu irrémédiablement sceptique sur les protestations de dévouement des Mameluks, — « le temps de ces aménités est passé », — Fraser finit par où il aurait



dû commencer, envoyant des parlementaires à Méhémet-Ali, traitant avec lui de la restitution des prisonniers anglais, lui donnant même de l'argent, achetant ainsi la tranquillité de ses avant-postes et, au demeurant, préférant beaucoup l'Albanais aux Mameluks tant vantés par Missett. Le 19 septembre 1807, sur l'ordre d'un nouveau ministre de la Guerre, Castlereagh, qui, en apprenant les deux échecs consécutifs de l'attaque contre Rosette, a compris que l'expédition avait abouti à une impasse et que, pour la désenbourber, d'importants renforts seraient nécessaires, les régiments anglais évacuent Alexandrie. Sur leurs talons y entre Méhémet-Ali, félicité par l'amiral anglais commandant l'escadre qui croisait encore devant Aboukir<sup>(1)</sup>. « Ainsi finit cette folle et désastreuse entreprise<sup>(2)</sup>. »

Désastreuse n'est pas discutable, folle est sévère. Car 5 000 hommes de troupes anglaises maîtresses d'Alexandrie sans coup férir, appuyées d'autant de vaisseaux de guerre qu'elles en pouvaient avoir besoin, assurées de la liberté de leurs communications maritimes, pouvant recevoir des renforts et en ayant effectivement reçu<sup>(3)</sup>, n'étaient nullement vouées d'avance à d'aussi tragiques mésaventures ni à une si piteuse et mortifiante reculade. Militairement mieux commandées et politiquement moins fourvoyées, elles pouvaient et devaient y échapper. La cause profonde de leur retentissant échec réside dans le choix malavisé du moyen adopté, pour faire rayonner l'influence anglaise d'Alexandrie sur le reste de l'Égypte et réaliser ainsi la fin proprement politique de l'expédition. A cette fin, la lutte à entreprendre n'eût pas dû être, — au moins pour commencer, — une lutte militaire contre Méhémet-Ali pour la possession de Rosette ou de Rahmanieh, mais bien une lutte diplomatique autour et auprès de Méhémet-Ali contre le consul de France, Drovetti<sup>(4)</sup>, qui avait rejoint le

<sup>(1)</sup> Cf. *Histoire scientifique et militaire...*, t. IX de la série, I de *L'Égypte moderne*, chap. 7.

<sup>(2)</sup> FORTESCUE, *op. cit.*, t. VI, chap. 1.

<sup>(3)</sup> Le 25 mai 1807, Fraser reçut de Malte deux bataillons de renfort et des approvisionnements.

<sup>(4)</sup> Cf. *Histoire scientifique et militaire...*, t. IX de la série, I de *L'Égypte moderne*, chap. 7. Vice-Consul à Alexandrie, Drovetti s'en était échappé le jour de l'entrée des Anglais et avait, — Mathieu de Lesseps étant alors en congé en France, — rejoint Méhémet-Ali au Caire.

vice-roi au Caire, le montait contre les Anglais, réagissait contre l'anxiété d'abord éveillée par leur irruption à Alexandrie, n'hésitait pas, pour soutenir les courages, à annoncer l'imminente arrivée d'une armée française et s'employait même à retenir dans leurs repères de Haute et Moyenne-Égypte les Mameluks appelés à l'aide par Missett. Là était, pour Fraser et Missett, le seul ennemi réellement irréconciliable. Rompre en visière à Méhémet-Ali, sous le vain prétexte d'assurer, par la possession de Rosette et de Rahmanieh, l'approvisionnement de la division anglaise en céréales et en bétail, c'était faire le jeu de Drovetti et rendre indissoluble la soudure entre le vice-roi du Caire, le consul de France et la Porte elle-même.

Superflue, puisqu'elle n'avait prévenu aucun projet français; intempes- tive, puisqu'elle avait trouvé les Mameluks sur leur déclin et Méhémet-Ali en pleine ascension; mal dirigée, puisque rien ne fut tenté pour la faire au moins tolérer par le nouveau maître de l'Égypte, l'expédition anglaise de 1807 est, en tout cas, la fidèle application des avis réitérés de Ball, de Nelson et de Missett. Tous, de 1803 à la fin de 1806, avaient pressé leur Gouvernement d'agir; tous avaient garanti le succès de l'action; tous avaient fait espérer le concours, efficace et facile à se procurer, de parti- sans locaux. Ball avait suggéré de faire, à Alexandrie, les frais d'une gar- nison indigène, vaguement encadrée d'officiers du service indien; il avait considéré qu'une pareille base eût été assez solide pour faire reposer des- sus un protectorat politique déguisé et un régime de préférence économi- que. Nelson avait déclaré que 600 hommes auraient suffi à enlever Alex- andrie et que 5000 Français débarquant auraient bientôt vu leur effec- tif plus que doublé par la jonction avec eux d'une partie des Albanais. C'était à peu près le calcul qu'avait fait Missett pour ses compatriotes, en comptant sur les Mameluks. Il est impossible de ne pas voir dans l'inter- vention britannique, telle qu'elle fut conçue à Londres, le reflet même de leurs assertions, de leurs prévisions et de leurs exhortations. Et cela prouve que même des Anglais peuvent, à l'occasion, pécher par légèreté!

## V

La leçon de 1807 ne sera pas perdue pour Londres. Désormais le Gouvernement anglais n'obéira plus précipitamment aux conseils de cette défiance, que l'expédition française de 1798 avait laissée après elle, qui s'était infiltrée dans l'atmosphère politique en Angleterre, que l'on respirait avec l'air de l'Orient, qu'entretenait une lutte diplomatique acharnée dans le Levant, et qu'avivaient de temps à autre les fallacieuses assurances d'agents de la France en Égypte, faisant espérer à tel ou tel, le concours militaire de leur pays. Désormais le Gouvernement anglais saura aussi résister à l'instinct d'imitation qu'avait éveillé en lui une entreprise ennemie, dont la ruine ne lui avait pas été aisée à consommer et dont le succès avait tenu, en somme, à la liberté des communications maritimes : un avantage qui ne risquait pas de lui faire défaut. Mais ce qui subsistera pour lui des enseignements de ces neuf années, c'est la notion complète de son intérêt politique en Égypte et celle des devoirs que cet intérêt lui dictait. Ces notions, on les a vues se former, se préciser et se généraliser, on en a pu suivre pas à pas les progrès, à travers les péripéties militaires et diplomatiques de la lutte ouverte, pour la possession de l'Égypte, par l'expédition de Bonaparte. Depuis le moment où s'organise à Toulon, dans l'incertitude des ministres anglais sur son but et l'incrédulité de la plupart à sa véritable destination, le formidable armement chargé de cette expédition, jusqu'à celui où le simple soupçon de visées françaises sur l'Égypte y conduit en hâte un corps britannique de débarquement, pas un événement, pas une passe d'armes, pas un assaut de diplomatie, qui ne fasse mieux sentir à l'Angleterre l'importance et la valeur de l'Égypte pour elle, qui n'inculque plus profondément dans sa conscience politique la conviction d'un intérêt vital à protéger dans ce pays. D'un terme à l'autre, le chemin parcouru se mesure au contraste même entre le point de départ et le point d'arrivée, entre l'état d'esprit du Gouvernement anglais en 1798 et en 1807. Sur ce chemin, jalonné de points de repère qui se confondent avec les efforts mêmes de la France pour s'établir sur la route de l'Inde et avec ceux de l'Angleterre pour l'en empêcher, la force motrice qui a mué l'Angleterre s'appelle la France.

Cent vingt-cinq ans ont passé sur ces événements et sur la leçon de choses qui s'en était dégagée pour l'Angleterre : un siècle et quart, pendant lequel elle n'a jamais failli à veiller sur l'intérêt qu'impliquait pour elle la question d'Égypte. Elle l'a soutenu contre Méhémet-Ali et, à travers lui, contre la France; soutenu contre Ferdinand de Lesseps, en cherchant à mettre obstacle au percement de l'isthme de Suez; préservé ensuite, en acquérant du khédive Ismail ses 176.000 actions du Canal et devenant ainsi la principale associée de l'entreprise qu'elle n'avait pu empêcher; protégé contre la première explosion du nationalisme égyptien, en abattant Arabi pacha; sauvegardé pour longtemps, en occupant militairement l'Égypte et instituant dans le pays ce régime civil d'occupation, qui était un protectorat moins le nom; accru, en conquérant le Soudan égyptien; garanti, en obtenant, par l'accord franco-anglais de 1904, le désistement de toute prétention politique de la France sur la vallée du Nil; défendu les armes à la main, avec le concours de la France alliée, contre l'Allemagne et la Turquie, pendant la dernière guerre européenne; affirmé, en proclamant officiellement son protectorat sur l'Égypte, après la déposition du khédive Abbas Hilmi. Elle ne l'a pas perdu de vue, dans les longues et délicates négociations qui ont abouti à l'abolition de ce protectorat, à la reconnaissance de l'indépendance égyptienne et à la liquidation du régime civil de l'occupation, sans cependant mettre fin au fait de l'occupation militaire. Une suite ininterrompue de soins patients, d'œuvres diplomatiques, administratives et militaires, rattache donc au présent la tradition politique qui s'est créée de 1798 à 1807 et qui repose sur l'assise solide d'expériences historiques.

Le présent le plus récent semble pourtant démentir le passé, rompre avec cette tradition séculaire. De 1920 à 1923, l'Angleterre a, sous la pression des circonstances, démoli en Égypte la majeure partie de l'édifice qu'elle y avait laborieusement élevé, de 1882 à 1919, pour y faire régner son influence exclusive et contrôler toute la vie du pays. Mais, si pénible qu'il ait dû lui être de détruire ou de mutiler l'ouvrage d'un lord Cromer, ce sacrifice méritoire n'a pu avoir, dans sa pensée, d'autre but que de lui rendre plus légère et plus facile la protection de l'intérêt essentiel qu'elle n'a pas cru pouvoir abandonner : le contrôle de la voie de communication impériale, qui, par le canal de Suez, la relie, non plus seule-

ment à l'Inde, mais à la Birmanie, à Singapour, à Hong-Kong, aux Nouvelles-Hébrides, à la Nouvelle-Zélande et à l'Australie. Les troupes britanniques demeurent au Caire, à Alexandrie, à Port-Saïd, à Khartoum. Le choix de leurs garnisons n'est pas immuablement, ni invariablement fixé. Une nouvelle définition, toujours cherchée, des rapports anglo-égyptiens (et peut-être à trouver dans une alliance politique) pourra entraîner des déplacements de garnisons. Mais, des rives du canal creusé malgré l'Angleterre, bien qu'à son principal profit, ses soldats seront-ils appelés à se retirer, tant que l'Angleterre sera l'Empire britannique?





# TABLE DES MATIÈRES.

---

## LIVRE 3.

---

### CHAPITRE XI.

#### NÉGOCIATIONS POUR L'ÉVACUATION DE L'ÉGYPTE. LA CONVENTION D'EL-ARICH.

- I. — Ouvertures de Bonaparte au Grand Vizir. Ses instructions à Kléber. Sa conception d'une négociation directe et séparée avec la Porte, en vue d'une paix séparée ou au moins d'une suspension d'hostilités laissant l'Égypte à la France jusqu'à la paix générale. Cette conception méconnaît les engagements de la Turquie avec l'Angleterre et sa dépendance de l'Angleterre. . . . . 2
- II. — État d'esprit de Kléber au moment de sa prise de commandement. Les deux politiques en présence du côté français. Les partisans de l'évacuation et les « colonistes ». Correspondance de Kléber et du Grand Vizir. Celui-ci la communique à Sidney Smith. Kléber en présence d'un négociateur anglais. . . . . 6
- III. — Idées de Sidney Smith sur l'évacuation de l'Égypte et le rapatriement des Français. Sa formule de passeport. Ses pouvoirs diplomatiques. Sa lettre à lord Spencer. Fureur de Nelson en apprenant que Sidney Smith est disposé à faciliter le retour aux Français. Deux politiques en présence du côté anglais. Rapatriement ou reddition sans conditions, à défaut d'extermination. Les ministres britanniques n'approuvent pas les idées de Sidney Smith, mais ne l'en avisent pas. Il persévère dans sa tactique. Sa lettre à Bonaparte à Saint-Jean d'Acre et la proclamation de la Porte aux Français. . . . . 14
- IV. — Correspondance de Sidney Smith avec Kléber. Il lui réitère l'offre d'évacuer, mais écarte du terrain de la négociation les diversions politiques, telles que paix franco-turque ou paix générale. Kléber s'éloigne progressivement des directives de Bonaparte et en vient à accepter de traiter d'évacuation pure et simple. Négociations et convention d'El-Arich. . . . . 22

## CHAPITRE XII.

LE GOUVERNEMENT ANGLAIS  
ET LA CONVENTION D'EL-ARICH. — HÉLIOPOLIS.

- I. — Lord Elgin, la Porte ottomane et les négociations pour l'évacuation de l'Égypte. Objection d'Elgin contre cette évacuation. Sa contrariété de la convention d'El-Arich. Ses reproches à Sidney Smith. Ses suggestions tendant à imposer des conditions nouvelles aux Français..... 42
- II. — Le Cabinet britannique et les négociations pour l'évacuation de l'Égypte. L'ordre en conseil du 15 décembre 1799. Instructions à lord Keith et à Elgin. Par où pèche l'argumentation des ministres anglais. La convention d'El-Arich frappée d'interdit à Londres quarante jours avant d'avoir été conclue. Colère de Nelson contre Sidney Smith..... 47
- III. — Sidney Smith rend compte à Nelson de la convention. Lettre de lord Keith à Kléber. Efforts de Sidney Smith pour sauver son œuvre. Ses lettres à Nelson, Keith, Elgin, lord Spencer. Mission de Morier. Sa proposition à Sidney Smith de faire tomber les Français dans un piège. Refus indigné de Sidney Smith. Ses plaidoyers en faveur de l'évacuation. Ses efforts pour éviter la reprise des hostilités. Héliopolis..... 51
- IV. — Nelson et la convention d'El-Arich. Il se dispose à appliquer l'ordre en conseil du 15 décembre, tout en le trouvant encore trop doux. Le Cabinet anglais et la convention d'El-Arich. Il la sanctionne à contre-cœur, rapporte l'ordre en conseil du 15 décembre et blâme Sidney Smith. Raisons de sa décision. Reproches de certains Anglais et des Russes. L'Angleterre prend facilement son parti de la défaite des Turcs à Héliopolis..... 60
- V. — Sidney Smith se défend et justifie sa politique. Tentative pour faire revivre la convention d'El-Arich. Kléber reste partisan de l'évacuation, mais ne veut plus négocier avec les Anglais. Menou est hostile à l'évacuation. Il repousse les ouvertures de Sidney Smith. L'opposition parlementaire au Cabinet Pitt lui reproche d'avoir fait échouer l'évacuation de l'Égypte..... 71

## CHAPITRE XIII.

APRÈS LE RETOUR DE BONAPARTE EN EUROPE. — L'ANGLETERRE,  
LE PREMIER CONSUL ET L'ÉGYPTE.

- I. — L'Angleterre et le retour de Bonaparte en Europe. Les Anglais interceptent en mer le premier rapport de Kléber au Directoire et la copie des instructions de Bonaparte à son successeur. Progrès faits en Angleterre par la notion de ce que les Français ont été entreprendre en Égypte. . . . . 83
- II. — L'Angleterre et les offres de paix du Premier Consul. Débats parlementaires anglais sur le refus d'entrer en négociations avec la France. Justifications de Grenville, Dundas, Pitt. Parti tiré par eux de l'expédition d'Égypte pour justifier leur politique. L'Égypte et les négociations pour une suspension d'hostilités. . . . . 85
- III. — Bonaparte, la Russie, l'Égypte et l'Inde. Tentative d'alliance avec Paul I<sup>er</sup>. Alarmes causées en Angleterre, en Turquie et aux Indes par le rapprochement franco-russe. Mission et rapport du colonel Malcolm sur les difficultés d'une opération contre l'Inde par la Perse et l'Afghanistan. . . . . 91
- IV. — Tentatives de Bonaparte pour secourir l'Égypte par mer. Expédition de l'amiral Ganteaume. Sa sortie de Brest. Erreurs des Anglais sur sa destination. Son arrivée dans la Méditerranée. Les Anglais comptent, pour l'empêcher de remplir sa mission, sur les amiraux Keith, Bickerton et Warren. Ganteaume entre à Toulon. Il a eu le champ libre entre Gibraltar et Alexandrie du 9 février à la fin du mois. . . . . 99

## LIVRE 4.

## CHAPITRE XIV.

LA GENÈSE DU PROJET D'EXPÉDITION MILITAIRE ANGLAISE EN ÉGYPTE.  
LA QUESTION DU SORT DE L'ÉGYPTE.

- I. — Genèse du projet d'expédition militaire anglaise en Égypte par la mer Rouge et par la Méditerranée. Lettre de Dundas à Pitt du 24 novembre 1799. Lettre de

- Pitt à Dundas du 12 décembre 1799. Spencer Smith, Sidney Smith, Elgin, Dundas, Wellesley et l'idée d'une expédition anglo-indienne par la mer Rouge. Une expédition par la Méditerranée est exclue des plans du Gouvernement anglais jusqu'à octobre 1800. Mouvement de soudaine attention à l'Égypte en septembre 1800. Instructions d'octobre 1800 au général Abercromby..... 106
- II. — Importance des décisions prises en octobre 1800 par le Gouvernement anglais. Nouvelle politique militaire en Orient. Lacunes et défauts du plan de Dundas. Peut-être les ministres anglais n'ont-ils osé l'intervention militaire anglaise en Égypte que parce qu'ils ont cru la tâche plus aisée..... 121
- III. — Discussions anglaises sur le sort futur de l'Égypte. Suggestions d'Abbott à Grenville : garder Malte, mettre l'Égypte en état de se défendre contre une invasion française ou russe. Suggestions de Spencer Smith : factorerie anglaise à Kosseir et commerce de la mer Rouge..... 126
- IV. — Elgin, en présence de la décadence militaire turque, conseille à Londres de prendre des précautions par rapport à l'Égypte. Il considère que l'Angleterre aura droit à une compensation pour son assistance à la Turquie. La réponse de lord Hawkesbury..... 132
- V. — Opinions d'Eyles Irwin et de George Baldwin. Rencontre de Baldwin et de Magallon à Malte..... 137

## CHAPITRE XV.

### LE DÉBARQUEMENT ANGLAIS D'ABOUKIR ET LA BATAILLE DE CANOPE.

- I. — Retard subi par l'expédition de la Méditerranée. Séjour du corps expéditionnaire à Marmorice. Impréparation des Turcs. Les Anglais ne font pas fond sur la coopération militaire ottomane. La coordination n'existe pas avec le contingent anglo-indien attendu par la mer Rouge. Inquiétudes d'Abercromby. Proposition d'évacuer renouvelée à Menou par le Grand Vizir..... 144
- II. — Situation respective des deux adversaires. Les Anglais pensent que les chances étaient contre Abercromby. Faiblesses du côté français. Insuffisance militaire de Menou. Méintelligence entre lui et certains de ses lieutenants..... 150
- III. — Abercromby devant Aboukir. Circonstances qui retardent le débarquement de ses troupes. Son anxiété. Débarquement. Friant n'a que 1450 hommes à opposer



- aux Anglais. Pourquoi il ne dispose pas de davantage. Dispositions prises par Menou en prévision d'une attaque anglaise par la côte. Optimisme de Friant. Hantise de l'attaque turque par le désert. Menou et Reynier. Erreurs et illusions de Menou. Plein succès du débarquement britannique..... 153
- IV. — Les Anglais dans la péninsule d'Aboukir. Nécessité pour eux d'occuper sans délai une position défendable. Appel de Friant à Menou. Jonction de Lanusse avec Friant. Malgré leur supériorité numérique, les Anglais jugent les Français avantageés sous le rapport de la position et de l'artillerie. Combat du 13 mars. Les Français évacuent la ligne du camp des Romains. Abercromby échoue contre les hauteurs de Nicopolis. Son inquiétude..... 162
- V. — Menou à la nouvelle du débarquement d'Aboukir. Il ne réunit pas encore la totalité de ses troupes..... 166
- VI. — État d'esprit et perplexité d'Abercromby à la veille de la bataille du 21 mars. Il préfère recevoir le choc plutôt que le donner, mais ne pourra pas longtemps différer d'attaquer. Les généraux français d'accord pour prendre l'offensive.. 168
- VII. — Bataille de Canope. Force de la position anglaise. Feinte française éventée. Fautes de Lanusse. Échecs des assauts d'infanterie française. Menou ne commande pas. Rôle équivoque de Reynier et inaction de sa division. Charge de cavalerie de Roize. Retard de Menou à commander la retraite. Infériorité du commandement français..... 170

## CHAPITRE XVI.

### LES CAPITULATIONS DU CAIRE ET D'ALEXANDRIE.

- I. — Préoccupations et craintes d'Hutchinson après Canope. Situation respective des Anglais et des Français. Non décisive par elle-même, la bataille de Canope le devient. Nécessité pour les Anglais d'une campagne à l'intérieur. Proposition d'évacuer renouvelée aux Français par l'intermédiaire de Sidney Smith..... 182
- II. — Reynier propose à Menou de réunir la plupart de ses forces à Rahmanieh. Menou pour une résistance passive..... 186
- III. — Marche d'Hutchinson sur Rosette, El-Hamed, El-Atf et Rahmanieh. Il n'a devant lui que 4000 hommes. Pourquoi la route du Caire lui est disputée par si

*Documents*, n° 4.

24

- peu de monde. Conseils donnés à Menou. Son irrésolution et son inaction. Conséquences de la prise de Rahmanieh. Anxiété d'Hutchinson avant de décider de poursuivre sa marche sur le Caire. Protestations de ses officiers. . . . . 189
- IV. — Belliard au Caire. Combat d'El-Khankah. Portée morale d'un succès des Turcs sur les Français. Jonction des Turcs avec les Anglais. Inquiétude inspirée à Hutchinson par la nouvelle que l'escadre de Ganteaume a paru sur la côte. Jonction des Mameluks avec les Anglais et accord entre eux. Défaillance de Belliard et capitulation du Caire. Surprise des Anglais devant l'étendue de leur succès. . . . . 194
- V. — Expédition anglo-indienne par la mer Rouge. Organisation et mise en route de l'expédition. Elle retourne contre l'Égypte française les projets de jonction avec l'Inde que les Français avaient formés contre la puissance anglaise dans l'Inde. Le général Baird à Moka, Djeddah, Kosseir. Marche de son corps d'armée de Kosseir à Kénéh. Marche d'un détachement anglais de Suez à El-Khankah. Pratiquement peu efficace, l'expédition anglo-indienne est importante par sa signification politique. . . . . 203
- VI. — Séjour d'Hutchinson au Caire. Il laisse la souveraineté turque se rétablir sur la capitale. Il est amené à s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Égypte et doit arbitrer le différend des Turcs et des Mameluks. . . . . 214
- VII. — Dernières inquiétudes d'Hutchinson au sujet de la croisière de Ganteaume. Pourquoi elles sont vaines. Forces dont dispose Hutchinson contre Alexandrie en août. Menou n'a pas profité de la faiblesse de Coote. Tentation exercée par Sidney Smith sur les Français au moyen de l'offre de rapatriement. Menou la repousse. Hutchinson accentue la pression autour d'Alexandrie. Capitulation de la place. Opinion des Anglais sur cette capitulation. . . . . 218
- VIII. — La campagne de 1801 aurait-elle pu ou dû avoir une autre issue? Rien ne contribue plus que les témoignages anglais à poser cette question. . . . . 225

## CHAPITRE XVII.

### LES PRÉLIMINAIRES DE LONDRES.

- I. — Résultat politique des victoires anglaises en Égypte. Impressions en Angleterre. Hutchinson sait combien les victoires d'Abercromby et les siennes ont tenu à peu. Conséquences pour l'intérêt anglais en Égypte. . . . . 227

- II. — Négociation et conclusion de la paix. L'Égypte et les préliminaires de Londres. Efforts de Bonaparte pour éviter le sacrifice de l'Égypte. Ténacité des Anglais à en exiger la remise aux Turcs. Rançon moyennant laquelle ils eussent admis de la laisser à la France. Influence des opérations militaires d'Orient sur la négociation. Reproche adressé aux ministres anglais d'avoir traité avec précipitation. . . . . 236
- III. — Opinion de Pitt sur les conditions des préliminaires. Attaques des anciens ministres de Pitt contre les préliminaires de Londres et la paix d'Amiens. Part de la question égyptienne à ces critiques. Elle fait le fond d'un litige qui menace la paix avant même que celle-ci soit définitive. . . . . 256

---

## LIVRE 5.

---

### CHAPITRE XVIII.

#### LA TURQUIE, LES MAMELUKS ET LA PREMIÈRE OCCUPATION ANGLAISE DE L'ÉGYPTÉ.

- I. — Opinion d'Hutchinson sur l'armée turque. Il ne croit pas à la possibilité de restaurer en Égypte une domination ottomane durable. Elgin et la question du statut futur de l'Égypte. Idées d'occupation anglaise. Suggestion de l'ambassadeur de Russie à Londres. Baldwin et l'intérêt politique anglais en Égypte. . . . . 262
- II. — La Porte demande elle-même au Gouvernement anglais s'il consentirait à maintenir une occupation en Égypte. Conférence entre Elgin et le Reis Effendi. Elgin projette d'aller en Égypte. . . . . 268
- III. — Le mémoire de Morier, secrétaire d'Elgin. Il suggère de détruire l'Égypte par submersion. . . . . 270
- IV. — Hutchinson entre Turcs et Mameluks. Nouveaux avertissements à Elgin. Instructions d'Hawkesbury. Plan anglais d'organisation du gouvernement en Égypte. Hutchinson et Keith pressent Elgin de venir en Égypte. Opinion du général Stuart sur la décision qui convient à l'Angleterre. . . . . 274
- V. — Changement d'attitude de la Porte. Elle presse l'Angleterre d'abandonner les Mameluks. Intérêt du Gouvernement anglais à empêcher la ratification des préliminaires de paix franco-turcs. Sébastiani à Constantinople. . . . . 280

- VI. — Guets-apens organisés contre les Mameluks par le capitan-pacha à Aboukir et le Grand Vizir au Caire. Colère des généraux anglais. Leur intervention en faveur des Mameluks. Concentration des Mameluks. Mission de Straton en Égypte. Son échec. . . . . 283
- VII. — Instructions d'Hawkesbury à Elgin et lettre du roi George au sultan Sélim, après les attentats contre les Mameluks. Elgin et la convention d'armistice franco-turque. L'Égypte aux mains de l'Angleterre est gage de la fidélité des Turcs. 289
- VIII. — Évolution de la politique anglaise en faveur des Mameluks. Stuart à Constantinople. Négociations au Caire et à Alexandrie avec les Beys et les Turcs. Sébastiani en Égypte. Alarmes d'Elgin. Derniers efforts pour un accommodement entre Turcs et Mameluks. Évacuation d'Alexandrie. . . . . 292
- IX. — Politique anglaise en Égypte après l'évacuation. Le major Missett. L'Angleterre et Elfi bey. Visite d'Elfi à Londres. La France a l'avantage dans la lutte d'influence. Missett réclame des forces anglaises de mer ou de terre. . . . . 294

## CHAPITRE XIX.

### LA POLITIQUE ANGLAISE DANS LA MER ROUGE.

- I. — L'expédition française en Égypte et la politique anglaise dans la mer Rouge. L'invasion française en Égypte fait comprendre aux Anglais l'importance stratégique et politique de la mer Rouge. Compagnies de débarquement aux ordres du colonel Murray sur l'escadre de l'amiral Blankett. Occupation et évacuation de Périn et d'Aden. Vues commerciales de Murray. . . . . 299
- II. — Importance de Moka et Djeddah. Le capitaine Wilson à Djeddah. Rapports avec le Chérif de La Mecque . . . . . 304
- III. — Opérations contre Suez et Kosseir. Occupation anglaise de Suez aussitôt après la convention d'El-Arich et évacuation après la bataille d'Héliopolis. . . . . 306
- IV. — Suggestions en vue de l'exploitation du commerce de l'Inde et d'un établissement anglais sur la côte soudanaise. . . . . 308
- V. — Mission de Sir Home Popham dans la mer Rouge. Vues politiques et commerciales. Commerce entre l'Inde et l'Égypte par la mer Rouge. Rapports de Popham avec Carlo Rosetti. . . . . 313

- VI. — Relations de Popham avec le Chérif de La Mecque, le sultan d'Aden. Concessions obtenues de la Porte par Elgin pour le commerce par Suez et par Bassora-Bagdad..... 318

## CHAPITRE XX.

### LA RUPTURE DE LA PAIX D'AMIENS.

#### L'EXPÉDITION ANGLAISE DE 1807 À ALEXANDRIE.

- I. — L'Égypte et la rupture de la paix d'Amiens. Grenville, Pitt et l'évacuation d'Alexandrie. La question de Malte. Derrière Malte, c'est l'Égypte qui fait le fond de la dispute anglo-française. Publication du rapport Sébastiani. Entrevue de Whitworth et du Premier Consul. Lettres de Pitt à son frère. Malte ou la guerre. La hantise du renouvellement de l'expédition d'Égypte..... 325
- II. — La Marine britannique et la hantise d'un coup de la France sur l'Égypte. Les avertissements, renseignements et conseils du commander Ball. Il suggère un protectorat déguisé sur l'Égypte. Il envoie en Égypte un agent, Taberno..... 334
- III. — Le commandement de Nelson en Méditerranée et sa poursuite de La Touche-Tréville. L'Égypte est, selon lui, la destination la plus plausible de l'amiral français. Elle est pour lui une obsession. Il va chercher La Touche-Tréville à Alexandrie..... 341
- IV. — L'expédition anglaise de 1807 contre Alexandrie. Le rapprochement franco-turc de 1806 fait craindre aux Anglais un débarquement français en Égypte et cette crainte fait diriger une expédition britannique sur Alexandrie. L'occupation anglaise d'Alexandrie doit servir à dominer indirectement au Caire et dans les provinces. Double échec du général Fraser contre Rosette. Évacuation d'Alexandrie..... 352
- V. — Conclusion..... 361



































